PRACE SEMINARJUM PRAWA CYWILNEGO UNIWERSYTETU WARSZAWSKIEGO Nr. I.

STANISŁAW TYLBOR

PRÓBY REFORMY KODEKSU CYWILNEGO POLSKIEGO

(1834 — 1854)

WYDAWNICTWO KASY IM. MIANOWSKIEGO
INSTYTUTU POPIERANIA POLSKIEJ TWÓRCZOŚCI NAUKOWEJ.
WARSZAWA (PAŁAC STASZICA) 1927.

PRÓBY REFORMY KODEKSU

TRAVAUX DU SEMINAIRE DE DROIT CIVIL DE L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE Nr. I.

STANISLAS TYLBOR

PROJETS DE LA RÉFORME DU CODE CIVIL POLONAIS

(1834 — 1854)

PUBLIÉ PAR LA „CAISSE J. MIANOWSKI".
INSTITUT D'ENCOURAGEMENT AUX TRAVAUX SCIENTIFIQUES
VARSOVIE, (PALAIS STASZIC) 1927.

PRACE SEMINARJUM PRAWA CYWILNEGO UNIWERSYTETU WARSZAWSKIEGO Nr. I.

STANISŁAW TYLBOR

PRÓBY REFORMY KODEKSU CYWILNEGO POLSKIEGO

(1834 — 1854)

WYDAWNICTWO KASY IM. MIANOWSKIEGO
INSTYTUTU POPIERANIA POLSKIEJ TWÓRCZOŚCI NAUKOWEJ.
WARSZAWA (PAŁAC STASZICA) 1927.

Druk Zakł. Druk. W. Piekarniaka, Ordynacka 3, tel. 44-59.

SPIS RZECZY:

CZĘŚĆ DRUGA.

CZĘŚĆ TRZECIA.

La première partie de notre ouvrage contient le tableau historique des travaux des commissions législatives ayant pour but la réforme et la codification des lois du Royaume de Pologne. Ces commissions furent convoquées à Varsovie et à Petersbourg après la chute de la révolution en 1831. Néanmoins nous avons limité nos recherches et nous ne nous occupons que des projets de la réforme du premier livre du Code Civil, c'est à dire de la réforme du dit Code Civil du Royaume de Pologne.

En 1833 le gouvernement russe convoqua à Petersbourg le Comité Préparatoire, composé de juristes et d'hommes d'Etat polonais, ayant *Turkull* comme président et comme membres *Zaborowski, Hube, Cichorski et Faleński.* Ce comité avait pour but la préparation des projets des lois concernant le droit et la procédure civile, ainsi que le droit et la procédure pénale. Il cessa d'exister après une durée de 28 ans donc en 1861.

L'intention du gouvernement russe était de faire préparer par le comité des projets se rapprochant des lois russes.

Dans le Royaume de Pologne le droit civil français était en vigueur à cette époque comme il l'est aujourd'hui, à quelques exceptions près. Les changements apportés à certaines parties du Code Napoléon avant 1833 avaient cependent comme modèle le droit français (par exemple la loi de 1825 qui

remplaça le premier livre du Code[1]) et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils s'écartent de ce modèle (par exemple la loi hypothécaire de 1818).

Le gouvernement russe voulait éliminer des lois polonaises tous les principes du droit francais considérés comne révolutionnaires et anarchistes et c'est pour cela qu'on confia le contrôle du Comité Préparatoire à un Russe d'abord au comte *Sperański*, ensuite au comte *Bludow;* outre cela on décida les membres du Comité à élaborer leurs projets d'après les lois russes, on discuta les projets préparés au Conseil d'Etat russe et ce ne fut qu'un nombre bien restreint d'illustres juristes de Varsovie qui purent participer aux travaux du Comité résidant à Petersbourg.

Le comité de Petersbourg, en ce qui concerne le livre premier du Code Civil élabora quelques projets, mais ce n'est que le titre I du I livre du Code qui fut mis en vigueur, publié en 1836 sous le nom „la loi sur le mariage" et remplaca quelques sections du titre V et VI du dit Code Civil Polonais. D'autres projets ne furent pas publiés.

Ces projets ayant été élaborés strictement d'après les lois russes, furent sévèrement critiqués par une commission spéciale convoquée à Varsovie.

La dite commission composée d'eminents juristes *(Antoine* et *Onufre Wyczechowski, Wolowski, Dutkiewicz* et autres) devait selon les intentions russes jouer le rôle d'institution émettant des opinions uniquement dans les questions secondaires. Néamnoins elle décida de défendre coûte que coûte les lois étant alors en vigueur dans le Royaume de Pologne. De cette manière elle acquit dans les travaux législatifs une importance qui n'était pas prévue par le gouvernement russe.

Les juristes de Varsovie connaissaient bien certains défauts du code français ainsi que ceux du code de 1825 qui avait remplacé le livre I du Code Napoléon, mais ils préféraient

---

[1]) L'histoire de la réforme de cette loi nommée généralement Code Civil du Royaume de Pologne ou Code Civil Polonais est le sujet principal de notre travail.

plutôt corriger ces defauts tout en conservant les principes du code français qu'adopter les principes du droit russe.

Le code français et la loi de 1825 paraissaient en ce temps d'oppression russe comme un symbole d'indépendance polonaise. Ainsi on élabora à Varsovie des contre-projets d'après les modèles français.

La première partie de notre travail c'est l'histoire de lutte entre le comité de Petersbourg et le comité de Varsovie, qu'on peut désigner comne une lutte pour l'indépendance législative du Royaume de Pologne. Cette lutte fut gagnée par Varsovie, grâce à des circonstances imprévues: le gouvernement russe embrassant des idées nouvelles, les deux comités cessèrent d'éxister en 1861 et ne laissèrent qu'une bien pauvre succession. Les projets élaborés à Varsovie et à Petersbourg n'ayant été publiés, le Code Napoléon et la loi de 1825 furent sauvés.

Dans la deuxième partie de notre travail nous présentons dans un ordre systématique la comparaison des principes du Code Civil du Royaume de Pologne (c'est à dire de la loi de 1825) avec ceux des projets élaborés à Petersbourg et à Varsovie.

Cette comparaison montre clairement la différence du point de vue des deux commissions législatives: de la commission principale de Petersbourg et de la commission de Varsovie quant à la réforme du droit civil.

Dans les projets de la commission de Petersbourg le mariage fut considéré comme une institution religieuse, on confia la juridiction dans les causes matrimoniales aux tribunaux ecclésiastiques, le régime matrimonial eut pour base la séparation des biens. Les codificateurs voulaient selon les principes du Recueil des Lois Russes (Le Swod Zakonow Rossijskoj Impierji) donner à la femme mariée sa pleine capacité civile. La situation des enfants naturels fut selon ces projets améliorée d'une part, — on leur accorda le droit de la recherche de la paternité — mais d'autre part elle fut empirée,

car les enfants naturels ne pouvaient demander de leur père que les aliments et un enfant naturel même reconnu n'avait aucun droit à la succession de son père; on tenta de limiter son droit à la légitimation. L'adoption fut réglée autrement pour la noblesse que pour les personnes d'origine non noble. L'adoption faite par un noble avait pour unique but la conservation du nom de famille. On limita d'une part l'autorité paternelle en interdisant aux parents l'usufruit sur les biens de leurs enfants, d'autre part on l'agrandit en permettant aux parents de mettre en prison les enfants rebelles et désobeissants (Ce droit prévu par le Code Napoléon fut aboli par la loi de 1825). On introduisit l'émancipation que nous pouvons nommer automatique et qui s'opère sans la volonté des parents tant qu'un mineur finit 17 ans. L'institution du conseil de famille fut abolie ou selon certaines projets son pouvoir fut sensiblement diminué. On remplaça la surveillance des ces conseils de famille par la surveillance des tribunaux (les autorités „tutélaires") ou par celle des conseils „tutélaires" composés d'un petit nombre de membres autant que possible professionnels.

Dans les projets de la Commission de Varsovie qui fut obligée d'adopter la juridiction ecclésiastique dans les causes matrimoniales[1]) on proposa comme régime matrimonial légal le système de communauté d'acquêts;[2]) on défendait avec entêtement le principe de la puissance maritale ainsi que le principe d'incapacité civile de la femme mariée; en matière d'adoption on chercha à faire adopter le régime francais quoiqu'on était forcé d'admettre une différence entre l'adoption par les nobles et celle des personnes d'origine non noble; on lutta pour la conservation du droit de la légitimation des enfants naturels *per subsequens matrimonium*, pour la conservation du droit des parents de l'usufruit sur les biens de leurs enfants, pour le système d'émancipation non automatique, mais dépendant de la volonté des parents ou du conseil de famille; on

---

[1]) Le code de 1825 avait déjà adopté le principe du mariage religieux.

[2]) Les projets de la commission de Varsovie sous ce rapport différaient entre eux.

tâcha de conserver l'institution des conseils de famille en améliorant leur fonctionnement, en assurant à l'autorité judiciaire sa part dans les travaux de ces conseils et en soumettant les conseils à la surveillance du gouvernement.

On céda aux exigences du Comité de Petersbourg en ce qui concernait d'autres questions.

La troisième partie de notre travail renferme le texte des deux projets du livre premier du Code Civil, élaborés à Petersbourg et à Varsovie en 1842 et 1852.

OBJAŚNIENIE SKRÓTÓW.

D. II — Dieło II Otdieła Sobstwiennoj Jewo Impieratorskawo Wieliczestwa Kancelarji.

AKP — Archiwum Komisji Prawodawczej Królestwa Polskiego.

AKRS — Akta Komisji Rządowej Sprawiedliwości.

AKN — Akta Kancelarji Namiestnika.

ARA — Akta Rady Administracyjnej Królestwa Polskiego.

AG — Archiwum Główne Akt Dawnych. Warszawa, ul. Długa 24.

AAD — Archiwum Akt Dawnych. Warszawa. ul. Jezuicka 1.

t — Teka.

KCP — Kodeks Cywilny Królestwa Polskiego z r. 1825.

M — Prawo o małżeństwie z r. 1836.

P. 1834 — Petersburski projekt księgi I-ej Kodeksu Cywilnego zakończony w r. 1834. (zob. cz. I-a § 3).

P. 1837 — Petersburski projekt księgi I-ej Kodeksu Cywilnego zakończony w r. 1837 (zob. cz. I-a § 5 i 6).

P. 1842 — Petersburski projekt księgi I-ej Kodeksu Cywilnego zakończony w r. 1842 (zob. cz. I-a § 7).

P. 1850 — Warszawski kontrprojekt księgi I-ej Kodeksu Cywilnego zakończony w r. 1850 (zob. cz. I-a § 9).

P. 1852 — Warszawski kontrprojekt księgi I-ej Kodeksu Cywilnego zakończony w r. 1852 (zob. cz. I-a § 11 str. 60 — 61).

Kp B — Kontrprojekt Błudowa. Przeróbka projektu warszawskiego z r. 1852 dokonana w Petersburgu i wniesiona razem z projektem warszawskim na posiedzenie Rady Państwa w kwietniu 1853 (zob. cz. I-a § 12 str. 61 — 63).

P B — Propozycje hr. Błudowa w materji działu o stosunkach majątkowych między małżonkami wynikających z ustawy (zob.cz.I-a § 11 str. 58—59).

P I 1853 — Projekt prawa o stosunkach majątkowych między małżonkami w razie niezawarcia umowy przedślubnej, przygotwany w Warszawie w r. 1853 (zob. cz. I-a § 12, str. 64 — 65).

P II 1853 — Drugi ewentualny projekt warszawski z r. 1853. (zob. cz. I-a § 12 str. 65).

P I 1854 — Projekt prawa o stosunkach majątkowych między małżonkami w razie niezawarcia umowy przedślubnej, przygotwany w Petersburgu i wniesiony w dniu 3 czerwca 1854 na posiedzenie Rady Państwa (zob. cz. I-a § 12 str. 65).

P II 1854 — Tenże projekt zmieniony przez Departament do spraw Królestwa Polskiego w Radzie Państwa (zob. cz. I-a § 12 str. 66).

CZĘŚĆ PIERWSZA.

§ 1

KODEKS NAPOLEONA W KSIĘSTWIE WARSZAWSKIEM I KRÓLESTWIE KONGRESOWEM DO POWSTANIA LISTOPADOWEGO.

Z dniem 1 maja 1808 r. Kodeks Napoleona został wprowadzony na terytorjum Księstwa Warszawskiego. Wprowadzenie Kodeksu było wykonaniem art. 69 Konstytucji Księstwa podyktowanej przez Napoleona, nie liczącego się z rzeczywistemi potrzebami nowoutworzonego państwa[1]). Obce polskim stosunkom społecznym i gospodarczym prawo francuskie spotkało się z niechęcią sfer rządzących w Warszawie i większości społeczeństwa polskiego i zawdzięczało swe wejście w życie jedynie woli księcia warszawskiego, Fryderyka Augusta, oraz energji jego ministra, Feliksa Łubieńskiego, którzy, posłuszni rozkazom z Paryża, obstawali przy wykonaniu w tym względzie konstytucji.

Ponieważ kodeks francuski zawierał instytucje zupełnie nie dające się pogodzić z tradycjami polskiemi, wkrótce już podjęto myśl o jego reformie. Chodziło zwłaszcza o zmianę instytucji hipotecznej, która w Polsce już od r. 1588 oparta była na zasadach jawności, legalności i szczegółowości i stała niezaprzeczenie wyżej od tajnej i ogólnej hipoteki francuskiej, o reformę prawa małżeńskiego, gdyż Kodeks przewidywał mał-

---

[1]) Por. Grynwasser: Kodeks Napoleona w Polsce, Themis Polska, 1914, str. 2 — 4.

żeństwo cywilne i rozwód, a ówczesne społeczeństwo polskie przywiązało się do ślubu kościelnego i nie znało rozwodu[1]); również wprowadzenie prawa opiekuńczego francuskiego było znacznem pogorszeniem w stosunku do zasad pruskich, które obowiązywały w Księstwie po rozbiorach Polski i do których przyzwyczajono się zupełnie; prawo pruskie przewidywało publiczną organizację opiek i silną kontrolę sądu nad działalnością opiekuna, prawo francuskie zaś oddawało nadzór nad opiekunem radzie familijnej, złożonej z krewnych pupila, instytucji nie zwoływanej perjodycznie, niezawsze przyjaznej pupilowi i bezstronnej; chodziło zatem i w dziedzinie prawa opiekuńczego o zmianę, mianowicie o powrót do zasad pruskich.

Jednak w epoce Księstwa nie doszło do reformy Kodeksu, głównie dzięki zależności od Francji i liczeniu się z trudnościami, które mogły wyniknąć ze zmian zbyt pospiesznych poszczególnych części ustawy francuskiej. Wszelako drugi Sejm w r. 1811 wysunął, jako jeden z najważniejszych postulatów postulat uchwalenia wielu ważnych projektów z dziedziny ustawodawstwa cywilnego.

Po upadku Napoleona i utworzeniu Królestwa Kongresowego[2]) narazie zamierzano uchylić Kodeks i bądź powrócić do dawnych praw polskich, bądź uchwalić własny kodeks narodowy. Wskutek oporu Komisji Rządowej Sprawiedliwości zaniechano tych zamiarów i wzięto się jedynie do zmian częściowych, zostawiając zasadniczo Kodeks w mocy. Sejm z r. 1818 rozważał między innymi — projekt zmiany prawa małżeńskiego i hipotecznego, a w związku z tem także projekt reformy stosunków majątkowych między małżonkami. Małżeństwo chciano oprzeć na zasadach religijnych, pozostawiając wszakże jurysdykcję przy sądach cywilnych, hipotekę zreformowano na wzór pruski i dawnego prawa polskiego; rządem majątkowym małżeńskim miał być rząd posagowy. Projekt małżeński został odrzucony z powodu jego połowiczności:

---

[1]) H. Konic: Dzieje Prawa Małżeńskiego. Kraków, 1903. Str. 5.

[2]) Grynwasser: Kodeks Napoleona w Polsce. Cz. II: Królestwo Kongresowe. Themis Polska. Warszawa, 1918.

jedna część izby pragnęła utrzymania zupełnej sekularyzacji małżeństwa, druga opowiedziała się za powierzeniem jurysdykcji konsystorzom. Prawo hipoteczne natomiast i majątkowe małżeńskie zostały przez ciało ustawodawcze uchwalone.

Sejm z r. 1820 nie dał w dziedzinie reform żadnych rezultatów, wyłoniono wszakże na nim z inicjatywy ces. Aleksandra specjalną deputację prawodawczą, złożoną z posłów i senatorów dla przygotowania całkowitego kodeksu narodowego; powrócono bowiem do myśli o stworzeniu zupełnie nowej polskiej ustawy, zaniechawszy zmian częściowych. Deputacja kodyfikacyjna wniosła na sejm z r. 1825 projekt księgi I-ej kodeksu, opartej na wzorach francuskich i bardzo podobnej do księgi I-ej kodeksu Napoleona. Poważniejsze zmiany zaszły jedynie w materji małżeństwa, które oparto na zasadach wyznaniowych i dla katolików skasowano rozwody; w materji aktów stanu cywilnego, które powierzono duchownym i prawa majątkowego małżeńskiego: wprowadzono tu system wyłączności.[1]) Jurysdykcję w sprawach małżeńskich powierzono konsystorzom. Poza księgą I-ą ułożono projekt cząstkowej reformy prawa hipotecznego. Sejm z r. 1825 uchwalił księgę I-ą i prawo o przywilejach i hipotekach w brzmieniu projektowanem, wprowadzając jedynie drugorzędne poprawki. Między zasadniczemi odmianami znajdowało się jedynie przywrócenie jurosdykcji małżeńskiej sądom cywilnym.

Między r. 1825 a 1830 trwała praca nad reformą księgi II-ej kodeksu[2])

Deputacja prawodawcza, której skład uległ tymczasem wielu zmianom, ułożyła projekt ks. II-ej, całkowicie odmienny od prawa francuskiego i zbliżony do wzorów pruskich, austrjackich i bawarskich. Nowa ustawa m. in. miała wprowadzać instytucję własności podzielonej i prawa wyłączno-

---

[1]) Prawo majątkowe małżeńskie znajduje się w Kod. Nap. w ks. III-ciej. W projekcie, przygotowanym przez deputację, umieszczono przepisy o stosunkach majątkowych między małżonkami w ks. I-ej.

[2]) Grynwasser, op. cit. cz. II, str. 71. Litauer: Materjały do rewizji Kodeksu Cywilnego; t. I. Warszawa, 1918.

okręgowe (iura bannaria). W obronie zasad francuskich stanęła Komisja Sprawiedliwości. Wskutek jej interwencji prace nad księgą II-gą uległy zawieszeniu i miast projektu tej księgi na sejm w r. 1830 zdołano wnieść tylko materjały do zmian częściowych tego działu kodeksu. Zmiany owe w bardzo szczupłym tylko zakresie przyjęte zostały przez ostatni Sejm Królestwa. Na tymże sejmie odrzucono projekt oddania jurysdykcji w sprawach małżeńskich konsystorzom. [1]) Deputacja prawodawcza została zwinięta w końcu r. 1830 przez rząd tymczasowy w początkach wojny polsko-rosyjskiej; zawierucha wojenna nie pozwoliła myśleć o reformach prawodawczych, zresztą społeczeństwo zaczynało przyzwyczajać się już do kodeksu. Palącą była jedynie kwestja ostatecznego rozstrzygnięcia konfliktu, który wynikł na tle prawa małżeńskiego. Połączenie religijnego charakteru małżeństwa z jurysdykcją cywilną było przyczyną tego konfliktu. Duchowni nie chcieli błogosławić związków małżeńskich, jeśli poprzednie małżeństwo jednego lub obu nupturjentów było unieważnione przez sądy cywilne. [2]) Tę połowiczność prawa należało roztrzygnąć w kierunku zupełnej sekularyzacji lub desekularyzacji ustawy.

§ 2

POWSTANIE „KOMITETU DLA REFORMY I UŁOŻENIA PRAW KRÓLESTWA POLSKIEGO".

Upadek powstania listopadowego zmienił zasadniczo sytuację polityczną Królestwa. Miejsce konstytucji zajął t. zw. Statut Organiczny z r. 1832, który zresztą w całości nie został nigdy wykonany. Statut ten gwarantował pewną samodzielność Królestwu i zajmował się kwestją odrębnego ustawodawstwa krajowego. Art. 1 Statutu głosił:

---

[1]) Dokładnie o tym projekcie zob. Grynwasser: Kod. Nap. w Polsce. Cz. II: Król. Kongresowe, str. 88.

[2]) H. Konic: „Dzieje pr. małż.", str. 49. Por. też H. Konic: „Prawo Małżeńskie obowiązujące w b. Królestwie Kongresowem". Warszawa, 1924.

„Królestwo Polskie, przyłączone na zawsze do Państwa Rosyjskiego, stanowi nierozdzielną część tego państwa. Ono będzie miało osobny do potrzeb miejscowych zastosowany rząd, niemniej własne kodeksa: cywilny i kryminalny.“

W Petersburgu panowało przekonanie, że Kodeks Napoleona wzgl. ustawodawstwo typu Kodeksu z r. 1825 nie nadawały się na prawo, którem miała się rządzić jedna z części składowych państwa rosyjskiego. Kodeks francuski był już wprawdzie tworem porewolucyjnej reakcji, był prawem pojednania między poglądami radykalnymi i umiarkowanymi, ale pomimo to dla monarchji stanowej zasady Kodeksowe były nie do przyjęcia. Ustawa z r. 1825 naśladowała w większości kwestji ks. I-ą Kodeksu Napoleona.

Różnice między poglądami prawodawstwa francuskiego i rosyjskiego występowały zwłaszcza w materji małżeństwa, przysposobienia, prawa spadkowego, stanowiska dzieci nieślubnych, praw związanych z własnością nieruchomą. Reforma prawodawcza w Królestwie miała na celu utrzymać powagę rodziny, zapewnić przodujące stanowisko religji i podkreślić różnicę stanów. Z drugiej strony chodziło o unifikację ustawodawstw Królestwa i Cesarstwa. Kodyfikowano podówczas prawo i w Cesarstwie. Zbiór Praw ogłoszony w r. 1833 miał niezadługo[1]) otrzymać moc wiążącą.

Jakkolwiek nie zdecydowano się jeszcze na proste rozciągnięcie prawa rosyjskiego na Królestwo, co byłoby resztą niezgodne z obietnicą Statutu Organicznego, to jednak postanowiono zbliżyć się jak najbardziej nowy kodeks polski do Swodu Praw Cesarstwa, zwłaszcza pod względem podziału i konstrukcji.

W wykonaniu powyższych zamierzeń prawodawczych cesarz Mikołaj zwrócił się w r. 1833 do kierownika II-go oddziału „Własnej Jego Cesarskiej Mości Kancelarji“, hr. Michała Sperańskiego, z poleceniem przedstawienia mu memorjału o zasadach prac kodyfikacyjnych dla Królestwa. Sperański jeszcze w początkach 1833 r. opracował i przedstawił

---

[1]) Od 1 stycznia 1835 r.

żądany memorjał.[1]) Zdaniem Sperańskiego praca prawodawcza dla Królestwa polegaćby miała nie na przerobieniu kodeksów istniejących, lecz na stworzeniu zupełnie nowych; conajwyżej z ustaw obowiązujących możnaby wybrać najlepsze zasady. Cel ten osiągnąćby można w dwojaki sposób: albo, jak za lat dawnych, skoncentrować działalność kodyfikacyjną w Warszawie, albo przenieść punkt ciężkości do Petersburga. Gdyby wybrać „system petersburski", należałoby w stolicy imperjum stworzyć komisję i uzależnić od niej specjalny komitet przygotowawczy (priugotowitielnyj komitiet). Komisja składaćby się winna z wysokich dygnitarzy państwa, przebywających stale w Petersburgu, komitet zaś pod przewodnictwem członka komisji, byłby złożony z doświadczonych warszawskich prawników. Materjały prawodawcze należałoby przesłać z Warszawy do komitetu przygotowawczego; komitet wnosiłby prace swoje do komisji, komisja poprawiałaby je. Po dokonaniu poprawek przesyłanoby projekty do Warszawy, gdzie, w specjalnym komitecie przy Komisji Rządowej Sprawiedliwości, czynionoby uwagi i zmiany, lecz jedynie co do szczegółów wynikających ze specjalnych okoliczności miejscowych, które mogą być niezupełnie znane w Petersburgu. Tak poprawiony projekt mianoby znowu przesłać do komitetu przygotowawczego i z jego wnioskami przedstawiać Komisji. Ostatecznie zatwierdzałby prawo cesarz.

---

[1]) D. II, t. 810, A. G. Hr. Michał-Michałowicz Sperański, ur. 1 st. 1772 zm. 25 lut. 1839 r., był wychowańcem akademji duchownej w Petersburgu i profesorem matematyki i fizyki w tejże akademji w latach 1792 — 1797. Zajmował kolejno stanowiska: sekretarza stanu w Radzie Państwa (1801), prezesa prawodawczej komisji i wiceministra sprawiedliwości (1808), gubernatora penzeńskiego (1814) i gen. gub. Syberji (1819). Z przekonań liberał starał się o dopuszczenie do rządów czynnika ludowego, co mu się częściowo powiodło. W czasie wojny francusko-rosyjskiej popadł w niełaskę i skazany został na wygnanie (1812). Na stanowisku wielkorządcy Syberji starał się poprawić los zesłanych na osiedlenie przestępców politycznych. W r. 1821 został członkiem Rady Państwa i uzyskał tytuł hrabiowski. Ces. Mikołaj polecił mu prowadzenie prac kodyfikacyjnych, które doprowadziły do wydania Zbioru Praw Cesarstwa Rosyjskiego. Korff: Żizń Spieranskawo.

Gdyby pracą prawodawczą zajmowano się w Warszawie, to jednocześnie należałoby utworzyć w Petersburgu specjalny komitet rewizyjny; komitetowi temu poleconoby rozpatrywanie projektów warszawskich, przesyłanych do Petersburga przez specjalnego urzędnika. Po dokonaniu rewizji cesarz zatwierdzałby projekty. Sperański nie rozstrzygał, który z dwóch tych systemów pracy jest lepszy. Za systemem warszawskim przemawiałaby okoliczność, że cały materjał prawodawczy znajdował się w Warszawie, lecz, z drugiej strony, ujemnym wydawał się Sperańskiemu wpływ partji, rozmaitość poglądów, duch współzawodnictwa. W „systemie petersburskim" istotną trudność stanowiłoby zbieranie materjałów i ciągłe przesyłanie ich do Petersburga.

Ces. Mikołaj wybrał system petersburski, który ogłosił w reskrypcie na imię księcia warszawskiego z dnia 11 maja 1833 r.[1]) Reskrypt zapowiadał opracowanie nowego ustawodawstwa przy pomocy utworzonego w Petersburgu Komitetu Przygotowawczego. Zadaniem Komitetu było wybierać z obowiązujących kodeksów myśli pożyteczne i odpowiednie dla kraju, a, gdyby tego nie udało się dopiąć, Komitet miał ułożyć zasady oryginalne. System kontroli Komitetu przez Komisje i czynienia uwag dodatkowych w Warszawie był zaczerpnięty w reskrypcie z memorjału Sperańskiego. Jednocześnie cesarz zawiadomił Namiestnika, że na przewodniczącego Komitetu powołał zastępcę ministra sekretarza stanu dla spraw Królestwa Polskiego, rz. r. st. Ignacego Turkułła[2]).

---

[1]) D. II t. 810.

[2]) Ignacy Turkułł, powołany na tak odpowiedzialne stanowisko kodyfikacyjne, nie miał wykształcenia prawniczego (por. Dunin: Romuald Hube, Warszawa, 1903, str. 27). Charakterystykę jego spotykamy w pamiętnikach Hubego (Dunin, j. w. str. 28); nie wypada ona dodatnio: „przy układnej, a przytem ujmującej postaci, władał tak myślą swoją i mową, że w formie najozdobniejszej nigdy ani za wiele, ani za mało nie powiedział; nigdy zdania swego nie odsłaniał, podsuwając raczej kwestje do rozwiązania i oczekując na nie odpowiedzi... Pamięć wielka, umysł giętki, zdolny przechodzić z jednej kombinacji w drugą, z jednego stanowiska w inne, jakie okoliczności nastręczały, które wielce mu w tym względzie sprzyjały. Szkoda tylko, że mu zawsze głównie chodziło nie tyle o rzecz,

Turkułł, któremu powierzono dobranie współpracowników, przybył do Warszawy w sierpniu 1833 r.[1]) i upatrzył na członków redaktorów Komitetu: referendarza stanu Cyprjana Zaborowskiego,[2]) prokuratora przy sądzie kryminalnym Romualda Hubego[3]) i sędziów Cichorskiego i Faleńskiego. Zaborowski miał opracować kodeks cywilny, Hube — karny i procedurę karną, Cichorski procedurę cywilną, Faleńskiemu powierzono napisanie projektu o organizacji sądownictwa, a gdy nie przybył do Petersburga, na czwartego redaktora powołano z Warszawy, lecz dopiero w maju r. 1837 rz. r. st. Aleksandra Thisa.[4]) Przy Komitecie utworzono specjalną kancelarję, na której czele stanął zrazu Piotrowski, a po jego śmierci w koń-

---

jak o utrzymanie stanowiska. Dlatego często wiele robił dla blichtru, wewnętrzne mając przekonanie, że to właściwie do niczego nie doprowadzi".

[1]) Dunin j. w.

[2]) Cyprjan Zaborowski, urodził się w r. 1799, zm. 1866. Po ukończeniu uniwersytetu warszawskiego ze stopniem magistra prawa kształcił się jeszcze w uniwersytetach berlińskim i paryskim. Po powrocie do kraju był asesorem przy sądzie kryminalnym płockim, szefem Komisji Rządowej Wojny, radcą prawnym Banku Polskiego. Ostatnio pełnił funkcje referendarza stanu.

[3]) Życiorys Hubego: Dunin, op. cit.

[4]) D. II. t. 810 (raport Turkułła do Sperańskiego z r. 1837). O Faleńskim spotykamy w aktach wiadomości, że znajduje się chwilowo (w r. 1833) w Warszawie, jako członek specjalnego sądu karnego (membre de la Cour Criminelle Spéciale (j. w. t. 810: Sprawozdanie z 2-go posiedzenia Komitetu Przygotowawczego 21 listop./3 grudnia 1833 r.), że uda się natychmiast do Petersburga, gdy tylko specjalny sąd karny zakończy sesję; tymczasem zaś pobyt jego w Warszawie miał być wykorzystany dla zebrania materjałów o organizacji sądowej i danych o nowym systemie organizowania sądów, które Prusy wprowadziły w Wielkopolsce (D. II j. w., sprawozdanie z 24 st./15 lut. 1834 r.). Dlaczego nie przybył w następstwie do Petersburga — niewiadomo. Umarł w r. 1839. Zwraca uwagę, że Turkułł, gdy udawał się z prośbą do gen. Kosseckiego, prezydującego w Kom. Rząd. Spraw., o delegowanie członków komitetu, nie wspomniał o Faleńskim (Turkułł do Kosseckiego 29 sierp./11 września 1833 r. AKRS 17/15/73 t. I). Niema o Faleńskim wzmianki i później (Dyr. Gł. Pr. w KRS do Namiestn. 24 września 1833 r., AKRS j. w.); pensję pobierał jednak (AKRS j. w.). Por. jeszcze w tej kwestji Litauer: „Nieznana karta z dziejów kod. cyw. polsk. W. 1917.

cu r. 1836 — szambelan Kossecki[1]). Pomocnikiem Zaborowskiego był Karśnicki[2]). Główny kierunek prac przypadł w udziale Sperańskiemu. O wpływie i roli, jaką odgrywał Sperański, sam on najlepszą daje opinję w liście do ministra sprawiedliwości:[3]) „Na mnie spoczęło zadanie kierować pracą Komitetu i baczyć, aby projekty praw opracowane przez Komitet zbliżały się jak najbardziej do praw rosyjskich". O działalności Sperańskiego świadczy też Hube w swoim pamiętniku.[4]) Świeży kodyfikator praw Cesarstwa starał się do tych praw dostosować nowe ustawy dla Królestwa.

Taka była organizacja „Komitetu dla reformy i ułożenia praw Królestwa Polskiego", w skróceniu Komitetu Przygotowawczego,[5]) który rozpoczął swoją działalność z dniem 1 października 1833 r.[6])

---

[1]) Turkułł do Sperańsk. 30 gr./11 st. 1836/7 r. i odpowiedź Sperańsk. 28 marca 1837 r. (D. II j. w.); pozatem w skład kancelarji wchodziło 4 pomocników kierownika, główny tłumacz z jęz. rosyjskiego, takiż tłumacz z jęz. francusk. i inni tłumacze. Etat Komitetu Przygotowawczego ustalono na 65 tys. rb. as. rocznie. Prezes pobierał pensję przywiązaną do swego urzędu jako pomocnik sekretarza stanu. Członkowie — każdy po 500 rb. as. miesięcznie — rocznie 24 tys. rb. Dyrektor kancelarji, zarazem archiwista i protokóllista — 4200 rb. as. rocznie, pomocnicy (4) po 250 rb. as. miesięcznie dla każdego — rocznie 12 tys. Starszy tłumacz z jęz. rosyjskiego — rocznie 3600 rb. as.; takiż tłumacz z jęz. francuskiego — tyleż; na tłumaczy i kancelarję w miarę potrzeby — 7 tys. rb. as. Na lokal, koszta nowego zaprowadzenia, potrzeby kancelarji, pisma sądowe — 10 tys. rb. Poza tem członkowie redaktorzy pobierali połowę pensji, przywiązanych do ich właściwej funkcji, a Faleński całą. (AKRS 17/15/73 tom I w AG).

[2]) Odezwa Turkułła z dnia 12/24 maja 1837 r. (D. II j. w.).

[3]) D. W. Dagikowa, 5 grudnia 1836 r. (D. II j. w.).

[4]) Dunin, j. w. str. 28: „Zdawał się (t. j. Sperański) chwalić, ale ciągle zwracał uwagę na oznaczenia swodowe, dając niekiedy do zrozumienia, że je uważa za trafniejsze i więcej zbliżone do wymagań nauki, polecając w takim razie dokładniej zastanowić się nad wątpliwemi kwestjami".

[5]) Nazwa zmieniała się jeszcze dwukrotnie.

[6]) Hr. Stef. Grabowski do Nam. (AKRS 17/15/73 tom I).

§ 3.

POCZĄTEK PRAC KOMITETU PRZYGOTOWAWCZEGO. PROJEKT KSIĘGI I KODEKSU CYWILNEGO Z R. 1834.

Materjały do pracy prawodawczej Komitetu były już w znacznej mierze zebrane przez członka Rady Państwa ks. Lubeckiego[1]), toteż Komitet z końcem r. 1833 przystąpił do narad. Pierwszem pytaniem, które nasunęło się członkom było, czy należy kontynuować w tym samym duchu pracę b. deputacji prawodawczej, powołanej jeszcze za rządów ces. Aleksandra I., czy też trzeba zerwać zupełnie z jej systemem. Komitet jednomyślnie uchwalił, że zmienione warunki polityczne nie dozwalają na kontynuowanie prac b. deputacji prawodawczej[2]).

Ciężar ułożenia Kodeksu Cywilnego spadł na barki Cyprjana Zaborowskiego. Zaborowski zdawał sobie sprawę z trudów, których się podjął. Postanowił przedewszystkiem przywrócić w nowym kodeksie zasady dawnego prawa polskiego i w ten sposób nawiązać nić tradycji polskiej, zerwanej przez polityczne wypadki, poprawiając jedynie dawne prawo polskie o tyle, o ile to zalecało doświadczenie.[3]) Ten zaś system pracy zmusił Zaborowskiego do drobiazgowego opracowania dawnych polskich źródeł, a w dziedzinie prawa familijnego Zaborowski zdecydował się sięgnąć aż do Statutu Wiślickiego.

W tych warunkach prawo francuskie i Kodeks z r. 1825 mogły odgrywać jedynie drugorzędną rolę posiłkową przy

---

[1]) Min. sekr. st. hr. Stefan Grabowski do ks. Lubeckiego 7/19 stycznia 1832 r., D. II j. w. i odpowiedź Lubeckiego 17/29 stycznia t. r. Grabowski do Lubeckiego 19/31 stycznia t. r.

[2]) Sprawozdanie z drugiego posiedzenia Komitetu dn. 21 list./13 grudnia 1833 r. D. II j. w. O deputacji prawodawczej i charakterze jej prac. zob. Grynwasser op. cit. w cz. II-giej.

[3]) „...ce sera mettre un terme à une position fausse, renouer la chaîne des temps et rendre aux idées leur cours naturel que de prendre pour base de notre travail l'ancienne législation, en y introduisant les changemens indiqués par l'experience". (Raport Zaborowskiego z r. 1833, AKP t. 707 w AG).

opracowaniu nowego projektu. Zaborowski nieraz podkreślał różnice, które zachodzą pomiędzy prawem francuskiem a dawnem polskiem; wspominał zwłaszcza o prawie spadkowem, uregulowanem w Kodeksie Napoleona inaczej niż w prawie polskiem, o długowiecznych tradycjach polskich, które sprzeciwiały się wywłaszczeniu z nieruchomości, przyjętemu za zasadę egzekucji w Kodeksie Procedury; zaznaczał, że prawo francuskie nie zna służebności osobistych. Zaborowski nie sądził jednak, aby nie można było zupełnie korzystać z Kodeksu Napoleona, uważał, że w każdej poszczególnej materji redaktor powinien był wybierać bądź to zasadę polską bądź francuską; gdyby zaś komitet nie zgodził się z redaktorem, spór mogła rozstrzygnąć właściwa władza.[1]) Jednocześnie z tem zaznaczeniem swego poglądu na system pracy Zaborowski na przełomie r. 1833 i 1834 ułożył plan podziału kodeksu cywilnego, zaopatrzył w motywy i przedstawił Komitetowi.[2])

Mimo, że redaktorzy a między nimi i Zaborowski, zajmowali w początkach swej pracy stanowisko częściowo niezależne od wpływów rosyjskich i mieli zamiar zreformować prawodawstwo w duchu dawnego prawa polskiego, czynnik rusyfikatorski dał się już wcześnie odczuć. Komitet Przygoto-

---

[1]) AKP. j. w.

[2]) Sprawozdanie z posiedzenia Komitetu (Feuille de travail 24 stycznia / 5 lut. 1834 r., D. II j. w.). Plan podziału Kodeksu Cywilnego, częściowo zbliżony do Swodu, posiadał jednak cechy oryginalne. Jako punkt wyjścia Zaborowski przyjął nie system prawa francuskiego, lecz oryginalny pomysł podziału prawa materjalnego wedle przepisów, należących do ius cogens, względnie ius dispositivum. Przepisy prawne absolutnie niezmienne, t. zw. prawa publicznego, w znaczeniu tego prawa quod pactis privatorum mutari non potest miały rozpoczynać kodeks, a do takich Zaborowski zaliczył przedewszystkiem prawo familijne z nierozerwalnem małżeństwem na czele, gdyż małżeństwo to instytucja, ulegająca najmniej woli stron. Kończyć kodeks należałoby ruchliwymi i zmiennymi przepisami prawa handlowego. W porównaniu ze Swodem różnice w porządku materji projektu miały być znaczne: w pierwszej księdze mieściłoby się prawo spadkowe jako tytuł piąty. Zaborowski uzasadniał to miejsce prawa spadkowego ścisłym jego związkiem z prawem familijnem, gdyż spadkobranie z prawa jest wynikiem węzłów rodzinnych. Tytuł VI ks. I-ej miał stanowić o obowiązkach rodziny w stosunku do nieobecnych i zniknych jej członków, łącząc w ten sposób opiekę nad zniknymi z prawem familijnem.

wawczy rozumiał, że trzeba się przystosować do zmienionych okoliczności.[1]) Gdy zaś przejrzano dokładnie obowiązujące ustawodawstwo i okazało się niemożliwem zaczerpnięcie z niego jakiejkolwiek zasady ze względu na zupełną niezgodność jego ducha z tradycjami Polski, gdy uprzytomniono sobie, że kodeks Królestwa nie może opierać się na równości stanów, że trzeba wzmocnić w 1-ej ks. władzę rodzicielską i nadzór nad opiekunami, postanowiono zupełnie zaniechać korzystania z zasad prawa francuskiego[2]). Jednakże zamiast zastąpić prawo francuskie dawnem prawem polskiem, co wynikało z pierwotnego planu Zaborowskiego, zaczęto z biegiem czasu wprowadzać do projektu zasady Swodu, a prawo polskie (statut litewski) o tyle tylko uwzględniono, o ile było zgodne ze Swodem. Jakkolwiek ten zwrot do prawa rosyjskiego nastąpił dopiero w r. 1835[3]), to jednak zaraz w początkach pracy t. j. w r. 1834 postanowiono zbliżyć do Swodu prawo małżeńskie, które, zdaniem Komitetu, znajdowało się w rozpaczliwym (pogubnyj) stanie.

Niedawne powstanie listopadowe również odbiło się na pracach Komitetu, zwłaszcza w materji prawa karnego. Komitet zwrócił w tej dziedzinie uwagę na swoiste cechy narodu polskiego, do których przedewszystkiem wypadło zaliczyć nieposzanowanie władzy, co sprowadzało nieraz wypadki opłakane dla całego narodu[4]).

---

[1]) Kratkoje obozrienje diejstwij Komitieta Wysoczajsze uczrieżdiennawo dlia rewizji i sostawlienja zakonow Carstwa Polskawo (z r. 1834, D. II j. w.)

[2]) j. w.

[3]) Zob. niżej w tekście charakterystykę projektu z r. 1834. Por. „Zapiska o zaniatjach Wysoczajsze uczrieżdiennawo Komitieta dlia riewizji i sostawlienja zakonow Carstwa Polskawo“: „W osobiennosti obraszczeno usilniejszeje wnimanje na to, cztoby rasprodielienje priedmietow w nowom polskom zakonodatielstwie było po wozmożnosti tożе samoje kak w Swodie Zakonow Impierji i cztoby suszczestwujuszczij w nyniesznich zakonach Carstwa duch francuskawo zakonodatielstwa był zamienien naczałami russkawo zakonodatielstwa wo wsiech tiech słuczajach, w koich etot duch okażetsia wriednym istinnym polzam żitielej Carstwa Polskawo“. Zapiska nosi datę: 7 nojabria 1835 r. (D. II t. 810).

[4]) „Poroki priemuszczestwienno otliczjuszczije charaktier polskawo naroda sut‘: małoje uważenje k ustanowliennym włastiam i nakłonienje

Zgodnie ze swym planem Kodeksu, Zaborowski zajął się przedewszystkiem prawem małżeńskiem.

Sprawozdania z działalności Komitetu wskazują, że prawo małżeńskie osobowe zostało opracowane w dniu 30 stycznia/11 lutego r. 1834. W dniu 13/25 lutego t. r. Zaborowski miał już przygotowane motywy prawodawcze, oraz rozdział o stosunkach majątkowych między małżonkami[1]), i podjął pracę nad projektem prawa o stosunkach między rodzicami i dziećmi[2]). W tej kwestji Zaborowski sięgnął do źródeł ustawodawczych pruskich, austrjackich i polskich[3]). Już w kwietniu 1834 r. praca nad tym tytułem księgi I-ej była skończona[4]). Obok samego tekstu autor przedstawił komitetowi motywy i wykaz źródeł. W maju r. 1834 przy bardzo intensywnej pracy został ukończony projekt prawa o związku pokrewieństwa i o opiece, jednocześnie prawie z pod pióra Zaborowskiego wyszedł traktat o nieobecnych[5]). 26 czerwca/8 lipca 1834 r., czyli zaledwie po upływie półrocza, była gotowa pierwsza księga kodeksu cywilnego, z której Zaborowski, prawdopodobnie dla większego zbliżenia ze Swodem, wyłączył prawo spadkowe[6]), lecz do której nie włączył, zgodnie ze swym pierwotnym planem podziału kodeksowego tytułu o aktach stanu cywilnego[7]). Jeszcze w czerwcu autor mógł przystąpić do pracy o stanach i projektów z nią związanych[8]). Równolegle pracował Zaborowski nad organizacją sądownictwa i tu znalazł korreferenta w Hubem[9]), wreszcie w sierpniu

---

k bujnomu samouprawstwu..... wowlckszi je) i ciełyj narod w płacziewnyja sobytja" (AKP. t. 810 w zapisce j. w.)

[1]) Feuilles de travail du Comité Preparatoire N. 1 i 4, (D. II t. 810).

[2]) j. w. Nr. 5.

[3]) j. w. Nr. 6.

[4]) j. w. Nr. 11.

[5]) j. w. Nr. 16.

[6]) Por. wyżej pierwotny plan I księgi kodeksu, str. 11 ods. 2.

[7]) Motifs du projet des divisions du droit civil Polonais et particulièrement du code civil. AKP. t. 707.

[8]) D. II t. 810. Feuille de travail Nr. 18.

[9]) j. w. Nr. 20, 21 i 22.

1834 r. zabrał się Zaborowski do księgi II-giej, mającej zawierać prawo rzeczowe[1]).

Z tych pierwszych prac Zaborowskiego doszło jedynie do skutku w zakresie kodeksu cywilnego — prawo o małżeństwie; inne tytuły księgi I-ej, do których Zaborowski dołączył prawdopodobnie nie wcześniej niż w połowie 1835 r. tytuł o aktach stanu cywilnego — nie zostały wprowadzone w życie.

Projekty te[2]) były dość niezależne od Swodu. Wyjątek w tym względzie stanowiło prawo osobowe małżeńskie, które już w r. 1834 opracowano ściśle wedle wzorów rosyjskich. Lecz przyczyna tego jest łatwa do odgadnięcia. Gdy zdecydowano się pomieścić w prawie odrębne przepisy dla każdego wyznania, podobieństwo do Swodu wystąpiło wyraziście. Należy wszelako podnieść brak uprzywilejowania religji prawosławnej, prób wyodrębnienia i zbliżenia do kościoła wschodniego unitów, co występuje w prawie z 1836 r. i późniejszych reformach. Inne tytuły księgi I-ej nie miały ze Swodem wielu punktów stycznych prócz pewnej łączności redakcyjnej. Zbiór Praw Rosyjskich był traktowany w tej pierwszej pracy petersburskiej, jako źródło pomocnicze narówni z Landrechtem pruskim i ABGB austrjackim. W wykazie źródeł do projektu Swod zajmuje miejsce niepoczesne.

Stosunki majątkowe między małżonkami oparto, inaczej niż w Swodzie, na systemie wyłączności dla szlachty, wspólności ogólnej zaś — dla osób pochodzenia nieszlacheckiego; zachowano z pewnemi ograniczeniami użytkowanie rodziców na majątku dzieci — również inaczej niż w sprawie rosyjskiem; organizacja opiek (zwierzchności opiekuńcze) była raczej pruska niż rosyjska. Projekt księgi 1-ej nie miał, oczywiście, nic wspólnego z kodeksem Napoleona i jego naśladownictwem, kodeksem z r. 1825; był pracą oryginalną, opartą na wzorach prawodawstw stanowych: Polski niepodległej, Prus, Austrji i Rosji. Warto przypomnieć tę niezależność Zaborowskiego od wpływów rosyjskich w pierwszym okresie jego działalności, gdy traktował pracę rzeczowo, wolny od

---

[1]) j. w. Nr. 24.

[2]) Poszczególne instytucje tych projektów zanalizujemy w cz. II-ej.

wpływów politycznych. Należy również zaznaczyć, że projekty z r. 1834 mają dla nas większą wartość niż późniejsze, które były wyłącznie naśladownictwem Swodu.

Nietylko księga I-a została przygotowana w r. 1834. Mówiliśmy powyżej[1]), że Zaborowski przystąpił do pracy nad księgą II-gą bezpośrednio po opracowaniu pierwszej. Kodeks miał się składać z czterech ksiąg: wszystkie te księgi znajdujemy w aktach Komisji Prawodawczej.

§ 4.

DALSZE LOSY PROJEKTU PRAWA MAŁŻEŃSKIEGO.

8/20 stycznia 1835 r. Zaborowski zajął się przejrzeniem przygotowanego przez siebie prawa małżeńskiego, ponieważ projekt miał być wniesiony do Departamentu Spraw Król. Polsk. w Radzie Państwa[2]) zgodnie z reskryptem cesarskim z r. 1833. Niektóre materje prawa o małżeństwie opracowywano niezależnie od Zaborowskiego w Warszawie. Komisja Rządowa Sprawiedliwości przesłała do Petersburga[3]) swoje projekty poprawy tyt. VI ks. I-ej KCP. wykonane wedle wskazówek Departamentu do Spraw Król., który uchwalił powierzenie sądom duchownym jurysdykcji w sprawach małżeńskich między katolikami[4]). Zaborowski zajął wobec projek-

---

[1]) Zob. pow. str. 14.

[2]) Feuilles de travail, D. II j. w. t. 810.

[3]) W dniu 14/26 czerwca 1834 r. Projekty zostały przesłane za pośrednictwem Rady Administracyjnej (Por. Konic H.: Dz. pr. małż. str. 106-107 i 245).

[4]) Propozycje warszawskie zachowywały nienaruszone zasady prawa małżeńskiego w KCP, zmieniając wyłącznie formalne przepisy tego prawa w duchu ustaw kanonicznych, zwłaszcza w duchu bulli papieża Benedykta XIV: „Dei miseratione". Pomimo silnej presji i oporu duchowieństwa katolickiego (przedewszystkiem biskupa podlaskiego) KRSpr. stanęła z małymi wyjątkami na stanowisku równouprawnienia wszystkich wyznań (Por. motywy KRS w AKP t. 707 AG).

tów warszawskich stanowisko nieprzychylne i wcale z nich nie skorzystał[1]).

Pierwotny projekt prawa o małżeństwie, ułożony przez Zaborowskiego, uległ daleko idącym zmianom. Zmiany te podyktował Sperański. Przedewszystkiem usunięto zupełnie z projektu rozdział o stosunkach majątkowych między małżonkami. Nie znajdujemy w aktach przyczyn dla których to uczyniono, lecz, zdaje się, odegrała tu rolę zupełna niezgodność podstaw majątkowego prawa małżeńskiego w projekcie ze Swodem.

W archiwum Komisji Prawodawczej Królestwa Polskiego[2]) spotykamy w języku francuskim drugi kolejny projekt prawa małżeńskiego, już znacznie różniący się od pierwszego[3]). Stosunki majątkowe małżeńskie pominięto; zwraca uwagę niepewne stanowisko, zajęte wobec unitów. W pierwszym projekcie Zaborowski mówił o unitach w rozdziale czwartym (art. 143): do unitów odnosić się miały wszystkie przepisy, zamieszczone w projekcie dla katolików. W drugiej pracy Komitetu Przygotowawczego zamierzano początkowo nawet zaniechać specjalnego artykułu, poświęconego unitom i rozdział 1-y projektu zatytułowano poprostu: „Du mariage entre personnes professant la religion catholique romaine et du mariage entre personnes professant la religion grecque-unie“. Widocznie jednak Sperański dążył do podkreślenia różnic między religją katolicką i unicką, gdyż wzmianka o unitach z nagłówka I-ego rozdziału została skreślona, natomiast pojawił się pod dyktandem Sperańskiego

---

[1]) Sam o tem pisze w Exposé géner. des motifs du projet de loi du mariage (AKP. t. 707). Propozycje warszawskie zostały również odrzucone przez Departament do Spraw Król. Polsk. w Radzie Państwa. P. o tem wyczerpująco, Konic j. w. str. 246 i recenzję z tej pracy Brzezińskiego, Czasopismo prawnicze i ekonomiczne V (1904) str. 229 n.

[2]) t. 707.

[3]) Na marginesach tego projektu natrafiamy na liczne uwagi, czynione pewnie ręką Zaborowskiego pod dyktandem Sperańskiego. Wnioskujemy o tem z napisu, skreślonego przed tekstem projektu: „Projet primitif modifié d'après les observations de Son Exc. Mr. le conseiller privé actuel de Speransky. Les corrections faites sur le texte et à la marge de la main de Mr. Zaborowski ont été faites par suite de ces observations“.

nowy oddział, przeznaczony specjalnie dla unitów i w tym oddziale jest już mowa, że do osób, wyznających religję unicką, stosowane będą przepisy kościoła katolickiego tylko o tyle, o ile nie stoją w sprzeczności z kanonami religji grecko-unickiej[1].

Ostatecznie przecież prawem stał się art. 123 M, który nakazał unitom trzymać się wyłącznie norm kościoła wschodniego, a ukaz z 1/13 maja 1875 r. przyłączył unję do prawosławia i uchylił zupełnie odrębne przepisy dla unitów.

Zwolna zanikały wszelkie odrębności między projektem prawa małżeńskiego i Swodem. Zaniechano nieznanych Swodowi przepisów o międzynarodowem prawie małżeńskiem, zmieniono przepisy o małżeństwach mieszanych. Zanim jeszcze projekt dostał się pod dyskusję Departamentu, minister spraw wewnętrznych wezwał członków komitetu do siebie i zaproponował im zmiany w całym szeregu kwestyj, a komitet zgodził się prawie na wszystkie propozycje[2].

---

[1]) Kanony grecko unickie miały stanowić lex specialis, kanony katolickie — lex generalis. Por. art. 86 II-go proj.: „Les personnes professant la religion grecque-unie sont tenues d'observer quant au mariage les dispositions indiquées ci-dessus pour le mariage contracté entre personnes professant la religion catholique-romaine en tant qu'il n'y est pas spécialement dérogé par les canons de l'église grecque-unie, anquel cas, elles sont tenues de se conformer aux dits canons".

[2]) „Exposé de la conférence qui a eu lieu entre S. Exc. M. le Ministre de l'Interieur et les membres du Comité préparatoire pour les travaux de la legislation polonaise à l'occasion du projet de loi sur le mariage". (AKP. t. 707). Konferencja dotyczyła ośmiu przedmiotów, mianowicie: 1) trzeciej instancji dla spraw o nieważność małżeństwa i separację na czas nieograniczony od stołu i łoża między katolikami; 2) terminów dla zawarcia ponownego małżeństwa dla rz.-kat. po unieważnieniu poprzedniego małżeństwa; 3) organizacji trzeciej instancji dla unitów; 4) ominięcia odmowy wypełniania obowiązków małżeńskich jako przyczyny rozwodu dla protestantów; 5) terminów, obowiązujących protestantów, dla zawarcia ponownego małżeństwa po rozwodzie; 6) władz duchownych, mających rozstrzygać spory małżeńskie między katolikami i protestantami; 7) władz duchownych, któreby wyrzekały nieważność, lub rozwiązanie małżeństwa mieszanego, zawartego przez osobę wyznania gr.-kat. i pobłogosławionego przez duchownego prawosławnego; 8) daty, od której licząc, prawosławni zamieszkali w Królestwie Polskiem, podlegaliby prawom cesarstwa, gdyby zawierali małżeństwa mieszane. Dyskusja

Tak przerobiony projekt przeszedł pod dyskusję Departamentu Spraw Królestwa Polskiego w Radzie Państwa. Departament wprowadził jeszcze pewne zmiany. Autorem niektórych przeróbek był sam cesarz Mikołaj[1]) Po ostatecznem skorygowaniu tytuł I-y ks. I-ej został zatwierdzony przez cesarza[2]).

W ten sposób opracowano prawo małżeńskie z r. 1836. Przy jego wydaniu nie zastosowano się do reskryptu cesarza o sposobie prac kodyfikacyjnych, wydanego w r. 1833. Zgodnie z tym reskryptem projekt przed jego ogłoszeniem powinien był być przesłany do Warszawy, gdzie specjalna komisja miała dokonać w nim jeszcze zmian, celem uwzględnienia miejscowych potrzeb[3]). Wynikiem pominięcia drogi

---

była nieraz gorąca, lecz wynik jej wypadał zgodnie z zamiarami ministra. Nie możemy wdawać się w szczegóły i omówimy jeden tylko przedmiot dyskusji dla scharakteryzowania stanowiska członków komisji. Chodziło o instancje sądowe dla spraw unickich. Projekt Zaborowskiego powierzał sądzenie tych spraw w I-ej instancji grecko-unickiemu biskupowi djecezjalnemu, w II-giej — duchownemu, delegatowi arcybiskupa warszawskiego, mianowanemu na wniosek biskupa unickiego, w III-ej — delegatowi Stolicy Apostolskiej, mianowanemu na przedstawienie Rady Administracyjnej Królestwa w porozumieniu z arcybiskupem warszawskim i biskupem unickim. Minister, którym był wówczas hr. D. N. Błudow, był innego zdania. Twierdził, że arcybiskup warszawski, jako duchowny katolicki, nie może wyznaczać kompetentnego sędziego apelacyjnego dla unitów, ponieważ ci rządzą się kanonami kościoła wschodniego, proponował, by sprawy unickie szły jako do drugiej instancji, do kolegjum unickiego w Cesarstwie. Później zmienił zapatrywanie i radził, aby kodeks nie wspominał wogóle o organizacji sądów dla unitów, ponieważ unici prawie się nie rozwodzą. Komitet podkreślał, że głową kościoła unickiego jest papież rzymski, a więc nic nie stoi na przeszkodzie, by katolik-arcybiskup warszawski mianował sędziego apelacyjnego dla unitów; sędzią tym byłby przecież napewno duchowny unicki; kolegjum unickie w Petersburgu zaś nie mogło być, zdaniem Komitetu, drugą instancją dla unitów w Królestwie bez zezwolenia papieża. W rezultacie Komitet zgodził się na drugą propozycję ministra, na pominięcie milczeniem zorganizowania instancyj unickich.

[1]) Zob. w tej materji H. Konic: Dzieje prawa małżeńskiego, Kraków, 1903, str. 247 — 260. Por. też Brzeziński. Czasop. prawn. i ekon. V (1904).

[2]) j. w.

[3]) Por. wyżej str. 6.

wskazanej przez reskrypt było pozbawienie prawników warszawskich wszelkiego wpływu na nowe prawo. Ustawa z dn. 24 czerwca 1836 r. jest prawie wyłącznie wspólną pracą Zaborowskiego i Sperańskiego. Zaborowski napisał projekt, Sperański przerobił go i „ujednostajnił" z prawem Cesarstwa.

§ 5.

ZMIANY W TYTUŁACH II-IM I NASTĘPNYCH PROJEKTU Z R. 1834. PROJEKT Z R. 1837.

W latach 1835 i 1836 Komitet Przygotowawczy, a właściwie redaktor Zaborowski, przystąpił pod kierunkiem Sperańskiego poza innemi pracami do przerabiania tytułu II-go i następnych księgi I-ej, przygotowanej w r. 1834.

Wynikiem tych przeróbek był projekt nowy, mało mający wspólnego z pierwotnym. Idee, które głosił Zaborowski w motywach do swych dawnych projektów, uległy daleko idącej ewolucji. Zmienił się charakter pracy i dobór źródeł. Swod, który w r. 1834 był tylko źródłem pomocniczem, obecnie wysunął się na naczelne miejsce. Zasady dawnego prawa polskiego zachowano o tyle tylko, o ile były zgodne ze Swodem. Gówną podstawą pracy kodyfikacyjnej w r. 1835 i 1836 stały się: Swod i Kodeks z r. 1825. Idee wzięto ze Swodu, a z K. C. P. zaczerpnięte zostały jedynie niektóre przepisy szczegółowe, formalne, uzupełniające lakonizm dyspozycyj rosyjskich. Z tego powodu przeróbkę projektu z r. 1834 uważać możemy za zupełnie nowy projekt, liczący cztery tytuły, mianowicie: tytuł II: o rodzicach i dzieciach, tytuł III: o pokrewieństwie, tytuł IV: o opiece w porządku praw familijnych, tytuł V: o aktach stanu cywilnego; tytułem I-ym miało być prawo o małżeństwie z r. 1836, pozbawione narazie rozdziału o stosunkach majątkowych między małżonkami[1]).

---

[1]) Kwestja ta, która do niedawna budziła jeszcze pewne wątpliwości (por. Litauer: Nieznana karta z dziejów Kod. Cyw. Warsz. 1917) na zasadzie posiadanych dziś przez nas aktów jest dostatecznie jasna.

Do projektu załączono motywy i wykaz źródeł [1]), w których to pracach Komitet podkreślił jasno swoje stanowisko przy opracowaniu prawa familijnego. Chodziło z jednej strony o zastąpienie „anarchistycznych" zasad Francji przez surowe i rygorystyczne przepisy prawa rosyjskiego, z drugiej zaś o odebranie prawu nowemu charakteru tworu romanistycznego, który posiadał Kodeks Napoleona.

Naukowy charakter Kodeksu, wynikły ze studjów jego autorów nad prawem rzymskiem, przyczyniał się, zdaniem motywów, opracowanych przez Komitet Przygotowawczy, do zaciemnienia treści i sprawiał, że Kodeks był nieprzystępny dla szerokich warstw społecznych. Nowe prawo miało być natomiast jasne i zrozumiałe dla wszystkich [2]).

Wpływ rusyfikacyjny Speranskiego stał się tak silny, że Zaborowski uważał za stosowne tłumaczyć i usprawiedliwiać się, ilekroć w najmniejszym choćby stopniu zmieniał przepisy Swodu. Weźmy dla przykładu art. 49 tyt. II-go projektu. Przepis ten głosił zasadę, zaczerpniętą z art. 315 K. C. P., o dziedziczeniu przez przysposobionego majątku

---

[1]) AKP. t. 708.

[2]) Por. motywy projektu t. 708, AKP. „La loi civile promulguée dans le Royaume de Pologne en 1825 est, à proprement parler, une traduction du Livre prémier du code civil français, qui présente sur les sujets qu'il traîte dispositions complêtes, suffisamment dévoloppées, mais qui en même temps est fortement empreint d'idées révolutionnaires planant depuis si longtemps sur les destinées de la France.

D'un autre côté les jurisconsultes français appelés à la confection du code nourris pour la pluspart de l'étude du droit romain ont affecté dans leur travail une concision scientifique qui ne saurait être obtenu qu'aux depens de la clarté et qui rend leur oeuvre inaccessible à la grande masse de la population. Aussi la tâche de la Commission legislative lors de la confection du projet du livre premier se présentait à elle sous plusieurs points de vues: elle devait (non seulement) chercher à subsituer des principes d'ordre puisés dans la législation de l'Empire aux principes anarchiques empruntées par la législation actuelle au droit français etc." Chodziło o utworzenie zwartej i zupełnej całości przez zespolenie zasad rosyjskich ze szczegółami dobrze uregulowanymi w prawie francuskiem; z tego też powodu nieraz musiano zgadzać się na drobne odstępstwa od literalnej treści Swodu i KCP.

przysposabiającego. W motywach czytamy, że zasada ta nie jest bynajmniej sprzeczna z założeniami prawa rosyjskiego, bo wzięto pod uwagę nowsze źródła rosyjskie, jak ukaz z r. 1835 o przysposobieniu przez kupców, bo prawo Rosji przyznaje mężowi, który za zgodą cesarza przyjął nazwisko swej żony, prawo dziedziczenia jej dóbr nieruchomych i t. d.

Tam tylko, gdzie Swod milczał, lub zawierał przepisy niepełne, pozwalano sobie na pewną swobodę[1]).

To też idee projektu, wykończonego ostatecznie w r. 1837, były czysto rosyjskie: w dziedzinie władzy rodzicielskiej skasowano użytkowanie rodziców na majątku dzieci, w dziedzinie opieki wprowadzono usamowolnienie małoletnich ipso iure po dojściu ich do oznaczonego wieku; instytucję przysposobienia, stanowisko dzieci nieślubnych uregulowano zgodnie ze Swodem. Tytuł III: „o pokrewieństwie“ zaczerpnięty był prawie wyłącznie ze Swodu z drobnemi zmianami, które zapożyczono z Landrechtu pruskiego; dawne prawo polskie, wedle wykazu źródeł, stało się podstawą dwóch artykułów, Jedynie tylko tytuł o aktach stanu cywilnego, nieistniejący w X tomie Swodu, zachował zupełną samodzielność. Zaborowski dążył w tym tytule do poprawy tych nadużyć i wykroczeń przeciwko prawu, które wyszły na jaw w czasie dziesięcioletniego istnienia Kodeksu z r. 1825[2]).

---

[1]) Por. wykaz źródeł do art. 49 AKP. t. 708: „...La disposition de notre article parait contraire à celle que contient l'art. 103 du Swod (oczywiście w ówczesnej redakcji). On a cependant considéré... i t. d... Il parait donc que la disposition de notre article n'est pas contraire à l'esprit de la législation russe“... albo wykaz źródeł do art. 9, 10, 11 tyt. II-go: „...On a suivi en général pour l'adoption les principes du droit russe... Cependant cette matière n'ayant pas été élaborée suffisamment dans la législation de l'Empire, qui n'embrasse pas tout le sujet, et ne présente que de données très vagues sur l'adoption par bourgeois, la commision législative a été dans le cas de conserver à cet effet quelques dispositions du droit français *et d'adopter même des déviations légères du droit russe*“.

[2]) Por. motywy, AKP. t. 708: „Il ne s'agissait plus de reconstituer sur des bases adaptées aux vrais besoins du pays et sur des principes conformes à l'ordre des choses actuel un sujet qui jusqiu'ici était resté subordonné à des dispositions étrangères aux idées, aux moeurs et aux exigences du Royaume de Pologne“.

§ 6.

ZATWIERDZENIE PROJEKTU Z R. 1837 PRZEZ CESARZA; PRZESŁANIE NOWEGO PRAWA DO WARSZAWY I WSTRZYMANIE JEGO WYKONANIA.

Projekt księgi I-szej, który nazywać będziemy projektem z r. 1837, został napisany przez Zaborowskiego w *języku francuskim*[1]), w tym też języku przedstawiono go rzeczywistemu r. st. Hoffmanowi, który dokonał przekładu projektu na język *rosyjski*. Tłumaczenie przeglądał hr. Sperański i radca baron Korff.

Egzemplarz rosyjski stał się podstawą dyskusji w Departamencie Spraw Królestwa Polskiego w Radzie Państwa. Po dyskusji projekt rosyjski został przyjęty przez cesarza w dniu 1/13 lipca 1837 r.; następnie oddano go Turkułłowi, aby dokonał przekładu ustawy z rosyjskiego na *polski*[2]). Oba teksty: polski i rosyjski, przyczem rosyjski był na pierwszem miejscu, a polski na drugiem, przesłał Turkułł do Warszawy wraz z postanowieniami przejściowemi i dekretem cesarskim[3]). W Warszawie miano projekt ogłosić w Dzienniku Praw i w ten sposób wprowadzić w wykonanie. Pomimo przyjęcia przez cesarza tekstu rosyjskiego, zdaje się, że oba teksty miały uzyskać moc obowiązującą; wynika to z pewnych śladów, zawartych w aktach [4]). Razem z księgą I-ą nadesłano do wiado-

---

[1]) Turkułł do Namiestnika 27 października 1837 r. (AKP. t. 708 w AG). Ten sam list znajduje się w ARA 4, 6, 6405 (AAD.).

[2]) j. w.

[3]) W dniu 12/24 lipca 1837 r.

[4]) KRS do R. Adm. 14/26 września 1837 r. (AKRS 17/15/75 tom I w AG); list Turkułła do Namiestnika z 27 paźdz. 1837 r. (ARA 4, 6, 6405 i AKP t. 708; ARA znajdują się w AAD.). W r. 1839 była już rozstrzygnięta kwestja, który tekst ma być uważany za oryginalny: Daszkow do Namiestnika 11/23 kwiet. 1839 r., AKN Nr. 3029/1839 w AAD: „Quant à la question de l'authenticité des textes, quelques arguments qu'on puisse mettre en avant pour faire envisager le polonais comme original, il semble hors de doute que c'est au russe seul qu'on doit attribuer ce caractère".

mości Namiestnika i Rady Administracyjnej szczegółową analizę tej księgi [1]).

Zwraca uwagę, że i przy wydaniu ustawy z r. 1837 nie zastosowano się do reskryptu cesarza o sposobie prac kodyfikacyjnych. Podobnie jak prawo małżeńskie zostało zatwierdzone bez wpływu prawników warszawskich, tak i dalsze tytuły księgi I-ej miały być ogłoszone, jakkolwiek treść ich nie była w Warszawie dostatecznie znana [2]).

Rada Administracyjna Królestwa Polskiego postanowiła w dniu 23 lipca/4 sierpnia 1837 r. przesłać otrzymaną przez siebie nową księgę pierwszą Komisji Rządowej Sprawiedliwości w celu ogłoszenia nowej ustawy w Dzienniku Praw.

Z tą chwilą zaczyna się w dziejach postępu prac prawodawczych ciekawy okres, który zakończył się wstrzymaniem ogłoszenia ustaw, nadesłanych z Petersburga. Projekt z r. 1837, mimo że został zatwierdzony przez cesarza, nigdy nie przyoblekł się w formę prawa, nie ukazał się w Dzienniku Praw i został zwrócony z Warszawy Komitetowi Przygotowawczemu [3]).

W Warszawie przyjęto nowy kodeks z całą niechęcią, którą mogli żywić znakomici prawoznawcy do wadliwego tworu petersburskiego [4]), niezależnie nawet od wszelkich względów narodowych. Zdaje się jednak, że rozumiano bezcelowość walki z prawem zatwierdzonem przez cesarza, choćby nawet nie trzymano się przy wydaniu ustawy reskryptu cesarskiego z r. 1833. W ten sam przecież sposób doszło do skutku prawo małżeńskie z r. 1836 i nie podnoszono przeciwko niemu sprzeciwów, jakkolwiek znano jego wa-

---

[1]) Turkułł do Namiestnika. ARA 4, 6, 6405 w AAD. Analiza ta znajduje się w AKP. t. 708.

[2]) Treść reskryptu cesarskiego opartego na memorjale Sperańskiego por. wyż. str. 6 i 7.

[3]) Do tej całej kwestji por. wyczerpująco Litauer: Nieznana karta z dziejów Kod. Cyw. Polsk. Warsz. 1917.

[4]) Arg. krytyka tytułu o opiece w projekcie z r. 1837 pióra A. Wyczechowskiego w AKP. t. 708 i uwagi Starynkiewicza w AKRS 17/15/75 tom I.

dy[1]) i jakkolwiek zasady prawa małżeńskiego, opracowane w Petersburgu, nie zgadzały się z życzeniami Komisji Rządowej Sprawiedliwości. Do momentu uczuciowego: niechęci wobec nowego prawa, dołączył się wszakże inny, ważki moment: trudności spiesznego wykonania postanowień tyt. II-go i nast. nowej ks. I-szej (zwłaszcza zaś IV-go i V-go). Okoliczność, że Warszawy nie dopuszczono do udziału w pracach prawodawczych sprawiła, iż organizacja sądowa Królestwa nie była przystosowana do przyjęcia nowego prawa. Urządzenie nadzoru nad opiekami, zmiany, które przyniósł ze sobą nowy kodeks w dziedzinie ksiąg stanu cywilnego, wymagały długotrwałych czynności wstępnych, bez których zapanowałby chaos. Wychodząc z tych założeń, Kom. Rząd. Spraw. chciała zwrócić się do Rady Administracyjnej z obszernym memorjałem i przedstawić jej konieczność opóźnienia wejścia w życie nowego prawa[2]), lecz memorjału tego nie wysłano, natomiast postanowiono na sesji 18/30 sierpnia 1837 r. poprosić Radę Administracyjną o nadesłanie motywów nowego prawa, aby lepiej móc przejąć się jego duchem[3]). Odezwę tej treści wysłano w dniu 7/19 września 1837 r.[4]). Uznając widocznie bezcelowość usprawiedliwionej zresztą opozycji, chciano w każdym razie zapoznać się z powodami głównymi projektu, co mogłoby w niejednem ułatwić trudną pracę, która czekała Komisję Rządową Sprawiedliwości. Rada Administracyjna stanęła jednak na formalnem stanowisku i odpowiedziała odmownie[5]). Odmowę motywowano tem, że Turkułł przesłał „powody“ ustaw tylko do wiadomości Namiestnika i Rady, że zresztą rzeczą władzy wykonawczej jest trzymać się litery, nie ducha prawa; pismo Rady głosiło, że władza wyższa łatwo rozstrzygnie wszystkie trudności, które ewentualnie mogą wyniknąć przy stosowaniu

---

[1]) Por. „Szczegółowe uwagi Komisji Warszawskiej nad tytułem o małżeństwie“ (AKP. t. 709 i 710).

[2]) AKRS 17/15/75 tom I, Litauer j. w. str. 12.

[3]) AKRS j. w.

[4]) AKRS j. w.

[5]) Pod datą 15/27 września 1837 r., AKRS j. w. por. AKA 4, 6, 6405 (w AAD.).

prawa po jego ogłoszeniu[1]). Komisja Rządowa Sprawiedliwości zgodziła się z tem oświadczeniem; nowe prawo było już w druku[2]); wszystkim Sądom Pokoju nakazano sporządzić wykaz akt opiekuńczych i porozumieć się w materjach, związanych z nowem prawem, z trybunałami cywilnymi i rządami gubernjalnymi[3]). Zarazem obliczano, że budżet Kom. Rząd. Spraw. na rok 1838 ulegnie znacznej podwyżce.

Już nowe prawo drukować zaczęto w Dzienniku Praw, gdy rz. r. st. Starynkiewicz odkrył znaczne różnice w tekście rosyjskim i polskim nowej ustawy i błędy przekładu, co ostatecznie zadecydowało o losach projektu[4]).

---

[1]) ARA 4, 6, 6405 w AAD. Znajdujemy tutaj list do gen. Kosseckiego, ówczesnego Dyrektora Głównego Prezydującego w Komisji Rządowej Sprawiedliwości, w którym poufnie został uwiadomiony o motywach nowego prawa z prośbą o niekomunikowanie ich Komisji.

[2]) KRS do R. A. 7/19 września 1837, AKRS j. w.

[3]) AKP. t. 729. Znajdujemy tutaj tekst odezwy, którą KRS wysłała do Sądów Pokoju; odezwa wskazuje, że KRS liczyła się poważnie z wejściem w życie nowego prawa w niedługim czasie:

KRS w Warszawie, d. 24 sierpnia/5 wrz. 1837 r. Do Sądu Pokoju
Nr. 9015. Powiatu

„Wyczytawszy z rozporządzeń tytułu IV ks. I Kod. Cyw. przez Najjaśniejszego Pana Królestwu Polskiemu najłaskawiej nadanej i wkrótce ogłosić się mianej, iż w miejsce rad familijnych, przez sądy pokoju dotąd zwoływanych, ustanowione są zwierzchności opiekuńcze przy sądach cywilnych I-ej instancji... etc. (—) Dyr. Gł. w. z. A. Wyczechowski. Sekr. jen. (—) Wesołowski. Do rządów gubernjalnych pisano 31 sierpnia / 12 września 1837 r. (AKP. j. w.).

[4]) AKRS 17/15/75 tom I. P. Litauer w cyt. dziele przypuszcza, że błędy językowe i różnice tekstów były tylko wybiegiem Kom. Rz. Spr. w walce z nowem prawem. Trudno odgadnąć, jak się rzecz miała w istocie. Z jednej strony niechęć sfer, zbliżonych do Komisji w stosunku do nowego prawa, była znana i usprawiedliwiona, z drugiej przeciwko opinji p. Litauera przemawia fakt, że różnice tekstów w obu językach były rzeczywiście tak rażące, iż o ogłoszeniu prawa nie mogło być mowy. Na poparcie swej tezy p. Litauer analizuje odezwy, które Kom. Rząd. Spraw. wysłała lub zamierzała wysłać do Rady Administracyjnej w sprawie ogłoszenia księgi I-ej (Litauer, op. cit. str. 12). I tak mówi o tem, że już w dn. 14/26 *sierpnia* 1837 r. Komisja zamierzała zawiadomić Radę o niezgodności tekstów, lecz zamiaru swego zaniechała; natomiast jak gdyby, zmieniając plan swój, polegający na walce z nowem prawem, postanowiła w drugiej,

O błędach przekładu i niezgodności tekstów musiano niewątpliwie dać znać Namiestnikowi z kół Kom. Rząd. Spraw., albowiem kancelarja Namiestnika zawiadomiła w dniu 14/26 września 1837 r. Komisję, że „dostrzegłszy znaczne niezgodności w tekście rosyjskim i polskim nadesłanych do korekty arkuszy druku z XXI tomu Dz. Pr. od str. 232 do 311, odesłała takowe arkusze do JW. Sekretarza stanu przy Radzie Administracyjnej“. Błędy okazały się tak rażące, że Książę Namiestnik zdecydował się wstrzymać na własną rękę druk nowego prawa, o czem sekretarz stanu przy Radzie Administracyjnej zawiadomił w dniu 22 września /4 października Komisję Rząd. Spraw.

---

wysłanej odezwie prosić Radę o motywy prawa. W rzeczywistości jednak odezwa o różnicy tekstów nosi datę nie 14/26 sierpnia 1837 r., lecz 14/26 września (w francuskim tekście „septembre“), co nieco zmienia obraz historyczny; albowiem, jeśli przypuścimy, że *po niewysłanej* odezwie o niezgodności tekstów poproszono dopiero o motywy prawa, kwestja błędów językowych może się wydawać wybiegiem; jeśli wszakże, ustaliwszy datę właściwą, powiemy, że *naprzód* zamierzano odroczyć ogłoszenie prawa z powodu istotnych trudności jego wykonania, *potem* zaniechano tej odezwy, zgodzono się ze stanem faktycznym i poproszono jedynie o motywy prawa, nic nie wspominając o wstrzymaniu jego ogłoszenia (odezwa z 7/19 września 1837 r.), *nareszcie* już w czasie druku znaleziono niezgodności tekstów i chciano zawiadomić o tem Radę Administracyjną, to kwestja błędów językowych traci znaczenie wybiegu. Jedno jest pewne, że Komisji Rządowej Sprawiedliwości chodziło o zyskanie czasu, aby móc przygotować się do przyjęcia prawa; odnalezienie błędów językowych rzeczywiście istniejących i b. poważnych było szczęśliwym zbiegiem okoliczności, który w tem dopomógł. Nie myślano wszakże o tem, że nowe prawo zostanie gruntownie przerobione. Z raportów i odezw Kom. Rząd Spraw. widać, że starała się ona w zyskanym czasie przed nowym przekładem zreorganizować sądownictwo i zapoznać sądy drogą instrukcji z nowem prawem (odezwa z 14/26 września 1837 r.; AKRS 17/15/75 tom 1). P. Litauer przypuszcza również, że w związku z trudnościami wykonania księgi I-ej wyzyskano ambicję Namiestnika i że dla Paszkiewicza głównym motywem odesłania ustaw do Petersburga był ten, że go pominięto przy opracowaniu nowego prawa (op. cit. str. 14). Niewątpliwie ambicja Namiestnika odegrała znaczną rolę; zależało mu bowiem na tem, by jego imię łączono z nowym kodeksem. Lecz i dla niego różnica tekstów nie była czczym pozorem. I on interesował się żywo przekładem, o czem świadczą liczne uwagi, które poczynił nad korektą Starynkiewicza (AKP. t. 708).

Błędy przekładu i różnice tekstów uniemożliwiały wprowadzenie w życie projektu, musiałby wyniknąć chaos z powoływania się na jeden lub drugi tekst: „a, gdy jedna strona stosownie do swego interesu odwoływałaby się przed sądem do tekstu rosyjskiego, druga znowu do polskiego... same sądy miałyby wątpliwość, do którego tekstu należy im się stosować[1])“.

Przyczyna błędów przekładu była łatwa do odgadnięcia. Już mówiliśmy[2]), że oryginał projektu napisał Zaborowski po francusku, że radca Hoffman dokonał przekładu na rosyjski, a przekład polski był dziełem Turkułła. Otóż sam Turkułł przyznawał[3]), że tłumaczył *niedosłownie*, bo wiedział z doświadczenia, iż dosłowny przekład jest niemożliwy wobec różnic ducha języków rosyjskiego i polskiego, a dobre tłumaczenie uważał za niezbędny warunek powodzenia nowych ustaw, „ponieważ tekst polski miał służyć do codziennego wykonywania *przynajmniej na jakiś czas jeszcze*[4])“. I rzeczywiście przekład nie był dosłownym, był swobodnem tłumaczeniem, które różniło się od tekstu rosyjskiego niejednokrotnie o szereg słów. Każdy, kto zapozna się z owemi różnicami, przyznać musi, że są one niewybaczalne.

W AKP. znajduje się podwójny tekst rosyjski projektu z r. 1837. Jeden jest przekładem petersburskim Hoffmana, drugi jest dziełem rz. r. st. Starynkiewicza i został dokonany pod kontrolą księcia Namiestnika. Paszkiewicz bowiem, zdecydowawszy się na wstrzymanie ogłoszenia nadesłanych ustaw, postanowił wykazać Turkułłowi wady przekładu i z tego powodu polecił Starynkiewiczowi przetłumaczyć drugi raz nowe prawo i skrytykować przekład petersburski. Starynkiewicz wziął za podstawę tekst *polski* i z niego dosłownie tłumaczył na język rosyjski; w oddzielnej zaś rozprawie

---

[1]) Niewysłana odezwa KRS z 14/26 września 1837 r. (AKRS 17/15/75 tom 1).

[2]) Por. wyżej, str. 22.

[3]) Turkułł do Namiestnika 27 paźdz. 1837 r. (AKP. t. 708).

[4]) Turkułł do Namiestnika 27 paźdz. 1837 r. (AKP. t. 708): ...„Enfin comme le texte polonais doit servir pour l'execution journalière du moins d'içi à quelque temps...“

skrytykował przekład Turkułła [1]). W krytyce swej Starynkiewicz niejednokrotnie podkreślał nieznajomość polskich stosunków i instytucji, którą wykazał autor ustawy; czynił zaś to prawdopodobnie, aby dać do zrozumienia, że źle zrobiono, pomijając drogę reskryptu z r. 1833 i nie dopuszczając Warszawy do udziału w opracowaniu nowego prawa.

Podajemy tu najbardziej charakterystyczne „uwagi“ Starynkiewicza, które wskazują jak niedbale dokonano w Petersburgu przekładu i ile komplikacji mogło wyniknąć ze stosowania w sądach obu tekstów.

1) Art. 34 tyt. II-go nowej księgi pierwszej mówił w tekście polskim o „pisarzu sądowym“, „pisarzu sądu cywilnego“, w rosyjskim zaś zamiast „pisarza“ figurował „prawitiel kancellarji suda“. Starynkiewicz wyjaśniał w obszernym wywodzie, że pisarz sądu nie jest w Królestwie wcale kierownikiem kancelarji, że kancelarją kieruje sekretarz sądu (siekrietar suda).

2) Art. 30 tegoż tytułu wspominał o ogłoszeniach w oficjalnej gazecie (dzienniku urzędowym). Słusznie podkreślał Starynkiewicz, że Królestwo chwilowo takiego dziennika nie ma, odkąd Monitor Polski i jego następca Dziennik Powszechny przestały wychodzić. W r. 1837 drukowano jeszcze urzędowe obwieszczenia w prywatnej „Gazecie Warszawskiej“. Starynkiewicz proponował umieszczenie w tekście rosyjskim słów: „w wiedomostiach izdawajemych po rasporiażeniju prawitielstwa“.

3) Art. 46 p. 2 tyt. II-go, mówiąc o umieszczaniu nieposłusznych dzieci w areszcie, określał w tekście rosyjskim miejsce zamknięcia dzieci jako „publicznyje isprawitielnyje domy“, w tekście polskim jako „domy aresztu“. Tymczasem w Królestwie Polskiem nie było miejsca, któreby odpowiadało tej nazwie. Wprawdzie art. 5 obowiązującego wówczas kod. karn. znał „smiritielnyje domy“ i „domy publicznawo ariesta“, ale chyba prawodawca nie zamierzał oddawać krnąbrnych dzieci do tych zakładów, w którychby nieletni musieli pra-

[1]) AKP. t. 708; tu znajdują się oba przekłady i rozprawa krytyczna Starynkiewicza: „Primieczanja k pieriewodu razdicłow II i III o sojuzie roditieliej i dietej i o rodstwie“.

cować w kajdanach i zamknięcie w których pociągało za sobą pozbawienie praw.

Starynkiewicz zachował tekst polski; natomiast w rosyjskim proponował umieścić słowa: „domy uczriezdiennyje dlia sodierżanja pod strażeju"; ponieważ zaś w Królestwie istniały domy pracy i domy dla zaniedbanych moralnie dzieci, możnaby w rosyjskim tekście dodać jeszcze słowa: „ili w domy uczrieżdiennyje dlia sodierżanja pod strażeju, ili w drugije cieli nakazanja sootwietstwujuszczije".

4) Nagłówek jednego z oddziałów tyt. III-go ks. 1-ej brzmiał: „o naradach familijnych", po rosyjsku: „o sowietach siemiejstwiennych". Lecz rzeczownik: „sowiet" jest odpowiednikiem polskiego: „rada"; z tego powodu Starynkiewicz proponował w tekście rosyjskim umieścić wyraz „sowieszczanje" (=narada), aby się nie zdawało, że tyt. III-ci mówi o radach familijnych (conseil de famille), które nowy kodeks zupełnie uchylił.

Błędy powyższe były rażącemi wadliwościami terminologicznemi, ale, co najważniejsze, oba teksty różniły się od siebie doborem słów. Na przykład 5) nagłówek rozdziału IV-go w tekście rosyjskim mówił: „ob opiekie i popieczitielstwie", a w polskim tylko „o opiece", nic nie wspominając o kurateli („popieczitielstwo").

6) Polski tekst art. 97 p. 5[1]) wspominał o nieruchomościach i kosztownościach małoletniego, w rosyjskim czytamy tylko: „niedwiżimoje imienje", niema wzmianki o kosztownościach.

Dla oświetlenia dowolności przekładu podajemy obok siebie teksty polski i rosyjski dwóch artykułów: 41-go i 59-go tyt. V-go, które bynajmniej nie są szczególnymi wyjątkami. Wyrazy podkreślone oznaczają różnicę tekstów:

Art. 41.	Art. 41.
Akt o rożdienji sowierszajetsia po objawlenji o rożdienji mładienca i po priedjawlienji jewo samawo *w miestie żitielstwa roditieliej* licu sodierżaszczemu knigi grażdanskawo sostojanja.	Akt urodzenia spisuje się po oznajmieniu utrzymującemu księgi stanu cywilnego urodzenia dziecięcia i po okazaniu mu nowonarodzonego, *chociażby* i w miejscu zamieszkania rodziców.

[1]) W tytule czwartym.

Art. 59.

Za niesobliudienje siewo prawiła, winownyje podwiergajutsia po prigoworu miestnawo grażdanskawo suda pierwoj stiepieni dienieżnomu wzyskanju do piatidiesiati złotych.

Art. 59.

Niezachowanie powyższego przepisu ściągnie na winnych kary złotych polskich pięćdziesiąt nieprzechodzące, które wyrzecze sąd cywilny I-ej instancji *na wniosek prokuratora królewskiego.*

Podane przez nas przykłady nie są wcale wyjątkami. Każdy prawie artykuł nowej ustawy zawierał podobne błędy. Wadliwość terminologiczna i językowa nowych ustaw nie była zatem czczym pozorem, lecz istniała rzeczywiście. Protesty kół polskich były usprawiedliwione. Namiestnik zdecydował się wstrzymać druk prawa.

Rzecz oczywista, że, gdyby zastosowano się do reskryptu cesarza z r. 1833, nie doszłoby nigdy do wstrzymania ogłoszenia ustawy. Wyszły na jaw błędy spowodowane niedopuszczeniem Warszawy do udziału w pracach prawodawczych. Prawdopodobnie poinformowano o tem Namiestnika. Tymczasem Komisja Rząd. Spraw. zyskała na czasie i zaczęła korzystać z tego czasu, by przygotować sądy do stosowania nowego prawa.

Gdy urzędnik, który przywiózł ze sobą projekt z r. 1837, szambelan Kossecki, przed powrotem do Petersburga, zjawił się u Paszkiewicza, aby się z nim pożegnać, Namiestnik polecił mu poufnie, by zakomunikował Turkułłowi, że nowe prawo jest źle zredagowane i źle przetłumaczone; w obecnej formie językowej kodeks nie może być ogłoszony. Paszkiewicz dodał, że czuje się najzupełniej upoważniony do wstrzymania ogłoszenia, że w tej kwestji porozumie się osobiście z cesarzem, bo nie chce mu o tem pisać, i że przed rozmową z monarchą pragnąłby się zobaczyć w Petersburgu z Turkułłem [1]).

[1]) Raport złożony przez Kosseckiego Turkułłowi 24 paźdz. 1837, AKP. t. 708: „Le jour où je suis allé prendre congé de S. A. le Prince Namiestnik du Royaume, le Prince m'ayant appelé dans son cabinet, m'a chargé pour V. E. des communications suivantes: „Vous direz à Monsieur Turkull, que les lois que vous nous avez envoyé, sont mal rédigées, mal traduites et ne peuvent plus comme elles sont être exécutées. Cependant l'Empereur en a ordonné l'exécution immédiatement. Heureusement les

§ 7.

PRACA W PETERSBURGU NAD KS. I-Ą KODEKSU CYWILNEGO W LATACH 1837 — 1842. OSTATECZNY PROJEKT KSIĘGI I-SZEJ Z R. 1842.

Na Turkulle wstrzymanie ogłoszenia nowego prawa zrobiło ujemne wrażenie. Sądzono w Petersburgu, że praca prawodawcza dobiega końca. Członkowie-redaktorzy Komitetu Przygotowawczego zostali w r. 1837 obdarowani przez rząd rosyjski. Mniemano, że do 1 stycznia 1838 r. ogłoszony zostanie Kodeks Cywilny, przez rok 1838 zamierzano opracować inne działy ustawodawstwa cywilnego i prawo karne.

Do pracy na 1839 rok miał pozostać tylko kodeks handlowy i uzupełnienie prawa o stanach [1]). Niewykonanie wprowadzenia w życie księgi I-szej pokrzyżowało plany Komitetu.

W liście do Namiestnika [2]) Turkułł wyraził zdziwienie z powodu odroczenia wykonania nowego prawa. Podkreślał, że właśnie prawo familijne nie może dłużej pozostawać nie-

---

fautes de langue russe et la différence des deux textes sont tellement frappantes que j'ai été par la seul forcé d'en arrêter la publication"...

„Je sais bien que l'execution de ces lois dans le Royaume depend de moi, mais je ne voudrais pas arrêter leur execution sans en prevenir l'empereur, et je ne voudrais pas en ecrire à S. M., mais Lui en parler moi-même à mon arrivée à St. Petersbourg. Vous direz donc à M. Turkull qu'il fasse en sorte de s'entendre là dessus avec moi".

[1]) D. II t. 810. W związku z zakończeniem pracy nad Kodeksem Cywilnym Turkułł przedstawił dn. 12/24 maja 1837 r. Zaborowskiego i jego pomocnika Karśnickiego do nagrody. Zaborowskiego do orderu św. Stanisława 2-ej, lub św. Włodzimierza 3-ciej kl., Karśnickiego do św. Włodzimierza 4-ej, lub św. Anny 3-ciej kl. W rezultacie wobec takiej gorliwości Komitetu Turkułł otrzymał nagrodę z kasy Królestwa Polsk., mianowicie 50 tys. zł. za „usierdje", Zaborowski — św. Włodzimierza 3 kl., Karśnicki — 4 kl. (Sper. do min. skarbu Kankrina 23 maja 1837 r. i do A. S. Taniejewa pod tąż datą, Taniejew do Sperańskiego 24 maja t. r., ukaz kapituły orderów rosyjskich z 24 maja 1837 r. Minister Skarbu do Sperańskiego 28 maja 1837 r.; D. II j. w.).

[2]) Z dnia 27 paźdz. 1837 r.; t. 708; tenże list w ARA 4, 6, 6405 (w AAD.).

zmienione, bo w niem uwydatniły się najsilniej idee rewolucyjnej Francji; wskazywał, że nowa księga I-sza została wiernie skopjowana ze Swodu; co do redakcji trzymano się przecież źródeł, czasem tylko opuszczono jakiś lokalny przepis francusski lub rosyjski; przekładu na język rosyjski dokonały osoby kompetentne; sądził, że błędy tłumaczenia są jedynie omyłkami kopistów; prosił Paszkiewicza o nadesłanie mu krytyki przekładu; wyrażał nadzieję, że usterki językowe tekstu będą szybko poprawione za zgodą cesarza, nakoniec protestował przeciwko twierdzeniu Komisji Rząd. Spraw, że wydatki jej powiększą się tak znacznie w r. 1838 w związku z organizacją zwierzchności opiekuńczych.

Namiestnik był wszelako innego zdania. Gdy senator Starynkiewicz dokonał cytowanego przez nas nowego przekładu i komentarza do tekstu petersburskiego, Paszkiewicz odesłał projekt, przekład i uwagi do Komitetu Przygotowawczego, a właściwie Komisji Przygotowawczej, gdyż tak zmieniła się z rozkazu cesarza oficjalna nazwa Komitetu[1]). W odezwie Namiestnik zaznaczył, że Turkułł sam się będzie mógł przekonać, czy w projekcie znalazły się omyłki kopistów, czy prawdziwe błędy [2]).

W ten sposób rok 1838 rozpoczął się pod znakiem naprawy tego, co było już gotowe w roku poprzednim. Jednocześnie z powtórnem przejrzeniem Księgi I Kodeksu Cywilnego Komisja Przygotowawcza sporządziła plan zupełnego Zbioru Praw Królestwa Polskiego. Zbiór ten miał liczyć 42 ustawy. Komisji Petersburskiej polecono przygotować zaledwie kilka ustaw, a mianowicie kodeks cywilny, karny, handlowy, kodeks postępowania cywilnego i karnego, organizację sądownictwa, prawo o stanach i kodeks wzajemnych stosunków Cesarstwa i Królestwa.

Były to wszystko gałęzie prawa, które wymagały całkowitej przeróbki i zastąpienia zasad francuskich — rosyjskiemi. Inne ustawy miały stanowić tylko zbiór obowiązujących przepisów ułożonych wedle systemu praw rosyjskich

---

[1]) Turkułł do Kom. Rz. Spraw. 24 czerwca/4 lipca 1837 r. (AKRS 17/15/73 tom 1).

[2]) Dnia 18/30 grudnia 1837 r., AKP. t. 708.

przez specjalne delegacje wydzielone z Komisyj Rządowych Warszawskich. Taki był plan Turkułła [1]). O planie tym zawiadomił Namiestnika Sperański [2]), a wkrótce potem Turkułł nadesłał Namiestnikowi do Warszawy wykaz prac, które miały być podjęte [3]). Niezwłocznie powołano w Warszawie szereg komisyj pod zwierzchniem kierownictwem zrazu ks. Jabłonowskiego, później gen. Włodka [4]).

W materji odesłanej do Petersburga księgi I-szej Kodeksu Cywilnego prawnicy warszawscy nie ograniczyli się do krytyki przekładu. Dyrektor Główny Prezydujący w Komisji Rządowej Sprawiedliwości nadesłał do Petersburga pewne uwagi, dotyczące zagadnień unormowanych przez nowy kodeks [5]). Jednocześnie Paszkiewicz interwenjował osobiście u Cesarza, aby i Warszawę dopuścić do udziału w pracach prawodawczych; być może, zależało mu na tem, by imię jego łączono z nowym kodeksem Królestwa.

Tymczasem zmarł hr. Michał Sperański 23 lut. 1839 r. i stanowisko kierownika prac kodyfikacyjnych zajął początkowo b. min. sprawiedl. Daszkow, a po jego rychłej śmierci kierownikiem II-go oddziału „Własnej Jego Cesarskiej Mości Kancelarji“ został hr. Dymitr Mikołajewicz Błudow, b. min. spraw wewnętrznych; sprawował on ten urząd aż do rozwiązania komisji petersburskiej, co nastąpiło w r. 1861 [6]).

Po konferencji z Paszkiewiczem [7]) cesarz zmienił zasady

---

[1]) D. II t. 810.

[2]) Odezwą z dnia 4 maja 1838 r.

[3]) 8/20 maja 1838 r. ARA 4, 6, 1132 d. (AAD.). Kodeksem stosunków między Król. a Ces. miała się zająć Komisja w myśl Zd. Rady Państwa z dn. 12 stycznia 1838 r. (D. II t. 810).

[4]) ARA 4, 6, 1132 d. w AAD.

[5]) AKP. t. 708: „Ecrit à l'occasion du nouveau travail sur la paternité et la filiation: „La commission a aussi reçu communication d'une manière indirecte des observations sur quelques dispositions secondaires des projets de 1837 de la part du Directeur en chef Président la Commission de la Justice à Varsovie“.

[6]) Pisma Romualda Hubego, t. I, Warszawa, 1905, str. XXXII i XXXVI. (biografja napisana przez Dunina).

[7]) AKN. Nr. 3029/1839 w AAD.

reskryptu z r. 1833 i wskazał w dniu 12/24 kwietnia 1839 r. po raz wtóry, jak odbywać się będzie praca kodyfikacyjna[1]).

Obok Komisji Przygotowawczej w Petersburgu uchwalono utworzyć w Warszawie specjalną „Komisję do przejrzenia projektów prawa". Bieg prac ustalono następujący: Komisja Przygotowawcza miała układać już nie projekt całkowity, ale „główne zasady" prawa w formie traktatu i przesyłać je do Warszawy. Ale w Warszawie te „główne zasady" nie mogły dostać się rąk polskich prawników. Jedynie Namiestnik miał się z niemi zapoznawać i on tylko bez rozgłaszania zasad powinien był wyrazić swoją opinję, czy te zasady odpowiadają potrzebom miejscowym.

Po uzgodnieniu zdań Komisji i Namiestnika należało układać projekt w ostatecznej formie. Ta część pracy znowu miała się odbywać w Petersburgu. Ostateczny projekt trzeba było przesyłać do Komisji Warszawskiej, lecz tylko dla poprawienia go „co do szczegółów pod względem miejscowego ich zastosowania"[2]).

Różnica między „zasadami" i „szczegółami" miała tedy stanowić kamień węgielny systemu. Szczegóły zostawiono warszawskim prawnikom, zasady były nienaruszalnem sacrosanctum. Nie wątpiono, że będą one zasadami Swodu i że co do nich Namiestnik nie będzie się bardzo różnił od Komisji Przygotowawczej. Natomiast różnice co do szczegółów między prawnikami warszawskimi i petersburskimi miały być rozstrzygane przez Radę Państwa; po usunięciu zaś wszelkich kwestji spornych miano przedstawiać projekt do zatwierdzenia cesarzowi[3]).

Choroba i śmierć rz. r. t. Daszkowa[4]) stanęły na przeszkodzie wykonaniu powyższego rozkazu; cesarz nie rozstrzygnął w nim również kwestji odesłanego do Petersburga projektu z r. 1837 już zatwierdzonego przez monarchę, a tym-

---

[1]) Turkułł do Thisa, AKP. t. 708.

[2]) O ułożeniu nowego projektu do księgi I-szej prawa cywilnego (Turkułł do Thisa, AKP. t. 708).

[3]) Turkułł do Thisa j. w.

[4]) j. w.

czasem Komisja Przygotowawcza między rokiem 1838 a 1840, opracowała już nietylko „główne zasady", ale i same projekty nowych praw, przerobiwszy swe dawne dzieła, między innymi i pierwszą księgą kod. cywilnego; miast zmienić przekład, zmieniono ją całkowicie.

Wówczas na wniosek następcy Daszkowa — hr. Bludowa zapadł w dn. 8 lut. 1840 r. rozkaz cesarski, zmieniający poraz ostatni metodę prac kodyfikacyjnych. Rozkaz ten brzmiał:

1. „aby główne zasady ułożonych dla Królestwa Polskiego projektów wnoszone były na rozpoznanie Departamentu Spraw Królestwa po zakomunikowaniu już tychże Namiestnikowi księciu warszawskiemu i po otrzymaniu jego opinji. W razie zaś niezgadzania się w tej mierze Departamentu okoliczności różnicy zdań winny być przedstawione do rozstrzygnięcia Najjaśniejszego Pana bądź bezpośrednio, bądź po dyskusji w ogólnem zebraniu Rady Państwa.

2. aby, trzymając się porządku w rozkazie z r. 1839 wskazanego, księga I Kodeksu Cywilnego w r. 1837 zatwierdzona, jakoteż i dwa pierwsze księgi II-giej tytuły przedwstępnie tylko przez J. C. M., przyjęte przesłane były do Warszawy i wskutku uwag, jakie uznają za potrzebne względem nich uczynić Książę Warszawski po porównaniu z okolicznościami miejscowemi, a rzeczywisty radca tajny Błudów po porównaniu z innemi częściami prac prawodawczych, dozorowi jego poruczonych, księgi te uległy zmianom w Komisji tutejszej,

3. aby przy ocenianiu projektów Komisji Przygotowawczej Książę Warszawski i rz. r. t. Błudów nie dawali względu na zapadłe już pomienionych ksiąg Najwyższe zatwierdzenie, lecz czynili co do nich uwagi, jak i względem innych części projektów". Poprawianie szczegółów w „Komisji do przejrzenia projektów prawa" utrzymano.

W ten sposób dopuszczono Warszawę do współpracy nad nowym kodeksem; udział prawników warszawskich miał być wszelako szczupły: przez „szczegóły" rozumiano korygowanie redakcji poszczególnych artykułów, poprawienie przekładu, opinjowanie w kwestjach drugorzędnych, jak np. w kwe-

stji terminów. Przedstawicielem Królestwa, jeśli chodziło o „zasady“, miał być Paszkiewicz. Taki system pracy dawał gwarancje, że unifikacyjne zabiegi rządu powiodą się najzupełniej. Przyszłość pokazała, że stało się inaczej, że prace warszawskie wysunęły się na plan pierwszy, że w Warszawie nie ograniczono się do roli wskazanej przez cesarza, ale podważono same „zasady“ projektu i jak gdyby odwrócono porządek prac prawodawczych, t. j. Komisja Warszawska stała się właściwie siedliskiem nowych projektów, a petersburska ciałem opinjodawczem. Takie stanowisko Warszawa zdobyła sobie ogromną pracą krytyczną nad projektem, mianowicie krytyką prawniczą i filologiczną, merytoryczną i redakcyjną, drogą zapisania całych tomów uwagami szczegółowemi i ogólnemi, drogą drobiazgowego badania każdego słowa projektu petersburskiego.

Prace petersburskie w dziedzinie I-szej księgi kodeksu w r. 1838 i 1839 miały na celu z jednej strony poprawki przekładu i terminologji, z drugiej pewne zmiany merytoryczne, których dokonano pod wpływem krytyki nadeszłej z Warszawy[1]). Uwzględniono opinję Komisji Rząd. Sprawiedl., a i sama Komisja Przygotowawcza uczuła potrzebę pewnych odmian w treści projektu[2]). Pod względem redakcyjnym postanowiono oderwać się od niewolniczego naśladownictwa źródeł, t. j. Swodu i Kod. z r. 1825 i zdecydowano się na redakcję oryginalną.[3])

Stosując się do rozkazów cesarskich z r. 1839 i 1840 wybrano główne zasady projektu i przesłano je do Warszawy do Namiestnika.[4])

Nowa księga I-sza zawierała jako tytuł I-szy prawo małżeńskie z r. 1836, które zostało b. nieznacznie zmienione przez

---

[1]) Ecrit à l'occasion du nouveau travail sur la paternité et la filiation (AKP. t. 708).

[2]) j. w. Co do projektu z r. 1842 por. niżej str. 37, a co do jego poszczególnych instytucji p. cz. II-gą.

[3]) j. w.

[4]) Turkułł do Thisa, AKP. j. w.

Komisję [1]) i miało być w r. 1840 traktowane jako projekt, mimo, że od lat czterech cieszyło się mocą obowiązującą. Tytuł II nosił nagłówek: „o związku rodziców i dzieci“, tytuł III — „o związku pokrewieństwa“, tytuł IV: — „o opiece w porządku familijnym“, tytuł V — „o aktach stanu cywilnego“.

Jednocześnie z „głównemi zasadami“ projektu przesłano Paszkiewiczowi w maju 1840 r. kopje samych projektów wraz z uwagami, które co do zasad poczynił hr. Błudow [2]).

Nowy projekt niewiele się różnił od I-szej księgi z r. 1837: przyjął rosyjski system w dziedzinie władzy rodzicielskiej (nie znał użytkowania rodziców na majątku dzieci), dozwalał na poszukiwanie alimentów przez dziecko nieślubne na ojcu nieślubnym, nie dawał dzieciom nieślubnym żadnych praw w stosunku do ojca nieślubnego poza alimentami; przysposobienie miało stanowić środek utrzymania rodu szlacheckiego: stąd jego znaczenie wyłącznie dla szlachty, organizację opiek utrzymano według wzorów pruskich [3]). Działalność Błudowa polegała na zbliżaniu projektu do prawa rosyjskiego [4]).

Stosownie do rozkazów cesarskich z r. 1839 i 1840 projekt został przejrzany przez Paszkiewicza, który poczynił od siebie pewne uwagi i porozumiał się w tej mierze z hr. Błudowem [5]). Odbyto szereg konferencji, w których brał udział Turkuł z ramienia Komisji Przygotowawczej [6]). Dyskusja była gorąca, lecz w końcu osiągnięto jednomyślność. Tur-

---

[1]) Zob. niżej str. 40.

[2]) Turkuł do Thisa, AKP. t. 708.

[3]) Jak w r. 1837. Poszczególne instytucje projektu podane są w cz. II-giej.

[4]) Dla charakterystyki działalności Błudowa podamy szczegół, odnoszący się do terminologji projektu. Tytuł V ks. I-ej traktował o aktach stanu cywilnego. Nazwa ta, zapożyczona z języka francuskiego, zdobyła sobie prawo obywatelstwa; nie podobała się ona Błudowowi, ponieważ nie była zrozumiała dla Rosjan. Z tego powodu Błudow proponował zmienić tę nazwę na „księgi metryk cywilnych“; miał to być najbardziej odpowiedni termin, a zwłaszcza zbliżony do Swodu.

[5]) W r. 1841 Paszkiewicz bawił jakiś czas w Petersburgu. (Turkuł do Thisa, j. w.).

[6]) j. w.

kułł i Paszkiewicz ustąpili przed wnioskami i poprawkami Błudowa. Do zmian najważniejszych, które przyjęto na tych konferencjach, wypada zaliczyć: uzupełnienie tytułu o opiekach nowymi oddziałami, dotyczącymi opieki (nie kurateli)[1]) nad marnotrawnymi, opieki nad majątkiem nieobecnych, „niewiadomych z pobytu" i kurateli nad niedołężnymi. Projekt z r. 1837 nie zawierał powyższych działów. Organizacja nadzoru nad opiekami została ze względów oszczędnościowych radykalnie zmieniona[2]), skasowano zwierzchności opiekuńcze, utworzono natomiast nowe organy kontroli w postaci rad opiekuńczych wybieranych przez rady familijne i mających łączyć w sobie funkcje dawnych rad familijnych i opiekuna przydanego. Zachowano wprawdzie instytucję rady familijnej, lecz bardzo ograniczono jej działalność na korzyść rady opiekuńczej.

Trzymając się planu rozkazu z dn. 8 lutego 1840 roku, Błudow wniósł projekt księgi I-szej do Departamentu Spraw Królestwa Polskiego w Radzie Państwa[3]). Właściwie należało poddać dyskusji w Departamencie tylko „główne zasady" projektów, a nie projekt zredagowany ostatecznie w formie artykułów prawa; ponieważ jednak cała I-sza księga była już gotowa, cesarz polecił wnieść ją w całości do Departamentu. Z tego wynikało, że Rada Państwa miała się także zająć prawem małżeńskiem, które stanowiło tytuł I-szy nowej księgi I-szej. Wobec tego, że uzgodnienie prawa małżeńskiego, przygotowanego już w r. 1836 z następnymi tytułami projektu wymagało zbyt wiele czasu, Departament postanowił odłożyć na później dyskusję nad tytułem I-szym. Następne tytuły przejrzano i uchwalono wszystkie zmiany zaproponowane na konferencjach Błudowa, Namiestnika i Turkułła[4]). Departament wprowadził od siebie pewne nieznaczne poprawki[5]).

---

[1]) Prawo rosyjskie poddawało marnotrawnych opiece, wedle prawa francuskiego i Kod. z r. 1825 dodawano marnotrawnym kuratora.

[2]) Niżej, cz. II-ga, § 23.

[3]) Turkułł do Thisa j. w.

[4]) Turkułł do Thisa j. w.

[5]) j. w.

Po przejrzeniu projektów tyt. II-go i n. księgi I-szej Departament postanowił:[1])

1) „Projekta te z należytemi w nich podług uwag Departamentu poprawami po wcieleniu wraz z niemi do składu 1-ej księgi odpowiednich artykułów prawa o małżeństwie, które niezwłocznie rozpoznane będą przez Departament, przedstawić do Najwyższej J. C. M. uwagi.

2) Cały projekt do ks. I-ej w wykonaniu Najwyżej zatwierdzonych przełożeń Namiestnika Królestwa z dnia 12/24 kwietnia 1839 r. i sekretarza stanu Bładowa z d. 8 lutego 1840 r. przesłać do ustanowionej w Warszawie Komisji dla rozpoznania go jedynie tylko w szczegółach i w zastosowaniu do miejscowych, mogących być tu niezupełnie znanemi potrzeb i form, nie dotykając zresztą głównych zasad jako po teraźniejszem ostatecznem ich uchwaleniu nie mogących ulegać na mocy Najwyższego rozkazu z r. 1839 żadnemu dalszemu przeglądowi.

3) Komisji Warszawskiej polecić, aby, pospieszywszy z ukończeniem powierzonego jej obecnie rozpoznania, w razie jakichkolwiek uwag nie zaniechała wraz z powodami, na których uwagi takowe będą oparte, przedstawić i same projekta do artykułów w proponowanej przez nią zmienionej postaci, jakoteż i te artykuły, które, będąc z nimi w związku, powinny także uledz stosownym zmianom."

Jak widać z powyższej uchwały Departamentu zakres działania Komisji Warszawskiej miał być bardzo nikły. I w samym Swodzie znajdowały się w poszczególnych częściach systemu odrębne przepisy co do niektórych guberni, oparte na zwyczajach „inorodców", zamieszkujących te gubernie. Komisję Warszawską powołano, aby była rzeczniczką tych odrębności tradycyjnych Królestwa, lecz tylko w bardzo szczupłym zakresie.

4 kwietnia 1842 r.[2]) w Departamencie toczyła się dyskusja nad prawem małżeńskiem, które miało stanowić tytuł

[1]) j. w.

[2]) Turkull do Thisa j. w.

I-szy nowej księgi I-szej. Komisja Przygotowawcza poczyniła pewne zmiany w Prawie z r. 1836. Przepisy procedurałne odniesiono do procedury, a w projekcie ustawy postępowania cywilnego nadano władzę sądowniczą w sprawach małżeńskich duchownym żydowskim i mahometańskim, przerobiono artykuły o aktach ślubu stosownie do nowego tytułu o księgach metryk cywilnych. Umieszczono w tytule I-szym prawo majątkowe małżeńskie, oparte, zgodnie ze Swodem, na rozdzielności majątkowej, przepisy o intercyzach, które zamierzano początkowo umieścić w księdze I-szej, przeniesiono do księgi IV-tej.

Departament nie wprowadził prawie żadnych zmian do prawa o małżeństwie, jakkolwiek uznawał potrzebę pewnych przeróbek; [1]) nie chciano jednak, aby ustawa, ogłoszona tak niedawno, podlegała przekształceniom, które mogłyby podważyć powagę prawa małżeńskiego przez wzbudzenie opinji o niestałości jego przepisów; [2]) pozatem Departament wypowiedział znamienne zdanie, sprzeczne w pewnej mierze z rozkazami cesarskimi z r. 1839 i 1840, które stało się wytyczną dla późniejszych prac Komisji Warszawskiej i na które później w Warszawie ciągle się powoływano: [3])

„Poprawy takowe byłyby zawczesnemi, ile, że cały projekt do ks. I-szej wskutku Najwyższego rozkazu z r. 1839 ma być jeszcze przesłanym do ustanowionej w Warszawie Komisji, podług uwag której z większą oczywiście łatwością można będzie przystąpić do przejrzenia tych przepisów przy ostatecznem wydaniu ksiąg praw cywilnych Królestwa. Lubo zaś podług pomienionego rozkazu Komisja Warszawska ma zwracać swą uwagę na same tylko szczegóły w miejscowem

---

[1]) Turkułł do Thisa, AKP. t. 708 j. w. W AKP. t. 708 znajduje się pozatem oddzielnie protokół z posiedzenia Departamentu z d. 4 kwietnia 1842 r.

[2]) j. w.: „takie poprawy teraz, bez bliższego do tego powodu, mogłyby wzbudzić wątpliwość o mocy tak ważnego prawa, które tak niedawno jeszcze po rozpoznaniu w Radzie Państwa zyskało Najwyższe zatwierdzenie i ogłoszone zostało w Królestwie".

[3]) j. w.

ich zastosowaniu, *gdyby jednak nastręczyły się co do wzmiankowanych przepisów inne uwagi zakres ów przechodzące*, to od Namiestnika Królestwa zawsze zależeć będzie, skoro je uzna być stosownemi i mogącemi posłużyć do osiągnięcia dobroczynnego celu prawa z r. 1836, zakomunikować takowe oddzielnie wraz ze swą opinją rzeczywistemu radcy tajnemu Błudów, który na mocy poruczonego sobie głównego nad tym wydziałem nadzoru, nie omieszka, za Najwyższem zezwoleniem przedstawić je wraz ze swoimi wnioskami Departamentowi".

Jak widać, dopuszczono tu częściowe odstępstwo od rozkazu z r. 1839, lecz odstępstwo to miało mieć charakter wyjątkowy i odnosić się wyłącznie do prawa o małżeństwie, którego nie chciano zbyt spiesznie przerabiać („dla osiągnięcia dobroczynnego celu prawa z r. 1836"), lecz niebawem Komisja Warszawska zaczęła interpretować powyższe zdanie Departamentu bardzo rozciągle, zastosowała je do wszystkich części projektu i na niem oparła swą pracę. W ten sposób uległy krytyce w Warszawie „zasady" projektu, jak np. stanowisko dzieci nieślubnych, zakres władzy rodzicielskiej, charakter przysposobienia, organizacja opiek, podstawy usamowolnienia.

Co do stosunków majątkowych między małżonkami Departament zatwierdził projekt Komisji Przygotowawczej.

30 kwietnia 1842 r. zawiadomiono hrabiego Błudowa, że cały projekt księgi I-szej wraz z wnioskami Departamentu został przedwstępnie przez cesarza zatwierdzony.[1])

Projekt petersburski przesłany w r. 1842 do Warszawy był zlepkiem Swodu z Kodeksem z r. 1825. Prawo rosyjskie było jednak zasadniczym wzorem, prawo polskie odgrywało rolę drugorzędną. Poprawki hr. Błudowa i wnioski Departamentu, dążące do „ujednostajnienia" wywarły ujemny wpływ na projekt pierwotny, bądź co bądź jednolity. Komisja Warszawska podkreślała rozrzucenie w projekcie przepisów, które logicznie łączyły się ze sobą, wadliwości terminologiczne (nieznane w Polsce nazwy, jak „księgi metryk cy-

---

[1]) Turkułł do Thisa, AKP. t. 708.

wilnych"), brak sharmonizowania poszczególnych części projektu pochodzących z rozmaitych źródeł. Projekt nie był ani dosłownym przekładem Swodu, ani Kodeksu z r. 1825, ale wszędzie zawierał skombinowanie prawa rosyjskiego i francuskiego, niezręczne i niejasne [1]).

W końcu r. 1842 nadesłano projekt księgi I-szej do Warszawy [2]); wraz z projektem Komisja Warszawska otrzymała jego motywy [3]).

§ 8.

KOMISJA WARSZAWSKA „DLA PRZEJRZENIA PROJEKTÓW PRAWA". JEJ SKŁAD. CHARAKTER PRACY.

Komisja Warszawska rozpoczęła swoją działalność w listopadzie 1842 r. W skład jej weszli najwybitniejsi prawnicy-praktycy, współcześnie przebywający w Warszawie, pod kierownictwem Antoniego Wyczechowskiego, piastującego podówczas urząd Dyrektora Głównego Prezydującego Komisji Rządowej Sprawiedliwości; po jego śmierci w r. 1844 przewodniczącym Komisji został brat Antoniego — Onufry Wyczechowski [4]).

---

[1]) Dla usprawiedliwienia tej charakterystyki przytaczamy lapidarną krytykę tego projektu nieznanego nam pióra. Krytyka ta znajduje się w niewysłanym liście, (zdaje się do Zaborowskiego, który w r. 1844 bawił w Warszawie) (AKN. Nr. 6 z r. 1844 w AAD.): „Jaśnie Wielmożny Radco! Proszę wziąć chęć za uczynek dla przekonania, że projekt wszędzie przedstawia kombinacje „mixtes". Załączam tabelkę objaśniającą wszystkie ważniejsze materje. O małżeństwie nic mówię, bo to rzecz religji katolickiej. Zresztą mniejsza o kombinacje. Jabym na wszystko przystał, tylko nie na tę mętną, mdłą, flakowatą redakcję, która za każdym krokiem tysiące rodzi woprosow..."

[2]) AKP. t. 708; Turkułł. do Thisa.

[3]) „Szczegółowe motiwa projektu Xięgi Pierwszej Prawa Cywilnego Królestwa Polskiego" w AKP. t. 708.

[4]) O. Wyczechowski do Namiestnika (AKRS 17/15/77 tom 2). Antoni Wyczechowski nadał odrazu zdecydowanie filofrancuski charakter

Stanowisko Komisji Warszawskiej było bardzo trudne. Skrępowana postanowieniami cesarskiemi, miała prawo jedynie zastanawiać się nad drugorzędnymi szczegółami, nie wzruszając zasad projektu. Chodziło o usterki formalne, o terminologję, redakcję, przekład. Mówiono wprawdzie, że Komisja ma być rzeczniczką potrzeb miejscowych, ale właściwość jej była szczupła, skoro w niczem nie mogła zmienić religijnej zasady małżeństwa, jurysdykcji duchownej w sprawach małżeńskich, rozdzielności majątkowej jako rządu prawnego między małżonkami, zniesienia użytkowania rodziców na majątku dzieci, organizacji opieki i tylu innych kwestji, będących „zasadami“ projektu. Mimo tak wąskich ram działalności, dokonano pracy olbrzymiej. Projekt petersburski skrytykowano artykuł po artykule, a wówczas nie pozostało zeń nic prawie takiego, coby, zdaniem Komisji, nie przyniosło w praktyce niepowetowanej szkody. Dar przewidy-

---

pracom Komisji. Wybitny prawnik, posiadający olbrzymie doświadczenie, zdobyte na wielu stanowiskach, był wielbicielem Kodeksu Napoleona. Bronił Kodeksu przed próbami reform od dawna, już od r. 1815, gdy zamierzano układać prawo narodowe (Grynwasser, op. cit. cz. 1 str. 64); uważał, że Kodeks stał się własnością Polski, że Królestwo zżyło się z nim; nie przerażała go okoliczność, że prawo familijne francuskie jest wynikiem poglądów, które się kształtowały w dobie rewolucji; dla niego prawem narodowem było to, które najlepiej odpowiadało polskiej cywilizacji (Grynwasser, j. w.); w r. 1820 bronił wyższości francuskiego systemu egzekucyjnego nad dawnym systemem polskim (Grynwasser, cz. II str. 50); jako członek deputacji z r. 1820, starał się o utrzymanie Kodeksu (Grynwasser, ibid. str. 52); po r. 1825 walczył z zapędami reformatorskimi w ciągu pracy nad ułożeniem księgi II-giej (Grynw. tamże str. 72): w r. 1829 bronił każdego artykułu II-giej księgi, którą radykalnie zmieniała deputacja prawodawcza (j. w. str. 80).

Dokładnej liczby członków Komisji Warszawskiej i zmian jej składu nie mogliśmy ustalić. Wiadomo tylko, że w r. 1844 brał udział w jej pracach (nad księgą II-gą), taj. radca sen. Faltz, który często zastępował Wyczechowskiego, starszy członek Kom. Rząd. Spraw. This; zostający przy Nacz. Prok. 9-go Dep. Senatu asesor kolegjalny Wałujew; nad księgą III-cią — czł. sen. rzecz. r. st. Starynkiewicz, sen. Minasowicz, pom. Nacz. Prok. 9-go Dep. Sen., J. K. Wołowski; nad ks. IV-tą: człon. Kom. Rząd. Spraw. rzecz. r. st. Tokarski, pomocnik Nacz. Prok. 9-go Dep. sen.

wania, jasność założeń, argumentacja oparta na długiem doświadczeniu praktycznem, materjały jurysprudencyjne i osobista wiedza członków Komisji sprawiły, że miast zmian szczegółów umiano zaprojektować nowy zupełnie kodeks. Nie ograniczono się ramami zakreślonemi w Petersburgu, zaatakowano zasady projektu, podając dwa argumenty na usprawiedliwienie swego postępowania. Jeden argument to omówione wyżej [1]) zdanie Rady Państwa z dn. 4 kwietnia 1842 r., zezwalające w materji prawa o małżeństwie na pewne odchylenie się od zasad projektu. Zdanie to rozszerzono do wszystkich ksiąg kodeksu petersburskiego. Drugi argument był bardzo niebezpieczny; wykorzystano go jednak z powodzeniem. Podnoszono, że projekt nie był dosłownym przekładem Swodu. Gdyby tak było, nie ośmielonoby się protestować, gdyż nowe prawo stanowiłoby chociaż całość logiczną i zamkniętą; byłoby prawem rosyjskiem, z któremby nie chciano walczyć. Lecz projekt miał cechy francusko-rosyjskie, był oryginalnym pomysłem Komisji Przygotowaw-

---

Dutkiewicz, radca dworu Płatonow (A. Wyczechowski do Namiestnika 14/26 kwietnia 1844 r.; AKN Nr. 6/1844, AAD.) Niewiadomo dokładnie, którzy z powołanych prawników brali udział w dyskusji nad księgą I-szą, lecz udział Thisa, Wołowskiego i Dutkiewicza jest niemal pewny. Kancelarją kierował początkowo autor projektu księgi wstępnej Kodeksu Pom. Nacz. Prok. 10 Dep. sen. r. st. Jan Karnicki (AKN. 6/1844; O. Wyczechowski do Namiestnika 24 stycznia 5 lutego 1845 r.), a później nowy członek Komisji referent przy Og. Zebr. Sen. — A. Szateński. Do składu Komisji zaliczono z biegiem lat: pisarza aktowego Ksawerego Józefowicza (zm. 1849 r.), rejenta kancelarji ziemiańskiej Bryndzę, członka Kom. Rz. Przychodów i Skarbu, ref. przy og. zebr. warsz. dep. rządz. senatu — Siekaczyńskiego, sędziego apelacyjnego J. Chr. Sławianowskiego. W r. 1850 do specjalnego Komitetu redakcyjnego wchodzili: J. K. Wołowski, A. Szateński, Starynkiewicz, czł. Kom. Rz. Spraw rz. r. st. Prądzyński, czł. Kom. Rząd. Spraw. referendarz stanu Brzeziński, Kojsiewicz, mecenas, obrońca przy warszawskich departamentach senatu i Bryndza (AKRS 17/15/77 tom 2).

Rosjanie (Płatonow i in.) zajmowali się poprawianiem przekładu na jęz. rosyjski (AKRS j. w.).

[1]) Por. wyżej str. 40 — 41.

czej; skrytykowano go, a przy sposobności podważono rosyjskie zasady, które źle połączone z pewnymi przepisami pochodzenia francuskiego, okazały się nie do zastosowania [1]). Komisja Warszawska musiała iść za Petersburską, jeśli chodziło o monarchiczny charakter projektu, o zaznaczenie nierówności stanów, podkreślenie różnic religijnych, które wystąpiły już nietylko w prawie małżeńskiem, ale i w innych częściach projektu. Zdaje się wszakże, że uczyniła to wbrew swej woli: wielkie hasła, których wynikiem był Kodeks Napoleona, wyryły już głębokie piętno w umysłach prawoznawców warszawskich. Ideałem, do którego zbliżyć się już nie mogli, było zapewnienie wszystkim mieszkańcom kraju bez różnicy wyznania lub stanu jednakiego uczestnictwa w dobrodziejstwach prawa:

„Przez zbytnią względność na suponowane zdania religijne, pisano w Warszawie [2]), uprawnia ono (t. j. prawo małżeńskie z r. 1842) odosobnienie antisocjalne ludu izraelskiego, utwierdza nauki szkodliwe talmudu i uszczupla co do małżeństw i familijnego pożycia dla niechrześcijan uczestnictwo prawa cywilnego, *które dla wszystkich kraju mieszkańców nie powinnoby się różnić podług rozmaitości religji lub stanu*".

---

[1]) A. Wyczechowski do Nam. 22 lut./5 marca 1844 r. (AKP. t. 709): „Zamierzenia projektu nie są czysto rosyjskie, ani czysto tutejsze, lecz albo wypływem kombinacji jednych z drugiemi, albo zupełnie nowe". O. Wyczechowski do Nam. (1850 r.; AKRS 17/15/77 tom 2): „Projekt petersburski zmienia prawo dotychczasowe nie dlatego, iżby je do praw rosyjskich zbliżyć... lecz (opiera się) albo na zasadach obcych prawodawstw, albo teoretycznych rozważań... Racz W. Ks. Mość wierzyć, że Komisja Warszawska czuje konieczną potrzebę przejęcia w nowem prawodawstwie tych kardynalnych zasad, które mają stanowić ściślejsze polityczne zbliżenie z Cesarstwem, widzi jednak w samym projekcie, że nie idzie o zupełną jednostajność, bo w takim razie nie ośmieliłaby się w tej mierze podnieść głosu. Tam, gdzie idzie o zbliżenie, mniema, że wolno jej za dostojnem Waszej Książęcej Mości pośrednictwem przedstawić niedogodności, jakie z przyjęcia niektórych zasad wypłynąć mogą".

[2]) To doniosłe zdanie znajduje się w „Uwagach nad rozdziałem V tytułu I-go" (jest to krytyka prawa małżeńskiego w redakcji z r. 1842), w AKP. t. 709; duplikat: AKP. t. 710.

§ 9.

PRACA KOMISJI WARSZAWSKIEJ NAD I KSIĘGĄ PROJEKTU PETERSBURSKIEGO. PRZYGOTOWANIE WARSZAWSKIEGO KONTRPROJEKTU KS. I-SZEJ. (1842 — 1850).

Komisja Warszawska zaczęła swą pracę w listopadzie 1842 r.[1]) od narad przygotowawczych, to jest od przeczytania projektu i zapoznania się z jego całością.[2]) 3/15 grudnia t. r. podzielono pracę pomiędzy pięciu członków[3]); po przygotowaniu przez nich uwag rozpoczęto narady nad temi uwagami i zakończono je w lutym 1844 r., poczem ostateczne przygotowanie uwag i stosownych zmian powierzono Komitetowi Redakcyjnemu wybranemu z pomiędzy członków[4]). System prac ustalił się zwolna. W styczniu 1844 r.[5]) skład Komisji powiększył się; Komisję podzielono na sekcje; w każdej sekcji jeden z członków opracowywał referat, drugi — korreferat; dopiero po dyskusji w sekcji przystępowano do szczegółowych rozstrząsań na plenum Komisji[6]).

Antoni Wyczechowski i rz. r. st. This informowali Namiestnika o postępie prac prawodawczych; donieśli mu, że Komitet Redakcyjny widzi potrzebę zmiany niektórych zasad księgi I-szej i w związku z temi zmianami złożyli Paszkiewiczowi w d. 22 lut./5 marca 1844 r. — 5 „zapisek" co do głównych zasad projektu prawa familijnego. Propozycję tych zmian motywowano zezwoleniem Rady Państwa wyrażonem w protokóle z dn. 4 kwietnia 1842 r. Zapiski dotyczyły[7]):

a) stosunków majątkowych między małżonkami (w Petersburgu wprowadzono system mieszany: przyjęto wpraw-

---

[1]) AKRS 17/15/77 tom 2; por. AKN Nr. 6/1844 w AAD.

[2]) W roku 1842 znajdowały się już w Warszawie projekty wszystkich czterech ksiąg kodeksu.

[3]) AKRS j. w. AKN j. w.

[4]) j. w.

[5]) 22 stycznia/5 lut. 1844.

[6]) AKN. j. w.

[7]) AKRS j. w. Zapiski znajdują się w AKP. t. 710.

dzie rozdzielność majątkową, ale nie dano mężatce pełnej zdolności cywilnej w stosunku do jej majątku; Komisja Warszawska proponowała utrzymać rząd legalny prawa z r. 1825).

b) użytkowania rodziców na majątku dzieci (projekt petersburski traktował rodziców jak zwykłych opiekunów i żądał od nich ścisłych rachunków z przychodów, które pobrali jako rządcy majątku dzieci; w Warszawie proponowano zachować użytkowanie).

c) wieku do usamowolnienia (projekt zalecał rosyjski system usamowolnienia ipso iure po dojściu do lat 17, Komisja broniła usamowolnienia zależnego od rodziców, opiekunów lub rady familijnej po ukończeniu lat 18-u).

d) organizacji opiek (wskutek porozumienia Błudowa z Namiestnikiem i Turkułłem wprowadzono do projektu nową instytucję rad opiekuńczych, Komisja Warszawska starała się zachować rady familijne, proponując jedynie ulepszyć ich organizację).

e) opieki nad marnotrawnymi (w Petersburgu ustalono rosyjski system opieki, w Warszawie broniono francuskiej zasady — kurateli).

Treść zapisek była już poprzednio rozpoznana w ciągu trzydniowych posiedzeń w obecności ministra sekretarza stanu; w zapiskach tych [1]) wyłożono, posługując się bogatą argumentacją, warszawski punkt widzenia, lecz nie wyczerpywały one wszystkich zmian, które Komisja Warszawska proponowała poczynić w zasadach projektu; zapiski dotyczyły najważniejszych materji; inne zasady rosyjskie skrytykowano w Uwagach szczegółowych do każdego prawie artykułu projektu, które przygotowywano współcześnie z pracą nad zapiskami.

Ponieważ członkami Komisji byli wysocy urzędnicy sądowi i administracyjni, których nie zwolniono od zwykłych zajęć, więc pracowano bardzo powoli. Dość powiedzieć, że zajęcia nad księgą I-ą zostały zakończone ostatecznie w r. 1850, oczywiście z długotrwałemi przerwami, spowodowanemi przez studja nad dalszemi częściami projektu.

---

[1]) AKP. t. 709 i 710.

W archiwum Komisji Prawodawczej znajdują się podwójne egzemplarze krytyki i Uwag warszawskich nad księgą I-szą nowego prawa; pierwsze, wcześniejsze mają charakter wyłącznie negatywny; krytykują, nie dając nic wzamian; drugie — późniejsze są bardziej pozytywne; krytykę i tu spotykamy, ale obok niej mieszczą się objaśnienia do nowego warszawskiego kodeksu.

Albowiem w związku z krytyką warszawską, która nie oszczędziła ani jednego artykułu, powstała konieczność nowego zredagowania całej księgi pierwszej, a nietylko ułożenia poszczególnych paragrafów; nowy projekt ze stosownymi motywami był gotów w czerwcu 1844 r.[1]).

Tymczasem we wrześniu t. r. przybyli do Warszawy twórcy projektu petersburskiego; Zaborowski i Turkułł[2]) i weszli w styczność z Komisją Warszawską, udzielając jej wyjaśnień w przedmiocie ks. I-szej. Ta okoliczność zmusiła Komisję do ponownego zajęcia się tą księgą, lecz już w dn. 23 grudnia/4 stycznia 1844/45 r. przystąpiono do redagowania Uwag nad księgą II-gą, gdy nagle zmarł Antoni Wyczechowski[3]), a miejsce Dyrektora Głównego Prezydującego Komisji Rządowej Sprawiedliwości i kierownika prac kodyfikacyjnych zajął brat jego — Onufry.

Onufry Wyczechowski nie brał dotychczas udziału w dyskusji nad księgą I-szą; pragnął się teraz zapoznać z postępami prac poczynionych pod kierunkiem jego brata; z tego powodu Komisja powróciła do rozstrząsania księgi I-szej z udziałem nowego kierownika. Rozumiano wszakże potrzebę przyspieszenia i uproszczenia pracy. Pod wpływem Onufrego Wyczechowskiego skasowano korreferaty w sekcjach, przeniesiono dyskusję z sekcji bezpośrednio na plenum, ale to nie przyczyniło się do zakończenia prac nad I-ą księgą, bo Komitet redakcyjny raz jeszcze zaproponował pewne zmiany, gdy zaś wydano dla Cesarstwa nowy kodeks kar, który zajmował

---

[1]) AKN. 6/1844.

[2]) AKRS j. w. (O. Wyczechowski do Namiestnika).

[3]) W grudniu 1844 r. AKRS 17/15/77 tom 2.

się w dziale XI-ym stosunkami familijnymi, trzeba było uzgodnić z nim projekt i znowu przejrzeć I-szą księgę (kwiecień — październik 1846 r.)[1]).

Jednocześnie z temi przeróbkami prawa familijnego, pracowano nad księgą II-gą i III-cią; w materji księgi I-szej głównym zmianom uległo majątkowe prawo małżeńskie. Komisja Warszawska w zapisce złożonej Namiestnikowi broniła zasad Kod. Cyw. Polskiego, lecz w dalszym ciągu rozważań zmieniła zdanie i zaproponowała nowy prawny rząd majątkowy, podwójny; inny dla bogatszych (system Kod. Cyw. Polsk.), inny dla uboższych (wspólność dorobkowa)[2]). Ponieważ Departament Spraw Królestwa Polskiego polecił przenieść przepisy o intercyzach z księgi IV-tej do I-ej[3]), Komisja Warszawska musiała opracować drobiazgowo ten przedmiot i wypełniła zadanie, rozszerzając w projekcie niepełne dyspozycje prawa z r. 1825.

W lipcu[4]) 1847 r. Paszkiewicz rozkazał przedstawić sobie projekt I-ej księgi i poczynił osobiście pewne uwagi, a Komisja musiała je uwzględnić. Ponieważ pracowano intensywnie nad dalszemi księgami, wykończono ostatecznie pierwszą dopiero na schyłku 1850 r. Nowy projekt[5]) składał się z sześciu tytułów: o małżeństwie, o rodzicach i dzieciach, o pokrewieństwie i powinowactwie, o opiece i dodaniu doradcy, o zaginionych i znikłych, o księgach aktów stanu cywilnego i zawierał poprawione prawo z 1825 r., zmienione tylko w szczegółach wedle postulatów doświadczenia; w ważniejszych kwestjach wyjątkowo tylko oddalano się od pierwowzoru. Tytuł pierwszy stanowiło prawo z 1836 r., częściowo zmienione[6]).

---

1) AKRS j. w.

2) Szczegóły niżej w cz. II-giej.

3) Decyzją z dn. 13/26 maja 1843 r.

4) 19/31 lipca 1847 r.

5) Szczegóły co do instytucji projektu niżej w cz. II-giej.

6) W AKP. t. 709 i 710 znajdują się zaledwie dwa tytuły tego projektu (o opiece i dodaniu doradcy i o księgach aktów stanu cywilnego).

Gruntownie przekształcono tylko prawo majątkowe małżeńskie, organizację opiek, którą starano się udoskonalić, instytucję ksiąg stanu cywilnego, którą zbliżono do Swodu, opierając ją na t. zw. systemie tabelarycznym[1]). Komisja warszawska zamierzała wiele wygrać przez to jedyne zbliżenie się do praw rosyjskich: księgi stanu cywilnego prowadzono w Kongresówce wadliwie, system rosyjski był rzeczywiście lepszy; nie zawahano się więc tutaj przyjąć zasady tomu IX-go Zbioru Praw, czego nie uczyniła nawet Komisja Przygotowawcza, a przez to zamierzano pokazać Petersburgowi, że prawnicy warszawscy nie trzymają się niewolniczo zasad francuskich:

„Komisja bowiem pragnie przekonać, że przy niczem nie obstaje, dlatego, że jest obowiązującem, dlatego, że głęboko wkorzeniło się w nawyknienie i potrzeby kraju, dlatego szczególniej, że jest francuskie, lecz jedynie dlatego, że jest rozsądne"[2]).

Niezależnie od przedstawienia projektu księgi I-szej opracowano w Warszawie księgę wstępną kodeksu. Autorem tej księgi był członek Komisji, Jan Karnicki[3]). Księga wstępna stanowiła votum separatum Karnickiego, nie będąc oficjalnym wyrazem prac Komisji. Miała ona zaradzić konieczności powoływania pewnych przepisów ogólnych w rozmaitych księgach[4]). Podobno sam Zaborowski projektował[5]), żeby ułożyć księgę wstępną i na wzór prawa pruskiego umieścić w niej ogólne zasady prawne. Ponieważ zaś niektóre materje pomieszczone zarówno w projekcie warszawskim, jak i w petersburskim, miały tylko luźny związek z instytucjami, wśród których się znajdowały, Karnicki zalecał wydzielić je na wzór kodeksu holenderskiego w oddzielną księgę piątą. Księga ta zawierałaby m. in. przepisy o aktach stanu cywilnego, które

---

[1]) Szczegóły niżej w cz. II-giej.

[2]) „Uwagi Komisji Warszawskiej nad tytułem o księgach aktów stanu cywilnego" (AKP. t. 710).

[3]) Rz. r. st., pomocnik Nacz. Prok. przy 10 Dep. Senatu.

[4]) Księga ta znajduje się w AKP. t. 707.

[5]) Zob. rozbiór projektu Karnickiego przy końcu jego księgi wstępnej, AKP. j. w.

mają niewiele wspólnego z prawem familijnem, instytucję przedawnienia, którą projekt petersburski i warszawski sztucznie tylko związał z prawem rzeczowem. Nagłówek księgi V-ej brzmiałby: „o dowodach i przedawnieniu“. W ten sposób Karnicki, który nie zgadzał się ani z Komisją Petersburską, ani z Warszawską, proponował w księdze wstępnej umieścić przepisy o instytucjach w ogólności, zasady międzynarodowego prawa prywatnego o interpretacji ustaw, wytłumaczenie przedmiotu i podziału Kodeksu Cywilnego, określenia ogólne praw i obowiązków, zamieszkania, związku pokrewieństwa i powinowactwa, zdolności nabywania praw do majątku, ważności zezwolenia; przez zredagowanie tej księgi uniknęłoby się nietylko powtórzeń, ale i pominięcia niektórych instytucji, należących raczej do prawa materjalnego, niż formalnego, lecz które w żadnej księdze nie mogą być umieszczone (zamieszkanie); tę samą rolę w dziedzinie przedawnienia i aktów stanu cywilnego spełniałaby księga piąta.

To votum separatum Karnickiego pozostało jednak bez skutku. System projektu był przesądzony jako zgodny ze Swodem. Komisja Warszawska nie ośmieliła się zmieniać podziału materji w nowem prawodawstwie. W dalszych pracach kodyfikacyjnych niema już wzmianki ani o księdze wstępnej, ani o piątej — kodeksu.

Długotrwałość prac warszawskich wywołała niepokój w Petersburgu. Już w r. 1845 Turkułł wystosował do Namiestnika list, w którym prosił o przyspieszenie redakcji kontrprojektu[1]), w r. 1850 zainteresował się tą kwestją cesarz.

Na skutek rozkazu cesarskiego Namiestnik wystosował do O. Wyczechowskiego odezwę[2]), w której dawał mu dziesięć dni[3]) na złożenie projektu I-szej księgi i Uwag warszawskich nad tą księgą w celu przesłania tych uwag i księgi I-szej do Petersburga. Komisja Warszawska znalazła się w trudnem położeniu, ponieważ krytyka projektu petersburskiego i uwagi do nowego projektu ułożonego w Warszawie pisane były po

---

[1]) AKN 6/1844.
[2]) W dniu 6/18 marca 1850 r. (AKRS 17/15/77 tom 2).
[3]) t. j. do 15/27 marca 1850 r.

polsku. Przekładem na język rosyjski miał się zająć Starynkiewicz, ale było widoczne, że nie zdąży ukończyć tłumaczenia w tak krótkim czasie.

Wobec bezwzględnego monitu cesarza Namiestnik nie zdecydował się czekać dłużej, lecz nakazał przedstawić sobie uwagi nieprzetłumaczone; polecił jak najszybciej przysłać projekty dalszych ksiąg i uwag do nich, w miarę ich opracowania; włożył na Wyczechowskiego obowiązek składania co dwa tygodnie raportu o postępie prac prawodawczych; ustalił ostateczny termin ad quem dla przygotowania całego kodeksu cywilnego na dzień 1 lipca 1850 r.

Onufry Wyczechowski nakazał Komisji pracować jeszcze szybciej[1]); komitet redakcyjny, do którego weszli członkowie uwolnieni od zwykłych zajęć, odbywał ciągłe narady nad każdym działem nowego projektu, przygotowanym przez referentów. W skład komitetu weszli Starynkiewicz, Wołowski, Dutkiewicz, Szateński i Bryndza. Przerwy między posiedzeniami ograniczono do minimum. Komitet zastanawiał się nad takiemi tylko kwestjami, które referent uznał za słuszne przedstawić. Dyrektor Główny otrzymał prawo odrazu zatwierdzać pracę Komitetu bez rozpatrzenia jej na plenum Komisji, do której przeto dochodziły tylko kwestje ważniejsze, lub bardziej sporne. W najważniejszych kwestjach Wyczechowski miał porozumiewać się z Namiestnikiem.

Termin ukończenia księgi I-szej został zachowany, lecz Komisja Warszawska zgłosiła w materji tej księgi pewne dezyderaty[2]). Wprawdzie Starynkiewicz nie zdążył przełożyć uwag nad ks. I-ą na język rosyjski, lecz Wyczechowski zastrzegł sobie prawo późniejszego przesłania tego przekładu, który uważał za niezbędny; pozatem prosił, aby projekt ustawy po ostatecznem jego przejrzeniu w Petersburgu i przekład projektu w języku polskim przed ogłoszeniem był raz jeszcze przesłany do Warszawy dla definitywnego ustalenia redakcji; wskazywał na konieczność przedłużenia terminu ustalonego przez Namiestnika na dzień 1 lipca 1850 r.

---

[1]) AKRS 17/15/77 tom 2-gi.
[2]) j. w.

Odezwą z d. 19/31 marca 1850 r.[1]) Namiestnik zawiadomił Wyczechowskiego, że przesłał do Petersburga projekt ks. I-szej i uwagi do niej w języku polskim. Odmówił życzeniu Komisji, aby projekt raz jeszcze powrócił do Warszawy, obiecał wszakże porozumieć się z hr. Bludowem, czy polski przekład I-szej księgi może być jeszcze poprawiony przez Komisję Warszawską; wyrażał powątpiewanie, czy będzie szybko skończone rosyjskie tłumaczenie uwag Starynkiewicza do prawa familijnego, ponieważ tłumacz zaczął nad niem pracować już w r. 1847 i do tej chwili nie podołał zadaniu; nakazywał przyspieszyć tempo prac prawodawczych[2]).

Na przedstawione przez Namiestnika postulaty Komisji Warszawskiej hr. Bludow odpowiedział, że cesarz zgodził się: „iżby redakcja tych artykułów Kod. Cyw., które w nowym projekcie Kodeksu ostatecznie zamieścić wypada, utrzymana była w tem samem, jak dziś jest, wyrażeniu", aby przekład polski przed jego ogłoszeniem był raz jeszcze przesłany do Warszawy, aby termin 1/13 lipca 1850 r. przedłużyć, t. j., aby na ten termin przygotowano II-gą księgę, a III-cią i IV-tą złożono w odstępach dwumiesięcznych, aby zmiany praw Cesarstwa, które mogą zajść w międzyczasie, były notyfikowane Komisji.

§ 10.

KRYTYKA PROJEKTU WARSZAWSKIEGO W PETERSBURGU. STOSUNEK ZABOROWSKIEGO DO PRAC WARSZAWSKICH.

Komisja Przygotowawcza, która od r. 1839, nosiła oficjalny tytuł: Komisji Kodyfikacyjnej dla Królestwa[1]), przyjęła

---

[1]) AKRS 17/15/77 tom 2-gi.

[2]) Nam. do O. Wyczech. 19/31 marca 1850 r. (AKRS 17/15/77 tom 2-gi):... „w myśl komunikowanej mi przez hr. Bludow objawionej woli Najwyższej, o której JWPana zawiadomiłem, żadna odwłoka, mianowicie po upływie tylu lat w wygotowaniu uwag nad pozostałemi 3-ma księgami projektu dopuszczona być nie może... Zatem dalsza zwłoka ciąży na odpowiedzialności JWPana".

[3]) Por. Dunin: Romuald Hube.

niechętnie projekt warszawski, ponieważ zawierał on przeważnie zasady francuskie, a Komisja petersburska czuła się powołaną do krzewienia idei Swodu w Kongresówce.

W aktach Komisji Prawodawczej znajdują się na marginesie Uwag warszawskich notatki pisane ręką Zaborowskiego[1]). Być może, że pochodzą one z r. 1844, gdy Zaborowski i Turkuł bawili w Warszawie i gdy mieli sposobność zapoznania się z pierwotną pracą warszawską.

Notatki te są niezmiernie charakterystyczne. Zaborowski trzyma się ściśle rozkazów cesarskich z r. 1839 i 1840 i odrzuca wszelkie zmiany zasad petersburskiego projektu. W krytyce Zaborowskiego najczęściej powtarzają się słowa: „przeciwne rosyjskim pojęciom“, albo: „uwaga co do zasad, nie może być przyjęta“. Krytyka ta zatem, skreślona ołówkiem, pośpiesznie, w języku polskim, francuskim, nierzadko rosyjskim nie pozostawia żadnych wątpliwości co do ówczesnego stanowiska kodyfikatora petersburskiego. Zaborowski był tak daleki od myśli, że zachowanie odrebności prawodawczej mogło być celem patrjotów warszawskich, iż oburzał go sam pomysł obrony Kodeksu Napoleona.

Gdy Komisja Warszawska pytała, czemu projekt petersburski zniósł adopcję remuneracyjną i proponowała przywrócić tę instytucję, Zaborowski pisał na marginesie: „Nie można się zgodzić. Czyż koniecznie mamy małpować francuzów?“. A gdy w Warszawie starano się zachować choć porządek redakcyjny Kodeksu Napoleona, Zaborowski notował: „W ogólności zadziwia w uwagach Komisji dążenie, aby projekt zachował związek wykładu z prawem francuskiem, kiedy przeciwnie trzeba go ze względu na okoliczności zgodzić ze Swodem“: zasadę art. 287 KCP. (Le civil tient le criminel en etat), zachowana w projekcie warszawskim Zaborowski odrzucił zdaniem: „małpowanie francuszczyzny“, a w uwadze do krytyki art. 267 Proj. Pet. pisał: „Dlatego, że tego w prawie francuskiem niema, więc Komisja krytykuje...“ Wprawdzie polski tekst projektu petersburskiego nieraz był niejasny, ale dla Zaborow-

---

[1]) AKP t. 710.

skiego okoliczność ta nie miała takiego znaczenia, jak dla Komisji Warszawskiej: decydował przecież tekst rosyjski. W uwagach do art. 215 Pr. Pet. Zaborowski pisał: „w ruskim tekście żadnej niema wtpliwości“, w uwagach do art. 223: „I-a uwaga niesprawiedliwa. Po rusku inaczej pisać nie można“, a, gdy Komisja Warszawska krytykowała redakcję art. 312 Pr. Pet., Zaborowski notował: „Affaire de redaction. On aime dans le russe à s‘appuyer sur des faits positifs“.

Cała nienawiść do zasad francuskich, tego tworu jakobinów, cała pogarda monarchisty dla idei równości tryska z tych uwag pospiesznie kreślonych. Komisja Warszawska proponowała zachować alimentację pełnoletnich dzieci nieślubnych przez ich rodziców w razie potrzeby, Zaborowski był innego zdania: „Przeciwne pojęciom Rosji o władzy rodzicielskiej. Dzieci naturalnych kondycja zawsze niższa. Czemu nie mają same pracować?“.

Taka była wstępna krytyka Zaborowskiego. Komisja Petersburska nie ograniczyła się jednak do uwag na marginesie. W r. 1850, gdy projekt warszawski księgi I-szej został przesłany do Petersburga, Zaborowski zajął się z kolei krytyką pracy warszawskiej. Przygotowano pięć odpowiedzi[1]) na pięć „zapisek co do zasad“ przedstawionych Namiestnikowi w Warszawie[2]). Zdaje się, że nie wszystkie odpowiedzi pochodzą od Zaborowskiego; wskazuje na to użyte w jednej z nich wyrażenie: „naszi żenszcziny“ na określenie kobiet rosyjskich: niewątpliwie jednak i sam Zaborowski zajmował się po r. 1850[3]) analiza uwag i projektów warszawskich w bardzo szerokim zakresie[4]).

W Petersburgu wysunięto przeciwko pracy warszawskiej następujący główny argument: Kodeks Napoleona i Pr. z. r. 1825 mają dwie podstawy: prawo rzymskie i zwyczaje francuskie; Zbiór praw rosyjskich jest wyrazem idei chrześcijańskiej;

———

[1]) „Otwiet na wozrażenija warszawskoj Komisji“ (AKP. t. 710).
[2]) P. wyżej str. 46 — 47.
[3]) Dowodzi tego powołanie się na ukaz r. 1850.
[4]) Na jednej z kontrkrytyk widnieje skreślony ołówkiem napis: „JW. Zaborowski po otrzymaniu uwag Komisji Warszawskiej“.

jeśli w projekcie warszawskim broniono zasad francuskich, to tem samem stawano na stanowisku rzymskiem, pogańskiem; projekt petersburski był chrześcijański. Z tego powodu nie można było w nowym kodeksie przyjąć użytkowania męża na majątku żony, ojca na majątku dzieci, bo użytkowanie to wypływało z władzy pogańskiego patris familias, a chrześcijaństwo nie znało takiej władzy.

Krytyka petersburska nacechowana była nieraz ironją, gdy wykrywano mylną argumentację warszawską, pochodzącą stąd, że w Warszawie z jednej strony za wszelką cenę chciano zachować istniejące instytucje, z drugiej usiłowano bezstronnie wykazać ich wady. I tak w Warszawie raz ganiono, raz chwalono rady familijne.

Poglądy Zaborowskiego zmieniały się stosownie do zmian ustawodawczych w Rosji. Najlepszym tego przykładem może być stanowisko kodyfikatora petersburskiego wobec przepisu przygotowanego przezeń projektu, mianowicie wobec art. 213 Pr. z r. 1842. Artykuł ten głosił, że niewolno poszukiwać nieprawości dziecka po śmierci jego matki. Komisja Warszawska silnie skrytykowała ten przepis, Zaborowski pragnął go utrzymać, bo art. 213 był zgodny ze Swodem i dopiero, gdy ukaz z r. 1850 zmienił tę zasadę Swodu, Zaborowski zgodził się z Komisją Warszawską i przyznał nawet, że art. 213 mógł pociągnąć za sobą szkodliwe następstwa[1]).

W odpowiedziach na warszawską krytykę znać nieraz chęć przypomnienia rzeczywistości politycznej: czas zastosować się do zmienionych warunków[2]).

---

[1]) „Przepis ten zamieszczonym został w projekcie pierwszym z polecenia hr. Sperańskiego w zastosowaniu art. 122 t. X Swodu i w późniejszych projektach naszych utrzymanym. Ponieważ powyższy artykuł Swodu uchylonym został przez ukaz r. 1850, przeto możnaby także usunąć oparty na nim przepis naszego projektu, który w wielu wypadkach do nadużyć może dać powód“.

[2]) Odpowiedź petersburska na zapiskę w sprawie wieku do usamowolnienia (AKP. t. 710): „Nynie, kogda władyczestwo Francji dawno uże priekratiłoś, żełatielno byłoby, daby priniaty byli wo wsiem otnoszenji odnoobraznyje s Impierjeju prawa“.

Tymczasem niezależnie od prac prawodawczych dla Królestwa Polskiego rozwijała się działalność ustawodawcza i w Imperjum. Nowele, które modyfikowały Zbiór Praw Rosji, lub przygotowywane były w komisjach kodyfikacyjnych zbliżały się często do projektu warszawskiego lub KCP 14 grudnia 1844 r., gdy hrabia Błudow zdawał cesarzowi raport o „podstępnem odstępowaniu sobie przez małżonków majątku", Mikołaj I-szy wyraził zdanie,[1]) że w Cesarstwie należy przyjąć wspólność dorobkową jako ustawowy rząd majątkowy między małżonkami. Wprawdzie narazie nie można było wykonać zdania cesarza, ale liczono się z niem w ciągu prac prawodawczych, które miały reformować Swod. Gdy więc Komisja Warszawska przyjęła system wspólności dorobkowej, jako prawny dla „uboższych" mieszkańców Królestwa, krytycy petersburscy nie mogli już tak silnie dotknąć tego systemu, jakby to chcieli uczynić ze względu na Zbiór Praw. Ukaz z 17 czerwca 1846 r. „o prawach wzajemnych i odpowiedzialności małżonków podupadłych, którzy nie są w stanie uiścić skarbowych lub prywatnych należytości" odstępował od Swodu w niektórych kwestjach, dotyczących stosunków majątkowych między małżonkami. Wreszcie ukaz z 6 lut. 1850 r. „o prawomocności zawartych małżeństw i skutkach stąd wynikających" uzupełniał i modyfikował przepisy księgi I-szej Swodu. Organizacja opiek ulegała i w Rosji wielu krytykom. Minister Sprawiedliwości Daszkow, chwilowy kierownik prac kodyfikacyjnych dla Królestwa, ułożył nowy projekt o opiekach; część projektu Zaborowskiego, dotycząca opieki nad głuchoniemymi, została ogłoszona w Cesarstwie[2]); przemiany praw rosyjskich wpływały łagodząco na krytykę petersburską.

Rozkaz cesarski z r. 1839 przewidywał[3]), że, jeśliby Komisja Warszawska nie zgodziła się z petersburską, to spór pomiędzy niemi rozstrzygnęłaby Rada Państwa. Myślano oczywiście o sporze co do „szczegółów", nie co do „zasad";

---

[1]) AKP. t. 710.

[2]) Por. uwagę Zaborowskiego na marginesie warszawskiej krytyki tytułu o opiece (AKP. t. 710).

[3]) Por. wyżej, str. 34.

tymczasem projekt warszawski różnił się istotnie od petersburskiego, gdyż zachowywał większość zasad francuskich. Komisja Petersburska nie zgodziła się z temi zasadami, lecz uznała wyższość redakcji warszawskiej. Pod względem formalnym, zewnętrznym, mianowicie pod względem redakcyjnym i drugorzędnych szczegółów postanowiono wziąć za podstawę projekt warszawski i przekształcić go, wprowadzając „zasady" rosyjskie w dziedzinach najważniejszych, jak rząd majątkowy małżeński, organizacja opiek, władza rodzicielska. W ten sposób projekt warszawski stał się podstawą, o petersburskim zapomniano i role obydwóch Komisji jak gdyby się odwróciły. Komisja warszawska stała się twórczą, petersburska opinjodawczą; co więcej prawnicy petersburscy postanowili nie sami wprowadzić do projektu warszawskiego zmiany, któreby go zbliżyły do Swodu, lecz powierzyć tę pracę Komisji Warszawskiej. Myślano widać, że autorom projektu lepiej się uda przerobić własne dzieło.

§ 11.

PRZESŁANIE PROJEKTU WARSZAWSKIEGO Z PETERSBURGA DO WARSZAWY. PROPOZYCJE HR. BŁUDOWA. PONOWNA PRACA KOMISJI WARSZAWSKIEJ NAD KSIĘGĄ I-SZĄ.

Gdy Paszkiewicz w r. 1851 bawił w Petersburgu [1]), Błudow porozumiał się z nim i zaproponował, żeby projekt warszawski przesłano znowu do Warszawy i poczyniono w nim zmiany, któreby go zbliżyły do praw rosyjskich. W tym celu przedstawił Błudow Namiestnikowi wykaz zmian, którym miał ulec projekt; wykaz powyższy w formie tablicy porównawczej, ułożonej z przepisów warszawskich, petersburskich i swoich uwag Błudow przesłał później do Namiestnika, a ten zawiadomił o tem Wyczechowskiego [2]). Propozycje

[1]) Namiestnik do O. Wyczechowskiego, 29 maja/10 czerwca 1851 r. (AKRS 17/15/77 tom 3-ci).

[2]) 29 maja/10 czerwca 1851 r. j. w.

petersburskie dotyczyły przedewszystkiem prawa majątkowego małżeńskiego. W Warszawie wprowadzono do projektu system wspólności dorobkowej, ale tylko dla „uboższych“, Błudow zgadzał się na przyjęcie wspólności dorobku do ostatecznego tekstu, ale zalecał, aby rząd majątkowy małżeński był jednakowy dla wszystkich małżeństw, zawieranych w Królestwie. Ta zgoda Błudowa była spowodowana przez to, że i w Cesarstwie system majątkowy między małżonkami miał ulec zmianie [1]). W dziedzinie prawa opiekuńczego Błudow chwalił próby poprawy rad familijnych, pomimo, że poprzednio silnie skrytykowano w Petersburgu nową organizację opiek, umieszczoną w projekcie warszawskim [2]); zalecał tylko powołać do życia rady złożone z obywateli, jako instytucję kontrolującą działalność opiekuna w opiekach mniejszych; rady takie istniały już w Rosji; przedstawiał konieczność zniesienia użytkowania rodziców na majątku dzieci, zajmował nieprzejednane stanowisko wobec nieślubnego potomstwa; nie chciał się zgodzić na uprawnienie dzieci nieślubnych i nazywał sprzecznemi z moralnością wszelkie usiłowania poprawy bytu tych dzieci[3]); co do ksiąg stanu cywilnego Błudow kładł silny nacisk na ich prowadzenie i kontrolę przez duchowieństwo.

Na przesłaną przez Paszkiewicza tablicę porównawczą i uwagi hr. Błudowa Wyczechowski odpowiedział [4]), że Komisja Warszawska będzie się mogła zająć ponownie księgą I-szą dopiero po ukończeniu pracy nad księgą IV Kodeksu Cywilnego, podkreślał, że zmiany projektowane przez hr. Błudowa wpłyną nietylko na konieczność przeróbki księgi I-szej. lecz także na przekształcenie następnych ksiąg w materjach związanych z pierwszą. Uzyskano zgodę Namiestni-

---

[1]) Por. zdanie cesarza z r. 1844. Wyżej, str. 57.

[2]) Por. odpowiedź Kom. Pet. na zapiskę o organizacji opiek (AKP t. 710). Tablica porównawcza wraz z uwagami hr. Błudowa znajduje się w AKRS 17/15/77 tom 3-ci.

[3]) Por. tabl. porównawczą: „Tak ten przepis, jako wszelkie w ogólności przepisy co do uprawnienia dzieci z nieprawego pożycia pochodzących z trudnością przypuścić można“;... „Zgodneż to z zasadami moralności podawać jeszcze ten nowy środek obdarzania dzieci naturalnych temi samemi prerogatywami, jakie służą dzieciom prawym?“

[4]) 5/17 lipca 1851 r. AKRS 17/15/77 tom 3-ci.

ka na chwilowe odroczenie odmian prawa familijnego zawartego w pierwszej księdze. Gdy tymczasem wypadły ferje, dopiero pod datą 10/22 listop. 1851 r. Wołowski [1]) zawiadomił Wyczechowskiego, że podjęto pracę nad przeróbką pierwszej księgi. Praca ta ciągnęła się aż do lutego 1852 r., albowiem trzeba było przygotować zupełnie nową redakcję projektu „o prawach i obowiązkach małżonków co do osób i co do majątku“, aby zastosować się do uwag hr. Błudowa; należało przedstawić nowe „zapiski“ w materjach najważniejszych, od których Komisja odstąpić nie chciała, mianowicie co do uprawnienia dzieci nieślubnych przez następne małżeństwo, stosunków majątkowych między małżonkami i opieki rodziców nad majątkiem dzieci. Pozatem dodano komentarz do uwag Błudowa i uzupełniono tablicę porównawczą rubryką obejmującą zdanie Komisji[2]). W lutym[3]) 1852 r. Komisja odbyła z Namiestnikiem konferencję w materjach dotyczących I-szej księgi; Paszkiewicz zalecił dokonać pewnych zmian w redakcji projektu o stosunkach majątkowych między małżonkami i w tabelce porównawczej „w przedmiocie wynagrodzenia opiekuna“[4]). Komisja wypełniła rozkaz Namiestnika, wobec czego okazała się potrzeba ponownego przejrzenia całej księgi I-szej.

Mimo że Namiestnik, niezadowolony z powolności Komisji, zalecał przyspieszyć tempo pracy[5]), w związku z ostatecznem przejrzeniem I-szej księgi wypadło przerobić tytuł o rodzicach i dzieciach, o opiece, o nieobecnych, o aktach stanu cywilnego i poddać zmienioną redakcję pod ponowną dyskusję komitetu redakcyjnego[6]); pozatem przygotowano nową część ogólną prawa małżeńskiego, w której zawarto przepisy wspólne dla wszystkich wyznań. Nad przekładami prac kodyfikacyjnych na język rosyjski długo pracował r. st. Pła-

---

[1]) Podówczas Nacz. Prok. przy 9 warsz. dep. rządz. Senatu.

[2]) Nacz. Prok. do O. Wyczech. 18/30 st. 1852 AKRS j. w.

[3]) 22 lut./6 marca 1852 r.

[4]) AKRS 17/15/77 tom 3-ci.

[5]) Odezwą z dn. 19 kwietnia/1 maja 1852 r.; AKRS j. w.

[6]) J. K. Wołowski do O. Wyczech. 26 kw./7 maja 1852 r. (AKRS 17/15/77 tom 3-ci).

tonow[1]). Nakoniec w lipcu[2]) 1852 r. Szateński[3]) złożył Wyczechowskiemu nową redakcję księgi I-szej. Wyczechowski przedstawił projekt Namiestnikowi[4]), a ten odesłał I-szą księgę do Petersburga[5]).

Ostateczny projekt warszawski z r. 1852 różnił się niewiele od projektu z r. 1850. Wszelako wspólność dorobkowa stanowiła w nim majątkowy system prawny między małżonkami, opracowano szczegółowo umowy przedślubne; mimo oporu Błudowa, zachowano uprawnienie dzieci nieślubnych przez następne małżeństwo i użytkowanie rodziców na majątku dzieci[6]). Redakcja uległa pewnej zmianie[7]). Wogóle bardziej pracowano nad krytyką uwag hr. Błudowa, niż nad ich uwzględnieniem. Nic więc dziwnego, że Błudow nie był zadowolony z wyników prac warszawskich.

§ 12.

DYSKUSJA W DEPARTAMENCIE SPRAW KRÓLESTWA NAD PROJEKTEM WARSZAWSKIM I KONTRPROJEKTAMI HR. BŁUDOWA. UZUPEŁNIAJĄCE PRACE WARSZAWSKIE. (1852 — 1854.)

Ponieważ Komisja Warszawska nie uwzględniła postulatów Komisji Petersburskiej, Błudow z pomocą prawników petersburskich opracował kontrprojekty do niektórych działów księgi I-szej. W kwietniu 1853 r. wniesiono do Departamentu Spraw Kr. Polsk. w Radzie Państwa projekt warszaw-

---

[1]) j. w. Por. Wołowski do Wyczech. 28 kw./10 maja 1852 r.

[2]) 16/28 lipca.

[3]) Podówczas kierownik kancelarji komitetu do przejrzenia projektów prawa i referent ogólnego zebrania Senatu.

[4]) Tegoż dnia 16/28 lipca.

[5]) AKRS 17/15/77 tom 3-ci.

[6]) Ostateczny projekt warszawski znajduje się w AKP. t. 710 i 729.

[7]) p. wyżej na str. 60 in fine.

ski, który nadal zdecydowano się wziąć za podstawę, kontrprojekty Błudowa, jego wyjaśnienia i motywy [1]).

Projekt księgi I-szej przedstawiano Departamentowi częściami [2]). Na skutek starań Komisji Warszawskiej zdecydowano się zezwolić, aby księga I-sza już po dyskusji w Departamencie, ale przed ogłoszeniem została przesłana do Warszawy wraz z przekładem polskim. Komisja Warszawska mogła wszelako wyłącznie poprawić przekład polski; cesarz wyraźnie zaznaczył, że żadne inne zmiany nie będą uwzględnione [3]).

Kontrprojekty hr. Błudowa dotyczyły przedewszystkiem: 1) majątkowego prawa małżeńskiego, które Błudow opracował na nowo, starając się oczyścić redakcję warszawską od cech zapożyczonych z prawa francuskiego. Uważać

---

[1]) Departament obradował w komplecie specjalnie powiększonym. Por. Nam. do O. Wyczech. 11 czerwca 1853 r. (AKRS 17/15/77 tom 3-ci): „Z rozkazu Najwyższego Jego Cesarsko-Królewskiej Mości o przejrzeniu zdziałanego w Warszawie projektu do Kodeksu Cywilnego Królestwa Polskiego w powiększonym komplecie Departamentu Spraw tegoż Królestwa w Radzie Państwa, sekretarz stanu hr. Błudow wnosił pod moją obecność w Petersburgu następujące do tegoż Departamentu przedmioty: 1) ogólną objaśniającą notysę do tegoż projektu; 2) projekta z objaśnieniami, uwagami i proponowanemi zmianami do księgi I, działu 1-go i 2-go. Ponieważ projekta wzmiankowane ściśle są połączone z projektami następujących ksiąg Kodeksu Cywilnego, uważam przeto za obowiązek przesłać JWPanu konfidencjonalnie i jedynie dla zastosowania przy dalszej pracy Komisji w Warszawie ogólną objaśniającą notysę hr. Błudowa i projekta pierwszych 3-ch działów 1 księgi Kodeksu Cywilnego".

[2]) Zgodnie z propozycją Błudowa, zaakceptowaną przez cesarza. (Błudow do Namiestn. AKRS j. w.): „W skutku odbytych z W. K. M. ustnych objaśnień moich, miałem szczęście przedstawić Najjaśniejszemu Panu udzieloną mi ostatecznie pracę Komitetu, ustanowionego w Warszawie dla przejrzenia projektów do nowego Kodeksu Królestwa Polskiego... Przytem miałem zaszczyt przedstawić J. C. Mości, że, trzymając się ściśle prawideł w r. 1839 przyjętych, jako i zatwierdzonych przez N. Pana projektów W. K. M..., mniemałbym, ażeby projekt z Warszawy, nadesłany po rozpoznaniu onego w Komisji Prawodawczej pod moją osobistą prezydencją ustanowionej i ułożenia ogólnej objaśniającej te prawa notysy, wnosić na Radę Państwa częściami (jak to było już rozstrzygnięte po najpoddańszem przedstawieniu mojem 20 grudnia 1851 r.).

[3]) j. w.

należy za zwycięstwo Komisji Warszawskiej, że w Petersburgu zgodzono się na zachowanie zarządu męża własnym majątkiem żony; Błudow przyznawał, że przejście od systemu K. C. P. do systemu Swodu byłoby zbyt rażące[1]).

2) działu „o rodzicach i dzieciach"; projekt warszawski odniósł trjumf w tym dziale. Komisja Petersburska zgodziła się na zachowanie użytkowania rodziców na majątku dzieci, choć ograniczyła nieco to użytkowanie.

3) opieki. Ten dział został rozszerzony. Dodano m. in. przepisy o ustanowieniu opieki na własne żądanie osoby, która nie może zawiadywać swoim majątkiem, postanowiono, że marnotrawni znajdować się będą pod opieką, nie kuratelą, uczyniono jednak pewne ustępstwa na rzecz Komisji Warszawskiej[2]); 4) zgodzono się wreszcie, żeby nagłówek ostatniego tytułu księgi I-szej brzmiał: „o aktach stanu cywilnego" (akty graždanskawo sostojanja), a nie „o księgach metryk cywilnych".

Departament przyjął wszystkie poprawki i zmiany hr. Błudowa, jednak na tle projektu o stosunkach majątkowych między małżonkami wynikła różnica zdań tak, że kwestję oddano rozstrzygnięciu cesarskiemu[3]) .

Różnica zdań dotyczyła przedewszystkiem przyjętej przez Błudowa na skutek starań Komisji Warszawskiej zasady zarządu przez męża własnym majątkiem żony; pozatem z późniejszych sprawozdań Departamentu wynika, że wprowadzenie do projektu ks. I-szej wspólności dorobkowej jako rządu prawnego między małżonkami wydało się Radzie Państwa przedwczesnem. Postanowiono więc w tej kwestji zwrócić się o rozstrzygnięcie do cesarza, jako ostatniej instancji.

---

[1]) Propozycje Błudowa przedstawione Departamentowi, znajdują się w AKP. t. 709 i 710, a projekt osobowego i majątkowego prawa małżeńskiego (art. a do pp.) w jęz. polsk. jest w AKP. t. 709, rosyjskim — w AKP. t. 710.

[2]) Niżej cz. II-ga.

[3]) W prawie osobowem małżeńskiem Departament pominął szczegółowe przepisy co do prawosławnych, odsyłając w tej mierze do Swodu, gdzie czytelnik kodeksu Królestwa mógłby się o nich poinformować.

14 grudnia 1853 r. zapadł rozkaz cesarski, który zakomunikowano Departamentowi. Cesarz ustalił ostatecznie, że w braku umowy przedślubnej mają obowiązywać w materji zarządu własnym majątkiem małżonków zasady Swodu, t. j. mąż i żona zachowaliby zarząd tym majątkiem niezależnie od siebie [1]). Cesarz polecił Departamentowi rozpatrzeć nowy projekt ułożony wedle tych zasad.

Rozstrzygnięcie cesarza wywołało żywy oddźwięk w Warszawie. Chociaż Komisja Warszawska [2]) nie była powołana w tem stadjum pracy do wydawania opinji, jednak postanowiła zapobiec złym konsekwencjom, które, jej zdaniem, mogły wyniknąć z przyjęcia tezy cesarza. Oczywiście protest przeciwko rozstrzygnięciu cesarskiemu nie przydałby się na nic, postanowiono więc częściowo pogodzić się ze zdaniem cesarza Mikołaja. W tym celu ułożono dwa nowe projekty majątkowego prawa małżeńskiego [3]).

Komisja Warszawska sądziła, że umieszczenie w projekcie dla wszystkich mieszkańców Królestwa zasady, oddzielnego zarządu męża i żony ich własnym majątkiem, byłoby ruiną klas mniej zamożnych. Gdyby żona mogła w każdej chwili zażądać od męża, jako od swego pełnomocnika, oddania sobie administracji jej własnym majątkiem, mąż, któryby łożył z tego majątku na operacje handlowe lub przemysłowe, byłby narażony na utratę mienia; jeśliby mąż nie rozrządzał wspólną masą, nie byłoby wiadomo, w jakim stosunku małżonkowie mają się przykładać do ponoszenia ciężarów małżeńskich, trudno byłoby również ustalić, który majątek należy do męża, a który do żony. Z tych względów

---

[1]) Sprawozdanie z posiedzenia Departamentu Spraw Królestwa Polskiego w powiększonym składzie (z 3 czerwca 1854 r. AKP. t. 709).

[2]) Komisja Warszawska ani na chwilę nie ustawała w pracy: „Zapewne po przejściu szczegółowem projektu tak ważnego dla przyszłości kraju, projekt ten raz jeszcze będzie przejrzany przez Komisję Prawodawczą dla wprowadzenia w niego koniecznej jednostajności redakcji i wykonania we wszystkich szczegółach zmian przez Radę Państwa uradzonych. Może więc uwagi, jakie dotychczas wiadome zmiany nastręczają, będą mogły przy tem przejrzeniu być upożytecznione“ (AKP. t. 710).

[3]) Pierwszy projekt znajduje się w AKP. t. 712, drugi projekt ewentualny w AKP. t. 709.

Komisja w I-ym projekcie proponowała, by oddzielny zarząd żony jej majątkiem wprowadzono tylko dla małżeństw bogatszych, a dla uboższych zachowano zarząd męża majątkiem żony. W obu projektach przyjęto wspólność dorobkową, która miała swój skutek na wypadek śmierci, lecz dla bogatszych zakres majątku wchodzącego do wspólności był mniejszy niż dla uboższych [1]). Środkiem odróżnienia zamożniejszych od mniej zamożnych byłaby wzmianka w akcie ślubu o posiadaniu przez żonę w chwili zawarcia małżeństwa majątku ziemskiego dość znacznej wartości lub kapitałów hipotekowanych [2]).

Gdyby powyższe propozycje nie zostały przyjęte, Komisja Warszawska ułożyła projekt 2-gi, ewentualny, który sama uznawała za słabszy od pierwszego. Projekt ten przyjmował oddzielny zarząd żony jej majątkiem bez względu na to, czy małżeństwo było bogatsze czy uboższe, lecz ograniczał ten zarząd tylko do nieruchomości i kapitałów hipotekowanych, lub zapisanych na imię żony w instytucjach kredytowych, o ile żona posiadała ten majątek w chwili zawarcia małżeństwa lub nabyła następnie przez spadek, zapis, darowiznę lub losem.

Oba projekty warszawskie zostały odrzucone. Zgodnie z wolą cesarza Błudow ułożył swój własny projekt, w którym pominął milczeniem propozycje warszawskie. Ten nowy projekt[3]) głosił w art. 1 zupełną swobodę żony w zarządzie i rozrządzaniu jej majątkiem, a w art. 3 przewidywał wspólność dorobkową.

3 czerwca 1854 r. Błudow wniósł do Departamentu projekt prawa o stosunkach majątkowych między małżonkami[4]). Departament zgodził się oczywiście z zasadą oddzielnego zarządu żony jej majątkiem, natomiast sprzeciwił się wprowadzeniu wspólności dorobkowej. Sądzono, że wprowadzenie wspólności jest przedwczesne; należało zaczekać na odpowiednią reformę praw Cesarstwa; uchwa-

---

[1]) Dokładny rozbiór poniżej w cz. II-giej.

[2]) j. w.

[3]) AKP. t. 709 i 710.

[4]) Sprawozdanie z posiedzenia d. 3 czerwca 1854 r. (AKP. t. 709).

łono więc usunięcie z projektu wspomnianego wyżej art. 3-go i związkowego z nim 13-go; w ten sposób prawo majątkowe małżeńskie w Królestwie miało być utożsamione z prawem Cesarstwa.

W materji umów przedślubnych Departament przyjął wnioski hr. Błudowa, który ogromnie zwęził pracę Komisji Warszawskiej i ograniczył zasadnicze typy umów (np. zupełne wyłączenie wspólności ogólnej). Dłuższą dyskusję wywołały art. art. 269 i 270 proj. warsz., które stanowiły o typowych darowiznach w umowach przedślubnych i o zastrzeżeniu w intercyzie co do wzajemnych praw spadkowych między małżonkami.

Dwaj członkowie Departamentu Turkułł i książę Gagarin proponowali zupełne uchylenie tego specjalnego typu darowizn i zastrzeżenia w umowie przedślubnej co do praw spadkowych, ponieważ te darowizny i zastrzeżenia mogły wywołać niepomyślne konsekwencje. Zgodzono się jednak odłożyć dyskusję w tej materji do rozpatrzenia projektu o spadkach z prawa [1]).

Na dacie 3 czerwca 1854 r. kończą się właściwie próby reformy księgi I-szej Kodeksu Cywilnego. Departament obradował w dalszym ciągu nad przysłanymi z Warszawy projektami następnych ksiąg Kodeksu, a ponadto nad procedurą cywilną i karną, oraz nad organizacją sądownictwa. Postanowiono ogłaszać całe kodeksy odrazu, a nie poszczególne księgi. Komisja Kodyfikacyjna w Petersburgu przetrwała śmierć Mikołaja I-go w r. 1855 i objęcie tronu przez Aleksandra II-go. Skład Komisji uległ wielu zmianom. Po śmierci Turkułła prezesem jej został Hube[2]), Zaborowski wyszedł z Komisji i został mianowany w połowie 1856 r. senatorem w 9-tym warszawskim Departamencie Senatu.

W r. 1861 Komisja Kodyfikacyjna została zwinięta z rozkazu cesarza, chociaż projekty ustaw dla Królestwa nie stały się prawem obowiązującem. Urzędnicy Komisji przeszli na

---

[1]) D. II. t. 810.

[2]) Por. Pisma Romualda Hubego, t. I. Warsz. 1905, str. XXXVI.

stanowiska równorzędne w służbie Królestwa i Cesarstwa, z archiwum jej wydzielono akty organizacyjne i personalne i złożono je w sekretarjacie stanu, resztę zaś, mianowicie książki i projekty odesłano do Kom. Rząd. Spraw Wewn. Duch. i Ośw. Publ., by ta część oddała Radzie Stanu, a część zachowała dla siebie i ewentualnie przeznaczyła dla Szkoły Prawa, która miała powstać w Warszawie [1]).

W ten sposób Kodeks z r. 1825 pozostał prawem obowiązującem w Królestwie, mimo dwudziestoletniej pracy (1834 — 1854) nad jego reformą. Komisja Petersburska zdołała zmienić jedynie prawo o małżeństwie.

Widzieliśmy, że dzieje reformy księgi I-szej Kodeksu po powstaniu listopadowem przedstawiają obraz ciągłej walki między „ujednostajniającemi" dążeniami Komisji Petersburskiej i obroną zasad francuskich względnie oryginalnych polskich w Warszawie. To też dzieje te moglibyśmy określić jako walkę o odrębność prawodawczą Królestwa.

Splot okoliczności sprawił, że ta walka zakończyła się zwycięstwem Komisji Warszawskiej.

---

[1]) Sekr. Stanu przy Radzie Adm. do p. o. Dyr. Gł. Prez. Kom. Rząd. Spraw. 31 paźdz./12 listop. 1861 r. (AKRS 17/15/73 t. 1).

CZĘŚĆ DRUGA.

§ 13.

WSTĘP.

UKŁAD MATERJAŁU W KODEKSIE CYWILNYM POLSKIM z r. 1825 w PORÓWNANIU Z UKŁADEM PROJEKTÓW PETERSBURSKICH (P. 1834, 1837 i 1842) I Z UKŁADEM P-u 1852.

Księgę I-szą prawa z r. 1825 poprzedza tytuł wstępny: „O skutkach i stosowaniu praw w powszechności". — Sama księga I-sza p. t. „O osobach" rozpada się na jedenaście tytułów, a mianowicie na:

Tytuł I-szy: „O używaniu, pozbawieniu i zawieszeniu praw cywilnych".

Tytuł II-gi: „O zamieszkaniu".

Tytuł III-ci: „O nieobecnych".

Tytuł IV-ty: „O aktach stanu cywilnego".

Tytuł V-ty: „O małżeństwie"[1]).

---

[1]) Tytuły V-y i V-y KCP. zawierały całe osobowe i majątkowe prawo małżeńskie. W tytule V-ym Kodeksu znajdujemy także postanowienia o dziedziczeniu małżonka po zmarłym współmałżonku, o prawie dziecka do nazwiska ojca, o obowiązku rodziców żywienia, utrzymywania i wychowywania swych dzieci, o prawach i obowiązkach alimentarnych. Przez ogłoszenie prawa o małżeństwie z r. 1836 tytuły V-y i VI-y KCP. uległy zmianie. Art. 248 M wyraźnie uchylił wspomniane tytuły, wyjąwszy artykuły 182 do 245 KCP (o stosunkach majątkowych między małżonkami, wynikających z prawa lub z umowy i o zdolności cywilnej mężatki, o prawach spadkowych małżonka po zmarłym współmałżonku, o prawie

Tytuł VI-ty: „O nieważności małżeństwa, o rozwiązaniu małżeństwa ważnie zawartego i rozłączeniu co do stołu i łoża, tudzież o skutkach cywilnych stąd wynikających".

Tytuł VII-my: „O wywodzie rodu"[1]).

Tytuł VIII-my: „O przysposobieniu i opiece dobrowolnej".

Tytuł IX-ty: „O władzy rodzicielskiej".

Tytuł X-ty: „O małoletności, opiece nad małoletnimi i usamowolnieniu".

Tytuł XI-ty: „O pozbawieniu i ograniczeniu własnej woli".

Twórcy projektów petersburskich (P. 1834, 1837 i 1842) stali na innem stanowisku pod względem układu materjału w księdze I-szej planowanego Kodeksu Cywilnego. W projektach z r. 1834, 1837 i 1842 nie znajdujemy postanowień odpowiadających przepisom tytułu wstępnego i tytułów I-go i II-go K. C. P.[2]). Natomiast pozostały materjał wchodzący w skład księgi I-szej uległ podziałowi na pięć części, mianowicie na tytuły: o małżeństwie, o stosunkach między rodzicami i dziećmi, o opiece i kurateli, o aktach stanu cywilnego. Przepisy tytułu III-go K. C. P. bądź opuszczono (P. 1837), bądź umieszczono w tytule o opiece, przerobiwszy je uprzednio (P. 1834, 1842).

Układ księgi I-szej P-ów 1834 i 1842[3]) był następujący:

Tytuł I-szy: „O małżeństwie" (w P. 1834: „Du mariage"). Zgodnie z planem P-u 1834 ten tytuł miał zawierać osobowe prawo małżeńskie i stosunki majątkowe między małżonkami, wynikające z ustawy; odpowiadał zatem mniej

---

dzieci do nazwiska ojca, o obowiązku rodziców utrzymywania dzieci, o alimentach). Prócz tych przepisów pozostały w mocy postanowienia art. art. 260 do 270 KCP. („o skutkach nieważności małżeństwa i o skutkach rozwodu, albo rozłączenia").

[1]) Tytuł VII-y KCP. zawierał przepisy „o dzieciach prawych, czyli spłodzonych w małżeństwie"; „o dowodach rodu dzieci prawych"; „o dzieciach naturalnych".

[2]) Por. jednak plan Karnickiego, cz. I-sza str. 50 — 51.

[3]) Księga I kodeksu w P. 1834, 1837 i 1842 nie posiadała specjalnego nagłówka.

więcej[1]) tytułowi V-u i VI-u K. C. P. Tytuł I-szy P-u 1834 został przerobiony i ogłoszony w dniu 12/24 czerwca 1836 r. jako prawo o małżeństwie. W prawie tem pominięto między innemi przepisy o stosunkach majątkowych między małżonkami i o zdolności cywilnej mężatki. Prawo małż. z r. 1836 stanowiło z kolei tytuł I-szy tego projektu, który nazywamy P. 1837.

W P. 1842 prawo o małżeństwie z r. 1836 również stanowiło tytuł I-szy, lecz opuszczono w niem m. in. przepisy proceduralne i postanowienia o aktach małżeństwa. Natomiast w tytule I-szym P-u 1842 umieszczono przepisy o ustawowych stosunkach majątkowych między małżonkami, i o zdolności cywilnej mężatki.

Umowne majątkowe prawo małżeńskie znalazło się w księdze IV-ej.

Tytuł II-gi: „O rodzicach i dzieciach" (P. 1837 i 1842), „Des parents et enfants" (P. 1834). Tytuł ten w P. 1834, 1837 i 1842 odpowiadał mniej więcej tytułom VII-u, VIII-u i IX-u Kodeksu oraz częściowo tytułowi V-u K. C. P. Z działu VI-go tytułu V-go K. C. P. przeniesiono mianowicie postanowienia o obowiązku rodziców żywienia, utrzymywania i wychowywania swych dzieci. Twórcy P-u 1842 umieścili również w tytule II-gim przepisy o prawach i obowiązkach alimentarnych, o których traktuje tytuł V-y Kodeksu, projektodawcy z r. 1834 część przepisów o alimentach zawarli w tytule II-gim, a część w tytule III-cim.

Tytuł III-ci: „O pokrewieństwie" (P. 1837), „o pokrewieństwie i powinowactwie" (P. 1842), „de la famille et de la parenté" (P. 1834) zawierał przepisy rozproszone po różnych działach K. C. P. wzgl. K. Nap.; znajdujemy w nim również postanowienia nieznane obowiązującemu ustawodawstwu.

Przytoczymy tu treść tyt. III-go wedle nagłówków poszczególnych jego działów:

---

[1]) W tytule I-ym P-u 1834 nie znajdujemy np. przepisów o prawie spadkowem między małżonkami, o prawie dziecka do nazwiska ojca, o obowiązku rodziców utrzymywania nieletnich dzieci, o prawach i obowiązkach alimentarnych. Postanowienia o umowach przedślubnych miały się znaleźć w jednej z następnych ksiąg projektu.

P. 1834.	P. 1837.	P. 1842.
Chap. I: „Dispositions générales“ (Rozdział ten zawiera definicję rodziny, pokrewieństwa i miary czyli „bliższości pokrewieństwa“). Chap. II: „De la manière dont se forment et s'unissent les familles“ (Znajdujemy tu m. in. postanowienia o stanowisku prawnem dzieci uprawnionych i przysposobionych oraz przepisy o powinowactwie“). Chap. III: „Devoirs des parents et droits des parents et membres de la famille“. Section I: „Devoirs des parents“ § 1: „De l'obligation de se fournir aliments“ § 2 Des devoirs des parents concernant les moeurs et la conduite de ses membres“. § 3: „Des autres obligations des parents“ (§ 3 odsyłał do właściwych tytułów w materji obowiązku krewnych sprawowania opieki nad krewnymi, żądania ubezwłasnowolnienia krewnych, przeszkód do zawarcia małżeństwa, części obowiązkowej w prawie spadkowem.) Section II: „Droits des parents et membres de la famille“. (Oddział ten zawierał postanowienia o prawie do nazwiska rodowego, o organizacji rodów szlacheckich, o instytucji naczelnika rodziny szlacheckiej, o dobrach rodzinnych.)	Rozdział I-y: „O pokrewieństwie w ogólności (Rozdział ten zawiera treść taką samą, jak rozdz. I w P. 1834 z dodaniem przepisów o powinowactwie.) Rozdz. II-gi: „O środkach utrzymania (alimentach) należnych krewnym i powinowatym, wstępnym i zstępnym“. Rozdz. III-ci: „O naradach familijnych“. Rozdział IV-y: „O dowodach pokrewieństwa“.	Rozdział I-y: „O pokrewieństwie i powinowactwie w ogólności“ — (Treść taka sama, jak w P. 1837.) Rozdz. II-gi: „O prawach i obowiązkach wynikających z pokrewieństwa i powinowactwa“. (Rozdział ten zawierał ogólne postanowienia o dziedziczeniu między krewnymi i o obowiązku krewnych sprawowania funkcji opiekuńczych. Szczegółowe przepisy w tych materjach mieściły się w prawie spadkowem i opiekuńczem, do których odsyłał rozdział II-gi.) Rozdział III-ci: „O dowodach pokrewieństwa i powinowactwa“.

Tytuł IV-ty: „O opiece w porządku praw familijnych“ (P. 1837), „O opiece“ (P. 1842), „De la tutelle“ (P. 1834) zawierał postanowienia o opiece i kurateli, odpowiadał zatem mniej więcej tytułowi X-mu i XI-mu Kodeksu. W tym tytule P-u 1834 i 1842 mieszczą się również przepisy „o opiece nad osobami z popytu niewiadomemi“ (P. 1842), („de la curatelle des absents“ P. 1834). Miały one zastąpić postanowienia tytułu III-go Kodeksu.

Tytuł V-ty: „O aktach stanu cywilnego“ (P. 1837), „o księgach metryk cywilnych“ (P. 1842), „des actes de l'état civil“ (P. 1834), miał zastąpić tytuł IV-ty Kodeksu Cywilnego Polskiego.

Księga I-sza P-u 1852 dzieliła się na siedem tytułów. I w tym projekcie nie znajdujemy postanowień „o skutkach i stosowaniu praw w powszechności“, ani „o używaniu, pozbawieniu i zawieszeniu praw cywilnych“ lub „o zamieszkaniu“. Natomiast podobnie jak w K. C. P. materja o małżeństwie została podzielona na dwa tytuły i przepisom „o nieobecnych“ poświęcono specjalny tytuł. Zgodnie z planem projektów petersburskich w odrębnym tytule umieszczono postanowienia o pokrewieństwie i powinowactwie.

W szczegółach układ księgi I-szej P-u 1852 był następujący:

Księga I-sza: „O prawach dotyczących osób“.

Tytuł I-szy: „O małżeństwie“.

Tytuł II-gi: „O prawach i obowiązkach z małżeństwa wynikających“.

Powyższe tytuły zawierały całość prawa małżeńskiego osobowego i majątkowego [1]).

---

[1]) Materję o małżeństwie podzielono na dwa tytuły zgodnie z planem Kodeksu Cyw. Polsk., wszelako podział oparto na innej podstawie, niż uczyniono to w KCP. W Kodeksie tytuł V-y zawierał całość prawa małżeńskiego osobowego i majątkowego z wyjątkiem tylko kwestji rozwodu wzgl. unieważnienia małżeństwa lub separacji od stołu i łoża. Postanowienia, dotyczące tych kwestji umieszczono w tytule VI-ym. W P. 1852 tytuł I-szy zawierał treść następującą:
Rozdział I-szy: „Przepisy ogólne“.
Oddział I-szy: „O warunkach i przeszkodach do zawarcia małżeństwa“.
„ II-gi: „O formach i uroczystościach przy zawarciu małżeństwa“.

Tytuł III-ci: „O rodzicach i dzieciach". W tym tytule znajdujemy przepisy o wywodzie rodu dzieci prawych, o uprawnieniu, przysposobieniu i o dzieciach nieślubnych. Specjalny rozdział traktował „o prawach i obowiązkach rodziców i dzieci", a między innemi o władzy rodzicielskiej, o obowiązku rodziców utrzymywania dzieci i o prawach i obowiązkach alimentarnych, lecz tylko między rodzicami i dziećmi.

Tytuł IV: „O pokrewieństwie i powinowactwie". Ten tytuł zawierał definicję pokrewieństwa i powinowactwa, miary (,blizkości") pokrewieństwa wzgl. powinowactwa. W tym też tytule mieściły się przepisy o prawach i obowiązkach alimentarnych między krewnymi i powinowatymi w ogólności.

Tytuł V-ty: „O opiece i dodaniu doradcy" odpowiadał tytułowi X-mu i XI-mu Kodeksu.

Tytuł VI-ty: „O nieobecnych" odpowiadał tytułowi III-mu Kod. Cyw. Polskiego.

Oddział III-ci: „O skutkach przestąpienia powyższych przepisów".
„ IV-ty: „O ustaniu małżeństwa".
Rozdział II-gi: „Szczególne przepisy dla pojedyńczych wyznań".
Oddział I-szy: „O małżeństwie osób wyznających religję rzymsko-katolicką".
„ II-gi: „O małżeństwie osób wyznających religję prawosławną".
„ III-ci: „O małżeństwie osób wyznających religję grecko-unicką".
„ IV-ty: „O małżeństwie między osobami wyznań ewangelicko-augsburskiego i ewangelicko-reformowanego.
„ V-y: „O małżeństwach pomiędzy osobami należącemi do wyznań chrześcijańskich poprzednimi oddziałami nieobjętych".
„ VI-y: „O małżeństwach między chrześcijanami różnego wyznania".
„ VII-y: „O małżeństwie osób należących do wyznań niechrześcijańskich".

Tytuł II-gi, który nosił nagłówek: „O prawach i obowiązkach z małżeństwa wynikających", dzielił się na trzy rozdziały, które z kolei rozpadały się na oddziały. Treść tego tytułu była następująca: Rozdział I-szy: „O prawach i obowiązkach małżonków pod względem osób". Rozdział II-gi: „O stosunkach majątkowych między małżonkami z prawa wynikających". Rozdział III-ci: „O umowach przedślubnych". W prawie małżeńskiem P-u 1852 nie znajdujemy ani postanowień o dziedziczeniu małżonka po zmarłym współmałżonku, ani o obowiązkach rodziców w stosunku do dzieci małoletnich, ani o prawach i obowiązkach alimentarnych.

Tytuł VII-y: „O aktach stanu cywilnego“ traktował o kwestjach które w Kodeksie mieszczą się w tytule IV-ym.

System KpB nie wiele odchylił się od systemu P-u 1852.

§ 14.

PRAWO MAŁŻEŃSKIE OSOBOWE.

W poniższym zarysie podamy zestawienie najważniejszych różnic pomiędzy M a prawem osobowem małżeńskiem zawartem w tytułach o małżeństwie P-u 1834 i P-u 1852[1]).

I. Zawarcie małżeństwa.

1. Zdolność osobista stron.

a. Wiek. Wedle M, P. 1834 i 1852 mężczyzna przed ukończeniem lat 18-u, a kobieta przed ukończeniem lat 16-u nie mogą zawrzeć małżeństwa. Pod tym względem projekty nie różniły się od prawa z r. 1836.

Natomiast co do skutków, które pociąga za soba wykroczenie przeciwko powyższemu zakazowi zachodziły różnice pomiędzy M i projektami.

aa. Małżeństwa osób należących do wyznania katolickiego.

M. i P. 1834 stanowią, że małżonkowie, wykraczający przeciwko postanowieniu prawa o wieku wymaganym do zawarcia małżeństwa, ulegają karze pieniężnej; podobnej karze ulegają rodzice lub opiekunowie, którzy zezwolili na zawarcie małżeństwa; duchowny udzielający ślubu osobom, które nie osiągnęły dojrzałości ustawowej, ponosi porządkową karę grzywny i karę dyscyplinarną. W P. 1852 nie znajdujemy podobnych postanowień[2]).

---

[1]) Ponieważ postanowienia o zdolności cywilnej mężatki nie są zawarte w M, traktujemy o nich niżej w § 15.

[2]) P. 1852 co do skutków karnych wykroczeń p-ko prawu o małżeństwie odsyłał w wielu wypadkach do kod. kar. gł. i popr.

Według M. i P. 1852 małżeństwo może być unieważnione na żądanie samych małżonków wzgl. ich rodziców (P. 1852 i wstępnych) oraz opiekunów, jeżeli mężczyzna w chwili zawarcia związku małżeńskiego nie miał skończonych lat 14 lub kobieta — nie miała skończonych lat 12. P. 1834 nie zawierał takiego przepisu.

bb. Małżeństwo osób należących do wyznań chrześcijańskich niekatolickich i do wyznań niechrześcijańskich.

Według M postanowienia o karach na duchownych, dających ślub osobom, które nie osiągnęły dojrzałości ustawowej, t. j. nie skończyły lat 18-u wzgl. 16-u, przepisy o karach na samych małżonków, ich rodziców i opiekunów stosują się do małżeństw osób wszelkich wyznań z wyjątkiem prawosławnego. Dla małżonków wyznania prawosławnego ustawa z r. 1836 zawierała specjalny przepis, według którego osoby wstępujące w związek małżeński, mimo braku wieku wymaganego przez prawo, ulegają karze wedle kanonów kościelnych. Małżeństwo osób wyznania prawosławnego winno być pozatem rozwiązane przez sąd, choćby nawet w czasie wniesienia skargi o rozwiązanie małżeństwa strony doszły do wieku wymaganego przez prawo.

Małżeństwo ewangelików i unitów zawarte przed osiągnięciem przez stronę dojrzałości ustawowej nie może być unieważnione, natomiast małżeństwo osób należących do innych wyznań chrześcijańskich i wyznań niechrześcijańskich mogłoby ulec unieważnieniu, jeśliby tego wymagały przepisy religijne.

Projekty (zarówno wcześniejszy jak i późniejszy) różniły się od M.

P. 1834 przewidywał, podobnie jak M, kary na osoby wykraczające p-ko przepisowi prawa o wieku stron. a więc na małżonków, ich rodziców, opiekunów, tudzież duchownych dających ślub osobom zbyt młodym.

Niezależnie od kar, na żądanie prokuratora ulegałyby unieważnieniu małżeństwa osób wszystkich wyznań z wyjątkiem unickiego i prawosławnego, jeśli osoby zawierające małżeństwo nie ukończyły lat 18-u wzgl. 16-u. Prokurator nie

mógłby żądać unieważnienia małżeństwa, jeśli przed wszczęciem kroków sądowych strony doszły do wieku wymaganego przez prawo. Co się tyczy małżeństw prawosławnych P. 1834 odsyłał do kanonów kościoła prawosławnego.

Z P-u 1852 wynikało, że małżeństwo ulegałoby unieważnieniu, gdyby w związek małżeński wstąpiły osoby, które nie doszły do wieku wymaganego dla zawarcia małżeństwa przez prawo kościelne danego wyznania.

b. Zezwolenie rodziców, wstępnych i opiekunów. Wedle M. i P. 1834 osoby niepełnoletnie powinny uzyskać zezwolenie rodziców lub opiekunów na zawarcie małżeństwa. Dla osób wszelkich wyznań z wyjątkiem prawosławnego M. i P. 1834 zawierały następujące przepisy: zezwolenia udziela ojciec; w razie jego śmierci, ubezwłasnowolnienia lub nieobecności prawo jego przechodzi na matkę. P. 1834 dodawał, że prawo udzielenia pozwolenia przysługiwałoby ojcu tak w stosunku do dzieci prawych, jakoteż nieślubnych i przysposobionych. Gdyby matka nie mogła udzielić zezwolenia, prawo jej przechodzi na opiekuna.

Według P. 1834 zezwolenia mógłby udzielić tylko opiekun, będący wstępnym. Zgodnie z M. i P. 1834 w braku opiekuna (wzgl. w braku opiekuna wstępnego) osoby niepełnoletnie musiałyby uzyskiwać pozwolenie zwierzchności opiekuńczej na zawarcie małżeństwa. Opiekun (wedle M.) i zwierzchność opiekuńcza (wedle M. i P. 1834) mogą odmówić zezwolenia wyłącznie z powodów przewidzianych przez prawo.

P. 1852 odchylił się zasadniczo od M. i P. 1834. Według tego projektu [1]) dzieci prawe, które nie ukończyły 25-u lat, nie mogłyby zawierać małżeństwa bez zezwolenia rodziców. W razie różnicy zdań przeważałoby zdanie ojca. Jeśliby tylko jedno z rodziców żyło lub sprawowało władzę rodzicielską, wystarczyłoby jego pozwolenie. Nawet po ukończeniu 25-u lat dzieci, chcące zawrzeć małżeństwo, musiałyby się zwracać o pozwolenie do rodziców. „Wszakże małżeństwo może być pobłogosławione po upływie miesiąca od zaniesionej o pozwolenie prośby, gdy złożone będzie poświadczenie duchownego

---

[1]) Przepisy zawarte w tekście odnosiłyby się do wszystkich wyznań.

przełożonego parafji lub urzędnika administracyjnego miejsca pobytu rodziców, że prośba taka była zaniesiona". Gdyby nie było ani ojca ani matki, albo, gdyby rodzice nie mogli oświadczyć swej woli, osoby, które nie skończyły lat 21, nie mogłyby zawierać małżeństwa bez zezwolenia rady familijnej; gdyby żyli dziadowie lub babki nupturjenta prócz zezwolenia rady familijnej wymaganoby jeszcze zezwolenia wymienionych wstępnych. Zezwolenie dziadów i babek winno być złożone na posiedzeniu rady familijnej. Gdyby, mimo wezwania, dziadowie lub babki nie stawili się na posiedzenie rady, uważanoby, że nie sprzeciwiają się zamierzonemu związkowi małżeńskiemu. W razie różnicy zdań pomiędzy dziadem i babką jednej linji wystarczałoby zezwolenie dziada. „Różność zdań między wstępnymi różnych linji stanowi zezwolenie".

Dziecko nieślubne, które nie ukończyło lat 21, nie mogłoby zawrzeć małżeństwa bez pozwolenia rady opiekuńczej lub bez zgody tego z rodziców, które sprawuje władzę rodzicielską.

Skutki zawarcia małżeństwa bez zezwolenia rodziców wzgl. opiekunów lub władzy opiekuńczej.

Wedle M. duchowny, któryby udzielił ślubu bez pozwolenia rodziców, opiekunów wzgl. władzy opiekuńczej, ulega karze. Przepis ten dotyczy wszystkich wyznań z wyjątkiem prawosławnego. Odnośnie do katolików i unitów prawo z r. 1836 zawierało pozatem następujące postanowienie: „Rodzice, których pozwolenie na związek małżeński jest wymagane, mogą zmniejszyć o połowę część nierozrządzalną dzieciom swym bez tegoż pozwolenia przed skończeniem lat 21 zawierającym małżeństwo..."

Związek małżeński osób nieletnich wyznania ewangelickiego zawarty bez zgody rodziców, opiekunów lub władzy opiekuńczej może być unieważniony na żądanie tychże rodziców, opiekunów wzgl. władzy opiekuńczej. Prawo wystąpienia ze skargą o unieważnienie małżeństwa przedawnia się zasadniczo po upływie roku od zawarcia związku małżeńskiego.

P. 1834 przewidywał kary na osoby, które zawarły małżeństwo bez zezwolenia rodziców, opiekunów wzgl. władzy

opiekuńczej w wypadkach, w których to zezwolenie było wymagane. Karom ulegałby także duchowny, dający ślub osobom nieletnim bez wymaganego zezwolenia rodziców wzgl. opiekunów. Wszelako brak zgody ojca, matki, opiekuna lub zwierzchności opiekuńczej nie stanowiłby w żadnem wyznaniu powodu do unieważnienia małżeństwa.

Wedle P. 1852 unieważnienie małżeństwa z powodu braku zezwolenia rodziców byłoby możliwe we wszystkich wyznaniach z wyjątkiem wyznania katolickiego, unickiego, lub prawosławnego. Unieważnienia mogliby domagać się rodzice w stosunku do małżeństwa dzieci, o ile dziecko w chwili wstąpienia w związek małżeński nie miało lat 25-u. Prawo wniesienia skargi o unieważnienie małżeństwa przysługiwałoby także samemu małżonkowi, który w chwili ślubu nie miał wymaganego zezwolenia rodziców. Ani rada familiina ani wstępni nie mogliby unieważnić zawartego bez ich zgody związku małżeńskiego osób niepełnoletnich. Prawo rodziców wniesienia skargi o unieważnienie małżeństwa przedawniałoby się z chwilą dojścia dziecka do lat 26-u.

c. Zezwolenie władzy przełożonej. Zezwolenie władzy wojskowej na zawarcie małżeństwa jest potrzebne dla osób służących w wojsku (M, P. 1834, 1852).

Brak tego zezwolenia pociąga za sobą karę na duchownego, który dawał ślub (M dla wszystkich wyznań z wyjątkiem prawosławnego, P. 1834). Wedle M małżeństwo wojskowych ewangelików zawarte bez zezwolenia władzy przełożonej mogłoby ulec unieważnieniu na żądanie tej władzy. Takiego postanowienia nie znajdujemy ani w P. 1834, ani w P. 1852, zgodnie z którymi brak zgody władzy wojskowej nie mógłby nigdy stanowić przyczyny unieważnienia małżeństwa.

2. Zezwolenie stron zawierających małżeństwo. Wady zezwolenia. Błąd[1]**).** Według M, P. 1834 i 1852 „błąd co

---

[1]) W M przepisy o błędzie są umieszczone w dziale dotyczącym małżeństw katolickich. Przepisy te nie są powołane w rozdziałach traktujących o małżeństwach osób innego wyznania. Według P. 1852 i P. 1834 postanowienia o błędzie, zawarte w tekście, dotyczyłyby wszystkich wyznań z wyjątkiem prawosławnego.

do tożsamości osoby, z którą zawarty został związek małżeński, czyni nieważnem zezwolenie". W P. 1834 znajdujemy prócz tego dwa postanowienia, dotyczące błędu, których nie powtórzyło ani prawo małż. z r. 1836, ani P. 1852.

Wedle tych postanowień zachodziłby błąd niweczący zezwolenie na zawarcie małżeństwa, jeżeli mężczyzna w chwili wstąpienia w związek małżeński nie wiedział, że kobieta, z którą się żeni, obcowała płciowo z kim innym i wskutek tego znajduje się w ciąży. Zachodziłby również błąd mogący spowodować nieważność małżeństwa, jeśli jeden z nupturjentów nie wiedział w chwili ślubu, że drugi nupturjent dopuścił się zbrodni lub występku pociągającego za sobą karę główną lub poprawczą (peine correctionelle ou criminelle).

Małżeństwo nie mogłoby jednak być unieważnione, jeżeli przed ślubem kara za przestępstwo została odbyta albo darowana skutkiem łaski lub umorzona przez przedawnienie.

3. Formalności przy zawarciu małżeństwa.

a. Zapowiedzi. Zwolnienie od zapowiedzi[1]).

Według M, P. 1834 i 1852 zwolnienie od zapowiedzi może nastąpić w wypadku, gdy nupturjent wybiera się w długą i niebezpieczną podróż w interesach rządowych, lub gdy osoby, o których sądzono, że są małżonkami, pragną dopełnić obrzędu ślubu religijnego. P. 1834 i 1852 przewidywały jeszcze jedną przyczynę dyspensy od zapowiedzi. Małżeństwo mogłoby mianowicie być zawarte, choćby ani jedna zapowiedź nie została ogłoszona, jeżeli nupturjentowi grozi niebezpieczeństwo śmierci (matrimonium in extremis vitae momentis).

b. Tamowanie. P. 1852 przywrócił znane Kodeksowi Cyw. Polskiemu z r. 1825 „tamowanie związku małżeńskiego". Postanowień o „tamowaniu" nie znajdujemy ani w M, ani

---

[1]) W M postanowienia o zwolnieniu od zapowiedzi były zawarte w rozdziale o małżeństwach katolików, odnosiły się one jednak i do unitów oraz ewangielików. Na zasadzie wyraźnych przepisów P-u 1834 i 1852 przepisy o zwolnieniu od zapowiedzi odnosiłyby się do wszystkich wyznań prócz prawosławnego.

w P. 1834. Procedura tamowania wedle P. 1852 byłaby następująca[1]):

Prawo „tamowania“ małżeństwa przysługiwałoby:

aa). temu, kto się uważa za małżonka osoby, zamierzającej wstąpić w związek małżeński.

bb). ojcu i matce nupturjenta, a, jeśli ci nie żyją — dziadom i babkom.

cc) opiekunom lub kuratorom.

dd) władzy przełożonej, jeżeli jej zezwolenie jest potrzebne do zawarcia małżeństwa.

ee) każdej trzeciej osobie, jeśli pomiędzy nupturjentami zachodzi przeszkoda wielożeństwa, różności religji, przestępstwa, albo taka przeszkoda wynikająca z pokrewieństwa wzgl. powinowactwa, że nie można jej usunąć przez dyspensę.

ff). osobom, które mogą żądać ubezwłasnowolnienia, jeżeli nupturjent jest obłąkany.

W wypadkach wymienionych pod ff na prokuratorze ciążyłby obowiązek „tamowania“ związku małżeńskiego.

Z chwilą gdy „tamowanie“ nastąpiło, obrzęd ślubu nie mógłby się odbyć, zanimby zwierzchność duchowna nie stwierdziła, że „tamowanie“ jest bezzasadne. W wyznaniach, w których jurysdykcja w sprawach małżeńskich należałaby do sądów cywilnych, te sądy rozpoznawałyby także kwestje dotyczące „tamowania“.

W razie rzekomego obłąkania nupturjenta, „tamowanie“ miałoby skutek tylko o tyle, o ileby „tamujący“ w ciągu ośmiu dni od daty „tamowania“ wystąpił do sądu z żądaniem uznania bezwłasnowolności, albo, o ileby dowiódł, że z takiem żądaniem wystąpił już poprzednio. Orzeczenie w kwestji „tamowania“ mogłoby zapaść dopiero po uprawomocnieniu się wyroku rozstrzygającego podanie o ubezwłasnowolnienie nupturjenta.

---

[1]) „Tamowanie“ mogłoby zachodzić przy zawarciu małżeństwa osób wszystkich wyznań prócz wyznania prawosławnego.

4. O zawarciu małżeństwa między osobami, z których każda należy do innego wyznania chrześcijańskiego.

W powyższej materji przepisy P-u 1834 z jednej strony i postanowienia M oraz P-u 1852 z drugiej strony różniły się od siebie.

a. M. i P. 1852.

Wedle M. i P. 1852[1]) duchowny wyznania narzeczonej jest właściwy do udzielenia ślubu religijnego osobom, z których każda należy do innego wyznania chrześcijańskiego. Po zawarciu małżeństwa strony mogą się zwrócić po błogosławieństwo do duchownego tego wyznania, do którego należy mąż. Gdyby narzeczona była katoliczką i duchowny katolicki wzbraniał się udzielić ślubu, małżeństwo może być zawarte przed duchownym wyznania, do którego należy narzeczony. Synowie pochodzący z małżeństw t. zw. mieszanych winni być wychowani w religji ojca, a córki — w religji matki. Wszelako nupturjenci mogą umówić się inaczej. Gdyby jeden z małżonków był katolikiem i gdyby ślub był dany zgodnie z obrządkiem wyznania katolickiego lub zgodnie z obrządkiem wyznania obojga małżonków, ustanie małżeństwa wzgl. pożycia małżeńskiego może nastąpić tylko wedle zasad religji katolickiej. Sprawy o nieważność małżeństwa wzgl. o separację powinny być rozpatrywane przez sądy duchowne katolickie. Gdyby ślub był dany tylko w zgodzie z obrządkiem wyznania niekatolickiego, rozpoznawanie spraw o nieważność małżeństwa, rozwód lub separację należy do sądów tego wyznania, do którego należał duchowny dający ślub. Wyrok unieważniający wzgl. rozwiązujący małżeństwo obowiązuje nawet stronę katolicką, jednakże ta strona nie może zawierać nowego małżeństwa, zanim jej poprzedni związek nie zostanie unieważniony przez sąd katolicki.

Osoba wyznania katolickiego, któraby po zawarciu małżeństwa przeszła na inne wyznanie, z wyjątkiem wyznania prawosławnego, nie przestaje podlegać w kwestji ważności

---

[1]) Przepisy poniższe nie mają zastosowania, jeżeli jeden z małżonków wyznaje religję prawosławną, lub, gdy ślub był dany przez duchownego prawosławnego. O tem zob. pon. str. 85.

zawartego związku małżeńskiego przepisom obowiązującym dla religii katolickiej. P. 1852 stanowił, że „rozporządzenie to nie ściąga się do małżonka religii rzymsko-katolickiej, któryby po zawarciu małżeństwa obrzędem niekatolickim z osobą różnego wyznania przeszedł do którego z wyznań chrześcijańskich“. W ustawie z r. 1836 znajdujemy podobne postanowienie, wszelako niema w niem zastrzeżenia, że pierwszy ślub musi być dany wedle obrządku religii niekatolickiej. Jeśli jeden z przyszłych małżonków jest prawosławny, obowiązują wedle M. i P. 1852 przepisy następującej treści:

Ślub religijny musi być udzielony przez duchownego prawosławnego pod sankcją nieważności małżeństwa. Po dopełnieniu ślubu wedle obrzędu prawosławnego strony mogą wziąć ślub religijny przed duchownym wyznania, do którego należy drugi małżonek. Wszystkie dzieci powinny być wychowane w religii prawosławnej. Sądy duchowne prawosławne są jedynie właściwe do rozpoznawania spraw o nieważność wzgl. rozwiązanie związku małżeńskiego. Strona nieprawosławna winna przed zawarciem małżeństwa przyrzec na piśmie, że nie będzie z powodów religijnych „prześladować“ swego małżonka, że nie będzie go skłaniać do przejścia na jej własne wyznanie, że dzieci będą wychowane w wierze prawosławnej. Ilekroć ślubu udzielał duchowny prawosławny, tylko sądy prawosławne są właściwe do rozpoznawania spraw o nieważność lub o rozwiązanie małżeństwa.

b. P. 1834.

Według tego projektu, jeśli jeden z przyszłych małżonków jest prawosławny, a drugi wyznaje religię katolicką wzgl. unicką, ślub winien być udzielony przez duchownych obu wyznań. W przeciwnym razie małżeństwo byłoby nieważne. Jeśli jedna strona jest katolicka, unicka lub prawosławna, a druga należy do innego wyznania chrześcijańskiego, w zasadzie ślub winien być dany wedle przepisów religijnych wyznania obu stron, ale wystarczałoby jeśliby ślubu udzielił duchowny katolicki, unicki wzgl. prawosławny. Jeśli jedno z rodziców jest katolickie, unickie wzgl. prawosławne, a drugie należy do innego wyznania chrześcijańskiego, wszystkie dzieci musiałyby być wychowane w wierze katolickiej (unickiej,

prawosławnej). Jeśli jeden z małżonków wyznaje katolicyzm lub jest unitą, a drugi wyznaje prawosławie, synowie winni być wychowani w religji ojca, a córki w religji matki. Ważność małżeństwa musiałaby być w stosunku do każdego małżonka oceniana wedle przepisów religijnych jego wyznania. Małżonek katolicki lub unicki, któryby chciał wystąpić ze skargą o unieważnienie małżeństwa wzgl. o separację zwracałby się do sądów duchownych katolickich albo unickich, małżonek prawosławny składałby prośbę o unieważnienie związku małżeńskiego lub o rozwód do sądów duchownych prawosławnych, a małżonek innego wyznania chrześcijańskiego do trybunału cywilnego[1]). Decydowałoby zatem forum actoris.

Jeśliby sąd właściwy wedle wyżej podanych przepisów unieważnił lub rozwiązał małżeństwo osób, z których każda należy do innego wyznania chrześcijańskiego, to wyrok sądu obowiązywałby obydwie strony, lecz strona katolicka, unicka wzgl. prawosławna nie mogłaby zawrzeć nowego małżeństwa zanim poprzedni związek nie został unieważniony lub rozwiązany przez sąd duchowny jej wyznania.

Osoby wyznające religję katolicką, unicką lub prawosławną, któreby po zawarciu małżeństwa zmieniły wyznanie, nie przestawałyby podlegać co do ważności wzgl. rozwiązania związku małżeńskiego przepisom religji katolickiej, unickiej lub prawosławnej.

II. Skutki osobiste małżeństwa dla stron[2]).

Dla lepszego uwydatnienia różnic między redakcją M a redakcją P-u 1834 i P-u 1852 w materji skutków osobistych małżeństwa podamy zestawienie dosłownych przepisów prawa o małżeństwie i cytowanych projektów. Ponieważ P. 1852, odchylając się od M, naśladował KCP, zamieścimy również postanowienia o skutkach osobistych małżeństwa w redakcji tego kodeksu.

---

[1]) O rozwiązaniu wzgl. o unieważnieniu małżeństwa ewangelików orzekałyby wedle P. 1834 sądy cywilne.

[2]) Co do zdolności cywilnej mężatki zob. pon. specjalny § 15.

Tytuł P-u 1852 „o prawach i obowiązkach z małżeństwa wynikających" uległ dość znacznym zmianom w r. 1853 i 1854. Najbardziej przerobiono materję stosunków majątkowych między małżonkami, a w kwestji skutków osobistych małżeństwa — gruntownie zmieniono przepisy o zdolności cywilnej mężatki[1]). Wszelako i postanowienia o innych osobistych następstwach małżeństwa dla stron uległy pewnym przekształceniom, które podamy na ostatniem miejscu pod nagłówkiem KpB.

KCP.

179. Małżonkowie winni sobie nawzajem wierność, wsparcie, pomoc i przyzwoite postępowanie.

180. Mąż winien żonie obronę, a żona posłuszeństwo mężowi.

181. Żona przybiera nazwisko męża, obowiązaną jest mieszkać z mężem i iść za nim, gdzie mu się zostawać podoba. Mąż zaś obowiązany jest przyjąć do siebie żonę i opatrywać ją we wszelkie potrzeby życia podług swej możności.

P. 1834.

153. Le mari est tenu d'aimer et respecter sa femme; il lui doit fidélité et indulgence pour ses faiblesses.

154. La femme est tenue d'obeir à son époux comme au chef de famille; elle lui doit amour, respect et soumission à ses volontes.

155. La femme est tenue de coéhabiter avec son poux et le suivre partout ou il lui plaira de séjourner. Le mari est tenu de reçevoir sa femme et l'entretenir d'après ses moyens.

156. Il est defendu aux époux de rompre de gré à gré leur union; toutes conventions qui auraient pour objet une dissolution de mariage valablement contracté, sont nulles.

157. La femme porte le nom du mari, elle jouit de ses titres honorifiques et ne le perd pas, quand même le mari en serait ensuite privé par suite d'un arrêt judiciaire.

158. Le mariage avec un noble ennoblit la femme issue de condition non noble.

M.

208. Mąż obowiązany jest kochać i szanować swą żonę, winien jej wierność i obronę.

---

1) j. w. str. 86 ods. 2.

209. Żona powinna być posłuszną mężowi jako głowie familji, winna mu miłość, uszanowanie i wierność.

210. Żona obowiązana jest mieszkać z mężem i iść za nim wszędzie, gdzie mu się zostawać podoba. Mąż zaś jest obowiązany przyjąć żonę i opatrywać ją we wszelkie potrzeby życia według swej możności.

211. Nie wolno jest małżonkom samowolnie rozrywać małżeńskiego związku; wszelkie przeto umowy, mające na celu rozwiązanie małżeństwa, są nieważne.

212. Żona nosi nazwisko męża, przybiera jego tytuły familijne i nie utraca ich, choćby mężowi wyrokiem były odjęte.

213. Małżeństwo ze szlachcicem nadaje szlachectwo niewieście stanu nieszlacheckiego.

P. 1852.

182. Małżonkowie winni sobie nawzajem wierność, pomoc i przyzwoite postępowanie. Mąż winien żonie obronę, żona mężowi posłuszeństwo.

183. Żona winna mieszkać z mężem, udać się za nim wszędzie, gdzie mu się mieszkać podoba i być mu pomocną w jego gospodarstwie domowem. Mąż winien przyjąć żonę do siebie i opatrywać we wszelkie potrzeby według swej możności.

184. Żona nosi nazwisko męża, przybiera jego tytuły honorowe i nie utraca ich, chociażby mężowi wyrokiem były odjęte.

185. Małżeństwo ze szlachcicem nadaje szlachectwo osobie stanu nieszlacheckiego.

KpB.

a) Żona nosi nazwisko męża i tytuły honorowe rodowi jego służące, nie traci ich nawet i w przypadku, jeżeli mąż został ich pozbawiony wyrokiem sądowym.

b) Mąż wyższego stanu udziela żonie prawa tego stanu. Żona nie udziela praw swego stanu ani mężowi ani dzieciom, lecz sama zachowuje je w zupełności lub z pewnem ograniczeniem prawa wyższego stanu, jeżeli jej takowe służyły z pochodzenia przed jej zamężciem lub też nabyte przez nią zostały w skutku poprzedniego małżeństwa.

c) Małżonkowie winni sobie wierność, wzajemną pomoc, zachowując z obudwu stron w związkach swoich i w obchodzeniu się z sobą należną przyzwoitość. Mąż winien żonie obronę, a żona posłuszeństwo mężowi.

d) Żona winna mieszkać razem ze swoim mężem i udać się za nim wszędzie, gdzie on obowiązany lub zechce przebywać, oraz pomagać mu w gospodarstwie domowem. Mąż ze swojej strony winien dostarczać żonie mieszkanie w jednym z sobą domu i przyzwoite podług stanu swego utrzymanie,

III. Wpływ unieważnienia małżeństwa, rozwodu lub rozłączenia na prawo żony do nazwiska męża, do jego tytułów honorowych i do szlachectwa nabytego przez małżeństwo.

Prawo małżeńskie z r. 1836 nie zawierało przepisów wyłącznie poświęconych powyższej materji. Takie przepisy znajdujemy w P. 1834 i 1852.

Wedle tych pojektów, w razie unieważnienia małżeństwa, żona zachowywałaby prawo do nazwiska męża, do jego tytułów honorowych i do szlachectwa nabytego przez małżeństwo, jeżeli została uznana za działającą w dobrej wierze.

W materji wpływu rozwodu na wyżej wymienione prawa żony P. 1834 i 1852 różniły się od siebie.

P. 1834 stanowił, że w razie rozwodu żona mogłaby nosić nazwisko męża, nie traciłaby szlachectwa nabytego skutkiem małżeństwa i korzystałaby z tytułów honorowych małżonka bez względu na to, czy w procesie rozwodowym została uznana za stronę winną czy za stronę niewinną.

Wedle P. 1852 powyższe prawa przysługiwałyby żonie tylko o tyle, o ile sąd uznał ją za niewinną rozwodu. W razie separacji na czas nieograniczony do stołu i łoża, według zgodnych postanowień obu projektów, żona, nawet uznana za winną, miałaby prawo używać nazwiska męża, nie traciłaby szlachectwa i korzystałaby z tytułów honorowych małżonka.

IV. Przepisy dotyczące międzynarodowego prawa małżeńskiego.

P. 1834 zawierał szereg postanowień dotyczących międzynarodowego prawa małżeńskiego. Przepisów takich niema w M, znajdują się one natomiast w P. 1852, choć w znacznie szczuplejszym zakresie niż w projekcie z r. 1834.

P. 1834.

1. **O małżeństwach cudzoziemców.** We wszystkich przypadkach, w których sądy polskie rozpatrywałyby sprawę o nieważność małżeństwa zawartego przez cudzoziemca zagranicą, sądy te byłyby obowiązane stosować prawo kraju, w którym związek małżeński został zawarty. Gdyby przed

sądem polskim toczył się proces rozwodowy cudzoziemców, sąd ten mógłby rozwiązać małżeństwo zawarte zagranicą tylko o tyle, o ile rozwód był dopuszczalny wedle przepisów religijnych wyznania małżonków. W tym wypadku sąd stosowałby postanowienia prawa polskiego dotyczące rozwodu w małżeństwach ewangelickich. Gdyby prawo kraju, w którym małżeństwo zostało zawarte nie zezwalało na rozwód, możnaby było miast rozwodu wyrzec separację od stołu i łoża. W ostatnim wypadku sąd stosowałby postanowienia prawa polskiego dotyczące separacji w małżeństwach katolickich.

Związek małżeński cudzoziemców zawarty zagranicą nie mógłby być unieważniony w Polsce z powodu wielożeństwa, jeśli wyznanie małżonków zezwala na wielożeństwo i jeśli związek został zawarty w kraju, w którym wielożeństwo nie jest zabronione przez prawo.

Cudzoziemcy, zawierając małżeństwo w Polsce, byliby obowiązani stosować się do postanowień prawa polskiego. Przepis powyższy nie dotyczyłby agentów dyplomatycznych państw obcych i ich otoczenia.

2. **O małżeństwach zawartych przez obywateli Królestwa Polskiego zagranicą.** Obywatele Królestwa, wstępujący w związek małżeński zagranicą, byliby obowiązani stosować się do prawa polskiego we wszystkich kwestjach, dotyczących formy ślubu, warunków potrzebnych do zawarcia małżeństwa i braku przeszkód.

Gdyby obywatel polski-chrześcijanin zawierał małżeństwo w kraju, w którym niema parafji chrześcijańskich, byłby obowiązany stosować się do formy przewidzianej przez prawo miejsca zawarcia małżeństwa. W tym wypadku związek małżeński nie mógłby być unieważniony, choćby nawet nie odbył się obrzęd religijnego ślubu.

P. 1852.

Wedle P. 1852 sądy Królestwa mogłyby rozpoznawać sprawy dotyczące małżeństw zawartych zagranicą, jeśli tylko mąż ma zamieszkanie w Królestwie. Co się tyczy małżeństw zawartych w obrębie Królestwa Polskiego, sądy polskie byłyby właściwe do rozstrzygania sporów między małżonkami, jeśliby przynajmniej jeden z małżonków był obywatelem Kró-

lestwa w chwili zawarcia związku małżeńskiego lub jeśli jeden z małżonków przebywa w Królestwie.

Sąd polski mógłby unieważnić małżeństwo tylko na zasadzie prawa polskiego.

§ 15.

O ZDOLNOŚCI CYWILNEJ MĘŻATKI[1]).

I. KCP w zestawieniu z projektami, według których zdolność cywilna kobiety ulegałaby ograniczeniu przez małżeństwo.

1. **Upoważnienie męża do dokonywania czynności prawnych.** Kodeks Cywilny Kr. Polsk. stanowi, że żona nie może bez asystencji męża lub bez jego zezwolenia na piśmie: 1. „czynić darowizn lub nabywać tytułem darmym, 2. aljenować lub zaciągać zobowiązań co do majątku, który podług prawa lub umów między małżonkami zawartych, pod administracją męża zostaje, 3. aljenować lub obciążać hipotekę nieruchomości swoich, nawet pod jej własną administracją zostających". Uzupełnieniem tego przepisu są postanowienia Kod. Nap., z których wynika, że mężatka nie może przyjmować spadku bez upoważnienia męża lub sądu, ani zawierać układów pojednawczych co do przedmiotów, którymi samodzielnie nie jest zdolna rozporządzać.

Wedle P. 1852 żona potrzebowałaby, podobnie jak w KCP, asystencji męża wzgl. jego piśmiennego upoważnienia do:

a. czynienia lub przyjmowania darowizn,
b. przyjmowania spadków lub zapisów,
c. podnoszenia kapitałów,
d. zawierania układów pojednawczych i zapisywania się na sąd polubowny,

---

[1]) W poniższym §-ie podamy przepisy KCP (w red. z r. 1825) i postanowienia P-u 1834, 1842, 1852, KpB i PI i II 1854. Wobec braku tytułu o małżeństwie P-u 1850 w AKP, stanowisko tego projektu musimy pominąć milczeniem.

e. zbycia lub obciążenia majątku nieruchomego lub praw i kapitałów hipotekowanych,

f. zaciągania wszelkich innych zobowiązań co do majątku znajdujacego się pod zarządem męża.

Co do majątku znajdującego się pod zarządem żony P. 1852 wymagał piśmiennego upoważnienia wzgl. asystencji męża jeszcze do następujących czynności niewymienionych wyżej pod p. a—e:

g. do zaciągania zobowiązań przechodzących zakres zarządu,

h. do wydzierżawiania majątków, które nie są w dzierżawie,

i. do wydzierżawiania lub wypuszczania w najem majątków na okres dłuższy niż na dziewięć lat.

KpB był naogół zgodny z P. 1852.

Wedle P. 1834 żona potrzebowałaby zezwolenia męża na:

a. przyjęcie lub dokonanie darowizny,

b. sprzedaż, obciążenie hipoteczne lub zastaw antychretyczny nieruchomości,

c. zaciągnięcie wszelkich zobowiązań i dokonanie zbycia, jeśli chodzi o majątek pozostający pod zarządem męża,

d. zaciągnięcie zobowiązań przechodzących zakres zarządu w stosunku do majątku pozostającego pod zarządem żony. Uważanoby za akt zarządu wydzierżawienie nieruchomości miejskiej na okres najwyżej jednego roku, a wydzierżawienie nieruchomości wiejskiej na czas najwyżej trzech lat. P. 1834 wymagał, by upoważnienie męża do aktów prawnych wymienionych pod p. a. i b. było specjalne i urzędowe. We wszelkich innych wypadkach upoważnienie męża mogłoby być udzielone w każdej formie.

P. 1842 zawierał następujący przepis dotyczący ograniczenia zdolności cywilnej mężatki:

„Żona nie może bez pozwolenia męża nabywać przez kupno lub tytułem darmym, zbywać lub obciążać hipoteką swych nieruchomości, wchodzić w zobowiązania na piśmie względem pożyczek, dostarczeń lub innych czynności".

Wedle KCP, P. 1834, 1852 i KpB mężatka nie może stawać w sądzie bez upoważnienia męża wzgl. bez jego asystencji.

W sprawach cywilnych wytoczonych p-ko żonie należy przypozwać męża.[1]) Upoważnienie męża do stawania żony w sądzie jest niepotrzebne, jeżeli żonę wezwano do sądu w charakterze oskarżonej — w procesie karnym.

P. 1842 nie znał żadnych ograniczeń zdolności procesowej kobiety zamężnej.

KCP i wszystkie projekty zezwalały żonie sporządzić testament bez upoważnienia męża.

Według KCP i projektów, z wyjątkiem P. 1842, upoważnienie ogólne udzielone żonie przez męża, choćby było zawarte w umowie przedślubnej, musi być rozumiane tylko jako upoważnienie do aktów zarządu. P. 1842 nie zawierał przepisu w tej kwestji. Zgodnie z P. 1834 upoważnienie ogólne żony do zawierania wszelkich aktów prawnych miałoby zupełny skutek tylko w jednym wypadku, mianowicie, gdyby mąż udawał się zagranicę w interesie służby publicznej.

KCP i wszystkie projekty stanowiły, że, gdyby mąż nie chciał udzielić żonie upoważnienia na zawarcie aktu prawnego, do którego upoważnienie to byłoby potrzebne, sąd może upoważnić żonę do przedsięwzięcia zamierzonego przez nią aktu. Gdyby mąż nie mógł upoważnić żony z powodu jakichkolwiek przeszkód, żona również miałaby prawo zwrócić się o upoważnienie do sądu. Wedle KCP i projektów należy rozróżnić następujące wypadki:

a) Chwilowa nieobecność męża. Kodeks nie przewidział tego wypadku. Projekty dozwalały żonie zwrócić się o upoważnieniu sądu w razie choroby męża. P. 1834, 1842 i KpB się porozumieć z mężem.

b) Choroba męża. KCP i P. 1852 nie wspominały o upoważnienia sądu w razie choroby męża. P. 1834, 1842 i KpB dawały żonie prawo prosić o upoważnienie sądu, jeśli mąż z powodu choroby nie jest w możności udzielić żonie upoważnienia.

---

[1]) Niezdolność procesowa żony jest zupełna. Żona nie może samodzielnie stawać w sądzie nawet, jeśli chodzi o majątek zostający pod jej zarządem.

c) Zaginienie męża i uznanie go za znikłego. KCP i P. 1852 stanowiły, że w razie zaginienia męża i w razie uznania go za znikłego sąd upoważniałby żonę w zastępstwie męża.[1]) Mężatka uzyskiwałaby pełną zdolność cywilną dopiero po wprowadzeniu następców męża w posiadanie stanowcze jego majątku. Wedle P. 1834, KpB i P. 1842 w razie uznania męża za „niewiadomego z pobytu" (P. 1842), za „znikłego" (KpB), za nieobecnego („absent" P. 1834) kończyłaby się niezdolność cywilna mężatki.

d) Ubezwłasnowolnienie męża z powodu choroby umysłowej. W tym wypadku, wedle KCP i P. 1852, sąd upoważniałby żonę do przedsięwzięcia tych czynności prawnych, których mąż nie mógłby przedsięwziąć bez zezwolenia żony. KCP stanowił, że wszelkie upoważnienie stawałoby się zbyteczne, jeśli od chwili ubezwłasnowolnienia upłynął taki okres czasu, jaki jest potrzebny do wprowadzenia następców znikłego w posiadanie stanowcze jego majątku. Wedle P. 1834, 1842 i KpB, w razie ubezwłasnowolnienia męża, żona odzyskiwałaby zdolność cywilną.

e) Małoletność męża, uznanie go za marnotrawnego lub niedołężnego. KCP i P. 1852 stanowiły, że mąż małoletni lub ograniczony w zdolności do działania może upoważnić żonę tylko do tych aktów prawnych, które sam ma prawo przedsięwziąć bez asystencji doradcy; do innych czynności prawnych sąd upoważnia mężatkę. P. 1852 czynił jedyny wyjątek na wypadek, gdyby mąż miał dodanego doradcę z powodu „niedołężności" umysłowej, mianowicie w razie uznania męża za „niedołężnego", prawo upoważnienia żony do tych czynności, do których upoważnienie męża jest konieczne, przechodziłoby pod sąd. Wedle P. 1842 i KpB, w razie uznania męża za marnotrawnego lub „niedołężnego", żona odzyskiwałaby zupełną zdolność cywilną. Gdyby mąż był niepełnoletni, żona musiałaby się zgodnie z P. 1842 zwracać o upoważnienie do t. zw. „rady opiekuńczej", odgrywającej rolę ku-

---

[1]) Wedle P. 1852, w razie uznania męża za znikłego, upoważnienie sądu byłoby konieczne tylko do zbycia lub obciążenia nieruchomości i kapitałów hipotecznych.

ratora osoby niepełnoletniej[1]). W P. 1834 i KpB nie znajdujemy przepisów o upoważnieniu żony w przypadku niepełnoletności męża; w P. 1834 niema również postanowień o wpływie uznania męża za marnotrawnego lub niedołężnego na zdolność cywilną mężatki.

Wedle KCP, P. 1834, 1852 i KpB mąż, żona lub ich następcy mogą żądać upoważnienia czynności, które żona przedsięwzięła bez wymaganego upoważnienia męża wzgl. sądu. P. 1852 dawał następcom męża prawo unieważnienia tych czynności tylko o tyle, o ileby wykazali, że czynność żony przyniosła im szkodę, a KpB, o ile ta czynność przyniosła szkodę *żonie*. Według P. 1834 sąd miałby prawo, „miarkować" zobowiązania, któreby zaciągnęła żona, zarządzająca swym majątkiem, gdyby te zobowiązania przekroczyły granice wskazane przez projekt (np. termin dzierżawy).

Przepisy o upoważnieniu mają w KCP i miały w projektach charakter norm prawa publicznego i nie mogą być zmienione przez umowy[2]).

2. Zobowiązania żony na rzecz gospodarstwa domowego. Przepisy poniższe, które znajdujemy w P. 1834 i w KpB, były zupełnie nieznane Kodeksowi Cywilnemu Król. Polsk.

Wedle P. 1834 żona mogłaby zaciągać zobowiązania bez upoważnienia męża, jeśliby miały one na celu utrzymanie żony lub utrzymanie wspólnego domu małżonków.

---

[1]) Zob. pon. § 25.

[2]) W p. 1 mówiliśmy o upoważnieniu męża do przedsięwzięcia przez żonę poszczególnych czynności prawnych. Na tem miejscu poruszymy kwestję zdolności mężatki do wykonywania samodzielnego zawodu. O kwestji tej traktujemy w odsyłaczu, gdyż ani kodeks, ani projekty nie zawierają wyraźnych postanowień w tej materji. Z Kod. Cyw. Kr. Polsk. i z P. 1852 ubocznie wynika, że mężatka nie może bez zezwolenia męża wykonywać samodzielnego zawodu (art. 4 K. H. wyraźnie głosi, że do wykonywania przez żonę handlu potrzebne jest zezwolenie męża). Ani w Kod. ani w P. 1852 nie znajdujemy postanowień, w jakiej formie powinno być udzielone zezwolenie. P. 1834, 1842 i KpB nie zawierały żadnych przepisów, z którychby nawet ubocznie wynikało, że do wykonywania przez mężatkę samodzielnego zawodu jest wymagana zgoda męża.

Zobowiązania na utrzymanie wspólnego domu byłyby ważne, o ile kierownictwo tym domem przysługiwałoby żonie. Sąd miałby prawo „miarkować“ zobowiązania żony, zawarte bez upoważnienia męża, o ileby uznał, że przekraczają one granice długów koniecznych dla utrzymania rodziny.

Wedle KpB byłyby ważne zobowiązania zaciągnięte przez żonę na „wspólne, domowe i gospodarskie konieczne potrzeby, chociażby bez szczegółowego upoważnienia męża“.

3. Stanowisko mężatki handlującej. Według KCP i wszystkich projektów mężatka, któraby się trudniła handlem, może bez upoważnienia męża zaciągać wszelkie zobowiązania dotyczące tego handlu. Ale nawet mężatka handlująca nie posiada zdolności procesowej (KCP i projekty z wyjątkiem P. 1842).

II. Projekty, wedle których zdolność cywilna kobiety nie ulegałaby ograniczeniu przez małżeństwo.

Do takich projektów należy PI i PII 1854. Zarówno mąż jak i żona mogliby wedle tych projektów podejmować wszelkie czynności prawne samodzielnie i niezależnie od siebie.

§ 16.

O STOSUNKACH MAJĄTKOWYCH MIĘDZY MAŁŻONKAMI W RAZIE NIEZAWARCIA PRZEZ NICH UMOWY PRZEDŚLUBNEJ[1]).

I. KCP i P. 1834[2]).

Kod. Cyw. Król. Polsk. stanowi, że, w razie niezawarcia przez nupturjentów umowy przedślubnej, rządem prawnym majątkowym między małżonkami jest wyłączność majątkowa, przyczem mężowi przysługuje z prawa zarząd i użytkowanie majątku żony. KCP nie czyni co do rządu majątkowego żad-

---

[1]) P. cz. I-a, str. 14, 16, 40 — 41, 46 — 47, 49, 57, 59, 61, 62 — 63, 64 — 66.

[2]) P. cz. I-a § 3, specjalnie zaś str. 14.

nej różnicy między małżeństwami szlacheckiemi i małżeństwami nieszlacheckiemi. Natomast P. 1834 przewidywał odrębny prawny rząd majątkowy między małżonkami, którzy należeli do stanu szlacheckiego, odrębny zaś — dla nieszlachty. W małżeństwach szlacheckich obowiązywałaby wyłączność majątkowa, w małżeństwach nieszlacheckich zaś — wspólność ogólna. System wyłączności uregulował P. 1834 naogół zgodnie z KCP, natomiast wspólność ogólna w tym projekcie różniła się od tego systemu wspólności, który KCP przyjął jako rząd majątkowy umowny i którego wytyczne wskazał w art. 227 — 230. W. P. 1834 wspólność ogólna miałaby skutek już za życia obojga małżonków, według KCP zaś, w braku odmiennego zastrzeżenia, wspólność ogólna rozumiałaby się dopiero na wypadek śmierci.

A. System przyjęty w KCP i rząd prawny majątkowy między małżonkami pochodzenia szlacheckiego w P. 1834.

1. Zarząd i użytkowanie męża. Wedle KCP i wedle P. 1834 każdy z małżonków zachowuje własność tego majątku, który posiadał w chwili zawarcia małżeństwa i tego, którył nabył później przez spadek, zapis, darowiznę lub losem. Mąż jest z prawa zarządcą i użytkownikiem majątku żony i on jest obowiązany do ponoszenia ciężarów małżeńskich. Kodeks zawiera kilka przepisów, których nie znajdujemy w P. 1834. Zgodnie z treścią tych przepisów mąż-użytkownik nie ma prawa samodzielnie ani zbywać, ani obciążać własności żony, ani podnosić kapitałów należących do żony, ani zawierać układów pojednawczych względem jej własności. „Sprawa tycząca się praw żony, nie może być przez męża bez jej zezwolenia lub przypozwania wytoczona. Sprawa takowa przez trzeciego nie może być rozpoczęta jak przez zapozwanie obojga małżonków“.

Pozatem kodeks reguluje prawo męża do wydzierżawienia majątku żony, którym mąż zarządza i kwestję wpływu ustania użytkowania na zawarty przez męża kontrakt najmu lub dzierżawy majątku małżonki. W materji zakresu użytkowania mężowskiego KCP zawiera przepis, zgodnie z którym zyski żony, pochodzące z oddzielnego handlu, rzemiosła albo wolnego

zawodu są jej wyłączną własnością i nie podlegają zarządowi i użytkowaniu męża, lecz ten zarząd i to użytkowanie przypadają żonie. Wedle P. 1834 powyższe zyski nie byłyby wyłączone od zarządu i użytkowania męża.

Według KCP i P. 1834 użytkowanie męża podlega ogólnym przepisom o użytkowaniu. Kodeks i projekt wymieniają kilka różnic między mężem a zwykłym użytkownikiem. Zgodnie z przepisami KCP i P. 1834 mąż nie może być zmuszony do sporządzenia inwentarza przy obejmowaniu użytkowania i do stawienia rękojmi wymaganej od zwykłego użytkownika. P. 1834 stanowił, że spisanie inwentarza byłoby konieczne, gdyby żona miała dzieci z poprzedniego małżeństwa. W KCP nie znajdujemy takiego przepisu.

Według P. 1834 (zgodnie z KCP) mąż nie ma prawa zbywać użytkowania. P. 1834 zawierał między obowiązkami męża-użytkownika postanowienie nieznane Kodeksowi. Mianowicie do obowiązków męża — zarządcy, któremu przysługiwało użytkowanie majątku małżonki, należałaby alimentacja dzieci żony z poprzedniego małżeństwa, gdyby zostawały w potrzebie.

2. Reglamentacja długów. KCP nie zawierał specjalnych postanowień w tej materji, natomiast w P. 1834 znajdujemy szczegółowe przepisy dotyczące reglamentacji długów. Według projektu wierzyciele męża mieliby prawo poszukiwać swych należności z dochodów majątku żony podległego użytkowaniu męża; wierzycielom żony przysługiwałoby prawo poszukiwać swych należności z jej majątku i z jego przychodów tylko o tyle, o ile żona zaciągnęłaby zobowiązanie przed zawarciem małżeństwa lub w ciągu małżeństwa z upoważnienia męża, albo wreszcie, jeśli dług żony ciążył na majątku przypadłym jej w udziale przez spadek lub darowiznę, na których przyjęcie przez żonę mąż się zgodził. Gdyby żona przyjęła spadek lub darowiznę bez zgody męża, ale za zgodą sądu, to długi, któreby ciążyły na tym spadku lub darowiźnie, mogłyby być poszukiwane tylko z samej własności majątku żony.

3. Zabezpieczenie praw żony. Wedle KCP i P. 1834, gdyby mąż niedbale zarządzał majątkiem żony i narażał ten

majątek na znaczną szkodę lub, gdyby przychody z tego majątku były zajęte przez wierzycieli męża tak, że mąż nie może utrzymać żony i dzieci, żona ma prawo żądać od sądu odebrania mężowi użytkowania. Gdyby sąd przychylił się do żądania żony, żona powraca do zarządu i użytkowania swego majątku i jest obowiązana przyczyniać się do ponoszenia ciężarów małżeństwa stosownie do tego majątku, a nawet ponosić je całkowicie, gdyby mąż nie miał majątku ani sposobu utrzymania[1]). KCP stanowił, że, gdyby mąż nie chciał utrzymywać żony i dzieci, żona może upomnieć się sądownie o utrzymanie, ale nie ma prawa żądać oddania sobie zarządu i użytkowania jej majątku. P. 1834 nie zawierał przepisu w tej kwestji. KCP i P. 1834 stanowią, że w razie ubezwłasnowolnienia męża żona obejmuje zarząd swoim majątkiem i jej przypada użytkowanie.

Wedle KCP i P. 1834 żonie i jej następcom przysługuje na majątku męża hipoteka prawna, która ma skutek przeciwko osobom trzecim dopiero od wpisania jej do ksiąg hipotecznych. Hipoteka ta zabezpiecza żonę, gdyby mąż stał się dłużnikiem swej żony. KCP przyznawał także żonie przywilej przed osobistymi wierzycielami męża na całym jego majątku. P. 1834 nie wspominał o tym przywileju.

B. Rząd prawny majątkowy między małżonkami w małżeństwach nieszlacheckich wedle P. 1834[2]).

1. Zakres masy wspólnej. Masa wspólna obejmowałaby majątek małżonków, który posiadali w chwili zawarcia małżeństwa i ten, któryby im później przypadł w jakikolwiekbądź sposób. Do wspólności wchodziłoby również użytkowanie majątku zarezerwowanego (pon. pkt. 2).

2. Majątek własny i zarezerwowany. Majątek *własny* obejmowałby odzież, bieliznę i ruchomości, które służą do wyłącznego użytku jednego z małżonków. Darujący lub spadkodawca miałby prawo zastrzec, że majątek pochodzący od niego

---

[1]) Powrót do systemu wyłączności następuje przez akt notarjalny (KCP). P. 1834 nie zawierał takiego przepisu.

[2]) Przepisy omawiane pod B są w stosunku do KCP zupełnie oryginalne.

nie wejdzie do wspólności; taki majątek byłby *zarezerwowanym* i stanowiłby odrębną własność każdego z małżonków.

3. Zarząd masy wspólnej. Mąż zarządzałby masą wspólną, on miałby prawo obciążać ją i podnosić kapitały hipotekowane należące do wspólności. Nie mógłby jednak bez zgody żony ani zbywać, ani obciążać hipotecznie wspólnych majątków nieruchomych lub kapitałów hipotekowanych. Mąż nie mógłby również bez zgody żony czynić darowizn ze wspólności z wyjątkiem tych, któreby były dokonane na rzecz wspólnych dzieci, jako zadatek na przyszłą schedę.

4. Prawa wierzycieli. Wierzyciele męża mogliby poszukiwać swych należności z masy wspólnej; wierzyciele żony tylko o tyle, o ile ich tytuł był wcześniejszy od daty zawarcia przez ich dłużniczkę małżeństwa, lub jeśliby żona zaciągnęła dług w czasie małżeństwa za zezwoleniem męża[1]).

5. Zabezpieczenie praw małżonków. Gdyby passywa jednego z małżonków przewyższały jego aktywa, to drugi małżonek mógłby w ciągu lat dwóch od daty zawarcia małżeństwa żądać od sądu wyrzeczenia separacji majątkowej. Skutkiem separacji każdy z małżonków powracałby do własności swego poprzedniego majątku, który posiadał w chwili ślubu.

6. Specjalne zabezpieczenie praw żony. Gdyby żona prowadziła niezależnie od męża przemysł lub rzemiosło, a mąż nie posiadał majątku albo nie miał środków na ponoszenie ciężarów małżeńskich, żona w ciągu lat dwóch od zawarcia małżeństwa mogłaby żądać od sądu wyrzeczenia separacji majątkowej.

7. Obowiązek żony po separacji[2]). Reglamentacja długów po separacji. Długi wspólności po separacji mogłyby być poszukiwane przez wierzycieli na majątku obojga małżonków, lecz długi męża, które w czasie trwania wspólności ulegałyby zaspokojeniu z masy wspólnej, powinny być przedewszystkiem

---

[1]) Por. także wyżej § 15 str. 95 — 96.

[2]) Przepisy o obowiązku żony po rozdzieleniu majątków w małżeństwach szlacheckich stosowałyby się i do małżeństw nieszlacheckich. Zob. pow. str. 98 i 99.

zaspokojone z majątku męża i dopiero gdyby ten majątek nie wystarczył, możnaby było skierować poszukiwania do majątku żony.

8. **Rozwiązanie wspólności.** Wspólność rozwiązywałaby się z chwilą śmierci jednego z małżonków, z chwilą rozwodu, separacji na czas nieograniczony i czasem mogłaby się rozwiązać w razie unieważnienia małżeństwa[1]). Każdy z małżonków odbierałby połowę majątku wspólnego obciążoną połową długów wspólności. W razie śmierci męża żona nie miałaby prawa zrzec się wspólności.

II. Projekt z r. 1837[2]).

W projekcie tym nie opracowano stosunków majątkowych między małżonkami.

III. Projekt z r. 1842[3]).

Rządem prawnym majątkowym między małżonkami wedle tego projektu byłaby rozdzielność majątkowa[4]). Każdy z małżonków zarządzałby swoim majątkiem i przykładałby się do ponoszenia ciężarów małżeńskich „w miarę swoich dochodów lub też wedle umowy w tym względzie zawartej“.

---

[1]) Zob. pon. str. 132, 133, 134.

[2]) P. cz. I-a § 5 i 6.

[3]) P. cz. I-a § 7 in f.

[4]) AKP. t. 708. Komisja Przygotowawcza stała na stanowisku, że jedynie wspólność odpowiadałaby małżeństwu jako harmonijnej jedności; sądziła, że wspólność jest wynikiem trjumfu idei chrześcijańskich w prawodawstwie; nie wprowadzono jednak do projektu systemu wspólności, gdyż pociągnąłby on za sobą konieczność ciągłych rachunków między małżonkami, którzy musieliby sobie i masie wspólnej wynagradzać wydatki poniesione bądź to z majątku własnego na cele wspólnego, bądź odwrotnie. Pozatem wspólność byłaby prawie zawsze pociągała za sobą stratę jednego z małżonków a korzyść drugiego: uboższy małżonek zyskiwałby, bogatszyby tracił; systemu wyłączności Komisja Przygotowawcza nie chciała przyjąć, bo nie uważała za słuszne, że żona, mając majątek, nie byłaby traktowana jako właścicielka tego majątku. Komisja uważała także, iż mąż powinienby zawsze być obowiązany do zdania rachunków z przychodów majątku żony, którym zarządza. Z tych względów Komisja wybrała system rozdzielności majątkowej, który pociągał, jako krok ku emancypacji kobiet.

IV. Późniejsze projekty warszawskie i petersburskie (1850 — 1854)[1].

Projekty warszawskie przygotowane w latach 1850, 1852 i 1853 przewidywały jako system prawny stosunków majątkowych między małżonkami — wspólność dorobkową. Tenże system został opracowany w projektach petersburskich po r. 1852. Dopiero w r. 1854 uchwalono, że rządem prawnym majątkowym między małżonkami w Kongresówce będzie rozdzielność[2]).

---

[1]) P. wyżej cz. I-a §§ 9, 11, 12

[2]) Komisja Warszawska wysunęła następujące argumenty przeciwko systemowi rozdzielności („Zapiska o stos. maj. między małżonkami" AKP. t. 710. „Szczegółowe uwagi Kom. W. nad tyt. I ks. I" AKP. t. 709): a) System rozdzielności byłby niezgodny z samą istotą małżeństwa jako jedności; wywoływałby ciągłe spory, bo trudno określić w jakim stopniu małżonkowie mieliby się przykładać do ponoszenia ciężarów małżeństwa. b) osłabiałby władzę męża i ojca. c) byłby przeciwny moralności, bo nie zachęcałby do zawierania małżeństw z powodów przytoczonych pod a i b. d) byłby sprzeczny z dobrobytem małżeńskim, bo niewątpliwie korzystniejszy jest zarząd jednej osoby-męża, niż dwóch osób. e) nie zgadzałby się z organizacją polityczną i społeczną cesarstwa; jedynowładztwu u tronu odpowiadać winno jedynowładztwo w rodzinie. f) system rozdzielności byłby sprzeczny z tradycjami Polski.

W r. 1850 Komisja Warsz. zdecydowała się przyjąć w projekcie system wspólności dorobkowej, lecz tylko dla tych obywateli, którzy w chwili zawarcia małżeństwa nie mieli majątku nieruchomego. Dla właścicieli ziemskich i miejskich uchwalono pozostawić system wyłączności. Wzmianka o posiadaniu majątku nieruchomego musiałaby być umieszczona w akcie ślubu. Gdyby tej wzmianki nie było, obowiązywałby rząd wspólności; za wspólnością dorobkową dla klas nie posiadających majątku nieruchomego przemawiały, zdaniem komisji, względy ekonomiczne. W P. 1852 wprowadzono system jednolity: wspólność dorobku dla wszystkich mieszkańców Królestwa. W projektach z r. 1853 Kom. Warsz. również proponowała wprowadzić wspólność dorobkową. Według PI 1853 małżeństwa uległyby podziałowi na zamożne i mniej zamożne. Za bogatsze uważanoby to małżeństwo, w któremby przyszła żona miała w chwili ślubu majątek nieruchomy ziemski lub miejski wartości przynajmniej 1500 rs. lub kapitały hipotekowane tejże wartości. W małżeństwach bogatszych żona zarządzałaby swym majątkiem, w małżeństwach uboższych mąż zarządzałby majątkiem własnym i majątkiem żony. Według PII 1853 we wszystkich małżeństwach żona miałaby prawo zarządzać swym majątkiem, ale ten zarząd odnosiłby

1. Zakres majątku wyłącznego i masy wspólnej. Według P. 1850[1]) tylko ten majątek byłby uważany za wyłączny, który wskazanoby jako taki w inwentarzu lub urzędowym spisie dopełnionym przed małżeństwem, a także ten, któryby jednemu z małżonków przypadł później przez spadek, zapis lub darowiznę. Wszelki inny majątek byłby uważany za wspólny. W PB zakres majątku wyłącznego i wspólnego uregulowano identycznie jak w P. 1850. P. 1852 zasadniczo był zgodny z poprzednimi. Przewidywał jednak, że odzież i bielizna, którąby służyła do wyłącznego użytku żony, byłaby jej własnością; wyłącznym byłby także majątek uzyskany z zastąpienia majątku własnego. KpB nie określał wcale, jaki majątek miałby być wyłącznym a jaki wspólnym. Art. 33 tego projektu wspominał tylko, że na dowód wyłącznej własności majątku nieruchomego możnaby było przyjąć jedynie akt piśmienny, dowodem wyłącznej własności majątku ruchomego mogłyby być nawet zeznania świadków. Zdaje się, że przychody z majątku wyłącznego wchodziłyby wedle KpB do masy wspólnej. Według PI 1853 w małżeństwach „uboższych" zakres majątku wyłącznego byłby szerszy, niż w projektach poprzednich. Do majątku własnego zaliczałby się i ten, któryby w czasie trwania małżeństwa przypadł jednemu z małżonków losem. Ten sam PI 1853 zaliczał do majątku wyłącznego w małżeństwach „bogatszych" nietylko majątek, któryby przybył losem po zawarciu małżeństwa, ale i przychody z majątku wyłącznego. PII 1853 przewidywał taki sam zakres majątku wyłącznego jak PI 1853 dla mał-

---

się tylko do majątku nieruchomego lub kapitałów hipotecznych, o ileby żona posiadała ten majątek w chwili zawarcia małżeństwa lub nabyła później przez spadek, zapis, darowiznę lub losem.

[1]) Wobec braku tyt. I-go P-u 1850 w AKP cytujemy przepisy tego projektu w materji stosunków majątkowych między małżonkami według motywów ułożonych przez Kom. Warsz. (AKP. t. 709.) Przypominamy, że wspólność dorobkowa obowiązywałaby tylko w małżeństwach uboższych (t. j. w tych, w których małżonkowie w chwili zawarcia małżeństwa nie mieli majątku nieruchomego.).

żeństw uboższych, a P_I 1854 taki sam, jak P_I 1853 dla małżeństw bogatszych [1]).

2. Zarząd masą wspólną i majątkiem wyłącznym żony. W tym względzie panowała zasadnicza rozbieżność między rozmaitymi projektami przygotowanymi w Warszawie i w Petersburgu. Jedne oddawały mężowi zarząd masą wspólną i majątkiem wyłącznym żony, inne powierzały żonie zarząd jej majątkiem i pozwalały jej swobodnie rozrządzać przychodami z tego majątku, które wedle większości projektów wchodziły do masy wspólnej.

Najszersze prawa przysługiwałyby mężowi według P. 1852. Mąż zarządzałby majątkiem żony tak, jak użytkownik, lecz wszystko coby z przychodów tego majątku oszczędził, stawałoby się wspólnym majątkiem małżonków [2]). Mąż byłby z tytułu tego zarządu obowiązany do ponoszenia ciężarów małżeństwa. Tylko wyjątkowo pewien majątek żony, np.

---

[1]) Zakres majątku wyłącznego w projektach:

P. 1850, P_B P. 1852,	P_I 1853 (dla małż. uboższych), P_{II} 1853.	P_I 1853 (dla małżeństw bogatszych) i P_I 1854.
a. Majątek posiadany przez małżonka przed zawarciem małżeństwa. Fakt posiadania tego majątku, jako wyłącznej własności musi być dowiedziony.	•	•
b. majątek, który przybył małżonkowi po zawarciu małż. przez spadek, zapis, nadanie, darowiznę.	•	•
c. uzyskany przez zastąpienie majątku wyłącznego.	•	•
	d. ten, który przybył losem w czasie małżeństwa.	•
		e. przychody z majątku wyłącznego.

[2]) Mąż różniłby się jeszcze od zwykłego użytkownika tem, że nie byłby obowiązany do stawienia rękojmi, użytkowanie jego nie byłoby ograniczone w razie niesporządzenia inwentarza wzgl. opisu stanu nieruchomości i t. d. Dokładnie o tych różnicach między mężem a zwykłym użyt-

odzież, bielizna, mógłby nie podlegać zarządowi męża. Prawa męża do zarządu majątkiem wspólnym określał P. 1852 w sposób następujący: „Mąż zarządza majątkiem wspólnym bez żadnego ograniczenia, może go nawet zbywać i obciążać bez wpływu żony. Darowizny jednak z tego majątku przez męża uczynione nie obowiązują żony, wyjąwszy dary zwyczajne rzeczy ruchomych niezbyt wielkiej wartości w stosunku do majątku wspólnego i wyjąwszy wydzielenia na rzecz dzieci wspólnych". Gdyby mąż dokonał darowizn, które żony nie obowiązują, to darowizny takie byłyby wprawdzie ważne, ale po rozwiązaniu wspólności wartość ich zaliczonoby na udział męża z masy wspólnej. „Gdyby zaś darowizny przenosiły udział męża, a z jego majątku wyłącznego udział żony nie mógł być uzupełniony, żona mogłaby zaskarżyć takie darowizny, o ileby jej prawom szkodliwemi się okazały" (art. 246 P. 1852).

Gdyby w czasie małżeństwa majątek wspólny był zapisany w hipotece na imię obojga małżonków lub na imię żony, mąż nie mógłby zbywać i obciążać tego majątku bez zezwolenia żony.

K$_p$B, P$_I$ 1853 i P$_{II}$ 1853 naśladowały P. 1852, lecz wedle P$_I$ 1853 zarząd majątkiem żony i prawo rozporządzania masą wspólną przysługiwałoby mężowi tylko w małżeństwach uboższych w P$_{II}$ 1853 mąż zarządzał tylko majątkiem ruchomym żony i rozrządzałby przychodami z tego majątku. Według K$_p$B, P$_I$ i P$_{II}$ 1853 zarząd męża nie rozciągałby się w każdym razie na majątek należący do prowadzonego przez żonę oddzielnego handlu lub przemysłu. Żona zarządzałaby tym majątkiem i rozrządzałaby dowolnie przychodami z niego, które P$_{II}$ 1853 uważał za jej wyłączną własność, a P$_I$ 1853 zaliczał do masy wspólnej. Stanowisko K$_p$B w tym ostatnim względzie nie było jasne [1]).

P. 1850 zasadniczo zgodny z P. 1852, krępował jednak męża w dziedzinie rozrządzania masą wspólną. Według tego

łownikiem mówimy niżej na str. 120 — 121. Różnice tam podane odnoszą się i do systemu wspólności dorobkowej.

[1]) Zob. wyżej str. 103.

projektu alienacja majątku nieruchomego lub kapitałów hipotekowanych, należących do masy wspólnej, wymagałaby zezwolenia żony.

PI 1853 przewidywał, że w małżeństwach bogatszych żona zarządzałaby własnym majątkiem i miałaby prawo swobodnie rozrządzać przychodami z tego majątku[1]), któreby zresztą wedle tego projektu nie wchodziły do masy wspólnej. Podczas trwania małżeństwa nie byłoby właściwie wspólnej masy, więc projekt o zarządzie tą masą nie wspominał. Żona mogłaby mężowi powierzyć zarząd własnym majątkiem, istniałoby domniemanie, że mąż zarządza majątkiem żony, jeśliby ta nie sprzeciwiała się jego zarządowi. Mąż, któryby zarządzał majątkiem żony, musiałby się stosować do treści pełnomocnictwa; gdyby żona nie zastrzegła sobie złożenia rachunków lub gdyby mąż zarządzał majątkiem żony bez umocowania, nie byłby obowiązany do zwrotu przychodów „spotrzebowanych“ w razie ustania małżeństwa, separacji na czas nieograniczony lub żądania żony, aby jej zarząd oddał. Gdyby żona sprzeciwiła się zarządowi męża, mąż musiałby się wyrachować z przychodów „spotrzebowanych“.

Ponoszenie ciężarów małżeńskich byłoby obowiązkiem męża, żona jednak, którаby zarządzała swoim majątkiem, powinna się przykładać do znoszenia tych ciężarów wedle możności swojej i możności męża, a nawet byłaby obowiązana ponosić je całkowicie, gdyby mąż nie miał majątku, ani sposobu zarobkowania.

Według PII 1853 żona zarządzałaby swoim majątkiem nieruchomym i kapitałami hipotekowanymi, mąż zaś wszelkim innym majątkiem.

Mąż i żona rozrządzaliby przychodami z majątku zarządzanego przez siebie, czyli rozrządzaliby majątkiem uważanym za wspólny. PI 1854 przewidywał oddzielny i nie-

---

[1]) Uwaga. Należy pamiętać, że nawet w PI i PII 1853 choćby żona zarządzała swoim majątkiem i rozrządzała przychodami z niego, jej zdolność cywilna byłaby ograniczona. W tej mierze PI i PII 1853 prawie nie zmieniły postanowień P-u 1852 (zob. pow. § 15).

zależny zarząd męża i żony własnym ich majątkiem i rozrządzanie przychodami z niego[1]).

3. Reglamentacja długów. Pod tym względem dałoby się projekty petersburskie i warszawskie podzielić na dwie grupy. Do pierwszej należałyby te projekty, według których mąż zarządzałby majątkiem żony i majątkiem wspólnym, a więc przedewszystkiem P. 1852[2]), a także P. 1850, K$_{p}$B, P$_{I}$ 1853 (dla uboższych) i częściowo P$_{II}$ 1853, do drugiej grupy wchodziłyby P$_{I}$ 1853 (dla bogatszych). P$_{B}$ i P$_{I}$ 1854.

W grupie pierwszej największe różnice zachodziły między P. 1852, do którego zbliżały się P$_{I}$ 1853 i P$_{II}$ 1853, a KpB.

I. P. 1852 proponował podzielić długi na długi „oddzielne“ i zobowiązania wspólności. Do długów „oddzielnych“ męża zaliczanoby jego długi powstałe przed zawarciem małżeństwa, długi obciążające majątek wyłączny męża, któryby przybył mu w czasie związku małżeńskiego i zobowiązania męża powstałe z czynów wyrządzających szkodę. Wszystkie inne długi męża byłyby długami wspólności. Za długi „oddzielne“ żony uważanoby wszystkie jej zobowiązania z wyjątkiem tych, któreby zaciągnęła na ponoszenie ciężarów mał-

[1]) Zarząd majątkiem żony i majątkiem wspólnym:

Zarząd	P 1852, K$_{p}$B P$_{I}$ 1853 (ubożsi).	P. 1850.	P$_{I}$ 1853 (bogatsi).	P$_{II}$ 1853.	P$_{I}$ 1854.
majątkiem żony:	Mąż zarządza.	•	Żona zarządza.	Żona zarządza majątkiem nier. i kap. hip..— resztą mąż.	Żona i mąż zarządzają własnym majątkiem
Zarząd majątkiem wspólnym:	Mąż zarządza i rozrządza bez ograniczenia.	Mąż zarządza, ale nie może zbywać nieruchomości i kap. hip. bez zgody żony.	—	Mąż i żona zarządzają.	Mąż i żona zarządzają.

[2]) W projekcie tym kwestja długów została uregulowana najdokładniej.

żeńskich, na wspólny użytek małżonków lub na rzecz handlu prowadzonego przez żonę oddzielnie za zezwoleniem męża.

Wierzyciele wyłączni męża mogliby poszukiwać swych należności z jego majątku wyłącznego i z majątku wspólnego bez żadnego ograniczenia, wierzyciele wyłączni żony musieliby skierować poszukiwania tylko do jej wyłącznego majątku i przychodów z niego, a więc jedynie do części masy wspólnej, gdyż przychody z majątku wyłącznego wchodziłyby do tej masy. Długi wspólności mogłyby być poszukiwane z majątku wspólnego i z wyłącznego majątku męża [1]). Gdyby z masy wspólnej pokryto dług wyłączny jednego z małżonków, lub gdyby z majątku wyłącznego pokryto zobowiązania wspólne, przy likwidacji wspólności nastąpiłby odpowiedni rozrachunek między masą wspólną a majątkiem wyłącznym.

KpB zgadzał się z P. 1852 pod względem podziału długów, różnił się jednak co do prawa poszukiwania, przysługującego wierzycielom.

Długi przedmałżeńskie każdego z małżonków i długi zabezpieczone na ich majątkach, miałyby być poszukiwane z oddzielnego majątku dłużnika. Inne długi „oddzielne“, bez względu na to, czy były długami żony czy męża, mogłyby być poszukiwane z wyłącznego majątku małżonka — dłużnika i z majątku wspólnego.

Wierzyciele wspólności mogliby dochodzić swych roszczeń na „wszelkim majątku będącym pod zarządem męża“ (art. mm.) [2]). Ostatni przepis dozwalałby wierzycielom wspólności zwrócić się nawet do majątku wyłącznego żony znajdującego się pod zarządem męża. Artykuł ten krył poważne niebezpieczeństwo dla majątku żony, gdyż wedle KpB długi wspólności pochodziłyby głównie od męża-zarządcy.

P. 1850, PI 1853 (dla uboższych) i PII 1853 zgadzały się naogół z P. 1852.

---

[1]) Wszelako długi żony prowadzącej oddzielny handel nie mogłyby być poszukiwane z majątku wyłącznego męża, mimo iż stanowiłyby długi wspólności, a z majątku wspólnego mogłyby być poszukiwane tylko wyjątkowo. Por. jeszcze co do praw wierzycieli niż. str.

[2]) Ale wierzyciele żony prowadzącej oddzielny handel nie mogliby poszukiwać swych należności na wyłącznym majątku męża.

II. P. 1853 (dla bogatszych) i P. 1854, które przewidywały zarząd żony jej majątkiem i częścią majątku wspólnego, zawierały proste przepisy co do odpowiedzialności za długi. Wszelkie zobowiązania jednego z małżonków byłyby zobowiązaniami oddzielnemi. Wierzyciele oddzielni mogliby poszukiwać swych należności z oddzielnego majątku dłużnika. W braku takiego majątku mogliby ich dochodzić z majątku uważanego po ustaniu małżeństwa za wspólny (P. 1853), lub z jego połowy (P. 1854). Gdyby wierzyciele zaspokoili swe należności z masy wspólnej, to wedle P. 1853 drugi małżonek (niedłużnik) mógłby żądać wynagrodzenia połowy zapłaconego długu z majątku dłużnika. P. 1854 zawierał postanowienie, że za długi jednego z małżonków nie możnaby było w każdym razie zająć bielizny, odzieży, lub ruchomości, któreby służyły do osobistego użytku drugiego małżonka, połowy mebli, naczyń gospodarskich, sreber, pojazdów, koni i uprzęży znajdujących się we wspólnym domu lub dworze obojga małżonków.

4. Zabezpieczenie praw żony. Pod tym względem większość projektów warszawskich i petersburskich była zgodna. Najszerzej kwestję tę unormował P. 1852. Wedle tego projektu:

a. Wierzyciele wyłączni męża oraz wierzyciele wspólności, względem których żona nie zaciągnęła osobistego zobowiązania, nie mogliby zajmować na wydzierżawienie majątku wyłącznego żony, ani zajmować dochodów z tego majątku zarówno bieżących, jak zalegających za rok ostatni.

b. Gdyby mąż przez zły zarząd lub trwonienie dochodów wystawiał na niebezpieczeństwo utraty majątek wyłączny żony lub wspólny, żona miałaby prawo żądać od sądu oddzielenia majątków i powierzenia sobie zarządu jej majątkiem.

c. To samo prawo przysługiwałoby żonie, gdyby poszukiwania wierzycieli wyłącznych męża, skierowane do majątku wspólnego, zagrażały utratą więcej niż połowy tego majątku.

d. Gdyby mąż nie chciał ponosić ciężarów małżeńskich, żona mogłaby żądać od sądu określenia kwot, któreby mąż

musiał jej wypłacać w oznaczonych terminach, a, gdyby dobrowolnie nie chciał płacić, żona miałaby prawo żądać oddzielenia majątków[1]) tak jak w wypadkach pod b. i c

e. W razie ubezwłasnowolnienia męża lub dodania mu doradcy z powodu niedołężności, żona obejmowałaby zarząd majątku własnego i majątku wspólnego.

Skutki oddzielenia majątków w wypadkach pod b. i d. cofałyby się do chwili wezwania męża przez żonę do sądu pokoju[2]).

f. Żonie lub jej następcom służyłyby na zabezpieczenie ich należności w stosunku do męża hipoteka na jego nieruchomościach i kapitałach hipotecznych i przywilej przed takimi wierzycielami osobistymi męża, którymby prawo nie przyznało wyższego przywileju. Takiż przywilej służyłby żonie na majątku wspólnym co do wszelkich należności przypadających jej z tego majątku.

Inne projekty różniły się od P. 1852 w niektórych kwestjach. PII 1853 (dal uboższych) i PI 1853 (przy zarządzie męża) zgadzały się zasadniczo z P. 1852, ale nie wspominały o prawach żony do hipoteki i do przywileju, ani o specjalnem zabezpieczeniu żony wobec wierzycieli wyłącznych męża (str. 109 pkt. c.). Zgodnie z P. 1850 żona mogłaby żądać rozdzielenia majątków, gdyby mąż źle się rządził i przez to narażał na uszczerbek masę wspólną lub własny majątek żony. Wedle KpB., gdyby mąż-zarządca majątku żony, nie chciał dać jej i dzieciom „przyzwoitego“ utrzymania, żona miałaby prawo wystąpić do sądu o oddzielenie majątków[3]). Gdyby żona nie miała własnego majątku, a mąż nie dostarczał jej utrzymania odpowiedniego „stanowi i powołaniu“ żony, żona mogłaby żądać od sądu oznaczenia części dochodów męża, która to część miałaby być poświęcona na utrzymanie

---

[1]) Ostatnie prawo żony było inowacją w stosunku do KCP. Kodeks dozwalał żonie w wypadku podanym pod d żądać sądownie przyzwoitego utrzymania dla niej i dla dzieci, ale nie żądać oddzielenia majątków.

[2]) Sprawa pomiędzy małżonkami wedle projektu nie mogłaby być rozpoczęta, zanim nie nastąpiłaby próba pojednania małżonków przez sąd pokoju.

[3]) Według P. 1852 kwestja przedstawiałaby się inaczej (wyż. str. 109 pkt. d).

żony (art. cc.) KpB przyznawał żonie na majątku męża hipotekę a roszczeniom żony — przywilej (p. str. 110 pkt. f.)

5. Zabezpieczenie praw męża byłoby potrzebne w tych projektach, według których żona zarządzałaby własnym majątkiem i częścią wspólnego. PI 1853 (dla bogatszych) i PII 1853 (przy zarządzie żony) przewidywały, że gdyby żona nie przykładała się do ponoszenia ciężarów małżeństwa lub w razie potrzeby nie ponosiła ich w całości, mąż „mógłby żądać oznaczenia przez sąd ilości, jaką mu (żona) w zakreślonych terminach opłacać jest obowiązana“ (art. 8 PI 1853 = art. 8 PII 1853).

Gdyby żona przez zły zarząd lub trwonienie dochodów narażała na niebezpieczeństwo własny majątek, lub, gdyby nie uiszczała mężowi alimentów określonych przez sąd, mąż mógłby żądać od sądu, aby zarząd majątkiem żony jemu był oddany. Sąd mógłby postanowić, że mąż winien poświęcać na znoszenie ciężarów małżeństwa wszystkie dochody z majątku żony lub też ich część. Jeśli nie całe dochody miałyby być przeznaczone na pokrycie ciężarów małżeńskich, mąż winienby był wyrachować się z użycia reszty. Sąd miałby prawo powierzyć zarząd majątkiem żony nie mężowi, ale osobie trzeciej, która byłaby obowiązana wypłacać mężowi oznaczoną ilość z dochodów i składać dokładny rachunek żonie.

Gdyby mąż źle się wywiązywał z zarządu powierzonego mu przez sąd, żona mogłaby wystąpić do sądu, aby zarząd odebrano mężowi i powierzono osobie trzeciej (art. 12 PI 1853 = art. 12 PII 1853).

W PI 1854 nie było żadnych specjalnych przepisów zabezpieczających prawa żony lub męża.

6. Oddzielenie majątków (Przyczyny, postępowanie, skutki.)

Oddzielenie majątków następowałoby z prawa[1]) wedle wszystkich projektów wskutek „ustania“[2]) małżeństwa,

---

[1]) Oddzieleniu majątków na żądanie żony p. wyżej str. 109. Wierzyciele żony nie mieliby prawa żądać oddzielenia majątków, lecz zarówno ci wierzyciele jak i wierzyciele męża mogliby wpływać do sprawy o oddzielenie rozpoczętej przez żonę.

[2]) Tego terminu używa P. 1852.

wskutek rozłączenia od stołu i łoża na czas nieograniczony, wskutek skazania małżonka na pozbawienie wszelkich praw, wskutek uznania małżonka za znikłego. Kwestję postępowania przy oddzieleniu majątków i kwestję skutków oddzielenia ujął najdokładniej P. 1852. Według tego projektu procedura oddzielenia odbywałaby się zgodnie z przepisami o postępowaniu działowem w pr. spadkowem. O oddzieleniu należałoby zawiadomić wierzycieli wyłącznych małżonków i wierzycieli wspólności. Każdy z małżonków lub małżonek i następcy drugiego odbieraliby majątek własny; masa wspólna dzieliłaby się na połowy[1]). Przed podziałem masy wspólnej nastąpiłby rozrachunek między nią i majątkami wyłącznymi małżonków i obliczonoby wzajemne wynagrodzenia. Gdyby mąż nabył bez zezwolenia żony jakiś majątek na zastąpienie sprzedanego majątku wyłącznego małżonki, żona mogłaby z masy wspólnej zażądać ceny sprzedanego majątku, a w takim razie majątek nabyty wchodziłby do wspólności. Każdy z małżonków miałby prawo zatrzymać na swoją własność przedmioty służące do jego wyłącznego użytku, a należące do majątku wspólnego. W takim razie dokonanoby oszacowania tych przedmiotów i wynagrodzonoby majątek wspólny.

Wierzyciele wspólności po dokonanych działach mogliby poszukiwać od żony tylko połowy swoich pretensji; gdyby jednak nie zostali przyzwani do działów lub zostali przyzwani nieprawidłowo, mogliby poszukiwać od żony całej swej należności, lecz żona odpowiadałaby im wyłącznie do wyczerpania udziału, któryby otrzymała z masy wspólnej. Ten przywilej „emolument“ nie służyłby jednak żonie:

a. jeżeli nie jest ona w możności wykazać, ile rzeczywiście pobrała z majątku wspólnego,

b. jeżeli umyślnie usunęła lub zataiła przedmioty należące do wspólności,

c. jeżeli przed upływem trzech lat od ostatniego obwieszczenia o likwidacji wspólności zbyła z wolnej ręki nierucho-

---

[1]) O wpływie dobrej lub złej wiary małżonka, winy wzgl. braku winy w razie unieważnienia małżeństwa, rozwodu lub rozłączenia zob. pon. str. 132 — 137.

mość należącą do masy wspólnej i zapisaną na jej imię, albo też zbyła w ten sam sposób majątek ruchomy, którego wartość nie może być ustaloną.

W tych przypadkach wierzyciele mogliby skierować poszukiwania do wszelkiego majątku żony bez względu na to, że jej udział we wspólności został wyczerpany. Gdyby żona zapłaciła wierzycielom więcej niż połowę ich należności lub ponad ilość przekazaną jej w działach, miałaby regres do męża co do nadwyżki.

Mężowi nie przysługiwałby przywilej „emolument". Wierzyciele wspólności mogliby na jego majątku poszukiwać całkowitych swych pretensji. Gdyby jednak mąż zapłacił im więcej niż połowę lub nad ilość przekazaną mu w działach, miałby prawo regresu do żony co do zapłaconej nadwyżki.

Inne projekty petersburskie i warszawskie uregulowały naogół tak samo, jak P. 1852, choć nie tak szczegółowo oddzielenie majątków wyłącznych i podział majątku wspólnego.

V. Projekt petersburski z r. 1854. (PII 1854[1]).

Projekt ten, który przewidywał rozdzielność majątkową, jako prawny system majątkowy małżeński, był naogół zgodny z P. 1842, natomiast różnił się od uregulowanego w K. C. P. umownego systemu rozdzielności.

Małżonkowie niezależnie od siebie zarządzaliby i rozrządzali majątkiem własnym i przychodami z niego. Obowiązek ponoszenia ciężarów małżeńskich spoczywałby na obu małżonkach stosownie do ich możności, gdy tymczasem w K. C. P. mąż zawsze jest obowiązany ponosić te ciężary, a żona, zarządzająca własnym majątkiem, powinna się jedynie do znoszenia ich przyczyniać i tylko wyjątkowo ponosić je całkowicie[2]). Projekt zawierał w stosunku do K. C. P. nowe zasady odpowiedzialności za długi. Każdy z małżonków płaciłby długi własne. Gdyby majątek małżonka nie starczył na zaspokojenie wierzycieli, mogliby oni skierować poszukiwania

---

[1]) Zob. cz. I-a. str. 65 — 66.

[2]) Tak jak w PII 1854 kwestję uregulowano w P. 1842.

i do majątku darowanego lub sprzedanego przez małżonka-dłużnika małżonkowi-niedłużnikowi. W ostatnim razie wierzyciele musieliby dowieść, że darowizna została dokonana przed upływem lat dziesięciu, licząc wstecz od chwili wszczęcia poszukiwań, albo, że małżonek nabywca majątku pod tytułem obciążliwym nie miał dostatecznych funduszów na jego nabycie. Gdyby majątek darowany lub sprzedany nie był już własnością małżonka-niedłużnika, wierzyciele mogliby żądać od niego bądź sumy, za którą sprzedał majątek, bądź ceny określonej przez biegłych, gdyby ten majątek darował.

§ 17

O UMOWNYCH STOSUNKACH MAJĄTKOWYCH MIĘDZY MAŁŻONKAMI.

Postanowienia o umownych stosunkach majątkowych między małżonkami mieszczą się w K. C. P. i w księdze I-szej P-u 1850 i 1852. W P. 1834 i 1842 przepisy o intercyzach znajdują się w dziale o zobowiązaniach, a więc w księdze IV-ej.

W poniższym zarysie podamy zestawienie przepisów o umownem prawie majątkowem małżeńskiem zawartych w KCP i w P. 1852. Pomijamy postanowienia P-u 1834 i 1842 jako odnoszące się do księgi IV-ej. Stanowiska P-u 1850 nie możemy omówić z powodu braku w AKP tytułu o małżeństwie tego projektu[1]).

I. Postanowienia ogólne.

1. Treść umów przedślubnych. KCP stoi zasadniczo na stanowisku swobodnej treści umów przedślubnych. Nupturjenci mogą w umowie przedślubnej umieścić takie warunki i zastrzeżenia co do przyszłych stosunków majątkowych między nimi, jakie wydają się im najodpowiedniejsze, byleby

---

[1]) Najważniejsze zmiany jakim uległ P. 1852 w Petersburgu zgodnie z kontrprojektem Bludowa (Kp B) i późniejszemi uchwałami Departamentu będziemy w tym §-ie i w następnych podawali przeważnie w odsyłaczach.

klauzule intercyzy nie sprzeciwiały się bezwzględnym zakazom lub nakazom prawa, normom porządku publicznego, dobrym obyczajom. Tak np. nie wolno w umowie przedślubnej zmieniać przepisów regulujących stanowczo „prawa i obowiązki małżonków ze względu na ich osoby“[1]); ten zakaz wynika z wyraźnego postanowienia kodeksu.

Zgodnie z tem zasadniczem stanowiskiem K. C. P. co do swobodnej treści umów przedślubnych, typy umownych systemów majątkowych między małżonkami, które Kodeks przewidział, są tylko przykładami, mogą być przez strony zmieniane, nie są uregulowane w sposób wyczerpujący, a mają tylko służyć dla ułatwienia stronom unormowania wzajemnych stosunków, a sądom dla rozstrzygnięcia ewentualnych sporów.

Omówione przez nas stanowisko K. C. P. co do swobodnej treści intercyz nie jest wyraźnie określone w żadnym artykule, ale wynika z motywów prawodawczych.

P. 1852 stał na takiem samem stanowisku, jak i Kodeks Cywilny Królestwa Polskiego i wspominał o niem w specjalnym przepisie. Ten przepis, zaczerpnięty częściowo z art. 1387 Kod. Cyw. Franc.[2]) brzmiał jak następuje:

„w ogólności przyszli małżonkowie mogą w umowie przedślubnej wszelkie uczynić zastrzeżenia, byleby te zakazowi prawa, porządkowi publicznemu i dobrym obyczajom nie były przeciwne“.

W szczegółach P. 1852 stanowił, że umowy przedślubne mogłyby zawierać nawet zastrzeżenia dotyczące wzajemnego prawa współmałżonków do spadku po sobie; darowizny w umowach przedślubnych podlegałyby przepisom specjalnym nie obowiązującym dla zwykłych darowizn[3]). Projekt zawie-

---

[1]) Zob. pow. § 14 p. II.

[2]) Por. Wyk. źródeł do P. 1852.

[3]) Na posiedzeniu w dn. 3 czerwca 1854 r. Dep. Spr. Kr. Polsk. rozważał m. in. kwestję, czy należy przyjąć przepis P. 1852, by w umowie przedślubnej mogły się znaleźć zastrzeżenia regulujące prawa współmałżonków do spadku i czy darowizny w umowach przedślubnych mają podlegać specjalnym regułom. Departament uchwalił ostateczne rozstrzygnięcie tego zagadnienia odłożyć do chwili, w której miał nastąpić przegląd księgi

rał również kilka przepisów ograniczających swobodę intercyz. Przepisy te były wzorowane na art. 1388 i 1390 K. C. Fr.[1]) i głosiły, że „umowy przedślubne nie mogą ubliżać prawom wynikającym z władzy mężowskiej lub rodzicielskiej lub opiece z prawa służącej... Nie wolno jest w umowach przedślubnych zastrzec w sposobie ogólnym, iż małżonkowie mogą zostawać w stosunkach majątkowych oznaczonych w prawie dawnem lub w prawie w Królestwie nieobowiązującem".

2. Warunki zdolności zawierania umów przedślubnych.

a. Zdolność do zawarcia małżeństwa. K. C. P. nie rozstrzygnął ogólnej kwestji, czy osoby niezdolne do zawarcia małżeństwa są władne zawrzeć ważną intercyzę. Kodeks stanowi tylko, że małoletni zdolny do zawarcia małżeństwa może ważnie zawrzeć umowę przedślubną. Wedle P. 1852 tylko „osoby mogące wstępować w związki małżeńskie mocne są także zawierać umowę przedślubną".

b. Zdolność do zawierania umów. Według K. C. P. małoletni musi zawrzeć umowę przedślubną osobiście w asystencji osób, których zezwolenie jest potrzebne do zawarcia małżeństwa. W umowie przedślubnej małoletni może wziąć na siebie wszelkie zobowiązania i czynić darowizny tak, jakby był pełnoletnim. Kodeks nie wspomina, czy osoby, których wola jest ograniczona, jak niedołężni, marnotrawni mogą zawierać umowę przedślubną samodzielnie czy też w asystencji doradcy.

Według P. 1852 małoletni znajdujący się pod władzą rodzicielską lub opieką wstępnych musiałby zawrzeć umowę przedślubną w asystencji rodziców lub opiekunów; małoletni

---

o spadkach i darowiznach. Zdecydowanymi przeciwnikami proj. warsz. okazali się dwaj członkowie Departamentu Turkułł i ks. Gagarin, którzy złożyli votum separatum, żądając całkowitego uchylenia artykułu 269 P. 1852, dotyczącego klauzuli w umowie przedślubnej o prawach spadkowych między małżonkami. Opozycjoniści motywowali swoje stanowisko tem, że spadkobranie przez umowę przedślubną nie ma nic wspólnego ze zwykłemi zasadami pr. spadkowego, że przeto odłożenie dyskusji do rozpatrzenia księgi o spadkach nie wiele pomoże, a przepisy o spadkobraniu przez umowę przedślubną mogą sprowadzić w praktyce tyle komplikacji, że należy je pominąć. (D. II t. 810).

[1]) Por. wykaz źródeł do P. 1852.

zostający pod opieką mógłby zawrzeć intercyzę tylko w asystencji opiekunów „przez radę familijną szczegółowo upoważnionych do przyzwolenia na zastrzeżenie co do stosunków majątkowych między małżonkami“.

Osoby niedołężne i osoby małoletnie usamowolnione nie mogłyby zawrzeć umowy przedślubnej bez asystencji doradcy, mającego takie samo upoważnienie rady familijnej, jak opiekun małoletniego nieusamowolnionego.

Osoby marnotrawne potrzebowałyby do zawarcia umowy przedślubnej asystencji doradcy.

Umowa przedślubna zawarta bez asystencji rodziców, opiekunów lub kuratorów, albo nawet w asystencji opiekuna wzgl. kuratora, lecz bez upoważnienia rady familijnej w wypadkach, w których upoważnienie byłoby potrzebne, mogłaby być uznana za nieważną. Umowa taka „może być skarżona tylko przez rodziców, opiekuna lub kuratora, a po ustaniu niezdolności przez stronę, która była niezdolną, o ile umowa ta po ustaniu niezdolności... stwierdzona, lub po ustaniu małżeństwa dobrowolnie wykonaną nie została. Skarga taka upada z upływem lat trzech od ustania niezdolności“. W KCP nie znajdujemy podobnego przepisu.

3. Forma umowy przedślubnej.

Według KCP i P. 1852 umowa przedślubna musi być zawarta przez akt notarjalny. W akcie ślubu należy wymienić datę i miejsce zawarcia intercyzy, oraz nazwisko notarjusza, który sporządzał umowę przedślubną. KCP stanowi, że w braku wzmianki w akcie ślubu o sporządzeniu intercyzy, umowa przedślubna jest nieważna. Wedle P. 1852 „w braku... wzmianki małżonkowie nie mogą się zasłaniać tą umową (t. j. umową przedślubną) przeciw osobom trzecim“.

4. Chwila zawarcia umowy przedślubnej. Niezmienialność umów.

Wedle KCP i P. 1852 intercyzy winny być zawarte przed obchodem małżeństwa i po ślubie nie mogą ulec żadnym zmianom. P. 1852 stanowił wyraźnie, że „wszelkie umowy,

zmieniające stosunki majątkowe w umowie przedślubnej oznaczone, są nieważne samem prawem"[1]).

5. Wyjątki od zasady niezmienialności.

a. Wedle KCP i P. 1852, jeśli małżonkowie po rozłączeniu od stołu i łoża na czas nieograniczony żądają przywrócenia pożycia małżeńskiego, wolno im przez umowę notarjalną określić, jakie stosunki majątkowe będą ich obowiązywać w przyszłości. Jeśli małżonkowie nie zawarli takiej umowy, nastąpi przywrócenie tego systemu stosunków majątkowych, jaki obowiązywał przed separacją. KCP stanowi, że, jeśliby małżonkowie nie wspominali o umowie co do stosunków majątkowych w protokóle odstąpienia od separacji, to również zostaną przywrócone te stosunki majątkowe między małżonkami, które obowiązywały przed rozłączeniem. Zgodnie z P. 1852 konsekwencją braku wzmianki o umowie w protokóle odstąpienia od separacji byłoby, że małżonkowie nie mogliby się powoływać na tę umowę p-ko osobom trzecim.

b. Wedle P. 1852 przepisy omówione w p. a miałyby odpowiednie zastosowanie w razie powrotu małżonka uznanego za zniknłego. KCP nie zawiera takiego postanowienia.

c. Wedle KCP i P. 1852 do majątku zapisanego lub darowanego małżonkom, albo jednemu z nich stosują się prze-

---

[1]) Komisja Warszawska przyjęła zasady niezmienialności intercyz i zawierania ich przed małżeństwem po długiej dyskusji (Por. Uwagi Komisji Warszawskiej nad tytułem o małżeństwie, AKP. t. 709 i 710). Niezmienialność zdecydowano się przyjąć głównie dlatego, aby utrzymać zasadę odwołalności darowizn między małżonkami. Przeciwko niezmienialności przemawiało wiele argumentów, m. in. autorytet komentatora francuskiego Toullier, stanowisko prawa pruskiego (§ 210 t. I c. II), bawarskiego (art. 125), rzymskiego (D. 23, 4, 1), okoliczność, że prawo austrjackie, choć wyraźnie nie zezwalało, nie zakazywało jednak zawierania intercyz po ślubie. Przytaczany przez zwolenników niezmienialności argument, że żona może być łatwo skłoniona do zawarcia takiej intercyzy, jakiej zapragnie mąż, nie wydawał się Komisji argumentem poważnym. Zdaniem Komisji Warszawskiej zasada zmienialności nie byłaby również niebezpieczna dla osób trzecich, gdyż można postanowić, iż intercyza zawarta po ślubie nie może szkodzić osobom trzecim nie znającym treści intercyzy.

pisy umów przedślubnych tylko o tyle, o ile darujący lub testator nie wskazał odmiennych warunków.

d. M zawiera postanowienie, zgodnie z którem „po rozpoczęciu sprawy o unieważnienie lub rozwiązanie małżeństwa, albo rozłączenie co do stołu i łoża, wolno jest małżonkom urządzić przed rejentem swoje stosunki majątkowe na przypadek, gdyby nieważność, rozwód albo rozłączenie co do stołu i łoża stanowczo były wyrzeczone". W P. 1852 nie znajdujemy takiego przepisu. Komisja Warszawska pominęła go świadomie[1]).

II. Postanowienia szczególne.

W KCP i w księdze I-szej P 1852 znajdujemy przepisy odnoszące się do kilku umownych systemów stosunków majątkowych między małżonkami. Przepisy te są podane w charakterze przykładów i wzorów. Kodeks omawia mianowicie: system rozdzielności majątkowej, system wspólności i system posagowy. Wedle P. 1852 rząd wspólności dorobkowej byłby systemem ustawowym, a system wyłączności majątkowej, który w KCP jest rządem prawnym, mógłby wedle P. 1852 wynikać tylko z umowy przedślubnej. Toteż P. 1852 omawiał system wyłączności jako rząd umowny, pozatem w projekcie znajdujemy przepisy odnoszące się do umownych systemów rozdzielności majątkowej, wspólności ogólnej i systemu posagowego. Zgodnie z terminologją projektu typowe systemy umowne nosiłyby nazwy:

a. Zarząd męża bez wspólności (t. j. wyłączność majątkowa);

---

[1]) Por. Uwagi Kom. Warsz. nad tyt. o małż. red. I-a i II-a (AKP. t. 709 i 710). Komisja Warsz. przytoczyła następujące argumenty p-ko temu przepisowi: „Artykuł ten może być pominięty, gdyż zachęca do zgodnego działania o nieważność i toruje drogę do sromotnych pieniężnych okupów... praktycznie żadnej nie okazał korzyści, burzy cały systemat, który nie dozwala małżonkom stante matrimonio umów majątkowych zawierać". Kom. Warsz. proponowała skreślenie tego artykułu nawet w razie przyjęcia zasady zmienialności intercyz a to dlatego, że przepis omawiany zdawał się grozić trwałości małżeństwa.

b. oddzielny zarząd żony jej majątkiem (t. j. rozdzielność majątkowa);

c. wspólność ogólna;

d. nietykalność posagu.

A. System wyłączności majątkowej wedle P. 1852 [1]).

P. 1852 stanowił, że przepisy dotyczące systemu wyłączności majątkowej miałyby zastosowanie, gdy w umowie przedślubnej „majątek żony poddano pod zarząd męża bez żadnego bliższego określenia".

O systemie wyłączności majątkowej przyjętym w KCP mówiliśmy już wyżej i porównywaliśmy ten system z rządem wyłączności przewidzianym w P. 1834 dla małżeństw szlacheckich[2]). P. 1852 zgadzał się naogół z KCP.

Nie chcąc powtarzać przepisów Kodeksu, omówimy poniżej krótko tylko postanowienia projektu, podkreślając zwłaszcza główne różnice między nim a KCP.

1. Zarząd i użytkowanie męża. Mąż w ciągu małżeństwa zarządzałby majątkiem żony i wykonywałby użytkowanie na tym majątku. Zarząd i użytkowanie męża dotyczyłyby całego majątku żony istniejącego w chwili zawarcia małżeństwa i przybyłego później. Wszelako zarządowi i użytkowaniu męża nie podlegałyby zyski, które żona za zezwoleniem małżonka osiągałaby z wykonywanego przez nią odrębnego handlu, rzemiosła lub innego zawodu. Wszystko coby żona oszczędziła z tych źródeł, byłoby jej własnością i podlegałoby jej zarządowi i użytkowaniu. Użytkowanie męża nie rozciągałoby się na ruchomości przeznaczone do wyłącznego użytku żony[3]). W zasadzie użytkowanie męża ulegałoby ogólnym przepisom o użytkowaniu, lecz mąż różniłby się od zwykłego użytkownika m. in. i tem, że nie byłby obowiązany do stawie-

---

[1]) W Kp B nie znajdujemy przepisów o umownym systemie wyłączności majątkowej. Przepisy te, majace charakter przykładu, wydały się zupełnie zbyteczne i dlatego wykreślono je z ostatecznego projektu.

[2]) Zob. pow. § 16 I A.

[3]) Do tego zarządu stosują się przepisy podane niżej str. 122 n.

nia rękojmi i użytkowanie jego nie ulegałoby ograniczeniu, choćby się nie postarał o sporządzenie inwentarza i opisu stanu nieruchomości. P. 1852 nic nie wspominał o tem, czy mąż miałby prawo sprzedać użytkowanie, lub zbyć je w inny sposób.[1]) Co się tyczy dalszych różnic między mężem a zwykłym użytkownikiem projekt stanowił, że wszelkie fundusze, które użytkownik byłby obowiązany składać w banku, powinny być przez męża tylko o tyle w banku złożone, o ileby żona wyraźnie tego zażądała[2]). Mąż miałby prawo urządzać lasy w majątku żony, lecz nie mógłby żądać zwrotu kosztów urządzenia. W razie sprzeciwu małżonki sposób urządzenia lasów określałby sąd po przywołaniu żony[3]). Żona nie mogłaby żądać procentu od sum wyłożonych z jej własnego majątku na nadzwyczajne ciężary dotyczące jej własności lub na zapłacenie jej własnych długów[4]). Użytkowanie męża mogłoby ulec ograniczeniu przez wydzielenie, jakieby żona uczyniła ze swego majątku na rzecz dzieci swoich z poprzedniego małżeństwa. Wszelako, gdyby żona dokonała wydzielenia bez zgody męża za zezwoleniem sądu, wydzielenie to nie mogłoby pozbawić męża dochodów więcej niż od połowy majątku żony[5]).

2. Prawa wierzycieli[6]). Wierzyciele męża nie mogliby zajmować na wydzierżawienie majątku żony, ani zajmować dochodów z tego majątku tak bieżących jak i zaległych za rok ostatni. „Za długi przez żonę w czasie małżeństwa zaciągnięte wtenczas tylko mogą być czynione poszukiwania z dochodów z jej majątku pod zarządem męża zostającego:

gdy mąż na zaciągnięcie tych długów udzielił upoważnienia,

gdy zostały obrócone na potrzeby lub użytek obojga małżonków,

---

[1]) Wedle KCP mąż nie mógłby zbyć użytkowania.
[2]) Przepis ten jest w stosunku do KCP oryginalny.
[3]) Zob. ods. 2.
[4]) j. w.
[5]) Tego przepisu niema w KCP.
[6]) Przepisów specjalnych o prawach wierzycieli niema w KCP.

gdy przez żonę za upoważnieniem męża prowadzącą handel, na rzecz tegoż handlu były zaciągnięte, o ile mąż nie może wskazać funduszów handlu przez żonę prowadzonego". Wierzyciele żony nie mogliby żądać odebrania mężowi zarządu i użytkowania, lecz zarówno wierzyciele ci jak i wierzyciele męża mieliby prawo wpływać do sprawy o oddzielenie majątków, o ile żona rozpoczęła tę sprawę.

3. Zabezpieczenie praw żony[1]. Żona mogłaby żądać od sądu odjęcia mężowi administracji i użytkowania jej majątku, jeżeli mąż naraża na niebezpieczeństwo majątek żony, lub, jeżeli nie chce ponosić ciężarów małżeńskich[2]). Po odjęciu mężowi wyrokiem zarządu i użytkowania, żona sama zarządzałaby i ciągnęła użytki ze swego majątku[3]). Skutki wyroku orzekającego separację majątkową cofałyby się do chwili zapozwania męża przez żonę do sądu pokoju[4]). Zarząd i użytkowanie własnego majątku powracałyby do żony także w razie ubezwłasnowolnienia męża. Na zabezpieczenie wszelkich należności przypadających żonie od męża służyłaby małżonce lub jej następcom hipoteka prawna i przysługiwałby przywilej[5]).

4. Powrót męża do zarządu i użytkowania majątku żony mógłby po separacji sądowej nastąpić tylko drogą umowy zawartej rejentalnie.

B. System rozdzielności majątkowej.

(„Oddzielny zarząd żony jej majątkiem"[6]).

Przepisy, które podamy niżej odnosiły się do wszystkich przypadków, w których żona użytkuje ze swego majątku i za-

---

[1]) Zob. też pow. p. 2 o prawach wierzycieli.

[2]) Por. o tem szczegółowiej wyż. § 16 p. IV 4. Stanowisko Kodeksu wyż. § 16 p. I A 3.

[3]) O prawach i obowiązkach żony po separacji majątkowej zob. pon. 123 n. Przepisy tam podane zgadzają się naogół z KCP.

[4]) Takiego przepisu niema w KCP.

[5]) Zob. o tem szczegółowo wyż. § 16 p. IV 4 f.

[6]) System rozdzielności majątkowej został przyjęty przez ostateczny projekt petersburski (PII 1854) jako rząd prawny. Wszelako postanowienia tego projektu różniły się zasadniczo od przepisów podanych w tekście. Zob. o PII pow. str. 113.

rządza nim. Ten zarząd i to użytkowanie przypadałyby żonie najczęściej wskutek odpowiedniej klauzuli umowy przedślubnej bądź wskutek separacji majątkowej wyrzeczonej przez sąd[1]).

Oczywiście żona zarządzająca swoim majątkiem byłaby skrępowana postanowieniami dotyczącemi władzy mężowskiej i w całym szeregu wypadków musiałaby się zwracać o upoważnienie do męża albo do sądu[2]).

1. Obowiązek ponoszenia ciężarów małżeńskich. Wedle K. C. P. i P. 1852 ponoszenie ciężarów małżeńskich byłoby zawsze obowiązkiem męża, ale żona zarządzająca własnym majątkiem winna się przykładać do ponoszenia tych ciężarów w stosunku oznaczonym przez umowę przedślubną, a w braku takiego oznaczenia w stosunku do możności swojej i możności męża. Żona winna ponosić ciężary małżeńskie w całości, jeśliby mąż nie miał majątku ani sposobu zarobkowania.

2. Zabezpieczenie praw męża. P. 1852 zawierał kilka postanowień, które miały na celu zabezpieczenie praw męża. Postanowienia te, nieznane Kodeksowi, zostały w następstwie przyjęte do PI 1853 (dla małżeństw bogatszych) i do PII 1853. Podaliśmy te przepisy, omawiając wspomniane projekty[3]).

3. Prawa i obowiązki męża wobec majątku żony. Wedle P. 1852, dopóki żona nie sprzeciwia się, iżby mąż zarządzał jej majątkiem, istniałoby domniemanie, że ten zarząd powierzyła mężowi. KCP i P. 1852 stanowią, że, gdyby mąż zarządzał majątkiem żony z jej wyraźnego pełnomocnictwa i z zastrze-

---

[1]) Zarząd i użytkowanie żony odnosiłyby się bądź do całego jej majątku (właściwy system rozdzielności majątkowej) bądź też do jego części. Częścią swego majątku mogłaby żona zarządzać i ciągnąć z niej użytki w wielu wypadkach np. wskutek odpowiedniej klauzuli intercyzy, albo, gdyby prowadziła samodzielny handel lub samodzielnie wykonywała jakiś zawód, bądź wreszcie, jeśli taka była wola darczyńcy lub testatora, który zastrzegł, że zarząd i użytkowanie majątku darowanego, wzgl. zapisanego przezeń przypadnie żonie.

[2]) Zob. o tem wyż. § 15.

[3]) Por. wyżej str. 111.

żeniem obowiązku składania rachunków, albo, gdyby zarządzał, mimo sprzeciwu żony, mąż winien na żądanie żony lub w razie ustania małżeństwa wyrachować się z wszelkich przychodów z majątku małżonki. Gdyby mąż zarządzał majątkiem żony na zasadzie jej pełnomocnictwa, lecz bez obowiązku składania rachunków, albo, gdyby zarządzał bez jej umocowania, ale i bez sprzeciwu z jej strony, natenczas mąż winien zwrócić żonie tylko przychody istniejące w chwili rozwiązania małżeństwa lub żądania żony. Przychodów „spotrzebowanych" mąż nie jest obowiązany zwrócić, ani też nie ma obowiązku złożyć z nich rachunku.

4. Zabezpieczenie praw żony. P. 1852 przyznawał żonie hipotekę prawną na majątku nieruchomym męża i przywilej na zabezpieczenie wszelkich należności przypadających żonie od męża z tytułu zarządu jej majątkiem[1]).

5. Domniemanie co do własności dorobku. Wedle KCP i P. 1852, gdy zachodzi wątpliwość, czy dorobek pochodzi od żony, należy domniemywać, że ten dorobek pochodzi od męża. Wszelako odzież, bielizna i „sprzęty kobiece" przeznaczone do użytku żony, są uważane za jej własność, choćby były sprawione przez męża.

C. System posagowy.

Przepisy dotyczące systemu posagowego obowiązują, jeżeli w umowie przedślubnej[2]) wyraźnie zastrzeżono, że majątek posagowy żony nie może być w całości lub w części zbyty ani obciążony przez żonę nawet za zezwoleniem męża lub sądu.

1. Ogólna charakterystyka przepisów KCP i P. 1852. Do jakiego majątku żony może się odnosić klauzula niezbywal-

---

[1]) Por. wyż. § 16 p. IV 4 f. Między postanowieniami KCP dotyczącemi umów przedślubnych nie spotykamy specjalnego przepisu o hipotece i przywileju.

[2]) Ani KCP ani P. 1852 wyraźnie nie rozstrzygały, czy zastrzeżenie posagowości może być umieszczone tylko w umowie przedślubnej, czy też może także mieć skutek w stosunku do majątku darowanego lub zapisanego żonie w czasie małżeństwa, jeśli darczyńca lub zapisodawca zakazał zbycia lub obciążenia darowanego wzgl. zapisanego majątku.

ności. KCP nie używa wyrażenia: „niezbywalność posagu“, wspomina tylko o zastrzeżeniu, „aby nieruchomości żony nawet za zezwoleniem męża zbywane nie były“, wzgl., aby kapitały hipotekowane należące do żony nie były ani podnoszone, ani zbyte, choćby mąż zgodził się na to podniesienie lub zbycie. Przepisy Kodeksu nie są wyczerpujące, a zawierają tylko kilka wskazówek co do skutków zakazu zbywania.

W P. 1852 pod nagłówkiem: „nietykalność posagu“ znajdujemy postanowienia, o wiele bardziej szczegółowe i wyczerpujące aniżeli w Kodeksie[1]).

KCP wspomina, że zakaz zbycia może się odnosić do nieruchomości i kapitałów hipotecznych żony, natomiast nie rozstrzyga kwestji, czy można zastrzegać niezbywalność majątku ruchomego. P. 1852 wyraźnie stanowi, że „nietykalność posagu może być w umowie przedślubnej zastrzeżona tylko co do nieruchomości oraz kapitałów hipotekowanych lub w publicznych zakładach kredytowych umieszczonych“.

2. Majątek własny męża, majątek posagowy, majątek pozaposagowy żony. Przy systemie posagowym możemy rozróżnić trzy masy: majątek własny męża, majątek posagowy i majątek żony, który nie został „poddany pod nietykalność“[2]). KCP nic nie wspomina o zarządzie i użytkowaniu majątku pozaposagowego żony. Wedle P. 1852 żona sama zarządzałaby tym majątkiem i ciągnęła z niego użytki wedle przepisów o systemie rozdzielności majątkowej[3]).

3. Zarząd i użytkowanie majątku posagowego. Wedle wyraźnego postanowienia P. 1852 mąż zarządzałby majątkiem posagowym i ciągnął użytki z tego majątku. Do tego zarządu i użytkowania stosowałyby się wszystkie przepisy dotyczące stanowiska męża wobec majątku żony przy systemie wyłączności majątkowej[4]).

---

[1]) Komisja Warsz. opracowała szczegółowo system posagowy ze względu na jego szczególne znaczenie w Królestwie, gdzie był przez lat 8 stosunkiem prawnym (Por. Uwagi Kom. Warsz. AKP. t. 709 i 710).

[2]) Wyrażenie P-u 1852.

[3]) Por. wyż. str. 122 — 124.

[4]) Por. wyż. str. 120 — 122. Zwracamy zwłaszcza uwagę na przepisy podane pod A pkt. 2 (prawa wierzycieli) i pkt. 3 (zabezpieczenie praw żony.)

4. Wyjątki od zakazu zbywania wzgl. od zakazu obciążania. Wedle KCP i P. 1852 zachodzą następujące wyjątki od zakazu zbywania wzgl. od zakazu obciążania majątku posagowego:

a. Żona za zezwoleniem męża może czynić wydzielenia na rzecz dzieci wspólnych. Jeżeli mąż odmawia zezwolenia, żona nie ma prawa zwrócić się o upoważnienie do sądu.

b. K. C. P. stanowi, że „żona za zezwoleniem męża, a gdyby nie zezwolił, za upoważnieniem sądu, może czynić udział z nieruchomości[1]) dzieciom, któreby miała z poprzedniego małżeństwa, lecz, jeżeli mężowi służy użytkowanie, a żona tylko od sądu ma upoważnienie, w takim razie mąż zostaje przy użytkowaniu, bez uszczerbku jednak alimentów, któreby się dziecku udział biorącemu należały". Wedle P. 1852 żona mogłaby wydzielić majątek posagowy[2]) swym dzieciom z innego małżeństwa za zgodą męża wzgl. sądu, ale „żona przez wydzielenie na rzecz wszystkich dzieci nie może pozbawić męża bez jego zezwolenia więcej jak połowy dochodu z majątku posagowego".

Zgodnie z przepisem P-u 1852, jeśli w umowie przedślubnej przewidziano, iż posag, choć nie może być zbyty, może jednak ulec obciążeniu, obciążenie to wymagałoby upoważnienia męża. Sąd nie miałby prawa zamiast męża udzielić zgody na obciążenie, chyba, żeby chodziło o udział na rzecz dzieci żony z poprzedniego małżeństwa.

Jak widzimy, zastrzeżenie „nietykalności posagu" nie odbiera jednak żonie prawa czynienia wydzieleń na rzecz dzieci, pozatem wedle K. C. P. i P. 1852, mimo nadania kapitałom hipotekowanym wzgl. (P. 1852) kapitałom umieszczonym w zakładzie kredytowym charakteru niezbywalności, małżonkowie mają jednak prawo te kapitały podnosić a nawet zbywać. Wszelako podniesienie albo zbycie tych kapitałów może nastąpić tylko po uzyskaniu zabezpieczenia hi-

---

[1]) Wzgl. z kapitałów hipotecznych.

[2]) A więc nieruchomości, kapitały hipoteczne, lub kapitały umieszczone w zakładach kredytowych.

potecznego, po uznaniu przez sąd tego zabezpieczenia za dostateczne i po otrzymaniu upoważnienia sądowego. P. 1852 dodawał, że kapitały umieszczone w zakładzie kredytowym mogłyby być przeniesione za upoważnieniem sądu do innego zakładu kredytowego.

K. C. P. nie rozstrzygnął kwestji, kto może podnosić lub zbywać kapitały hipoteczne, t. j. czy zbycia lub podniesienia może dokonać mąż albo żona bez zgody drugiego małżonka, a tylko za zezwoleniem sądu, czy też oboje małżonkowie muszą działać wspólnie i za wzajemnem porozumieniem. P. 1852 stanowił, że posagowe kapitały hipoteczne lub kapitały umieszczone w zakładach kredytowych „mogą być przez oboje małżonków, a nawet przez żonę samą podnoszone lub zbywane". Z tego przepisu zdaje się wynikać, że mąż do zbycia lub podniesienia musiałby uzyskać prócz upoważnienia sądu jeszcze zgodę żony, a żona do powyższych czynności nie potrzebowałaby zezwolenia męża.

Wedle K. C. P. i P. 1852, dopóki nie zostaną dopełnione formalności przewidziane dla podniesienia wzgl. dla zbycia niezbywalnego kapitału posagowego, dłużnik może złożyć kapitał do depozytu sądu, wzgl. małżonkowie mogą żądać od dłużnika takiego złożenia.

Zgodnie z wyraźnym przepisem P-u 1852 zasada niezbywalności nie stałaby na przeszkodzie sprzedaży majątku posagowego w drodze działów. Projekt stanowił w tej kwestji, że „gdyby nieruchomość posagowa z powodu jej niepodzielności została sprzedana, część ceny na rzecz żony przypadła, winna być hipotecznie zabezpieczona lub na kupno nieruchomości obrócona i staje się nadal posagiem nietykalnym".

5. Wciągnięcie zakazu zbywania do ksiąg hipotecznych. K. C. P. stanowi, że klauzula niezbywalności powinna być wciągnięta do hipoteki tych nieruchomości i kapitałów, których ta klauzula dotyczy. Wciągnięcie następuje na żądanie żony nawet bez zezwolenia męża, albo na wniosek innych stron interesowanych. Wpis nie może szkodzić prawom osoby trzeciej nabytym w dobrej wierze przed wciągnięciem klauzuli niezbywalności do ksiąg hipotecznych. P. 1852 nie zawierał w księdze I-szej specjalnego przepisu w tej materji.

6. Ustanie niezbywalności. W K. C. P. nie znajdujemy specjalnych postanowień o przypadkach, w których majątek posagowy traci charakter majątku niezbywalnego; wedle P. 1852 „nietykalność posagu ustaje:

a. z chwilą ustania małżeństwa,

b. z chwilą wyrzeczenia prawomocnego rozłączenia co do stołu i łoża na czas nieograniczony,

c. z chwilą pozbawienia męża wszelkich praw,

d. z chwilą wprowadzenia następców w stanowcze posiadanie majątku męża zniknęgo".

W powyższych przypadkach żona wzgl. jej spadkobiercy mogliby rozporządzać posagiem w sposób nieograniczony.

Projekt zaznaczał, że w razie, gdyby sąd odebrał mężowi zarząd i użytkowanie niezbywalnego majątku posagowego, majątek ten pozostałby niezbywalnym i po objęciu przez żonę administracji i użytkowania.

D. System wspólności.

K. C. P. przewiduje jako rząd umowny system wspólności, przyczem zaznacza, że, jeśli nupturjenci zastrzegli w umowie przedślubnej wspólność bez bliższego określenia jej charakteru, to wspólność taka obejmuje cały majątek obojga małżonków, teraźniejszy i przyszły. Pozatem Kodeks podkreśla, że, w braku przeciwnego zastrzeżenia, wspólność między małżonkami rozumie się dopiero na wypadek śmierci. „Po śmierci dopiero jednego ze współmałżonków, drugi przy życiu pozostały staje się właścicielem połowy majątku, wzajemnie wspólności podlegającego, w dniu śmierci znajdującego się". Przepisy Kodeksu odnoszą się właśnie do systemu wspólności ogólnej na wypadek śmierci.

W P. 1852 znajdujemy postanowienia dotyczące umownego systemu wspólności ogólnej [1]). Zgodnie z projektem,

---

[1]) Wspólność dorobkowa byłaby wedle P. 1852 systemem ustawowym. KpB pominął wszystkie przepisy dotyczące wspólności ogólnej; jakkolwiek Kom. Pet. dozwalała nupturjentom zastrzec w umowie przedślubnej wspólność ogólną, ale przepisy P. 1852 wydawały się Komisji zbyt skomplikowane i wobec tego postanowiono zostawić samym stronom uregulowanie rządu wspólności ogólnej drogą przepisów intercyzy.

gdy w umowie przedślubnej przyjęto rząd majątkowy wspólności ogólnej, to w braku przeciwnego zastrzeżenia rozumiano by, że chodzi nie o wspólność na wypadek śmierci, ale o wspólność na czas trwania małżeństwa. Przepisy zawarte w projekcie dotyczą właśnie wspólności na czas trwania związku małżeńskiego[1]).

Wobec tych różnic między Kodeksem i projektem omówimy oddzielnie przepisy K. C. P. i oddzielnie postanowienia P-u 1852.

Przepisy K. C. P. dotyczące systemu wspólności ogólnej na wypadek śmierci.

1. Skutki wspólności za życia małżonków. K. C. P. stanowi, że „za życia małżonków wspólność ten tylko ma skutek, że mąż połowy swoich nieruchomości i kapitałów hipotekowanych do wspólności należących, bez zezwolenia żony, a żona połowy swoich takichże nieruchomości i kapitałów bez zezwolenia męża, nawet za upoważnieniem sądu, ani zbywać, ani obciążać nie może“[2]).

Kodeks nie wspomina, czy mąż w braku przeciwnego zastrzeżenia zarządza majątkiem żony i czy mężowi przysługuje użytkowanie tego majątku. Jednakże z motywów do K. C. P. wynika, że, wedle Kodeksu, mąż jest zarządcą i użytkownikiem majątku żony także i w razie przyjęcia umowne-

---

[1]) Komisja Warsz. postanowiła zmienić przepisy KCP i zdecydowała umieścić w projekcie postanowienia odnoszące się do umownej wspólności na czas trwania małżeństwa. Wspólność na wypadek śmierci przyjęta przez Kod. austrj. i KCP jako wzór systemu umownego, wydała się Komisji raczej rodzajem sukcesji umownej między małżonkami, aniżeli właściwym rządem wspólności majątkowej (Por. Uwagi Komisji Warsz., AKP. t. 709).

[2]) Żona nie może zbyć połowy swych nieruchomości i kapitałów hipotecznych bez zezwolenia męża, nawet za zgodą sądu, lecz oczywiście ogólne przepisy dotyczące zdolności majątkowej mężatki obowiązują i w razie przyjęcia systemu wspólności, toteż żona nie może zbyć ani obciążyć drugiej połowy swych nieruchomości i kapitałów hipot. bez upoważnienia wzgl. asystencji męża. Ale, gdyby mąż nie chciał lub nie mógł udzielić upoważnienia, ta druga połowa mogłaby być zbyta wzgl. obciążona za zgodą sądu.

go systemu wspólności na wypadek śmierci, chyba, że żona zastrzegła sobie prawo zarządu i użytkowania swego majątku[1]).

2. Wniesienie zastrzeżenia wspólności do ksiąg hipotecznych. Zastrzeżenie systemu wspólności w intercyzie winno być wpisane do hipoteki tych majątków nieruchomych i kapitałów, które należą do wspólnoty. Wpis może nastąpić na wniosek męża albo na wniosek żony działającej nawet bez upoważnienia małżonka, albo wreszcie na wniosek stron zainteresowanych. Prawa osoby trzeciej nabyte w dobrej wierze przed wciągnięciem zastrzeżenia wspólności do ksiąg hipotecznych nie mogą być wzruszone.

3. Prawo wyboru przysługujące żonie po śmierci męża. Po śmierci męża żona ma prawo wyboru: albo przyjąć wspólność, albo zrzec się jej. W razie przyjęcia wspólności długi obojga małżonków należy potrącić z masy wspólnej, a masa czysta dzieli się na dwie równe części, z których jedna przypada żonie, a druga następcom męża[2]).

W razie zrzeczenia się wspólności żona odbiera swój majątek tak, jakby wspólność wcale nie była zastrzeżona, ale majątek męża nie odpowiada za długi żony, i żona traci prawa spadkowe po współmałżonku.

Przepisy P-u 1852 dotyczące systemu wspólności ogólnej.

1. Zakres masy wspólnej. Do wspólnej masy wchodziłby cały majątek każdego z małżonków zarówno ruchomy jak i nieruchomy, bądź to posiadany w chwili zawarcia małżeństwa, bądź przybyły później pod jakimkolwiek tytułem. Wszelako majątek zarezerwowany[3]), nie należałby do wspólności.

2. Majątek zarezerwowany. Małżonkowie mogliby w umowie przedślubnej wyłączyć pewien majątek ze wspól-

---

[1]) Por. mot. do art. 228 KCP. Djarjusz Sejmu z r. 1825, str. 98.

[2]) Zdaje się, że do tych następców męża należałaby także żona, która poza połową majątku wspólnego bierze jeszcze część spadkową z drugiej połowy tego majątku. Jest to jednak kwestja sporna.

[3]) P. 1852 nie używa terminu „majątek zarezerwowany".

nej masy. Takież prawo wyłączenia ze wspólności przysługiwałoby darczyńcom lub zapisodawcom, którzy mogli zastrzec, że majątek darowany albo zapisany przez nich nie wejdzie do wspólnej masy.

W ten sposób nawet przy systemie wspólności ogólnej mógłby istnieć majątek stanowiący wyłączną własność jednego z małżonków. Byłby to t. zw. majątek zarezerwowany.

3. Zarząd majątkiem wspólnym. Zarząd majątkiem wspólnym przysługiwałby mężowi [1]). W razie gdyby mąż z powodu jakichkolwiekbądź przeszkód nie mógł zarządzać masą wspólną, zarząd tą masą przypadałby żonie. Żona zarządzająca majątkiem wspólnym podlegałaby ograniczeniom, któreśmy wymienili w paragrafie o zdolności cywilnej mężatki [2]).

4. Zarząd majątkiem zarezerwowanym należącym do żony. Żona sama zarządzałaby własnym majątkiem zarezerwowanym. Do tego zarządu stosowałyby się przepisy dotyczące administracji, żony przy systemie rozdzielności majątkowej [3]).

5. Reglamentacja długów. „Długi każdego z małżonków tak w czasie małżeństwa istniejące, jako i w ciągu małżeństwa przybyłe ciążą majątek wspólny obojga małżonków".

6. Rozwiązanie wspólności. Rozwiązanie wspólności następowałoby bądź z prawa [4]), bądź na żądanie żony [5]).

Z masy wspólnej należałoby spłacić długi, a reszta majątku dzieliłaby się po połowie między małżonków, bądź między małżonka i spadkobierców drugiego [6]).

---

[1]) Zob. o tym zarządzie przepisy odnoszące się do systemu wspólności dorobkowej wedle P. 1852; wyż. § 16 p. IV 2.

[2]) Zob. pow. § 15.

[3]) Zob. pow. str. 122 — 124. Co do zdolności majątkowej patrz ods. 2.

[4]) Zob. pow. § 16 p. IV 6 o oddzieleniu majątków z prawa wedle P. 1852.

[5]) Zob. pow. § 16 p. IV 4.

[6]) Zob. także pow. § 16 str. 112 ods. 2; co do praw wierzycieli pow. § 16 str. 112 — 113.

7. Prawo wyboru przysługujące żonie wzgl. jej spadkobiercom. W przypadkach, w których wspólność ulegałaby rozwiązaniu, żona wzgl. jej następcy mogliby oświadczyć przed pisarzem sądu okręgowego, że zrzekają się wspólności. Zrzeczenie się miałoby ten skutek, że żona z majątku wspólnego mogłaby otrzymać tylko odzież i bieliznę przeznaczone do jej wyłącznego użytku; żona nie odpowiadałaby za długi wspólności, wyjąwszy te, do których uiszczenia zaciągnęła osobiste zobowiązanie. Zrzeczenie się nie obowiązywałoby wierzycieli w przypadkach wskazanych powyżej str. 112 pp. b. i c. [1]).

§ 18.

O WPŁYWIE UNIEWAŻNIENIA MAŁŻEŃSTWA, ROZWODU LUB ROZŁĄCZENIA OD STOŁU I ŁOŻA NA STOSUNKI MAJĄTKOWE MIĘDZY MAŁŻONKAMI.

Przepisy o wpływie unieważnienia małżeństwa, rozwodu lub rozłączenia co do stołu i łoża na stosunki majątkowe między małżonkami znajdują się w KCP i w księdze I-szej Projektów z r. 1834 i 1852[2]). W poniższem zestawieniu porównamy postanowienia Kodeksu z przepisami wspomnianych wyżej projektów.

I. Unieważnienie małżeństwa.

1. Unieważnienie małżeństwa w przypadku, gdy oboje małżonkowie byli w złej wierze.

Wedle KCP i P. 1834, jeśli oboje małżonkowie byli w złej wierze, „uznanie małżeństwa za nieważne pociąga względem nich unieważnienie wszelkich prawnych i umownych stosun-

---

[1]) T. j. jeżeli żona umyślnie usunęła lub zataiła przedmioty, należące do wspólności i nie podała ich inwentarza, wzgl. jeżeli przed upływem lat trzech od ostatniego obwieszczenia o likwidacji wspólności zbyła z wolnej ręki nieruchomość, należącą do wspólności i zapisaną na imię żony, albo też zbyła w ten sam sposób majątek ruchomy, którego wartość nie może być ustalona.

[1]) Co do projektu z r. 1850 zob. pow. str. 114.

ków majątkowych tak, jakby małżeństwo rzeczywiście nigdy nie istniało"[1]). Wszelako mąż nie ma prawa żądać zwrotu kosztów wyłożonych na utrzymanie żony i nie jest obowiązany wyrachować się z przychodów, które pobierał bądź jako użytkownik majątku małżonki, bądź (P. 1834) jako zarządca masy wspólnej.

P. 1852 zawierał zbliżone przepisy. Wedle tego projektu, jeśli, w razie unieważnienia małżeństwa, oboje małżonkowie uznani zostali za działających w złej wierze, każdy z nich mógłby żądać „oddzielenia majątków", umowę przedślubną uważanoby za niebyłą, małżonkowie traciliby również wzajemne prawa spadkowe[2]).

2. Unieważnienie małżeństwa w przypadku, gdy oboje małżonkowie byli w dobrej wierze.

Zgodnie z przepisami Kodeksu, jeśli oboje małżonkowie byli w dobrej wierze, unieważnienie małżeństwa nie pozbawia małżonków ani korzyści już wynikłych, bądź z ustawy, bądź z umowy tak, jakby małżeństwo „prawnie istniało" do chwili unieważnienia związku. Wszelako „prawa i korzyści nadal, a mianowicie na przypadek śmierci wyniknąć dopiero mające tak prawne jako i umówione ustają".

P. 1834 stanowił, że, jeśli między małżonkami obowiązywała wspólność, to w razie uznania obu małżonków za działających w dobrej wierze, wspólność ta uległaby rozwiązaniu z chwilą wyrzeczenia nieważności przez sąd 1-ej instancji. Projekt dodawał, że unieważnienie małżeństwa nie pociągałoby za sobą upadku przyszłych korzyści, zawartych w intercyzie, i tem różnił się od Kodeksu.

Wedle P. 1852 w razie, jeśli małżonkowie nie zawarli

---

[1]) Cytowane wedle KCP.

[2]) O „oddzieleniu" majątków mówiliśmy szczegółowo wyż. § 16 p. IV 6. P. 1852 zawierał pozatem ogólny przepis, chroniący prawa osób trzecich. Wedle tego przepisu, „jeśli umówioną była wspólność ogólna, prawa przez osoby trzecie nabyte, nie mogą być wzruszone z powodu złej wiary lub winy małżonków".

umowy przedślubnej, następowałoby „oddzielenie“ majątków, z chwilą unieważnienia małżeństwa. Gdyby zawarto intercyzę, ulegałaby ona wykonaniu tak, jakby małżeństwo ustało przez śmierć jednego z małżonków. Wszelako współmałżonkowie traciliby prawo do spadku po sobie, bez względu na to czy powyższe prawo wynikało z ustawy czy z umowy.

3. Unieważnienie małżeństwa w razie, jeśli tylko jeden małżonek był w dobrej wierze.

Zgodnie z przepisem Kodeksu małżonek dobrej wiary zachowuje prawa i korzyści już wynikłe z ustawy lub z umowy. Małżonek złej wiary traci wspomniane prawa i korzyści, wszelako mąż mimo, iż zawarł małżeństwo w złej wierze, nie jest obowiązany wyrachować się z przychodów, które pobierał jako użytkownik majątku żony, a żona złej wiary nie może być zmuszona do zwrotu kosztów wyłożonych na jej utrzymanie. Pozatem małżonek dobrej wiary zachowuje wszelkie korzyści przyszłe bądź uzależnione od ziszczenia się warunku zawieszającego, bądź mające wyniknąć z prawa lub z umowy na przypadek śmierci drugiego małżonka tak, jakby małżonek złej wiary umarł w chwili unieważnienia związku małżeńskiego. „Korzyści jednak na przypadek śmierci wyniknąć mające, nie mogą w większej ilości być żądane, jak połowa majątku małżonka złej wiary wynosi“.

Wedle P. 1834 tylko małżonek dobrej wiary zachowałby wszelkie korzyści przyszłe przewidziane w intercyzie. Małżonkowi dobrej wiary przysługiwałby pozatem wybór: albo żądać rozwiązania wspólności, jeśli ta obowiązywałaby między małżonkami, albo też powrócić do tego majątku, który posiadał w chwili zawarcia małżeństwa.

P. 1852 stanowił, że, w razie gdyby małżonkowie nie zawarli umowy przedślubnej, a małżeństwo zostało unieważnione, „oddzielenie majątków“ następowałoby zawsze w ten sam sposób bez względu na to, że jeden małżonek był w dobrej a drugi w złej wierze. Jeśli małżonkowie zawarli umowę przedślubną, małżonkowi dobrej wiary przysługiwałby wybór: albo żądać wykonania tej umowy tak, jakby małżeństwo zo-

stało rozwiązane przez śmierć, albo też żądać „oddzielenia" majątków.

Wszelako w razie unieważnienia małżeństwa nawet małżonkowi dobrej wiary nie przysługiwałyby prawa do spadku po współmałżonku, choćby ten współmałżonek działał w złej wierze i bez względu na to, czy to prawo do spadku opierało się na ustawie czy na umowie.

4. Prawa i obowiązki alimentarne. W razie unieważnienia małżeństwa małżonek dobrej wiary, znajdujący się w potrzebie, mógłby żądać alimentów od drugiego małżonka bez względu na to, czy ten drugi małżonek był w dobrej, czy w złej wierze (KCP i P. 1852). P 1852 stanowił, że, gdyby małżonek obowiązany do alimentacji zmarł, obowiązek płacenia alimentów przechodziłby na jego spadkobierców. Obowiązek alimentarny gasłby w każdym razie, jeśli małżonek uprawniony zawarł ponowny związek małżeński.

Wedle P. 1834 prawo do alimentów przysługiwałoby tylko zostającemu w potrzebie małżonkowi dobrej wiary, jeśli drugi małżonek działał w złej wierze[1]).

II. Rozwód i separacja od stołu i łoża na czas nieograniczony.

Wedle KCP, jeśli małżeństwo zostało rozwiązane przez rozwód, korzyści przyszłe przypadają tylko małżonkowi niewinnemu i tylko o tyle, o ile drugi małżonek został uznany za winnego. W tym przypadku małżonek niewinny może od małżonka winnego wymagać tych wszystkich przyszłych ko-

---

[1]) Komisja Petersburska stała na stanowisku, że alimenta należą się tylko małżonkowi dobrej wiary lub niewinnemu od małżonka złej wiary, albo winnego. Komisja Warsz. natomiast proponowała przyjąć zasadę, iż alimenta należą się małżonkowi dobrej wiary lub niewinnemu nawet od małżonka, który również został uznany za działającego w dobrej wierze lub niewinnego. Prawnicy warszawscy tak m. in. uzasadniali swoje stanowisko: „Dopuśćmy przypadek unieważnienia małżeństwa przy dobrej wierze obojga małżonków; jak bolesne położenie żony bez majątku; stan jej dziewiczy bezpowrotnie stracony, nadzieja nowego małżeństwa niemal odjęta, już przez utratę głównego powabu, już przez konieczność wyczekania terminów". (Uwagi Kom. Warsz. nad tyt. o małż.).

rzyści, jakie należą się małżonkowi dobrej wiary od małżonka złej wiary. „Korzyści przed rozwodem przez jednego małżonka drugiemu tytułem darmym nadane, traci tylko małżonek winny, gdy drugi jest niewinny“.

Alimenta należą się zostającemu w potrzebie małżonkowi niewinnemu bez względu na to, czy drugi małżonek był winny czy niewinny.

Zgodnie z P. 1852 wszystkie przepisy o wpływie unieważnienia małżeństwa na stosunki majątkowe między małżonkami:

a. gdy małżonkowie byli w złej wierze,

b. gdy byli w dobrej wierze,

c. gdy jeden z małżonków był w dobrej, a drugi w złej wierze,

miałyby odpowiednie zastosowanie i do wpływu rozwodu na wspomniane wyżej stosunki:

a. gdy oboje małżonkowie byli winni,

b. gdy byli niewinni,

c. gdy jeden małżonek został uznany za winnego a drugi za niewinnego.

P. 1834 stanowił, że, jeśli między małżonkami obowiązywała wspólność, to w razie rozwodu wspólność ta rozwiązywałaby się z chwilą wydania przez sąd I-szej instancji wyroku orzekającego rozwód, z tą samą chwilą ustawałoby użytkowanie męża na majątku żony. Korzyści przyszłe przewidziane w umowie przedślubnej, przypadałyby małżonkowi niewinnemu, o ile drugi małżonek został uznany za winnego. Wszelkie korzyści przyszłe upadałyby, jeżeli oboje małżonkowie zostali uznani za winnych.

Projekt z r. 1834 zawierał przepis, którego nie znajdujemy ani w KCP, ani w P. 1852. Wedle tego przepisu, w razie uznania jednego z małżonków za winnego, a drugiego za niewinnego . małżonkowi niewinnemu przysługiwałby wybór: albo zachować korzyści przyszłe przewidziane w intercyzie, albo zrzec się tych korzyści, natomiast zażądać, aby sąd przyznał mu na własność ¼ część majątku małżonka winnego.

Wedle KCP, P. 1834 i 1852 przepisy o wpływie rozwodu na stosunki majątkowe między małżonkami mają zastosowanie i do wpływu separacji na czas nieograniczony na wspomniane wyżej stosunki.

III. Separacja od stołu i łoża na czas ograniczony.

Według KCP, P. 1834 i 1852 separacja od stołu i łoża na czas ograniczony zasadniczo nie ma wpływu na stosunki majątkowe między małżonkami. P. 1834 stanowił, że użytkowanie majątku żony mogłoby być odjęte mężowi, jeżeli został on uznany za winnego.

§ 19

O POCHODZENIU PRAWEM, O UPRAWNIENIU I PRZYSPOSOBIENIU.

I. „O wywodzie rodu dzieci prawych".

Chcąc dowieść swego prawego pochodzenia, t. j. pochodzenia od dwojga osób połączonych związkiem małżeńskim, dziecko powinno ustalić:

a. fakt małżeństwa osób, które uważa za swoich rodziców,

b. pochodzenie swoje od kobiety, którą dziecko uważa za swoją matkę; w tym celu dziecko musi dowieść, że matka odbyła połóg, a następnie powinno ustalić, że jest identyczne z dzieckiem, które urodziła matka. Jeśli dziecko dowiedzie swego pochodzenia od matki, to o pochodzeniu dziecka od ojca, który jest mężem matki, wnioskujemy na podstawie domniemania: „pater est quem nuptiae demonstrant".

W poniższym zarysie podamy zestawienie przepisów K. C. P. o wywodzie rodu dzieci prawych z przepisami P. 1834, 1837 ,1842 i 1852. Zaczniemy od sposobów dowodzenia macierzyństwa prawego, a następnie przejdziemy do ustalenia treści i znaczenia wspomnianego wyżej domniemania: „pater est quem nuptiae demonstrant".

1. Sposoby dowodzenia macierzyństwa prawnego. KCP stanowi, że „pochodzenie dzieci prawych dowodzi się przez akta urodzenia w księgi aktów stanu cywilnego wpisane". Właściwie jednak akt urodzenia jest tylko dowodem odbycia przez matkę połogu; gdyby była zaprzeczana tożsamość dziecka z tem, które urodziła matka, to, zdaje się, że tej tożsamości możnaby było dowieść przy pomocy świadków. P. 1852 zawierał przepis podobny do powyższego postanowienia KCP, dodawał jednak, że prócz aktu urodzenia należałoby przedstawić „akt małżeństwa rodziców lub inny prawem dozwolony dowód wykazujący, że rodzice byli związkiem małżeńskim połączeni".

Gdyby nie było aktu urodzenia, pochodzenie prawe może być dowiedzione przez „ciągłe posiadanie stanu dziecka prawego" (KCP i P. 1852). I do tego przepisu P. 1852 dodawał, że należałoby jeszcze przedstawić dowód małżeństwa rodziców dziecka.

KCP i P. 1852 wyjaśniały co należy rozumieć przez „posiadanie stanu". Chodzi o dowód faktów wskazujących na stosunek „pochodzenia i pokrewieństwa" między dzieckiem a rodziną, którą dziecko uważa za swoją. P. 1852 zaznaczał, że fakty te mogłyby być udowodnione przez dokumenty urzędowe lub prywatne a nawet przez zeznania świadków.

Według KCP i P.1852 najważniejsze fakty, któreby świadczyły o posiadaniu stanu, są następujące: a) dziecko powinno zawsze nosić nazwisko osoby, którą uważa za swego ojca, b) ta osoba (wedł. P. 1852 osoby, które dziecko uważa za swych rodziców) powinna zawsze postępować z dzieckiem, jak z własnem, c) ta sama osoba (osoby) powinna łożyć, jako ojciec (rodzice) dziecka sumy potrzebne na wychowanie, utrzymanie i „postanowienie" dziecka, d) dziecko powinno być traktowane zawsze przez społeczeństwo i rodzinę jako dziecię tych rodziców, których uważa za swoich.

KCP i P. 1852 stanowiły, że dowód pochodzenia dziecka tylko wyjątkowo może być przeprowadzony za pomocą badania świadków. Takie badanie może wprawdzie nastąpić w wypadku „gdyby na akcie urodzenia i na posiadaniu ciągłem (stanu) zbywało, albo gdyby dziecko wpisane było

bądź pod fałszywemi nazwiskami, bądź jakoby zrodzone z ojca i matki nieznanych". Jednakowoż dla dopuszczenia dowodu ze świadków potrzeba jeszcze istnienia początku dowodu na piśmie, albo istnienia domniemania, lub śladów „z czynów już wówczas niewątpliwie wynikających, a które dla swej ważności dozwolenie tego dowodu koniecznie wskazują" (cyt. według KCP i P. 1852).

Tak KCP., jak i P. 1852 zawierały przepis, co należy rozumieć w tym wypadku przez początek dowodu na piśmie. Chodzi o dokumenty rodzinne, rejestry, papiery domowe ojca lub matki, akty publiczne, a nawet akty prywatne, jeśli wyszły one od osoby, która bądź przeczy pochodzeniu dziecka, bądź któraby miała interes w tem zaprzeczeniu, gdyby żyła.

Zarówno KCP, jak i P. 1852 stanowią, że nikt nie może poszukiwać stanu, któryby był sprzeczny z jego aktem urodzenia i posiadaniem stanu zgodnem z tym aktem. Z drugiej strony nikt nie może zaprzeczać stanu temu, kto „ma posiadanie z aktem urodzenia swego zgodne". W ostatnim wypadku dziecko byłoby nawet zwolnione od przedstawienia aktu małżeństwa swoich rodziców, jeśli ci jawnie żyli ze sobą jako mąż i żona i oboje już umarli (KCP i P.1852).

Gdyby na korzyść dziecka, poszukującego prawości rodu, dopuszczono dowód ze świadków, to dowód przeciwny może być przeprowadzony za pomocą wszystkich środków wykazujących, że dziecko nie pochodzi od osoby, którą uważa za swoją matkę lub że poszukujący nie jest dzieckiem męża matki.

KCP stanowił, że do rozpatrywania spraw o poszukiwanie stanu są właściwe sądy ziemskie; od wyroku sądu ziemskiego strony mogą się odwołać do sądu wyższego. P. 1852 nie zawierał tego przepisu.

Według KCP i P. 1852 nie można rozpoczynać sprawy karnej o przestępstwo pozbawnienia stanu, dopóki w sądzie cywilnym nie nastąpi stanowcze rozsądzenie sporu o stan.

Sprawa o poszukiwanie stanu ze strony dziecka nie ulega przedawnieniu. Następcy dziecka mogą popierać tę sprawę tylko, o ile dziecko już ją rozpoczęło, chyba, że dziecko zmarło w małoletności lub przed dojściem do 26-go roku ży-

cia. Następcy nie mogą popierać sprawy o poszukiwanie stanu, choćby nawet dziecko rozpoczęło tę sprawę, jeżeli dziecko formalnie odstąpiło od sprawy, lub jeśli od ostatniego aktu procesowego przedsięwziętego przez dziecko upłynęło przynajmniej trzy lata.

P. 1834, 1837 i 1842 naśladowały naogół przepisy KCP i P. 1852. Wszelako ugrupowanie materjału zostało zmienione, zmieniła się także redakcja poszczególnych artykułów. Poza zmianami redakcyjnemi różnice między P. 1834, 1837 i 1842 a KCP były następujące:

a. P. 1834 zawierał przepis, że w razie nieistnienia sporu o stan jakiejś osoby, prawość jej pochodzenia mogłaby być dowiedziona przez akt urodzenia. Gdyby zaniedbano sporządzenia takiego aktu, osoby zainteresowane miałyby prawo prosić o przeprowadzenie odpowiedniego postępowania za pomocą badania świadków. Stroną pozwaną byłby naczelnik rodziny[1]) lub prokurator królewski. Wyciąg z protokółu postępowania wpisany w księgi aktów stanu cywilnego byłby dostatecznym dowodem prawego pochodzenia.

b. W razie, gdyby dziecko dochodziło swej prawości p-ko osobom, które tej prawości przeczą, dziecko, wedle P. 1834, powinnoby przedstawić dowód małżeństwa swych rodziców i dowieść, że zostało poczęte lub urodzone w czasie trwania tego małżeństwa. Małżeństwo ojca i matki mogłoby być udowodnione przez akt małżeństwa, bądź gdyby oboje rodzice już zmarli, wystarczyłoby stwierdzenie, że ojciec i matka żyli ze sobą jawnie jako małżonkowie. Przypominamy, że wedle KCP i P. 1852 taki wyjątkowy dowód małżeństwa byłby dopuszczalny tylko o tyle, o ileby dziecko posiadało stan zgodny z aktem urodzenia. P. 1837 i 1842 stanowiły, że, jeśli tylko dziecko posiadało akt urodzenia, świadczący o prawem pochodzeniu, a rodzice dziecka zmarli, to dziecko, poszukujące swego stanu, nie byłoby obowiązane dowieść małżeństwa rodziców.

c. Według P. 1837 i 1842 „kto przez lat dziesięć od urodzenia wychowany był przez wiadomych rodziców i uważa-

---

[1]) Co do instytucji naczelnika rodziny w P. 1834 por. niżej § 22 p. 4 pod ee.

ny jako ich dziecko, niemniej ma akt urodzenia zgodny z tym stanem, tego pochodzenie od rodziców w akcie wyrażonych przez nikogo zaprzeczonem być nie może“ (cyt. wedł. P. 1837).

Wspomniana wyżej osoba nie mogłaby również poszukiwać swego pochodzenia od innych rodziców, aniżeli rodzice wymienieni w akcie urodzenia, chyba (P. 1837), że ten akt został sfałszowany.

Widzieliśmy, że odpowiednie przepisy KCP i P. 1852 nie zawierały wzmianki ani o dziesięcioletnim terminie, ani o sfałszowaniu aktu urodzenia. Projektodawcy z r. 1837 i 1842 wprowadzili opisane zmiany do Kodeksu, idąc za przykładem praw rosyjskich.

d. P. 1834, 1837 i 1842 nie zawierały przepisu o właściwości sądów w sprawach tyczących się poszukiwania stanu, ani przepisu, że sprawa karna o przestępstwo pozbawienia stanu może być wszczęta dopiero po zakończeniu sprawy cywilnej o stan osoby (pow. st.139). W P. 1837 i 1842 opuszczono również przepis o dowodach ze strony przeciwników dziecka poszukującego swego stanu w przypadku, gdyby na korzyść dziecka dopuszczono dowód ze świadków (pow. str. 139). Projektodawcy zamierzali umieścić te wszystkie przepisy w projektach ustaw o postępowaniu sądowem.

2. Znaczenie zasady: „pater est quem nuptiae demonstrant“. O pochodzeniu dziecka od męża matki wnioskujemy na podstawie domniemania ustawowego, z którem spotykamy się w KCP i we wszystkich projektach.

A. KCP stanowi, że „mąż jest ojcem dziecięcia poczętego w czasie małżeństwa“. Ponieważ chwila poczęcia nie może być ustalona, Kodeks bierze za punkt wyjścia chwilę narodzin dziecka i określa możliwie najkrótszy i możliwie najdłuższy czas trwania ciąży. Na podstawie powyższych przesłanek możemy wedle KCP wyciągnąć wniosek, że dziecko poczęło się lub nie poczęło w czasie trwania małżeństwa. Najkrótszy okres ciąży wynosi według Kodeksu 180 dni, najdłuższy 306 dni. Za poczęte w czasie małżeństwa uważamy dziecko, które urodziło się najwcześniej po upływie 180-ciu dni od zawarcia małżeństwa, albo najpóźniej po 306-ciu dniach od ustania związku małżeńskiego.

KCP stanowi, że dziecko urodzone przed upływem 180-u dni od zawarcia małżeństwa w pewnych przypadkach nie może być nieprzyznane przez męża matki. Z tego wynika, że mąż matki może nie przyznać takiego dziecka tylko w wypadkach ściśle określonych. Zdaje się, że prawodawca uważa dziecko poczęte przed małżeństwem i urodzone w małżeństwie nie za prawe, ale za uprawnione w sposób milczący przez następne małżeństwo jego rodziców.

O specjalnem stanowisku dzieci urodzonych po upływie 306-u dni od ustania małżeństwa zob. pon. p. B.

Przepisy projektów różniły się nieco od postanowień KCP. P. 1834 i 1852 wyraźnie stanowiły, że prawemi byłyby dzieci poczęte i dzieci urodzone w czasie małżeństwa. Według P. 1837 i 1842 „prawemi są dziećmi urodzone w czasie małżeństwa ważnie zawartego" (cyt. wedł. P. 1842). P. 1837 i 1842 dodawały, że prawe byłyby także dzieci urodzone po ustaniu małżeństwa, jeśli epoka ich poczęcia przypada na czas trwania związku małżeńskiego.

Według P. 1837, 1842, 1852 najkrótszy i najdłuższy termin ciąży byłby taki sam jak według KCP.

P. 1834 stanowił, że najkrótszy okres ciąży wynosiłby 180 dni, natomiast najdłuższy tylko dni 300.

B. Zdawałoby się, że według KCP dziecko nie poczęte ani nie urodzone w czasie trwania małżeństwa nie może być uważane za prawe. Jednakże KCP stanowił tylko, że „prawość dziecka urodzonego po trzechset sześciu dniach od rozwiązania małżeństwa zaprzeczona być może". Z tego wynika, że dziecko takie będzie uważane za prawe, jeśli nikt nie zaprzeczy jego prawości.

Projekty odchyliły się od tego wzoru. Według P. 1834 domniemanie prawości nie służy dziecku urodzonemu po upływie trzystu dni od ustania związku małżeńskiego. Jednakowoż dziecko takie miałoby prawo dowieść, że wyjątkowe okoliczności przedłużyły ciążę jego matki i że dziecko poczęło się przed rozwiązaniem małżeństwa.

P. 1837, 1842, 1852 nie zawierały specjalnych przepisów o stanowisku prawnem dzieci urodzonych po upływie 306 dni od ustania małżeństwa lub od separacji na czas nieograniczo-

ny od stołu i łoża. Z innych postanowień tych projektów a contrario wynikało, że dzieci takie byłyby bezwzględnie uważane za nieślubne.

C. Może się zdarzyć, że wdowa lub rozwódka zawrze powtórne małżeństwo przed upływem 306 wzgl. 300 dni od rozwiązania poprzedniego małżeństwa. Jeśli w tem nowem małżeństwie urodzi się dziecko, a nie upłynie jeszcze 306 wzgl. 300 dni od rozwiązania poprzedniego związku małżeńskiego, to zachodzi pytanie, czy ojcem dziecka jest pierwszy, czy drugi mąż matki. Ani KCP, ani P. 1837, 1842, 1852 nie rozwiązały wyraźnie tej kwestji. Natomiast P. 1834 przewidywał, że dziecko urodzone przez wdowę albo rozwódkę przed upływem 270-u dni od rozwiązania poprzedniego małżeństwa byłoby uważane za dziecko poprzedniego męża matki. Dziecko urodzone w dniu 271-ym i w dniach następnych od ustania poprzedniego związku byłoby uważane za pochodzące z drugiego małżeństwa.

3. Nieprzyznanie ojcostwa. Mąż matki może obalić domniemanie: „pater est quem nuptiae demonstrant“.

W niektórych wypadkach mąż jest obowiązany przeprowadzić dowód, że dziecko jego żony nie jest jego dzieckiem, w innych wystarczy proste nieprzyznanie dziecka przez męża, złożone w sposób przewidziany w KCP i w projektach. Następcy męża tylko w wyjątkowych przypadkach mogą wykonywać jego prawa.

Nieprzyznanie odnosi się tylko do dzieci poczętych w małżeństwie i do dzieci urodzonych w małżeństwie, choć poczętych przed małżeństwem. Jakkolwiek, według KCP, dziecko urodzone po upływie 306 dni od rozwiązania małżeństwa jest w zasadzie prawe, jednak do zaprzeczenia prawości takiego dziecka nie stosują się przepisy o nieprzyznaniu, które podamy poniżej. Postanowienia o nieprzyznaniu nie stosują się również do wypadku, w którym dziecko dowodzi swego pochodzenia od matki przy pomocy świadków. Powyżej (str. 139) mówiliśmy ,że KCP, P. 1834 i P. 1852 zawierają specjalny przepis: „gdy dowód pochodzenia przez badanie świadków na korzyść dziecka dopuszczonym został, dowód przeciwny może być wyprowadzony przez wszelkie środki

wykazać mogące, że poszukująca osoba ..... w razie udowodnienia macierzyństwa nie jest dzieckiem męża matki" (cyt. według P. 1852). Jakkolwiek w P. 1837 i 1842 tego przepisu nie było, to jednak, według motywów, projektodawcy zamierzali go umieścić w kodeksie postępowania sądowego (pow. str. 141). Ten specjalny przepis wyłączał zastosowanie postanowień o nieprzyznaniu.

a. Nieprzyznanie przez przeprowadzenie dowodu, że mąż matki nie jest ojcem dziecka.

KCP stanowi, że mąż może nie przyznać dziecka, które poczęło się w małżeństwie, „skoro dowiedzie, że przez ciąg czasu od trzechsetnego szóstego do sto ośmdziesiątego dnia przed urodzeniem tegoż dziecka w fizycznem znajdował się niepodobieństwie obcowania z żoną". Wszelako „mąż nie może nie przyznać dziecka z powodu niemocy płodzenia".

Projekty różniły się nieco od KCP.

Według P. 1834 mąż mógłby nie przyznać dziecka poczętego w małżeństwie, o ileby dowiódł, że z powodu choroby ciężkiej albo z powodu innej przeszkody znajdował się w fizycznem niepodobieństwie obcowania z żoną w epoce od trzechsetnego do sto ośmdziesiątego dnia przed urodzeniem się dziecka. P. 1837 zawierał w tej materji dwa przepisy. Jeden stanowił: że „mąż może zaprzeczyć prawości dziecka żony swej z cudzołóstwa zrodzonego, jeżeli w czasie poczęcia dziecka nie mógł mieć z żoną wspólnego pożycia z powodu choroby, nieobecności, dozwolonego przez sąd rozłączenia lub dla innej prawnej przyczyny". Według drugiego przepisu: „sąd, rozpoznający skargę, potwierdzi zaprzeczenie męża, nie żądając dowodu na sam czyn cudzołóstwa, jeżeli udowodnionem będzie ze strony męża, że w czasie poczęcia dziecka w fizycznem zostawał niepodobieństwie obcowania z żoną". P. 1842 żądał dowodu od męża, że w epoce poczęcia dziecka nie mógł obcować z żoną „z powodu choroby lub nieobecności".

Według P. 1852 mąż mógłby nie przyznać dziecka poczętego w czasie małżeństwa:

aa) jeśliby dowiódł, że w okresie między 306-ym a 180-ym dniem przed urodzeniem się dziecka był „w zupełnej nie-

możności obcowania z żoną“ z powodu ciągłej nieobecności lub innych przeszkód,

bb) jeśliby urodzenie dziecka było przez żonę ukrywane i jeśliby mąż udowodnił, że żona dopuściła się cudzołóstwa w czasie między 306-ym a 180-ym dniem przed urodzeniem się dziecka.

Z pomiędzy projektów tylko P. 1834 powtarzał przepis KCP, że mąż nie może nie przyznać dziecka z powodu impotencji.

P. 1837 i 1842 zawierały jeszcze jedno postanowienie, nieznane zupełnie Kodeksowi. Mianowicie skarga o nieprzyznanie, według P. 1842, przysługiwałaby mężowi tylko za życia matki dziecka i tylko wtedy, jeżeliby mąż matki przed wniesieniem do sądu skargi o nieprzyznanie, wystąpił ze skargą o rozwód lub o separację od stołu i łoża. P. 1837 stanowił, że skarga o nieprzyznanie dziecka poczętego w czasie małżeństwa musiałaby być poprzedzona skargą o rozwód lub o rozłączenie od stołu i łoża, chyba, że matka zmarła w ciągu roku od urodzenia się dziecka.

b. Nieprzyznanie dziecka przez proste oświadczenie ze strony męża matki.

Według KCP, P. 1834, 1837, 1842 mąż matki może nie przyznać dziecka przez proste oświadczenie i bez przeprowadzania dowodu, że nie jest ojcem dziecka, jeśli dziecko poczęło się przed małżeństwem, t. zn. urodziło się przed upływem 180-u dni od zawarcia małżeństwa.

Zgodnie z P. 1852 prawo nieprzyznania dziecka przez proste oświadczenie przysługiwałoby mężowi matki także i wtedy, gdyby dziecko urodziło się po zaniesieniu skargi o unieważnienie małżeństwa, rozwód lub separację od stołu i łoża, lub, gdyby dziecko urodziło się po wyroku, orzekającym separację na czas ograniczony. W powyższych przypadkach mężowi matki przysługiwałoby jednak wspomniane prawo tylko o tyle, o ileby od przerwania małżeńskiego pożycia wskutek wszczęcia kroków sądowych, lub wskutek separacji na czas ograniczony do urodzenia się dziecka upłynęło przynajmniej 306 dni. „Wszelako sąd może uznać dziecko za prawe, jeżeli wykazane będą ważne okoliczności, z któ-

rych domniemywać się należy, że, pomimo przerwania małżeńskiego pożycia, mąż mógł być ojcem dziecięcia".

Według KCP i wszystkich projektów mąż matki nie może nie przyznać dziecka urodzonego przed upływem 180-u dni od zawarcia małżeństwa, jeśli mąż przed małżeństwem wiedział o ciąży.

KCP, P. 1842 i P. 1852 stanowią, że mąż matki nie może także nie przyznać dziecka poczętego przed małżeństwem, jeśli mąż był obecny przy spisaniu aktu urodzenia i akt ten został przez męża podpisany lub zawiera wzmiankę, że mąż podpisać nie umie (KCP, P. 1842, P. 1852), lub wzmiankę, dlaczego mąż nie może podpisać aktu (P. 1852).

Według P. 1837 „zaprzeczenie prawości dziecka („za wcześnie urodzonego") jest nieważnem... jeżeli przy spisaniu aktu urodzenia (mąż) był obecnym, podpisał go osobiście, lub, podpisać nie umiejąc, upoważnił kogo do podpisania w jego imieniu, a w akcie wyrażono, że jest ojcem dziecięcia". P. 1834 stanowił, że mąż nie mógłby nie przyznać dziecka urodzonego przed dniem 180-ym od zawarcia małżeństwa, jeśliby mąż po urodzeniu się dziecka uznał je za prawe w akcie urzędowym lub w akcie z podpisem prywatnym.

KCP przewiduje jeszcze, że „dziecię przed dniem setnym ośmdziesiątym od zawarcia małżeństwa urodzone, nie może być nie przyznane przez męża... jeżeli dziecię jest niezdolne do życia". Żaden z projektów nie powtórzył tego przepisu, i to pominięcie było świadome[1]).

4. Procedura w materji nieprzyznania ojcostwa. Zdaje się, że uznanie dziecka za nieślubne może, weług KCP, nastąpić tylko drogą wyroku sądowego bez względu na to, czy mąż jest obowiązany przeprowadzić dowód, że nie jest ojcem dziecka (pow. 3a), czy też nieprzyznanie dziecka jest skutkiem prostego oświadczenia ze strony męża matki (pow. 3b.). Wynika to z przepisu Kodeksu, „że każdy akt zasądowy, za-

---

[1]) Wedle motywów do P. 1842 przepis ten opuszczono, gdyż „ze śmiercią dziecka ustaje potrzeba zaprzeczania jego prawości, a tem samem przepis prawa jest zbytecznym."

wierający nieprzyznanie dziecka ze strony męża albo jego następców, uważany będzie za niebyły, jeżeli w ciągu miesiąca od jego daty popartym nie będzie zapozwaniem przed sąd opiekuna w tym celu dziecku przydanego, a oraz i matki, aby ta rozprawie obecną była".

P. 1834, 1842 i 1852 zawierały przepisy o „skardze o uznanie nieprawości dziecka (P. 1842 i 1852), „action en désaveu" (P. 1834). Z tego pośrednio wynikało, że do nieprzyznania dziecka byłby potrzebny wyrok sądowy. Natomiast według P. 1837 wyrok sądowy byłby potrzebny tylko do nieprzyznania dziecka, poczętego w czasie małżeństwa. P. 1837 stanowił w tej materji wyraźnie: „Zaprzeczenie nastąpi w skardze zaniesionej do sądu cywilnego 1-ej instancji i wtedy otrzyma skutek, gdy wyrokiem sądu zatwierdzonem zostanie". Skargę o nieprzyznanie dziecka, poczętego w małżeństwie, należałoby złożyć w sądzie cywilnym bez względu na wyznanie małżonków.

Gdyby chodziło o nieprzyznanie dziecka urodzonego przed upływem 180-u dni od zawarcia małżeństwa, to wedle P. 1837, do nieprzyznania takiego wystarczyłoby oświadczenie męża wyrażone w akcie urzędowym i przedstawione pisarzowi właściwego sądu cywilnego 1-ej instancji.

Dopiero, gdyby złożono skargę o unieważnienie oświadczenia męża, mogłaby nastąpić sprawa sądowa.

Żaden z projektów nie zawierał cytowanego wyżej przepisu KCP o znaczeniu aktu zasądowego. P. 1834, 1837 i 1842 nie wspominały również o konieczności zapozwania specjalnego przydanego opiekuna i matki dziecka.

KCP nie rozstrzyga kwestji, czy opiekun przydany, którego ma zapozwać mąż matki w sprawie o nieprzyznanie ojcostwa, ma być mianowany przez radę familijną, czy też przez sąd. Natomiast P. 1852 stanowił, że „skarga o uznanie nieprawości dziecka winna być wytoczona przeciw opiekunowi, tym celem dziecku przez sąd dodać się mającemu, i przeciw matce dziecka, jeżeli ta żyje".

Według KCP i P. 1852 skarga o nieprzyznanie ojcostwa ulega jednakowemu przedawnieniu tak, gdy chodzi o nieprzyznanie dziecka, poczętego w czasie małżeństwa, jak i gdy

chodzi o uznanie nieślubności dziecka, poczętego przed małżeństwem. KCP stanowi, że termin do wytoczenia skargi jest miesięczny, licząc od urodzenia dziecka, jeżeli mąż znajduje się w miejscu urodzenia dziecięcia. Gdyby męża nie było w miejscu urodzin dziecka, termin wynosi dwa miesiące od powrotu męża. Gdy tajono przed mężem fakt, że urodziło się dziecko, mąż może dziecka nie przyznać „we dwa miesiące po odkrytym podstępie“.

Wedle P. 1852 termin do wytoczenia skargi o nieprzyznanie byłby roczny, chyba, że mąż w chwili urodzenia się dziecka przebywał poza obrębem Królestwa. W ostatnim wypadku mężowi przysługiwałby termin dwuletni.

Terminy biegłyby od chwili urodzenia się dziecka. Gdyby mąż o tem urodzeniu nie wiedział, mógłby nie przyznać dziecka w ciągu roku od powzięcia wiadomości o fakcie, że dziecko się urodziło.

P. 1834, 1837 i 1842 przewidywały inne terminy w wypadku, gdy chodzi o nieprzyznanie dziecka poczętego w małżeństwie i inne, gdy chodzi o nieprzyznanie dziecka poczętego przed małżeństwem.

Gdyby dziecko poczęło się w małżeństwie, to wedle P. 1834, 1837 i 1842, mężowi przysługiwałby dla nieprzyznania dziecka czasokres roczny. Gdyby dziecko poczęło się przed małżeństwem, termin dla złożenia skargi o nieprzyznanie wynosiłby wedle P. 1834 i 1842 miesiąc; wedle P. 1837 czasokres dla złożenia przez męża oświadczenia o nieślubności dziecka, urodzonego przez upływem 180-u dni od zawarcia małżeństwa, wynosiłby dwa miesiące.

Terminy biegłyby od urodzenia się dziecka. Gdyby mąż z powodu jakichbądź przeszkód nie mógł w powyższych terminach wykonać swego prawa nieprzyznania dziecka, czasokresy miesięczny, dwumiesięczny lub roczny biegłyby według wszystkich projektów od ustania przeszkody. P. 1837 i 1842 wymieniały jako przykłady przeszkód nieobecność męża lub jego chorobę, P. 1834 dodawał jeszcze uwięzienie męża.

5. Wykonywanie prawa nieprzyznania dziecka przez następców męża. Następcy męża (KCP, P. 1842), jego spadko-

biercy (P. 1837), wzgl. najbliżsi spadkobiercy (P. 1852) mogliby wykonywać prawo męża nieprzyznania dziecka, gdyby mąż zmarł przed wniesieniem skargi o nieprzyznanie, ale nie opuściwszy terminów zakreślonych powyżej[1]) (KCP, P. 1837, 1842, 1852), albo, gdyby został pozbawiony wszelkich praw przed upływem tych terminów i nie wytoczył jeszcze skargi o nieprzyznanie (P. 1852).

P. 1834 stanowił, że spadkobiercy męża mogliby nie przyznać dziecka, gdyby mąż wszczął już kroki sądowe o nieprzyznanie, albo, gdyby zmarł przed oświadczeniem nieprzyznania i przed wygaśnięciem terminów przewidzianych w projekcie[2])

Wedle KCP, P. 1837 i P. 1842 dla wniesienia skargi o nieprzyznanie przysługiwałby następcom męża czasokres dwumiesięczny, według P. 1852—trzymiesięczny. Według P. 1834 termin byłby roczny, gdyby chodziło o nieprzyznanie dziecka poczętego w małżeństwie lub dwumiesięczny, gdyby chodziło o nieprzyznanie dziecka poczętego przed małżeństwem.

Terminy biegłyby wedle KCP i wszystkich projektów od chwili, w której „dziecko weszło w posiadanie majątku męża matki, albo od czasu, w którymby wzruszało takież posiadanie następców po nim“ (cyt. podług KCP.).

KCP, P. 1842 i 1852 nie zawierały specjalnych przepisów o prawach i obowiązkach następców męża, występujących ze skargą o nieprzyznanie dziecka. Z tego wnioskujemy, że te prawa i obowiązki byłyby takie same, jak prawa i obowiązki męża, a więc do uznania nieślubności dziecka byłby konieczny wyrok sądowy, następcy męża byliby obowiązani do przeprowadzenia dowodu, że mąż nie jest ojcem dziecka (pow. 3a), albo mogliby nie przyznać dziecka przez proste oświadczenie (pow. 3b.).

Widzieliśmy (pow. str. 147), że mąż mógłby, wedle P. 1837, nie przyznać dziecka poczętego przed małżeństwem przez oświadczenie w akcie notarjalnym przedstawione pisarzowi sądu cywilnego 1-ej instancji. Do uznania nieślubności takie-

---

[1]) pow. p. 4.

[2]) j. w.

go dziecka nie byłby potrzebny wyrok sądowy. Wszelako co do następców męża P. 1837 zawierał specjalny przepis: „Zaprzeczenie dziedziców męża nastąpi w każdym razie przez zapozew przeciw dziecku wydany do sądu cywilnego 1-ej instancji i ulega rozpoznaniu tegoż sądu. Nie wolno jest dziedzicom zaprzeczać prawości dziecka, którego matka nie żyje, i które po jej śmierci weszło już w posiadanie majątku jej męża“.

Według P. 1834 spadkobiercy męża, występujący ze skargą o nieprzyznanie dziecka urodzonego przed upływem 180-u dni od zawarcia małżeństwa byliby obowiązani dowieść, że dziecko nie pochodzi od ich spadkodawcy. Widzieliśmy (pow. str. 145), że mąż miałby prawo nie przyznać dziecka, poczętego przed małżeństwem, przez proste oświadczenie.

II. O stanowisku prawnem dzieci z małżeństw nieważnych.

Według KCP dzieci, pochodzące z małżeństwa nieważnego, są prawe, jeśli oboje małżonkowie zawarli małżeństwo w dobrej wierze, to znaczy, jeśli w chwili zawarcia małżeństwa nie wiedzieli o tem, że ich związek jest nieważny. „Jeśli dobra wiara z jednej tylko była strony“, to również „skutki cywilne małżeństwa.... dzieciom z tegoż małżeństwa spłodzonym służą“. KCP nie rozwiązuje kwestji, czy dzieci z małżeństwa nieważnego będą uważane za dzieci nieślubne, jeśli oboje małżonkowie byli w złej wierze.

P. 1837 stanowił, że „dzieci urodzone z małżeństwa uznanego za nieważne są prawemi, jeżeli jedno z rodziców zawarło je w dobrej wierze, to jest, jeżeli nie miało wiadomości o przeszkodach nie dopuszczających zawarcia związku małżeńskiego, albo, jeżeli przy zawarciu onego miał miejsce przymus lub błąd“.

P. 1842 zawierał przepis podobny, ale nie wspominał o przymusie i błędzie. P. 1852 stanowi wyraźnie, że dzieci, pochodzące z małżeństwa nieważnego, byłyby nieślubne, jeżeli oboje małżonkowie zawierali małżeństwo w złej wierze.

Według P. 1837, 1842 i 1852 dzieci pochodzące z nieważnego małżeństwa, zawartego według przepisów religji grecko-rosyjskiej (P. 1837), wschodnio-katolickiej (P. 1842), prawosławnej (P. 1852) byłyby dziećmi nieślubnemi, choćby oboje małżonkowie zawierali małżeństwo w dobrej wierze. P. 1852

dodawał, że, jeśli przynajmniej jeden z małżonków nie wiedział w chwili zawierania małżeństwa o nieważności związku, „los dzieci może być przez sąd poddany pod łaskawe uznanie Monarchy."

P. 1834 zawierał przepisy różniące się od postanowień KCP. i innych projektów.

Według tego projektu dzieci pochodzące z małżeństwa zawartego wbrew przeszkodzie dwużeństwa, pokrewieństwa i powinowactwa w linji prostej i pokrewieństwa między bratem a siostrą, byłyby dziećmi prawemi, jeżeli przynajmniej jeden z małżonków nie wiedział w chwili ślubu o przeszkodzie dzielącej nupturjentów. Gdyby oboje małżonkowie byli w złej wierze, dzieci z takiego związku należałoby uważać za nieślubne.

We wszelkich innych przypadkach, gdyby pogwałcenie przeszkody do zawarcia małżeństwa stanowiło zbrodnię lub występek, dzieci pochodzące z takiego związku byłyby nieślubne.

Dzieci pochodzące z małżeństwa duchownego katolickiego lub katolickich zakonnika albo zakonnicy, którzy złożyli śluby czystości, byłyby uważane za prawe tylko w stosunku do małżonka świeckiego, o ileby ten małżonek zawarł małżeństwo w dobrej wierze.

Gdyby małżeństwo zostało zawarte wbrew jakimkolwiek przeszkodom powyżej niewymienionym, dzieci pochodzące z takiego małżeństwa byłyby uważane za prawe, jeśli tylko ślub był dany przez duchownego według przepisów właściwego kościoła, choćby nawet małżonkowie zawarli małżeństwo w złej wierze.

III. O uprawnieniu dzieci nieślubnych.

W materji uprawnienia dzieci nieślubnych poglądy prawników petersburskich i warszawskich różniły się od siebie.

Prawnicy warszawscy starali się bronić przepisów KCP o uprawnieniu, powołując się na to, że instytucja uprawnienia jest zgodna z prawem kanonicznem kościoła katolickiego, że uprawnienie odpowiada poczuciu moralnemu ludności Królestwa i jest zgodne z zasadami ludzkości [1]).

---

[1]) Por. Uwagi Kom. Warsz. do tyt. II P. 1842 (AKP. t. 710).

Twórcy P. 1834 i 1837 stawiali dla uprawnienia dzieci nieślubnych jeszcze mniejsze wymagania, niż czyniło to prawo z r. 1825[1]).

Wszelako później pogląd prawników petersburskich uległ zmianie. Projektodawcy z r. 1842 obawiali się, że instytucja uprawnienia może być powodem nadużyć[2]) i starali się utrudnić uprawnienie.

1. Sposoby uprawnienia. Według KCP i P. 1834 uprawnienie dzieci nieślubnych mogłoby nastąpić przez zawarte następnie małżeństwo ich rodziców lub przez postanowienie króla. P. 1837, 1842 i 1852 przewidywały tylko pierwszy sposób uprawnienia[3]).

2. Kto może być uprawnionym. Według KCP, P. 1834, 1837 i 1852 dzieci cudzołożne i kazirodcze nie mogłyby być uprawnione. P. 1842 wyraźnie wyłączał od uprawnienia tylko dzieci cudzołożne. KCP i projekty z wyjątkiem P. 1842 stanowiły, że uprawnienie może nastąpić nietylko względem żyjących dzieci nieślubnych, lecz także względem dzieci zmarłych, które pozostawiły zstępnych.

W ostatnim wypadku z uprawnienia korzystaliby ci zstępni.

a. Uprawnienie dzieci nieślubnych przez zawarte następnie małżeństwo ich rodziców.

Według KCP i wszystkich projektów dzieci nieślubne mogą być uprawnione przez późniejsze małżeństwo ich rodziców; dzieci urodzone po upływie 306 (wzgl. 300) dni od rozłą-

---

[1]) Por. niżej str. 153.

[2]) Por. uwagi hr. Bludowa z r. 1840. Uprawnienie dzieci bezślubnie spłodzonych przez następny związek małżeński ich rodziców... może... dać powód do ważnych nadużyć. Matka dzieci nieprawych, pragnąc im nadać prawa dzieci prawych... potrafi znaleźć osobę gotową do zawarcia z nią związków małżeńskich i przyznania jej dzieci za własne..."

[3]) Według motywów do P. 1842 pominięto w projekcie przepisy o uprawnieniu z mocy postanowienia Króla, bo „ten rodzaj uprawnienia sprzeczny jest z widokami... praw w cesarstwie obowiązującemi. Nadto przepis ten, lubo istniał, pozostawał wszakże bez wykonania, gdyż za obecnego panowania niema jednego przykładu, iżby uprawnienie z woli Monarchy nastąpiło."

czenia małżonków co do stołu i łoża na czas nieograniczony mogą być uprawnione przez przywrócenie pożycia małżeńskiego ich rodziców.

1. Warunki uprawnienia. Uprawnienie przez późniejsze małżeństwo następuje, według KCP, tylko o tyle, o ile rodzice prawnie uznali dzieci nieślubne przed zawarciem związku małżeńskiego, albo przy spisaniu aktu małżeństwa, bądź, jeśli pozostawili te dzieci „w ciągłem posiadaniu stanu dzieci prawych". „Dzieci w ciągu trwającego na czas nieograniczony rozłączenia co do stołu i łoża spłodzone mogą być... uprawnionemi, gdy je rodzice bądź w akcie urodzenia, bądź przy wpisaniu w księgi aktów stanu cywilnego przyzwolenia właściwego sądu cywilnego na nowe ich połączenie się uznają, albo je w ciągłem posiadaniu stanu dzieci prawych zostawią".

P. 1852 zawierał przepisy podobne. Jednakże, według tego projektu, do uprawnienia dzieci nieślubnych potrzebneby było zawsze ich uznanie przed małżeństwem lub przy spisaniu aktu małżeństwa, albo „przy podaniu do akt stanu cywilnego wyroku małżeństwo przywracającego".

Posiadanie przez dzieci nieślubne stanu dzieci prawych po zawarciu małżeństwa ich rodziców nie wystarczałoby do uprawnienia dzieci nieślubnych.

Według P. 1834 i 1837 samo zawarcie małżeństwa przez rodziców uprawniałoby automatycznie dzieci zrodzone ze stosunku pozamałżeńskiego; podobnie odstąpienie za zgodą sądu od separacji co do stołu i łoża, wyrzeczonej na czas nieograniczony, uprawniałoby nieślubne dzieci, urodzone po upływie 300 (P. 1834), wzgl. 306 (P. 1837) dni od wyrzeczenia separacji. Do uprawnienia dzieci nieślubnych nie byłoby potrzebne ani uznanie tych dzieci, ani posiadanie przez nie stanu dzieci prawych.

Twórcy P. 1842 starali się utrudnić uprawnienie. Projekt stanowił, że do uprawnienia dzieci nieślubnych per subsequens matrimonium lub przez odstąpienie od separacji, wyrzeczonej na czas nieograniczony, byłoby potrzebne: „żeby rodzice przyznali dzieci za własne w księgach metryk cywilnych, lub w osobnym notarjalnym akcie w ciągu jednego roku po ich (t. j. dzieci) urodzeniu się."

Według P. 1837, 1842 i 1852 przepisy o uprawnieniu dzieci nieślubnych nie miałyby zastosowania, gdyby przynajmniej jedno z rodziców wyznawało religię grecko-rosyjską (P. 1837), wschodnio-katolicką (P. 1842), prawosławną (P. 1852).

2. Skutki uprawnienia. Według KCP, P. 1837 i 1852 dzieciom uprawnionym przez następnie zawarte małżeństwo rodziców służą te same prawa, które służą dzieciom pochodzącym z małżeństwa, „nie ubliżając prawom przez trzecie osoby przed uprawnieniem nabytym."

P. 1834 i 1842 stanowiły, że dzieci uprawnione miałyby stanowisko dzieci prawych. Gdyby jednakże wykonywanie pewnych praw było uzależnione od pierworodztwa (primogenitury), starszeństwo dzieci uprawnionych liczyłoby się im nie od chwili ich urodzenia, ale od chwili uprawnienia.

3. Zaprzeczenie uprawnienia. Tylko P. 1852 zawierał specjalny przepis o zaprzeczeniu uprawnienia. Projekt ten stanowił, że uprawnienie dzieci nieślubnych mogłoby być zaprzeczone przez wszystkich zainteresowanych, jeżeliby dziecko nie pochodziło od tych osób, którzy je uznali, albo, jeżeliby dziecko pochodziło z cudzołóstwa lub z kazirodztwa.

b. Uprawnienie z mocy postanowienia króla.

Według KCP uprawnienie z mocy postanowienia króla może nastąpić na żądanie obojga rodziców lub tylko na żądanie ojca. Uprawnienie takie nadaje dzieciom nieślubnym stanowisko dzieci prawych obojga rodziców, lub tylko ojca, zależnie od tego, czy ojciec i matka żądali uprawnienia, czy też uczynił to wyłącznie ojciec. Wszelako dzieci uprawnione per rescriptum principis nie nabywają praw familijnych ani względem wstępnych, ani względem bocznych krewnych swoich rodziców.

Według P. 1834 dziecko uprawnione per rescriptum principis byłoby uważane za prawe dziecko ojca i byłoby spokrewnione z innymi zstępnymi ojca. Wszelako dziecko takie pozostawałoby obce dla wstępnych ojca i dla jego bocznych krewnych. Gdyby jednakowoż który z tych wstępnych lub bocznych krewnych razem z ojcem prosił króla o uprawnienie dziecka, dziecko byłoby uważane za spokrewnione z tym krewnym ojca i z jego potomstwem.

IV. O przysposobieniu.

Przepisy o przysposobieniu w KCP różniły się od postanowień projektów. Jedną z tych różnic było, że Kodeks zawierał jednakowe postanowienia dla wszystkich obywateli Królestwa, a projekty przewidywały odrębne warunki i formy dla dokonania adopcji przez szlachtę, a odrębne dla przysposobienia przez osoby stanu nieszlacheckiego.

1. Definicja przysposobienia. Tylko P. 1834 zawierał określenie adopcji. Według tego projektu przysposobienie byłoby aktem, za którego pośrednictwem zawiązywałby się stosunek rodziców do dzieci między osobami, które uprzednio nie znajdowały się w tym stosunku.

2. Warunki przysposobienia.

a. Kto może przysposobić:

<table>
<tr><th>KCP</th><th>P. 1834</th><th>P. 1837.</th><th>P. 1842</th><th>P. 1852</th></tr>
<tr><td rowspan="2">1. Osoby pięćdziesięcioletnie obojej płci lub osoby starsze</td><td colspan="3">Osoby pełnoletnie, t j. mające 21 lat skończonych lub osoby starsze</td><td rowspan="2">jak w KCP.</td></tr>
<tr><td>płci męskiej i kobiety zamężne</td><td>tylko płci męskiej</td><td>tylko płci męskiej</td></tr>
<tr><td colspan="5">2. Osoby nie mające własnych dzieci ani zstępnych prawych w chwili przysposobienia</td></tr>
<tr><td colspan="3">3. Osoby starsze przynajmniej o lat 15 od mającego być przysposobionym</td><td>Brak tego warunku</td><td>jak w KCP.</td></tr>
<tr><td colspan="5">4. Osoby, żyjące w związku małżeńskim mogą przysposobić tylko za zezwoleniem współmałżonka
Wyjąwszy adopcję testamentową (pon. str. 1!8)</td></tr>
<tr><td colspan="2">5. Osoby cieszące się dobrą sławą</td><td colspan="2">Brak tego warunku</td><td>jak w KCP.</td></tr>
<tr><td>6. Brak tego przepisu</td><td>Ksiądz katolicki nie mógłby przysposobić</td><td colspan="3">Brak tego przepisu</td></tr>
<tr><td>7. Osoby które w ciągu małoletności mającego być przysposobionym przynajmniej przez trzy lata utrzymywały go i miały o nim staranie</td><td>Brak tego przepisu</td><td colspan="3">Warunek ten byłby potrzebny tylko do przysposobienia przez osoby nie należące do stanu szlacheckiego</td></tr>
</table>

Projekty zawierały jeszcze dodatkowe przepisy na wypadek, gdyby osoba chcąca przysposobić należała do stanu szlacheckiego. Według P. 1834 szlachcic nie mający zstępnych płci męskiej mógłby przysposobić swego zięcia lub jego zstępnych (wyjątek od zasady podanej wyżej p. 2). P. 1837 i 1842 stanowiły, że „osobom stanu szlacheckiego wolno jest przysposabiać wtedy tylko, gdy nie mają krewnych płci męskiej tegoż co i one nazwiska i herbu“, lub (P. 1842), gdyby ci krewni nie sprzeciwili się adopcji w ciągu określonego terminu, albo, gdyby ich sprzeciw został oddalony. Według P. 1852 „przysposobienie (ocz. przez szlachtę) nie może nastąpić, gdy krewni przysposabiającego tegoż co i on nazwiska i herbu oświadczą swoje sprzeciwienie się“. Z tego wynika, że wedle P. 1852 sprzeciw mogłyby zgłosić także krewne płci żeńskiej.

P. 1834 zawierał ogólny przepis, że przysposobienie przez szlachcica nie mogłoby nastąpić, gdyby szkodziło w jakikolwiek sposób prawom jego rodziny.

P. 1842 dozwalał przysposabiać kobietom-szlachciankom, któreby odpowiadały wymaganiom stawianym dla przysposabiających w ogólności i któreby nie miały krewnych tegoż nazwiska i herbu, co ojciec przysposabiającej.

b. Kto może być przysposobionym (w ogólności):

<table>
<tr><th>KCP.</th><th>P. 1831.</th><th>P. 1837.</th><th>P 1842.</th><th>P. 1852</th></tr>
<tr><td rowspan="2">1. Osoby pełnoletnie obojej płci.</td><td rowspan="2">Osoby obojej płci bez różnicy wieku.</td><td colspan="2">Osoby płci męskiej, mające przynajmniej skończonych lat</td><td rowspan="2">Osoby obojej płci, mające przynajmniej 18 lat skończonych.</td></tr>
<tr><td>18</td><td>17</td></tr>
<tr><td>2. Jeśli mający być przysposobionym nie ukończył 25 lat, może być przysposobiony tylko, gdy uzyska zezwolenie rodziców, wzgl. ojca, gdyby matka była przeciwnego zdania. Gdy tylko jedno z rodziców żyje mający być przysposobionym winien otrzymać jego pozwolenie. Jeśli mający być przysposobionym ukończył 25 lat, jest obowiązany zasięgnąć rady tego z rodziców, które żyje, albo obojga.</td><td>Osoby nieletnie mogłyby być przysposobione tylko za zgodą rodziców, lub w braku rodziców za zgodą wstępnych sprawujących opiekę. Gdyby opieki nie sprawowali wstępni, na przysposobienie musiałaby zezwolić zwierzchn. opiek.</td><td colspan="2">Nikt bez względu na swój wiek nie mógłby być przysposobionym bez zezwolenia rodziców, jeśli ci żyją.</td><td>„Jeżeli przysposobić się mający nie ma jeszcze skończonych lat 21, powinien uzyskać zezwolenie ojca; gdy ojciec nie żyje, lub władzy rodzicielskiej nie sprawuje — zezwolenie matki. Jeżeli oboje rodzice nie żyją lub władzy rodzicielskiej nie sprawują, powinien uzyskać zezwolenie rady familijnej.“ Jeśli mający być przysposobionym skończył 21 lat, byłby obowiązany zawiadomić rodziców o przyszłem przysposobieniu.</td></tr>
<tr><td></td><td>3. Jeśliby mający być przysposobionym ukończył lat 16, wymaganeby było jego zezwolenie.</td><td colspan="2"></td><td></td></tr>
<tr><td></td><td>4. Mogłyby być przysposobione tylko osoby dobrej sławy.</td><td colspan="2"></td><td></td></tr>
</table>

Według P. 1837, 1842 i 1852 szlachcic mógłby przysposobić tylko szlachcica. P. 1834 nie zawierał takiego przepisu.

P. 1837 i 1842 stanowiły ponadto, że „osoby stanu szlacheckiego mogą tylko przysposabiać swych krewnych prawych albo mężów niewiast prawnie z nimi to jest z przysposabiającymi spokrewnionych“ (cyt. wedł. P. 1837).

Wedle KCP., P. 1837, 1842 i 1852 nikt nie może być przysposobionym przez więcej jak jedną osobę, chyba tylko (KCF i P. 1852) przez dwóch współmałżonków“ (cyt. podł. KCP.).

P. 1837 i 1842 dodawały, że możnaby było przysposobić jedną lub kilka osób.

KCP. nie rozstrzyga kwestji, czy można adoptować własne dzieci nieślubne. Wszystkie projekty zawierały przepis, że przysposobienie własnych dzieci nieślubnych byłoby zabronione.

3. Przysposobienie remuneracyjne jest znane tylko Kodeksowi i P. 1852 (dla nieszlachty). Tak KCP. jak i P. 1852 zawierały przepisy jednobrzmiące. Zgodnie z tymi przepisami wolno przysposobić osobę, która uratowała przysposabiającemu życie z niebezpieczeństwem własnego życia. Przysposobienie remuneracyjne może dojść do skutku, jeżeli przysposabiający jest dobrej sławy, pełnoletni, starszy od przysposobionego, nie ma dzieci i zstępnych prawych. Gdyby przysposabiający był małżonkiem, musiałby otrzymać na przysposobienie zgodę współmałżonka.

4. Przysposobienie testamentowe jest skutkiem opieki dobrowolnej, instytucji przewidzianej w KCP, lecz nieznanej żadnemu z projektów (zob. pon. pod V).

Ponieważ twórcy projektów petersburskich i warszawskich pominęli przepisy o opiece dobrowolnej, nie umieścili też w projektach postanowień o przysposobieniu testamentowem.

Według KCP opiekun dobrowolny może po upływie dwóch lat od przyjęcia opieki przysposobić swego pupila drogą rozporządzenia testamentowego. Przysposobienie testamentowe jest ważne, jeżeli opiekun dobrowolny umiera przed upływem trzech miesięcy od dojścia pupila do pełnoletności.

Do przysposobienia testamentowego stosują się wszelkie przepisy o warunkach zwykłego przysposobienia ; przyspo-

sobienie testamentowe przychodzi do skutku, jeżeli przysposabiający w chwili swej śmierci nie ma dzieci ani zstępnych prawych. KCP wyraźnie stanowi, że zgoda na przysposobienie testamentowe ze strony małżonka osoby przysposabiającej nie jest potrzebna.

5. **Procedura w materji przysposobienia** [1]. Według KCP osoba, która chce przysposobić i osoba mająca być przysposobioną powinny stawić się przed sędzią pokoju w okręgu zamieszkania osoby przysposabiającej i oświadczyć swą zgodę na przysposobienie. W sądzie pokoju spisuje się odpowiedni akt stwierdzający wzajemne zezwolenie stron na adopcję i akt ten zostaje złożony w urzędowym wyciągu prokuratorowi sądu ziemskiego w okręgu zamieszkania przysposabiającego. Akt powyższy winna złożyć prokuratorowi, „strona pilniejsza" w ciągu trzech miesięcy od daty aktu. Akt zezwolenia stron na przysposobienie byłby uważany za niebyły, gdyby go w powyższym terminie nie przedstawiono prokuratorowi. Sąd ziemski stwierdza, czy zostały dopełnione warunki przewidziane przez prawo i po wysłuchaniu wniosków prokuratora wydaje wyrok bez motywów tej treści: przysposobienie ma miejsce lub nie ma miejsca.

Bez względu na treść wyroku strona „pilniejsza" obowiązana jest w ciągu trzech miesięcy od daty ogłoszenia wyroku przedstawić go trybunałowi apelacyjnemu.

Zaniedbanie powyższego obowiązku powoduje upadek przysposobienia. Trybunał apelacyjny po wysłuchaniu wniosków prokuratora orzeka bez podania motywów, „w tych

---

[1]) W związku z procedurą w materji przysposobienia powiemy parę słów o znaczeniu wyrazów „akt przysposobienia" (acte d'adoption) według projektów warszawskich i petersburskich. Zgodnie z P. 1842 i 1852 przez akt przysposobienia rozumiemy spisany w trybunale cywilnym 1-ej instancji (p. 1842) wzgl. w sądzie pokoju (P. 1852) akt stwierdzający zezwolenie na adopcję ze strony osoby przysposabiającej i osoby mającej być przysposobioną. Według P. 1837 akt przysposobienia ma takie samo znaczenie. Akt ten w razie adopcji przez osobę nie należącą do szlachty należałoby spisywać w sądzie cyw. 1-ej instancji. Wszelako zgodnie z P. 1837 przez akt przysposobienia rozumiemy jeszcze akt spisany na życzenie jednej lub obu stron we właściwych księgach stanu cywilnego. W. P. 1834 acte d'adoption oznacza wyłącznie akt stanu cywilnego.

wyrazach: wyrok jest potwierdzony lub wyrok jest uchylony, a zatem przysposobienie ma miejsce, lub nie ma miejsca“

Jeśli sąd apelacyjny zgodzi się na przysposobienie, przysposabiający lub mający być przysposobionym powinni postarać się o wciągnięcie przysposobienia do ksiąg aktów urodzenia w miejscu zamieszkania przysposabiającego. Niewciągnięcie przysposobienia do wskazanych wyżej ksiąg w ciągu trzech miesiący od ogłoszenia wyroku trybunału apelacyjnego powoduje upadek przysposobienia. „Wyciąg przysposobienia wpisanego w księgi aktów stanu cywilnego, ma być w ciągu dni ośmiu przez utrzymującego też księgi kosztem strony wzywającej przesłany prokuratorowi królewskiemu przy sądzie ziemskim właściwym, dla wywieszenia w takich miejscach i w tylu egzemplarzach, jak tego prokurator uzna potrzebę“.

Śmierć przysposabiającego po przyjęciu przez sędziego pokoju aktu przysposobienia nie pociąga za sobą przerwy postępowania. Pomimo, że przysposabiający nie żyje, trybunał apelacyjny może orzec, że przysposobienie ma miejsce. Jeśli następcy przysposabiającego sądzą, że przysposobienie nie powinno być dozwolone, mogą zakomunikować swoje uwagi prokuratorowi.

W dziale o aktach stanu cywilnego KCP stanowi, że na życzenie strony zainteresowanej, utrzymujący księgi aktów stanu cywilnego uczyni wzmiankę o przysposobieniu na brzegu aktu urodzenia przysposobionego.

P. 1852.

Według tego projektu postępowanie w sprawie przysposobienia zaczynałoby się od spisania aktu zobopólnej zgody na przysposobienie. Podobnie jak w KCP akt zezwolenia musiałby być spisany w sądzie pokoju miejsca zamieszkania przysposabiającego. Przysposabiający i mający być przysposobionym powinniby się stawić osobiście lub przez pełnomocników mających szczególne i urzędowe pełnomocnictwo.

Osoba przysposabiająca byłaby obowiązana złożyć prezesowi izby cywilnej wypis aktu zobopólnej zgody na przysposobienie wraz z odpowiedniem podaniem.

Do podania należałoby dołączyć dowody stwierdzające dopełnienie warunków przysposobienia i świadectwo władzy wyjaśniające, czy strony należą, czy nie należą do stanu dziedzicznej szlachty.

Gdyby przysposabiający był szlachcicem, prezes izby cywilnej zarządzałby specjalne postępowanie celem stwierdzenia, czy krewni przysposabiającego tego samego nazwiska i herbu nie sprzeciwiają się przysposobieniu.

Jeśli krewni nie sprzeciwiliby się lub ich sprzeciw byłby odrzucony, izba cywilna rozpatrywałaby podanie o przysposobienie i przesyłałaby je wraz z załącznikami i swoją opinją do ogólnego zebrania warszawskich departamentów rządzącego senatu. „Ogólne zebranie senatu, jeżeli objawi zdanie przychylne przysposobieniu, prześle takowe przy najpoddanniejszym raporcie pod Najwyższe zatwierdzenie".

Gdyby przysposabiający nie należał do szlachty, izba cywilna rozpatrywałaby akt przysposobienia, podanie i dowody i stanowiłaby, czy przysposobienie ma miejsce. W razie gdyby izba zgodziła się na przysposobienie, prokurator przesyłałby akta sprawy do decyzji 9-go dep. senatu. Gdyby izba cywilna odrzuciła podanie o przysposobienie, przysposabiający miałby prawo w ciągu trzech miesięcy od zawiadomienia go o wyroku odwołać się do 9-go departamentu senatu lub uzupełnić dowody potrzebne do zatwierdzenia adopcji.

Wyrok ogólnego zebrania senatu zatwierdzony przez cesarza (w wypadkach przysposobienia przez szlachtę) lub wyrok 9-go departamentu senatu (w wypadkach przysposobienia przez osoby nie należące do stanu szlacheckiego) byłyby z urzędu komunikowane prokuratorowi przy izbie cywilnej. Prokurator przesyłałby odpis wyroku urzędnikom stanu cywilnego w miejscu zamieszkania przysposabiającego i w miejscu, gdzie był spisany akt urodzenia przysposobionego. Urzędnicy stanu cywilnego czyniliby w księgach odpowiednie wzmianki o przysposobieniu. Koszta postępowania, prowadzącego do przysposobienia, ponosiłby przysposabiający.

P. 1852 zasadniczo różnił się od KCP, stanowił bowiem, że „gdy jedna ze stron, przed ostatecznem wyrzeczeniem o przysposobieniu umrze, zaginie, ulegnie pozbawieniu wszel-

kich praw albo dobrowolnie od przysposobienia odstąpi, — przysposobienie uważać się będzie za niebyłe".

P. 1834.

a. Przysposobienie przez szlachtę.

Osoby, których zgoda na przysposobienie byłaby potrzebna, musiałyby oświadczyć zezwolenie na adopcję w sądzie ziemskim. Sąd ziemski badałby, czy dopełniono warunków przewidzianych przez prawo i czy przysposobienie przynosi korzyść mającemu być przysposobionym, jeśli jest on małoletni. Sąd mógłby również zwrócić się o opinję do naczelników lub członków rodzin obu stron, t. j. strony przysposabiającej i mającej być przysposobioną.

Na wniosek obu stron akta sprawy byłyby przesyłane wraz z opinją sądu ziemskiego do trybunału apelacyjnego. Trybunał zezwalałby na adopcję lub decydowałby, że adopcja nie może nastąpić.

Gdyby trybunał zgodził się na przysposobienie, prokurator przy trybunale na żądanie obu stron zainteresowanych przesyłałby akta sprawy do Komisji Rządowej Sprawiedliwości, która przedstawiałaby wyrok do zatwierdzenia cesarzowi.

Gdyby przysposabiający zmarł przed zakończeniem procedury, postępowanie mogłoby trwać dalej na wniosek strony mającej być przysposobioną.

b. Przysposobienie przez osoby nie należące do stanu szlacheckiego.

Gdyby przysposabiający nie należał do stanu szlacheckiego, czynności sądu ziemskiego opisane wyżej pod a. spełniałby magistrat lub wójt gminy w miejscu zamieszkania przysposabiającego.

Prezydent miasta lub wójt gminy przesyłałby akta sprawy do sądu ziemskiego. Przesłanie następowałoby na wyraźne życzenie obu stron, t. j. przysposabiającej i mającej być przysposobioną. Sąd ziemski orzekałby ostatecznie, czy przysposobienie nastąpi, czy nie nastąpi.

W tytule o aktach stanu cywilnego P. 1834 zawierał przepisy o akcie przysposobienia. Akt przysposobienia

przez szlachtę byłby sporządzony przez urzędnika stanu cywilnego na życzenie osoby przysposabiającej i osoby mającej być przysposobioną. W tym celu strony zainteresowane musiałyby osobiście zjawić się przed urzędnikiem stanu i przedstawić mu odpis zezwolenia cesarza na przysposobienie. Akt przysposobienia zawierałby przedewszystkiem wzmiankę o tem, że jedna strona zgodnie z zezwoleniem cesarza adoptuje drugą i wymieniałby imiona, nazwiska, zajęcie i zamieszkanie rodziców przysposobionego.

Gdyby przysposabiający nie należał do szlachty, akt przysposobienia byłby sporządzony na życzenie przysposabiającego lub mającego być przysposobionym. Strona żądająca sporządzenia aktu byłaby obowiązana złożyć odpis wyroku sądu orzekającego zezwolenie na adopcję[1]). Urzędnik stanu cywilnego sporządzałby protokół, stwierdzający, że jedna ze stron stawiła się przed nim i żądała sporządzenia aktu adopcji.

W dziale o przysposobieniu P. 1834 stanowił, że niezależnie od stanu osoby przysposabiającej akt przysposobienia byłby spisany na brzegu aktu urodzenia osoby przysposobionej[2]).

P. 1837.

a. Przysposobienie przez osobę stanu szlacheckiego.

Według P. 1837 osoba przysposabiająca i osoba mająca być przysposobioną składałaby prośbę o zezwolenie na przysposobienie do cesarza za pośrednictwem Komisji Rządowej Sprawiedliwości. Do podania należałoby dołączyć dowody,

---

[1]) W tyt. o aktach stanu cywilnego czytamy o sądzie apelacyjnym (cour d'appel), a w dziale o przysposobieniu czytamy o sądzie ziemskim (cour terrestre).

[2]) Pomiędzy tytułem o aktach stanu cywilnego, a tytułem o rodzicach i dzieciach w P. 1834 zachodzą pewne różnice, z których jedną podkreśliliśmy już w odsyłaczu pierwszym. Tę różnicę między dwoma tytułami projektu możemy wytłomaczyć okolicznością, że tytuł o aktach stanu cywilnego powstał znacznie później, niż inne działy P. 1834; Zaborowski napisał go prawdopodobnie wtedy, gdy tytuł o rodzicach i dzieciach ulegał już przeróbkom. Datę powstania tytułu o aktach stanu cywilnego określiliśmy w cz. I-ej na połowę r. 1835 (zob. pow. cz. I-a str. 13 i 19).

że warunki przysposobienia zostały spełnione. Dowodem, że przysposabiający nie ma krewnych płci męskiej tegoż co i on nazwiska i herbu, byłoby świadectwo pisarza sądu cywilnego 1-ej instancji, przeprowadzającego odpowiednie dochodzenie na wniosek osoby przysposabiającej. Przysposobienie może być spełnione po oznajmieniu stronom „Najwyższego pozwolenia“. Akt przysposobienia byłby spisany na życzenie obu stron zainteresowanych w księdze aktów stanu cywilnego w miejscu zamieszkania osoby przysposabiającej, a następnie akt ten wciąganoby do ksiąg zawierających akt urodzenia osoby przysposobionej. W tytule o aktach stanu cywilnego spotykamy przepis dotyczący aktu przysposobienia przez szlachtę. Przepis ten nie różnił się od odpowiedniego postanowienia P-u. 1834[1]).

b. Przysposobienie przez osobę nie należącą do szlachty.

P. 1837 stanowił, że „akt przysposobienia zeznany być winien w sądzie cywilnym 1-ej instancji przez strony tak przysposabiającą jakoteż mającą być przysposobioną. Przed zeznaniem powyższego aktu złożone być winny sądowi dowody, że warunki do przysposobienia, prawem niniejszem wymagane, są dopełnione i że nie zachodzi żadna przeszkoda przysposobienia nie dopuszczająca“.

Prokurator przy sądzie cywilnym 1-ej instancji przesyłałby akta sprawy wraz ze złożonymi przez strony dowodami do sądu apelacyjnego.

Sąd apelacyjny orzekałby, czy przysposobienie może, czy nie może nastąpić.

„Wpisanie do ksiąg stanu cywilnego aktu przysposobienia osoby stanu nieszlacheckiego nastąpi, skoro strona przysposabiająca albo strona przysposobiona złoży utrzymującemu księgi stanu cywilnego, osobiście lub przez pełnomocnika wypis wyroku sądu apelacyjnego przysposobienie zatwierdzającego“.

P. 1842.

Według tego projektu osoba przysposabiająca i osoba mającą być przysposobioną musiałyby oświadczyć swą zgodę

---

[1]) Zob. przepis P. 1834 na stronie 162 — 163.

na przysposobienie w trybunale cywilnym 1-ej instancji w miejscu zamieszkania przysposabiającego. W tym także sądzie strony składałyby dowody świadczące, że warunki przysposobienia zostały wypełnione. Jeśli przysposabiający nie należy do szlachty, trybunał cywilny 1-ej instancji ostatecznieby stanowił, czy przysposobienie nastąpi czy nie nastąpi. Jeśli przysposabiający należy do stanu szlacheckiego, trybunał odsyłałby akta sprawy do sądu apelacyjnego. Sąd apelacyjny przeprowadzałby dochodzenie, mające na celu stwierdzić, czy krewni przysposabiającego, tegoż co i on nazwiska i herbu nie sprzeciwiają się przysposobieniu. Po zakończeniu dochodzenia w razie braku sprzeciwienia się ze strony wzmiankowanych wyżej krewnych albo gdyby sprzeciw krewnych został oddalony, sąd apelacyjny przesyłałby akta sprawy do senatu. Senat sprawdzałby, czy spełnione zostały warunki przysposobienia i przedstawiałby sprawę cesarzowi za pośrednictwem namiestnika Królestwa. Przysposobienie przez szlachtę mogłoby nastąpić tylko za zezwoleniem cesarza.

Trybunał cywilny 1-ej instancji po wydaniu wyroku zatwierdzającego przysposobienie przez osobę nie należącą do stanu szlacheckiego, polecałby uczynić wzmiankę o przysposobieniu „w właściwych księgach metryk cywilnych".

P. 1842 nie wspominał ani w dziale o przysposobieniu, ani w tytule „o księgach metryk cywilnych", które księgi byłyby właściwe dla dokonania w nich wzmianki o adopcji. Gdyby przysposabiający należał do szlachty, powyższą wzmiankę w księgach „metryk cywilnych" polecałby sporządzić senat po otrzymaniu zezwolenia cesarza na przysposobienie [1]).

P. 1837, 1842 i 1852 zawierały specjalne przepisy o postępowaniu celem sprawdzenia, czy przysposabiający szlachcic nie ma krewnych płci męskiej (P. 1837, 1842) lub krewnych płci obojej (P. 1852) tegoż co i on nazwiska i herbu.

---

[1]) Do P. 1842 był dołączony „wzór wzmianki w księgach metryk cywilnych o przysposobieniu uczynionej": „Na zasadzie przytoczonych pod literą *a* dowodów czyni się wzmianka o przysposobieniu Antoniego Z. przez Jana W.".

Według P. 1837 pisarz sądu cywilnego 1-ej instancji, według P. 1842 sąd apelacyjny, według P. 1852 prezes izby cywilnej (sądu apelacyjnego) ogłaszałby w dziennikach o zamierzonem przysposobieniu przez szlachcica.

Ogłoszenie umieszczanoby w dzienniku urzędowym (P. 1837), w gazecie rządowej warszawskiej (P. 1842), lub w gazecie rządowej i dziennikach właściwych gubernji (P. 1852) trzykrotnie w przerwach dwumiesięcznych (P. 1837), lub w przerwach miesięcznych (P. 1842 i 1852). Według P. 1852 ogłoszenie wymieniałoby imiona, nazwiska, herb, „powołanie" i zamieszkanie osoby przysposabiającej i osoby mającej być przysposobioną.

Krewni płci męskiej (P. 1837, 1842) lub krewni obojej płci (P. 1852) tegoż samego nazwiska i herbu co przysposabiający mieliby prawo sprzeciwić się zamierzonemu przysposobieniu najpóźniej w ciągu dwóch miesięcy (P. 1837) lub jednego miesiąca (P. 1842 i 1852) od ostatniego ogłoszenia o adopcji.

Sprzeciw należałoby zgłosić pisarzowi sądu cywilnego 1-ej instancji (P. 1837) lub pisarzowi sądu apelacyjnego (izby cywilnej, P. 1842, 1852). P. 1837 stanowił, że „sprzeciwienie się stron interesowanych może tylko być opartem na zasadzie, że strona sprzeciwiająca się jest krewnym płci męskiej osoby zamierzającej przysposobić tegoż co i ona nazwiska i herbu". P. 1852 zawierał przepis podobny. Według tego projektu sprzeciw podany w terminie mógłby być odrzucony jedynie wtedy, gdy sprzeciwiający się nie udowodni, że jest krewnym przysposabiającego tegoż samego nazwiska i herbu. Zgodnie z P. 1852 sprzeciwiający się byliby obowiązani dołączyć do aktu sprzeciwu dowody pokrewieństwa i obrać sobie zamieszkanie w mieście, w którem znajduje się siedziba właściwej izby cywilnej.

Według P. 1837 przysposabiający mógłby zaskarżyć sprzeciw krewnych jako bezzasadny. Skargę rozpatrywałby sąd cyw. 1-ej inst. Wedle P. 1842 i 1852 sąd apelacyjny (izba cywilna) rozpatrywałby sprzeciw krewnych z urzędu. Od oddalenia sprzeciwu zależałby dalszy bieg postępowania w materji zamierzonej adopcji.

P. 1837, 1842 i 1852 zawierały przepisy o dowodach, które byliby obowiązani złożyć przysposabiający i mający być przysposobionym dla przekonania sądu wzgl. Komisji Rządowej Sprawiedliwości, że zostały wypełnione warunki przysposobienia.

Według P. 1852 „zezwolenie rodziców przysposobionego i współmałżonka przysposabiającego może być objawione w samymże akcie przysposobienia“[1]). P. 1842 wymagał, aby wspomniane wyżej zezwolenie rodziców i małżonka było przez nich osobiście oświadczone w sądzie. Wszelako, wedle P. 1840 i 1852, powyższe zezwolenie mogłoby być także udzielone przez akt notarjalny, lub (P.1852) za pomocą aktu sporządzonego przez sędziego pokoju w miejscu zamieszkania rodziców albo małżonka. P. 1837 stanowił, że „złożon(y) będ(zie) sądowi cywilnemu ..... akt urzędowy zgodzenia się na przysposobienie małżonki przysposabiającego, jeżeli ta znajduje się, i zezwolenia rodziców przysposobionego, jeżeli ci żyją“.

Według P. 1837 i 1842 strony zainteresowane musiałyby złożyć akt urodzenia osoby przysposabiającej i osoby mającej być przysposobioną. Jeśli przysposabiający jest szlachcicem, należałoby złożyć sądowi świadectwo heroldji stwierdzające, że osoba przysposabiająca i mająca być przysposobioną należą do stanu szlacheckiego, a pozatem przysposabiający i mający być przysposobionym musieliby dowieść, że są ze sobą spokrewnieni. Wypełnienie wszystkich innych warunków wymaganych do ważności przysposobienia musiałoby być dowiedzione przez świadectwa miejscowej policji oparte na księgach ludności i na zeznaniu wiarogodnych osób.

P. 1852 stanowił, że „brak zstępnych i niezostawanie przysposabiającego w związkach małżeńskich, tudzież dopełnienie innych wyżej wymaganych warunków (np. warunku trzyletniego utrzymania przez przysposabiającego osoby, mającej być przysposobioną) winny być udowodnione świadectwem właściwej władzy administracyjnej, opartem na księgach ludności i protokólarnem zeznaniu dwóch wiarogodnych świadków“.

---

[1]) To znaczy jednocześnie z oświadczeniem stron w sądzie pokoju.

P. 1837 i 1842 zawierały specjalne przepisy mające na celu niedopuszczenie do adopcji dzieci nieślubnych przez ich nieślubnych rodziców.

Według P. 1837 przepisy te odnosiłyby się wyłącznie do przysposobienia przez osoby nie należące do stanu szlacheckiego, w P. 1842 spotykamy odrębne postanowienia na wypadek, gdy przysposabiający był szlachcicem i odrębne na wypadek, gdy przysposabiający nie należał do szlachty.

Zgodnie z P. 1837 i 1842, gdyby ze złożonych w sądzie (trybunale) cyw. 1-ej inst. dowodów nie wynikało, kto jest ojcem osoby mającej być przysposobioną, np. ponieważ w akcie urodzenia zaznaczono, że osoba mająca być przysposobioną jest dzieckiem niewiadomych rodziców, prokurator królewski (P. 1837) wzgl. trybunał cyw. 1-ej inst. przeprowadzałby odpowiednie śledztwo. P. 1837 stanowił, że prokurator prowadziłby śledztwo przy pomocy policji. Dochodzenie miałoby na celu ustalić, czy osoba mająca być przysposobioną nie jest nieślubnem dzieckiem osoby przysposabiającej. (P. 1837, 1842) Zgodnie z P. 1837 protokół śledztwa prokurator przy sądzie 1-ej instancji przesyłałby sądowi apelacyjnemu wraz z aktem przysposobienia.

Wedle P. 1842 w razie gdyby przysposabiający był szlachcicem, trybunał cyw. 1-ej inst. odsyłałby akta śledztwa wraz z aktami przysposobienia sądowi apelacyjnemu, sąd apelacyjny zaś przedstawiałby wyżej wymienione akta senatowi. Gdyby przysposabiający nie należał do szlachty, trybunał cyw. 1-ej instancji sam rozstrzygałby wątpliwości na podstawie danych śledztwa [1]).

6. Skutki przysposobienia. Według KCP przysposobiony nosi nazwisko przysposabiającego w ten sposób, że dodaje je do swego nazwiska rodowego; jeśli przysposabia kobieta zamężna, przysposobiony nosi oprócz swego nazwiska nazwisko rodowe przysposabiającej. „Przysposobiony nie przestaje być członkiem familji, do której z urodzenia należy i zachowuje w niej wszystkie prawa". Przysposabiający i przy-

---

[1]) Ponieważ KCP nie zawiera żadnych przepisów o postępowaniu w materji adopcji testamentowej, więc pomijamy omawianie kwestji związanych z formalnościami prowadzącemi do tego rodzaju przysposobienia.

sposobiony obowiązani są w razie potrzeby dostarczać sobie nawzajem alimentów, jednakże przez przysposobienie nie ustaje wzajemny obowiązek alimentarny między przysposobionym i jego rodzicami. Przysposobiony dziedziczy majątek po przysposabiającym tak jakby był jego prawem dzieckiem, choćby nawet po adopcji przybyły osobie przysposabiającej dzieci. Gdyby przysposobiony zmarł przed przysposabiającym, zstępnym przysposobionego służy prawo zastępstwa. Przysposobiony nie dziedziczy po krewnych przysposabiającego [1]).

Wszystkie projekty wyraźnie stanowiły, że przysposobiony zająłby stanowisko prawego dziecka przysposabiającego, nie traciłby wszakże żadnych praw, któreby mu służyły dzięki jego urodzeniu. Przysposobiony nie byłby uważany za spokrewnionego z rodziną osoby przysposabiającej. Według P. 1834, gdyby wstępny lub boczny krewny przysposabiającego wyraził swą zgodę na adopcję przez oświadczenie w sądzie, przed magistratem miasta albo wójtem gminy, przysposobiony wchodziłby w stosunek pokrewieństwa z tym krewnym przysposabiającego.

Co się tyczy nazwiska, które ma nosić przysposobiony, P. 1852 powtarzał przepisy Kodeksu. Według tego projektu przysposobiony używałby również herbu i tytułów dziedzicznych przysposabiającego. P. 1834, 1837 i 1842 stanowiły tylko, że przysposobiony nosiłby nazwisko przysposabiającego i (P. 1837 i 1842) używałby jego herbu oraz tytułów familijnych. W P. 1834, 1837 i 1842 nie była rozstrzygnięta kwestja, czy przysposobiony ma nosić jedno czy dwa nazwiska [2]).

W M. i w tyt. o małżeństwie P-u 1852 znajdujemy przepisy, zgodnie z którymi z przysposobienia wynika przeszkoda do zawarcia małżeństwa. Przeszkoda ta istnieje w każdym

---

[1]) O prawie powrotu zob. str. następną.

[2]) Por. mot. do P. 1842:... w projekcie nie zamieszczono przepisu... prawa w treści, że przysposobiony, przybierając nazwisko osoby, która go przysposabia, zachować winien prócz tego nazwisko dawne, a to z powodu, że układ w tym względzie zawisł jedynie od dobrowolnego zgodzenia się stron obudwóch, też od postanowienia Najwyższego..."

razie, (t. j. niezależnie od wyznania nupturjentów) między przysposabiającym i przysposobionym.

KCP zawiera postanowienia dotyczące t. zw. prawa powrotu przysługującego osobie przysposabiającej wzgl. jej krewnym. Z postanowieniami temi nie spotykamy się w księdze I-szej żadnego z projektów.

Według KCP, jeśli przysposobiony umiera, nie zostawiając zstępnych prawych, rzeczy darowane przez przysposabiającego przysposobionemu, albo odziedziczone po przysposabiającym, o ile znajdują się w naturze w spadku po przysposobionym jako „własność zmarłego", przypadają przysposabiającemu albo jego zstępnym.

Przysposabiający wzgl. jego zstępni są obowiązani zwrócić do masy spadkowej wszelkie sumy, które przysposobiony wyłożył z majątku nie pochodzącego od osoby przysposabiającej, na polepszenie tych rzeczy, ich odkupienie, albo oczyszczenie z długów lub innych ciężarów. Przysposabiający albo jego zstępni mają ponadto obowiązek „przyłożenia się do długów spadek po przysposobionym wogóle ciążących, a to w stosunku wartości rzeczy zwrotowi ulegających do ogółu spadku po przysposobionym, nie nadwerężając w niczem praw trzeciego". Przysposobiony nie może „ubliżyć" prawu powrotu przez rozporządzenie testamentowe. Poza majątkiem ulegającym powrotowi cała reszta spadku po przysposobionym przypada jego krewnym.

Krewni przysposobionego biorą też w spadku rzeczy ulegające powrotowi, jeśli przysposabiający zmarł, nie zostawiając zstępnych.

Prawo powrotu może być przez układ zupełnie wyłączone, albo też rozszerzone tak, że z niego korzystaliby dalsi krewni przysposabiającego.

Jeśli za życia przysposabiającego, przysposobiony i jego zstępni zmarli, przysposabiający może wykonać prawo powrotu; jeżeli zaś zstępni przysposobionego zmarli dopiero po śmierci przysposabiającego, prawo powrotu nie służy ani zstępnym przysposabiającego, ani innym jego krewnym.

V. O opiece dobrowolnej.

Instytucja ta była przewidziana tylko w Kod. Cyw. Polskim z r. 1825 [1]).

§ 20.

O STOSUNKACH MIĘDZY RODZICAMI I DZIEĆMI.

I. O prawach i obowiązkach rodziców.

A. O władzy rodzicielskiej.

1. Kto sprawuje władzę rodzicielską. Wedle KCP, P. 1837, 1842 i 1852 w czasie pożycia małżeńskiego oboje ro-

---

[1]) Ze względu na niewielkie znaczenie tej instytucji krótko streścimy odnośne przepisy Kodeksu: Opiekunem dobrowolnym może być każda osoba, która ukończyła 50 lat, nie ma dzieci ani zstępnych prawych i uzyska zezwolenie małżonka na sprawowanie dobrowolnej opieki. Pupilem może być nieletni, nie mający skończonych lat 18-u. Na opiekę dobrowolną muszą się zgodzić rodzice dziecka wzgl. w razie różnicy zdań — ojciec. Jeśli jedno z rodziców dziecka zmarło, do ustanowienia opieki dobrowolnej jest potrzebna zgoda tego z rodziców, które przeżyło, a jeśli oboje rodzice nie żyją, na ustanowienie opieki winna wyrazić swą zgodę rada familijna (opiekuńcza) wzgl. przełożony szpitala. Do zawarcia umowy, na zasadzie której powstaje opieka, właściwy jest sąd pokoju miejsca zamieszkania dziecka. Zarząd majątkiem dziecka i piecza nad jego osobą przechodzi na opiekuna dobrowolnego. Opiekun — zarządca majątku dziecka winien składać rachunki z zarządu i utrzymywać dziecko z własnego swego majątku. Skutkiem opieki dobrowolnej może być przysposobienie testamentowe (zob. pow. str. 158 — 159). Jeśli opiekun zmarł przed upływem dwóch lat od objęcia opieki, albo nawet po dwóch latach, ale nie przysposobiwszy pupila, dziecku winny być dostarczane alimenta, dopóki nie skończy ono 21 lat. Rodzaj i ilość tych alimentów zależy bądź od umowy poprzednio zawartej przed sądem pokoju, bądź od układu między zastępcami opiekuna i zastępcami pupila. Spory rozstrzyga sąd. Po dojściu do pełnoletności pupil może być przysposobiony przez opiekuna dobrowolnego. Jeśli w ciągu trzech miesięcy po dojściu pupila do pełnoletności, opiekun nie przysposobi pupila, mimo jego żądań, i jeśli pupil jest niezdolny do samodzielnego utrzymania się, opiekun może być skazany na wynagrodzenie, które ma dopomóc pupilowi „do osiągnienia sposobu do życia.“ Wysokość wynagrodzenia określa sąd lub umowa zawarta przed sądem pokoju. Drogą wzmiankowanej umowy można wyłączyć sam obowiązek wynagrodzenia.

dzice wspólnie sprawują władzę rodzicielską. W razie różnicy zdań pomiędzy rodzicami przeważa zdanie ojca.

KCP stanowi, że w razie uznania ojca za zniknęłego, ubezwłasnowolnienia go lub pozbawienia praw otwiera się opieka nad małoletniemi nieusamowolnionemi dziećmi. Kodeks przewiduje również otwarcie opieki nad dziećmi w razie unieważnienia małżeństwa, rozwodu lub separacji na czas nieograniczony od stołu i łoża[1]). KCP nie zawiera wyraźnych przepisów o przejściu władzy rodzicielskiej na jedno z rodziców w wypadku, gdy drugie nie może wykonywać tej władzy[2]). Jak widzieliśmy, ustawodawca polski w razie uznania ojca za zniknęłego, jego ubezwłasnowolnienia, pozbawienia praw, albo w razie unieważnienia małżeństwa, ustania związku małżeńskiego lub separacji na czas nieograniczony mówi nie o przejściu władzy rodzicielskiej na jedno z rodziców, ale o otwarciu opieki.

Według P. 1837, 1842 i 1852 w razie śmierci jednego z rodziców, jego ubezwłasnowolnienia, utraty przezeń praw albo zaginienia władza rodzicielska przechodziłaby na drugie z rodziców. P. 1837 i 1842 stanowiły, że ojciec mógłby na przypadek swej śmierci wyznaczyć w testamencie jednego lub więcej doradców, „z którymi pozostała wdowa w czynnościach z władzy rodzicielskiej wypływających znosić się będzie obowiązaną“ (cyt. wedł. P. 1837).

Zgodnie z P. 1837 i 1842 w razie unieważnienia małżeństwa, rozwodu lub separacji na czas nieograniczony władza rodzicielska przysługiwałaby ojcu. Wszelako sąd mógłby władzę rodzicielską powierzyć matce, gdyby tego wymagało dobro dzieci lub gdyby w procesie o rozwód, unieważnienie lub separację mąż został uznany za winnego (P. 1837). P. 1842 zawierał przepis podobny ale nie identyczny. Projekt ten stanowił, że „sąd cywilny mocen jest władzę takową (t. j. rodzicielską) poruczyć matce, jeśli uzna, że tego dobro dzieci wymaga ze względu na okoliczności przytoczone w wyroku małżeństwo rozwiązującym“.

---

[1]) Zob. także niżej § 24, str. 233 — 234.
[2]) Por. jednak art. 342 KCP.

Według P. 1852, w razie rozwodu, unieważnienia małżeństwa lub rozłączenia na czas nieograniczony od stołu i łoża władza rodzicielska przysługiwałaby temu z rodziców, które zostało uznane za niewinne lub będące w dobrej wierze; gdyby ojciec i matka byli uznani za niewinnych lub działających w dobrej wierze, władza rodzicielska należałaby do ojca, jednak matka mogłaby żądać, aby przy niej pozostały dzieci nie mające lat trzech. Gdyby oboje rodzice zostali uznani za winnych lub działających w złej wierze, traciliby władzę rodzicielską; rada familijna mogłaby jednemu z rodziców powierzyć opiekę nad dziećmi.

Zgodnie z P. 1837, gdyby jedno z rodziców zostało pozbawione władzy rodzicielskiej władzę tę sprawowałoby drugie. P. 1842 nie zawierał w tej materji specjalnego przepisu, P. 1852 głosił, że „sąd w razie pozbawienia jednego z rodziców władzy rodzicielskiej postanowi zarazem, czyli drugie z rodziców może tę władzę zatrzymać".

Według P. 1834 władza rodzicielska (autorité, puissance paternelle) w czasie trwania małżeństwa przysługiwałaby wyłącznie ojcu. W razie śmierci ojca, jego nieobecności lub choroby, uniemożliwiającej mu sprawowanie władzy rodzicielskiej, władzę tę wykonywałaby matka. W razie rozwodu, unieważnienia małżeństwa lub separacji na czas nieograniczony od stołu i łoża władza rodzicielska należałaby do ojca, lecz sąd mógłby tę władzę powierzyć matce albo ustanowić nad dziećmi opiekę.

Opieka nad dziećmi otwierałaby się również w razie pozbawienia ojca władzy rodzicielskiej wskutek decyzji zwierzchności opiekuńczej.

2. Kto podlega władzy rodzicielskiej. Według KCP władzy rodzicielskiej podlegają dzieci aż do pełnoletności lub usamowolnienia[1]). P. 1837, 1842 i 1852 stanowiły, że władza ro-

---

[1]) P. 1834, który jeszcze nie był opracowany w ostatecznej formie, zawierał dwa przepisy ze sobą sprzeczne. Według jednego władza rodzicielska kończyłaby się dopiero z chwilą dojścia dzieci do pełnoletności,

dzicielska przysługiwałaby rodzicom nad dziećmi każdego wieku. Jednakże i według tych projektów z chwilą dojścia dzieci do pełnoletności gasłaby większa część uprawnień i obowiązków związanych z władzą rodzicielską [1]).

3. Treść władzy rodzicielskiej.

a. Prawo i obowiązek czuwania nad wychowaniem dzieci.

KCP stanowi, że małżonkowie biorą na siebie wspólny obowiązek wychowania swoich dzieci. Podobny przepis znajdował się w P. 1842 i 1852. Obowiązek łożenia na wychowanie i wykształcenie dzieci jest niezależny od władzy rodzicielskiej i ciąży także na tych rodzicach, którzy władzy rodzicielskiej nie sprawują.

Natomiast nadawanie kierunku wychowaniu i kształtowanie moralnej osobowości dziecka należy tylko do tych rodziców, którzy nie zostali pozbawieni władzy rodzicielskiej, i jest zarówno ich prawem jak i obowiązkiem.

Ani KCP, ani P. 1842 i 1852 nie zawierały przepisów, jakie powinno być moralne wychowanie dziecka. Według P. 1834 rodzice byliby obowiązani zapoznać dziecko z zasadami religji, z powinnościami poddanego wobec monarchy i nauczyć je tego wszystkiego co byłoby dzieciom potrzebne do wykonywania ich zawodu [2]). P. 1837 stanowił, że „rodzice powinni całą usilność zwrócić ku religijnemu ukształceniu dzieci, powinni starać się przez domowe wychowanie zaszczepić w nich zaród dobrych obyczajów i w ogólności wychowywać dzieci zgodnie z widokami rządu".

Ażeby zadania wychowawcze rodziców mogły być należycie spełnione, rodzicom przysługuje prawo dozoru i pieczy nad dzieckiem tudzież prawo karcenia dziecka.

---

według drugiego także z chwilą usamowolnienia dziecka. Dlatego w tekście pominęliśmy omawianie tego projektu. O wzmiankowanej przez nas sprzeczności zob. też pon. w § 24, str. 233 ods. 3.

[1]) Szczegóły niżej p. 3 n. Niektóre uprawnienia i obowiązki rodziców gasłyby jeszcze przed dojściem dzieci do pełnoletności.

[2]) P. 1834 zawierał przepis, zgodnie z którym ojciec nadawałby kierunek wychowaniu i nauczaniu dziecka, on wybierałby dziecku zawód.

aa. Dozór i piecza nad dzieckiem.

Według KCP, P. 1837, 1842 i 1852 rodzice mają prawo szukać swych dzieci opuszczających dom rodzicielski i odbierać je za pośrednictwem władz (KCP: krajowych; P. 1837: miejscowych; P. 1842: policyjnych; P. 1852: rządowych). Zgodnie z KCP i z P. 1852 prawo to nie przysługuje rodzicom w stosunku do dzieci usamowolnionych[1]), a według P. 1842 i 1852 prawa tego nie mieliby rodzice w stosunku do dzieci pozostających na służbie publicznej.

Wprawdzie rodzice mogą swobodnie określać miejsce pobytu i wychowania swych dzieci, ale wedle P. 1834, 1837 i 1842 rodzicom nie byłoby wolno wychowywać dziecka w wieku od 10 do 18 lat poza granicami Królestwa i Rosji.

Piecza nad dzieckiem jest udziałem obojga rodziców, wszelako, wedle P. 1834, matka byłaby szczególnie obowiązana troszczyć się o drobne dzieci, które nie zaczęły jeszcze wykonywać „poważnego" rzemiosła[2]).

bb. Prawo karcenia.

Według KCP i wszystkich projektów rodzicom przysługuje prawo karcenia swych dzieci. Pod względem prawa karcenia zachodziły znaczne różnice między Kodeksem i projektami.

Ponieważ, według KCP, władza rodzicielska kończyłaby się z chwilą pełnoletności dziecka albo jego usamowolnienia, więc rodzice mieliby prawo karcić tylko swe dzieci małoletnie i nieusamowolnione.

Prawo karcenia było określone przez Kodeks w następujący sposób:

---

[1]) P. 1834 stanowi: „Le père a le droit de se faire ramener à l'aide des autorités du pays les enfants qui abandonneraient la maison paternelle". Wobec tego cośmy powiedzieli o P. 1834 na str. 173 ods. 1, nie można określić, czy prawo powyższe przysługiwałoby ojcu nawet w stosunku do dzieci usamowolnionych.

[2]) „Les soins que réclament les enfants dans leur bas âge doivent être partagés par les deux parents, mais la mère en demeure particulièrement chargée; tant que les enfants n'ont pas commencé une industrie serieuse, ils sont soumis à la surveillance de la mère".

„Rodzice mający powody nieukontentowania z postępków swych dzieci, mogą karcić je sposobem zdrowiu ich i postępowi w naukach nieszkodliwym“.

Wszystkie projekty stały na stanowisku, że rodzice prócz prawa domowego karcenia mieliby jeszcze prawo osadzania nieposłusznych dzieci w areszcie[1]).

Według P. 1834 (podobnie jak według KCP), ojciec mógłby karać krnąbrne i nieposłuszne dzieci w sposób nie zagrażający ich zdrowiu i rozwojowi umysłowemu. Gdyby dziecko dopuściło się „ciężkich wykroczeń“ (transgressions graves) ojciec miałby prawo zażądać od zwierzchności opiekuńczej zamknięcia dziecka na czas ograniczony w „publicznym domu aresztu“. Zwierzchność opiekuńcza decydowałaby o zaaresztowaniu dziecka po sprawdzeniu przyczyny, dla której ojciec żądał zamknięcia, i mogłaby nie uwzględnić żądaniu ojca, gdyby to żądanie okazało się nieusprawiedliwione[2]).

Według P. 1837 rodzicom służyłoby prawo: 1. „karcenia domowymi środkami poprawy dzieci małoletnich (lat 18-u nie mających) krnąbrnych i nieposłusznych, 2. osadzenia w domach aresztu dzieci lat 18 lub więcej mających, nawet pełnoletnich, złem prowadzeniem się lub jawnem ubliżeniem władzy rodzicielskiej wstyd familji i zgorszenie społeczeństwu przynoszących“. Zaaresztowanie dziecka mogłoby nastąpić tylko z decyzji zwierzchności opiekuńczej, i po uprzedniem sprawdzeniu przez zwierzchność winy dziecka. Rodzice nie mieliby prawa

---

[1]) Według motywów do P. 1842 w projekcie z następujących względów przywrócono przewidziane w kod. fr. prawo rodziców osadzania nieposłusznych dzieci w areszcie: „Pr. z r. 1825 odjęło rodzicom nadaną im kodeksem francuskim możność osadzania źle prowadzących się dzieci w domach aresztu. Gdy przecież mogą zajść wypadki, w których użycie tej władzy przez rodziców dla własnego dobra dzieci skutecznem się staje, i chociaż teraźniejsze wyobrażenia sprzeciwiają się sprężystości władzy rodzicielskiej, jednakże prawodawstwo, wyższym będąc nad podobnego rodzaju przesądy, władzę tę rodzicom w projekcie nadało, tem bardziej, że takowa w prawach rosyjskich istnieje“.

[2]) Nie rozstrzygamy tu kwestji, czy dzieci usamowolnione również mogłyby być karane przez rodziców. Kary podane w tekście nie dotyczyłyby w każdym razie dzieci pełnoletnich (por. wyż. str. 173 ods. 1).

żądać zamknięcia w areszcie dzieci będących na służbie rządowej. P. 1837 nie wspominał, jak długo dzieci miałyby pozostawać w „domu aresztu".

Zgodnie z P. 1842 rodzicom służyłoby prawo domowego karcenia dzieci nie mających lat 17-u za „nieposłuszeństwo i złe sprawowanie się"; gdyby dziecko popełniło „ważniejsze wykroczenie" rodzice mogliby żądać od trybunału cywilnego 1-ej instancji zamknięcia dzieci w „domu aresztu" na czas od trzech dni do jednego miesiąca.

Trybunał polecałby zaaresztowanie dzieci, nie mając prawa sprawdzić, czy przyczyna zamknięcia jest słuszna. Dzieci między 17 a 21 rokiem życia, nie znajdujące się na służbie publicznej, mogłyby być osadzane w areszcie na żądanie rodziców za „nieposłuszeństwo i przeciw dobrym obyczajom postępki". Czas trwania zamknięcia wynosiłby najmniej jeden miesiąc, najwięcej zaś sześć miesięcy".

Trybunał cywilny 1-ej instancji, który orzekałby karę, byłby obowiązany zbadać winę dzieci i mógłby nie uwzględnić żądania rodziców. Dzieci pełnoletnie, nie będące urzędnikami państwowymi, mogłyby być karane na wniosek rodziców aresztem na czas od jednego miesiąca do roku za „nieprzystojne postępki, przynoszące wstyd familji i zgorszenie społeczeństwu, również za jawne pokrzywdzenie rodziców. Kara takowa będzie wyrzeczoną przez trybunał cywilny 1-ej instancji po przekonaniu się o winie dzieci".

P. 1842 zawierał postanowienie, że dzieci, zamknięte w areszcie, byłyby utrzymywane kosztem rodziców. Rodzice mogliby w każdej chwili żądać wypuszczenia dzieci na wolność i takie żądanie byłoby uwzględnione.

W P. 1852 spotykamy się z wielu szczegółowymi przepisami w materji karcenia dzieci przez rodziców.

Projekt stanowił, że „rodzicom służy prawo karania dzieci środkami karności domowej do ich pełnoletności lub usamowolnienia".

Synowie każdego wieku i córki powyżej lat 18-u mogliby być na żądanie rodziców karani pozbawieniem wolności.

Synowie odbywaliby karę w specjalnie na ten cel przeznaczonych oddziałach domu poprawy a córki — w żeńskim klasztorze, w braku zaś klasztoru danego wyznania — w miejscu, które wyznaczyłby prezes sądu okręgowego. Czas zamknięcia nie mógłby przenosić 6-u miesięcy; na żądanie rodziców pozbawione wolności dzieci byłyby natychmiast uwalniane. „Przy osadzeniu dziecka rodzice winni zaliczyć koszta na jego utrzymanie". Synowie znajdujący się na służbie rządowej mogliby być pozbawieni wolności tylko za zgodą ich władzy przełożonej, a córki zamężne — tylko na wspólne żądanie rodziców i męża.

Rodzice mieliby prawo żądać uwięzienia synów w wieku do lat 18-u „bez usprawiedliwienia przyczyny". Córki nie mające jeszcze 18-u lat w żadnym razie nie mogłyby być pozbawione wolności.

Dzieci nieusamowolnione bez różnicy płci powyżej lat 18-u i córki usamowolnione przez małżeństwo i mające więcej niż lat 18-e skończonych byłyby więzione na żądanie rodziców (wzgl. rodziców i męża), gdyby prowadziły „życie rozpustne", popełniły „inne jawne zdrożności" lub okazały rodzicom „uporną nieuległość". „Uporna nieuległość" mogłaby także być przyczyną pozbawienia wolności dzieci, nawet usamowolnionych, aż do ukończenia przez nie lat 21.

Decyzję w sprawie uwięzienia dzieci wydawałby prezes sądu okręgowego po wysłuchaniu prokuratora.

Co do synów poniżej lat 18-u decyzja taka zapadałaby „na proste żądanie rodziców". Co do synów starszych i córek prezes sądu okręgowego wydawałby decyzję o uwięzieniu, przekonawszy się o winie dzieci. Gdyby ojciec lub matka, żądający pozbawienia wolności synów, żyli w powtórnym związku małżeńskim, lub, gdyby syn posiadał własny majątek albo sposób zarobkowania, prezes sądu okręgowego byłby obowiązany przekonać się zawsze, bez względu na wiek syna, czy syn zasłużył na karę zamknięcia w domu poprawy t. j. czy prowadził życie rozpustne, popełnił „jawną zdrożność", bądź okazał „uporną nieuległość". We wszystkich przypadkach, w których zamknięcie dzieci następowałoby po sprawdzeniu ich winy, pre-

zes sądu okręgowego powinienby się postarać, aby nie rozgłoszono przyczyny zamknięcia. Powody pozbawienia wolności byłyby oznajmione dziecku, które mogłoby „uczynić przełożenie“ do prezesa „izby cywilnej“ (sądu apelacyjnego.)

Prezes izby cywilnej, „o ile tego uzna potrzebę, zasięgnąć może objaśnień od prezydującego lub prokuratora sądu okręgowego i wysłuchać tak rodziców, jak dziecko, poczem wyrzecze co do zamknięcia po wysłuchaniu wniosków prokuratora. Zaniesione przełożenie nie wstrzymuje wykonania zamknięcia“.

b. Prawa rodziców w stosunku do majątku dzieci.

KCP w tytule o władzy rodzicielskiej wspomina o przysługującem rodzicom prawie zarządu i użytkowania majątku dzieci. Projekty zajmowały inne stanowisko. P. 1837 i 1842 traktowały rodziców jako zwykłych opiekunów majątku dziecka i nie przyznawały im prawa użytkowania. P. 1834 i 1852 przewidywały wprawdzie użytkowanie rodziców na majątku dzieci, ale wspominały o tem użytkowaniu nie w dziale o władzy rodzicielskiej, ale w specjalnym dziale zatytułowanym w P. 1852 „o opiece rodziców“, a w P. 1834: „droits des parents quant aux biens“.

aa. Prawa rodziców w stosunku do majątku dzieci według KCP, P. 1834 i 1852.

KCP stanowi, że „w czasie trwania małżeństwa ojciec jest rządcą majątku osobistego swych dzieci małoletnich. Winien ich zastępować we wszystkich czynnościach cywilnych. Jest odpowiedzialny i winien zdać sprawę co do własności majątku, a nawet co do przychodów tak dalece, jak dalece użytkowanie jemu nie służy“.

P. 1834 zawierał przepis podobny, nie wspominał jednak o odpowiedzialności ojca.

Według P. 1852 ojciec wzgl. matka sprawowaliby opiekę nad majątkiem małoletnich i nieusamowolnionych dzieci[1]).

Ani KCP, ani P. 1834 nie określały bliżej praw i obowiązków ojca-zarządcy. W szczególności nie wiadomo, czy

---

[1]) Zob. pon. § 24 pkt. 1 i 2.

ojciec miałby prawo samodzielnie dokonywać tych wszystkich aktów, do których opiekun potrzebowałby upoważnienia rady familijnej wzgl. upoważnienia rady zatwierdzonego przez sąd (KCP), albo zgody zwierzchności opiekuńczej lub sądu apelacyjnego (P.1834)[1]). Gdybyśmy chcieli oprzeć się na motywach do P. 1834[2]), rozstrzygnęlibyśmy kwestję w ten sposób, że ojcu w stosunku do majątku dzieci przysługiwałoby prawo samodzielnego dokonywania wszystkich bez wyjątku aktów prawnych. P. 1852 zawierał ścisłe przepisy o uprawnieniach rodziców jako zarządców i opiekunów majątku dzieci. O postanowieniach tych powiemy na innem miejscu[3]).

Według KCP. ojcu w czasie trwania małżeństwa przysługuje użytkowanie majątku dzieci aż do pełnoletności lub usamowolnienia dziecka. W razie otwarcia opieki użytkowanie to przypada temu z rodziców, które sprawuje opiekę. P. 1834 stanowił, że ojciec lub matka, sprawujący władzę rodzicielską, mieliby użytkowanie majątku dziecka, lecz tylko do ukończenia przez dziecko lat 18-u. Według P. 1852 ojcu lub matce, sprawującym opiekę nad majątkiem dziecka, przysługiwałoby użytkowanie tego majątku przez cały czas trwania opieki.

Zgodnie z KCP, P. 1834 i 1852 użytkowanie przysługujące rodzicom nie obejmowałoby majątku nabytego przez własną pracę lub „przemysł" dziecka, albo darowanego wzgl. zapisanego dziecku pod wyraźnym warunkiem, że ojciec i matka nie mogliby z tego majątku użytkować.

KCP, P. 1834 i 1852 stanowiły, że ciężary użytkowania przypadającego rodzicom są następujące:

1. te wszystkie, do których są obowiązani zwykli użytkownicy,

2. żywienie, utrzymywanie i wychowywanie dzieci podług ich majątku.

Według KCP. i P. 1852 do tych ciężarów należy jeszcze zaliczyć koszta pogrzebu i nakłady na ostatnią chorobę te-

[1]) Zob. pon. w § 24 tablice na str. 248 — 249.
[2]) AKP. t. 708.
[3]) Zob. pon. § 24 p. 4 i 5.

go, po którym dziecko odziedziczyło spadek, a to (P. 1852) w stosunku, w jakim dziecko przychodzi do spadku. P. 1834 stanowił, że rodzice-użytkownicy byliby obowiązani ponosić koszta pogrzebu i ostatniej choroby, lecz nie wspominał, że chodziłoby o pogrzeb wzgl. chorobę spadkodawcy dziecka. KCP. i P. 1834 wymieniały między ciężarami użytkowania przysługującego rodzicom „opłatę czynszów, procentów od kapitałów i innych należności". P. 1852 nie wspominał o tym ciężarze.

P. 1852 zawierał przepisy nieznane kodeksowi ani P-owi 1834; postanowienia te m. in. miały na celu zabezpieczenie praw dziecka. P. 1852 stanowił mianowicie, że „w ciągu opieki dochody z majątku dziecka nie mogą być zajmowane za długi ojca i matki".

Gdyby ojciec lub matka nie sprawowali władzy nad majątkiem dziecka, lub gdyby majątek podległy użytkowaniu nie wystarczył na utrzymanie i wychowanie małoletniego, to, wedle P. 1852, rada familijna mogłaby z dochodów majątku nie ulegającego użytkowaniu oznaczyć sumę, którą pobieraliby rodzice na utrzymanie i wychowanie dziecka. Rodzice nie byliby obowiązani składać rachunków z tej sumy.

bb. Prawa rodziców w stosunku do majątku dzieci według P. 1837 i 1842.

Wedle tych projektów ojciec lub matka sprawowaliby w czasie trwania małżeństwa opiekę nad majątkiem dzieci i podlegaliby prawie wszystkim przepisom o zarządzie opiekunów[1]).

4. Ograniczenie władzy rodzicielskiej. P. 1837 stanowił, że władza rodzicielska ulegałaby ograniczeniu przez oddanie dzieci do publicznych zakładów naukowych lub przez wstąpie-

---

[1]) Zob. pon. § 24 p. 4 i 5. P. 1837 zawierał w dziale „o władzy rodzicielskiej pod względem majątku dzieci" następujący przepis: „w czasie małoletności dzieci majątkiem do nich należącym zarządzają rodzice podług prawideł dla opiekunów w tytule IV wskazanych". Według uwagi do art. 247 P. 1842, „obowiązki rodziców co do majątku dzieci opisane są w tytule IV o opiece".

nie dziecka na służbę rządową lub prywatną[1]), wreszcie przez małżeństwo córki. Z innych projektów tylko P. 1834 i 1842 wspominały, że szczególne przepisy obowiązujące w publicznych zakładach naukowych ograniczałyby władzę rodzicielską nad dziećmi znajdującemi się w tychże zakładach.

5. Pozbawienie władzy rodzicielskiej. P. 1834 sformułował ogólną zasadę, że ojciec sprawujący władzę rodzicielską byłby obowiązany wykonywać tę władzę w interesie dzieci i dla ich dobra. Takiej zasady nie spotykamy ani w KCP, ani w innych projektach.

KCP. i P. 1837 stanowiły, że odebranie rodzicom władzy rodzicielskiej mogłoby nastąpić tylko wskutek nadmiernego karcenia dzieci zagrażającego zdrowiu dziecka.

Według P. 1852 rodzice byliby pozbawieni władzy rodzicielskiej nietylko wtedy, gdy karciliby nadmiernie dziecko, ale i gdy nie wykonywaliby obowiązku utrzymania i wychowania dzieci[2]), albo gdy sprawowanie przez rodziców władzy rodzicielskiej groziłoby dziecku zepsuciem moralnem.

P. 1834 i 1842 zawierały ogólny przepis, że nadużycie władzy rodzicielskiej lub zaniedbanie obowiązków ciążących na rodzicach pociągałoby za sobą pozbawienie rodziców ich władzy.

Z chwilą pozbawienia rodziców władzy rodzicielskiej gasłyby wszystkie opisane przez nas wyżej uprawnienia rodziców. Według P. 1837, 1842 i 1852 tylko ojciec lub matka, sprawujący władzę rodzicielską, mogliby wykonywać opiekę nad majątkiem dzieci.

Obowiązek rodziców żywienia, utrzymywania i „ustalenia bytu" („postanowienia") dziecka trwałby nadal pomimo odjęcia rodzicom ich władzy.

---

[1]) Por. jednak art. 54 tyt. II P. 1837: „Rodzice nie są mocni wchodzić w jakiebądź układy, ani słownie, ani na piśmie o wynajmowanie dzieci swych na robotę. Zakaz powyższy nie stosuje się wszelako do układów, mających na celu wyuczenie dzieci rzemiosła".

[2]) Zob. pon. str. 185.

Pozbawienie rodziców władzy rodzicielskej następowałoby wskutek wyroku sądu ziemskiego (KCP), sądu okręgowego (P. 1852), trybunału cyw. 1-ej inst. (P. 1842), wzgl. wskutek decyzji zwierzchności opiekuńczej (P. 1834, 1837).

Według P. 1837, 1842 i 1852 dzieci nie miałyby prawa zanosić żadnej skargi p-ko rodzicom.

KCP stanowi, że bliżsi krewni dziecka mogą donieść prokuratorowi przy sądzie ziemskim o tem, że rodzice nadużywają swej władzy karcenia dziecka w sposób szkodliwy dla jego zdrowia. Prokurator jest obowiązany przeprowadzić dochodzenie i przedstawić sądowi na posiedzeniu niejawnem swój wniosek co do potrzeby tłumaczenia się rodziców lub co do odrzucenia doniesienia krewnych.

„Jeżeli sąd uzna potrzebę tłumaczenia się oskarżonego ojca lub matki, wezwie go do złożenia takowego osobiście, a po rozpoznaniu doniesienia i tłumaczenia lub samego tylko doniesienia, jeżeli tłumaczenia, nie daje, albo odrzuci doniesienie, albo oskarżonemu ojcu lub matce da napomnienie, albo nakoniec prześle akta prokuratorowi królewskiemu przy swym sądzie w celu zapozwania oskarżonego, a w razie potrzeby przypozwania tego krewnego, który donosił, i wprowadzenia przeciw oskarżonemu sprawy o pozbawienie władzy rodzicielskiej“. Zasadniczo za pierwsze wykroczenie sąd udziela tylko napomnienia, chyba, że okoliczności sprawy byłyby dla rodziców wyjątkowo obciążające i dziecku groziłoby niebezpieczeństwo; drugie wykroczenie rodziców pociąga za sobą pozbawienie ich władzy rodzicielskiej.

Od wyroku sądu w sprawie odebrania władzy rodzicielskiej może się odwołać zarówno prokurator, jak i oskarżony ojciec lub matka. Całe postępowanie toczy się przy drzwiach zamkniętych. Wykonanie wyroku jest obowiązkiem prokuratora.

P. 1852 zawierał nieco inne przepisy. Według tego projektu prokurator, powziąwszy z jakiegobądź źródła wiadomość o tem, że rodzice nadużywają swych praw lub nie spełniają swych obowiązków, przeprowadzałby dochodzenie.

Gdyby dochodzenie wykazało prawdziwość czynionych rodzicom zarzutów, prokurator stawiałby w sądzie okręgowym wniosek co do udzielenia rodzicom napomnienia albo co do pozbawienia ich władzy rodzicielskiej. W wyjątkowych wypadkach prokurator mógłby zarządzić środki tymczasowe dla zabezpieczenia dziecka.

Sąd okręgowy wzywałby rodziców, aby wytłumaczyli się ze stawianych im zarzutów. Niestawiennictwo oskarżonego ojca lub matki nie wstrzymywałoby rozpoznania sprawy. Sąd postanawiałby udzielić rodzicom napomnienia, albo mógłby odjąć rodzicom lub jednemu z nich władzę rodzicielską „gdy zdrowiu, lub moralności dzieci zagraża szczególne niebezpieczeństwo".

Prokurator i rodzice mogliby odwołać się od wyroku sądu w ciągu ośmiu dni od ogłoszenia tego wyroku, wzgl., jeśliby wyrok zapadł zaocznie, rodzicom przysługiwałoby prawo apelacji w ciągu ośmiu dni od daty wręczenia im wyroku.

W razie grożącego dzieciom niebezpieczeństwa wyrok mógłby być tymczasowo wykonany, mimo odwołania się rodziców.

P. 1834, 1837 i 1842 stanowiły, że zwierzchność opiekuńcza (P. 1834, 1837), wzgl. trybunał cyw. 1-ej inst. (P. 1842), bądź z urzędu (P. 1834), bądź wskutek doniesienia blizkich krewnych[1]) dziecka (P. 1834), albo też krewnych wszelkiego stopnia (P. 1837), a nawet obcych (P. 1842) mogłyby udzielić rodzicom napomnienia, a w razie poważniejszych wykroczeń miałyby prawo pozbawić rodziców, wzgl. jedno z nich władzy rodzicielskiej.

KCP, P. 1837 i 1842 zawierały przepis, że opieka, którąby mogła się otworzyć wskutek pozbawienia rodziców, lub jednego z nich władzy rodzicielskiej, byłaby urządzona na koszt „wykraczających" rodziców.

---

[1]) O tem, którzy krewni byliby uważani za blizkich według P. 1834, zob. pon. str. 195.

B. Obowiązek rodziców utrzymywania, wychowywania swych dzieci i ustalenia bytu dziecka (postanowienia— établissement).

Według KCP, P. 1834, 1837, 1842 i 1852 rodzice są obowiązani łożyć na utrzymanie i wychowanie swych dzieci[1]). Obowiązek ten ciąży na rodzicach tylko w stosunku do dzieci małoletnich.

W materji wyposażenia, ustalenia bytu dziecka (établissement) KCP i P. 1852 stanowią, że „ani ojciec, ani matka nie są obowiazani za życia odstępować dzieciom majątku swego". Żadnych innych przepisów ani w Kodeksie, ani w P. 1852 nie spotykamy. P. 1842 nie zawierał wogóle wzmianki o wyposażeniu, czyli „postanowieniu" dziecka.

Natomiast według P. 1834 i 1837, rodzice byliby obowiązani umieścić dorosłych synów na służbie rządowej albo prywatnej, wzgl. postarać się o „inny dla nich przyzwoity sposób do życia w rolnictwie, handlu lub rzemiośle".

Rodzice powinniby byli także zatroszczyć się o „ustalenie" bytu dorosłych córek (P. 1837), o wyszukanie męża dla córki (P. 1834).

P. 1834 stanowił, że rodzice nie mieliby prawa zmuszać swych dzieci do poświęcenia się zawodowi, któryby nie odpowiadał zdolnościom lub upodobaniom dziecka. Zawarcie małżeństwa musiałoby być również pozostawione swobodnej decyzji dzieci. Zgodnie z P. 1834 ojciec i matka byliby obowiązani pokryć koszta wyposażenia dzieci, o ileby dziecko nie posiadało własnego majątku[2]).

---

[1]) Przepis ten znajdował się w KCP. w tyt. V: „o małżeństwie", w dziale VI-ym: „o obowiązkach z małżeństwa wynikających". Natomiast twórcy wszystkich projektów umieścili to postanowienie w rozdziale o stosunkach między rodzicami i dziećmi.

[2]) Ustalenie bytu dziecka wymagałoby nieraz dania dziecku przez rodziców zezwolenia, czy to na zawarcie małżeństwa, czy na przysposobienie, czy na wybór zawodu. O tem zezwoleniu rodziców wedle KCP. i projektów mówimy na innych miejscach.

II. O prawach i obowiązkach dzieci.

Według KCP „dziecię nosi nazwisko ojca"[1]). Projekty zawierały przepis podobny. Wszelako, zgodnie z wszystkimi projektami, dziecko miałoby jeszcze prawo używać tytułów dziedzicznych ojca, o czem kodeks nie wspominał. Powyższe uprawnienia (prawo do nazwiska i tytułów ojca) przysługiwałoby na zasadzie wyraźnego przepisu P. 1834, 1842 i 1852 wyłącznie dzieciom prawym.

Zgodnie z KCP i P. 1852 dziecko w każdym wieku jest obowiązane do czci i uszanowania wobec swoich rodziców, według P. 1842 od dziecka należałoby się rodzicom uszanowanie i posłuszeństwo, a według P. 1834 dziecko byłoby obowiązane czcić, szanować i kochać ojca i matkę. P. 1834 stanowił, że dzieci znajdujące się pod władzą rodzicielską musiałyby być posłuszne rodzicom.

Zgodnie z P. 1837 „dzieci obowiązane są okazywać rodzicom pochodzącą z serca cześć, posłuszeństwo, pokorę i miłość, być im istotnie pożytecznemi i wspominać o nich z uszanowaniem; obowiązane są przestrogi i karcenia rodzicielskie przyjmować cierpliwie i bez szemrania; powinnością jest także dzieci szanować pamięć zmarłych rodziców".

Jakkolwiek dziecko musiałoby być posłuszne rodzicom, jednak nie byłoby obowiązane wykonywać rozkazów rodziców, o ileby te rozkazy sprzeciwiały się prawu (P. 1834 i 1837) lub dobrym obyczajom (P. 1834).

§ 21.

O DZIECIACH NIEŚLUBNYCH[2]).

Według KCP pochodzenie dziecka nieślubnego od ojca lub od matki ustala się przez uznanie.

---

[1]) Zob. str. 185 ods. 1.

[2]) W KCP. na określenie dzieci „nieślubnych" używa się nazwy dzieci „naturalne". Podobnie we francuskim tekście P. 1834 czytamy o „enfants naturels". W P. 1837, 1842 i 1852 spotykamy się z mianem: „dzieci nieprawe".

Uznanie może być dobrowolne albo może nastąpić przymusowo z wyroku sądu jako skutek sądowego poszukiwania ojcostwa lub macierzyństwa.

KCP stanowi, że „uznanie[1]) dziecięcia naturalnego nastąpi przez akt urzędowy, jeżeli nie nastąpiło w akcie jego urodzenia". Od uznania są wyłączone dzieci pochodzące ze związku cudzołożnego lub kazirodczego. Uznanie przez jedno z rodziców ma skutek tylko względem niego i względem dziecka, a nie względem drugiego z rodziców. Każdy akt uznania czy to ze strony ojca, czy ze strony matki może być zaprzeczony przez wszystkie osoby zainteresowane w tem, aby uznanie nie doszło do skutku. KCP zawiera postanowienie, według którego „uznanie w ciągu małżeństwa uczynione przez jednego z małżonków względnie dziecka naturalnego przed ich małżeństwem z kim innym a nie z jego współmałżonkiem spłodzonego nie może szkodzić ani temuż współmałżonkowi, ani dzieciom w temże małżeństwie spłodzonym". Jednakże takie uznanie „osiąga skutek" po ustaniu związku małżeńskiego, jeżeli z małżeństwa nie pozostały dzieci.

W materji uznania przymusowego Kodeks stanowi, że poszukiwanie macierzyństwa jest dozwolone.

Dla udowodnienia swej tożsamości z dzieckiem, które urodziła matka, osoba poszukująca macierzyństwa nieślubnego może się powołać na dowód, ze świadków tylko o tyle, o ile istnieje początek dowodu na piśmie, albo o ile zachodzą domniemania lub ślady, któreby uzasadniały dopuszczenie badania świadków.

Poszukiwanie ojcostwa jest zasadniczo zabronione z jedynym wyjątkiem w przypadku porwania, gdy czas porwania zgadza się z domniemanym okresem poczęcia dziecka.

Dzieci pochodzące ze związków cudzołożnych lub kazirodczych nie mają prawa poszukiwać ani ojcostwa, ani macierzyństwa. Sądowe poszukiwanie uznania może być zaprzeczane przez wszystkie osoby zainteresowane w tem, aby uznanie nie doszło do skutku.

---

[1]) Dobrowolne.

P. 1834 zawierał nieco inne przepisy. I według tego projektu uznanie mogłoby być dobrowolne, zawarte w akcie urzędowym, lub przymusowe, będące skutkiem wyroku sądowego. Dzieci ze związków cudzołożnych lub kazirodczych nie byłyby wyłączone ani od uznania przymusowego, ani dobrowolnego. Pod względem uregulowania kwestji poszukiwania macierzyństwa P. 1834 prawie nie różnił się od Kodeksu. Natomiast znaczne różnice zachodziły między P. 1834 a KCP w materji poszukiwania ojcostwa.

Według P. 1834 poszukiwanie ojcostwa byłoby dozwolone bądź samemu dziecku, bądź jego matce, bądź wreszcie opiekunowi dziecka.

a. jeśli ojciec uznał dziecko w akcie prywatnym.

b. jeśli podczas procesu karnego o zgwałcenie, porwanie lub cudzołóstwo, albo podczas procesu cywilnego o nieprzyznanie ojcostwa, ustalono, że w okresie poczęcia dziecka domniemany ojciec obcował cieleśnie z matką dziecięcia.

c. jeśli domniemany ojciec utrzymywał matkę dziecka lub żył z nią w konkubinacie w okresie poczęcia dziecka[1]).

Uznanie dobrowolne lub przymusowe ze strony matki lub ze strony ojca mogłoby być zaprzeczone przez wszystkie osoby zainteresowane w tem zaprzeczeniu.

Stanowisko P-ów. 1837, 1842 i 1852 było następujące:

Termin „poszukiwanie ojcostwa lub macierzyństwa" spotykamy wyłącznie w P. 1837, twórcy P. 1842 używali wyrażenia: „poszukiwanie pochodzenia od mężczyzny lub od kobiety", a twórcy P. 1852 pisali o „poszukiwaniu utrzymania od matki albo od ojca (od kobiety lub od mężczyzny).

W materji poszukiwania macierzyństwa (utrzymania od matki) P. 1837 i 1852 prawie nie różniły się od Kodeksu. Wszelako P. 1837 zezwalał na poszukiwanie macierzyństwa nawet dzieciom ze związku cudzołożnego lub kazirodczego,

---

[1]) W wypadku wskazanym pod c), poszukiwanie ojcostwa byłoby dozwolone tylko tyle, o ile domniemany ojciec nie pozostawał w związkach małżeńskich w chwili wszczęcia sprawy o przymusowe uznanie.

a P. 1852 stanowił, że dzieci pochodzące ze związków cudzołożnych lub kazirodczych mogłyby poszukiwać utrzymania od matki tylko o tyle, o ile pochodzenie dziecka zostało ustalone w toku sprawy karnej, albo podczas procesu cywilnego o unieważnienie małżeństwa, rozwód, separację na czas nieograniczony lub o nieprzyznanie ojcostwa. P. 1842 odchylił się od Kodeksu i innych projektów; stanowił bowiem, że „od niewiasty mogą poszukiwać pochodzenia swego, nieprawe dzieci[1]), gdy ta wymieniona jest jako matka ich w akcie urodzenia, lub gdy składane są w tym względzie inne podpisane lub pisane przez nią dowody".

Według P. 1837, 1842 i 1852 dzieci nieślubne nie wyłączając dzieci ze związków cudzołożnych lub kazirodczych, mogłyby w pewnych przypadkach poszukiwać ojcostwa (pochodzenia od mężczyzny, utrzymania od ojca). Podamy obok siebie przepisy projektów dla lepszego uwydatnienia różnic, które między nimi zachodziły w materji poszukiwania ojcostwa:

P. 1837.	P. 1842.	P. 1852.
Poszukiwanie ojcostwa nieprawego dozwolonem jest tylko w przypadkach następujących: 1. jeżeli mężczyzna bezżenny przyznał, że jest ojcem dziecka w akcie urzędowym lub prywatnym. 2. jeżeli mężczyzna bezżenny poszukiwany jako ojciec, utrzymywał matkę lub mieszkał z nią jako z nałożnicą. 3. jeżeli wskutek sprawy cywilnej o zaprzeczenie prawości dziecka lub sprawy kryminalnej o gwałt, porwanie lub cudzo-	Dzieci nieprawe mogą poszukiwać swego pochodzenia od zostającego w małżeństwie mężczyzny, wtedy tylko, gdy związki jego z matką nieślubną poszukujących w czasie domniemanego ich poczęcia udowodnione zostały w toku sprawy kryminalnej o zgwałcenie, porwanie niewiasty albo cudzołóstwo, lub w toku sprawy cywilnej o zaprzeczenie prawości urodzenia. Od mężczyzny nieżonatego dzieci nieprawe mogą poszukiwać swego pochodzenia jeszcze i w tym przypadku, gdy	Utrzymanie.... może być poszukiwane od mężczyzny w następujących jedynie przypadkach: 1. gdy jest zupełny dowód piśmienny przyznania z jego strony, że jest ojcem dziecięcia. 2. gdy związki jego nieprawe z matką dziecka w epoce domniemany jako ojciec, udowodnione zostały w toku sprawy karnej o zgwałcenie, porwanie lub kazirodztwo. 3. gdy takie związki i w takiejże epoce udowodnione zostały

[1]) Nie wyłączając dzieci ze związku cudzołożnego lub kazirodczego.

łóstwo udowodnione zostały nieprawe związki mężczyzny z matką poszukującego w czasie odnoszącym się do poczęcia.	ten przyznał je za własne w akcie urodzenia, lub w osobnym akcie notarjalnym, a nawet i w akcie domowym, prywatnym przy dwóch świadkach spisanym.	w sprawie karnej o cudzołóstwo z kobietą niezamężną lub z kobietą zamężną, której mąż prawości dziecka zaprzeczył, albo w toku sprawy o nieprawne pożycie lub sprawy cywilnej o zaprzeczenie dziecka, a nie zachodzą okoliczności, z którychby wynikało silne domniemanie, że w tymże czasie matka dziecięcia zostawała w podobnych związkach z innymi mężczyznami.

Przechodzimy obecnie do skutków ustalenia pochodzenia dzieci nieślubnych wedle KCP i projektów:

KCP w dziale IV-ym tytułu X-go przewiduje otwarcie opieki nad dziećmi nieślubnemi. Opieka ta przypada temu z rodziców, przez które dziecko zostało dobrowolnie uznane; jeśli oboje rodzice uznali dobrowolnie dziecko, opiekę nad niem sprawuje matka[1]). Natomiast Kodeks nie wspomina o tem, że uznane dzieci nieślubne dostają się pod władzę rodzicielską ojca lub matki.

Co się tyczy praw i obowiązków dzieci nieślubnych i ich rodziców, Kodeks stanowi, że „dziecku naturalnemu, choćby uznanemu, nie służą prawa dziecka prawego“. Wszelako rodzice są obowiązani żywić i utrzymywać dziecko nieślubne i zatroszczyć się o jego przyszły los. Kwestja, czy dziecko nieślubne uznane ma prawo do nazwiska rodziców, jest przedmiotem sporu.

Według Kodeksu Napoleona (tytuł o spadkach) uznanym dzieciom nieślubnym przysługują pewne prawa do spadku po ich rodzicach. Jeśli ojciec lub matka zostawili zstępnych prawych, dziecko nieślubne bierze $1/3$ część udziału, którýby otrzymało, gdyby było dzieckiem prawem. W zbiegu ze wstępnymi spadkodawcy lub z jego rodzeństwem dziecko nieślubne bie-

---

[1]) Zob. pon. § 24 pkt. 10.

rze połowę spadku; udział dziecka nieślubnego stanowi ¾ spadku, jeżeli spadkodawca nie zostawia ani zstępnych, ani wstępnych, ani rodzeństwa. Jeśli niema krewnych w stopniu uprawniającym do dziedziczenia, dziecko nieślubne bierze cały spadek po ojcu lub matce. Prawa spadkowe powyżej omówione nie służą dzieciom ze związku cudzołożnego lub kazirodczego. Dzieci takie mogą tylko żądać alimentów[1]).

Według P. 1834, 1837 i 1842 władza rodzicielska nad dziećmi nieślubnemi przysługiwałaby matce.

Wszelako P. 1834 stanowił, że zwierzchność opiekuńcza mogłaby dla większego dobra dziecka oddać je na wychowanie ojcu lub osobie trzeciej. Zgodnie z P. 1852 „rodzice, którzy utrzymują lub łożą na utrzymanie swych nieprawych dzieci, sprawują nad niemi władzę rodzicielską".

Według P. 1834 i 1852 dzieci nieślubne nosiłyby nazwisko matki; P. 1852 stanowił ponadto, że dzieci pochodzące ze związku cudzołożnego lub kazirodczego, lub dzieci, których matka jest nieznana, nosiłyby nazwisko przybrane za zgodą władzy administracyjnej. Zgodnie z P. 1837 dzieci nieślubne nie miałyby prawa do nazwiska ojca, a według P. 1842 dzieci nieślubne nie mogłyby nosić nazwiska rodziców. Ani P. 1837, ani P. 1842 nie przewidywały, jakie nazwisko nosiłoby dziecko nieślubne.

P. 1834 stanowił, że rodzice byliby obowiązani utrzymywać dziecko nieślubne, łożyć na jego wychowanie i wyposażenie. Obowiązek utrzymania i wychowania dziecka nieślubnego trwałby aż do chwili, w której dziecko mogłoby samo zarabiać na siebie. Zakres obowiązku utrzymania, wychowania i uposażenia dziecka byłby unormowany przez stanowisko społeczne matki dziecka nieślubnego. Według P. 1852 na rodzicach ciążyłby obowiązek zapewnienia dzieciom nieślubnym „sposobu do życia"; w stosunku do dzieci ze związku cudzołożnego lub kazirodczego obowiązek powyższy ograniczałby się do dostarczenia środków na „pierwsze potrzeby życia". Zgodnie

---

[1]) Por. także art. 756, 759 — 761, 763 — 765 i 908 KN.

z P. 1837 i 1842 rodzice byliby obowiązani utrzymywać dzieci nieślubne aż do ich pełnoletności.

P. 1852 znacznie ograniczył władzę rodzicielską nad dziećmi nieślubnemi w stosunku do takiejże władzy nad dziećmi prawemi. Pozbawienie wolności dzieci nieślubnych na żądanie rodziców mogłoby nastąpić tylko po sprawdzeniu przez prezesa sądu okręgowego, czy dziecko zasłużyło na tę karę[1]). Rodzicom nie przysługiwałoby prawo użytkowania majątku dzieci nieślubnych; ojciec lub matka nie byliby też z prawa opiekunami tego majątku; jeśli rada opiekuńcza powierzyłaby rodzicom opiekę nad majątkiem dziecka nieślubnego, rodzice mieliby uprawnienia i obowiązki zwykłych opiekunów.

Według wszystkich projektów dzieci nieślubne nie miałyby prawa do spadku po swych rodzicach, dziecko nieślubne nie wchodziłoby ani do rodziny ojca, ani do rodziny matki[2]).

P. 1834 stanowił, że utrzymanie podrzutków, których rodzice są nieznani, byłoby ciężarem gminy[3]).

§ 22.

O POKREWIEŃSTWIE I POWINOWACTWIE.

KCP nie zawiera specjalnego tytułu: „o pokrewieństwie i powinowactwie", natomiast w projektach petersburskich i w P. 1852 spotykamy tytuł poświęcony tej materji (w P. 1834 titre III: „de la famille et de la parenté ; w P. 1837 tyt. III-ci: „o pokrewieństwie", w P. 1842 tyt. III-ci, a w P. 1852 tyt. IV-y „o pokrewieństwie i powinowactwie"[4]).

---

[1]) Zob. pow. § o stosunkach między rodzicami i dziećmi str. 177 — 179.

[2]) Jednakże pokrewieństwo lub powinowactwo ze związków nieślubnych stanowiłoby przeszkodę do zawarcia małżeństwa.

[3]) *Uwaga do § 21.* W KpB spotykamy wszystkie przepisy ostatniego projektu warszawskiego (P. 1852). Uchylono tylko postanowienia specjalne, odnoszące się do dzieci ze związku cudzołożnego lub kazirodczego i zrównano prawa i obowiązki tych dzieci z prawami i obowiązkami innych dzieci nieślubnych.

[4]) Zob. pow. wstęp do cz. II-giej (§ 13).

1. Definicja rodziny, pokrewieństwa i powinowactwa. Według P. 1834 i P. 1837 przez rodzinę (familję) należałoby rozumieć ogół osób pochodzących od wspólnego przodka i (P. 1834) ogół osób, z których jedna pochodzi od drugiej. Zgodnie z P. 1834 rodzinę we właściwem znaczeniu tego słowa (la famille proprement dite) stanowiłaby t. zw. rodzina agnacka, czyli ogół osób noszących to samo nazwisko i pochodzących od wspólnego przodka za pośrednictwem mężczyzn. P. 1837 stanowił, że „familja" byłaby ojczysta lub macierzysta: „familja ojczysta pochodzi od wspólnego ojca, dziada ojczystego, babki ojczystej i t. d., macierzysta familja pochodzi od wspólnej matki, wspólnego dziada macierzystego, babki macierzystej i t. d." Według P. 1837 i 1842 pokrewieństwo to „związek osób", pochodzących od wspólnego „szczepu". P. 1852 stanowił, że przez pokrewieństwo należałoby rozumieć „związek krwi między osobami z których jedna pochodzi od drugiej, lub które pochodzą od wspólnego szczepu". P. 1834 określał pokrewieństwo jako stosunek, który zachodzi między członkami jednej rodziny i który jest źródłem wzajemnych praw i obowiązków.

Zgodnie z P. 1834, 1837, 1842 i 1852 przez powinowactwo rozumielibyśmy „związek" łączący jednego z małżonków z krewnymi drugiego małżonka. P. 1834 zawierał wzmiankę, że powinowactwo ustawałoby w razie rozwiązania małżeństwa stanowiącego podstawę powinowactwa, o ile z tego małżeństwa nie pozostały dzieci.

2. Pokrewieństwo i powinowactwo bliższe i dalsze. Miara pokrewieństwa i powinowactwa. Stopnie i linje[1]) P. 1837, 1842 i 1852 stanowiły, że miarą pokrewieństwa byłyby stopnie. Przez stopień rozumielibyśmy „połączenie jednej osoby z drugą za pośrednictwem rodzenia" (cyt. podł. P. 1837). Wedle P. 1837, 1842 i 1852 szereg stopni tworzyłby linję. Linja byłaby prosta i boczna. Linja prosta składałaby się z szeregu stopni łączących osoby, z których jedna pochodzi od drugiej. „Szereg stopni między osobami, z których jedna nie pochodzi

---

[1]) Por. KNap. art. 735 — 738.

od drugiej, lecz które pochodzą od wspólnego szczepu składa linję boczną“ (cyt. podł. P. 1852). Linja prosta byłaby wstępna i zstępna. Linją wstępną nazywalibyśmy linję łączącą daną osobę z krewnymi, od których ta osoba pochodzi; linja zstępna łączyłaby osobę z krewnymi, którzy od niej pochodzą.

Zgodnie z P. 1837 linje boczne dzieliłyby się na pierwszą, drugą, trzecią i dalsze. „Pierwsza linja boczna wychodzi od wstępnych pierwszego stopnia, t. j. od ojca i matki oznaczonej osoby i składa się z braci, sióstr i ich potomstwa, druga linja boczna wychodzi od wstępnych drugiego stopnia, t. j. od dwóch dziadów i dwóch bab i obejmuje wujów i stryjów osoby, z którą jest pokrewieństwo, tudzież braci jej stryjecznych i wujecznych i t. d.“

P. 1837, 1842 i 1852 stanowiły, że „blizkość“ pokrewieństwa w linji prostej określanoby przez ilość stopni, t. j. urodzeń między krewnymi, o których chodzi, np. ojciec byłby spokrewniony z synem w pierwszym stopniu, dziadek z wnukiem — w drugim i t. d.; w linji bocznej „blizkość“ pokrewieństwa określanoby, licząc ilość urodzeń (stopni) od jednego krewnego do wspólnego przodka i od tego wspólnego przodka do drugiego krewnego, np. dwaj bracia byliby spokrewnieni w drugim stopniu, stryj i synowiec—w trzecim i t. d. Wedle przepisu P-u 1837 „blizkość“ pokrewieństwa w linji bocznej mogłaby być jeszcze oznaczona za pomocą systemu, zaczerpniętego z prawa kanonicznego rzymsko-katolickiego. Wedle tego systemu, przy obliczaniu stopnia pokrewieństwa w linji bocznej, bierze się pod uwagę tylko ilość urodzeń oddzielających jednego z krewnych od wspólnego przodka; jeśli ilość urodzeń, oddzielających jednego z krewnych od wspólnego przodka jest większa, niż ilość urodzeń oddzielających drugiego krewnego od tego przodka, bierze się pod uwagę linję dłuższą, np. bracia rodzeni są spokrewnieni ze sobą w pierwszym stopniu, wuj i synowiec — w drugim i t. d.

P. 1842 i 1852 wspominały o kanonicznym systemie obliczania pokrewieństwa, ale co do szczegółów odsyłały do katolickiego prawa kścielnego.

W P. 1834 nie spotykamy terminu linja prosta i boczna, wstępna i zstępna, lecz znajdujemy w tym projekcie wyrażenia: „pokrewieństwo proste i boczne, wstępne i zstępne“ (parenté directe, collaterale, ascendante, descendante).

I według P. 1834 miarą pokrewieństwa między dwiema osobami byłby stopień. Projekt stanowił, że „każde urodzenie uważa się za jeden stopień; w ten sposób ojciec i syn są spokrewnieni w pierwszym stopniu, bracia w drugim, stryj i synowie w trzecim i t. d.[1]).

Rodzina każdego człowieka dzieliłaby się na sześć linji (lignée). Do pierwszej linji krewnych zaliczałyby się dzieci danej osoby i inni zstępni, do drugiej — rodzice i ich zstępni, do trzeciej — dziadkowie, babki i ich zstępni i t. d. Krewni pierwszych trzech linji nosiliby nazwę bliskich krewnych (proches parents).

Według wszystkich projektów „bliskość powinowactwa oznacza się stopniem pokrewieństwa, łączącego powinowatego z drugim małżonkiem“ (cyt. podł. P. 1852).

3. O dowodach pokrewieństwa i powinowactwa. P. 1837 zawierał specjalne postanowienia „o dowodach pokrewieństwa“, a P. 1842: „o dowodach pokrewieństwa i powinowactwa“. Przepisów takich nie było ani w P. 1834, ani w P. 1852. P. 1842 stanowił, że „dowodem pokrewieństwa i powinowactwa są spisane w księgach metryk cywilnych akta urodzenia osób tegoż pokrewieństwa lub powinowactwa dowodzących wraz ze sporządzonymi tymże sposobem aktami małżeństwa osób wspólny ich szczep stanowiących, niemniej aktami urodzenia i małżeństwa wszystkich innych osób, ze związku których wynikło poszukiwane pokrewieństwo lub powinowactwo“. P. 1837 zawierał przepis podobny.

Według obu projektów, gdyby nie było aktu urodzenia jednej lub kilku osób, „ze związku których wynikło pokre-

---

[1]) „Chaque procréation compte pour un degré. Ainsi le père et le fils sont au premier degré, les frères au second, l'oncle et neveu au troisième... et ainsi de suite“.

wieństwo" i gdyby te osoby już nie żyły w chwili przeprowadzania dowodu, zamiast aktu urodzenia należałoby przedstawić inne dokumenty, np. testament, genealogję. Podobnie zamiast aktu małżeństwa osób zmarłych możnaby było złożyć wszelkiego rodzaju „niezaprzeczone" dokumenty, stwierdzające prawość dzieci pochodzących od tych osób.

P. 1837 stanowił, że ojcowie rodzin mieliby prawo żądać założenia w trybunale cyw. 1-ej instancji akt familijnych, do których składaliby: „akta udowadniające własne i ich dzieci prawe pochodzenie. Wypis z tych akt stanowić będzie dowód pokrewieństwa, lub początek dowodu tegoż wedle uznania sądu".

4. O skutkach pokrewieństwa i powinowactwa. Pokrewieństwo i powinowactwo pociąga za sobą rozmaite skutki; z pokrewieństwa wynikają pewne prawa, np. prawo dziedziczenia po krewnych, prawo żądania alimentów, na krewnych ciążą również pewne obowiązki: np. obowiązek płacenia alimentów. Prawa i obowiązki alimentarne wynikają także z powinowactwa.

Pokrewieństwo lub powinowactwo w pewnych wypadkach pociąga za sobą ograniczenie zdolności cywilnej. Dotyczy to np. możności zawarcia małżeństwa między krewnymi lub powinowatymi, pełnienia obowiązków świadka. Pokrewieństwo lub powinowactwo pociąga za sobą silniejsze skutki pomiędzy bliższymi krewnymi wzgl. powinowatymi, aniżeli pomiędzy dalszymi.

Skutki pokrewieństwa lub powinowactwa wynikające ze związków nieślubnych są bardzo ograniczone[1]).

W KCP nie spotykamy specjalnego działu o skutkach pokrewieństwa lub powinowactwa; postanowienia o prawach i obowiązkach krewnych i powinowatych wzgl. o ograniczeniu ich zdolności cywilnej znajdujemy w rozmaitych rozdziałach Kodeksu wzgl. w pr. małż. z r. 1836, w Kod. Napoleona lub w innych ustawach obowiązujących na terenie b. Kongresówki.

---

[1]) Pokrewieństwo lub powinowactwo wynikające ze związków nieślubnych stanowi przeszkodę do zawarcia małżeństwa według pr. małż. z r. 1836 i według wszystkich projektów.

P. 1834, 1837, 1842 i 1852 poświęcały specjalne miejsce na wyszczególnienie skutków pokrewieństwa lub powinowactwa (P. 1834: chap. III, titre III: „Devoirs des parents et droits des parents et membres de la famile; w P. 1837 rozdz. II tyt. III-go traktował o alimentach, a roz. III tyt. III-go: o obowiązku uczestniczenia w zebraniach familijnych; w P. 1842, roz. II tyt. III-go, a w P. 1852, roz. II tyt. IV zawierał przepisy „o prawach i obowiązkach wynikających z pokrewieństwa i powinowactwa“ [1]).

Skutków pokrewieństwa lub powinowactwa nie wymienionych we wzmiankowanych wyżej rozdziałach projektów musimy szukać w innych miejscach systemu, np. w tytułach o prawie małżeńskiem, lub opiekuńczem, w projekcie księgi II-giej i następnych nowego Kodeksu wzgl. w projektach ustaw specjalnych.

a. P. 1834.

P. 1834 stanowił, że krewni [2]) byliby obowiązani do wzajemnej miłości i troskliwości (assistance); na krewnych ciążyłby obowiązek „pielęgnowania“ węzłów pokrewieństwa, które ich łączą [3]), dostarczania sobie w razie potrzeby alimentów, czuwania nad moralnością swych krewnych. Krewni mogliby żądać ubezwłasnowolnienia lub ograniczenia własnej woli osoby spokrewnionej z nimi, oni sprawowaliby funkcje opiekunów lub kuratorów swych krewnych małoletnich, ubezwłasnowolnionych albo ograniczonych w zdolności do działania. Pomiędzy skutkami pokrewieństwa P. 1834 wyliczał jeszcze przeszkodę do zawierania związków małżeńskich [4]),

---

[1]) Zob. pow. wstęp do cz. II-giej (§ 13).

[2]) Zasadniczo pokrewieństwo pociągałoby za sobą skutki najwyżej między krewnymi pierwszych sześciu, wzgl. pierwszych czterech linji: „Pour les personnes issues de mâle en mâle et portant le même nom il n'existe de parenté au delà de la sixième lignée. Pour les personnes unies par les femmes, ou qui ne portent pas le même nom, la parenté finit avec la quatrième lignée“.

[3]) „Les parents sont tenus de... cultiver les liens qui les unissent“.

[4]) P. 1834 wspominał w tyt. III o przeszkodzie do zawarcia małżeństwa między krewnymi, nie między powinowatymi.

ograniczenie krewnych w rozporządzaniu majątkiem na wypadek śmierci, jeśli takie rozporządzenie naruszałoby część obowiązkową przysługującą bliskim krewnym; w projekcie znajdujemy przepisy o prawie krewnych do dziedziczenia, o prawie do nazwiska rodowego, o instytucji naczelnika rodziny, szlacheckiej i o organizacji tej rodziny, o t. zw. dobrach rodzinnych (biens de famille) i t. d. Nie wszystkie ze wspomnianych wyżej kwestji były dokładnie rozpatrzone i opisane w tytule o pokrewieństwie[1]). Poniżej podajemy te tylko przepisy, o których traktował rozdział o prawach i obowiązkach krewnych i powinowatych.

aa). Obowiązek krewnych czuwania nad moralnością i dobrem prowadzeniem się członków rodziny.

Gdyby krewny przez swoje postępowanie wywoływał zgorszenie publiczne lub hańbił rodzinę, inni członkowie rodziny byliby obowiązani uczynić mu odpowiednie wymówki (remontrances), a nawet mogliby zwrócić się do zwierzchności opiekuńczej, aby ta przedsięwzięła środki celem uniknięcia zgorszenia.

bb). Obowiązek krewnych czuwania nad dobrem małoletnich członków rodziny. Gdyby rodzice lub opiekunowie nie wykonywali należycie obowiązku wychowania swych dzieci (pupilów), albo, gdyby postępowali zbyt surowo ze swemi dziećmi (pupilami), blizcy[2]) krewni mieliby obowiązek uczynić rodzicom wzgl. opiekunom „przedstawienia" (représentations), a nawet zawiadomić zwierzchność opiekuńczą o postępowaniu rodziców (opiekunów)[3]).

cc). Obowiązki i prawa alimentarne[4]).

---

[1]) Les obligations des parents relatifs à la tutelle, à l'interdiction et aux prohibitions de mariage et à la disposition des biens, sont reglées en leur lieu ...Les parents succedent aux biens de leurs parents décedés, ainsi qu'il sera expliqué au titre... Tout noble a le droit d'eriger ses immeubles en bien de famille en remplissant les conditions préscrits au titre des successions... Toute erection d'immeubles en biens de famille... sera soumis à la sanction du Souverain".

[2]) Zob. pow. str. 195.

[3]) Zob. pow. str. 184.

[4]) Obowiązki i prawa alimentarne będą omówione poniżej p. 5.

dd). Prawo krewnych do nazwiska rodowego[1]**).** Zgodnie z projektem członkowie rodziny byliby wyłącznymi właścicielami nazwiska rodowego wzgl. nazwiska i herbu. Każdy członek rodziny mógłby występować na drodze sądowej p-ko osobom używającym bezprawnie nazwiska i herbu, których on jest właścicielem, i miałby prawo żądać wyłączenia z rodziny tych, którzy dostali się do niej podstępnie.

ee). Instytucje mające na celu dobro rodziny. Organizacja rodziny szlacheckiej[2]**).** Każdemu przysługiwałoby prawo powołać do życia fundację lub instytucję mającą na celu dobro rodziny. Szlachta mogłaby zorganizować się, już to wybierając wspólnego i dożywotniego naczelnika dla kilku gałęzi rodziny, już to wprowadzając do rodziny przez specjalny układ osoby, należące do gałęzi rodowych tak dalekich, że wedle zasad projektu osoby te nie byłyby uważane za krewnych[3]).

Naczelnik rodziny (chef de famille) byłby jej przedstawicielem, kierowałby wszelkiemi sprawami obchodzącemi całą rodzinę, troszczyłby się o zachowanie dokumentów rodzinnych w całości i porządku, miałby prawo zwoływać rodzinę na zebrania w czasie i w miejscu, któreby wskazał.

Projekt stanowił, że utworzenie wszelkiej instytucji, mającej na celu dobro rodziny, ulegałoby zatwierdzeniu sądu apelacyjnego, a układ rodzinny, zmieniający przyjęty w projekcie porządek dziedziczenia, musiałby być zatwierdzony przez cesarza.

b. P. 1837, 1842 i 1852.

W tytule „o pokrewieństwie i powinowactwie" P. 1842 wspominał o prawie dziedziczenia przysługującem krewnym i o obowiązku krewnych sprawowania funkcji opiekunów i członków rad opiekuńczych[4]); z postanowieniami o alimen-

---

[1]) Kwestję tę omawiamy na tem miejscu tekstu dlatego, że trzymamy się systemu P-u 1834.

[2]) j. w.

[3]) Por. wyżej str. 197 ods. 2.

[4]) Art. 269 P-u 1842: „Krewni biorą spadek po swych krewnych w przypadkach prawem wskazanych", art. 270: „Tak krewni jako i powinowaci obowiązani są w przypadkach prawem oznaczonych przyjmo-

rach spotykamy się w tym projekcie w tytule „o rodzicach i dzieciach“. W. P. 1837 i 1852 układ materjału był inny.

Rozdział II-gi tytułu o pokrewieństwie P-u 1837 zawierał przepisy „o środkach utrzymania (alimentach) należnych krewnym i powinowatym, wstępnym i zstępnym“, a rozdział III-ci tegoż tytułu traktował o prawie i obowiązku krewnych i powinowatych uczestniczenia w t. zw. naradach familijnych. O innych skutkach pokrewieństwa i powinowactwa P. 1837 w tytule „o pokrewieństwie“ nie wspominał. W rozdziale II-gim tyt. IV-go P-u 1852 pod nagłówkiem: „o prawach i obowiązkach wynikających z pokrewieństwa i powinowactwa“ znajdujemy wyłącznie postanowienia dotyczące praw i obowiązków alimentarnych [1]).

aa. O prawach i obowiązkach alimentarnych.

(Zob. pon. p. 5).

bb. „O naradach familijnych“. (por. nagł. roz. III-o tyt. III-o P-u 1837).

Z instytucją zebrań (rad, narad) familijnych i z obowiązkiem uczestniczenia w nich krewnych i powinowatych spotkamy się jeszcze w § o organizacji opiek [2]), obecnie zaznajomimy się tylko z istniejącymi w P. 1837 przepisami odnośnie zebrań familijnych w kwestjach, które nie będą poruszone we wspomnianym paragrafie.

P. 1837 stanowił, że krewni zbieraliby się na narady, gdyby tego wymagał wspólny interes rodziny, np. gdyby chodziło o „utrzymanie zakładów i funduszów familijnych“. Naradom przewodniczyłby „starszy wiekiem krewny“. Protokół byłby prowadzony przez pisarza sądu gminnego lub miejskiego, albo przez jednego „z regentów miejscowych“.

---

wać opiekę nad swoimi nieletnimi krewnymi i powinowatymi, sprawować obowiązki członków rad opiekuńczych nad nimi ustanowionych“. „Uwaga: W tytule IV niniejszej księgi (t. j. I-szej) oznaczone są obowiązki krewnych i powinowatych we względzie opiek; w tytule II-gim księgi III-ciej wskazane są przepisy o braniu spadku po krewnych“.

[1]) Lecz tylko między wstępnymi i zstępnymi drugiego stopnia i dalszych, a także między powinowatymi, natomiast postanowienia o prawach i obowiązkach alimentarnych między rodzicami i dziećmi znajdujemy w tyt. III-cim: „o rodzicach i dzieciach“. — Por. wyżej wstęp do cz. II-giej § 13.

[2]) Zob. pon. § 23.

5. O prawach i obowiązkach alimentarnych[1]).

a. Osoby uprawnione wzgl. obowiązane do alimentów[2]).

Według KCP[3]), P. 1837 i 1852 wzajemne prawa i obowiązki alimentarne istnieją pomiędzy krewnymi w linji prostej; co się tyczy powinowatych, to zgodnie z KCP i P. 1837 wyłącznie zięciowie i synowe są obowiązani do dawania alimentów swym teściom i wzajemnie na teściach ciąży obowiązek alimentowania zięciów i synowych. P. 1852 nakładał na zięciów i synowe obowiązek alimentowania teściów, ale nie wspominał o wzajemności tego obowiązku; pozatem P. 1852 stanowił, że także „ojczymowie i macochy mają... obowiązki alimentarne względem pasierbów i ich zstępnych; obowiązek ten jest wzajemny".

P. 1842 wspominał tylko, że rodzice byliby obowiązani do dawania alimentów dzieciom[4]), na dzieciach zaś ciążyłby obowiązek alimentowania rodziców i innych wstępnych; w P. 1842 nie spotykamy przepisu o wzajemnych prawach i obowiązkach alimentarnych między powinowatymi.

P. 1834 różnił się zasadniczo od KCP i powyżej omówionych projektów, stanowił bowiem, że wzajemne prawa i obowiązki alimentarne istniałyby pomiędzy krewnymi wszystkich sześciu linji[5]) i między powinowatymi pierwszej i drugiej linji[6]).

---

[1]) W poniższem zestawieniu podamy jedynie przepisy o prawach i obowiązkach alimentarnych wynikających z pokrewieństwa lub z powinowactwa. O obowiązku alimentarnym w razie rozwiązania małżeństwa przez rozwód, unieważnienia związku małżeńskiego, wzgl. separacji na czas nieograniczony od stołu i łoża zob. pow. str. 135 — 137, o prawach i obowiązkach alimentarnych, w razie przysposobienia zob. pow. str. 168 — 169.

[2]) Przez obowiązek alimentarny rozumiemy obowiązek dostarczania osobie uprawnionej środków utrzymania, jeśli ta osoba sama utrzymać się nie może.

[3]) KCP zawierał postanowienia o alimentach w tytule: „o małżeństwie", w dziale: „o obowiązkach z małżeństwa wynikających."

[4]) Zdaje się, że wstępni nie mieliby wedle P. 1842 obowiązku alimentowania wnuków i innych zstępnych.

[5]) Zob. pow. str. 195.

[6]) Poruszymy na tem miejscu kwestję alimentów należnych dzieciom nieślubnym od ich rodziców i wzajemnie rodzicom od dzieci nieślub-

b. Porządek osób powołanych do wykonania obowiązku alimentarnego. Według KCP, P. 1837 i 1852 „obowiązek“[1]) krewnych jest bliższym, aniżeli powinowatych. Między krewnymi bliższy jest obowiązek bliższych co do stopnia, a między równie blizkimi co do stopnia bliższy wstępnych aniżeli zstępnych. Krewni i powinowaci dalszy obowiązek mający, wtenczas tylko do dawania alimentów są obowiązani, gdy krewni i powinowaci bliżej obowiązani w niemożności zostają“. (cyt. podł. KCP.).

Zgodnie z P. 1834 do wykonania obowiązku alimentarnego byliby powołani przedewszystkiem krewni pierwszej linji; gdyby ich nie było, lub gdyby nie mogli podołać obowiązkom alimentarnym, obowiązki te przechodziłyby na krewnych drugiej linji. W razie braku krewnych drugiej linji lub w razie niemożności wykonania przez nich obowiązku alimentarnego, dostarczania alimentów możnaby było zażądać naprzód od powinowatych pierwszej, następnie od powinowatych drugiej linji, wreszcie od krewnych linji trzeciej i dalszych[2]).

---

nych. Nie rozpatrujemy tej kwestji w tekście, ponieważ nie była ona wyraźnie uregulowana ani w KCP, ani w większości projektów. Wprawdzie KCP traktuje o alimentach w dziale „o obowiązkach z małżeństwa wynikających“, jednak z art. 303 KCP i 762 KNap. wnioskujemy o prawie dzieci nieślubnych żądania alimentów od swych rodziców; ponieważ prawa i obowiązki alimentarne są wzajemne, więc i rodzice mają prawo domagać się alimentów od swych dzieci nieślubnych. P. 1852 zawierał następujący przepis w interesującej nas materji: „Rodzice winni... zapewnić dzieciom nieprawym sposób do życia, a, gdyby dzieci bez własnej winy, zapewniony im sposób do życia utraciły; winni dostarczyć im utrzymanie, w miarę możności swojej i powołania, do którego ich przeznaczyli.“ Zdaje się, że myślą projektodawców petersburskich było odmówić dzieciom nieślubnym prawa do alimentów. Gdy Kom. Warsz. proponowała umieścić w nowem prawie postanowienie o obowiązku alimentarnym ciążącym na rodzicach wobec dzieci nieślubnych, Zaborowski napisał na marginesie uwag Kom. Warsz.: „? Przeciwne pojęciom Rosji o władzy rodzicielskiej. Dzieci naturalnych kondycja zawsze niższa. Czemu nie mają same pracować?“ — Zdaje się, że nawet, wedle KCP i P. 1852, prawa i obowiązki alimentarne nie istniałyby między wstępnymi drugiego stopnia i dalszych oraz zstępnymi nieślubnymi.

[1]) alimentarny.

[2]) Por. wyż. str. 197 ods. 2.

P. 1842 nie zawierał przepisu o porządku osób powołanych do wykonania obowiązku alimentarnego.

c. Warunki wykonania obowiązku alimentarnego.

Zgodnie z KCP, P. 1834, 1837 i 1852 warunkami wykonania obowiązku alimentarnego są: 1. rzeczywista potrzeba, czyli niemożność samodzielnego utrzymania się ze strony osoby uprawnionej, 2. możność dostarczania alimentów ze strony osoby zobowiązanej. KCP, P. 1834 i 1837 nie wspominały o tem, że osoba uprawniona nie miałaby prawa do alimentów, wzgl., że zakres jej uprawnienia uległby zmniejszeniu, jeśli znalazła się ona w potrzebie wskutek swej własnej winy.

P. 1852 zajmował nieco odmienne stanowisko, (zob. pon. pkt. d.) [1]).

P. 1842 stanowił, że „rodzice obowiązani są dostarczać środków utrzymania... dzieciom nawet pełnoletnim, własnego majątku nie posiadającym, gdy te z powodu kalectwa, nieuleczonej choroby lub innych równie ważnych powodów nie są w możności własną nabyć ich pracą“. Obowiązek dzieci był inaczej określony: „obowiązkiem jest dzieci dostarczać przyzwoitych środków utrzymania rodzicom i wstępnym w potrzebie zostającym“. Komisja Petersburska sądziła, że przez zmianę przepisów Kodeksu zapobiegnie wielu nadużyciom [2]).

d. Sposób wykonania obowiązku alimentarnego. Z przepisów KCP, P. 1837 i 1852 wynika, że zasadniczym sposobem wypełnienia obowiązku alimentarnego jest wypłata pensji

---

[1]) Por. też stanowisko P. 1852 w materji alimentów należnych dzieciom nieślubnym (wyż. str. 201 ods. 6).

[2]) Por. „szczeg. motiwa“ do P. 1842, art. 246: „Prawo z r. 1825 zgodnie z prawem francuskiem zniewala rodziców do dawania alimentów dzieciom swoim zostającym w stanie niezamożnym. Przepis ten jako sprzeczny z widokami pr. ros., nadto osłabiający władzę rodzicielską, otwiera prócz tego dzieciom swobodne pole do bezczynności, dając im łatwość rachowania na pomoc rodziców. W projekcie zatem uznano właściwem, aby przepis ten zastąpić rozporządzeniem w niniejszym artykule wyłuszczonem“. Pomimo oporu Komisji Warszawskiej w KpB zmieniono przepisy P. 1852 i przywrócono postanowienia o alimentach w brzmieniu z r. 1842.

alimentarnej w gotowiźnie. Zdaje się, że nie można zmusić osób uprawnionych do przyjęcia alimentów w naturze. P. 1834 stanowił, że sposób dostarczania alimentów byłby określony przez sąd albo przez strony.

Miarą wysokości alimentów jest skala potrzeb osoby uprawnionej i wielkość majątku osoby zobowiązanej (KCP, P. 1834, 1837 i 1842). Obowiązek alimentarny może ulec ograniczeniu lub może być zniesiony, jeżeli osobą uprawniona przestanie potrzebować alimentów w całości lub częściowo, albo, jeżeli osoba zobowiązana nie będzie w możności wypełniać swego obowiązku (KCP i te same projekty.) Choć KCP i projekty o tem nie wspominały, jednakże w miarę powiększenia się majątku osoby zobowiązanej wzgl. w miarę wzrostu potrzeb osoby uprawnionej, osoba uprawniona mogłaby żądać powiększenia alimentów.

P. 1852 zawierał postanowienie nieznane ani innym projektom, ani Kodeksowi. Według tego przepisu, odnoszącego się zresztą tylko do obowiązku alimentarnego rodziców wobec dzieci „jeżeli dziecko z własnej winy znajduje się w potrzebie żądania alimentów, miarą ich wysokości będzie tylko ściśle obrachowana potrzeba, bez względu na przeważającą możność rodziców“.

Wedle KCP, P. 1837 i 1852, jeśli osoba zobowiązana do wypłaty pensji alimentarnej udowodni, że nie ma środków na zapłacenie tej pensji, sąd po rozpoznaniu stanu faktycznego może nakazać, aby osoba ta przyjęła do siebie „na mieszkanie“, żywiła i utrzymywała wierzyciela alimentarnego. KCP i P. 1837 stanowią, że jeśli dłużnikami alimentarnymi są rodzice dziecka, sąd może zwolnić ich od obowiązku wypłaty pensji alimentarnej, nie żądając nawet przedstawienia dowodu, że nie mają oni środków na pokrycie tej pensji, o ile rodzice zaofiarują się „przyjąć do swego mieszkania, żywić i utrzymywać dziecię, któremu się alimenta należą“.

P. 1852 zawierał inne postanowienie. Według tego projektu, jeżeli dziecko znalazło się w potrzebie żądania alimentów z własnej winy, „sąd na proste żądanie rodziców, chociażby byli w możności płacenia alimentów, winien postanowić, że mają... przyjąć dziecko do mieszkania swego, żywić je i utrzymywać“.

W P. 1842 nie znajdujemy żadnych przepisów o sposobie wykonywania obowiązku alimentarnego.

e. Ustanie praw i obowiązków alimentarnych między powinowatymi. Według KCP. i P. 1837 wzajemne prawa i obowiązki alimentarne między zięciami i synowemi z jednej strony, a rodzicami małżonka z drugiej strony — gasną, 1) jeżeli matka męża lub żony wejdzie w powtórne związki małżeńskie, albo 2) jeżeli nie żyje małżonek, przez którego powstało powinowactwo, a z małżeństwa nie pozostały dzieci. P. 1837 stanowił pozatem, że obowiązek alimentarny ciążący na powinowatych ustawałby, gdyby synowa zawarła powtórne małżeństwo. Zgodnie z P. 1852 obowiązek zięciów i synowych alimentowania rodziców współmałżonka gasłby w wypadkach wskazanych wyżej pod 1 i 2, a prócz tego jeszcze w wypadku, gdy małżeństwo, będące źródłem powinowactwa, zostało unieważnione lub „rozłączone".

P. 1852 stanowił, że wzajemny obowiązek alimentarny istniejący między ojczymami wzgl. macochami z jednej strony a pasierbami i ich zstępnymi z drugiej strony ustawałby również „gdy ten z małżonków przez którego powinowactwo zaszło, i dzieci z tego małżeństwa nie żyją, albo gdy małżeństwo zostało unieważnione lub rozłączone".

Wedle P. 1834 w razie rozwiązania małżeństwa, z którego nie pozostało dzieci, ustawałby stosunek powinowactwa między byłym małżonkiem a krewnymi drugiego małżonka[1]).

§ 23.

O ORGANIZACJI OPIEK.

Według KCP rozróżniamy w każdej opiece trzy organy: 1) opiekuna głównego, 2) opiekuna przydanego, 3) radę familijną, złożoną z krewnych wzgl. powinowatych pupila albo z przyjaciół jego rodziców pod przewodnictwem, sędziego pokoju lub urzędnika administracyjnego[2]).

---

[1]) Zob. pow. str. 193 p. 1 in fine.

[2]) Sąd odgrywa rolę raczej drugorzędną, zatwierdzając tylko najważniejsze uchwały rady.

Opiekun główny troszczy się o osobę pupila, zastępuje go we wszystkich czynnościach cywilnych z wyjątkiem tych, które muszą być dokonane osobiście przez pupila, i zarządza jego majątkiem. Opiekun przydany ma nadzór nad opiekunem głównym i zawiadamia radę familijną o nadużyciach, które mógłby popełnić opiekun główny. Rada familijna mianuje zawsze opiekuna przydanego, a opiekuna głównego mianuje wtedy, gdy niema opiekunów powołanych przez prawo, albo opiekunów wybranych przez rodziców; ona składa ze stanowiska opiekuna głównego i przydanego[1]); określa wysokość rocznych wydatków na osobę pupila i na zarząd jego majątkiem; upoważnia opiekuna głównego do podjęcia ważniejszych czynności prawnych; ma prawo usamowolnić małoletniego znajdującego się pod opieką i zezwolić na jego małżeństwo.

Zebrania rady odbywają się nieperjodycznie.

Powyższy system organizacji opiek został silnie skrytykowany podczas prac Komitetu Przygotowawczego nad reformą prawa cywilnego w Kongresówce.

Główne zarzuty[2]) były następujące: 1) do rady familijnej wchodzą przeważnie krewni lub przyjaciele opiekuna, toteż członkowie rady familijnej sprzyjają bardziej opiekunowi niż pupilowi; z powyższych względów kontrola rady familijnej jest tylko pozorna, 2) rada familijna nie może nawet definitywnie złożyć opiekuna głównego z urzędu; jeśli bowiem opiekun główny odwołał się do sądu, rada familijna staje się zwykłą stroną w procesie i w razie przegrania procesu ponosi koszty sądowe. Członkowie rady familijnej w obawie, że będą musieli zapłacić te koszty, niechętnie korzystają ze swej władzy i wahają się złożyć opiekuna z urzędu, choćby to nawet było niezbędne, 3) jeśli rada familijna chce odebrać od opiekuna przywłaszczony przezeń majątek pupila, to także musi odwołać się do sądu, 4) rada familijna nie jest kontrolowana przez nikogo; przepis KCP, że członkowie rady fa-

---

[1]) W razie złożenia opiekunów ze stanowiska mogą się oni odwołać do sądu.

[2]) Są to zarzuty Zaborowskiego (Exposé des motifs du projet de loi de la tutelle, AKP. t. 708).

milijnej są odpowiedzialni wobec pupila za podstęp i za „wielkie a szkodliwe niedbalstwo“ nie zabezpiecza dostatecznie praw pupila, 5) działalność opiekuna przydanego jest czysto formalna; przepisy o nadzorze wykonywanym przez niego w rzeczywistości nie prowadzą do celu.

Z powyższych względów twórcy projektów petersburskich P. 1834, 1837 i 1842 zdecydowali się znieść instytucję opiekuna przydanego, a instytucję rady familijnej bądź znieść (P. 1834, P. 1837), bądź zachować, lecz zmniejszyć jej atrybucję (P. 1842). Według P. 1834 i 1837 funkcje rad familijnych i opiekuna przydanego miały pełnić zwierzchności opiekuńcze ,autorités tutélaires) — kolegja sądowe.

Wedle P. 1842 większość tych funkcji miała przejść na specjalne kolegja — rady opiekuńcze. Zasadą przyjętą przez projekty[1]) petersburskie było, że opiekun miał się znajdować nie pod kontrolą rodziny pupila, ale pod kontrolą sądów, jako organów państwa.

Prawnicy wchodzący w skład Komisji Warszawskiej przyznawali słuszność zarzutom stawianym organizacji opiek w KCP[2]). Wszelako sądzili, że będzie można usunąć wady tej organizacji w inny sposób niż ten, który proponowali członkowie Komitetu Przygotowawczego.

Twórcy P-u 1850 i 1852 zdecydowali się utrzymać instytucję rady familijnej i opiekuna przydanego, pragnęli tylko poprawić wady tych instytucji. Projektodawcy postanowili, że do składu rady familijnej prócz sędziego pokoju lub urzędnika administracyjnego powinien wchodzić jeszcze jeden przedstawiciel państwa, np. prokurator; w niektórych wypadkach rada familijna miałaby obowiązek zasięgać opinji fachowców-biegłych; prawnicy warszawscy uchwalili ponadto, że zebrania rady familijnej powinny się odbywać perjodycznie, że należy powiększyć atrybucje opiekuna przydanego, że wreszcie trzeba zorganizować ścisłą kontrolę nad działalnością opiekuna i rady familijnej.

---

[1]) Przedewszystkiem przez P. 1834 i 1837.

[2]) W materji organizacji opiek A. Wyczechowski przedstawił Namiestnikowi specjalną zapiskę (por. wyż. cz. I-a str. 46 — 47).

W poniższym zarysie podamy zestawienie przepisów o organizacji opiek w KCP z przepisami P. 1850 i 1852, przez co uwydatnią się usiłowania poprawy Kodeksu. Oddzielnie przytoczymy postanowienia P-u 1834, 1837 i 1842, które różniły się zasadniczo od prawa z r. 1825.

I. KCP, P. 1850 i 1852.

A. O radzie familijnej[1]).

1. Opieki większe i opieki mniejsze. Skład rady familijnej byłby inny w t. zw. opiekach „większych", a inny w „mniejszych". KCP stanowi, że opieka jest większa, jeżeli do pupila należy własność, zastaw lub dzierżawa dóbr ziemskich, albo folwarku, lub gdy pupil ma majątek, którego masa czynna wynosi najmniej 10 tys. zł., bądź, gdy pupil ma przynajmniej 500 zł., rocznego dochodu. Każda inna opieka jest mniejsza. Według P. 1850 opieka byłaby większa, gdy majątek pupila wynosi więcej niż 1000 rs. lub gdy pupil jest właścicielem albo dzierżawcą przynajmniej jednego folwarku bądź domu w mieście, w którem znajduje się sąd 1-ej instancji. Opieka byłaby także większa, gdy do pupila należy zakład handlowy, albo zakład przemysłowy. Zgodnie z P. 1852 opiekę należałoby uważać za większą, gdy pupil ma majątek wartości większej niż 1500 rs., albo gdy pupilowi przysługuje prawo własności, zastawu lub dzierżawy majątku wiejskiego, którego przestrzeń wynosi więcej niż 60 dziesiatyn, albo majątku, który obejmuje oprócz folwarków „osady częściowe". Opieka byłaby także większa, gdyby pupil był właścicielem budowli oszacowanych w „dyrekcji ubezpieczeń" na sumę przynamniej 1500 rs., lub gdyby do pupila należał „handel kupna 1-ej albo 2-ej gildji, alboteż fabryka znaczniejsza".

2. Skład rady familijnej i sposób jej powoływania a. w opiekach większych. Według KCP, P. 1850 i 1852 rada familijna składa się z sędziego pokoju jako przewodniczącego

---

[1]) O kompetencji rady familijnej według KCP zob. pow. str. 206 i w §§ o opiece nad nieletnimi, obłąkanymi i o kurateli. Według P. 1850 i 1852 rada familijna miałaby takie same uprawnienia, jak według KCP. O pewnych drobnych różnicach zob. pon. w cytowanych paragrafach.

i z sześciu krewnych, lub powinowatych pupila w połowie z linji ojczystej, w połowie z linji macierzystej zamieszkałych w okręgu danego sądu pokoju. Do urządzenia opieki właściwy jest sąd pokoju miejsca ostatniego zamieszkania pupila. Przy powołaniu członków rady familijnej bliższy krewny lub powinowaty ma pierwszeństwo przed dalszym; krewny ma pierwszeństwo przed powinowatym; pomiędzy równie blizkimi krewnymi starszy ma pierwszeństwo przed młodszym.

Z pomiędzy kobiet tylko wstępne w stanie wdowieństwa mogą być powołane na członków rady familijnej. „Bliższy co do stopnia krewny, chociażby czasowo tylko w okręgu sądowym obecny albo dobrowolnie przez pełnomocnika stawający, wyłącza w każdym razie dalszych co do stopnia, chociażby stale w tym okręgu zamieszkałych krewnych“ (cyt. według KCP). Jeżeli jest więcej niż sześciu wstępnych pupila, jego braci rodzonych lub mężów sióstr rodzonych żyjących, to wszyscy bez względu na ilość należą do rady familijnej.

Gdy w okręgu sądu niema dostatecznej liczby krewnych lub powinowatych pupila, sąd ma prawo wezwać krewnych do 4-go stopnia lub powinowatych do 2-go stopnia zamieszkałych w innym okręgu sądowym. Według P. 1850 i 1852 sąd mógłby wezwać tylko krewnych lub powinowatych zamieszkałych w odległości nie większej niż 70 wiorst od miejsca posiedzeń sądu. Według KCP, gdyby z jakiegokolwiekbądź powodu bliżsi krewni albo powinowaci z innego okręgu sądowego nie mogli wejść do rady familijnej, sędzia pokoju albo wzywa dalszych krewnych lub powinowatych z obcego okręgu, albo też powołuje na członków rady przyjaciół ojca lub matki pupila z pomiędzy obywateli zamieszkałych w podległym sędziemu okręgu sądowym. P. 1850 i 1852 stanowiły, że w braku krewnych lub powinowatych bliższego stopnia zamieszkałych w innym okręgu sądowym, sąd wzywałby do rady familijnej, albo dalszych krewnych lub powinowatych z innego okręgu sądowego, albo ze swego okręgu: „obywateli znanych z moralności, odpowiedzialności majątkowej i, o ile można, ze stosunków przyjacielskich z rodzicami (pupila)“. Projekty przewidywały, że władze administra-

cyjne ułożą w każdym okręgu sądowym listy obywateli, którzyby mogli być powołani do rad familijnych. O ileby powyższe listy nie zostały jeszcze ułożone, wybór tego rodzaju członków rady familijnej należałby wyłącznie do sędziego pokoju.

Według KCP, choćby nawet w okręgu tego sądu, w którego siedzibie odbywają się posiedzenia rady familijnej znajdowała się dostateczna liczba krewnych lub powinowatych pupila, sąd ma zawsze prawo wezwać do rady familijnej z innego okręgu sądowego osoby spokrewnione lub spowinowacone z pupilem w stopniu równym albo bliższym, niż ci krewni wzgl. powinowaci, którzy mieszkają w okręgu sądu, zwołującego radę familijną.

P. 1850 i 1852 nie zawierały tego przepisu.

Według KCP, P. 1850 i 1852 osoby wyłączone od opieki, albo z niej złożone[1]) nie mogą być członkami rad familijnych.

KCP nie wspomina wyraźnie, czy opiekun główny uczestniczy w obradach rady familijnej. Jednakże z niektórych przepisów Kodeksu (arg. art. 394 cz. 1, 397 cz. 2) pośrednio wynika, że opiekun główny bierze udział w tych obradach. P. 1850 i 1852 stanowiły, że opiekun główny i opiekun przydany (dozorujący) powinniby być obecni na posiedzeniach rady familijnej, lecz nie mieliby głosu stanowczego.

Według tych samych projektów na posiedzeniach rady familijnej byliby także obecni: prokurator sądu okręgowego (P. 1852) lub podprokurator (podsędek, P. 1850). Prokuratorowi lub podprokuratorowi przysługiwałby tylko głos doradczy.

Powyżej podaliśmy zwykły skład rady familijnej w opiekach większych. Jednakże według P. 1850 i 1852, „jeżeli przedmiot narady szczegółowych wymaga wiadomości, sędzia mocen jest zawezwać jednego lub więcej biegłych. Rada familijna postanowi, czy i jakie wynagrodzenie biegłym należy. Biegli mają głos doradczy“. (cyt. wedł. P. 1850).

---

[1]) Por. niżej str. 237 i n.

b. Skład rady familijnej w opiekach mniejszych.

Według KCP, P. 1850 i 1852 wszystkie przepisy odnoszące się do składu rady familijnej w opiekach większych stosowałyby się i do opiek mniejszych. Jednakże, według KCP i projektów, przewodniczącym rady familijnej w opiekach mniejszych jest prezydent lub burmistrz miasta albo wójt gminy. P. 1850 i 1852 stanowiły, że w miastach „podzielonych na cyrkuły" radzie familijnej przewodniczy właściwy komisarz administracyjny. Zgodnie z KCP prezydent, burmistrz lub wójt nie są obowiązani wzywać do rady familijnej krewnych lub powinowatych pupila zamieszkałych poza obrębem tego miasta lub gminy wiejskiej, w których zbiera się rada familijna, chyba że ci krewni lub powinowaci sami tego zażądają.

W braku krewnych lub powinowatych pupila w obrębie miasta lub wsi, w których zbiera się rada, prezydent, burmistrz albo wójt przywoła do uczestnictwa w radzie „po miastach właścicieli domów lub po wsiach gospodarzy rolników swego okręgu, dając pierwszeństwo tym, o których wiadomo, że z ojcem lub matką (pupila) w ciągłych przyjaźni związkach zostawali".

Według P. 1850 i 1852 do składu rady familijnej w opiekach mniejszych należeliby trzej krewni albo powinowaci z linji macierzystej i trzej krewni albo powinowaci z linji ojczystej zamieszkali nie dalej niż o wiorst 20 (P. 1850) albo o wiorst 14 (P. 1852) od miejsca posiedzeń rady. „Jeżeli w tej odległości niema dostatecznej ilości krewnych lub powinowatych, przywołani będą: w miastach właściciele domów, we wsiach gospodarze rolni, znani z dobrego prowadzenia się i, ile możności, ze stosunków przyjacielskich z ojcem lub matką (pupila). Wybór ich zależy wyłącznie od zwołującego' (cyt. wedł. P. 1850).

P. 1852 stanowił, że w radzie familijnej w opiece mniejszej uczestniczyłby zamiast prokuratora przy sądzie okręgowym jeden z obywateli gminy, wybrany przez mieszkańców gminy podług specjalnych przepisów; obywatelowi temu przysługiwałby głos doradczy.

3. Zmiany w składzie rady familijnej. Miejsce posiedzeń rady.

W związku z powyżej podanym sposobem powoływania rady familijnej, według KCP i projektów, powstają następujące pytania:

1) Czy po pierwszem posiedzeniu rady familijnej, zwołanem w celu organizacji opieki, skład rady może ulec zmianie, jeżeli zmieni się zamieszkanie krewnych lub powinowatych pupila, np. niektórzy członkowie rady przeniosą się do innych okręgów lub miast, albo bliżsi krewni pupila przybędą do okręgu lub miasta, w których zbiera się rada?

2) Czy po zorganizowaniu rady familijnej przewodniczący może skorzystać ze swego prawa doboru członków rady i zmienić jej skład?

3) Pierwsze posiedzenie rady familijnej odbywa się w okręgu lub w mieście, w których pupil miał ostatnie zamieszkanie. Powstaje kwestja, czy zmiana zamieszkania opiekuna głównego, a więc i zmiana zamieszkania pupila pociąga za sobą konieczność zwoływania rady familijnej w miejscu nowego zamieszkania pupila? Czy ta rada będzie zwoływana przez innego sędziego lub urzędnika administracyjnego i czy skład jej będzie inny?

4) Jakie znaczenie posiadają uchwały rady, której skład jest nieprawidłowy?

W Kodeksie nie znajdujemy wyraźnej odpowiedzi na żadne z powyższych pytań. Doktryna odpowiada twierdząco na pierwsze dwa pytania, co do trzeciego panuje rozbieżność między zdaniem doktryny i zdaniem orzecznictwa.

W doktrynie panuje opinja, że rada familijna powinna być zawsze zwoływana w miejscu, gdzie zebrała się po raz pierwszy; według zdania sądów — rada familijna powinna być zwoływana w miejscu, w którem nastąpiło otwarcie opieki, tylko o tyle, o ile chodzi o sprawy związane z organizacją opieki; jeśli natomiast zmieniło się zamieszkanie pupila i chodzi o sprawy zarządu opiekuna, to rada powinna się zebrać w miejscu nowego zamieszkania pupila. Jeżeli chodzi o czwarte pytanie, to orzecznictwo uważa, że drobne nieprawidłowości w składzie rady familijnej nie powodują unieważnienia

jej uchwał, jeśli interesy pupila nie zostały narażone na szkodę i jeśli nieprawidłowy skład rady nie jest wynikiem podstępu.

Twórcy projektów z r. 1850 i 1852 starali się rozwiązać wszystkie powyżej poruszone kwestje. Według P. 1850 i 1852 „członkowie rady familijnej nie mogą być przez przewodniczącego zmieniani przy następnych zebraniach, chybaby prawne powody niezdolności, wymówienia się lub wyłączenia zachodziły“. P. 1852 wspomina o jedynym wyjątku: „gdyby w razie niestawienia się członków, nagłość interesu nie dozwalała oczekiwać na powtórne ich wezwanie, nieobecny może być zastąpiony na ten jeden raz przez innego krewnego lub powinowatego obecnego w miejscu zebrania rady familijnej“, lub też przez jednego z przyjaciół rodziców pupila. Według P. 1850 i 1852 powody zmiany lub jednorazowego zastąpienia (P. 1852) członka rady musiałyby być wyrażone w protokóle posiedzenia (P. 1850), albo w uchwale rady (P. 1852). Gdyby zmiana członka rady okazała się bezpodstawna, uchwała rady familijnej mogłaby być unieważniona (P. 1850). P. 1852 stanowił, że w powyższym wypadku unieważnienie uchwały rady familijnej mogłoby nastąpić tylko, o ileby uchwała okazała się szkodliwa dla pupila. Niezależnie do unieważnienia uchwały projekty stanowiły, że przewodniczący rady familijnej ulegałby karze porządkowej i odpowiadałby cywilnie pupilowi za wszelkie straty, jakieby mogły wyniknąć dla pupila skutkiem uchwały rady.

Według P. 1852 rada familijna zbierałaby się stale w jednem i tem samem miejscu, t. j. w miejscu otwarcia opieki, w siedzibie tego sądu, lub urzędu, który zorganizował opiekę. Jednakże sąd apelacyjny w opiekach większych a sąd okręgowy w opiekach mniejszych mógłby upoważnić do zwołania rady familijnej innego sędziego pokoju, lub innego urzędnika administracyjnego. Upoważnienie sądu następowałoby na wniosek opiekuna lub krewnego po wysłuchaniu rady familijnej tylko o ile sąd uznałby to za korzystne dla pupila i tylko w następujących przypadkach:

1) gdy bliżsi krewni pupila lub większa ich liczba mieszka dalej, niż o wiorst 70 od miejsca zebrania rady familijnej,

2) gdy opiekun z prawa przenosi swe zamieszkanie więcej niż o 70 wiorst od tego miejsca.

W P. 1850 nie spotykamy podobnego przepisu.

4. Zwołanie rady familijnej. Według KCP radę familijną zwołuje jej przewodniczący bądź z urzędu bądź na wniosek krewnych, powinowatych, wierzycieli pupila, albo na wniosek opiekuna głównego lub przydanego. Przewodniczący zawsze ma prawo zwołać radę familijną, inne osoby mogą wystąpić z wnioskiem o zwołanie rady tylko w wypadkach przewidzianych w Kodeksie.

Mówiliśmy, że twórcy P. 1850 i 1852 zamierzali postanowić w projektach, że zebrania rady będą się odbywały perjodycznie, jednakże później projektodawcy zaniechali tego zamiaru, i P. 1850, 1852 zawierają przepisy identyczne z przepisami KCP.

Według KCP, P. 1850 i 1852 zwołanie rady familijnej następuje przez wezwanie na dzień określony. Wezwanie powinno być wręczone członkom rady na kilka dni przed terminem (np. według KCP na trzy dni przed terminem, jeżeli członkowie rady nie mieszkają w odległości większej niż dwie mile od miejsca posiedzeń rady famililjnej.) z dodaniem terminu na odległość. Przewodniczący może karać grzywną członków rady familijnej, o ile ci nie przybyli na zebranie i nie usprawiedliwili swojej nieobecności.

Według P. 1852 rada familijna mogłaby się zebrać nawet bez formalnego wezwania, jeśli wszyscy członkowie rady zgodzą się na termin wyznaczony przez przewodniczącego. KCP stanowi, że w razie usprawiedliwionego niestawiennictwa którego z członków rady familijnej przewodniczący ma prawo odroczyć posiedzenie, albo je przedłużyć, jeżeli uzna, że tego wymaga interes pupila.

5. Obrady rady familijnej. Według KCP do ważności zebrania rady familijnej jest potrzebna obecność przynajmniej pięciu „przywołanych“ członków rady. Z tego wynika, że do powyższej liczby nie zalicza się przewodniczący rady, który nie jest członkiem „przywołanym“. P. 1850 i 1852 stano-

wiły, że ważne byłoby zebranie rady, o ileby w niem uczestniczyło przynajmniej czterech członków, oprócz przewodniczącego. Według P. 1850, gdyby rada familijna składała się tylko z krewnych lub powinowatych pupila, a nie z przyjaciół jego rodziców, na posiedzeniu rady byłaby niezbędna obecność przynajmniej dwóch krewnych lub powinowatych z każdej linji. P. 1852 stanowił, że zebranie rady byłoby nieważne, o ileby w niem nie brał udziału prokurator (w opiekach większych) lub wybrany obywatel (w opiekach mniejszych).

Według KCP, P. 1850 i 1852 w razie równości zdań członków rady rozstrzyga zdanie przewodniczącego. Członkowie rady familijnej mogą się zastępować przez szczególnych pełnomocników. Pełnomocnik ma prawo zastąpić tylko jednego członka. KCP dodawał, że członek rady familijnej nie może być pełnomocnikiem drugiego członka.

6. Wykonanie uchwał rady familijnej, zatwierdzanie ich przez sąd i zaskarżanie uchwał rady i sądu. Według KCP uchwała rady familijnej ulega natychmiastowemu wykonaniu, chyba, że w niektórych wypadkach, musi być zatwierdzona przez sąd[1]). Od uchwały składającej go z urzędu opiekun ma prawo odwołać się do sądu. (KCP, P. 1850 i 1852). KCP nie wspomina, w jaki sposób i przez kogo mogą być zaskarżane inne uchwały rady familijnej. P. 1850 stanowił, że w niektórych wypadkach decyzje sądu, zatwierdzające uchwały rady familijnej, ulegałyby z urzędu rewizji przez wyższe instancje sądowe[2]). Opiekunowi przysługiwałoby prawo apelacji do sądu, gdyby rada familijna odmówiła opiekunowi upoważnienia; w razie odmowy zatwierdzenia przez sąd uchwały rady, opiekun miałby prawo odwołać się do sądu wyższego. Co do szczegółów P. 1850 odsyłał do procedury. Członkowie rady familijnej nie mogliby być powoływani do sądu, ale mogliby przedstawiać sądom swe wnioski. W przypadkach, w których uchwała rady familijnej nie ulega zatwierdzeniu sądu, wykonanie uchwały mogłoby być zawieszone, gdyby przewodniczący

---

[1]) O tem zob. pon. str. 248 n. O zatwierdzenie winien się starać opiekun.

[2]) Zob. pon. str. 251.

rady familijnej zawiadomił prokuratora przy trybunale 1-ej instancji [1]), albo sędziego pokoju [2]), że uważa uchwałę za szkodliwą dla pupila. Prokurator lub sędzia pokoju przedstawialiby sprawę właściwemu sądowi [3]). Sąd decydowałby ostatecznie po wysłuchaniu prokuratora.

W P. 1852 spotykamy wiele przepisów proceduralnych. Projekt ten stanowił, że każdy członek rady familijnej mógłby odwołać się od jej uchwały w przeciągu ośmiu dni od daty uchwały. Odwołanie należałoby kierować do sądu apelacyjnego (w opiekach większych) lub do sądu okręgowego (w opiekach mniejszych). Odwołanie powinnoby być doręczone opiekunowi głównemu i przydanemu. Członkowie rady familijnej mogliby brać udział w sprawie, gdyby tego zechcieli. Gdyby w radzie familijnej zachodziła różnica zdań, to w wypadkach, w których uchwała rady byłaby zatwierdzana przez sąd, należałoby podać w uchwale motywy każdego zdania. O zatwierdzenie uchwały przez sąd powinienby się starać opiekun główny lub opiekun przydany. Gdyby opiekunowie nie postarali się o to zatwierdzenie w terminie oznaczonym przez radę familijną, prawo żądania zatwierdzenia uchwały przysługiwałoby każdemu członkowi rady familijnej. Członek rady familijnej, któryby był przeciwny zatwierdzeniu uchwały rady, mógłby albo „wchodzić do sprawy“, albo złożyć swoje zdanie prokuratorowi przy sądzie apelacyjnym lub okręgowym. Od wyroków zatwierdzających uchwałę rady familijnej lub odmawiających zatwierdzenia wszyscy, którzyby „wchodzili do sprawy“, mogliby się odwołać do sądu wyższego w ciągu ośmiu dni od wręczenia wyroku.

Gdyby uchwała rady familijnej, według projektu, nie ulegała już dalszemu zatwierdzeniu, uchwała powinnaby być natychmiast wykonana. Jednakże wykonanie uchwały mogłoby być wstrzymane, gdyby przewodniczący lub prokurator (w opiekach większych), albo przewodniczący lub wy-

---

[1]) W opiekach większych.
[2]) W opiekach mniejszych.
[3]) Właściwym sądem byłby trybunał 1-ej inst. w opiekach mniejszych, lub sąd apelacyjny w opiekach większych.

brany obywatel (w opiekach mniejszych) sprzeciwili się uchwale, jako szkodliwej dla pupila. Sprzeciw należałoby podać do protokółu. W wypadku sprzeciwu przewodniczący rady familijnej byłby obowiązany przesłać protokół sądowi apelacyjnemu (w opiekach większych) lub sądowi okręgowemu (w opiekach mniejszych) za pośrednictwem prokuratora przy tym sądzie. Sąd rozpatrywałby sprawę i przesyłałby swą decyzję przewodniczącemu rady familijnej. Przewodniczący zawiadamiałby opiekuna o decyzji, lub, w razie potrzeby, zwoływałby radę familijną [1]).

7. Odpowiedzialność członków rady familijnej. Według KCP, P. 1850 i 1852 członkowie rady familijnej są odpowiedzialni wobec pupila za podstęp i za wielkie, szkodliwe niedbalstwo.

B. O opiekunie głównym.

(Zob. poniżej §§ 24 i 25).

C. O opiekunie przydanym.

1. Sposób powołania opiekuna przydanego. Według KCP, P. 1850 i 1852 w każdej opiece obok opiekuna głównego występuje opiekun przydany. P. 1850 nazywa tego opiekuna opiekunem dozorującym. Opiekuna przydanego mianuje zawsze rada familijna. Jeżeli opiekun główny jest powołany z prawa lub przez rodziców pupila, to przed mieszaniem się do opieki powinien zwołać radę familijną w celu mianowania opiekuna przydanego. Gdyby opiekun główny nie wypełnił tego obowiązku, mógłby być usunięty z opieki w razie stwierdzenia, że działał podstępnie. W wypadkach, w których opiekun główny jest mianowany przez radę familijną, nominacja opiekuna przydanego powinna nastąpić bezpośrednio po obiorze opiekuna głównego.

Opiekun główny nie może mieć żadnego wpływu na wybór opiekuna przydanego. Kto nie może być mianowany opiekunem głównym, albo, kto może się wymówić od przy-

---

[1]) O zaskarżaniu uchwał rady familijnej przez prokuratora zob. pon. str. 224.

jęcia opieki głównej[1]), nie może także być mianowany opiekunem przydanym wzgl. może wymówić się od przyjęcia opieki przydanej. Opiekunem przydanym nie może być mianowany krewny ani powinowaty pupila należący do tej samej linji, do której należy opiekun główny, „wyjąwszy, gdy są bracia rodzeni“ (KCP, P. 1850 i 1852) lub mężowie sióstr rodzonych pupila (P. 1850, 1852).

W razie, gdy z jakichkolwiekbądź powodów w czasie trwania opieki zajdzie konieczność mianowania nowego opiekuna przydanego, opiekun główny jest obowiązany niezwłocznie zwołać radę familijną. P. 1850 i 1852 dodają, że zaniedbanie tego obowiązku mogłoby pociągnąć za sobą usunięcie opiekuna głównego z urzędu.

2. Ustanie obowiązków opiekuna przydanego. Według KCP, P. 1850 i 1852 obowiązki opiekuna przydanego kończą się z ustaniem opieki.

Opiekun przydany mógłby być w czasie sprawowania obowiązków wyłączony od opieki lub mógłby się od opieki wymówić z tych samych przyczyn, dla których opiekun główny mógłby być od opieki wyłączony wzgl. dla których miałby prawo wymówić się od opieki [2]).

W razie zmiany w osobie opiekuna głównego powinien nastąpić nowy obiór opiekuna przydanego. P. 1850 i 1852 dodają, że dawny opiekun przydany mógłby być mianowany powtórnie, oczywiście, gdyby nie pochodził z tej samej linji krewnych, co nowy opiekun główny.

3. Funkcje opiekuna przydanego. Przepisy o obowiązkach opiekuna przydanego nie są w KCP zebrane w jedną całość, ale spotykamy się z nimi w rozmaitych oddziałach działu o opiece. Według tych przepisów opiekun przydany zastępuje opiekuna głównego tylko, gdy zachodzi sprzeczność interesów między opiekunem głównym i pupilem. Najważniejszą funkcją opiekuna przydanego jest sprawowanie dozoru nad opiekunem głównym; opiekun przydany odbiera od opiekuna

---

[1]) Zob. pon. str. 237 n.

[2]) Zob. poniżej str. 237 n.

głównego rachunki[1]); stara się o zabezpieczenie interesów pupila przez żądanie wpisania hipoteki prawnej na majątku opiekuna głównego; donosi radzie familijnej o nierzetelności lub niedbalstwie opiekuna głównego; stara się ściągnąć od opiekuna głównego należność pupila; w razie opróżnienia się stanowiska opiekuna głównego lub, gdy opiekun główny doznaje trwałych przeszkód w wykonywaniu swego urzędu, opiekun przydany powinien zwołać radę familijną dla mianowania opiekuna głównego; obowiązek zwołania rady familijnej ciąży na opiekunie przydanym także i wtedy, gdy należy złożyć opiekuna głównego z urzędu; opiekun przydany występuje w sądzie p-ko opiekunowi głównemu złożonemu z urzędu , gdyby opiekun główny apelował od decyzji rady familijnej; opiekun przydany jest obecny przy spisywaniu inwentarza, przy sprzedaży ruchomości pupila; zawiadamia dłużników pupila o decyzji rady familijnej, pozbawiającej opiekuna głównego prawa podnoszenia kapitałów niehipotekowanych pupila, albo o decyzji rady ograniczającej powyższe prawo opiekuna głównego.

Twórcy P. 1850 i 1852 starali się rozszerzyć działalność opiekuna przydanego. W tym celu postanowili, że w niektórych wypadkach, dotyczących tak starań o osobę pupila, jak i zarządu jego majątkiem opiekun główny byłby obowiązany uzyskać zgodę opiekuna przydanego[2]); w razie różnicy zdań decydowałaby rada familijna. Przepisy o obowiązkach opiekuna przydanego zostały w P. 1850 i 1852 zebrane razem i umieszczone w jednym oddziele. P. 1850 i 1852 nie różniły się prawie od siebie w przedmiocie obowiązków opiekuna przydanego; w niektórych materjach zgadzały się z KCP. Według tych projektów opiekun przydany miałby obowiązek:

„1. gdy małoletni nie zostaje pod władzą rodzicielską, wglądać w sposób utrzymania i wychowania tegoż małoletniego,

2. wglądać w sposób zarządu jego majątkiem.

---

[1]) Szczegółowo wszystkie te kwestje są rozważone w następnym paragrafie.

[2]) O tych przypadkach zob. pon. na str. 251 i 253 rubr. II-ga.

3. dopilnować spisania inwentarza w czasie właściwym, oraz czuwać nad całością majątku małoletniego, nad korzystnem umieszczeniem kapitałów lub sum z przychodów narosłych i w ogólności nad wykonaniem uchwał rady familijnej,

4. działać w imieniu małoletniego we wszystkich przypadkach, w których interes małoletniego jest w sprzeczności z interesem opiekuna głównego, oraz wtenczas, gdy mu rada familijna wspólne z opiekunem głównym działanie poleci,

5. donosić radzie familijnej o wszelkich działaniach opiekuna głównego dla małoletniego szkodliwych, oraz o wypadkach usunięcie lub złożenie opiekuna pociągających.

6. odbierać rachunki z zarządu opiekuna i działać o zabezpieczenie praw małoletniego z zastosowaniem się do przepisów w następnym oddziale objętych“ [1]) (cyt. wedł. P. 1852).

Podług P. 1850 i 1852 tak, jak według KCP, opiekun przydany miałby obowiązek zwołać radę familijną, ilekroć zajdzie potrzeba mianowania nowego opiekuna głównego. P. 1850 i 1852 dodają, że opiekun przydany powinienby przed nominacją opiekuna głównego przedsięwziąć „środki zachowawcze, jakieby się potrzebnemi okazały“.

4. Odpowiedzialność opiekuna przydanego. Według KCP, P. 1850 i 1852 opiekun przydany może być odpowiedzialny wobec pupila *a.* bezpośrednio *b.* solidarnie z opiekunem głównym *c.* pomocniczo w wypadku, w którymby opiekun główny nie mógł wynagrodzić pupila.

a. Odpowiedzialność bezpośrednia. Według KCP, P. 1850 i 1852 opiekun przydany jest bezpośrednio odpowiedzialny wobec pupila za szkody wynikłe z zaniedbania działania w przypadku, w którym interes pupila znajduje się w sprzeczności z interesem opiekuna głównego, za szkody wynikłe z czynności przedsięwziętych przez opiekuna przydanego w powyższym przypadku, wreszcie za szkody, które wynikły z tego, że opiekun przydany nie zwołał rady familijnej w celu mianowania nowego opiekuna głównego. P. 1850 i 1852 stanowiły, że opiekun przydany jest odpowiedzialny bezpośred-

---

[1]) O tem zob. poniżej w § 25.

nio wobec pupila za szkody wynikłe z nieprzedsięwzięcia środków zachowawczych w razie, gdyby opiekun główny nie mógł sprawować opieki.

Wedle P. 1850 odpowiedzialność bezpośrednia ciążyłaby na opiekunie przydanym także i wtedy, gdyby opiekun przydany nie wypełnił swych obowiązków w przedmiocie odebrania rachunków od opiekuna głównego i gdyby opiekun przydany nie żądał wpisania hipoteki prawnej na majątku opiekuna głównego w wypadkach, w których opiekun przydany powinienby był tego żądać.

b. Odpowiedzialność solidarna. KCP stanowi, że opiekun przydany jest odpowiedzialny solidarnie z opiekunem głównym za szkody pupila w przypadkach, w których prawo nakazuje opiekunowi przydanemu działać wspólnie z opiekunem głównym.

P. 1852 przewidywał odpowiedzialność solidarną opiekuna przydanego z opiekunem głównym także i wtedy, gdyby rada familijna poleciła wspólne działanie opiekunom głównemu i przydanemu.

P. 1850 stanowił, że opiekun przydany byłby odpowiedzialny solidarnie z opiekunem głównym, gdyby nie wypełnił obowiązku czuwania nad korzystnem umieszczeniem przez opiekuna głównego podniesionych kapitałów pupila lub sum pochodzących z przychodów.

c. Odpowiedzialność pomocnicza. W niektórych przypadkach opiekun przydany odpowiada wobec pupila pomocniczo, t. j. tylko o tyle, o ile majątek opiekuna głównego nie wystarczy na pokrycie roszczeń pupila.

Według KCP opiekun przydany jest odpowiedzialny pomocniczo wobec pupila:

1) jeśli opiekun przydany nie zawiadomi dłużników pupila, że rada familijna odebrała wzgl. ograniczyła prawo opiekuna głównego do podnoszenia kapitałów niehipotekowanych pupila,

2) jeśli opiekun przydany nie doniesie radzie familijnej o niezdolności opiekuna głównego albo o potrzebie złożenia go z urzędu,

3) jeśli opiekun przydany nie dopełni swych obowiązków w przedmiocie odbierania rachunków z opieki, zabezpieczenia pupila, odpowiedzialności opiekuna głównego lub należności od niego wobec pupila.

Według P. 1850 opiekun przydany byłby odpowiedzialny pomocniczo tylko w przypadku wskazanym wyżej pod p. 2, a według P. 1852 — w przypadkach wskazanych pod p. p. 2 i 3.

KCP, P. 1850 i 1852 stanowią, że, jeżeli opiekun przydany staje się odpowiedzialny wobec pupila, to pupilowi przysługuje p-ko opiekunowi przydanemu tytuł do hipoteki prawnej i pierwszeństwo na całym majątku ruchomym i nieruchomym opiekuna przydanego przed jego wierzycielami osobistymi. Rada familijna zleci jednemu ze swych członków wpisanie powyższej hipoteki prawnej[1] i pociągnięcie opiekuna przydanego do odpowiedzialności cywilnej a nawet karnej[2]) (P. 1850 i 1852). W razie złożenia z urzędu opiekuna przydanego, powyższe decyzje rady familijnej powinien wykonać nowy opiekun przydany.

D. O nadzorze nad opiekami.

P. 1850 i 1852 zawierały przepisy nieznane Kodeksowi Cywilnemu Polskiemu. Te przepisy miały na celu zorganizowanie ścisłej kontroli sądowej nad działalnością opiek.

P. 1850.

Według P. 1850 w każdym sądzie pokoju byłyby sporządzane: *a.* ogólne akta opiekuńcze *b.* akta szczegółowe dla każdej opieki. Do akt szczegółowych należałoby składać protokóły uchwał rady familijnej, inwentarz majątku pupila, rachunki z opieki, „słowem wszelkie papiery opieki dotyczące". W każdym urzędzie administracyjnym, pod którego kierunkiem znajdowałyby się opieki mniejsze, byłyby również założone akta opiekuńcze. Akta takie prowadzonoby „łącznie dla

---

[1]) Co do szczegółów p. o wpisaniu hipoteki prawnej na majątku opiekuna głównego, niżej str. 258 — 259.

[2]) p. poniżej str. 259.

wszelkich opiek, poszytami corocznie zakładającemi się". W każdym trybunale 1-ej instancji byłyby prowadzone akta ogólne nadzoru nad opiekami.

Nadzór nad opiekami większemi sprawowałby prokurator przy trybunale, nad opiekami mniejszemi zaś — sędzia pokoju właściwego okręgu.

Prokurator lub sędzia pokoju odbywaliby rewizję akt opiekuńczych przynajmniej raz na dwa lata celem przekonania się, czy w okręgu sądu, przy którym urzędują, są zachowywane przepisy prawa opiekuńczego. W szczególności prokurator lub sędzia pokoju byliby obowiązani sprawdzić:

a. Czy urządzone są opieki w wypadkach, w których urządzenie opiek jest niezbędne?

b. Czy inwentarz majątku pupila i opis stanu jego nieruchomości są złożone do akt opiekuńczych?

c. Czy opiekunowie składają do akt opiekuńczych sprawozdania o sposobie wychowania i sprawowania się małoletniego i czy te sprawozdania są składane w terminach oznaczonych przez radę familijną?

d. Czy rachunki z opieki są składane we właściwym czasie?

Prokurator lub sędzia pokoju sporządzaliby protokół rewizji i składaliby go do ogólnych akt opiekuńczych; odpis tego protokółu byłby złożony do ogólnych akt nadzoru. Po odbyciu rewizji sędzia pokoju składałby sprawozdanie o niej właściwemu prokuratorowi przy trybunale; gdyby rewizji dokonywał prokurator, byłby obowiązany złożyć odpowiednie sprawozdanie Komisji Rządowej Sprawiedliwości.

Przewodniczący rady familijnej i podsędek (pprokurator) byliby obowiązani donosić urzędnikowi sprawującemu nadzór o wszelkich nadużyciach, któreby mogły się zdarzyć w danej opiece.

P. 1852.

Według tego projektu prokurator przy sądzie okręgowym (w opiekach większych) lub przewodniczący rady familijnej (w opiekach mniejszych) byliby obowiązani składać co-

roczne sprawozdania o wszystkich opiekach urządzonych w ich okręgu.

Specjalne rozporządzenie miało ustalić wzory tego rodzaju sprawozdań. Sprawozdania byłyby składane w opiekach większych prokuratorowi przy sądzie apelacyjnym, w opiekach mniejszych zaś prokuratorowi przy sądzie okręgowym. „Tymże prokuratorom tak urzędnicy do sprawozdań obowiązani, jak obywatele wybrani dla uczestniczenia w uchwałach rady familijnej winni w ciągu roku donosić o wszelkich dostrzeżonych przez siebie w urządzeniu lub sprawowaniu opieki wątpieniach".

Prokurator przy sądzie apelacyjnym miałby prawo dokonywać rewizji akt opiek większych, a prokurator przy sądzie okręgowym rewidowałby akta opiek mniejszych. Rewizje byłyby dokonywane w razie potrzeby według uznania prokuratorów, lub w czasie określonym przez Komisję Rządową Sprawiedliwości.

Prokurator sprawujący nadzór miałby prawo żądać wpisania hipoteki prawnej na majątku opiekunów dla zabezpieczenia praw pupila, albo mógłby polecić zwołanie rady familijnej „dla postanowienia tego, co dla dobra (pupila).... wypadnie"; prokuratorowi przysługiwałoby również prawo występować do sądu z wnioskiem o uchylenie uchwał rady familijnej, o usunięcie niewłaściwie powołanych członków rady, o wymierzenie kary na urzędnika zwołującego radę familijną, lub o pociągnięcie tego urzędnika do odpowiedzialności.

Zwierzchni nadzór nad opiekami większemi należałby do Komisji Rządowej Sprawiedliwości.

Obowązkiem prokuratorów przy sądach apelacyjnych byłoby składać corocznie tej Komisji sprawozdania „obejmujące wymienienie uchybień dostrzeżonych, środków głównych dla ich sprostowania przedsięwziętych, kar wymierzonych na uchybiających i spostrzeżenia ogólne pod względem sposobu prowadzenia opiek".

II. P. 1834, 1837, 1842.

a. P. 1834 i 1837.

Według tych projektów organami opieki byliby 1) opie-

kunowie, 2) sędziowie lub urzędnicy administracyjni, wchodzący w skład t. zw. zwierzchności opiekuńczych. W niektórych wypadkach zwierzchności opiekuńcze zwracałyby się o radę do rodziny pupila.

O prawach i obowiązkach opiekunów powiemy niżej w rozdziale o opiece nad nieletnimi i w rozdziałach następnych. Obecnie zapoznamy się tylko z rodzajami, składem i głównemi zadaniami zwierzchności opiekuńczych i z t. zw. „naradami" lub zebraniami familijnemi (wedł. P. 1834: „reunions de la famille").

A. O zwierzchnościach opiekuńczych (autorités tutélaires).

1. Rodzaje zwierzchności opiekuńczych i ich skład. Według przepisów przechodnich do P. 1834[1]) istniały zwierzchności opiekuńcze trojakiego rodzaju: „przy trybunałach, przy sądach pokoju i przy gminach". Zwierzchności opiekuńcze przy trybunałach mianowałyby i dozorowały opiekunów:

a. o ileby pupil miał wieś lub dom w Warszawie,

b. o ileby pupil miał majątek, którego wartość po odtrąceniu długów wynosiłaby najmniej 30 tys. złotych,

c. o ileby rodzice pupila byli wyższymi oficerami albo urzędnikami pierwszych ośmiu klas.

Zwierzchności opiekuńcze przy sądach pokoju byłyby właściwe:

a. o ileby pupil był mieszczaninem i nie należał do żadnej z kategorji podanych wyżej pod a, b, c.

b. o ileby rodzice pupila dzierżawili wieś, grunta miejskie lub wiejskie, dom w mieście, albo byli właścicielami części wioski.

Zwierzchności opiekuńcze przy gminach byłyby właściwe, o ileby pupil należał do stanu włościańskiego.

Wedle P. 1837 zwierzchności opiekuńcze byłyby urządzone przy sądach cywilnych 1-ej instancji, przy sądach gminnych i przy sądach miejskich. Zwierzchności opiekuńcze przy są-

---

[1]) AKP. t. 708 w AG.

dach cywilnych 1-ej instancji byłyby właściwe, o ileby pupilowi przysługiwało prawo własności lub zastawu majątku nieruchomego ziemskiego lub folwarku, albo o ileby pupil miał przynajmniej 500 zł. rocznego dochodu, bądź jeśliby posiadał majątek, którego masa czynna wynosiła przynajmniej 10 tys. zł.

Zwierzchności opiekuńcze przy sądach gminnych lub miejskich byłyby właściwe, jeśliby chodziło o opiekę nad pupilami zamieszkałymi bądź w gminie wiejskiej, bądź w miejskiej i nie posiadającymi powyżej opisanego majątku.

Według przep. przech. do P. 1834 zwierzchność opiekuńcza przy trybunale składałaby się z trzech sędziów trybunału wyznaczonych corocznie przez Komisję Rządową Sprawiedliwości. Kom. Rząd. Spraw. mianowałby z pośród tych sędziów przewodniczącego.

W skład zwierzchności opiekuńczej przy sądzie pokoju wchodziliby sędzia pokoju jako przewodniczący, pisarz i podpisarz, a w skład zwierzchności opiekuńczej przy gminach wchodziliby wójt gminy (przewodniczący), właściciel lub dzierżawca wsi, do której należy włościanin, i sołtys tejże wsi.

P. 1837 nie zawierał przepisów o składzie zwierzchności opiekuńczych.

2. Funkcje zwierzchności opiekuńczych. Zwierzchności opiekuńcze zatwierdzałyby opiekunów wybranych przez rodziców małoletniego pupila (P. 1834, 1837), albo opiekunów wybranych przez osoby darujące lub zapisujące pupilowi majątek (P. 1837); mianowałyby opiekunów w braku opiekunów wybranych (P. 1834, 1837) lub, jeśliby nie było opiekunów z prawa (P. 1837).

Zwierzchności opiekuńcze mogłyby złożyć opiekuna z urzędu, sprawowałyby nadzór nad opiekunem, upoważniałyby go do zawierania ważniejszych aktów prawnych, określałyby budżet pupila, odbierałyby od opiekuna rachunki z opieki, zezwalałyby na małżeństwo małoletniego pupila, nadawałyby kierunek jego wychowaniu i zarządowi jego majątku. Wedle P. 1834 zwierzchność mogłaby usamowolnić pupila. Dążeniem projektodawców było, aby zwierzchności opiekuńcze sprawo-

wały te same funkcje, które podług KCP sprawowały rady familijne i opiekunowie przydani[1]).

3. Obrady zwierzchności opiekuńczych; zaskarżanie ich decyzji; nadzór nad zwierzchnościami. Przep. przech. do P. 1834 stanowiły, „że zwierzchność opiekuńcza naradza się kolegjalnie.... członkowie nieobecni zastąpieni będą tak, jak do innych czynności sądowych“. Według P. 1834 i 1837 decyzje zwierzchności opiekuńczych z reguły nie ulegałyby żadnemu zatwierdzeniu; w wyjątkowych tylko wypadkach decyzje te musiałyby być zatwierdzone przez sąd apelacyjny[2]). Wedle przep. przech. do P. 1834 od decyzji zwierzchności przy gminie przysługiwałaby apelacja do zwierzchności przy sądzie pokoju, a od decyzji tej zwierzchności, wydanej w 1-ej instancji, apelacja przysługiwałaby do zwierzchności przy trybunale; drugą instancją dla zwierzchności przy trybunale byłby sąd apelacyjny; od decyzji zwierzchności opiekuńczych, jako instancji apelacyjnych, przysługiwałoby prawo odwołania się w drodze kasacji z powodu *a.* niekompetencji zwierzchności rozstrzygającej *b.* lub obrazy prawa. Skargę kasacyjną na decyzję zwierzchności opiekuńczej przy sądzie pokoju kierowanoby do zwierzchności przy trybunale, skargę na decyzję zwierzchności przy trybunale podawanoby do sądu apelacyjnego, a skargę kasacyjną na rozstrzygnięcie sądu apelacyjnego należałoby kierować do sądu „najwyższej instancji“.

Każda zwierzchność znajdowałaby się wedle przep. przech. do P. 1834 pod bezpośrednim nadzorem tej zwierzchności, do której służy od niej apelacja. Nadzór polegałby na tem, że

„1. władza dozorująca może nakazać pośpiech w razie zaniesienia do niej skargi na zbyt powolne działanie zwierzchności dozorowanej.

„2. że corocznie w dniu 1-ym grudnia powinna każda zwierzchność opiekuńcza składać władzy dozorującej raport wyszczególniający: *a.* ilość opiek, których prowadzeniem trud-

---

[1]) Szczegóły p. niżej § 24 i n.

[2]) Zob. pon. str. 249 i 250 rubr. III-a.

niła się, *b.* imiona, nazwiska i powołanie osób pod opieką zostających, niemniej opiekunów *c.* wysokość majątku podlegającego opiece *d.* ilość długów spłaconych".

Sąd apelacyjny składałby corocznie Komisji Rządowej Sprawiedliwości ogólne sprawozdania co do przedmiotów powyżej wymienionych. Komisja Rząd. Spraw. przedstawiałaby te sprawozdania cesarzowi za pośrednictwem Namiestnika i wymieniłaby członków zwierzchności opiekuńczej, którzy się odznaczyli przez swą gorliwość.

P. 1837 stanowił tylko, że zwierzchności opiekuńcze przy sądach gminnych i miejskich zostawałyby pod nadzorem zwierzchności przy sądach cywilnych 1-ej instancji, ostatnie zaś byłyby dozorowane przez sąd apelacyjny.

Projekt nie wspominał, na czem miał polegać ten dozór, przewidywał tylko, że od decyzji zwierzchności dozorowanej przysługiwałaby skarga apelacyjna do zwierzchności nadzorczej; od decyzji zwierzchności przy sądzie cyw. 1-ej instancji możnaby było odwołać się do sądu apelacyjnego.

4. Odpowiedzialność członków zwierzchności opiekuńczych. Według P. 1834 członkowie zwierzchności opiekuńczych byliby odpowiedzialni wobec pupila za szkody wynikłe z ich podstępu lub niedbalstwa.

B. O udziale rodziny pupila w organizacji opieki.

Pomimo, że P. 1834 i 1837 zniosły instytucję rady familijnej, przewidywały jednak pewien udział rodziny pupila przy urządzeniu opieki i przy jej sprawowaniu.

Według P. 1834 zwierzchność opiekuńcza byłaby obowiązana zwrócić się do rodziny małoletniego pupila przed zatwierdzeniem opiekuna, wybranego przez rodziców pupila, lub, gdyby wybranego opiekuna nie było, — przed mianowaniem opiekuna. Rodzina udzielałaby opinji o opiekunie wybranym przez rodziców; zdaje się, że chodziłoby o stwierdzenie, iż ten opiekun jest zdolny do sprawowania opieki; w wypadkach, gdy zwierzchność sama mianowała opiekunów, rodzina przedstawiałaby odpowiednich kandydatów. Pozatem P. 1834 przewidywał, że zwierzchność zasięgałaby zdania rodziny przed ubezwłasnowolnieniem obłąkanego i przed po-

wzięciem ważniejszych decyzji dotyczących osoby lub majątku pupila.

Według P. 1837 zwierzchność mogłaby zwoływać zebrania rodziny, ale nie byłaby do tego obowiązana. Rodzina udzielałaby zwierzchności swojej opinji o opiekunie małoletniego wybranym przez rodziców pupila, albo przedstawiałaby kandydatów na opiekunów. Pozatem, na życzenie zwierzchności opiekuńczej, rodzina udzielałaby wyjaśnień w kwestjach dotyczących pupila lub jego majątku; w przypadku zaniesienia skargi o ubezwłasnowolnienie, rodzina pozwanego składałaby swą opinję do sądu cyw. 1-ej instancji.

P. 1834 stanowił, że zebranie rodziny zwoływałaby właściwa zwierzchność opiekuńcza. Na zebraniu przewodniczyłby członek zwierzchności, prowadzonoby protokół.

W zebraniu braliby udział wszyscy krewni lub powinowaci pupila pierwszych trzech linij[1]), płci męskiej, zamieszkali w okręgu danej zwierzchności opiekuńczej. Z pomiędzy kobiet przyzywanoby tylko wstępne. W braku krewnych lub powinowatych pupila pierwszych trzech linij w okręgu danej zwierzchności opiekuńczej, zwierzchność mogłaby przywołać dalszych krewnych lub powinowatych ze swego okręgu, albo wezwać krewnych i powinowatych z innych okręgów. Zebranie byłoby ważne, jeśliby brało w niem udział przynajmniej pięciu krewnych lub powinowatych pupila. Osoby wezwane, któreby nie przybyły na zebranie i nie usprawiedliwiły swojej nieobecności, mogłyby być karane grzywną przez zwierzchność opiekuńczą. Gdyby która z osób wezwanych nie przybyła na zebranie i nie usprawiedliwiła swej nieobecności, przewodniczący mógłby przedłużyć zebranie, albo je odroczyć. Członkowie zebrania mogliby przysłać na nie swych pełnomocników. Pełnomocnik miałby prawo zastąpić tylko jedną osobę.

Gdyby w okręgu właściwej zwierzchności opiekuńczej nie było pięciu krewnych albo powinowatych i gdyby krewni lub powinowaci z dalszych okręgów wymówili się od przybycia na zebranie, zwierzchność nie zwoływałaby wcale ze-

---

[1]) O znaczeniu wyrazu linja w P. 1834 zob. pow. str. 195.

brań familijnych; mogłaby tylko zasięgnąć drogą korespondencji niezbędnych dla niej wyjaśnień i wskazówek od krewnych pupila. Zwierzchność miałaby również prawo prosić o radę przyjaciół rodziców pupila.

P. 1837 zawierał krótkie przepisy. Według tego projektu „zebranie familji" celem udzielenia wyjaśnień zwierzchności opiekuńczej odbywałoby się na wezwanie zwierzchności i pod przewodnictwem jednego z jej członków. Pisarz sądowy prowadziłby protokół zebrania. Projekt stanowił, że „zwierzchność opiekuńcza mocną jest według własnego uznania wzywać na familijne narady krewnych i powinowatych osoby pod opieką zostającej lub opieki potrzebującej, bliższych albo dalszych, w obrębie jej urzędowania zamieszkałych. Niestawający bez ważnego powodu na jej wezwanie ulegną karze pieniężnej złotych pol. 50 nieprzechodzącej".

b. P. 1842.

Według tego projektu organami opieki byłyby prócz opiekunów rady familijne i rady opiekuńcze [1]).

A. O radzie familijnej.

Według P. 1842 rada familijna byłaby zwoływana wyłącznie w celu zorganizowania opieki t. j. w celu wyboru opiekunów i mianowania rady opiekuńczej, którąby sprawowała dozór nad opiekunami.

Wybór rady opiekuńczej należałby zawsze do rady familijnej, natomiast opiekuna wybierałaby rada familijna tylko o tyle, o ileby nie było opiekuna z prawa, albo opiekuna wybranego przez osobę darującą lub zapisującą pupilowi ma-

---

[1]) Pomysłu wprowadzenia do Królestwa specjalnych zwierzchności opiekuńczych zaniechano wyłącznie ze względów oszczędnościowych. Por. mot. do art. 280 n. P. 1842 (w AKP t. 708): „Mianowanie opiekunów, w razie niedostatku rodziców i opiekunów przez nich ustanowionych, w projekcie zgodnie z prawem z 1825 r. pozostawione jest radzie familijnej. Lubo wprawdzie dokładną gwarancję praw małoletniego osiągnąćby można przez ustanowienie oddzielnych sądowych władz opiekuńczych, gdy jednak środek ten, jako zbyt wielkie nakłady za sobą pociągający, zaniechanym być musiał, starano się przeto w projekcie cel ten innym i więcej dostępnym środkiem osiągnąć..."

jątek, lub wreszcie o ileby opiekuna nie wybrali rodzice małoletniego pupila [1]).

Przepisy co do składu i obrad rady familijnej były wzorowane częściowo na postanowieniach KCP.

Radę familijną zwoływałby sędzia pokoju miejsca zamieszkania pupila. Rada familijna składałaby się przynajmniej z trzech krewnych pupila do 4-go stopnia, lub powinowatych do 2-go stopnia zamieszkałych w okręgu sądu zwołującego radę, lub nie więcej niż w odległości 40 wiorst od miejsca posiedzeń tego sądu. Z pomiędzy kobiet przywoływanoby tylko wstępne pupila. Na radzie przewodniczyłby sędzia pokoju, którego zdanie przeważałoby w razie równości głosów. Osoby niezdolne do sprawowania opieki nie mogłyby być członkami rad familijnych [2]). Członkowie rad familijnych musieliby stawić się na zebranie osobiście lub przez pełnomocników; pełnomocnik mógłby zastąpić tylko jedną osobę. Za nieusprawiedliwione niestawiennictwo sędzia pokoju miałby prawo karać członków rady grzywną.

B. O radzie opiekuńczej.

Rada opiekuńcza składałaby się z 3 członków wybranych przez radę familijną. Przewodniczącym rady opiekuńczej byłby właściwy sędzia pokoju, pozatem w skład rady wchodziłby miejscowy podsędek z głosem stanowczym. Członkami rady opiekuńczej mogliby być krewni pupila, jego powinowaci lub nawet osoby obce [3]). Kto nie mógłby być opiekunem, albo kto miałby prawo wymówić się od przyjęcia opieki, nie mógłby także być członkiem rady opiekuńczej albo miałby prawo wymówić się od zasiadania w tej radzie [4]).

Przepisy P. 1842 o obradach rady familijnej stosowałyby się i do obrad rady opiekuńczej.

---

[1]) Szczegóły w § 24 i n. Na równi z brakiem opiekunów trzeba traktować ich niezdolność do sprawowania opieki.

[2]) Zob. pon. str. 237 n.

[3]) Dążeniem projektodawców było utworzyć rady opiekuńcze, złożone z osób zawodowo poświęcających się kontroli nad opiekunami: (Por. mot. do P. 1842, AKP. t. 708): „Rady familijne kilku małoletnich mogą wybierać na członków rady opiekuńczej jedne i też same osoby".

[4]) Zob. pon. str. 237 n.

Funkcje, które według P. 1834 i 1837 spełniałyby zwierzchności opiekuńcze, przeszłyby, według P. 1842, na rady opiekuńcze[1]), lecz te rady nie mogłyby nigdy ani mianować opiekuna, ani złożyć go z urzędu. W niektórych wypadkach decyzje rady opiekuńczej ulegałyby zatwierdzeniu sądów[2]).

C. Rola sądu cywilnego 1-ej instancji.

Każdy opiekun, czy to wybrany przez rodziców, przez osobę darującą majątek lub przez spadkodawcę, czy to mianowany przez radę familijną musiałby być zatwierdzony przez sąd cywilny 1-ej instancji. Do obowiązków tegoż sądu należałoby również zatwierdzenie członków rady opiekuńczej, wybranych przez radę familijną.

Tylko sąd cywilny 1-ej instancji mógłby złożyć z urzędu opiekuna lub członka rady opiekuńczej.

Gdyby w okręgu sądu pokoju miejsca zamieszkania pupila nie było przynajmniej trzech krewnych albo powinowatych, którzyby mogli wejść w skład rady familijnej, sąd cywilny 1-ej instancji sam mianowałby radę opiekuńczą a w razie potrzeby naznaczałby i opiekuna[3]).

---

[1]) Por. mot. do art. 286 P. 1842 (AKP. j. w.): „w miejsce dotychczasowego mianowania przydanego opiekuna obowiązki jego, co się tyczy nadzoru i kontroli, podług projektu, przeszły na radę opiekuńczą. Rada takowa łączy w sobie wszystkie atrybucje rady familijnej, wyjąwszy możności mianowania opiekuna.. Rada takowa, złożona z trzech tylko osób, łatwiej zbierać się i spreżyściej działać może, aniżeli rada familijna".

[2]) Zob. pon. tablicę na str. 250.

[3]) Projektodawcom zależało na tem, aby do rady familijnej nie wchodziły osoby niespokrewnione, ani niespowinowacone z pupilem. Por. mot. do P. 1842 (AKP.. j. w.): „Pomiędzy niedogodnościami obecnych rad familijnych liczy się i ta, że w niedostatku krewnych i powinowatych małoletniego, do składu rady familijnej wzywane są osoby zupełnie mu obce tak dalece, że taż rada składać się może z osób zupełnie dla małoletniego obojętnych, przyjaciół opiekuna lub nareszcie z osób przybranych tylko dla dopełnienia formalności. W projekcie przeto, zapobiegając tym niedogodnościom, wyłączono ze składu rady familijnej do wyboru opiekuna powołanej, naprzód osoby obce i nie zostające z małoletnim w blizkich stosunkach pokrewieństwa, powtóre w niedostatku krewnych i powinowatych małoletniego, mianowanie opiekuna pozostawiono władzy sądowej".

du opiekuna lub członka rady familijnej.

§ 24

O OPIECE NAD NIELETNIMI [1]).

1. Otwarcie opieki. Pod względem chwili otwarcia opieki zachodziły znaczne różnice pomiędzy KCP i wszystkimi projektami.

KCP przewiduje otwarcie opieki w razie 1) śmierci jednego z rodziców, 2) rozwodu lub separacji na czas nieograniczony od stołu i łoża, 3) unieważnienia małżeństwa, 4) uznania ojca za zniknęłego, ubezwłasnowolnienia go lub „zawieszenia w używaniu praw cywilnych".

Projekty odchyliły się od tego wzoru. Według P. 1834, w razie ustania małżeństwa lub unieważnienia związku małżeńskiego albo separacji na czas nieograniczony od stołu i łoża opieka otwierałaby się niezawsze (p. niżej), lecz władza rodzicielska, którą w czasie trwania małżeństwa sprawował ojciec [2]) bądź pozostawałaby przy ojcu, bądź przechodziłaby do matki. W P. 1834 [3]) komisja petersburska starała się przeprowadzić zasadę, że za życia choćby jednego z rodziców sprawujących władzę rodzicielską, opieka nie mogłaby się otworzyć, lecz ojciec lub matka wykonywaliby samodzielnie i bez kontroli zwierzchności opiekuńczej swe uprawnienia w stosunku do osoby i majątku dziecka.

Stosownie do tej zasady, według P. 1834, opieka otwierałaby się: 1) w razie śmierci obojga rodziców, 2) w razie ich nieobecności i braku wieści o miejscu ich pobytu, 3) w ra-

---

[1]) Według KCP, P. 1834, 1850 i 1852 opieka otwierałaby się nad osobą i majątkiem małoletnich nieusamowolnionych. Osiągnięcie pełnoletności następowałoby z chwilą ukończenia 21 lat. Według P. 1837 pod opieką znajdowałyby się jedynie osoby, nie mające lat 18, a według P. 1842 — lat 17 skończonych. Zgodnie z dwoma ostatnio wymienionymi projektami, z chwilą ukończenia przez małoletniego lat 17-u, wzgl. lat 18-u, miejsce opieki zajęłaby kuratela.

[2]) Zob. pow. § o stosunkach między rodzicami i dziećmi (§ 20).

[3]) Mamy tu na myśli tytuł „o opiece" w P. 1834 i motywy do niego (AKP. t. 708). Tytuł „o rodzicach i dzieciach", w tym projekcie różnił się nieco od tytułu „o opiece", ponieważ poszczególne działy projektu nie były jeszcze uzgodnione. W tekście staraliśmy się rozwiązać trudności, wynikające z różnic między dwoma tytułami.

zie pozbawienia ojca władzy rodzicielskiej wskutek decyzji zwierzchności opiekuńczej, 4) w razie, gdyby matka piastująca władzę rodzicielską zawarła powtórny związek małżeński, 5) w razie rozwodu, separacji na czas nieograniczony od stołu i łoża lub w razie unieważnienia małżeństwa, gdyby sąd zdecydował ustanowić opiekę.

P. 1837, 1842, 1850 i 1852 czyniły różnicę między opieką nad osobą dziecka i opieką nad jego majątkiem. Według tych projektów opieka nad majątkiem dziecka otwierałaby się już w czasie trwania małżeństwa, gdyby dziecko nabyło jakiś majątek. Opiekę tę sprawowałby ojciec wzgl. matka (zob. pon. p. 2) tak, jak inni opiekunowie, pod kontrolą zwierzchności opiekuńczej (P. 1837), rady opiekuńczej (P. 1842) lub familijnej (P. 1850 i 1852). Natomiast opieka nad osobą dziecka mogłaby się otworzyć dopiero po śmierci ojca i matki, w razie utraty przez nich władzy rodzicielskiej lub przeszkód w jej wykonywaniu, a, według P. 1850 i 1852, także i w razie rozwiązania małżeństwa przez rozwód, w razie separacji od stołu i łoża na czas nieograniczony i unieważnienia małżeństwa, gdyby oboje rodzice zostali uznani za winnych lub będących w złej wierze. P. 1852 stanowił ponadto, że w razie pozbawienia jednego z rodziców władzy rodzicielskiej sąd mógłby postanowić urządzenie opieki nad dziećmi.

P. 1837 i 1842 zawierały ważną zmianę w stosunku do KCP i różniły się od innych projektów tem, że nie przewidywały otwarcia opieki nad osobą dziecka, gdyby dziecko nie miało majątku. W ostatnim razie zwierzchność opiekuńcza (P. 1837) lub rada familijna (P. 1842) postarałyby się o umieszczenie dziecka w szkole, służbie rządowej lub u ludzi dobroczynnych.

2. Kto sprawuje opiekę. Według KCP w razie ustania małżeństwa przez śmierć jednego z małżonków opieka nad dziećmi przechodzi z prawa na pozostałego przy życiu małżonka; w razie ustania małżeństwa przez rozwód lub separacji na czas nieograniczony od stołu i łoża, albo w razie unieważnienia małżeństwa opieka nad dziećmi przysługuje stale ojcu, jeśli jest niewinny lub dobrej wiary; jeśli ojciec jest stroną winną lub złej wiary, a matka niewinna lub dobrej wiary, opie-

ka nad dziećmi przypada matce; jeśli oboje małżonkowie są winni lub złej wiary, opiekę urządzi rada familijna, mając swobodę w wyborze opiekuna.

Ojcu wzgl. matce służy prawo obrania na przypadek swej śmierci opiekuna dla swych dzieci, jeśli drugie z rodziców nie żyje, albo nie jest zdolne do sprawowania opieki. Gdyby opieki nie sprawowali ojciec, matka lub obrani przez nich opiekunowie, opieka z prawa przechodziłaby na jednego ze wstępnych pupila. Gdyby i wstępny nie objął opieki, rada familijna mianowałaby opiekuna.

P. 1834 nie znał wogóle opieki z prawa. Według tego projektu opiekę nad osobą i nad majątkiem pupila sprawowaliby przedewszystkiem opiekunowie obrani przez to z rodziców, któreby w chwili swego zgonu posiadało władzę rodzicielską.

Opiekunów tych zatwierdzałaby zwierzchność opiekuńcza po zasięgnięciu zdania rodziny pupila, czy opiekunowie wybrani przez rodziców są zdolni do sprawowania opieki.

Gdyby z jakiegokolwiek powodu opiekunowie wybrani przez rodziców nie objęli opieki, albo, gdyby nie było wcale takich opiekunów, opieka nie przechodziłaby na wstępnych (jak w KCP), lecz zwierzchność opiekuńcza mianowałaby opiekunów z pośród kandydatów przedstawionych zwierzchności przez rodzinę pupila.

Gdyby matka po śmierci męża swego zawarła powtórne małżeństwo, należałoby ją przedewszystkiem powołać na opiekunkę jej dzieci. Gdyby matka opieki nie objęła, opieka przypadałaby na najbliższego krewnego pupila. Gdyby małoletni nie miał krewnych lub ci byliby niezdolni do opieki, albo się od niej wymówili, zwierzchność mianowałaby opiekunem jednego z powinowatych małoletniego. Przy wyborze opiekuna zwierzchność opiekuńcza i rodzina pupila miałyby prawo pominąć porządek wskazany w projekcie i obowiązaneby były tylko kierować się dobrem pupila.

Według P. 1837, 1842, 1850 i 1852 opieka nad majątkiem małoletnich dzieci należałaby w czasie trwania małżeństwa do ojca. Gdyby ojciec nie mógł wykonywać opieki, sprawowałaby ją matka. Osoba trzecia, któraby małoletniemu darowała lub zapisała majątek, mogłaby wyznaczyć specjalnego opiekuna

dla zarządu tym majątkiem. Według P. 1850 i 1852 matka, czyniąca „dar“ lub zapis, nie miałaby prawa usunąć od zarządu majątkiem darowanym lub zapisanym ojca sprawującego władzę rodzicielską.

Gdyby małżeństwo ustało przez śmierć jednego z małżonków, pozostały małżonek byłby z prawa opiekunem majątku nieletnich dzieci. Według P. 1837 ojciec mógłby na wypadek swej śmierci naznaczyć w testamencie opiekuna majątku należącego do dziecka, i opiekun ten usuwałby od opieki matkę.

Matka w testamencie mogłaby wyłączyć ojca od sprawowania opieki nad majątkiem pozostawionym przez nią dzieciom.

Według P. 1837, 1842, 1850 i 1852 opieka nad majątkiem dzieci w razie rozwodu, separacji na czas nieograniczony lub unieważnienia małżeństwa, należałaby do tego z rodziców, któreby sprawowało władzę rodzicielską.

Gdyby oboje rodzice nie żyli lub władzy rodzicielskiej nie sprawowali, otwierałaby się wedle ostatnio omawianych projektów opieka nad osobą dziecka[1]), a, jeśli poprzednio nie istniała opieka nad majątkiem, otwierałaby się także opieka nad majątkiem dzieci.

Do sprawowania opieki powoływaneby były przedewszystkiem osoby wybrane w testamencie przez ojca lub matkę, piastujących w chwili swej śmierci władzę rodzicielską. Gdyby opiekunowie wybrani przez rodziców nie objęli opieki, albo, gdyby nie było takich opiekunów, według P. 1850 i 1852, opieka z prawa przechodziłaby na dziada z ojca, a w jego braku na dziada z matki. Dopiero, gdyby wstępny nie objął opieki, rada familijna mianowałaby opiekunów. W ten sposób P. 1850 i 1852, przewidując opiekę wstępnych, zbliżały się do KCP.

P. 1837 i 1842 nie powierzały wstępnym opieki z prawa. Według tych projektów, gdyby rodzice nie sprawowali władzy rodzicielskiej i w braku opiekunów wybranych przez rodziców, urządzenie opieki nad osobą dziecka i nad jego majątkiem, albo tylko nad osobą, lub tylko nad majątkiem należałoby do zwierzchności opiekuńczej (P. 1837) wzgl. do rady familijnej (P. 1842).

---

[1]) Por. jednak stanowisko P. 1837 i 1842, wyż. str. 234 in f.

Według P. 1837 opiekunowie wybrani przez rodziców, przez osoby darujące pupilowi majątek, lub zostawiające zapis, ulegaliby zatwierdzeniu zwierzchności opiekuńczej. Przed zatwierdzeniem opiekunów lub przed ich mianowaniem, zwierzchność mogłaby zwrócić się o opinję do rodziny pupila. P. 1842 stanowił, że opiekunowie, wyjąwszy opiekunów z prawa, byliby zawsze zatwierdzani przez sąd cywilny I-ej instancji.

Według wszystkich projektów zwierzchność opiekuńcza i rada familijna obowiązaneby były przy wyborze opiekuna kierować się tylko dobrem pupila.

3. Niezdolność, wyłączenie i wymówienie się od opieki. Rodzice lub zwierzchność opiekuńcza albo rada familijna miałyby według projektów i KCP swobodę w wyborze opiekuna. Z drugiej strony osoba, na którą padł wybór, obowiązanaby była ten wybór przyjąć. Jednakże niektóre osoby byłyby niezdolne do sprawowania opieki, a niektóre, jakkolwiek zdolne, mogłyby się od opieki wymówić, gdyby były do niej powołane.

KCP, P. 1850 i 1852 czyniły różnicę między niezdolnością do sprawowania opieki i wyłączeniem od opieki. Niezdolność opierała się na przyczynach, które nie mogły być niezdolnej jednostce poczytane za winę, wyłączeniu podlegałyby osoby „zawieszone w używaniu praw cywilnych", złych obyczajów, nierzetelne. P. 1834, 1837, 1842 traktowały równorzędnie niezdolność i wyłączenie od opieki. Poniżej podajemy zestawienie przyczyn niezdolności i wyłączenia w KCP i we wszystkich projektach:

Tablica 1.

KCP	P. 1834.	P, 1837	P. 1842.	P. 1850.	P. 1852.
1. Małoletni, wyjąwszy ojca i matkę	Małoletni		jak w Kod. Cyw. Polsk.		
2 Pozbawieni własnej woli z powodu niedołężności, pomieszania zmysł., szaleństwa.	Ubezwłasnowolnieni	„Niedołężni, cierpiący pomieszanie zmysłów"	jak w P. 1837.	Bezwłasnowolni lub mający dodanego doradcę.	

3. Niewiasty prócz matki i wstępnych w stanie wdowieństwa i opiekunki dobrowolnej	Kobiety z wyjątkiem matki i wstępnych	w stanie wdowieństwa	jak w P. 1834	jak w P. 1837.
4.		Zakonnicy		
5 Cudzoziemcy nie mogą być opiekunami Polaków chyba własnych dzieci i zstępnych	/	Cudzoziemcy nad obywatelami Królestwa		jak w KCP.
6. Niechrześcijanie nad chrześcijanami.			Rodzice niechrześcijanie mogliby być opiekunami swych dzieci-chrześcijan.	jak w KCP.
7. Wszyscy ci, którzy sami, albo których wstępni, zstępni lub małżonek mają z małoletnim sprawę, przez którą stan tegoż małoletniego, jego majątek cały lub w znacznej części jest zagrożony.			i te osoby, które miały z rodzicami małoletniego długie i zacięte spory sądowe.	
8. Pozbawieni własnej woli i zawieszeni w używaniu praw cywilnych skutkiem wyroku sądu karnego, znani z bezrządu co do majątku lub ze złych obyczajów. Ci, którzyby w sprawowaniu opieki okazali niezdolność lub nierzetelność.	Ludzie znani ze złego prowadzenia się, niezdolni i nierzetelni w sprawowaniu opieki.	Karani sądownie lub znani ze zbyt surowego postępowania i ci, którzy długów swoich zapłacić nie są w stanie.	Zostający pod sądem, pozbawieni praw lub ograniczeni w ich używaniu, pozbawieni wyrokiem władzy rodzicielskiej zostający pod dozorem policji wskutek wyroku sądowego.	Skazani na karę główną lub karę zamknięcia w domu poprawy oraz zostający pod sądem i odpowiadający z więzienia za przestępstwa, pociągające takie kary. Pozbawieni władzy rodzicielskiej, zostający pod dozorem policji, marnotrawni, ci, którzyby okazali w sprawowaniu opieki niezdolność lub nierzetelność.

Według P. 1850 i 1852 (zgodnie z KCP) wyłączonemi od opieki byłyby osoby wskazane w rubr. 8.

Mogłyby wymówić się od opieki następujące osoby:

Tablica 2.

KCP.	P. 1834.	P. 1837.	P. 1842	P. 1850.	P. 1852.
1. Osoby, któreby wykonywały urząd publiczny, zmuszający je do stałego zamieszkania nie w tym okręgu, w którymby otwarła się opieka.					
2. Osoby, któreby wykonywały misję rządową poza terytorjum Królestwa,				o ile ta misja miała trwać dłużej niż 30 dni	3 miesiące
3. Wojskowi w czynnej służbie.	Wojskowi i członkowie Rady Admin., Rady Stanu i Sądu Najwyższego.	Wojskowi w czynnej służbie.	Wojskowi i urzędnicy pierwszych 5 klas.	Wojskowi i urzędnicy wymienieni w specjalnem dodatkowem rozporządzeniu.	
4. Niewiasty wstępne.		jak w Kod. Cyw. Polsk.			
5. Osoby mające 65 lat skończonych.			Osoby mające 60 lat skończonych.		
6. Osoby ciężko chore					
7. Osoby niespokrewnione i niespowinowacone z pupilem, jeżeli w okręgu urządzenia opieki, lub mil ośmiu od miejsca jej urządzenia (opieka większa) albo mil dwóch od tego miejsca (opieka mniejsza) znajdowaliby się krewni lub powinowaci, do opieki zdolni i prawnie niewymówieni.	Osoby niespokrewnione lub niespowinowacone z pupilem, jeżeliby w okręgu, w którym urządzałaby się opieka, lub w odległości 2 mil od tego okręgu znajdowali się krewni lub powinowaci pupila, do opieki zdolni i prawnie niewymówieni.	jak w KCP.	Osoby niespokrewnione lub niespowinowacone z pupilem, o ile w okręgu, w którymby urządzała się opieka znajdowali się krewni lub powinowaci pupila, zdolni i prawnie niewymówieni.	Niekrewny ani niepowinowaty pupila, o ileby w odległości 70 wiorst co do opiek większych lub 20 wzgl. 14 wiorst co do opiek mniejszych znajdował się krewny, lub powinowaty, do opieki zdolny i prawnie niewymówiony.	
					Osoby, któreby mieszkały w odległości 70-ciu wiorst (opieki większe) lub 14 wiorst (opieki mniejsze) od siedziby rady familijnej.
8. Osoby, któreby miały już dwie opieki, albo małżonek lub ojciec, sprawujący już jedną opiekę					
9. Osoby któreby miały pięcioro dzieci prawych żyjących					
			10. Osoby, które na swoje miejsce przedstawią inną osobę, zdolną do opieki, a rada opiek, na to się zgodzi.		

Wedle KCP i wszystkich projektów z wyjątkiem P. 1842 niektóre z wyżej wymienionych osób nie mogłyby wymówić się od opieki nad własnemi dziećmi lub zstępnymi. Należały-by tu, według KCP., osoby wymienione pod Nr. Nr. 1, 2, 3, 8, 9, według P. 1834 — wymienione pod Nr. Nr. 1, 3, 8, 9, według P. 1837 — pod Nr. Nr. 1, 2, 3, 9, wreszcie według P. 1850 i 1852 — pod Nr. Nr. 1, 2, 3, (wojskowi), 8 i 9.

Podczas trwania opieki mogłyby zajść zdarzenia, któreby dawały opiekunowi prawo żądać uwolnienia go od już sprawowanych funkcji opiekuńczych. Do takich zdarzeń należałoby, według KCP i wszystkich projektów ukończenie przez opiekuna lat 70-u[1]) lub ciężkie zapadnięcie przezeń na zdrowiu. Przybycie opiekunowi dzieci ponad liczbę czterech w czasie trwania funkcji opiekuńczych nie uprawniałoby opiekuna do żądania uwolnienia się od opieki (KCP i wszystkie projekty z wyjątkiem P. 1842). Według KCP i wszystkich projektów prócz P. 1842, gdyby opiekun otrzymał urząd publiczny, zmuszający go do stałego mieszkania poza okręgiem urządzenia opieki, gdyby został wysłany za granicę Królestwa w misji rządowej, gdyby wstąpił do wojska, lub został wyższym urzędnikiem (p. rubr. 3 tablicy 2-iej), mógłby żądać uwolnienia go od opieki z wyjątkiem nad własnemi dziećmi lub zstępnymi. Według P. 1842 każdy opiekun, nawet wstępny, mógłby uwolnić się od opieki, gdyby wogóle zaszła jedna z przyczyn, którąby pozwalała mu wymówić się przy powołaniu go do opieki

Według KCP., P. 1837, 1850 i 1852, gdyby opiekun w opiece mniejszej przeniósł miejsce swego zamieszkania o 2 mile (KCP., P. 1837), lub 20 wiorst (P. 1850), albo 21 wiorst (P. 1852) od miejsca urządzenia opieki, mógłby żądać uwolnienia go od funkcji opiekuńczych. To samo prawo przysługiwałoby, według P. 1852, opiekunowi w opiece większej, gdyby opiekun przeniósł swoje zamieszkanie o 70 wiorst od miejsca urządzenia opieki.

---

[1]) Gdyby opiekun przyjął opiekę, mając lat 65 — 60, musiałby ją sprawować do lat 70.

KCP i projekty regulowały kwestje proceduralne związane z wymówieniem się od opieki. Powody wymówienia się należało przedstawić już to zwierzchności opiekuńczej, już to radzie opiekuńczej lub familijnej. P. 1837 głosił, że, gdyby mianowanie opiekuna odwlekło się dla jakichkolwiek przyczyn, zwierzchność mogłaby mianować tymczasowego opiekuna, a gdyby i ten nie został chwilowo mianowany, najbliżsi krewni pupila byliby obowiązani zatroszczyć się o osobę i zarządzać majątkiem małoletniego. Według P. 1850 i 1852, gdyby opiekun nie objął narazie opieki, sąd okręgowy (P. 1852), lub trybunał 1-ej instancji (P. 1850) mógłby postanowić to, „co się okaże potrzebnem dla ocalenia praw małoletniego i ochronienia od szkody jego majątku". Sąd decydowałby na wniosek krewnych, prokuratora lub osób zainteresowanych.

4. Zarząd opiekuna.

a. Piecza nad osobą małoletniego. KCP stanowi, że „opiekun staranie mieć będzie o osobie małoletniego", ale nie podaje żadnych innych szczegółów. P. 1834 i 1837 kładły nacisk na to, by pupil był wychowywany w bojaźni Boga, by wszczepiono w pupila miłość do monarchy (P. 1834) i nauczono małoletniego tego wszystkiego, co byłoby potrzebne do jego przyszłego zawodu. P. 1837 dodawał, że pupil powinienby być przyzwyczajony do życia „czynnego, umiarkowanego, spokojnego". P. 1842, 1850 i 1852 nakazywały opiekunowi czuwać nad umysłowym i fizycznym rozwojem pupila.

Według KCP prawa i obowiązki rodziców w stosunku do osoby dziecka różnią się od opieki nad osobą pupila sprawowanej przez opiekuna, nie będącego ojcem lub matką pupila, przedewszystkiem tem, że

1) opiekun, nie będący wstępnym, nie może samodzielnie surowiej ukarać pupila, ale musi się zwrócić w tej mierze do rady familijnej,

2) opiekun nie może samodzielnie usamowolnić pupila,

3) rada familijna wyznacza kwotę rocznych wydatków na potrzeby pupila i wobec tego może czuwać nad wychowaniem, utrzymaniem i wykształceniem małoletniego,

4) opiekun nie jest obowiązany do utrzymywania pupila ze swego własnego majątku.

Projekty przewidywały również różnice między prawami i obowiązkami rodziców w stosunku do osoby dziecka a prawami i obowiązkami opiekuna wobec osoby pupila. Różnice te przedstawimy w tym samym porządku, w jakim uczyniliśmy to dla KCP.

Co do p. 1. P. 1842 przyznawał opiekunowi największą władzę. Według tego projektu opiekun, podobnie jak rodzice, miałby prawo umieszczać krnąbrnych i nieposłusznych pupilów „w domu aresztu". Opiekun mógłby również rozrządzać dowolnie środkami karcenia domowego. Inne projekty ograniczały prawo karcenia przysługujące opiekunowi. Według P. 1834 i 1837 opiekun, któryby nie był wstępnym, chcąc surowiej skarcić pupila, musiałby zasięgnąć rady najbliższych krewnych pupila (P. 1834) wzgl. porozumieć się z dwoma pełnoletnimi krewnymi dziecka (P. 1837) i stosować się do ich zdania. P. 1837 zwalniał opiekuna od obowiązku naradzenia się z krewnymi pupila, o ileby w okręgu zwierzchności opiekuńczej, urządzającej opiekę, nie było takich krewnych.

Według P. 1850 każdy opiekun, a według P. 1852 każdy opiekun, nie będący wstępnym małoletniego, mógłby zamknąć krnąbrnego pupila w domu poprawy tylko za zgodą opiekuna dozorującego (przydanego). W razie różnicy zdań między opiekunem głównym i przydanym decydowałaby rada familijna. Zgodnie z P. 1852, gdyby opiekun, nawet będący wstępnym małoletniego, zażądał pozbawienia wolności pupila, prezes sądu okręgowego miałby zawsze prawo i obowiązek sprawdzić, czy pupil zasłużył na tę karę [1]).

Co do p. 2). P. 1850 i 1852 zawierały w tej mierze przepisy zgodne z KCP. Według P. 1834 opiekun nie mógłby samodzielnie usamowolnić małoletniego. O usamowolnieniu przez rodziców P. 1834 nie wspomina [2]). Zgodnie z P. 1837

---

[1]) Przypominamy, że według wszystkich projektów rodzice mieliby prawo osadzać w więzieniu krnąbrne i nieposłuszne dzieci. Co do szczegółów p. wyżej § o stosunkach między rodzicami i dziećmi.

[2]) Zob. pon. str. 271.

i 1842 usamowolnienie małoletniego następowałoby z samego prawa z chwilą ukończenia przez niego lat 18 (P. 1837), względnie 17 (P. 1842).

Co do p. 3 i 4). Projekty zajmowały stanowisko zgodne z KCP. Według P. 1837 i 1842 jednak, nawet ojciec lub matka, sprawujący w czasie trwania małżeństwa opiekę nad majątkiem dzieci obowiązaniby byli stosować się do ustalonej przez władzę opiekuńczą kwoty rocznych wydatków na wychowanie, utrzymanie dziecka oraz na zarząd jego majątkiem.

Według projektów władza rodzicielska różniłaby się od opieki nad osobą pupila jeszcze i tem, że opiekunowie obowiązaniby byli co do wychowania małoletniego stosować się do wskazówek władzy opiekuńczej i składać tej władzy coroczne sprawozdania o wychowaniu małoletniego.

b. Piecza nad majątkiem pupila. Według KCP i wszystkich projektów opiekun zarządza majątkiem pupila jak dobry ojciec rodziny i zastępuje pupila we wszelkich czynnościach cywilnych z wyjątkiem tych, któreby pupil sam mógł lub powinien był dokonać.

aa. Czynności wstępne. 1) KCP stanowi, że opiekun powinien przed mieszaniem się do opieki zwołać radę familijną w celu mianowania opiekuna przydanego; gdyby tego nie uczynił, rada familijna mogłaby usunąć go z opieki, o ileby ze strony opiekuna głównego zachodził podstęp. P. 1850 i 1852 powtarzały ten przepis. Inne projekty, które nie znały instytucji opiekuna przydanego, nie wkładały na opiekuna głównego wzmiankowanego wyżej obowiązku.

2) KCP, P. 1850 i 1852 przewidywały, że opiekun powinien żądać przyłożenia pieczęci do spadku, któryby się otworzył na rzecz pupila i ewentualnie odjęcia pieczęci, gdyby już była nałożona. Inne projekty nie wspominały o tym obowiązku opiekuna.

3) KCP i wszystkie projekty zalecały opiekunowi zatroszczyć się o sporządzenie inwentarza w ciągu dni 10 od objęcia urzędowania, względnie od wiadomości powziętej przez opiekuna o powołaniu go do opieki. Inwentarz miałby być dokonany przez osoby urzędowe (KCP i wszystkie projekty) w obecności opiekuna głównego i dwóch krewnych pupila

(P.1834), albo w obecności opiekuna głównego i przydanego (P. 1850, 1852 i KCP.). KCP nie wspominał, kto ma sporządzać inwentarz, P. 1834 nakazywał spisanie inwentarza za pośrednictwem sędziego sądu ziemskiego lub urzędnika sądowego albo policyjnego, delegowanego przez zwierzchność opiekuńczą. Według P. 1837 inwentarz sporządzałby rejent, wójt gminy, prezydent, burmistrz lub komisarz policji w zależności od rodzaju i charakteru opieki (większa czy mniejsza, miejska czy wiejska). Według P. 1842 obowiązek spisania inwentarza spoczywałby na rejencie lub urzędniku policyjnym, a według P. 1850 i 1852 na notarjuszu (dla opiek większych) lub wójcie, prezydencie, burmistrzu (dla opiek mniejszych). Oryginał inwentarza należałoby złożyć zwierzchności opiekuńczej (P. 1834 i 1837) lub radzie opiekuńczej (P. 1842). Według P. 1850 i 1852 wypis inwentarza w opiekach większych lub oryginał w mniejszych składanoby do akt opiekuńczych. Kopję otrzymywałby opiekun (P. 1834, 1837, 1842). KCP nie zawiera przepisów w tej materji.

Według KCP, P. 1837, 1842 i 1852 opiekun powinienby był oświadczyć do inwentarza, czy i na jaką sumę jest wierzycielem pupila. Gdyby tego nie uczynił, straciłby wierzytelność, chybaby dowiódł, że się o niej dowiedział już po sporządzeniu inwentarza. P. 1834 był zasadniczo zgodny z KCP i cytowanymi wyżej projektami, ale karał opiekuna utratą wierzytelności p-ko pupilowi, nie dozwalając opiekunowi dowodzić, że się dowiedział o przysługującem mu uprawnieniu po zamknięciu inwentarza. P. 1850 zawierał przepis oryginalny: notarjusz, sporządzający inwentarz, opiekun główny i dozorujący obowiązaniby byli oświadczyć do inwentarza: „czy i w jakiej ilości są wierzycielami lub dłużnikami pupila, a to pod karą utraty wierzytelności lub podwójnej zapłaty długu". Przepis ten nie miałby zastosowania, gdyby wierzytelność lub dług nie były wiadome notarjuszowi albo opiekunowi w chwili sporządzenia inwentarza.

4) KCP stanowi, że opiekun winien postarać się o stwierdzenie przez radę familijną: a) które ruchomości pupila mają być sprzedane przez licytację (wzgl. w opiekach mniejszych w inny sposób), a które mają być zachowane w naturze; b) jaka

kwota ma być corocznie przeznaczona na wydatki pupila i zarząd jego majątkiem; c) czy opiekun może dobrać sobie pomocników; d) jaka jest „ilość, po zebraniu której opiekun w obowiązku zostawać będzie korzystnego użycia wpływów nad wydatkami zbywających". Kodeks z r. 1825 nie wspomina, w jakim terminie od objęcia opieki przez opiekuna mają zapaść wymienione decyzje rady familijnej. Jedynie co do sprzedaży ruchomości art. 429 KCP głosi, że decyzja rady familijnej w tej mierze winna zapaść w miesiąc po zakończeniu inwentarza.

Projekty, podobnie jak KCP, wspominały, że opiekun powinienby był zwrócić się do zwierzchności (rady) opiekuńczej (P. 1834, 1837, 1842) lub zwołać radę familijną (P. 1850 i 1852), aby uzyskać od niej wskazówki w niektórych kwestjach dotyczących sposobu kierowania interesami i administracji majątku pupila. P. 1837 i 1852 dawały opiekunowi na wypełnienie tego obowiązku termin miesięczny, licząc od chwili objęcia zarządu, inne projekty polecały opiekunowi wypełnić ten obowiązek „niezwłocznie".

P. 1834 i 1837 przewidywały, że decyzja zwierzchności opiekuńczej miałaby zapaść tylko w kwestjach wspomnianych wyżej pod a, b; P. 1842 wspominał o decyzji rady opiekuńczej w kwestjach wymienionych pod a, b, d. P. 1850 stanowił, że rada familijna decydowałaby w opiekach większych poza kwestjami wymienionemi wyżej pod a, b, d, jeszcze w następujących kwestjach, dotyczących majątku pupila:

e) co do sposobu ogólnego zarządu majątkiem małoletniego,

f) w jakich epokach rachunki z opieki winny być składane do akt opiekuńczych,

g) czy i jakie kapitały oraz pod jakimi warunkami mogą być przez opiekuna podnoszone i jak mają być użyte.

Według tego samego projektu w opiekach mniejszych rada stanowiłaby tylko:

a) jakie ruchomości mają być sprzedane,

b) czy i w jaki sposób mają być składane rachunki. Według P. 1852 rada familijna rozstrzygałaby jeszcze w nastę-

pujących kwestjach poza kwestjami podanemi przez P. 1850 dla opiek większych:

„czy inwentarz i opis stanu nieruchomości jest dostateczny lub winien być uzupełniony,

jaka ilość drzewa z lasów nieurządzonych ma być pobierana na potrzeby bieżące, oraz czy, w jakim czasie i w jaki sposób urządzenie lasów ma być dopełnione“.

Co do sprzedaży ruchomości KCP stanowi, że ruchomości ulegające zepsuciu i te, których utrzymanie byłoby zbyt kosztowne, mogą być sprzedane przez opiekuna bez wyjednania decyzji rady familijnej. Wszystkie projekty zgadzały się pod tym względem z Kodeksem z r. 1825. Według P. 1837, 1842, 1850, 1852 sprzedaż drogich kamieni, złotych i srebrnych przedmiotów, bibliotek, dzieł sztuki, drogich rodzinnych pamiątek mogłaby nastąpić tylko wyjątkowo (P. 1852: „dla koniecznej potrzeby“), np. gdyby chodziło o utrzymanie pupila.

Co do określenia przez władzę opiekuńczą wydatków na wychowanie i utrzymanie pupila projekty zawierały szczegóły nieznane Kodeksowi Cyw. Polsk. P. 1834, 1842, 1850 i 1852 głosiły, że wydatki powinnyby być pokrywane z dochodów pupila, a tylko wyjątkowo z istoty jego majątku. P. 1842 stanowił, że istota majątku małoletniego tylko wtedy mogłaby być użyta na wydatki pupila, „gdyby było niewątpliwem, że małoletni, ukształciwszy się, postawiony zostanie niezadługo w możności utrzymać się ze swej pracy“.

Co do przewyżki wpływów nad wydatkami KCP stanowi, że opiekun obowiązany jest użyć tej przewyżki korzystnie w ciągu sześciu miesięcy, chyba, że rada familijna upoważniła go do przedłużenia powyższego terminu. Gdyby opiekun nie użył przewyżki korzystnie, obowiązany był płacić od tej przewyżki odsetki; gdyby zaś nie postarał się o oznaczenie przez radę familijną ilości, od której zebrania ma się zaczynać korzystne użycie, byłby obowiązany płacić odsetki od każdej ilości korzystnie nieużytej po upływie sześciu miesięcy od jej zebrania.

P. 1837 i 1850 wskazywały jak wysoka powinnaby być przewyżka wpływów nad wydatkami, aby opiekun był obowiązany do korzystnego jej użycia. Według P. 1837 przewyżka ta miałaby wynosić najmniej 200 złp., według P. 1850 — najmniej 30 rb.

Projekty zawierały wskazówki jak ma być użyta przewyżka, mianowicie opiekun obowiązanyby był umieścić przewyżkę w Banku Polskim lub innych rządowych zakładach kredytowych, albo zakupić papiery publiczne krajowe, lub wreszcie wypożyczyć osobom prywatnym za gwarancją hipoteczną. Użycie powinnoby nastąpić wedle wszystkich projektów w ciągu 6-ciu miesięcy, termin ten nie mógłby być jednak przedłużony (inaczej, niż w KCP). Projekty nie zawierały sankcji na wypadek, gdyby opiekun nie wyjednał decyzji władzy opiekuńczej w przedmiocie przewyżki.

bb. Właściwy zarząd. KCP głosi, że opiekun może zawierać samodzielnie niektóre akty prawne w imieniu pupila, do zawarcia niektórych aktów prawo wymaga upoważnienia rady familijnej, wreszcie w niektórych wypadkach decyzja rady familijnej ulega zatwierdzeniu sądu. Niektórych aktów prawnych opiekun wogóle nie może zawierać. Doktryna i orzecznictwo stoją na stanowisku t. zw. „wszechwładzy opiekuna" t. j., że opiekun może samodzielnie w imieniu pupila podejmować wszystkie czynności z wyjątkiem tych, których podjęcia prawo wyraźnie mu zabrania, bądź, do których wymaga współdziałania rady familijnej i sądu.

Projekty również stanowiły, że do podjęcia niektórych czynności opiekun potrzebowałby zgody bądź opiekuna przydanego, lub rady familijnej albo sądu (P. 1850 i 1852), bądź zwierzchności (rady) opiekuńczej, sądu apelacyjnego a nawet senatu. Zdaje się, że wszystkie projekty podzielały teorję wszechwładzy opiekuna, choć wyraźnie sformułował ją tylko P. 1837 w słowach: „mocen jest (opiekun) sam działać, ilekroć prawem niniejszem rozporządzenie lub upoważnienie zwierzchności opiekuńczej nie jest wymagane". Na specjalnem stanowisku stał P. 1834. Czynił on różnicę między działalnością

opiekuna osób płci męskiej nie mających lat 18-u i opiekuna osób starszych, nie mających jednak lat 21 skończonych. Pupil 18-letni płci męskiej mógłby być usamowolniony (zob. poniżej na str. 271); gdyby jednak nawet zwierzchność nie usamowolniła pupila, pokieun 18-letniego nie mógłby podjąć pewnych czynności, wykraczających poza ramy prostego zarządu, bez zgody pupila. W razie różnicy zdań między opiekunem i małoletnim rozstrzygałaby zwierzchność opiekuńcza.

Poniżej podajemy (według KCP i wszystkich projektów) zestawienie: a) tych czynności, które opiekun mógłby dokonać samodzielnie[1]), b) tych czynności, którychby opiekun nie mógł wcale dokonać, c) tych do których dokonania opiekun potrzebowałby upoważnienia lub zatwierdzenia władz nadzorczych:

I	II KCP z r. 1825	III	IV
Akty, które opiekun może zawrzeć samodzielnie: 1. Podnoszenie kapitałów niehipotekowanych. 2. Wszczęcie sporów posesoryjnych. 3. Odpowiadanie na żądanie działów wniesione p-ko pupilowi.	Akty, do których zawarcia jest potrzebne upoważnienie rady familijnej: 1. Najem lub dzierżawa własności pupila przez opiekuna. 2. Przyjęcie spadku (z dobrodziejstwem inwentarza). 3. Przyjęcie darowizny. 4. Zawarcie układu pojednawczego na sumę niżej 500 zł. 5. Rozpoczynanie sporów petytoryjnych o granice lub względem praw wniesionych do hipoteki.	i zatwierdzenie sądu: 1. Sprzedaż nieruchomości i jej obciążenie hipoteczne z powodu koniecznej potrzeby lub oczywistej korzyści. 2. Zrzeczenie się spadku. 3. Zawarcie układu pojednawczego na sumę przeszło 500 zł. Decyzja rady familijnej zapada po wysłuchaniu zdania trzech prawników wyznaczonych przez prokuratora. Decyzja są-	Akty, których opiekun wogóle nie może zawierać: 1. Nabycie własności pupila. 2. Nabycie jakichkolwiek praw lub wierzytelności p-ko pupilowi. 3. Zapisanie się na sąd polubowny

[1]) Z tych czynności wymienimy tylko takie, o których wyraźnie wspominają KCP i projekty.

I	II	III	IV
	6. Przyznawanie roszczeń odnoszących się do nieruchomości i albo niewniesionych do ksiąg hipotecznych, albo wniesionych jako sporne lub sposobem zastrzeżenia. 7. Wystąpienie do sądu ze skargą działową.	du zapada po wysłuchaniu prokuratora.	

P. 1834.

I	II	III	IV
Akty, któreby opiekun sam mógł zawierać: 1. Prosty zarząd, nadzór nad służbą folwarczną, decyzje co do sposobu wykonywania pańszczyzny we wsiach pupila. 2. Dzierżawa majątków wiejskich na lat trzy, domów w mieście na rok. 3. Sprzedaż ruchomości, któreby się łatwo psuły. 4. Ściąganie procentów i rat należnych pupilowi. Kwitowanie z czynszów, rat, ceny sprzedanych ruchomości. 5. Obrona w procesie wszczętym p-ko pupilowi.	Akty wymagające upoważnienia zwierzchności opiekuńczej: 1. Ważniejsze zmiany w zarządzie. 2. Wypożyczenie kapitałów pupila. 3. Kupno listów T-wa Kred. Ziem. 4. Kupno nieruchomości albo urządzenie fabryki. 5. Kwitowanie z podniesionych kapitałów pupila. 6. Przyjęcie spadku (z dobrodziejstwem inwentarza), przyjęcie i odrzucenie darowizny. 7. Rozpoczęcie procesu. 8. Rozgraniczenie nieruchomości, których granice są sporne. 9. Układ pojednawczy. 10. Asystencja przy intercyzie pupilki nie mającej lat 18-u.	Akty, wymagające zgody Sądu Apelacyjnego (Tribunal de la Couronne): 1. Sprzedaż nieruchomości małoletniego i zaciąganie pożyczek.	Akty, którychby opiekun w żadnym wypadku nie mógł zawierać: 1. Dzierżawa lub najem przez opiekuna nieruchomości pupila. 2. Nabywanie praw lub wierzytelności p-ko pupilowi.

Uwaga:

Gdyby pupil płci męskiej ukończył 18 lat i nie został usamowolniony (pon. str. 271) opiekun potrzebowałby zgody pupila do wszystkich aktów, któreby wykraczały poza granice prostego zarządu, a w szczególności do kwitowania z kapitałów pupila i umieszczania ich, kupna nieruchomości, przyjęcia darowizny lub spadku, zawarcia intercyzy, rozpoczynania procesu o własność, wydzierżawiania nieruchomości pupila na czas dłuższy niż 3 lata. W ten sposób zgoda pupila zastępowałaby upoważnienie zwierzchności opiekuńczej. W razie różnicy zdań między opiekunem i pupilem rozstrzygałaby zwierzchność opiekuńcza.

P. 1837.

I	II	III	IV
Akty, któreby opiekun sam mógł zawierać: 1. Ściąganie sum należnych pupilowi. 2. Podnoszenie kapitałów niehipotekowanych, o ile zwierzchność nie ograniczyła w tej mierze opiekuna. 3. Uczestnictwo w działach już rozpoczętych. 4. Rozpoczynanie procesów posesoryjnych.	Akty, wymagające upoważnienia zwierzchności opiekuńczej: 1. Dzierżawa maj. ziemskiego. 2. Podnoszenie kapitałów hipotekowanych. 3. Znaczne zmiany zarządu. 4. Zaciąganie pożyczek niezabezpieczonych hipotecznie. 5. Żądanie działów w imieniu pupila. 6. Wytaczanie procesów, zawieranie układów pojednawczych.	Akty, wymagające upoważnienia zwierzchności opiekuńczej i zatwierdzenia Sądu Apelacyjnego: 1. Zaciągnięcie pożyczek zabezpieczonych hipotecznie. 2. Sprzedaż nieruchomości i kosztowności pupila.	Akty, którychby opiekun w żadnym wypadku nie mógł zawierać: 1. Kupno własności pupila przez opiekuna. 2. Dzierżawa przez opiekuna nieruchomości pupila. 3. Zapisanie się w imieniu pupila na sąd polubowny. 4. Nabycie praw p-ko pupilowi.

P 1842

I	II	III	IV	V	VI
Akty, które opiekun mógłby zawierać samodzielnie: 1 Prosty zarząd, zmiana oficjalistów gruntowych, naprawa dróg i budynków, zapłata podatków, czuwanie nad wykonaniem pańszczyzny. 2. Rozpoczynanie spraw posesoryjnych.	Wymagana zgoda rady opiekuńczej: 1. Żądanie przeprowadzenia działów spadkowych 2. Wydzierżawienie miasteczek, wsi i folwarków pupila 3. Podnoszenie kapitałów 4 Rozpoczynanie spraw petytoryjnych. 5 Znaczne zmiany w zarządzie. 6. Budowanie i otwieranie nowych zakładów i fabryk lub zamykanie istniejących	i trybunału cyw. I-ej instancji: 1. Przyjęcie i zrzeczenie się darowizny lub spadku. 2. Sprzedaż nieruchomości i kosztowności pupila, których wartość nie przenosiłaby 1000 rb. 3. Zaciąganie pożyczek poniżej 10 tys rb.	lub i sądu apelacyjnego: 1. Sprzedaż nieruchomości małoletniego, z którychby się płaciło 10 rb. rocznie podatku, lub których wartość przechodziłaby 1000 rb., ale nie dosięgałaby 10 tys. rb 2. Sprzedaż kosztowności małoletniego o wartości od 1000 do 10.000 rb 3. Zawieranie układów pojednawczych.	albo i rządzącego senatu: 1. Sprzedaż nieruchomości, z którychby się płaciło rocznie 100rb podatku, lub których wartość przenosiłaby 10 tys. rb. 2. Sprzedaż kosztowności na sumę powyżej 10 tys rb. i drogich pamiątek należących do pupila. 3. Zaciąganie pożyczek na sumę powyżej 10 tys. rb 4. Zawieranie układów pojednawczych w powyższych materjach.	Akty, którychby opiekun w żadnym razie dokonać nie mógł: jak w P. 1837

P. 1850, którego częściowem naśladownictwem był P. 1852, przewidywał, że do niektórych czynności opiekuna głównego potrzebaby było zgody opiekuna przydanego. W razie różnicy zdań między opiekunem głównym i przydanym decydowałaby rada familijna. Do zawarcia niektórych aktów w imieniu pupila potrzebaby było zgody rady familijnej i zatwierdzenia: w opiekach mniejszych — sądu pokoju, w większych zaś zatwierdzenia trybunału, a czasem nawet sądu apelacyjnego („izby cywilnej"). Pozatem P. 1850 przewidywał, „że postanowienia zatwierdzające (sądów niższych) ulegają w drodze rewizji zatwierdzeniu" (instancji wyższych). Mianowicie zatwierdzenie sądu pokoju ulegałoby powtórnemu zatwierdzeniu trybunału, zatwierdzenie trybunału — powtórnemu zatwierdzeniu sądu apel. lub senatu.

Postanowienia zatwierdzające sądów niższych, które ulegałyby rewizji, przesyłaneby były z urzędu do sądów wyższych. W razie, gdyby sąd wyższej instancji odmówił zatwierdzenia przychylnej dla opiekuna decyzji sądu niższego, czynność zamierzona przez opiekuna, nie mogłaby być przez niego podjęta. Gdyby rada familijna lub sąd niższy odmówił opiekunowi upoważnienia lub zatwierdzenia, opiekun mógłby odwołać się do wyższej instancji.

I	II P 1850.	III	IV	V
Akty, które opiekun mógłby zawierać samodzielnie: 1. Dzierżawa nieruchomości wiejskich na lat 3, miejskich na rok za cenę wyższą lub równą tej któraby była dawniej płacona za dzierżawę.	Akty, do których zawarcia potrzebaby było zgody opiekuna „dozorującego", a w razie różnicy zdań zgody rady familijnej: 1. Zaprowadzanie nowych zakładów lub znoszenie istniejących. 2. Przedsiębranie na-	Akty do których zawarcia trzebaby było upoważnienia rady familijnej: 1. Zmiana sposobu zarządu majątkiem pupila. 2. Dzierżawa nieruchomości za cenę niższą niż ta, któraby była płacona poprzednio. 3. Podno-	i zatwierdzenia sądu pokoju (w opiece mniejszej), lub trybunału (w opiece większej): 1. Zrzeczenie się spadku lub zapisu 2. Sprzedaż majątku nieruchomego	Akty, których opiekunowi wogóle nie byłoby wolno zawierać: 1. Nabycie majątku pupila, obciążenie hipoteczne tego majątku na korzyść opiekuna, wzięcie w zastaw lub w dzierżawę tego majątku. 2. Nabycie jakichbądź

praw i „przeistoczeń", któreby wyczerpywały więcej niż ¼ rocznego dochodu.	szenie kapitałów pupila. 4. Rozpoczynanie spraw petytoryjnych oraz o prawo rzeczowe. 5. Prowadzenie dalej lub zwijanie handlu lub fabryki. 6. Przyjęcie spadku, zapisu, darowizny, lub żądanie działów spadku.	pupila, jego kosztowności, bibljotek, dzieł sztuki, pamiątek. 3 Zaciąganie pożyczek. 4. Zawieranie układów pojednawczych.	praw lub wierzytelności p-ko pupilowi 3. Zapisywanie się na sąd polubowny.

Postanowienia zatwierdzające sądu pokoju w przedmiotach wskazanych w rubr. IV p. 2, 3 i 4 ulegałyby rewizji trybunału, gdyby wartość majątku nieruchomego albo ruchomego przenosiła rb. 300, albo, gdyby zaciągano pożyczkę na sumę wyższą od rb. 300 lub, gdyby z nieruchomości płacono więcej niż 3 rb. podatku.

Decyzje zatwierdzające trybunału w tych samych przedmiotach ulegałyby w drodze rewizji zatwierdzeniu sądu apelacyjnego, gdyby wartość nieruchomości, ruchomości albo wysokość pożyczki przenosiła 1000 rs., albo, gdyby opłacano z nieruchomości więcej niż 10 rs. podatku. Zatwierdzenie senatu byłoby wymagane, gdyby w powyższych przypadkach szło o wartość wyżej 10 tys. rs., lub, gdyby podatek z nieruchomości wynosił więcej niż 100 rs.

We wszystkich innych przypadkach decyzje zatwierdzające sądów niższych nie ulegałyby rewizji.

P. 1852 nie przewidywał obowiązkowej rewizji, do którejby podlegały zatwierdzające decyzje instancji niższych. Pozatem nie wiele różnił się od P. 1850:

<table>
<tr><th>I</th><th>II P. 1852.</th><th>III</th><th>IV</th><th>V</th></tr>
<tr>
<td>Akty, któreby opiekun mógł zawierać samodzielnie:
1. Sprzedaż z wolnej ręki drzewa w lasach urządzonych
2. Przystąpienie do działów spadku już zaczętych.
3. Zaspokojenie długów hipotecznych niespornych i długów niezabezpieczonych hipotecznie.
4. Podnoszenie kapitałów, o ile rada familijna nie ograniczyła w tej mierze opiekuna.</td>
<td>Akty do którychby była potrzebna zgoda opiekuna przydanego lub w razie różnicy zdań, upoważnienie rady familijnej:
1. Zawieranie układów pojednawczych na sumę niżej 75 rb.</td>
<td>Akty do którychby było potrzebne upoważnienie rady familijnej:
1. Podnoszenie kapitałów pupila, o ileby opiekun nie był ogólnie upoważniony do podnoszenia tych kapitałów.
2. Urządzenie lasów.
3. Rozpoczynanie nieposesoryjnych spraw o granice oraz spraw o własność majątku nieruchomego lub kapitałów hipotecznych.
4. Poprzestawanie na wyrokach niekorzystnych dla pupila, chyba że chodzi o sprawy prostego zarządu.
5 Wydzierżawianie nieruchomości dotąd nie dzierżawionych lub za cenę niższą niż dawniej albo dłużej niż na lat 3 (nieruchomości wiejskiej lub dłużej niż na rok (miejskie)
6. Zaprowadzanie nowych zakładów handlowych lub przemysłowych.</td>
<td>i zatwierdzenie sądu okręgowego wopiekach mniejszych. lub sądu apelacyjnego w opiekach większych:
1. Sprzedaż nieruchomości.
2. Zaciąganie pożyczki, chyba na rzecz handlu lub zakładu przemysłowego.
3 Użycie istoty majątku na potrzeby pupila.
4. Zrzeczenie się spadku lub zapisu</td>
<td>Akty, którychby opiekunowi wogóle nie było wolno zawierać:

jak w P 1850; jednak w razie konieczności lub widocznej potrzeby rada familijna mogłaby upoważnić opiekuna przydanego do zawarcia z opiekunem głównym umowy o dzierżawę majątku pupila.</td>
</tr>
<tr>
<td></td><td></td><td></td>
<td colspan="2">7. Przedsiębranie napraw i przeistoczeń, któreby wyczerpywały więcej jak 1/4 dochodu z nieruchomości, w której miałyby być dopełnione.
8. Zmiana sposobu zarządu.
9. Prowadzenie zakładu handlowego lub przemysłowego na rachunek pupila.
10. Żądanie podziału spadku.</td>
</tr>
</table>

P. 1850 i 1852 zawierały specjalne przepisy dotyczące układów pojednawczych. Postanowienia te stanowiły modyfikację odpowiednich przepisów Kod. Cyw. Polsk. Prócz formalności wskazanych wyżej[1]) omawiane projekty przewidywały, że upoważnienie rady familijnej na zawarcie układu co do przedmiotu o wartości wyższej niż 75 rs. mogłoby nastąpić tylko po wysłuchaniu prawnika delegowanego przez sąd pokoju (P. 1850, opieki mniejsze), lub trzech prawników wyznaczonych przez prokuratora przy trybunale (P. 1850, opieki większe), albo też samego prokuratora wzgl. jego delegata (P. 1852, dla wszystkich opiek).

Gdyby przedmiot układu pojednawczego miał wartość wyższą niż 1500 rs., rada familijna musiałaby zasięgnąć zdania trzech prawników delegowanych przez prokuratora sądu apelacyjnego, i samo upoważnienie rady w tym przypadku musiałoby być zatwierdzone przez sąd apelacyjny (P. 1852).

cc. Rachunki roczne z opieki. KCP nakazuje każdemu opiekunowi z wyjątkiem ojca i matki składać co rok na ręce opiekuna przydanego rachunek z zarządu majątkiem małoletniego. Termin roczny może być przedłużony przez radę familijną, ale nie może przekroczyć trzech lat. Opiekun przydany obowiązany jest zażądać wpisania hipoteki prawnej na majątku opiekuna głównego, gdyby się okazało z rachunku, że opiekun główny stał się dłużnikiem pupila; pozatem opiekun przydany stara się o ściągnięcie i korzystne użycie należności pupila od opiekuna głównego. Gdyby rachunek wykazał niezdatność lub nierzetelność opiekuna głównego, opiekun przydany obowiązany jest niezwłocznie zwołać radę familijną, któraby mogła złożyć z opieki opiekuna głównego. Projekty (zwłaszcza P. 1850 i 1852) były pisane z chęcią zorganizowania ściślejszej kontroli nad działalnością opiekuna i odchylały się nieraz od KCP. Według P. 1834, 1837, 1842,

---

[1]) Dla P. 1850, por. wyż. str. 251, nagłówek rubryk III-ciej i IV-ej. Wedle P. 1852 układ pojednawczy co do przedmiotu na sumę od 75 rs. do 1500 rs. mógłby być zawarty tylko za upoważnieniem rady familijnej, zatwierdzonem przez sąd okręgowy, niezależnie od charakteru opieki (większa czy mniejsza).

rachunek powinienby być składany corocznie, najpóźniej 1 lutego (P. 1837 i 1842) lub 15 lipca (P. 1834) roku następującego po tym, którego dotyczyłby rachunek. Rachunki odbierałaby zwierzchność (P. 1834, 1837) lub rada opiekuńcza (P. 1842). P. 1850 i 1852 stanowiły, że rachunki z corocznego przychodu i rozchodu miałyby być składane w epokach ustalonych przez radę familijną, któreby jednak (P. 1852) nie mogły przenosić trzech lat. W opiekach większych rachunek odbierałby opiekun przydany. Niezależnie od rachunku opiekun główny byłby obowiązany składać opiekunowi przydanemu dokładne zestawienie stanu czynnego i biernego majątku pupila i wyjaśnienie zmian zaszłych w tym majątku. Gdyby się opiekun główny opóźniał ze składaniem rachunków, przewodniczący rady familijnej wymierzyłby opiekunowi głównemu na wniosek opiekuna przydanego karę grzywny; rada familijna mogłaby nawet złożyć z urzędu opiekuna głównego, gdyby się okazało, że opiekun umyślnie ociąga się ze złożeniem rachunków. Opiekun przydany poczyniłby do złożonego rachunku swoje uwagi i przedstawiłby ten rachunek do akt opiekuńczych. Gdyby się opiekun przydany opóźniał z wypełnieniem tego obowiązku, podlegałby karze grzywny. Każdy z członków rady familijnej miałby prawo przedstawić swoje uwagi, dotyczące rachunków z zarządu majątkiem pupila i zestawienia aktywów i passywów tego majątku. Uwagi te komunikowanoby przewodniczącemu rady familijnej. Przewodniczący, zapoznawszy się z uwagami opiekuna przydanego i członków rady familijnej, bądź udzielałby odpowiednich wskazówek opiekunowi przydanemu, bądź zwoływałby radę familijną dla rozstrzygnięcia wątpliwości. P. 1850 przewidywał, że przewodniczący rady familijnej udzieliłby opiekunowi głównemu pokwitowania po upływie trzech miesięcy od złożenia rachunku do akt opiekuńczych, o ileby nikt nie uczynił uwag nad tym rachunkiem. W opiekach mniejszych rachunek byłby złożony wprost przewodniczącemu rady familijnej, któryby był obowiązany zapytać opiekuna przydanego, czy ten nie krytykuje rachunku.

Według KCP i wszystkich projektów rachunek składanyby był na koszt pupila w formie dowolnej (KCP), lub ustalonej przez władzę opiekuńczą. Rachunek powinienby być wsparty dowodami, przynajmniej, gdyby chodziło o sumę przewyższającą roczną kwotę wydatków, ustaloną przez instytucję nadzorczą. Wszystkie projekty zgodne były z KCP w tem, że nierzetelność opiekuna głównego, którąby wyszła na jaw z rachunku, mogłaby spowodować złożenie opiekuna z urzędu. P. 1850 i 1852 dozwalały opiekunowi przydanemu lub każdemu członkowi rady familijnej żądać wpisania hipoteki prawnej na majątku opiekuna głównego, gdyby opiekun główny spóźniał się ze złożeniem rachunku, albo, gdyby okazało się, że został dłużnika pupila.

P. 1834 przewidywał dwa wypadki, w których opiekun, nie będący ojcem ani matką pupila, nie byłby obowiązany do składania rocznych rachunków. Opiekun byłby zwolniony od tego obowiązku wtedy, 1) kiedy pupil nie miał żadnego majątku albo, kiedy dochody pupila ściśle pokrywały się z jego wydatkami, lub 2), kiedy opiekun w charakterze krewnego lub dobroczyńcy pupila zobowiązał się utrzymywać małoletniego z własnego swego majątku, ponieważ dochody z majątku pupila nie wystarczały na utrzymanie pupila.

dd. Ostateczny rachunek z opieki. W razie ustania opieki (z powodu śmierci pupila, dojścia pupila do pełnoletności lub jego usamowolnienia), albo w razie zmiany w osobie opiekuna głównego (z powodu śmierci opiekuna, jego ubezwłasnowolnienia, wymówienia się od opieki, złożenia z urzędu) opiekun lub jego następcy byliby obowiązani do złożenia ostatecznego rachunku (według KCP i wszystkich projektów).

KCP przewiduje, że ostateczny rachunek winien być złożony: 1) samemu pupilowi, gdy ten ukończył lat 21,

2) pupilowi w asystencji jego kuratora, gdy pupil został usamowolniony,

3) spadkobiercom pupila, gdyby opieka ustała z powodu śmierci małoletniego,

4) opiekunowi przydanemu, gdyby nastąpiła zmiana w osobie opiekuna głównego. W ostatnim wypadku opiekun przydany przedstawia rachunek radzie familijnej, która może

polecić opiekunowi przydanemu sądowne lub pozasądowne „sprostowanie“ rachunku z opiekunem głównym, bądź jego spadkobiercami.

P. 1850 i 1852 stanowiły, że rachunek byłby złożony bądź właścicielowi majątku w asyście jego kuratora, bądź nowemu opiekunowi w asystencji opiekuna przydanego. W ostatnim wypadku rachunek składanoby do akt opiekuńczych i stosowanoby przepisy podane wyżej na str. 255 odnośnie do rocznych rachunków.

P. 1834, zasadniczo zgodny z KCP., postanawiał jednak, że ostateczny rachunek, w razie zmiany w osobie opiekuna, składanoby nowemu opiekunowi. P. 1837 i 1842 w analogicznym wypadku nakazywały składać rachunek radzie (zwierzchności) opiekuńczej; gdyby opieka ustała z powodu ukończenia przez pupila lat 18 (P. 1837) lub 17 (P. 1842), rachunek składanoby samemu małoletniemu.

KCP., P. 1837, 1842, 1852 nie zawierały wzmianki, w jakim terminie od ustania zarządu powinien być złożony ostateczny rachunek. P. 1834 przewidywał, że rachunek ten należałoby składać w ciągu 3 mies., a P. 1850 — w ciągu 2 mies. od ustania zarządu.

Według KCP w ostatecznym rachunku przyznawano opiekunowi wydatki użyteczne i dostatecznie usprawiedliwione. Projekty stanowiły podobnie.

KCP przewidywał, że wszelkie układy między pupilem, który doszedł do pełnoletności i opiekunem, nie będącym ojcem ani matką pupila są nieważne, jeżeli zostały zawarte w okresie dziesięciu dni od złożenia ostatecznego rachunku. P. 1850 i 1852 były zgodne z KCP: „ani pokwitowanie ostateczne, ani żaden układ względem rachunków z opieki nie będą mogły ważnie nastąpić przed dojściem małoletniego do pełnoletności i przed upływem dni 10-ciu od złożenia rachunku ostatecznego z dowodami“ (art. 564 P. 1852). P. 1834 i 1842 nie zawierały przepisów w tej materji. P. 1837 stanowił, że pokwitowanie udzielone przez 18 letniego[1]) musiałoby być potwierdzone przez

---

[1]) Według P. 1837 małoletni stawałby się z samego prawa usamowolnionym z chwilą ukończenia lat 18.

zwierzchność opiekuńczą lub przez samego pupila po dojściu do pełnoletności.

KCP i wszystkie projekty wspominały, że od ilości, któraby się należała pupilowi od opiekuna zaczyna biec prawny procent z chwilą zamknięcia rachunku; od ilości, którаby przypadała opiekunowi od pupila, procent biegnie dopiero z chwilą wezwania pupila przez opiekuna o zapłatę (KCP i wszystkie projekty prócz P. 1842).

ee. Odpowiedzialność z opieki. KCP głosi, że opiekunowie i wszyscy, którzy sprawowali opiekę tymczasowo lub nieprawnie, są odpowiedzialni wobec pupila za wszelkie szkody i stracone korzyści, któreby mogły dla małoletniego wyniknąć ze złego sprawowania opieki. P. 1837, 1850 i 1852 zawierały przepisy analogiczne. P. 1834 i 1842 nie miały specjalnego przepisu w tej mierze.

Dla zabezpieczenia pretensji pupila p-ko opiekunowi i innym osobom sprawującym opiekę KCP, P. 1837, P. 1850 i 1852 udzielały pupilowi tytułu do hipoteki prawnej przeciw opiekunowi, która miałaby swój skutek dopiero od dnia wpisania do księgi hipotecznej. Pozatem służył pupilowi przywilej na całym majątku ruchomym i nieruchomym sprawującego opiekę przed jego długami osobistymi. Wpisania hipoteki prawnej może domagać się opiekun przydany, każdy członek rady familijnej, każdy krewny, prokurator przy sądzie głównym lub okręgowym, a nawet sam małoletni (P. 1852, KCP), albo osoba upoważniona przez zwierzchność opiekuńczą (P. 1837). P. 1850 zawierał szczegółowe przepisy w tej materji. Według tego projektu hipotekę prawną zapisywanoby: 1) na żądanie opiekuna dozorującego; 2) z mocy uchwały rady familijnej, na żądanie osoby przez nią wyznaczonej. Opiekun dozorujący winienby był żądać zapisania hipoteki prawnej: 1) „w razie umyślnego opóźnienia się opiekuna ze złożeniem rachunków; 2) w każdym razie, gdzie rzecz nie cierpi zwłoki". W obu tych przypadkach rada familijna, zwołana na żądanie opiekuna głównego lub dozorującego, rozstrzygnęłaby, czy i do jakiej wysokości hipoteka ma pozostać. Rada familijna mogłaby żądać zapisania hipoteki: 1) w razie opóźnienia się

opiekuna głównego ze składaniem rachunków, jeśli hipoteka nie została zapisana przez opiekuna dozorującego; 2) przy rozpoznaniu rachunków; 3) w razie wykrycia nadużyć lub niedbalstwa opiekuna. Rada familijna winnaby oznaczyć ilość, do której hipoteka prawna ma sięgać, i mogłaby postanowić pociągnięcie opiekuna do odpowiedzialności cywilnej lub karnej i złożenie opiekuna z urzędu. P. 1852 naśladował częściowo powyższe postanowienia.

Według KCP i P. 1852 opiekun przydany musiałby się postarać o ściągnięcie należności pupila od opiekuna głównego i korzystne jej użycie[1]).

P. 1834 i 1842 nie zawierały szczegółowych przepisów o odpowiedzialności opiekuna. P. 1834 stanowił, że zwierzchność opiekuńcza mogłaby podjąć przeciwko opiekunowi kroki, któreby uznała za stosowne, gdyby się okazało, że opiekun źle się wywiązuje z powierzonych mu funkcji. P 1842 dozwalał w tym wypadku radzie opiekuńczej zapisać ostrzeżenie do ksiąg hipotecznych nieruchomego majątku opiekuna i poszukiwać sądownie na opiekunie wynagrodzenia za straty, wyrządzone pupilowi.

Rada opiekuńcza mogłaby również pociągnąć opiekuna do odpowiedzialności karnej.

ff. Przedawnienie. KCP przewiduje, że „wszelkie sprawy małoletniego, tyczące się czynów opieki przeciw temu, który ją sprawował, przeciw opiekunowi przydanemu i przeciw członkom rady familijnej, upadają przedawnieniem czteroletniem, rachując od pełnoletności“

P. 1834 ustanawiał jeszcze dłuższy termin przedawnienia; mianowicie skarga pupila p-ko opiekunowi przedawniałaby się po upływie pięciu lat, licząc od pełnoletności pupila, a, jeżeli skarga wynikła z powodu oszustwa opiekuna, termin przedawnienia liczyłby się od wykrycia oszustwa. Wszystkie inne projekty proponowały wprowadzić dla skargi pupila p-ko opiekunowi skrócone przedawnienie dwuletnie. Projekty zawie-

---

[1]) Co do odpowiedzialności opiekuna przyd. i czł. rady familijnej — p. § 23.

rały także postanowienia uzupełniające KCP, co do chwili, od której należałoby liczyć bieg przedawnienia. P. 1837 był zupełnie zgodny z KCP, według P. 1842 termin przedawnienia liczyłby się od pełnoletności pupila, a, gdyby do tego czasu ogólny rachunek z opieki nie był przedstawiony pupilowi, termin przedawnienia liczyłby się od przedstawienia rachunku.

P. 1850 i 1852 były zgodne z P. 1842, lecz zawierały następujące uzupełnienia w stosunku do ostatniego projektu: według P. 1850, w razie śmierci pupila przed pełnoletnością, jego następcom liczyłoby się dwuletnie przedawnienie od dnia złożenia im rachunków;—„przeciw małoletnim jednak następcom (termin), nie upływa jak we dwa lata od dojścia ich do pełnoletności, chybaby spadkodawca doszedł był do pełnoletności jeszcze w czasie ich nieletności".

P. 1852 nie znał ostatniego przepisu, natomiast dodawał, że, gdyby rachunek z opieki wcale nie był złożony, skarga pupila p-ko sprawującym opiekę przedawniałaby się po upływie lat dziesięciu, licząc od daty ustania opieki.

Według P. 1850 i 1852 dwuletnie przedawnienie stosowałoby się i do skarg pupila p-ko opiekunowi przydanemu i członkom rady familijnej.

5. Odrębności opieki sprawowanej przez wstępnych. KCP przewiduje, że wstępni sprawujący opiekę są zwolnieni od niektórych obowiązków ciążących na zwykłych opiekunach wzgl. posiadają szersze uprawnienia. Kodeks zawiera również specjalne przepisy, odnoszące się do opieki sprawowanej przez matkę:

a. Opiekun, będący wstępnym pupila, może kupować własność małoletniego na publicznej licytacji. (Zob. pow. str. 248 rubr. IV p. 1).

b. Ojciec i matka sprawujący opiekę i użytkujący majątek dziecka nie są obowiązani sprzedawać ruchomości pupila, lecz starają się tylko o ich oszacowanie. Po ukończeniu opieki ojciec lub matka zwrócą dziecku ruchomości w naturze, bądź zapłacą cenę tych ruchomości, których w naturze nie mogą zwrócić (Zob. pow. str. 244 p. 4).

c. Ojciec lub matka nie są obowiązani zasięgać zdania rady familijnej w sprawie rocznych wydatków na utrzymanie małoletniego i zarząd jego majątkiem (Zob. pow. str. 244 p. 4).

d. Wstępny małoletniego może przyjąć w jego imieniu darowiznę bez upoważnienia rady familijnej (Zob. pow. str. 248 rubr. II p. 3).

e. Wstępni małoletniego (z wyjątkiem matki zamężnej poraz drugi) nie mogą być ograniczeni w podnoszeniu kapitałów niehipotekowanych pupila.

f. Ojciec i matka nie są obowiązani do składania rocznych rachunków (Zob. pow. str. 254 i n.).

g. Ważny jest układ względem rachunku ze sprawowania opieki, zawarty między małoletnim po dojściu jego do pełnoletności, a ojcem lub matką sprawującymi opiekę, choćby od złożenia ostatecznego rachunku nie upłynęło jeszcze dni dziesięć. (Zob. pow. str. 257).

Specjalne cechy opieki sprawowanej przez matkę są następujące:

h. Matka i każda wstępna może się wymówić od opieki.

i. Ojciec na wypadek swej śmierci może matce-opiekunce wyznaczyć jednego lub więcej doradców, którego lub których matka winna się radzić w czynnościach opieki. „Jeżeli ojciec wyszczególnia czyny, do których doradcę lub doradców przeznacza, opiekunka będzie mocna inne przedsiębrać, nie zasięgając ich zdania".

j. Jeśli żona jest brzemienna w czasie śmierci męża, albo też, jeśli żona jest brzemienna w chwili wyrzeczonego rozwodu, rozłączenia na czas nieograniczony, lub unieważnienia małżeństwa, a mąż umiera przed jej rozwiązaniem, rada familijna mianuje „kuratora z powodu ciąży". Gdyby żona zaniedbała zwołania rady familijnej dla mianowania tego kuratora, może być usunięta od opieki nad dzieckiem, gdy to dziecko się urodzi.

k. Jeśli matka-opiekunka chce zawrzeć powtórne małżeństwo, powinna żądać zwołania rady familijnej. Rada familijna postanawia, czy matka będzie nadal sprawowała opiekę.

Gdyby matka nie zwołała rady familijnej, traci opiekę „samem przez się prawem“ i staje się wraz z nowym mężem solidarnie odpowiedzialna za wszelkie czyny opieki. Gdyby rada familijna utrzymała matkę przy opiece, nowy mąż matki winien być mianowany współopiekunem i staje się solidarnie wraz z żoną odpowiedzialny ze sprawowania opieki, licząc od zawarcia małżeństwa.

l. Jeśli matka drugi raz zamężna i utrzymana przy opiece wybierze opiekuna na wypadek swej śmierci dla swoich dzieci z poprzedniego małżeństwa, wybór ten powinien być zatwierdzony przez radę familijną.

P. 1834 stał zasadniczo na stanowisku, że ojciec lub matka są wykonawcami władzy rodzicielskiej, a nie opieki[1]). Z tego powodu w projekcie tym spotykamy jedynie przepisy specjalne odnoszące się do matki zamężnej po raz drugi, gdyby sprawowała ona opiekę[2]). Przepisy te są następujące:

a. Matka drugi raz zamężna nie byłaby obowiązana do sporządzenia inwentarza majątku dzieci[3]). Zamiast inwentarza matka składałaby zwierzchności opiekuńczej prywatny spis ruchomości i opis nieruchomości pupila. Zwierzchność mogłaby od matki wymagać przysięgi, że spis jest dokładny i rzetelny.

b. Matka drugi raz zamężna mogłaby wydzierżawić dla siebie lub nająć majątek pupila.

W tym wypadku współopiekun zawierałby z matką-opiekunką umowę najmu lub dzierżawy. Umowa musiałaby być zatwierdzona przez zwierzchność opiekuńczą.

---

[1]) Zob. pow. str. 233 n.

[2]) Zob. pow. str. 235. W dziale P-u 1834 o kuratorach ad hoc znajdujemy postanowienie, zgodnie z którem, jeśli żona jest w ciąży, a mąż umiera, pozostawiwszy majątek, zwierzchność mianowałaby specjalnego kuratora; obowiązkiem tego kuratora byłoby chronić prawa dziecka, które ma się urodzić i baczyć, by osoby trzecie nie były oszukane przez podłożenie płodu.

[3]) Zob. pow. str. 243 in. f. i str. 244.

c. Matka drugi raz zamężna mogłaby w asystencji współopiekuna kwitować z podniesionych kapitałów pupila, umieszczać je, wydzierżawiać majątek pupila.

Według P. 1837, 1842, 1850 i 1852 ojciec lub matka sprawowaliby opiekę nad majątkiem dziecka tak podczas trwania małżeństwa, jak i po jego ustaniu. Różnice w prawach i obowiązkach między zwykłymi opiekunami majątku pupila, a ojcem lub matką sprawującymi opiekę nad majątkiem dzieci byłyby następujące:

Wedle P. 1842 ojciec lub matka mogliby kupować majątek dziecka na publicznej licytacji; ani ojciec, ani matka nie mogliby być usunięci od opieki, choćby jedno z nich, albo jego małżonek, wstępny, zstępny lub ich małżonkowie nabyli bądź odziedziczyli „pretensję“ p-ko pupilowi lub wytoczyli p-ko niemu proces. P. 1837 przewidywał, że rodzicom sprawującym opiekę przysługiwałyby specjalne uprawnienia wskazane na str. 260 pod a, b, c. P. 1850 i 1852 przyznawałby rodzicom uprawnienia podane na str. 260—261 pod a, b, f (o ile w ostatnim wypadku chodziło o majątek podległy użytkowaniu rodziców); do rodziców stosowałyby się również przepisy wskazane na str. 261 pod g, h, j, k, a wedle P. 1850 także przepisy na str. 261 pod i. Pozatem, zgodnie z P. 1852, ojciec lub matka, mający użytkowanie na majątku dziecka posiadaliby co do tego majątku uprawnienia podane na str. 260 pod c i nie podlegaliby przepisom dla zwykłych opiekunów omówionym na str. 245 pkt. d, e, f i na str. 253 rubr. III p. 5—9.

P. 1842 i 1850 stanowiły, że małoletni po ustaniu opieki nie mógłby wytaczać p-ko rodzicom skargi o wyrachowanie się z dochodów pobranych z jego majątku, lecz mógłby popierać skargę wytoczoną przez władzę opiekuńczą już podczas trwania opieki.

Wedle P. 1837, 1842, 1850 i 1852 matka lub inne wstępne płci żeńskiej miałyby prawo wymówić się od opieki[1]).

---

[1]) Zob. pow. tabl. na str. 239.

6. Opieka nad małoletnim handlującym. KCP nie zawiera w tej mierze specjalnych przepisów, natomiast projekty przewidywały pewne różnice między opieką nad majątkiem małoletniego nie handlującego i opieką nad majątkiem małoletniego handlującego.

P. 1850 i 1852 stanowiły, że do prowadzenia przez opiekuna w imieniu pupila handlu potrzebąby było specjalnego upoważnienia rady familijnej. Gdyby małoletni posiadał zakład przemysłowy lub handlowy (według P. 1852 zakład handlowy 1-szej lub 2-ej „gildji“) opieka urządzona nad jego majątkiem uważanaby była za opiekę „większą“. Gdyby rada familijna upoważniła opiekuna do prowadzenia handlu, wszelkie ruchomości małoletniego, stanowiące jego towar, mogłyby być sprzedawane bez szczególnego upoważnienia rady familijnej; rada familijna oznaczałaby wysokość kapitału obrotowego (P. 1852) i upoważniałaby opiekuna do podnoszenia pewnej ilości kapitałów małoletniego i użycia ich na obroty handlowe; opiekun mógłby samodzielnie zaciągać w imieniu pupila długi, a nawet wystawiać weksle (P. 1850), stosując się zresztą w tej mierze do wskazówek i ograniczeń, któreby rada familijna uznała za pożyteczne. Zwinięcie handlu, wyprzedaż, sposób likwidacji regulowałaby rada familijna.

Według P. 1837 i 1842 (jak w wyżej omówionych projektach) prowadzenie handlu wymagałoby zgody władzy opiekuńczej; opiekun małoletniego handlującego, nie byłby ograniczony w sprzedawaniu towarów pupila, w podnoszeniu jego kapitałów, w wystawianiu w jego imieniu weksli.

P. 1834 stanowił, że opiekun nie byłby obowiązany do sporządzenia inwentarza zakładu handlowego lub przemysłowego należących do pupila.

Opiekun powinienby tylko poufnie przedstawić zwierzchności opiekuńczej prywatny spis towarów i ruchomości pupila, należących do handlu lub przemysłu małoletniego. Pozatem P. 1834, jak i inne projekty, dawał opiekunowi małoletniego handlującego prawo samodzielnie podnosić kapitały pupila i umieszczać je bez upoważnienia zwierzchności opiekuńczej.

7. Specjalni opiekunowie. Wedle P. 1837—1852 opieka nad małoletnimi obywatelami Królestwa poza granicami Rosji należałaby do konsulów rosyjskich, którzyby sprawowali funkcje opiekuńcze aż do chwili urządzenia właściwej opieki.

P. 1837 wspominał, że cesarz nie byłby związany przepisami projektu. Monarcha mógłby w każdym poszczególnym wypadku otwarcia opieki mianować opiekuna i określić zakres jego praw i obowiązków.

8. Współopieka. W KCP spotykamy się ze współopieką w jedynym wypadku. Gdy matka-opiekunka wychodzi po raz drugi za mąż i rada familijna pozostawia matkę przy opiece nad dziećmi z poprzedniego małżeństwa, rada obowiązana jest wyznaczyć jako współopiekuna drugiego męża matki. Drugi mąż matki staje się w tym wypadku solidarnie z matką odpowiedzialny za czyny opieki, licząc od chwili zawarcia przez matkę-opiekunkę powtórnego małżeństwa. P. 1834 podobnie, jak KCP, wspominał o współopiece tylko w wypadku zawarcia powtórnego małżeństwa przez matkę piastującą władzę rodzicielską. Zwierzchność opiekuńcza mianowałaby wówczas współopiekuna, któryby był obowiązany asystować przy rozmaitych czynnościach opieki podejmowanych przez matkę opiekunkę[1]). Drugi mąż matki mógłby tylko wyjątkowo być tym współopiekunem.

Według P. 1837 i P. 1842 każdą opiekę mogłoby sprawować kilku opiekunów. P. 1837 i P. 1842 podkreślały, że większą liczbę opiekunów należałoby mianować zwłaszcza, gdyby majątek pupila był bardzo duży, albo, gdyby małoletni posiadał majątki ziemskie lub zakłady handlowe w różnych okręgach państwa. Zwierzchność opiekuńcza (P. 1837) lub rada familijna (P. 1842) ustalałaby zakres działania każdego opiekuna. Jednakże opieka nad osobą pupila, mogłaby być powierzona tylko jednemu opiekunowi, chyba (P. 1837), że ojciec lub matka w testamencie, albo cesarz w akcie nadawczym postanowili inaczej. P. 1837 stanowił, że opiekunowie obowiązaniby

---

[1]) Zob. pow. str. 262 p. ç.

byli porozumiewać się ze sobą, ilekroć chodziłoby o czynności, któreby mieli podjąć wspólnie. Zwierzchność opiekuńcza rozstrzygałaby w razie różnicy zdań między współopiekunami. Współopiekunowie odpowiadaliby pupilowi solidarnie tylko za te czyny, któreby wspólnie podjęli.

Projekty warszawskie P. 1850 i 1852 przewidywały również instytucję współopieki, chociaż twórcy tych projektów byli niechętni sprawowaniu opieki przez kilka osób.

P. 1850 stanowił, że, „osoba darująca lub zapisująca małoletniemu majątek rozrządzalny może naznaczyć dla zarządu tym majątkiem opiekuna lub wymienić osoby, które od tegoż zarządu chce mieć usunięte. Wszakże, gdyby względem tego majątku postanowienie rady familijnej było potrzebnem, opiekun główny do obrad należy; opiekun dozorujący ani naznaczonym, ani usuniętym być nie może".

P. 1852 dopuszczał współopiekę w szerszym zakresie.

Według tego projektu każdy darujący lub zapisujący pupilowi majątek (a więc nietylko ten, kto czyni darowiznę lub zapis majątku rozrządzalnego) mógłby wybrać szczególnego zarządcę tego majątku; ten szczególny opiekun podlegałby jednak tej samej radzie familijnej, co i inni opiekunowie. Rada familijna mogłaby naznaczyć w miarę potrzeby jednego lub kilku opiekunów przydanych.

P. 1850 i 1852 przewidywały również instytucję współopieki w wypadku powtórnego małżeństwa matki-opiekunki (podobnie jak w KCP; zob. pow. str. 261—262).

9. Wynagrodzenie opiekunów. KCP nie przewiduje, by opiekun pobierał za swą pracę wynagrodzenie z majątku pupila. Na tem samem stanowisku stał P. 1852.

P. 1834 i P. 1837 stanowiły, że opiekun miałby prawo do wynagrodzenia w ilości 10% od czystego rocznego przychodu z majątku małoletniego; P. 1842 przyznawał opiekunowi wynagrodzenie w wysokości 5% od czystego dochodu z majątku pupila i 5% „od wszelkich dochodów staraniem opiekuna w czasie zarządu majątkiem pomnożonych". Według ostatniego projektu rada opiekuńcza mogłaby zniżyć wynagrodze-

nie opiekuna do 2% od czystego rocznego dochodu z majątku małoletniego, gdyby małoletni nie był wychowywany przez opiekuna i majątek jego składałby się z samych kapitałów, umieszczonych na procent.

Twórcy projektów warszawskich bronili darmego charakteru opieki. Jak mówiliśmy, P. 1852 naśladował Kodeks Cyw. Polski. Natomiast P. 1850 przewidywał, że opiekun mógłby pobierać wynagrodzenie za sprawowanie swych funkcji, ale wynagrodzenie to otrzymywałby niezawsze. Mianowicie opiekun mógłby żądać wynagrodzenia: 1) gdyby zarząd majątkiem małoletniego był „obszerny, rozgałęziony, wymagał znacznego poświęcenia się opiekuna i oderwania się od własnych interesów“, albo 2) gdyby opiekun przyczynił się do polepszenia stanu majątkowego pupila. Wysokość wynagrodzenia ustalałaby rada familijna. Wynagrodzenie to nie mogłoby przewyższyć 10% od czystego rocznego dochodu z majątku należącego do małoletniego.

10. Opieka nad dziećmi nieślubnemi. Według KCP, P. 1834 i 1852 dzieci nieślubne wychowywane w szpitalach publicznych znajdują się pod opieką przełożonych szpitala.

KCP stanowi, że opiekę nad dzieckiem nieślubnem nie umieszczonem w szpitalu publicznym sprawuje to z rodziców, przez które dziecko zostało dobrowolnie uznane. Gdyby oboje rodzice uznali dziecko nieślubne, opieka nad dzieckiem przypada matce, a po jej śmierci lub, jeśliby matka nie mogła być opiekunką, opiekę sprawuje ojciec. Matka lub ojciec mogą na wypadek swej śmierci wybrać opiekuna dla swego dziecka nieślubnego. Gdyby ani ojciec, ani matka nie sprawowali opieki i gdyby nie było opiekunów wybranych przez rodziców, wybór opiekuna należy do rady opiekuńczej, t. j. do kolegjum złożonego z sześciu osób znanych z dobroczynności, zamieszkałych w miejscu urządzenia opieki. Wszystkie postanowienia Kodeksu, odnoszące się do opieki nad dziećmi prawemi, stosują się z powyższemi zmianami i do opieki nad dziećmi nieślubnemi.

P 1834 przewidywał, że dziecko nieślubne, nie znajdujące się w szpitalu publicznym, zostawałoby pod władzą rodziciel-

ską matki. Gdyby matki nie było, zwierzchność opiekuńcza urządzałaby opiekę nad dzieckiem nieślubnem.

Zgodnie z P. 1852 rodzice sprawowaliby władzę rodzicielską nad dziećmi nieślubnemi nie znajdującemi się w szpitalu publicznym, wszelako ani ojciec, ani matka nie mieliby żadnego prawa do opieki nad majątkiem dzieci nieślubnych[1]). Rada opiekuńcza, złożona z nieokreślonej w projekcie liczby osób dobroczynnych organizowałaby opiekę nad majątkiem dziecka nieślubnego; do opieki tej rada mogłaby powołać ojca lub matkę dziecka; rodzice, sprawujący opiekę nad majątkiem dzieci nieślubnych, podlegaliby ogólnym postanowieniom o prawach i obowiązkach opiekunów[2]).

Gdyby rodzice nie sprawowali władzy rodzicielskiej, rada opiekuńcza urządzałaby opiekę i nad osobą dziecka. Ogólne przepisy o opiece znalazłyby zastosowanie do opieki nad osobą dziecka nieślubnego.

P. 1837 i 1842 stanowiły tylko, że zarówno władza rodzicielska, jak i opieka nad majątkiem małoletnich dzieci nieślubnych należałaby do matki[3]).

§ 25.

O USAMOWOLNIENIU.

1. Źródła usamowolnienia. KCP i wszystkie projekty przewidują, że przed dojściem do pełnoletności małoletni może uzyskać zwiększoną zdolność prawną w zakresie kierowania swoją osobą i zarządu majątkiem. Tę zwiększoną zdolność prawną małoletni uzyskuje bądź z samego prawa, bądź skutkiem decyzji rodziców albo władzy opiekuńczej.

---

[1]) Zob. pow. § 21.

[2]) j. w.

[3]) Wobec braku w aktach Komisji Prawodawczej działu o dzieciach nieślubnych w P. 1850 musimy pominąć omówienie postanowień tego projektu.

W materji usamowolnienia zarysowały się znaczne różnice między KCP, P. 1834, 1850 i 1852 z jednej strony, a P. 1837 i P. 1842 z drugiej strony. KCP, P. 1834 i projekty warszawskie stały na stanowisku, że usamowolnienie może nastąpić z reguły przez oświadczenie woli rodziców lub decyzję rady familijnej, wzgl. zwierzchności opiekuńczej (P. 1834). Tylko wyjątkowo usamowolnienie małoletniego następowałoby z samego prawa; P. 1837 i 1842 wprowadzały zasadę, że każdy małoletni po ukończeniu określonej w projekcie ilości lat stawałby się usamowolniony[1]).

A. KCP, P. 1834, 1850 i 1852.

a. Usamowolnienie z prawa.

Według KCP, P. 1834, 1850 i 1852 małoletni jest usamowolniony z prawa przez małżeństwo. KCP, P. 1834 i 1852 zawierają zastrzeżenie, że usamowolnienie nie mogłoby nastąpić, gdyby małoletni zawarł małżeństwo bez wymaganego przyzwolenia rodziców albo władzy opiekuńczej. Zgodnie z KCP i P. 1850 małżeństwo jest jedynem źródłem usamowolnienia z prawa, natomiast, według P. 1834, małoletni byłby również zdolny do zarządzania swoim majątkiem, gdyby uzyskał urząd publiczny, a, według P. 1852, usamowolnienie z prawa na-

[1]) Kwestja usamowolnienia należała do najbardziej dyskutowanych przez prawników warszawskich i petersburskich. W kwestji tej A. Wyczęchowski złożył Namiestnikowi specjalną zapiskę (por. wyż. cz. I-a str. 47). Prawnicy warszawscy sądzili, że automatyczne usamowolnienie każdego małoletniego jest szkodliwe, albowiem nie wszyscy małoletni dojrzewają dostatecznie w jednym wieku. Dojrzałość zależy od rozmaitych przyczyn: od klimatu, od indywidualnego usposobienia i indywidualnego wychowania. Danie wszystkim siedemnastoletnim prawa zarządu ich majątkiem byłoby, zdaniem autora „zapiski", sprzeczne z tendencją dawnego prawa polskiego, praw pruskich i austrjackich, które odsuwały pełnoletność powyżej lat 21. Prawnicy petersburscy wysuwali konieczność unifikacji prawa w Kongresówce, ze Swodem: (Analyse du titre IV: „des tutelles". AKP. t. 708 do P. 1837): „Nous aurons vu disparaître ces divergences choquantes par l'effet desquelles les sujets d'un même Souverain se trouvent sous les mêmes circonstances capables de tous les actes de la vie civile dans un pays, incapables dans un autre".

stępowałoby także przez przysposobienie małoletniego za zgodą rodziców lub rady familijnej.

b. Usamowolnienie z woli rodziców lub z decyzji władzy opiekuńczej.

Wedle KCP każdy małoletni po ukończeniu lat 15-u, wedle P. 1850 po ukończeniu lat 17-u, wedle P. 1852 — lat 18-u mógłby być usamowolniony przez oświadczenie ojca przed sędzią pokoju lub urzędnikiem przewodniczącym radzie familijnej. KCP i P. 1852 stanowią, że w razie, gdyby ojciec nie żył, albo władzy rodzicielskiej nie sprawował, dziecko może być usamowolnione przez matkę. Gdyby wszelako matka nie sprawowała opieki, usamowolnienie dokonane przez matkę musiałoby uzyskać zatwierdzenie rady familijnej. P. 1850 nie dawał matce prawa usamowolnienia dziecka.

Gdyby żadne z rodziców nie żyło albo nie sprawowało władzy rodzicielskiej (KCP i P. 1852), albo, gdyby ojciec nie żył, albo nie sprawował władzy rodzicielskiej (P. 1850), małoletni może być usamowolniony tylko decyzją rady familijnej. Decyzja taka może nastąpić dopiero po ukończeniu przez małoletniego lat 18-u (KCP i P. 1852) wzgl. lat 17-u (P. 1850).

KCP stanowi, że, gdyby opiekun zaniedbywał zwołania rady familijnej celem usamowolnienia małoletniego, rada mogłaby być zwołana na wniosek opiekuna przydanego lub krewnego albo powinowatego pupila do 4-go stopnia włącznie. P. 1850 dawał prawo zwołania rady familijnej opiekunowi przydanemu wzgl. krewnym małoletniego do 4-go stopnia, gdyby opiekun główny nie zwołał rady na miesiąc przed ukończeniem przez małoletniego lat 17-u, a P. 1852 przyznawał to prawo opiekunowi przydanemu, krewnym, lub powinowatym pupila do 4-go stopnia, gdyby opiekun główny zaniedbał obowiązku zwołania rady w ciągu miesiąca po dojściu pupila do lat 18-u.

P. 1834 różnił się od projektów powyżej omówionych. Jak wynika z motywów do tego projektu[1], miał on na celu uniezależnić ważną kwestję usamowolnienia osób małoletnich od dowolności rodziców, wzgl. opiekunów; z drugiej strony

---

[1] AKP t. 708.

projektodawca liczył się z wadami usamowolnienia automatycznego, na wzór rosyjski. Z tych względów P. 1834 stanowił, że opiekun byłby obowiązany zwrócić się do zwierzchności opiekuńczej po ukończeniu przez pupila płci męskiej lat 18, przedstawić zwierzchności stan rozwoju umysłowego pupila i postawić wniosek bądź usamowolnienia małoletniego, bądź pozostawienia go pod opieką. Zwierzchność opiekuńcza nie byłaby związana wnioskiem opiekuna, lecz decydowałaby swobodnie, zasięgając w miarę potrzeby zdania krewnych małoletniego. O usamowolnieniu przez rodziców P. 1834 nie wspominał.

B. P. 1837 i 1842.

P. 1837 i 1842 zawierały przepisy zupełnie inne. Każdy małoletni po ukończeniu lat 18 (P. 1837) lub 17 (P. 1842) zyskiwałby większą zdolność cywilną i otrzymywałby zarząd swoim majątkiem.

2. Terminologja. KCP i P. 1852 używają wyrazów: „usamowolnienie", „małoletni usamowolniony". Tę samą terminologję przyjął P. 1850, który jednak na określenie małoletnich usamowolnionych, używa także terminu „niedoletni", „niedoletność" (okres między 17 a 21 rokiem życia, o ile nastąpiło usamowolnienie). P. 1834 nie przewidywał specjalnej nazwy dla małoletniego usamowolnionego. Tekst francuski zawiera określenie: „le mineur chargé de l'administration de ses biens". Według polskiego przekładu P. 1837 i P. 1842 „małoletnimi" byliby wszyscy, którzy ukończyli lat 17 (P. 1842) wzgl. 18 (P. 1837). Osoby między 17 wzgl. 18 a 21 rokiem życia nosiłyby miano „nieletnich"[1]). Dla określenia osoby wzgl. osób sprawujących nadzór nad usamowolnionym KCP, P. 1837 i P. 1852 używają wyrazu „kurator", w P. 1842 spotykamy się

---

[1]) Przez wyraz „małoletni" przełożono na jęż. polski przymiotnik rosyjski: „małolietnije", przez wyraz „nieletni" przetłumaczono przymiotnik: „niesowierszennolietnije". Projektodawca z r. 1837 i 1842 zapożyczył tę różnicę terminologiczną ze Swodu, choć w ustawach rosyjskich nie trzymano się konsekwentnie tej różnicy. Por. uwagę do art. 160 X t.-cz.-1. Zb. Pr. Ros. (wyd. z r. 1832).

z „radą opiekuńczą", w P. 1834 z „opiekunem" (tuteur) a w P. 1850 z „doradcą".

3. Kto sprawuje opiekę (kuratelę). Według KCP i wszystkich projektów każdy usamowolniony (niedoletni, nieletni) będzie miał specjalnego kuratora (doradcę, opiekuna, radę opiekuńczą).

Według KCP, P. 1850 i 1852 kurator (doradca) mógłby być powołany albo z prawa albo decyzją rady familijnej. Kuratorem z prawa byłby ojciec, sprawujący władzę rodzicielską, albo opiekę, wzgl. matka, o ile jej przysługiwała władza rodzicielska, albo opieka. KCP i P. 1850 stanowiły, że matka, której ojciec wyznaczył doradcę lub doradców przy sprawowaniu opieki, nie mogłaby być kuratorką.

Według KCP, P. 1850 i P. 1852 przepisy odnoszące się do opieki sprawowanej przez matkę, o ile matka chce wyjść za mąż po raz drugi[1]) stosowałyby się i do kurateli wykonywanej przez matkę, którąby chciała zawrzeć powtórne małżeństwo.

P. 1850 stanowił, że mąż pełnoletni byłby z prawa kuratorem swej małoletniej żony; KCP nie zawiera żadnych wzmianek w tej materji; P. 1852 wspomniał tylko, że mąż mógłby być mianowany kuratorem swej żony.

Gdyby nie było kuratora z prawa, rada familijna mianowałaby kuratora (KCP, P. 1850 i 1852). Przepisy o niezdolności, wymówieniu się od opieki lub złożeniu z niej stosują się i do kurateli.

P. 1834 i 1837 nie zawierały wzmianek o tem, kto będzie kuratorem małoletniego usamowolnionego. Zdaje się, że, według tych projektów, kuratorem stawałby się dawny opiekun, względnie, (P. 1837), ojciec lub matka.

Gdyby kuratora powoływała zwierzchność opiekuńcza, to, wedle P. 1837, wszelkie przepisy o niezdolności, wymówieniu się i wyłączeniu z opieki, odnosiłyby się i do kurateli. Podobnież do kurateli stosowałyby się przepisy o złożeniu z opieki i odpowiedzialności za jej sprawowanie (P. 1837).

---

[1]) Zob. pow. str. 261 pkt. k.

P. 1842 stanowił, że nadzór nad „nieletnim“ wykonywałby nie kurator, ale specjalna rada opiekuńcza. Rada ta musiałaby być zawsze zorganizowana z chwilą ukończenia przez małoletniego lat 17-u, choćby opieka nie była poprzednio urządzona. Obowiązki rady opiekuńczej w stosunku do kobiety zamężnej spełniałby jej mąż; gdyby zaś mąż był małoletni, obowiązki te spełniałaby rada opiekuńcza urządzona dla męża.

4. Zdolność prawna usamowolnionego. Usamowolniony zyskuje szersze prawa co do swej osoby. Według KCP, P. 1850 i P. 1852 usamowolniony może mieć zamieszkanie odrębne od rodziców. P. 1852 wspominał wyraźnie, że tylko dziecię nieusamowolnione nie mogłoby opuszczać domu rodzicielskiego bez pozwolenia rodziców. Użytkowanie rodziców na majątku dziecka gasłoby z chwilą usamowolnienia dziecka. Rodzice nie mają prawa domowego karcenia dziecka usamowolnionego (P. 1850 i 1852, KCP).

Według P. 1837 i P. 1842 rodzice traciliby prawo domowego karcenia dzieci, gdy te ukończyły lat 18 (P. 1837) lub 17 (P. 1842). Wedle P. 1842, gdyby rodzice zażądali zamknięcia w areszcie swych krnąbrnych dzieci nieletnich (t. j. mających lat 17 skończonych), trybunał cywilny 1-ej instancji byłby zawsze obowiązany sprawdzić uprzednio winę dzieci. Gdyby natomiast dziecko nie miało lat 17-u, mogłoby być osadzane w areszcie na żądanie rodziców, a trybunał nie miałby prawa, ani obowiązku sprawdzać przyczyn zamknięcia.

P. 1834 nie zawierał wyraźnych wzmianek o zwiększeniu zdolności osobistej małoletnich usamowolnionych[1]).

---

[1]) P. 1834 nie został opracowany w ostatecznej formie i z tego względu przepisy niektórych tytułów tego projektu nie zgadzają się ze sobą. Projekt ten wspominał o usamowolnieniu w rozdziale p. t.: „Des manières dont finit et cesse la tutelle“, przyczem w tym dziale nie spotykamy wyrazu „émancipation“. Wyraz ten spotykamy raz jeden w projekcie, w tyt. II, który musiał powstać w innym czasie, niż tytuł „o opiekach“ i nie został jeszcze z nim uzgodniony. W samym tyt. II-gim są sprzeczności między art. 47: „les enfants jusqu'à leur majorité demeurent soumis à l'autorité du père“, a art. 56: „l'exercice de la puissance (paternelle) cesse lorsque les enfants ont atteint l'âge de 21 ans ou qu'ils sont émancipés“.

Co do zdolności majątkowej usamowolnionego trzeba zaznaczyć, że usamowolniony może samodzielnie dokonywać wszelkich aktów prawnych z wyjątkiem tych, do których jest wymagana asystencja kuratora lub upoważnienie władzy opiekuńczej (KCP i wszystkie projekty).

KCP stanowi, że małoletni jest mocen „przedsiębrać wszelkie czynności do prostego tylko zarządzania ściągające się" i tytułem przykładu wylicza, że usamowolniony może samodzielnie dzierżawić lub wypuszczać w najem swe nieruchomości, ale nie na dłużej niż na trzy lata, pobierać swe dochody, kwitować z nich. Zdaje się, że usamowolniony może prowadzić procesy dotyczące ruchomości i procesy posesoryjne dotyczące nieruchomości. Gdyby zobowiązania, zaciągnięte przez małoletniego w granicach prostego zarządu, okazały się zbyt uciążliwe dla usamowolnionego, sąd może „miarkować" te zobowiązania. Sąd, miarkując zobowiązania usamowolnionego, zwraca uwagę na majątek małoletniego, dobrą lub złą wiarę osób, które wchodziły z nim w umowę, użyteczność lub nieużyteczność wydatków.

Wypadki, w których usamowolniony może działać tylko w asystencji swego kuratora, podane są częściowo w KCP, częściowo w Kod. Nap. Według KCP wymagana jest asystencja kuratora do podnoszenia i kwitowania z kapitałów, odbierania rachunków z opieki, przedsiębrania sprawy lub obrony w procesie tyczącym się własności dóbr nieruchomych albo kapitałów lub praw hipotekowanych. Kurator jest obowiązany czuwać nad korzystnym użyciem kapitału. K. Nap. stanowi, że asystencja kuratora jest wymagana do dokonywania przez usamowolnionego działów spadkowych i przyjmowania darowizny. Do niektórych czynności usamowolnionego jest potrzebne upoważnienie rady familijnej. Z zestawienia poszczególnych przepisów KCP z art. 476 tego kodeksu wynika że usamowolniony nie może bez upoważnienia rady familijnej przyjąć spadku ani przyznać roszczeń ściągających się do własności dóbr nieruchomych lub kapitałów hipotecznych nie wniesionych do ksiąg hipotecznych albo wniesionych jako sporne lub sposobem zastrzeżenia. Upoważnienie rady fami-

lijnej zatwierdzone przez sąd jest potrzebne do zaciągnięcia pożyczki, do sprzedaży lub obciążenia nieruchomości, zawierania układów pojednawczych.

P. 1834, 1850, 1852 miały na celu ścisłe określenie zdolności majątkowej małoletniego usamowolnionego, ponieważ przepisy KCP w tej mierze nie wydawały się projektodawcom dość jasne.

P. 1834 naśladował naogół KCP w sposobie ujęcia kwestji i formie wyliczenia; wspominał, że usamowolniony byłby zdolny do samodzielnego podejmowania aktów prostego zarządu, przyjmowania czynszów, procentów, rat rentowych i kwitowania z tego wszystkiego, co się uważa za dochód. Asystencja kuratora byłaby zbędna przy popieraniu przez usamowolnionego egzekucji. Natomiast projekt wymagał asystencji kuratora przy przyjmowaniu przez małoletniego usamowolnionego spadku lub darowizny, zawarciu umów przedślubnych, kwitowaniu z kapitału, kupnie nieruchomości i wogóle przy umieszczaniu kapitałów. Asystencja kuratora byłaby niezbędna także przy rozpoczynaniu procesu. Sprzedaż nieruchomości usamowolnionego i zaciąganie przezeń pożyczek mogłoby nastąpić tylko za zgodą Sądu Apelacyjnego i tylko w wypadkach, w których czynności te byłyby dozwolone opiekunowi małoletniego nieusamowolnionego.

Przypominamy, że, wedle P. 1834, i małoletni nieusamowolniony płci męskiej, który ukończył lat 18, zyskiwałby pewien wpływ na zarząd swego majątku (pow. str. 249 — tablica odn. się do P. 1834 w uwadze).

Według P. 1850 i P. 1852 usamowolniony mógłby samodzielnie przedsiębrać te wszystkie czynności, do których opiekun nie potrzebowałby upoważnienia rady familijnej (Zob. pow. str. 251—253, rubr. I). P. 1850 stanowił, że usamowolnionemu potrzebaby było asystencji doradcy do tych wszystkich czynności, które opiekun główny mógłby przedsięwziąć za zgodą opiekuna przydanego lub za upoważnieniem rady familijnej. Wszystkie inne czynności musiałyby być zawierane wedle tych samych form, które byłyby wymagane dla nieusamowolnionych; kupno na kredyt i zawarcie spółki, do którejby „więcej jak kapitał usamowolnionego był wkładany“ ule-

gałyby takiemu zatwierdzeniu jak zaciągnięcie pożyczki na rzecz małoletniego (Zob. pow. str. 251, rubr. IV.). Usamowolniony „w żadnym przypadku“ nie mógłby bez asystencji doradcy stawać w sądzie, czy to, jako powód, czy jako pozwany.

P. 1852 różnił się nieco od P. 1850. Wedle tego projektu usamowolniony mógłby w asystencji swego doradcy: 1) zrzec się spadku lub zapisu, 2) żądać podziału spadku, 3) zawierać układy pojednawcze na sumę niższą niż 75 rb., 4) podnosić kapitały, 5) stawać w sądzie, czy to jako powód, czy jako pozwany w sprawie tyczącej się własności majątku nieruchomego albo kapitałów lub praw hipotekowanych. Z ostatniego przepisu wynika, że usamowolniony miałby zdolność procesową w sprawach posesoryjnych dotyczących nieruchomości i w sprawach o własność majątku ruchomego. Wszystkie czynności powyżej nie wyliczone prócz tych, które usamowolniony mógłby podjąć samodzielnie, ulegałyby tym samym formom, jakie projekt stanowił dla czynności opiekuna, zarządzającego majątkiem pupila, a więc usamowolniony mógłby je przedsiębrać tylko za upoważnieniem rady familijnej lub za upoważnieniem rady zatwierdzonem przez sąd. Mimo uzyskanego upoważnienia rady familijnej kurator musiałby asystować przy tych czynnościach usamowolnionego. Kurator byłby obowiązany czuwać nad korzystnem użyciem kapitału należącego do usamowolnionego.

Według P. 1837 „nieletni“, t. j. osoba, która ukończyła lat 18, mógłby wprawdzie objąć zarząd swego majątku, ale potrzebowałby piśmiennego i specjalnego pozwolenia swego kuratora do zbycia nieruchomości, zaciągnięcia pożyczki i zobowiązania się na piśmie. Pozwolenie kuratora musiałoby być pod nieważnością udzielone przed zobowiązaniem się małoletniego lub równocześnie z niem.

P. 1842 udzielał „nieletniemu“ po ukończeniu przezeń lat 17-u prawa zarządzania swoim majątkiem, przewidywał jednak, że do podjęcia niektórych czynności i do występowania w procesie „nieletni“ potrzebowałby współdziałania rady opiekuńczej. Projekt ks. I-ej nie rozstrzygał, które czynności

ulegałyby zatwierdzeniu rady opiekuńczej i zapowiadał wyliczenie tych czynności w Ks. II-giej[1]).

Żaden z projektów warszawskich i petersburskich nie przewidywał tak, jak KCP, „miarkowania“ zobowiązań małoletniego zaciągniętych przezeń samodzielnie, gdyby te zobowiązania okazały się dla małoletniego zbyt uciążliwe (Zob. pow. str. 274). Natomiast większość projektów zawierała nieznane Kodeksowi postanowienia na wypadek, gdyby kurator (rada opiekuńcza) odmówił współdziałania z usamowolnionym. W tym wypadku P. 1834 i P. 1842 pozwalały małoletniemu odwołać się do zwierzchności opiekuńczej (P. 1834) lub do trybunału cyw. I-ej instancji, sądu apelacyjnego albo senatu, zależnie od tego, czy czynność zamierzona przez usamowolnionego należała do takich, które opiekun mógłby podjąć za upoważnieniem rady opiekuńczej zatwierdzonem przez trybunał albo sąd apelacyjny lub senat (P.1842, zob. pow. str. 250, tablica odnosz. się do P. 1842). Upoważnienie zwierzchności opiekuńczej lub sądu zastąpiłoby asystencję kuratora. Według P. 1852, gdyby kurator odmówił swej asystencji, usamowolniony mógłby odwołać się do rady familijnej, która w razie potrzeby wyznaczyłaby szczególnego kuratora.

5. Odpowiedzialność kuratora: Już wyżej (str. 272 in fine) wspominaliśmy, że, wedle P. 1837, przepisy o odpowiedzialności opiekunów stosowałyby się i do kuratorów. P. 1834 stał na tem samem stanowisku w stosunku do „opiekunów“ małoletniego usamowolnionego; KCP, P. 1842 i P. 1850 nie zawierają specjalnych przepisów o odpowiedzialności kuratora. Natomiast P. 1852 stanowi, że „kurator odpowiedzialny jest za szkody, jakieby usamowolniony poniósł wskutku czynności w jego asystencji dopełnionych, jeżeli ze strony kuratora wina zachodziła“.

---

[1]) Art. 572 ks. II-ej P-u 1842 w tyt. III: „o utwierdzeniu praw do majątku“ stanowił, że „nieletni“ potrzebowałby zezwolenia rady opiekuńczej do: 1) przyjęcia darowizny i spadku obciążonego długami; 2) zrzeczenia się spadku; 3) darowizny, sprzedaży, zamiany swojej własności; 4) zastawu swego majątku, wydzierżawienia miasteczek, wsi i folwarków; 5) pożyczki; 6) zawarcia układów pojednawczych.

6. Zdolność usamowolnionego, któryby był upoważniony do czynności handlowych. Specjalne postanowienia dotyczące tego przedmiotu znajdują się tylko w KCP i P. 1852. KCP stanowi, że „małoletni usamowolniony, do czynności handlowych upoważniony, uważa się za pełnoletniego co do wszelkich działań tyczących się tychże interesów handlowych", P. 1852 odsyłał do kodeksu handlowego: „upoważnienie małoletniego do prowadzenia handlu może nastąpić w sposobie w kodeksie handlowym wskazanym i ma skutki w temże prawie oznaczone".

7. Odwołanie usamowolnienia. KCP i projekty, które przewidywały, że usamowolnienie następuje z reguły drogą decyzji rodziców, lub władzy opiekuńczej (P. 1834, 1850, 1852), stały na stanowisku, że usamowolnienie mogłoby być w pewnych wypadkach odwołane. P. 1837 i 1842, które stanowiły, że usamowolnienie następuje automatycznie z chwilą ukończenia przez małoletniego lat 17-u wzgl. 18-u nie znały odwołania usamowolnienia.

KCP najszerzej potraktował odwołanie usamowolnienia. Wedle Kodeksu to odwołanie nie może dotknąć usamowolnionego przez małżeństwo.

Odwołanie nastąpi, gdy sąd będzie zmuszony „miarkować" zobowiązania usamowolnionego (pow. str. 274). Odwołanie następuje według tych samych form, w jakich nastąpiło usamowolnienie. Małoletni powraca pod władzę rodzicielską lub pod opiekę, która w tym wypadku powinna być urządzona na nowo. W razie odwołania usamowolnienia małoletni nie może już być powtórnie usamowolniony przez rodziców lub przez opiekę.

P. 1850 i 1852 zawierały podobne przepisy z tą różnicą, że odwołanie usamowolnienia mogłoby według tych projektów nastąpić, „gdyby usamowolniony przez zły zarząd lub przez zaciągnienie zobowiązań dla siebie uciążliwych, narażał swój majątek na zmniejszenie" (P. 1852). P. 1850 i 1852 nie znały, jak wiemy, (pow. str. 277) instytucji „miarkowania".

P. 1834 stanowił tylko, że zarząd majątku mógłby być usamowolnionemu odebrany, gdyby małoletni nadużywał swego prawa[1]).

8. **Usamowolnienie dzieci nieślubnych.** Tylko KCP i P. 1852 zawierały specjalne przepisy w tej mierze. Według KCP usamowolnienie dzieci nieślubnych może nastąpić bądź przez decyzję przełożonego szpitala, bądź skutkiem oświadczenia ojca, matki, albo rady opiekuńczej. Przełożony szpitala albo jego delegat pełnią funkcje kuratora małoletnich dzieci nieślubnych usamowolnionych, które znajdują się w szpitalu publicznym. W wypadkach, w których małoletniemu usamowolnionemu jest potrzebne upoważnienie rady familijnej, dziecko nieślubne usamowolnione działa z upoważnienia rady opiekuńczej. P. 1852 był zgodny z KCP, stanowił jednak, że tylko zwierzchność szpitalna lub rada opiekuńcza mogłyby usamowolnić małoletnie dziecię nieślubne i nie przyznawał ojcu nieślubnemu lub matce nieślubnej prawa usamowolnienia dziecka.

§ 26.

O UBEZWŁASNOWOLNIENIU OSÓB OBŁĄKANYCH I O OPIECE NAD NIEMI.

1. **Powody ubezwłasnowolnienia.** KCP i P. 1834 stanowią, że należy ubezwłasnowolnić osoby „w ciągłym stanie niedołężności, pomieszania zmysłów albo szaleństwa zostając (e)", choćby nawet podczas choroby były przerwy wskazujące na rozsądek chorego[2]).

P. 1837 i 1842 czyniły, na wzór Swodu, różnicę między „niedołężnymi" (P. 1837; w P. 1842 ta kategorja chorych była nazwana „obłąkanymi") i „cierpiącymi pomieszanie zmysłów"[3]). P. 1837 określał, że „niedołężnemi" są osoby chore

[1]) Art. 123 tyt. III P. 1834: „L'administration des biens peut être ôtée au mineur s'il en abuse".

[2]) W P. 1834 czytamy o „un état habitué d'imbecillité, de demence ou fureur", „même lorsque cet état presente des intervalles lucides".

[3]) Rosyjskie: „bezumnyje" i „sumasszedszije".

umysłowo „od dzieciństwa", a „cierpiącemi pomieszanie zmysłów" są osoby „w których brak rozsądku jest skutkiem przypadkowych okoliczności i które, znajdując się w stanie choroby, przechodzącej niekiedy w szaleństwo, potrzebują szczególnego dozoru, aby i sobie i społeczeństwu nie stały się szkodliwemi".

„Pomieszanie zmysłów", lub „niedołęstwo" pociągałoby za sobą oddanie chorego pod opiekę, którą P. 1837 nazywał kuratelą. P. 1850 stanowił, że ubezwłasnowolnienie następowałoby „dla wrodzonej umysłowej niemocy, lub dla zwykłego i zupełnego stanu pomieszania władz umysłowych", a, według P. 1852, powinna być oddana pod opiekę osoba „będąca w stanie trwałej umysłowej niemocy, lub uległa chorobie zupełnego obłąkania umysłu".

2. Kto może być ubezwłasnowolniony. KCP i P. 1852 stanowią, że ubezwłasnowolnionymi mogą być tak pełnoletni, jak i małoletni usamowolnieni. Można również żądać pozbawienia własnej woli osób małoletnich nieusamowolnionych po ukończeniu przez nich lat dwudziestu, czyli na rok przed dojściem ich do pełnoletności.

Według P. 1850 możnaby było żądać ubezwłasnowolnienia osób pełnoletnich, małoletnich usamowolnionych i małoletnich nieusamowolnionych, o ile nieusamowolniony ukończył lat 16. P. 1837 stanowił, że pozbawionemi własnej woli mogłyby być osoby małoletnie bez różnicy wieku i osoby pełnoletnie, byleby tylko tak małoletni jak pełnoletni posiadali majątek. P. 1834 i 1842 nie zawierały wzmianek o tem, kto mógłby być pozbawionym własnej woli. Zdaje się, że, według P. 1834, ubezwłasnowolnienie mogłoby dotyczyć tylko pełnoletnich, gdyż rozdział o ubezwłasnowolnieniu był zatytułowany: „de la tutelle des personnes majeures".

3. Kto może żądać ubezwłasnowolnienia. Według KCP i wszystkich projektów krewni osoby umysłowo chorej[1]) mogliby żądać jej ubezwłasnowolnienia. Takież prawo przysługiwałoby także małżonkowi osoby obłąkanej. Wedle KCP.

---

[1]) Według P. 1852 krewni do 12-go stopnia.

P. 1850 i 1852 opiekun mógłby domagać się ubezwłasnowolnienia swego pupila, a kurator (doradca) mógłby żądać pozbawienia własnej woli małoletniego usamowolnionego. P. 1837 dozwalał opiekunowi wystąpić o ubezwłasnowolnienie małoletniego, znajdującego się pod opieką, nie wspominał jednak, czy takież prawo przysługiwałoby kuratorowi osoby „nieletniej". Zdaje się, że kurator mógłby, wedle P. 1837, wystąpić ze skargą o ubezwłasnowolnienie [1]). P. 1834 i 1842 nie wymieniały ani opiekuna, ani kuratora między osobami, któreby mogły żądać ubezwłasnowolnienia.

Wedle KCP i wszystkich projektów prokurator miałby prawo wystąpić do sądu z wnioskiem o pozbawienie własnej woli osoby obłąkanej, w niektórych zaś wypadkach wystąpienie z takim wnioskiem byłoby obowiązkiem prokuratora.

KCP i P. 1834 stanowią, że prokurator królewski „może żądać pozbawienia woli względem osoby, która, znajdując się w stanie niedołężności lub pomieszania zmysłów, nie ma ani małżonka, ani krewnych znanych", a winien żądać ubezwłasnowolnienia „w przypadku szaleństwa, gdy ani małżonek, ani żaden krewny pozbawienia woli nie domagają się" (cyt. z art. 491 KCP). P. 1852 zawierał przepisy nieco odmienne. Według tego projektu prokurator przy „izbie cywilnej" *mógłby* żądać wyrzeczenia bezwłasnowolności nietylko w braku krewnych do 12-go stopnia i współmałżonka, ale i w wypadku, gdy zagrażałoby niebezpieczeństwo „osobie lub majątkowi dotkniętego obłąkaniem lub niemocą umysłu". Żądanie ubezwłasnowolnienia *byłoby obowiązkiem* prokuratora, gdyby obłąkany był niebezpieczny dla otoczenia; w tym wypadku prokurator postarałby się o umieszczenie chorego w domu obłąkanych. P. 1850 przewidywał, że prokurator przy trybunale byłby obowiązany żądać pozbawienia własnej woli „jeżeli obłąkanie dochodzi do szaleństwa"; natomiast ten projekt nie dawał prokuratorowi prawa wystąpić z wnioskiem o wyrzeczenie bezwłasnowolności w braku krewnych i współmałżonka osoby chorej". Projektodawcy chcieli przez to opuszczenie podkreś-

---

[1]) Zob. też poniżej str. 283.

lić, że prokurator powinien tylko tam występować, gdzie tego domaga się dobro ogółu, gdzie trzeba ochronić od niebezpieczeństwa osoby z otoczenia chorego.

P. 1837 i 1842 stały na zupełnie innem stanowisku, niż P. 1852 i KCP. Prokurator królewski (P. 1837) lub prokurator przy trybunale 1-ej instancji (P. 1842) mieliby prawo i obowiązek żądać ubezwłasnowolnienia osób chorych umysłowo, gdy tylko nie żądali tego krewni tych osób lub małżonek. W ten sposób prokurator występowałby z urzędu nietylko w wypadku, gdy obłąkani byli niebezpieczni dla otoczenia, ale i w wypadku, gdy rodzina chciała ukryć chorobę umysłową jednego ze swych członków, albo, gdy uważała z jakiegobądź względu, że ubezwłasnowolnienie jest niepotrzebne lub niepilne.

4. Procedura w sprawie o ubezwłasnowolnienie. Według KCP, P. 1850 i 1852 podanie o wyrzeczenie bezwłasnowolności powinno wymieniać fakty, uzasadniające żądanie ubezwłasnowolnienia, przytoczyć dowody, wyliczyć świadków. Według KCP podanie powinno być złożone do sądu ziemskiego, według P. 1837 i 1850 — do trybunału (sądu) cywilnego 1-ej instancji. P. 1834 stanowił, że podanie o ubezwłasnowolnienie przyjmowałaby zwierzchność opiekuńcza miejsca zamieszkania pozwanego; zgodnie z P. 1852 podanie składanoby do „izby cywilnej" (sąd apelacyjny). P. 1842 czynił różnicę między sądem, któryby orzekł bezwłasnowolność szlachcica i sądem właściwym dla ubezwłasnowolnienia nieszlachty. Podanie o ubezwłasnowolnienie szlachcica należałoby składać do senatu, gdyby pozwanym nie był szlachcic, podanie kierowanoby do sądu apelacyjnego.

Według KCP, P. 1850 i 1852 sąd ziemski, trybunał lub „izba cywilna" może podanie odrzucić, alboteż zwołać radę familijną dla wysłuchania jej opinji. Do rady nie mogliby wchodzić krewni, którzy żądali ubezwłasnowolnienia. Jednakże współmałżonek i dzieci pozwanego mogłyby zawsze wejść do rady, ale bez głosu stanowczego, o ileby od nich wyszło żądanie wyrzeczenia bezwłasnowolności. KCP i P. 1850 stanowią, że sąd zarządziłby badanie osoby, która ma być uznana za bezwłasnowolną, jeżeliby rada familijna poparła złożone do sądu żądanie ubezwłasnowolnienia. P. 1852 postanawiał, że

sąd nie byłby skrępowany zdaniem rady familijnej, lecz mógłby wedle swego uznania zarządzić lub nie zarządzać badania pozwanego.

Według P. 1834 zwierzchność opiekuńcza byłaby obowiązana zasięgnąć zdania krewnych pozwanego i zdania miejscowego urzędnika zdrowia. Opinja krewnych pozwanego byłaby niepotrzebna, gdyby to oni właśnie żądali ubezwłasnowolnienia. Ani zdanie krewnych, ani opinja lekarza w niczem nie krępowałaby zwierzchności.

Zgodnie z P. 1837 sąd cywilny 1-ej instancji przed badaniem pozwanego zwracałby się o wydanie opinji o pozwanym do miejscowej policji i krewnych pozwanego.

Według KCP, P. 1837, 1850 i 1852 sąd wyznaczałby specjalnego kuratora dla asystowania małoletniemu w sprawie o ubezwłasnowolnienie, gdyby żądanie pozbawienia woli wyszło od opiekuna lub kuratora osoby małoletniej.

Zgodnie z KCP, P. 1842, 1850 i 1852 bezwłasnowolność lub odrzucenie podania o ubezwłasnowolnienie orzekałby ten sąd, do któregoby złożono podanie o wyrzeczenie bezwłasnowolności. Ten też sąd przeprowadzałby badanie pozwanego. P. 1834 i 1837 zawierały przepisy odmienne. Według P. 1834 badanie stanu zdrowia pozwanego przeprowadzałaby zwierzchność opiekuńcza, ale wyrokowanie nie należałoby do zwierzchności. Po zakończeniu badania zwierzchność przesyłałaby akta sprawy do sądu wyższego, któremuby podlegała i ten sąd dopiero wydawałby wyrok w sprawie. Wyższy sąd mógłby zarządzić powtórne badanie pozwanego. P. 1837 czynił różnicę między „niedołężnymi" i „cierpiącymi pomieszanie zmysłów"[1]). Badanie stanu umysłowego osób „niedołężnych" odbywałoby się w sądzie apelacyjnym, któremuby sąd 1-ej instancji przesyłał akta sprawy; badania osób „cierpiących pomieszanie zmysłów" należałoby do sądu cywilnego 1-ej instancji. Wyrzeczenie bezwłasnowolności osób „niedołężnych" i „cierpiących pomieszanie zmysłów" należałoby jednak zawsze do sądu apelacyjnego.

---

[1]) Por. wyż. str. 279 — 280.

KCP i wszystkie projekty stanowiły, że badanie osoby chorej umysłowo odbywałoby się bądź w siedzibie sądu (zwierzchności opiekuńczej) bądź w miarę potrzeby, w zamieszkaniu pozwanego za pośrednictwem sędziego delegowanego. Badanie odbywałoby się w obecności prokuratora (KCP i projekty z wyjątkiem P. 1834) i lekarza (projekty prócz P. 1834). Prowadzonyby był ścisły protokół badania. KCP i P. 1834 nie zawierały wskazówek co do sposobu badania pozwanego. P. 1837 głosił, że „śledzenie stanu osoby, dla której żądana jest kuratela, dzieje się przez rozważenie ścisłe jej odpowiedzi na zapytania, odnoszące się do potocznych okoliczności domowego życia". P. 1842, 1850 i 1852 traktowały szczegółowo o badaniu t. zw. „monomanów": „osobom, które tylko co do niektórych przedmiotów cierpią obłąkanie, czynić należy zapytania głównie co do tych przedmiotów lub wyobrażeń" (cyt. wedł. P. 1850 i 1852).

W razie potrzeby badanie mogłoby być powtórzone, możnaby również nakazać badanie świadków. (P. 1850 i 1852).

KCP i wszystkie projekty stanowiły, że sąd (ew. zwierzchność opiekuńcza) mógłby jeszcze przed urządzeniem opieki mianować tymczasowego zarządcę, któryby czuwał nad majątkiem i osobą pozwanego. Tylko P. 1850 i 1852 ustalały zakres działania tego szczególnego zarządcy. P. 1852 przyrównywał zarządcę do sekwestratora majątku spornego. P. 1850 stanowił, że „tymczasowy zarządca mocen jest przedsiębrać tylko naglejsze czyny zarządu; jeśliby potrzeba było działania ważniejszego, odniesie się do sądu". Według P. 1850 i 1852 tymczasowy zarządca przestałby pełnić swe funkcje w razie stanowczego odrzucenia żądania pozbawienia woli lub w razie ustanowienia opieki. Zarządca byłby obowiązany złożyć rachunek z zarządu bądź opiekunowi, wyjąwszy, gdyby sam nim został, bądź właścicielowi majątku gdyby żądanie ubezwłasnowolnienia zostało odrzucone. (KCP, P. 1850 i 1852).

KCP stanowi, że wyrok sądu ziemskiego w sprawie o ubezwłasnowolnienie może być zaskarżony do sądu apelacyjnego. Sąd apelacyjny ma prawo zarządzić powtórne badanie pozwanego. Według P. 1850 wyrok uznający bezwła-

snowolność, byłby przesłany z urzędu w drodze rewizji do sądu apelacyjnego. Gdyby sąd apelacyjny zatwierdził ten wyrok, przesyłanoby wyrok również z urzędu do 9-go departamentu senatu. W sądzie apelacyjnym, a nawet w senacie mogłoby nastąpić ponowne badanie pozwanego. Niezależnie od postępowania rewizyjnego, pozwany miałby prawo apelować od wyroku trybunału lub sądu apelacyjnego, o ileby pozwany był uznany za bezwłasnowolnego. Gdyby trybunał lub sąd apelacyjny odrzucił żądanie ubezwłasnowolnienia strona poszukująca bezwłasnowolności mogłaby ten wyrok zaskarżyć do wyższej instancji. Według P. 1852 „wyrok izby cywilnej uznający bezwłasnowolność, po wręczeniu go pozwanemu, złożony będzie przez stronę poszukującą uznania bezwłasnowolności naczelnemu prokuratorowi 9 dep. senatu, który, jeżeli skarga w terminie prawnym zaniesiona nie została, przedstawi z urzędu stan rzeczy wraz z wnioskami senatowi".

Mimo, że wyrok orzekający bezwłasnowolność nie został jeszcze uprawomocniony, według P. 1850 i 1852 już z chwilą orzeczenia bezwłasnowolności przez trybunał (P. 1850) lub izbę cywilną (P. 1852) sąd wyznaczyłby tymczasowego zarządcę, o ileby ten zarządca nie był wyznaczony wcześniej, (pow. str. 284).

P. 1834 i P. 1842 nic nie wspominały o apelacji od wyroku sądu, którybv orzekł ubezwłasnowolnienie.

Według P. 1837 wyrok sądu apelacyjnego mógłby być zaskarżony do „sądu najwyższej instancji".

KCP stanowi, że wyrok sądu ziemskiego, orzekający bezwłasnowolność, powinien być w ciągu dni dziesięciu od jego daty wciągnięty przez powoda do listy wywieszanej w izbie posiedzeń sądowych i w kancelarjach urzędników aktowych w okręgu danego sądu ziemskiego. Prokurator królewski czuwa nad wykonaniem tego przepisu. Pozatem powód albo prokurator królewski ma obowiązek postarać się o wciągnięcie wyroku, stanowiącego bezwłasnowolność w ciągu dziesięciu dni od daty jego zapadnięcia do ksiąg hipotecznych majątku nieruchomego osoby ubezwłasnowolnionej i do ksiąg tych dóbr

nieruchomych, na których osoba ubezwłasnowolniona ma kapitał zahipotekowany.

Według P. 1850 i 1852 już z chwilą wyrzeczenia bezwłasnowolności przez trybunał (P. 1850) lub izbę cywilną (P. 1852) tymczasowy zarządca obowiązanyby był wciągnąć ostrzeżenie do ksiąg hipotecznych majątku osoby bezwłasnowolnej. P. 1850 stanowił, że w razie uznania bezwłasnowolności przez senat, naczelny prokurator 9-go dep. sen. przesyłałby wszystkim notarjuszom Królestwa zawiadomienie, w któremby wymieniał imię, nazwisko, stan, „powołanie" i zamieszkanie osoby bezwłasnowolnej, oraz datę wyroku senatu. Według P. 1852 wiadomości powyższe komunikowaneby były notarjuszom przez prokuratora senatu za pośrednictwem prokuratorów przy izbach cywilnych. Notarjusze byliby obowiązani wpisywać dane dotyczące ubezwłasnowolnienia do specjalnego spisu osób bezwłasnowolnych, który byłby wywieszany w kancelarjach notarjalnych w miejscu widocznem. P. 1852 dodawał, że naczelny prokurator senatu przesyłałby wiadomość o ubezwłasnowolnieniu sędziemu pokoju miejsca zamieszkania osoby bezwłasnowolnej. Sąd pokoju urządziłby natychmiast opiekę nad ubezwłasnowolnionym; pozatem, według P. 1852, ogłoszenie o ubezwłasnowolnieniu powinnoby być wywieszone w „izbie audjencjonalnej" sądu apelacyjnego. Dopilnowanie tego wywieszenia byłoby obowiązkiem prokuratorów sądów apelacyjnych.

P. 1834 nie wspominał o publikacji wyroku i o ostrzeżeniu w księgach hipotecznych. P. 1837 stanowił, że ostateczny wyrok, orzekający bezwłasnowolność, powinienby być na żądanie powoda lub prokuratora królewskiego wciągnięty do „ksiąg wieczystych nieruchomości.... do osoby (ubezwłasnowolnionej) należących lub wierzytelnościami jej obciążonych". Wedle P. 1842 o wyroku orzekającym ubezwłasnowolnienie byliby zawiadomieni wszyscy rejenci Królestwa; do ksiąg hipotecznych nieruchomości ubezwłasnowolnionego wpisanoby odpowiednie ostrzeżenie.

5. Urządzenie opieki. Z chwilą uprawomocnienia się wy-

roku orzekającego bezwłasnowolność, osoba ubezwłasnowolniona dostaje się pod opiekę (KCP i wszystkie projekty).

KCP i P. 1852 stanowią, że, jeśli „pozbawiony własnej woli jest małoletnim pod opieką zostającym, opieka nad nim jako małoletnim, prowadzona być powinna nadal aż do jego pełnoletności“ (cyt. według KCP).

Według KCP i wszystkich projektów niektóre osoby byłyby z prawa powołane na opiekunów, inne obejmowałyby funkcje opiekuńcze z decyzji rady familijnej lub sądu.

Zgodnie z KCP[1]), P. 1834 i P. 1837 mąż byłby z prawa opiekunem swej ubezwłasnowolnionej żony.

Natomiast żona mogłaby być powołana na opiekunkę swego ubezwłasnowolnionego męża z decyzji rady familijnej (KCP), zwierzchności opiekuńczej (P. 1834) lub sądu apelacyjnego (P. 1837).

KCP dodawał[2]), że rada familijna może określić sposób i warunki zarządzania żony; żona ma prawo zaskarżyć do sądu decyzję rady familijnej, gdyby żona sądziła, że decyzja rady co do ograniczenia żony przy sprawowaniu opieki krzywdzi żonę. Żona w każdym razie obowiązana jest sprawować tymczasowo opiekę nad mężem aż do ostatecznego rozstrzygnięcia rady familijnej w kwestji nadania lub nienadania opieki żonie. Według KCP i P. 1837, gdyby mąż nie objął opieki, lub gdyby rada familijna (sąd apelacyjny) nie powierzyła opieki żonie, sprawowanie opieki nad ubezwłasnowolnionym należałoby z prawa do ojca lub matki ubezwłasnowolnionego. Gdyby osoba bezwłasnowolna nie miała ani małżonka, ani ojca lub matki, albo gdyby ci byli wyłączeni od opieki, lub wymówili się od niej, rada familijna (sąd apelacyjny) mianowałaby opiekuna.

P. 1834 zawierał przepisy nieco odmienne. Żona ubezwłasnowolniona znajdowałaby się pod opieką męża. Dzieci ubezwłasnowolnione wracałyby pod władzę rodzicielską ojca lub matki. Gdyby nie było męża i rodziców, albo, gdyby ci

---

[1]) W red. z r. 1825.

[2]) j. w.

nie mogli lub nie chcieli sprawować opieki lub nie mogli sprawować władzy rodzicielskiej, opiekuna mianowałaby zwierzchność opiekuńcza. Żona mogłaby być mianowana opiekunką swego bezwłasnowolnego męża, lecz, zdaje się, że zwierzchność nie mogłaby żonie powierzyć opieki, gdyby żyli rodzice ubezwłasnowolnionego, którzyby zyskiwali nad nim władzę rodzicielską.

P. 1850 i 1852 stanowią, że opieka nad bezwłasnowolnym należałaby przedewszystkiem do jego małżonka; w braku małżonka opiekę z prawa obejmowałby syn pełnoletni; gdyby było więcej synów pełnoletnich, rada familijna mianowałaby z pomiędzy nich opiekuna; gdyby nie było syna pełnoletniego, opieka z prawa należałaby do ojca lub matki ubezwłasnowolnionego. Rada familijna mogłaby oznaczyć sposób zarządzania nietylko żony (jak w KCP), ale i matki P. 1850 zaznaczał, że rada mogłaby nawet dodać żonie lub matce jednego lub więcej doradców. W braku opiekunów z prawa rada familijna mianowałaby opiekuna.

Według P. 1842 małżonek byłby z prawa opiekunem swego ubezwłasnowolnionego małżonka. Gdyby małżonek nie objął opieki, rada familijna mianowałaby opiekuna. Żona nie podlegałaby żadnym ograniczeniom przy sprawowaniu opieki.

6. Porównanie opieki nad ubezwłasnowolnionym z opieką nad małoletnim.

Zasadniczo do opieki nad ubezwłasnowolnionym stosują się wszystkie przepisy odnoszące się do opieki nad małoletnim. Istnieją wszakże następujące różnice między jednym i drugim rodzajem opieki:

a) Według KCP i wszystkich projektów (z wyjatkiem P. 1834) opiekun, który nie jest małżonkiem, wstępnym lub zstępnym ubezwłasnowolnionego, ma prawo po upływie lat 10-ciu żądać uwolnienia go z zajmowanego stanowiska; żądanie opiekuna powinno być uwzględnione. Według P. 1834 prawo powyższe przysługiwałoby opiekunom już po upływie pięciu lat od objęcia opieki.

b) Według KCP i wszystkich projektów przychody z majątku ubezwłasnowolnionego powinnyby być przede-

wszystkiem obrócone na „osłodzenie losu i przyspieszenie wyleczenia“ osoby bezwłasnowolnej. P. 1850 dodawał, że rada familijna mogłaby upoważnić opiekuna do użycia istoty majątku należącego do bezwłasnowolnego dla przyspieszenia wyleczenia chorego.

c) Zasadniczo ubezwłasnowolniony ma zamieszkanie w miejscu zamieszkania opiekuna podobnie jak małoletni. Jednakże według KCP, P .1837, 1842, 1850 i 1852 rada familinja (zwierzchność, rada opiekuńcza) mogłaby postanowić, czy ubezwłasnowolniony będzie leczony w prywatnem mieszkaniu, czy w domu zdrowia, a nawet w szpitalu. Władza opiekuńcza, wydając decyzję w powyższej kwestji, brałaby pod uwagę zamożność chorego i stan jego choroby. P. 1852 dodawał, że gdyby nie było opiekuna z prawa, uchwała rady familijnej co do oddania bezwłasnowolnego do zakładu ulegałaby zatwierdzeniu sądu. P. 1834 pozwalał opiekunowi postanowić, po zasiągnięciu opinji rodziny chorego, gdzie bezwłasnowolny byłby leczony.

d) Według KCP, gdy osoba ubezwłasnowolniona ma jedno lub więcej dzieci pełnoletnich, rada familijna może wydać decyzję co do sposobu zarządu majątkiem bezwłasnowolnego; rada może zarząd majątku podzielić pomiędzy dzieci. Uchwała rady familijnej w powyższej materji musi być zatwierdzona przez sąd po wysłuchaniu wniosków prokuratora.

P. 1850 i 1852 stanowią, że jeżeli dzieci małoletnie lub pełnoletnie bezwłasnowolnego nie miałyby dostatecznego utrzymania z własnego majątku, rada familijna mogłaby oznaczyć ilość na ten cel potrzebną z dochodów majątku należącego do ubezwłasnowolnionego. Rada mogłaby również oddać dzieciom zarząd części majątku ich chorego ojca dla pobierania z tej części przychodów na potrzeby dzieci.

P. 1837 i 1842 były zgodne z P. 1850 i 1852; dodawały jednak, że zwierzchność (rada) opiekuńcza miałaby prawo oznaczyć z dochodów majątku bezwłasnowolnego pewną sumę nietylko na potrzeby dzieci, ale i żony. Zwierzchność (rada) opiekuńcza byłaby władna powierzyć zarząd części

majątku osoby chorej nietylko jej dzieciom, ale i małżonkowi (P. 1837; P. 1842 wspomina tylko o żonie).

P. 1834 nie zawierał żadnych przepisów w tej materji.

e). Według KCP, P. 1834, 1837, 1850 i 1852, gdyby dziecko ubezwłasnowolnionego zawierało małżeństwo, albo gdyby zachodziła inna potrzeba, mogłoby nastąpić wydzielenie pewnej części majątku, należącego do bezwłasnowolnego i oddanie tej części dziecku bądź w charakterze posagu, bądź zadatku na przyszłą schedę.

Jedynie P. 1842 nie dopuszczał takiego podziału majątku osoby chorej jeszcze za jej życia.

Według KCP uchwała rady familijnej w powyższej materji ulegała zatwierdzeniu sądu. Sąd decydował po wysłuchaniu wniosków prokuratora. Według P. 1850 i 1852 wydzielenie mogłoby nastąpić tylko pod następującemi warunkami:

aa. „iżby słabość umysłowa uznana była za nieuleczoną a przy najmniej za długotrwałą, bb. „iżby środki zaspokojenia potrzeb bezwłasnowolnego nie były uszczuplone“. (cyt. wedł. P. 1850). P. 1852 wymagał, aby uchwała rady familijnej, dotycząca wydzielenia była zatwierdzona przez sąd; P. 1850 stanowił, że uchwała taka musiałaby być zatwierdzona ,,w drodze rewizji przez rządzący senat za poprzedniem udzieleniem zdania przez trybunał i sąd apelacyjny“.

Wedle P. 1837 zwierzchność opiekuńcza decydowałaby o wyznaczeniu posagu córce ubezwłasnowolnionego lub o wydzieleniu części schedy jego dzieciom pełnoletnim.

P. 1834 stanowił, że o wydzieleniu decydowałby opiekun po porozumieniu się z rodziną osoby chorej. Decyzja o wydzieleniu ulegałaby zatwierdzeniu zwierzchności opiekuńczej.

f). Opieka nad małoletnimi trwa bądź do pełnoletności lub usamowolnienia (KCP, P. 1834, 1850, 1852), bądź do ukończenia przez małoletniego lat 18-u (P. 1837), lub 17-u (P. 1842).

Natomiast opieka nad ubezwłasnowolnionymi kończy się z chwilą powrotu do zdrowia osoby ubezwłasnowolnionej (KCP i wszystkie projekty).

Według KCP i wszystkich projektów zniesienie bezwłasnowolności następuje z zachowaniem tych samych formalno-

ści, które były potrzebne przy wyrzeczeniu ubezwłasnowolnienia. KCP stanowi, że sam ubezwłasnowolniony może domagać się zniesienia bezwłasnowolności. a sąd może przedsięwziąć badanie oraz dalsze postępowanie „chociażby zdanie rady familijnej było przeciw przywróceniu własnej woli". Ubezwłasnowolniony uzyskuje zdolność do działania po wyroku orzekającym zniesienie bezwłasnowolności.

Według P. 1850 i P. 1852 zniesienia bezwłasnowolności mogliby się domagać: aa. wszyscy, którzy mogliby żądać ubezwłasnowolnienia, bb. sam bezwłasnowolny, cc. prokurator. Do sprawy należałoby przyzwać osobę, która żądała wyrzeczenia bezwłasnowolności, jeżeliby ta osoba jeszcze żyła. Sąd, rozważając sprawę o zniesienie bezwłasnowolności, mógłby postanowić, że osoba dawniej ubezwłasnowolniona, będzie miała dodanego doradcę[1]). Ubezwłasnowolnienie zamieniłoby się wówczas na instytucję ograniczenia własnej woli. Zniesienie bezwłasnowolności następowałoby dopiero z chwilą uprawomocnienia się wyroku orzekającego zniesienie. Wówczas ustawałyby obowiązki opiekuna; ostrzeżenia hipoteczne ulegałyby wykreśleniu, ewentualnie należałoby zaznaczyć w księdze hipotecznej, że została ustanowiona kuratela; wyrok znoszący bezwłasnowolność należałoby ogłosić w sądach i u notarjuszów w taki sam sposób, w jaki ogłaszanoby ubezwłasnowolnienie[2]).

P. 1837 stanowił, że zniesienie ubezwłasnowolnienia następowałoby na żądanie opiekuna lub samego ubezwłasnowolnionego; P. 1842 dawał tylko samemu bezwłasnowolnemu prawo żądania zniesienia bezwłasnowolności. P. 1834 nie wspominał, komuby przysługiwało powyższe prawo,

g). Według P. 1842 opiekunowi ubezwłasnowolnionego przysługiwałoby prawo wydzierżawiać nieruchomości osoby bezwłasnowolnej tylko z upoważnienia rady opiekuńczj i tylko na okres nie przenoszący trzech lat[3]).

---

[1]) O dodaniu doradcy zob. pon. § 27.

[2]) Zob. pow. str. 286.

[3]) Co do opiekuna małoletniego por. wyż. str. 250, tabl. odnosząca się do P. 1842, rubr. II p. 2.

7. **Niezdolność osób ubezwłasnowolnionych.** Kwestja ta została omówiona w księdze 1-ej jedynie w KCP i P. 1837, które zawierały jednakowe przepisy o niezdolności osób bezwłasnowolnych [1]).

Wszelkie czynności podjęte przez ubezwłasnowolnionego są nieważne. Jednakże nie można się powoływać p-ko osobom trzecim dobrej wiary na nieważność czynności odnoszących się do dóbr nieruchomych lub kapitałów hipotecznych, jeżeli w chwili dokonania czynności wyrok orzekający ubezwłasnowolnienie nie został wciągnięty do ksiąg hipotecznych. Wyjątkowo mogą być unieważnione czynności dokonane przez osobę chorą jeszcze przed jej ubezwłasnowolnieniem, jeżeli w czasie ich przedsięwzięcia przyczyna do pozbawienia woli oczywistą albo powszechnie wiadomą była, nie naruszając jednak praw przez trzeciego w dobrej wierze nabytych" (cyt. wedł. KCP). P. 1837 zawierał przepis, że „czynności co do majątku zawarte przez te osoby (t. j. bezwłasnowolne) przed oddaniem ich pod kuratelę mogą być zaskarżone przez strony interesowane, jako nieważne, jeżeli dowiedzionem będzie, że w chwili zeznania aktu znajdowały się w stanie niedołężności lub pomieszania zmysłów. Zachowują się wszakże prawa trzecich osób w dobrej wierze nabyte".

KCP i P. 1837 stanowiły, „że po śmierci osoby, która przed swem zejściem za pozbawioną własnej woli wyrokiem uznaną nie została i względem której nawet żądanie o to do sądu wniesione nie było, nie mogą być zaskarżane jej czynności z przyczyny niedołężności, pomieszania zmysłów, albo szaleństwa, chyba że dowód stanu takowego z samego już aktu zaskarżonego wykazuje się"[2]).

---

[1]) Tyt. III ks. II P. 1842 zawierał przepisy o niezdolności osób bezwłasnowolnych. Przepisy te były identyczne z przepisami KCP i P. 1837.

[2]) KCP i projekty zawierały przepisy o ubezwłasnowolnieniu skutkiem wyroku sądu karnego, orzekającego pozbawienie praw. Przepisy te pomijamy jako bezprzedmiotowe.

§ 27.

O NIEDOŁĘŻNYCH, MARNOTRAWNYCH I GŁUCHONIEMYCH.

I. O kurateli nad niedołężnymi.

Terminu „niedołężny“ używamy wzorem P. 1842, 1850 i 1852 na określenie osób niedorozwiniętych umysłowo, które wszelako nie ulegałyby zupełnemu pozbawieniu własnej woli, lecz tylko jej ograniczeniu.

KCP i P. 1834 znają również instytucję ograniczenia własnej woli z powodu wad umysłowych; jednakże ani KCP, ani P. 1834 nie używają wyrazu „niedołężny“ dla określenia osoby, której dodano doradcę. Według KCP i P. 1834 „niedołężność“ (imbecillité) jest rodzajem choroby umysłowej, która pociąga za sobą ubezwłasnowolnienie.

P. 1837 nie znał instytucji ograniczenia własnej woli.

Według KCP i wszystkich projektów (z wyjątkiem P. 1837) niedołężny znajdowałby się pod kuratelą.

KCP, P. 1834, 1850 i 1852 stanowiły, że każdy niedołężny mógłby mieć specjalnego doradcę (kuratora)[1]). Według P. 1842 niedołężny znajdowałby się pod bezpośrednią kontrolą ciała kolegjalnego — rady opiekuńczej.

Uznanie jakiejś osoby za niedołężną mogłoby nastąpić, według P. 1842, 1850 i 1852 w dwojaki sposób, bądź na prośbę osób zainteresowanych w uznaniu niedołężności, bądź przez sąd z urzędu.

KCP i P. 1834 przewidywały tylko ostatni sposób uznania niedołężności.

a. KCP i P. 1834.

Według KCP i P. 1834 sąd, odrzucając podanie o ubezwłasnowolnienie może uznać, że pozwany nie byłby władny na przyszłość bez asystencji swego doradcy stawać w sądzie, zawierać układów pojednawczych, zaciągać długów, podnosić kapitałów, kwitować z nich, zbywać lub obciążać hipo-

---

[1]) W P. 1834 kurator osoby niedołężnej był nazwany opiekunem (tuteur).

tecznie dóbr nieruchomych lub kapitałów hipotekowanych. Według KCP sam sąd w wyroku mianuje doradcę. P. 1834 stanowi, że opiekuna osoby niedołężnej mianowałaby zwierzchność opiekuńcza.

Zgodnie z KCP wyrok orzekający dodanie doradcy musiał być tak samo ogłoszony i wciągnięty do ksiąg hipotecznych jak wyrok stanowiący ubezwłasnowolnienie (Zob. pow. str. 285—286. Akty podjęte osobiście przez osobę mającą dodanego doradcę są nieważne (por. wyżej str. 292). O zachowaniu praw osób trzecich zob. pow. str. 292. Przepisy o zniesieniu bezwłasnowolności stosują się również do zniesienia kurateli (Zob. pow. str. 290—291).

b. P. 1842, 1850, 1852.

1. Procedura w sprawie o dodanie doradcy niedołężnemu.

P. 1842, 1850 i 1852 przewidywały, że doradcę (radę opiekuńczą) mógłby mianować sąd, odrzucając podanie o ubezwłasnowlnienie, alboteż, według P. 1850 i 1852, sąd mógłby mianować doradcę, rozpatrując prośbę o zniesienie bezwłasnowolności (por. wyż. str. 291). P. 1842, 1850, 1852 stanowiły również, że osoby zainteresowane w uznaniu kogoś za niedołężnego mogłyby wprost złożyć do sądu prośbę o wyznaczenie mu doradcy (rady opiekuńczej).

Według P. 1850 i 1852 mogliby żądać dodania doradcy niedołężnemu ci wszyscy, którzyby mieli prawo żądać ubezwłasnowolnienia. Według P. 1850 sam niedołężny miałby również prawo prosić, aby mu wyznaczono doradcę. P. 1852 stanowił, że niedołężny nie mógłby prosić o ograniczenie swej woli, lecz musiałby zwrócić się do prokuratora, który miałby prawo złożyć odpowiedni wniosek zamiast niedołężnego.

Procedura uznania niedołężności byłaby taka sama, jak procedura ubezwłasnowolnienia; ograniczenie własnej woli należałoby tak samo ogłosić, jak wyrzeczenie bezwłasnowolności. Przepisy o zniesieniu ubezwłasnowolnienia stosowałyby się i do zniesienia ograniczenia własnej woli z powodu niedołężności.

P. 1842 stanowił, że ograniczenia woli z powodu „niedołężności" mogliby żądać a) krewni niedołężnego, b) jego mał-

żonek, c) prokurator przy trybunale cywilnym 1-ej instancji. Podanie należałoby składać do trybunału. Trybunał przeprowadzałby badanie stanu umysłowego osób niedołężnych i akta sprawy przesyłałby do senatu za pośrednictwem sądu apelacyjnego. Senat decydowałby o wyznaczeniu rady opiekuńczej dla osoby niedołężnej. O wyrzeczeniu ograniczenia woli z powodu niedołężności senat ogłaszałby w gazecie rządowej i „urzędowych wiadomościach obydwóch stolic cesarstwa". Do ksiąg hipotecznych majątku osoby niedołężnej należałoby wciągnąć odpowiednie ostrzeżenie. Zniesienie kurateli nad niedołężnym następowałoby według tych samych formalności, co i orzeczenie „niedołężności".

2. Nadzór nad doradcą według P. 1850 i 1852. Doradca byłby obowiązany do spisania inwentarza majątku osoby niedołężnej w obecności tej osoby. Odpis inwentarza doradca składałby do prokuratora przy sądzie 1-ej instancji (P. 1850) lub do prokuratora przy „izbie cywilnej" (P. 1852). Doradca zdawałby corocznie sprawę temuż prokuratorowi „o stanie osoby, której dodany został, o działaniach z jego wpływem dopełnionych i w ogólności o zmianach zaszłych co do majątku inwentarzem wskazanego".

3. Zdolność cywilna niedołężnego. Według P. 1842, 1850 i 1852 niedołężny miałby takie same stanowisko co do zarządu swoim majątkiem, jak małoletni usamowolniony („niedoletni", „nieletni"). Wszelako, wedle P. 1850 i 1852, sąd niższy (P. 1852) wzgl. senat (P. 1850) mógłby oznaczyć te czynności zarządu, które wymagałyby wpływu doradcy, czyli zmniejszyć zdolność cywilną niedołężnego w porównaniu ze zdolnością małoletniego usamowolnionego[1]).

---

[1]) Przepisy P. 1852 o dodaniu doradcy niedołężnym należały do tych nielicznych postanowień ostatecznego projektu warsz., które zostały zmienione merytorycznie przez Departament do Spraw Król. Polsk. w Radzie Państwa (Por. wyż. cz. I-a str. 63) KpB nie zawierał przepisów o osobach, które mogłyby żądać dodania doradcy (pow. str. 294) i przyjął system KCP (pow. str. 293). Projektodawcy w każdym razie nie chcieli zezwolić, aby niedołężny sam lub za pośrednictwem prokuratora mógł żądać dodania doradcy. (Por. objaśnienia Błudowa do KpB).

II. O marnotrawnych.[1])

KCP i wszystkie projekty z wyjątkiem P. 1837 zawierały przepisy o kurateli wzgl. opiece nad marnotrawnymi.

1. Kto może żądać uznania za marnotrawnego. Według KCP i wszystkich projektów krewny miałby prawo żądać uznania za marnotrawnego swojego krewnego. P. 1852 stanowił, że prawo powyższe przysługiwałoby tylko krewnym do 12-go stopnia, a P. 1834 zabraniał zstępnym żądać dodania doradcy lub ustanowienia opieki nad wstępnym marnotrawnym.

Poza krewnymi prawo wystąpienia do sądu o uznanie jakiejś osoby za marnotrawną przysługiwałoby małżonkowi tej osoby (KCP i projekty prócz P. 1834).

Według KCP opiekun ma prawo żądać uznania swego pupila za marnotrawnego; toż samo prawo przysługuje, zgod-

---

[1]) Rozdział „o marnotrawnych" był jednym z tych, które stały się przedmiotem żywej dyskusji między prawnikami warszawskimi i petersburskimi. Prawnicy petersburscy wyrazili swój pogląd na instytucję marnotrawstwa w P. 1842 (zob. pon. str. 300 — 301). Wyrazem poglądów prawników warszawskich był P. 1850 (zob. pon. str. 298). A. Wyczechowski złożył Namiestnikowi specjalną „zapiskę" w tej materji dnia 22 lut./15 marca 1844 r. (Zob. pow. cz. I-a str. 47). Treść zapiski była następująca: „Marnotrawni w Polsce są zrównani zupełnie z niepełnoletniemi usamowolnionemi w Rosji, to jest naznacza się im doradca, bez którego nie mogą aljenować, ani długów zaciągać. Podług projektu (oczyw. P. 1842) mają być zrównani z małoletniemi nieusamowolnionemi, t. j. ustanawia się nad niemi opieka. Komisja ma honor przedstawić następujące uwagi: Celem prawa jest zapobiedz, aby marnotrawny nie zniszczył majątku. Cel ten dopiętym jest w prawie obowiązującem, bo marnotrawny nie może zbywać majątku, ani go długami obciążać. Podług projektu marnotrawni usuwają się nawet od zarządu majątkiem; dochody z niego pobierają, o ile upoważni rada opiekuńcza. Środek ten zdaje się zbyt uciążliwym. Z jednej strony marnotrawny nie jest zawsze niesposobny zarządzać majątkiem, z drugiej strony prawo całość substancji ubezpiecza. Celem ustanowienia formalnej opieki ma być dobro wierzycieli, lecz oni mają inne środki prawne otrzymania satysfakcji, z ustanowienia zaś opieki wypłynie ta niedogodność, że podług art. 360 marnotrawny nieprzódy odzyska zarząd majątkiem, aż okaże poprawę; lecz skoro usunięty jest od zarządu, pozostaje trudne pytanie, jakim sposobem może udowodnić poprawę. Małoletni wychodzi z opieki skutkiem czasu, cierpiący pomieszanie zmysłów skutkiem wyzdrowienia, ale dla marnotrawnego trudno przewidzieć, kiedy ustanie opieka..."

nie z KCP, kuratorowi małoletniego usamowolnionego. P. 1842, 1850 i 1852 stanowią, że także i prokurator miałby prawo żądać urządzenia opieki (P. 1842), lub ustanowienia kurateli (P. 1850 i 1852) nad marnotrawnym. Według P. 1842 prawo to przysługiwałoby prokuratorowi zawsze, nawet, gdyby marnotrawny miał krewnych i małżonka żyjących i znanych. P. 1850 i 1852 stanowiły, że prokurator mógłby żądać urządzenia kurateli nad marnotrawnym tylko w braku krewnych i współmałżonka, a według P. 1852 także i wtedy, gdy marnotrawny ma małoletnie dzieci.

2. Procedura w sprawie o uznanie pozwanego za marnotrawnego. Według KCP, P. 1850 i 1852 postępowanie w sprawie o uznanie kogoś za marnotrawnego toczyłoby się zupełnie w ten sam sposób, jak postępowanie w sprawie o ubezwłasnowolnienie. P. 1850 dodaje jednak, że obecność lekarza przy badaniach nie byłaby potrzebna, a P. 1852 stanowi, że „zamiast badania stanu umysłowego mogą być naznaczone inne środki dowodu marnotrawstwa“. Wyrok orzekający dodanie doradcy byłby ogłoszony tak jak wyrok stanowiący ubezwłasnowolnienie.

Wedle P. 1834 podanie o uznanie jakiejś osoby za marnotrawną musiałoby być złożone do zwierzchności opiekuńczej miejsca zamieszkania pozwanego.

Zwierzchność sprawdzałaby przytoczone fakty, przesłuchiwałaby pozwanego, zwracałaby się z prośbą o opinję do najbliższej rodziny, chyba, że podanie złożyła właśnie najbliższa rodzina marnotrawnego. Akta sprawy wraz z opinją zwierzchności byłyby przesyłane do sądu apelacyjnego, któryby wydawał ostateczny wyrok. P. 1842 stanowił, że podanie o urządzenie opieki nad marnotrawnym przyjmowałby trybunał cywilny 1-ej instancji. Trybunał przeprowadzałby śledztwo, lecz opiekę ustanawiałby senat. Senat ogłaszałby o urządzeniu opieki w gazecie rządowej i poleciłby wciągnięcie wyroku do ksiąg hipotecznych majątku, będącego własnością marnotrawnego.

Projekt stanowił, że „opieka takowa (t. j. nad marnotrawnymi) urządzoną zostanie, gdy po należytem przez trybunał

wyśledzeniu okoliczności, okaże się, że posiadacz majątku nadwyręża go przez niesłychane zbytki, nierząd i rozrzutność".

3. Zdolność cywilna marnotrawnego. Wskutek uznania osoby pozwanej za marnotrawną następowałoby ograniczenie zdolności cywilnej tej osoby. KCP i projekty zawierały w tej materji przepisy rozbieżne.

a. KCP i P. 1850.

Według KCP i P. 1850 sąd naznacza marnotrawnemu doradcę. W wyborze doradcy sąd nie jest niczem skrępowany. Tylko ustawa, a nie sąd decyduje o tem, w jakim zakresie będzie ograniczona zdolność cywilna marnotrawnego. KCP stanowi, że „marnotrawnemu zabroniono być może, ażeby bez asystencji doradcy przez sąd wyznaczonego w sądach jako strona nie stawał, układów pojednawczych nie zawierał, długów nie zaciągał, kapitałów żadnych nie odbierał i z odebranych nie kwitował, dóbr nieruchomych lub kapitałów hipotekowanych nie zbywał, ani hipoteką nie obciążał". Według P. 1850 „marnotrawny, majcy dodanego doradcę, pod względem możności zawiadywania swoim majątkiem porównywany jest z niedoletnim (t. j. małoletnim usamowolnionym)".

b. P. 1834.

Według P. 1834 sąd apelacyjny mógłby bądź postanowić, że marnotrawny potrzebowałby zgody swego kuratora do zawarcia pewnych ważniejszych aktów prawnych, bądź orzec, że marnotrawny nie miałby nawet prawa prostego zarządu swoim majątkiem. Sąd wyliczyłby w wyroku te czynności, które marnotrawny mógłby zawierać tylko za zgodą swego doradcy i w wyliczeniu tem nie byłby niczem skrępowany. Gdyby sąd zdecydował się odjąć marnotrawnemu zarząd jego majątkiem, marnotrawny byłby w swej zdolności prawnej zrównany z małoletnim, który ukończył lat 18-e (Zob. pow. str. 249), tabl. odnosząca się do P. 1834 w uwadze.

c. P. 1852.

Według P. 1852 tak, jak w P. 1850, „marnotrawny mający dodanego kuratora, porównany jest pod względem moż-

ności zawiadywania swoim majątkiem z małoletnim usamowolnionym". „Sąd jednak może oznaczyć, w jakich ilościach i w jakich terminach dochody gotowe pobierać może". (Ostatniego przepisu nie zna P. 1850).

Wszelako P. 1852 przewidywał, że marnotrawny mógłby być zupełnie usunięty od zarządu swoim majątkiem. Gdyby mianowicie marnotrawny, mający dodanego kuratora, narażał na niebezpieczeństwo utraty swój majątek przez nieumiejętny zarząd tym majątkiem, gdyby marnował pobierane przez się dochody, to osoby, któreby miały prawo żądać dodania marnotrawnemu kuratora, i sam kurator mogą żądać odjęcia marnotrawnemu zarządu.

Procedura odjęcia zarządu marnotrawnemu byłaby taka sama, jak procedura ubezwłasnowolnienia osoby obłąkanej. Nad majątkiem marnotrawnego otwierałaby się opieka; do ksiąg hipotecznych wniesionoby ostrzeżenie, że prawo zarządu zostało odjęte marnotrawnemu.

Co do osoby opiekuna należałoby stosować przepisy o powołaniu opiekuna dla osób ubezwłasnowolnionych. (pow. str. 2881. Opiekun zarządzałby majątkiem marnotrawnego tak, jak majątkiem małoletniego nieusamowolnionego, obowiązany byłby jednak oddawać marnotrawnemu czysty dochód „pozostający po potrąceniu wydatków na zarząd, procenta od kapitałów i inne ciężary". Rada familijna miałaby prawo postanowić, że część czystego dochodu z majątku, należącego do marnotrawnego, powinna być użyta na zaspokojenie długów ciążących majątek marnotrawcy oraz na utrzymanie żony i dzieci marnotrawnego. Rada mogłaby także oznaczyć w jaki sposób i w jakim terminie mają być wydawane dochody marnotrawcy.

Marnotrawny miałby prawo przeglądać rachunki z zarządu i przedstawiać swoje uwagi przewodniczącemu rady familijnej. Przewodniczący mógłby albo zakomunikować te uwagi opiekunowi przydanemu, aby ten porozumiał się z opiekunem głównym i aby uwagi marnotrawnego zostały uwzględnione, alboteż przewodniczący zwoływałby radę familijną któraby rozstrzygała, czy należy uwzględnić uwagi marnotrawcy.

d. P. 1842.

P. 1842 postanawiał, że skutkiem uznania pozwanego za marnotrawcę byłoby urządzenie opieki nad jego majątkiem. Opiekuna mianowałby senat. Opiekunem nie mógłby zostać ani krewny, ani powinowaty marnotrawnego. Do opieki nad majątkiem marnotrawnych stosowałyby się wszystkie przepisy o opiece nad majątkiem małoletnich nie mających lat 17-u skończonych. Jednakże czysty dochód z majątku marnotrawnego byłby marnotrawnemu oddawany, gdyby zgodziła się na to rada opiekuńcza.

Marnotrawny miałby również prawo przeglądać roczne rachunki, składane przez opiekunów jego majątku, i przedstawiać swoje uwagi radzie opiekuńczej[1]).

4. Szczególne przepisy dotyczące obowiązków kuratora osoby marnotrawnej według P. 1850 i 1852.

Według P. 1850 i 1852 kurator marnotrawnego byłby obowiązany sporządzić inwentarz majątku marnotrawcy.

Inwentarz mógłby być sporządzony prywatnie za podpisem kuratora i marnotrawnego. P. 1850 stanowił, że doradca złożyłby inwentarz prokuratorowi przy trybunale cywilnym 1-ej instancji, według P. 1852 inwentarz należałoby sporządzić

---

[1]) Dział o marnotrawnych należał do tych działów Projektu z r. 1852, które zmienił Departament do Spraw Królestwa Polsk. w Radzie Państwa (por. wyż. str. 296 ods. 1 i cz. I-a str. 63). Jak wiemy, (wyż. str. 299), według P. 1852, marnotrawny zasadniczo byłby zrównany z małoletnim usamowolnionym i wyjątkowo tylko odbieranoby mu zarząd jego majątkiem. Według KpB przeciwnie: majątek marnotrawnego zasadniczo znajdowałby się pod opieką i marnotrawny nie miałby prawa nim zarządzać; wyjątkowo tylko sąd mógłby zawyrokować, że marnotrawny będzie zarządzał swoim majątkiem i będzie musiał jedynie radzić się w kwestjach zarządu specjalnego kuratora. Departament zdecydował się umieścić między art. 620 i 621 P. 1852 nowy artykuł tej treści: „Jeśli sud po razsmotrienji swiedienij i dokazatielstw udostowierinajuszczich w rastoczitielnosti obwiniajemawo w tom, a rawno i obstojatielstw dieła priznajet, czto mnogija i z jewo diejstwij nadlieżit pripisat' słuczaju, to on możet, i w osobiennosti kogda rodstwiennyj sowiet s swojej storony nie nachodił nużnym uczrieżdienja opieki, naznaczit' tolko popieczitiela, kojewo sowietami obwiniajemyj, w rastoczitielnosti budiet obiazan rukowodstwowatsia pri uprawlienji swoim imuszczestwom".

w 3-ch egzemplarzach: jeden egzemplarz byłby złożony prokuratorowi przy „izbie cywilnej“, drugi pozostawałby u kuratora, a trzeci byłby oddany marnotrawnemu.

Zgodnie z P. 1850 prokurator przy trybunale cywilnym 1-ej instancji wykonywałby nadzór nad doradcą marnotrawnego. Doradca byłby obowiązany zdawać prokuratorowi sprawę ze swego zarządu w ten sam sposób, jak doradca osoby niedołężnej (Zob. pow. str. 295).

5. Zniesienie opieki lub kurateli nad marnotrawnym następowałoby wedle tych samych formalności, co i orzeczenie opieki lub kurateli. Por. zresztą wyż. str. 291: przepisy dotyczące zniesienia ubezwłasnowolnienia osób obłąkanych.

III. O głuchoniemych i niemych.

KCP nie zawiera żadnych przepisów o opiece lub kurateli nad głuchoniemymi lub niemymi. Natomiast we wszystkich projektach spotykamy się ze specjalnemi postanowieniami dotyczącemi głuchoniemych lub niemych.

a. P. 1834.

P. 1834 zawierał krótki przepis, że zwierzchność opiekuńcza mogłaby mianować specjalnego kuratora, ilekroć głuchoniemy chciałby stawać w sądzie, uczestniczyć w działach i wogóle „przedsięwziąć pewne czynności“ (arranger et terminer certaines affaires“). Zdaje się, że zwierzchność mianowałaby kuratora wskutek prośby samego głuchoniemego. Kurator pomagałby głuchoniememu przy tej czynności, którą głuchoniemy zamierzałby przedsięwziąć i do której kurator byłby mianowany; na tem ograniczałyby się obowiązki kuratora. P. 1834 nazywał kuratorów osób głuchoniemych kuratorami ad hoc.

b. P. 1837, 1850, 1852.

Według tych projektów głuchoniemi znajdowaliby się bądź pod opieką, bądź pod kuratelą.

P. 1837 stanowił, że „głuchoniemi z urodzenia pisać nie umiejący, powinni mieć wyznaczonych przez zwierzchność opiekuńczą kuratorów“. Głuchoniemi ci potrzebowaliby zezwolenia kuratorów do „zbycia, zastawienia, obciążenia, puszczenia w dzierżawę przynależnych im (t. j. głuchoniemym) nieruchomości“. Zezwolenie kuratora musiałoby być wyrażone w akcie notarjalnym bądź przed dokonaniem zamierzonej przez głuchoniemego czynności prawnej, bądź w chwili dokonania tej czynności. Zbycie, zastawienie, obciążenie, wydzierżawienie nieruchomości głuchoniemego byłoby nieważne, gdyby nastąpiło bez zezwolenia kuratora. Kurator odpowiadałby głuchoniememu za wszelkie szkody i straty, któreby głuchoniemy poniósł wskutek złego sprawowania przez kuratora jego funkcji. Gdyby głuchoniemy ‚znajdował się zarazem w stanie niedołężności lub pomieszania zmysłów“, należałoby urządzić nad nim opiekę. Głuchoniemy, znajdujący się pod opieką, miałby stanowisko obłąkanego ubezwłasnowolnionego.

P. 1850 i 1852 czyniły różnicę między głuchoniemymi, którzy nie mogą „objawić swej woli“ i takimi, którzy mogą wyjawić wolę tylko z wielką trudnością. Pierwsi znajdowaliby się pod opieką tak jak obłąkani ubezwłasnowolnieni, drudzy mogliby mieć dodanego doradcę, a wtedy ich zdolność do zarządzania majątkiem byłaby taka sama, jak zdolność małoletniego usamowolnionego. Procedura ubezwłasnowolnienia głuchoniemego lub dodania mu doradcy byłaby taka sama, jak procedura ubezwłasnowolnienia obłąkanego albo dodania doradcy niedołężnemu lub marnotrawnemu. Tak samo następowałoby również zniesienie opieki lub kurateli nad głuchoniemymi. Badanie głuchoniemych i niemych odbywałoby się na piśmie lub za pośrednctwem znawcy.

Z P. 1837, 1850 i 1852 wynika, że, gdyby głuchoniemy umiał pisać (P. 1837), albo potrafił łatwo wyrażać swą wolę (P. 1850 i 1852), jego zdolność cywilna nie byłaby niczem ograniczona.

c. P. 1842.

P. 1842 stanowił, że każdy „głuchoniemy posiadający majątek będzie miał opiekuna aż do skończenia lat 21".

Z tego wynikało, że głuchoniemy po ukończeniu lat 17-u nie obejmowałby zarządu swym majątkiem, jak inny, nieletni" (Zob. pow. str. 271). Gdy głuchoniemy ukończył lat 21, następowałoby badanie stanu jego umysłu i zdolności do wyrażenia woli. Badanie odbywałoby się w trybunale cyw. 1-ej instancji; trybunał mógłby uznać, że głuchoniemy, który potrafi bez trudności wyrazić swą wolę, nie byłby niczem ograniczony w zdolności cywilnej. Gdyby trybunał uznał, że głuchoniemego należałoby oddać pod opiekę lub kuratelę, przedstawiłby odpowiedni wniosek senatowi. Senat orzekałby o dodaniu głuchoniememu rady opiekuńczej lub o urządzeniu nad głuchoniemym opieki. Zależnie od wyroku senatu głuchoniemy byłby pod względem zdolności do zarządzania swoim majątkiem zrównany bądź z „nieletnim" (małoletni usamowolniony), bądź z małoletnim (nieusamowolniony). Przy wyrokowaniu senat brałby pod uwagę zwłaszcza, czy głuchoniemy umie pisać i w ten sposób wyrażać swą wolę.

d. KpB.

W KpB przepisy P. 1852 o głuchoniemych i niemych uległy zmianie. Przepisy o głuchoniemych znalazły się w KpB w osobnym rozdziale, który Departament dodał do projektu warszawskiego z r. 1852. O tym rozdziale zob. pon. § 28.

§ 28.

O poszczególnych przyczynach urządzenia opieki lub kurateli.

P. 1834 i KpB zawierały przepisy o urządzeniu opieki lub kurateli z przyczyn, które nie były przewidziane w innych projektach ani w KCP.

P. 1834 stanowił, że zwierzchność opiekuńcza mogłaby mianować kuratora dla 1) osób ślepych, nieuleczalnie chorych, 2) dla ubogich cudzoziemców, którym trudno dopilnować włas-

nych interesów. Funkcje tego kuratora byłyby takie same jak funkcje kuratora osób głuchoniemych. Zob. pow. str. 301, lit. a.

Według motywów do KpB[1]) często się zdarza, że ludzie nie mogą samodzielnie zawiadywać swoim majątkiem, pomimo, że ich rozwój umysłowy jest zupełnie normalny. Należałoby z tego względu postanowić, aby ci ludzie mieli prawo sami prosić o urządzenie nad nimi opieki lub dodanie im doradcy.

Wobec powyższego Departament uchwalił umieścić w projekcie nowy rozdział: p. t. „Ouczrieżdienji opieki ili popieczitielstwa po sobstwiennomu na to żełanju".

W rozdziale tym mieściły się przepisy o opiece lub kurateli nad kalekami wogóle, a więc o opiece lub kurateli nad głuchonemymi i niemymi. Specjalny oddział w P. 1852 o głuchoniemych i niemych został uchylony.

Według KpB ludzie chorzy, którzy nie mogliby zarządzać swoim majątkiem, mieliby prawo prosić sąd o urządzenie opieki nad tym majątkiem. Gdyby majątek, należący do osób chorych, był narażony na niebezpieczeństwo utraty, to powyższe prawo przysługiwałoby także krewnym osoby chorej, jej małżonkowi lub prokuratorowi albo podprokuratorowi. Gdyby sąd zgodził się na urządzenie opieki, osoba chora zajmowałaby takież stanowisko pod względem swej zdolności majątkowej jak małoletni nieusamowolniony. Sąd po rozpatrzeniu sprawy mógłby orzec, że chory nie będzie znajdował się pod opieką, ale pod kuratelą i wyznaczyć choremu doradcę. W ostatnim wypadku osoby chore, pod względem swej zdolności majątkowej zajmowałyby stanowisko małoletnich usamowolnionych[2]).

[1]) AKP. t. 710.

[2]) Dosłowna treść przepisów podanych wyżej była następująca: Otdieł IV (zamiast art. 621 — 623 P. 1852): „O uczrieżdienji opieki ili popieczitielstwa po sobstwiennomu na to żełanju"; art. ii: „Lica, odierżimyja nieizlieczimymi, ili po krajniej mierie upornymi chroniczeskimi bolezniami, a rawno i uwiecznyja, kalieki, głuchoniemyje i niemyje, jesli oni po swoim niedugam ili prirodnym niedostatkam nie w sostojanji nadlie-

§ 29.
O NIEOBECNYCH.

KCP traktuje o nieobecnych w tytule trzecim, o opiece zaś w tytule dziesiątym. Twórcy P. 1852 również umieścili przepisy o nieobecnych niezależnie od postanowień o opiece. Natomiast, według P. 1834, 1842 i KpB, przepisy o nieobecnych stanowiłyby tylko część przepisów o opiece i kurateli. P. 1834 zawierał w rozdziale IV-ym tytułu IV-go pod rubryką: „De la curatelle" specjalny oddział III-ci p. t.: „De la curatelle des absents". Art. 273 tytułu IV-go „o opiece" w P. 1842 stanowił, że „opieka ustanowiona zostaje 1) nad małoletnimi... 4) nad niewiadomemi z pobytu". Ponieważ przepisy o nieobecnych należały do tych postanowień P. 1852, które zostały zmienione przez Komisję Petersburską, a następnie przez Departament do spraw Król. Polsk w Radzie Państwa, więc zamiast tytułu „o nieobecnych" spotykamy w KpB nowy „projekt prawił dlia uczriezdienja opiek nad imuszczestwom bezwiestno otsustwujuszczich". Projekt ten stanowił część tytułu o opiece.

W poniższym zarysie podamy przepisy o nieobecnych w KCP (w red. z r. 1825), P. 1834, 1842, 1852 i KpB. P. 1837 nie zawierał postanowień o nieobecnych. W aktach Komisji Prawodawczej brak tytułu o nieobecnych wedle P. 1850.

I. KCP i P. 1852.

1. Przedsięwzięcie środków tymczasowych dla ochrony majątku osoby nieobecnej. KCP stanowi, że „jeżeli zachodzi

---

żaszczim obrazom uprawliat' swoim imuszczestwom i ochraniat' jewo ot raschiszczenja mogut prosit' ob uczrieżdienji nad nimi opieki".

art. jj: „Jeśli imuszczestwu, sim licam prinadlieżaszczemu, ugrożajet po widimomu razorienje ili razstrojstwo, to ob uczrieżdienji nad nimi opieki mogut prosit' i rodstwienniki ich i suprug ili supruga i prokuror ili podprokuror".

art. kk: „Sia opieka uczrieżdajetsia poriadkom w otdielienji wtorom sicj gławy ukazannym".

art. ll: „Budie odnakož sud po razsmotrienji obstojatielstw dieła najdiet, czto prositiel możet bez wsiakawo wrieda dlia siebia ili imuszczestwa swojewo uprawliat' onym, to wmiesto opieki naznaczajetsia k niemu tolko popieczitiel'." (AKP. t. 710).

potrzeba dopilnowania praw i obmyślenia zarządu całości lub części majątku zostawionego przez osobę nieobecną z pobytu swego niewiadomą i nie mającą pełnomocnika, wtedy sąd uważać ją będzie jako zaginioną i postanowi, co potrzeba, na żądanie stron interesowanych". Z tego wynika, że sąd nie jest obowiązany ustanawiać formalnej opieki nad całym majątkiem osoby zaginionej, lecz że przedsięweźmie takie środki ochronne, jakie w danym razie będą potrzebne. Wnioski do sądu w tej mierze może również składać prokurator, którego szczególnym obowiązkiem jest czuwać nad dobrem zaginionego. Sąd może wyznaczyć urzędnika aktowego do zastąpienia osoby zaginionej przy spisaniu inwentarzy, przy rachunkach, działach, w którychby zaginiony był zainteresowany. Ten pierwszy okres nieobecności, w ciągu którego KCP zezwala tylko na przedsięwzięcie środków tymczasowych dla ochrony majątku osoby nieobecnej, może trwać najmniej pięć lat od daty zaginienia (art. 39 w zest. z art. 45 KCP w red. z r. 1825).

P. 1852 zawierał przepisy tak o nieobecnych, których miejsce pobytu jest znane, jak i o zaginionych, o których istnieniu i miejscu pobytu niema wiadomości. Podobnie jak w KCP sąd mógłby stosować dorywcze środki tymczasowe dla ochrony majątku osoby nieobecnej. Gdyby należało zatroszczyć się o majątek będący własnością nieobecnego i gdyby miejsce pobytu nieobecnego było wprawdzie znane, ale nieobecny nie mógłby we właściwym czasie nadesłać odpowiednich zleceń i nie zostawiłby pełnomocnika, sąd stanowiłby „co potrzeba" na wniosek prokuratora. Gdyby chodziło o majątek osoby zaginionej, nie mającej pełnomocnika, sąd przedsięwziąłby środki, chroniące ten majątek na wniosek prokuratora lub osób zainteresowanych. Wniosek należałoby kierować do tego sądu, w którego okręgu jest położony majątek nieobecnego. Na wszystkich władzach i osobach prywatnych ciążyłby obowiązek zawiadamiania prokuratora o wypadkach, w którychby zachodziła potrzeba zabezpieczenia majątku lub dopilnowania praw nieobecnego.

Sąd mógłby wyznaczyć szczególnego zastępcę osoby nie-

obecnej. Ten zastępca dopilnowałby praw nieobecnego przy spisywaniu inwentarza, przy działach, procesach, lub egzekucjach podjętych p-ko nieobecnemu.

Prokurator, wzgl. szczególny zastępca zawiadamialiby nieobecnego, jeśli miejsce jego pobytu byłoby znane, o wszelkich zarządzeniach przedsięwziętych względem jego majątku. „Obowiązki zastępcy ustają z chwilą dojścia zleceń osoby nieobecnej co do czynności, do której był wyznaczony“. Okres, w którymby stosowano środki tymczasowe względem majątku osoby zaginionej trwałby zaledwie sześć miesięcy.

2. Ustanowienie tymczasowego zarządu wedle P. 1852. Według P. 1852, gdyby o osobie zaginionej, nie było przez sześć miesięcy żadnych wiadomości, sąd na wniosek prokuratora lub osób zainteresowanych mógłby ustanowić tymczasowy zarząd nad majątkiem zaginionego. Gdyby zaginiony pozostawił majątek, „nadający opiece przymiot opieki większej“ tymczasowy zarząd majątku osoby nieobecnej ustanawiałaby „izba cywilna“ (sąd apelacyjny) miejsca ostatniego zamieszkania zaginionego. Gdyby zaginiony zostawił majątek, nadający opiece charakter opieki mniejszej, do ustanowienia tymczasowego zarządu byłby właściwy sąd okręgowy.

Sąd, mianując tymczasowego zarządcę, nakazałby z urzędu wniesienie ostrzeżenia w księgach hipotecznych, w których jest zapisany majątek zaginionego oddany pod zarząd. Ostrzeżenie wymieniłoby osobę zarządcy. Zarządca zdawałby sprawę ze swego zarządu prokuratorowi przy sądzie okręgowym lub przy sądzie apelacyjnym. Sąd oznaczałby sposób składania sprawozdań; osoby interesowane mogłyby przeglądać rachunki lub doniesienia i przedsiębrać środki dla zachowania swych praw. Zarządca byłby obowiązany stosować się do przepisów o zarządzie sądowym czyli sekwestrze.

3. Wpływ zaginienia małżonka na stosunki majątkowe między małżonkami. Wedle KCP żona zarządza własnym majątkiem bez obowiązku zdania rachunków. Do czynności przekraczających granice prostego zarządu żona potrzebuje upoważnienia sądu. Jeśli sąd powierzył żonie zarząd majątku należącego do zaginionego męża, żona „może względem

swego majątku tak dalece działać bez upoważnienia, jak dalece ją sąd do zarządzania majątkiem mężowskim upoważnił". P. 1852 stanowił, że w razie zaginienia żony mąż zarządzałby nadal jej majątkiem i majątkiem wspólnym według przepisów ustawy lub umowy przedślubnej; w razie ustanowienia tymczasowego zarządu mąż mógłby żądać powierzenia sobie zarządzania tym majątkiem żony, którego oddzielny zarząd służył dotychczas żonie.

W razie zaginienia męża żona mogłaby żądać oddania sobie tymczasowego zarządu tak nad majątkiem wspólnym, jak i nad majątkiem męża. Żona obejmowałaby również zarząd majątkiem własnym i obowiązanaby była w tym zarządzie stosować się do przepisów obowiązujących żonę w razie separacji majątkowej między małżonkami[1]). Sąd tylko wtedy mógłby nie powierzyć małżonkowi osoby zaginionej tymczasowego zarządu jej majątkiem, gdyby zachodził jeden z przypadków, które wyłączają opiekuna od opieki[2]).

„Mąż co do majątku żony, nad którym oddzielny zarząd jej służył, a żona co do majątku męża mogą żądać od sądu za przywołaniem następców współmałżonka oznaczenia ilości, jaka z dochodów tego majątku może być obrócona na zaspokojenie ciężarów małżeńskich. Z użycia tej ilości rachunek nie może być żądany".

4. **Wpływ zaginienia jednego z rodziców na wykonywanie władzy rodzicielskiej wzgl. na otwarcie opieki nad małoletniemi dziećmi.** Według KCP i P. 1852 w razie zaginienia jednego z rodziców, drugie sprawuje w całości władzę rodzicielską i zarząd nad majątkiem dzieci. Gdyby w razie zaginienia jednego z rodziców, drugie nie żyło lub nie sprawowało władzy rodzicielskiej, nad dziećmi otwierałaby się opieka, którą KCP nazywał tymczasową opieką. KCP dodawał, że taka sama opieka tymczasowa będzie urządzona, gdyby zaginiony małżonek pozostawił małoletnie dzieci z pierwszego małżeństwa.

---

[1]) Por. § 17.
[2]) Wyż. str. 237 — 238.

Zgodnie z przepisami o opiece w P. 1852[1]), gdyby zaginiony, który miał małoletnie dzieci, pozostawił majątek, należałoby w każdym razie urządzić opiekę nad tym majątkiem.

5. O uznaniu zaginionego za zniknęłego. Według KCP po upływie czterech lat od ostatnich wiadomości o zaginionym strony interesowane mogą żądać od sądu ziemskiego uznania zaginionego za zniknęłego. Gdyby zaginiony pozostawił pełnomocnika, stronom zainteresowanym przysługiwałoby powyższe prawo dopiero po upływie dziesięciu lat od czasu zaginienia albo od ostatniej wiadomości o zaginionym.

Według P. 1852 uznanie zaginionego za zniknęłego mogłoby nastąpić już po dwóch latach od czasu zaginienia; gdyby zaginiony pozostawił pełnomocnika, uznanie za zniknęłego następowałoby po dziesięciu latach od ostatnich wiadomości o zaginionym lub po dwóch latach od ustania pełnomocnictwa; zaznaczymy również, że zarząd tymczasowy (pow. str. 307) nie mógłby być ustanowiony, gdyby zaginiony pozostawił pełnomocnika, lecz w ciągu dziesięciu lat od zaginienia albo do ustania pełnomocnictwa, pełnomocnik zdawałby sprawę ze swego zarządu przed prokuratorem przy sądzie apelacyjnym lub przy sądzie okręgowym.

Według KCP i P. 1852 sąd[2]) przeprowadza śledztwo, mające na celu „dowiedzenie zniknienia". Przy wyrokowaniu sąd bierze pod uwagę powody zaginienia i przyczyny, któreby mogły przeszkodzić powzięciu wiadomości o osobie zaginionej. Śledztwo jest prowadzone za przyzwaniem prokuratora jako strony przeciwnej.

Wedle P. 1852 śledztwo prowadziłby delegowany członek sądu. KCP stanowi, że procedura uznania zaginionego za zniknęłego powinna trwać przynajmniej rok od chwili wyroku nakazującego śledztwo. Według P. 1852 procedura byłaby jeszcze dłuższa (pon. str. 310 in f.).

P. 1852 zawierał bardziej szczegółowe przepisy, niż KCP, o postępowaniu w sprawie uznania zaginionych za zniknęłych.

---

[1]) Powyż. § 25.

[2]) Właściwość sądu, wedle P. 1852, zob. pow. str. 307.

Według tego projektu prokurator ogłaszałby o wyroku nakazującym śledztwo. Ogłoszenia należałoby umieścić trzykrotnie w „Gazecie Rządowej Warszawskiej“, w jednej z gazet warszawskich i w dzienniku gubernji, w której zaginiony miał ostatnie zamieszkanie, a także w dzienniku tej gubernji, w której zaginiony ostatnio przebywał.

Gdyby zaginiony pozostawił po sobie jedynie majątek, „nadający opiece przymiot mniejszej“, ogłoszenia byłyby umieszczane tylko w jednej z gazet podług uznania sądu. Niezależnie od tego ogłoszenia w jednej gazecie treść ogłoszenia byłaby podawana do publicznej wiadomości po nabożeństwie w kościele lub w domu modlitwy w miejscu ostatniego zamieszkania zaginionego i w miejscu ostatniego jego pobytu. Gdyby majątek pozostawiony przez zaginionego wynosił mniej niż 150 rs., ogłoszenie w kościele lub w domu modlitwy byłoby jedynym sposobem podania do publicznej wiadomości wyroku o wszczęciu śledztwa. Gdyby było wiadomem, że zaginiony wydalił się do cesarstwa, trzykrotne ogłoszenie byłoby umieszczane w gazetach petersburskich i moskiewskich i w gazetach gubernji, do której udał się zaginiony. Gdyby do zaginionego nie należał majątek, „nadający opiece przymiot większej“, ogłoszenia musiałyby być umieszczane tylko w jednej ze wskazanych wyżej gazet rosyjskich.

W obwieszczeniach umieszczanych w gazetach i odczytywanych w kościele należałoby wymienić a) imię, nazwisko, zamieszkanie osób poszukujących uznania zaginionego za zniknłego i takież same dane, dotyczące tymczasowego zarządcy, b) imię, nazwisko, powołanie, zamieszkanie i ostatnie miejsce pobytu osoby zaginionej, c) opis majątku należącego do zaginionego. Pozatem w obwieszczeniach wzywanoby wszystkich, którzyby mieli jakąś wiadomość o zaginionym, aby donieśli o niej właściwemu prokuratorowi.

Wyrok uznający zaginionego za zniknłego mógłby zapaść dopiero po upływie roku od ostatniego ogłoszenia o rozpoczęciu śledztwa. Wyrok ten ustalałby datę zaginienia; za datę zaginienia należałoby uważać dzień, w którymby otrzymano ostatnie wiadomości o zaginionym.

Według KCP ogłoszenia o śledztwie w sprawie uznania zaginionego za znikłego byłyby dokonywane przez Komisję Rządową Sprawiedliwości. Kodeks nie zajmował się ani treścią ogłoszeń, ani sposobem ich wykonywania.

6. Przyznanie następcom znikłego tymczasowego posiadania jego majątku. Według KCP i P. 1852 po uznaniu zaginionego za znikłego otwieranoby testament znikłego. P. 1852 stanowił, że prokurator byłby obowiązany ogłosić wyrok, uznający zaginionego za znikłego, w ten sam sposób, jak wyrok nakazujący śledztwo. Gdyby do znikłego należał majątek nieruchomy, mający urządzoną hipotekę, odbyłoby się skutkiem wyroku uznającego zniknienie hipoteczne postępowanie spadkowe, i ogłoszenia o wyroku, uznającym zaginionego za znikłego, byłyby połączone z obwieszczeniami o hipotecznem postępowaniu spadkowem. W ogłoszeniach sąd wzywałby następców, wierzycieli i zapisobierców osoby znikłej, aby zgłosili się i wyjawili swe prawa.

KCP nie wspominał o tych ogłoszeniach. Natomiast zarówno KCP, jak i P. 1852 stanowiły, że spadkobiercy znikłego, którzyby brali po nim spadek, gdyby znikły zmarł w chwili, uznanej za chwilę jego zaginienia, mogliby żądać wprowadzenia ich w tymczasowe posiadanie majątku pozostałego po znikłym. To samo prawo przysługiwałoby zapisobiercom znikłego; wszyscy którzyby mieli do majątku osoby znikłej jakiekolwiek prawa, uzależnione od śmierci tej osoby, mogliby używać tymczasowo tych praw z chwilą wyroku uznającego zniknienie. Zanim nastąpiłoby wprowadzenie w posiadanie, należałoby, zgodnie z KCP i P. 1852, sporządzić inwentarz majątku osoby znikłej, oraz opis stanu jej nieruchomości. Inwentarz byłby sporządzony wobec prokuratora lub jego delegata. Opisu stanu nieruchomości dokonywaliby biegli wyznaczeni przez sąd. P. 1852 stanowił, że inwentarz majątku i opis stanu nieruchomości należałoby składać prokuratorowi.

Według KCP opis stanu nieruchomości byłby zatwierdzony przez sąd po wysłuchaniu prokuratora; sąd mógłby również w razie potrzeby postanowić sprzedaż wszystkich ruchomości

zniklego, albo ich części. Cena sprzedaży i przychody z niej powinny być korzystnie użyte.

P. 1852 stanowił, że sąd decydowałby na wniosek prokuratora:

1. czy inwentarz lub opis stanu nieruchomości powinien być uzupełniony,

2. jakie ruchomości powinny być sprzedane,

3. w jakich epokach należałoby składać prokuratorowi rachunki z zarządu.

Posiadanie tymczasowe majątku osoby znikłej i możność tymczasowego wykonywania praw uzależnionych od śmierci tej osoby byłyby przyznane przez sąd dopiero za złożeniem odpowiedniej rękojmi (KCP i P. 1852). KCP nie zawierał wzmianki, jak wysoka byłaby ta rękojmia.

Według P. 1852 wysokość rękojmi musiałaby być taka sama, jak wartość ruchomości pozostałych w ręku tymczasowego posiadacza i suma rocznego przychodu z majątku nieruchomego osoby znikłej, którymby zarządzał tymczasowy posiadacz. Od rękojmi byliby wolni krewni osoby znikłej w linji wstępnej i zstępnej, oraz małżonek znikłego, lecz tylko co do ruchomości pozostałych w ich ręku, wyjąwszy papiery na okaziciela i gotowiznę (P. 1852); KCP zwalniał bez zastrzeżeń od obowiązku stawienia rękojmi krewnych znikłego wstępnych i zstępnych; co do małżonka KCP stanowił, że „małżonek znikłego, który żył z nim w wspólności majątku, uważany będzie co do części majątku na przypadek śmierci znikłego małżonka na niego przypadającej tak jak następca po nim i służyć mu będą prawa... bez obowiązku stawienia rękojmi“.

Według KCP, gdyby następcy znikłego nie złożyli odpowiedniej rękojmi, sąd może postanowić „co potrzeba“ dla ochrony majątku osoby znikłej. P. 1852 stanowił, że do czasu złożenia dostatecznej rękojmi, majątek należący do znikłego pozostawałby pod zarządem tymczasowym; w razie, gdyby w ciągu sześciu miesięcy od przyznania następcom tymczasowego posiadania, rękojmia nie była złożona, sąd wedle P. 1852, mógłby nakazać, a) wypuszczenie w dzierżawę lub oddanie

w sekwestr nieruchomości osoby znikłej, b) sprzedaż ruchomości, któreby się niszczyły przez użycie i korzystne umieszczenie sumy osiągniętej ze sprzedaży, c) umieszczenie gotowizny na procent w Banku Polskim i złożenie w tymże Banku papierów publicznych należących do znikłego.

Gdyby osoby wprowadzone w tymczasowe posiadanie majątku należącego do znikłego nadużywały swego prawa, P. 1852 stanowił, że sąd mógłby przedsięwziąć środki zaradcze; gdyby szkoda przenosiła wysokość złożonej rękojmi, sąd mógłby zażądać rękojmi dodatkowej.

KCP przewidywał tylko wypadek, gdy nadużycie następowało ze strony osób zwolnionych od stawienia rękojmi i w tej mierze zgadzał się z P. 1852: sąd mógłby przedsięwziąć środki zaradcze.

Według KCP i P. 1852 tymczasowi posiadacze mogliby zarządzać, ale nie rozrządzać majątkiem znikłego. P. 1852 stanowił, że sąd polecałby z urzędu wnieść do ksiąg hipotecznych majątku osoby znikłej ostrzeżenie, któreby wymieniało osoby wprowadzone w tymczasowe posiadanie.

KCP stanowił, że tymczasowi posiadacze pobieraliby połowę przychodów z majątku osoby znikłej przez 15 lat od dnia wyroku uznającego zniknienie. Drugą połowę przychodów umieszczanoby na procent, przyczem, gdyby znikły zjawił się przed upływem trzydziestu lat od daty „zniknienia“ [1]), albo gdyby powzięto o nim pewną wiadomość, ta druga połowa przychodów wraz z procentami byłaby mu zwrócona; po upływie trzydziestu lat od daty „zniknienia“ i ta druga połowa przychodów stawałaby się własnością osób wprowadzonych w tymczasowe posiadanie; gdyby upłynęło piętnaście lat od daty „zniknienia“, tymczasowi posiadacze mieliby prawo pobierać całość przychodów z majątku osoby znikłej. Gdyby majątek znikłego skutkiem niestawienia rękojmi przez tymczasowego posiadacza, lub nadużycia w zarządzie znajdował się pod zarządem osoby trzeciej, ta osoba byłaby obowiązana stosow-

---

[1]) To jest od daty wyroku uznającego zaginionego za znikłego.

nie do powyższych przepisów lokować korzystnie połowę przychodów z majątku należącego do znikłego, a drugą połowę oddawać następcom znikłego lub obdarowanym przez niego; po upływie lat piętnastu od daty zniknienia następcy i obdarowani pobieraliby całość przychodów, a po upływie lat trzydziestu mogliby domagać się oddania im całości przychodów za pierwsze piętnaście lat.

P. 1852 zawierał przepisy nieco różne; według tego projektu posiadacze tymczasowi mieliby prawo pobierać połowę przychodów z majątku osoby znikłej w ciągu dziesięciu lat od daty zniknienia; drugą połowę należałoby umieszczać w banku na procent; ta druga połowa stanowiłaby kapitał znikłego; sąd jednak mógłby z tej drugiej połowy wyznaczyć alimenta dla żony znikłego, lub jego dzieci.

Według KCP tymczasowi posiadacze nie mogliby „aljenować, ani obciążać hipotekami dóbr nieruchomych znikłego... obciążać, ani podnosić kapitałów hipotekowanych do niego należących, jak za dostatecznem onych zabezpieczeniem, którego dopilnować będzie obowiązkiem prokuratora królewskiego". P. 1852 był bardziej ścisły:

Według tego projektu tymczasowi posiadacze podlegaliby przepisom o prawach i obowiązkach opiekunów majątku należącego do małoletniego; w przypadkach, w którychby opiekun główny nie mógł działać bez zgody opiekuna przydanego, tymczasowy posiadacz byłby obowiązany uzyskać zgodę prokuratora; w przypadkach, w którychby opiekunowi głównemu było potrzebne upoważnienie rady familijnej, tymczasowy posiadacz musiałby się udać do prokuratora i za jego pośrednictwem uzyskać zgodę sądu.

Sąd nie mógłby upoważnić tymczasowego posiadacza do sprzedaży majątku nieruchomego osoby znikłej; tymczasowy posiadacz mógłby być upoważniony do zaciągnięcia pożyczki na rzecz znikłego, albo do użycia jego kapitałów tylko wtedy, kiedyby chodziło o zapłacenie długów znikłego lub o „ocalenie" jego majątku. Prokurator miałby obowiązek nie dopuszczać do przymusowej sprzedaży nieruchomości znikłego. Tymczasowi posiadacze mogliby dokonać między sobą tymczaso-

wych działów, lecz działy następowałyby w naturze i żadna sprzedaż w drodze działów nie byłaby dopuszczalna.

7. Oddanie majątku osoby zniklej w posiadanie stanowcze. KCP stanowi, że osoby wprowadzone w tymczasowe posiadanie majątku należącego do zniklego mogłyby żądać przyznania im stanowczego posiadania tego majątku po upływie trzydziestu lat od wyroku, uznającego zniknienie, albo po upływie stu lat od dnia urodzenia zniklego.

Stanowcze posiadanie byłoby nadane wyrokiem sądowym; rękojmie byłyby zniesione; dokonanoby stanowczego działu majątku osoby zniklej.

P. 1852 zawierał więcej szczegółów w materji przyznania stanowczego posiadania następcom osoby zniklej.

Tymczasowi posiadacze mogliby żądać przyznania posiadania stanowczego już po upływie dziesięciu lat od daty wyroku uznającego zniknienie. Sąd nakazałby dokonanie jednego ogłoszenia w gazecie, lub obwieszczenia w kościele według przepisów wyżej podanych (por. wyż. str. 310). W miarę potrzeby sąd mógłby przeprowadzić śledztwo, czy niema żadnych wiadomości o osobie zniklej. Po upływie trzydziestu dni od ogłoszenia lub obwieszczenia albo od zakończenia śledztwa, sąd mógłby przyznać zainteresowanym stanowcze posiadanie. Stanowczym posiadaczom przysługiwałoby prawo rozrządzania majątkiem zniklego. Nastąpiłoby przepisanie tytułu własności w księgach hipotecznych na nazwisko osób wprowadzonych w stanowcze posiadanie; sumy złożone w bankach byłyby wydane stanowczym posiadaczom, ustawałyby wszelkie rękojmie. Osoby wprowadzone w stanowcze posiadanie odpowiadałyby za długi zniklego tak, jak spadkobiercy.

8. Ustanie posiadania tymczasowego lub posiadania stanowczego. Według KCP i P. 1852 tymczasowe lub stanowcze posiadanie mogłoby ustać z dniem zgłoszenia się zniklego lub z chwilą otrzymania pewnej wiadomości o jego istnieniu lub o jego śmierci. Gdyby znikły zjawił się w czasie tymczasowego posiadania, lub gdyby dowiedziono, że umarł lub że żyje, tymczasowi posiadacze oddawaliby majątek zniklego jemu samemu, albo jego spadkobiercom najbliższym w dniu jego

śmierci. KCP stanowił, że, gdyby znikły nie mógł natychmiast objąć w posiadanie swego majątku, sąd miałby prawo zastosować tymczasowe środki chroniące ten majątek. Właściciel odbierałby również połowę przychodów ze swego majątku wraz z procentami od tych przychodów. Według KCP znikłemu i jego zstępnym, a, według P. 1852, znikłemu i wszystkim jego następcom przysługiwałoby prawo odebrania swego majątku nawet od osób wprowadzonych w stanowcze posiadanie. KCP stanowił, że, gdyby wprowadzeni w stanowcze posiadanie zbyli majątek znikłego, to znikły lub jego zstępni mieliby prawo odebrać „szacunek" przedmiotów zbytych lub przedmioty nabyte za ten szacunek. Według KCP zstępni znikłego mogliby żądać zwrotu majątku należącego do znikłego lub szacunku otrzymanego za ten majątek tylko w ciągu trzydziestu lat od wyroku nadającego stanowcze posiadanie. P. 1852 stanowił, że przedawnienie wynosiłoby dwadzieścia lat dla zstępnych znikłego, a 10 lat dla innych jego następców. Według P. 1852 przy zwrocie majątku osoby znikłej przez wprowadzonych w stanowcze posiadanie należałoby zachować przepisy o posiadaniu w dobrej lub w złej wierze.

9. „O skutkach nieobecności co do praw od wypadku zawisłych, osobie nieobecnej służyć mogących". Według KCP ktokolwiek dopominałby się o prawo przypadające osobie, której istnienie nie byłoby znane, ten musiałby dowieść, że ta osoba istniała w chwili powstania wzmiankowanego prawa. Gdyby otworzył się spadek na rzecz osoby, której istnienie nie byłoby wiadome, „spadek ten przejdzie wyłącznie do mających prawo współubiegać się z nią, albo do tych, którzyby spadek ten dziedziczyli, gdyby jej nie było". Posiadacze spadku zyskiwaliby przychody nabyte w dobrej wierze aż do chwili zgłoszenia się nieobecnego lub do chwili wszczęcia poszukiwań jego praw. P. 1852 zawierał inne przepisy. Wedle tego projektu spadek, któryby przypadł na rzecz osoby zaginionej, ulegałby oddzielnemu tymczasowemu zarządowi; po wprowadzeniu następców zaginionego w posiadanie tymczasowe, a potem w posiadanie stanowcze majątku osoby znikłej, również i spadek byłby oddawany w posiadanie tymczasowe lub stanowcze

tych następców, którzyby mieli prawo do spadku, gdyby w czasie otwarcia spadku znikły już nie żył.

Zamiast ogólnej zasady, którą spotkaliśmy w KCP (pow. na początku), P. 1852 zawierał przepis, że wierzyciele zaginionego mogliby poszukiwać swych należności ze spadku przypadłego osobie zaginionej tylko, o ileby dowiedli, że zaginiony jeszcze żył w chwili otwarcia spadku.

10. Skutki przebywania zagranicą bez pozwolenia rządu. Według P. 1852, gdyby nieobecny nie powrócił z zagranicy, mimo wezwania rządu, albo, gdyby pozostawał zagranicą dłużej, niż to jest przewidziane w ustawie, nigdyby nie mógł być uznany za znikłego, choćby w następstwie zaginął. Majątek takiego nieobecnego byłby wzięty w sekwestr. Sekwestr ten trwałby aż do powrotu nieobecnego lub do jego śmierci, albo do prawomocnego wyrzeczenia kary przewidzianej za bezprawny pobyt zagranicą.

11. Projekty petersburskie: P. 1834, 1842 i KpB.

a. P. 1834.

Według tego projektu, gdyby zachodziła potrzeba zatroszczenia się o majątek osoby zaginionej, zwierzchność opiekuńcza nie stosowałaby tymczasowych środków, chroniących ten majątek, lecz ustanawiałaby natychmiast formalną opiekę nad majątkiem zaginionego. Projektodawca tłumaczył to zasadnicze odchylenie od KCP chęcią ujednostajnienia ochrony majątku należącego do zaginionego. Ta ochrona nie powinnaby być dorywcza i uzależniona jedynie od okoliczności, ale powinnaby być stała i jednakowa dla wszystkich zaginionych.

1. Opieka nad majątkiem zaginionego. Wedle P. 1834 zwierzchność opiekuńcza ustanawiałaby z u r z ę d u opiekę nad majątkiem osoby zaginionej, która nie pozostawiła pełnomocnika. Opieka byłaby także urządzona i wtedy, gdyby zaginiony pozostawił pełnomocnika, ale gdyby ten pełnomocnik wywiązywał się ze swych obowiązków niedbale lub ze złą wiarą, albo gdyby upłynęło trzy lata od zaginienia osoby nieobecnej.

Przepisy odnoszące się do zarządu majątkiem małoletniego stosowałyby się i do zarządu majątkiem osoby zaginio-

nej. Jednakże przychody z majątku należącego do zaginionego musiałyby być przedewszystkiem użyte na utrzymanie jego żony i dzieci stosownie do planu wydatków zatwierdzonego przez zwierzchność opiekuńczą. Nadwyżka przychodów powinnaby być umieszczona na procent. Opieka kończyłaby się z chwilą powrotu zaginionego, lub uznania go za zmarłego. Opieka mogłaby trwać najmniej pięć lat od daty jej urządzenia. Projekt nie wspominał, kogo należałoby powołać na opiekuna. Widocznie zależałoby to wyłącznie od zwierzchności opiekuńczej.

2. Uznanie zaginionego za zmarłego. Po upływie czterech lat od ostatniej wiadomości o zaginionym, żona zaginionego lub inni jego spadkobiercy mogliby prosić zwierzchność opiekuńczą o uznanie zaginionego za zmarłego.

Wyrok uznający zaginionego za zmarłego mógłby zapaść dopiero po roku od rozpoczęcia śledztwa. W tytule o opiece nad majątkiem nieobecnych nie spotykamy ani przepisów proceduralnych, ani przepisów o skutkach uznania zaginionego za zmarłego.

b. P. 1842.

Twórcy P. 1842 stali zasadniczo na tem samem stanowisku, co twórcy P. 1834. Wszelako P. 1842 przewidywał, że sąd mógłby stosować tymczasowe środki zaradcze dla ochrony majątku pozostawionego przez osobę zaginioną, o ile nie upłynął jeszcze rok od daty zaginienia.

1. Stosowanie tymczasowych środków zaradczych. Przed upływem roku od ostatnich wiadomości o osobie zaginionej „trybunał cywilny 1-ej instancji może poruczyć komu tymczasowy dozór nad majątkiem niewiadomego z pobytu, tudzież przedsięwzięcie niezbędnych środków z zarządem onego związek mających". Trybunał mógłby przedsięwziąć wskazane wyżej środki zaradcze tylko, o ileby zaginiony nie pozostawił pełnomocnika.

2. Opieka nad majątkiem osoby zaginionej. Gdyby o osobie zaginionej nie było przez rok żadnych wiadomości,

trybunał cywilny 1-ej instancji mógłby urządzić opiekę nad majątkiem tej osoby. Opieka byłaby urządzona na życzenie krewnych zaginionego, jego małżonka lub na wniosek prokuratora przy trybunale. Gdyby zaginiony pozostawił pełnomocnika, opieka nad majątkiem zaginionego mogłaby być urządzona dopiero po ustaniu pełnomocnictwa lub po upływie dziesięciu lat od jego wydania. Opieka byłaby zorganizowana wedle przepisów o opiece nad małoletnimi; wszelako wybór opiekunów i rady opiekuńczej należałby do trybunału a nie do rady familijnej[1]). Trybunał urządzałby opiekę po należytem śledztwie. O urządzeniu opieki trybunał byłby obowiązany ogłosić w „Gazecie Rządowej Warszawskiej" i w „urzędowych wiadomościach" wydawanych w stolicach cesarstwa. W ogłoszeniu wzywanoby zaginionego, aby zgłosił się w przeciągu czterech lat od daty ogłoszenia celem odebrania swego majątku wraz z przychodami z niego. P. 1842 stanowił, że do opieki nad majątkiem osoby zaginionej stosowałyby się przepisy o opiece nad majątkiem małoletnich i o opiece nad majątkiem obłąkanych.

3. Wprowadzenie następców zaginionego w tymczasowe posiadanie jego majątku. P. 1842 nie używał terminu: „uznanie zaginionego za zniknięgo". Według tego projektu, o ileby zaginiony nie stawił się w ciągu czterech lat od ogłoszenia o urządzeniu opieki, następowałoby otwarcie testamentu osoby zaginionej, i jej spadkobiercy mogliby żądać zniesienia opieki i przyznania im tymczasowego posiadania majątku należącego do zaginionego. Trybunał przyznawałby następcom tymczasowe posiadanie tylko po złożeniu przez nich rękojmi równej dwuletniemu dochodowi z majątku nieruchomego oddanego im pod zarząd i wartości majątku ruchomego, którego posiadanieby osiągnęli. Rękojmia byłaby wymagana od wszystkich następców, nie wyłączając małżonka, wstępnych i zstępnych zaginionego. Na rękojmię przyjmowanoby gotowiznę, „bilety kredytowych zakładów i majątek w księgach hipotecznych zapisany". W razie niezłożenia rękojmi majątek zaginionego pozostawałby pod opieką, a domniemanym następcom osoby

---

[1]) Por. motywy do P. 1842, AKP. t. 710.

zaginionej oddawanoby połowę przychodów z tego majątku. Osoby wprowadzone w tymczasowe posiadanie mogłyby pobierać połowę przychodów z majątku należącego do zaginionego; tymczasowi posiadacze mieliby prawo zbywać lub obciążać majątek osoby zaginionej tylko w przypadkach, w którychby mógł to uczynić opiekun małoletniego i z zachowaniem tych samych formalności.

4. **Domniemanie śmierci osoby zaginionej.** Gdyby upłynęło dziesięć lat od wprowadzenia następców zaginionego w tymczasowe posiadanie jego majątku i gdyby przez ten czas o zaginionym nie było żadnej wiadomości, należałoby uważać zaginionego za zmarłego w ten dzień, w którymby otrzymano ostatnią wiadomość o nim. Zdaje się, że specjalna procedura celem uznania zaginionego za zmarłego nie byłaby potrzebna. Następcy zaginionego uzyskiwaliby „bezwarunkową własność“ majątku osoby zaginionej i mogliby odebrać złożoną rękojmię.

5. **Skutki powrotu zaginionego lub udowodnienia jego śmierci.** Gdyby zaginiony powrócił w czasie, w którym nad jego majątkiem była urządzona opieka, odbierałby swój majątek i całość przychodów z niego. W razie powrotu zaginionego w czasie, gdy jego następcy byli już wprowadzeni w tymczasowe posiadanie jego majątku, zaginiony odbierałby ten majątek wraz z połową przychodów za okres tymczasowego posiadania. Gdyby zaginiony powrócił już po upływie dziesięciu lat od wprowadzenia następców w tymczasowe posiadanie, zaginiony odbierałby swój majątek, lub wartość majątku zbytego. Gdyby śmierć zaginionego została udowodniona, wszystkie powyższe prawa służyłyby najbliższym w dniu śmierci spadkobiercom osoby zaginionej.

c. KpB.

Tytuł o nieobecnych w P. 1852 został zastąpiony w KpB nowymi przepisami „o urządzeniu opieki nad majątkiem zaginionych“.

1. **Urządzenie opieki.** Gdyby o zaginionym nie było w ciągu sześciu miesięcy żadnych wiadomości, sąd okręgowy

mógłby na żądanie małżonka osoby zaginionej, jej spadkobierców, wierzycieli lub prokuratora postanowić, że majątek zaginionego będzie się znajdował pod opieką. Sąd uchwalałby również urządzenie opieki nad małoletnimi dziećmi zaginionego. Prośbę o urządzenie opieki nad majątkiem lub nad dziećmi osoby zaginionej należałoby składać do sądu okręgowego ostatniego zamieszkania zaginionego. Przed decyzją sąd mógłby zlecić delegowanemu sędziemu przeprowadzenie śledztwa celem wykrycia, czy rzeczywiście niema żadnych wiadomości o zaginionym. Sąd zawiadamiałby o swej decyzji w materji urządzenia opieki podprokuratorów i sędziego pokoju miejsca ostatniego zamieszkania osoby zaginionej. Na opiekunów majątku należącego do zaginionego powoływanoby przedewszystkiem małżonka osoby zaginionej, albo jej pełnoletniego zstępnego.

O urządzeniu opieki właściwy podprokurator przy sądzie okręgowym donosiłby prokuratorowi przy sądzie apelacyjnym i poleciłby wciągnięcie ostrzeżenia do ksiąg hipotecznych majątku osoby zaginionej.

2. Uznanie zaginionego za znikłego. Po upływie czterech lat od ostatniej wiadomości o zaginionym, osoby zainteresowane mogłyby prosić sąd okręgowy o uznanie zaginionego za znikłego. Procedura uznania zaginionego za znikłego byłaby taka sama, jak w P. 1852 (zob. pow. p. 5 str. 309 i n.). Jednakże właściwy byłby zawsze sąd okręgowy i tylko, gdyby do zaginionego należał majątek, „nadający opiece przymiot większej“, decyzja sądu okręgowego o uznaniu zaginionego za znikłego, ulegałaby w drodze rewizji zatwierdzeniu sądu apelacyjnego. KpB stanowił, że uznanie zaginionego za znikłego pociągałoby za sobą takież skutki, jak śmierć naturalna osoby zaginionej w dniu uznanym za datę zaginienia. Spadkobiercy zaginionego obejmowaliby zarząd jego majątku, lecz przed upływem dziesięciu lat od daty uznania zaginionego za znikłego musieliby się stosować do przepisów o zarządzie opiekunów. Z powyższego wynika, że w ciągu tych dziesięciu lat nawet połowa przychodów z majątku osoby zaginionej nie stawałaby się własnością jej spadkobierców.

§ 30.
O AKTACH STANU CYWILNEGO[1]).

1. Terminologja. W KCP, P. 1834, 1837 i 1852 mieści się tytuł: „o aktach stanu cywilnego", a w P. 1842 i 1850 znajdujemy tytuł: „o księgach metryk cywilnych".

2. Akt stanu cywilnego a metryka kościelna. KCP stanowi, że „w chrześcijańskich wyznaniach akta stanu cywilnego połączone będą z metrykami kościelnemi"[2]). P. 1842 i 1850 nie zawierały przepisu o stosunku aktu stanu cywilnego (metryki cywilnej) do metryki kościelnej[3]). Zgodnie z P. 1834 w wyznaniach chrześcijańskich akta urodzenia i akta małżeństwa, spisane w księgach aktów stanu cywilnego, byłyby jednocześnie metrykami kościelnemi chrztu i ślubu. Wedle P. 1852 należałoby w akcie stanu cywilnego chrześcijan uczynić wzmiankę o dopełnieniu obrzędu religijnego, jeśli się ten

---

[1]) Materja „o aktach stanu cywilnego" miała stanowić ostatni tytuł I-szej księgi nowego Kodeksu. Przed r. 1835 Zaborowski zamierzał umieścić tę materję w specjalnych przepisach o instytucjach sądowych i dopiero w połowie r. 1835 tytuł o aktach stanu cywilnego wszedł w skład projektu ks. I-szej (t. zw. przez nas P-u 1834) i odtąd spotykamy się z nim we wszystkich następnych projektach. Za umieszczeniem rzeczy „o aktach stanu cywilnego" w I-szej księdze przemawiały, zdaniem Zaborowskiego względy teoretyczne, mianowicie ścisła łączność tego „formalnego" działu prawa familijnego z materjalnem prawem familijnem i względy praktyczne, mianowicie chęć uchylenia całego pr. z r. 1825 przez ogłoszenie nowej I-szej księgi. Instytucja aktów stanu cywilnego miała być omówiona w ostatnim tytule ks. I-szej, ponieważ projektodawcy naprzód chcieli zapoznać czytelnika z materjalnem prawem familijnem, a potem dopiero z formalną stroną tego prawa, z dowodami urodzenia, małżeństwa, śmierci.

[2]) W niektórych wyznaniach chrześcijańskich, gdzie funkcje urzędników stanu cywilnego spełniają osoby, nie będące jednocześnie duchownymi danego wyznania, lub w tych wyznaniach chrześcijańskich, gdzie „obrządek religijny nie jest wymaganym, albo się z aktem stanu cywilnego nie łączy", akt stanu cywilnego nie jest identyczny z metryką.

[3]) Zgodnie z P. 1842 w akcie małżeństwa należałoby umieścić oświadczenie, że małżeństwo zostało zawarte religijnie, a zgodnie z P. 1850 w akcie stanu cywilnego wskazywanoby datę dopełnienia obrzędu religijnego, jeśli ten obrzęd się odbył.

obrzęd odbył; w tym wypadku akt stanu cywilnego zastępowałby metrykę kościelną. P. 1837 stanowił, że akta stanu cywilnego byłyby spisywane niezależnie od metryk kościelnych stwierdzających dopełnienie obrzędów religijnych, mianowicie obrzędu chrztu, ślubu, lub pogrzebu, wszelako zgodnie z przepisami o akcie urodzenia: „w akcie urodzenia dziecięcia religji chrześcijańskiej uczyniona być winna wzmianka o dopełnionym chrztu obrzędzie, jeżeli ten już nastąpił i gdy dziecko nie należy do wyznania wedle przepisów którego chrzest odkłada się do dojścia pewnych lat"[1]).

3. O urzędnikach stanu cywilnego.

a. Kto spisuje akta stanu cywilnego dla osób wyznań chrześcijańskich. Zgodnie z KCP, P. 1834, 1842, 1850 i 1852 prowadzeniem ksiąg stanu cywilnego dla osób, które należą do wyznań chrześcijańskich, trudnią się przełożeni parafji. Wedle P. 1837 na przełożonych parafji ciążyłby obowiązek sporządzania aktów stanu cywilnego dla osób wyznania rzymsko-katolickiego, „grecko-rosyjskiego", grecko-unickiego i obu wyznań ewangelickich. Projekt stanowił, że „utrzymywanie aktów stanu cywilnego dla osób innych wyznań chrześcijańskich porucza się również przełożonym lub starszym ich parafji, lecz, gdyby ci uznani byli za nie mających potrzebnego usposobienia, obowiązek powyższy wkłada się na burmistrzów, wójtów lub innych miejscowych urzędników".

Mogło się zdarzyć, że w całej Kongresówce nie było parafji danego wyznania chrześcijańskiego, albo że takiej parafji nie było bądź w miejscu zamieszkania osoby, której akt dotyczy, bądź w innem miejscu właściwem do spisania aktu stanu cywilnego. Należało rozstrzygnąć, kto w powyższych wypadkach spisywałby te akta.

---

[1]) Co się tyczy aktu małżeństwa P. 1837 odsyłał do tytułu „o małżeństwie", czyli do pr. małż. z r. 1836. Zgodnie z p. 8 art. 58 M w akcie małżeństwa powinna się mieścić wzmianka, „iż małżeństwo religijne zawarte zostało".

KCP pozostawił rozwiązanie tego zagadnienia rozporządzeniu wykonawczemu[1]) P. 1834 stanowił, że duchowni, udzielający sakramentu chrztu lub sakramentu małżeństwa, trudniliby się sporządzaniem aktów stanu cywilnego w takich wyznaniach chrześcijańskich, dla których nie są urządzone parafje w miejscu zamieszkania osób, należących do tych wyznań. Obowiązek spisywania aktów przysposobienia i aktów zejścia wyżej wzmiankowanych osób spoczywałby na burmistrzach miast (maires des villes), a w Warszawie i większych miastach, obowiązek ten spełnialiby specjalni urzędnicy, mianowani przez Kom. Rząd. Spr. Wewn., Duchown. i Ośw. Publicznego[2]).

Zgodnie z P. 1852 prezydent, burmistrz, wójt gminy albo specjalny delegat Komisji Rząd. Sprawiedliwości prowadziłby księgi stanu cywilnego dla osób, które należą do wyznań chrześcijańskich, nie mających w Królestwie urządzonych parafji. Gdyby nie było parafji danego wyznania chrześcijańskiego w miejscu, gdzie zaszło urodzenie, małżeństwo lub śmierć, lecz w innych okręgach Królestwa znajdowały się takie parafje, akta stanu cywilnego sporządzaliby przełożeni parafji, w obrębie której został dopełniony obrzęd religijny. Gdyby obrzęd religijny nie został spełniony lub gdyby go odłożono na później, właściwym do spisania aktu stanu cywilnego byłby przełożony parafji innego wyznania chrześcijańskiego w miejscu, gdzie zaszło urodzenie, małżeństwo lub śmierć[3]).

P. 1837 nie zawierał specjalnego przepisu o tem, jaki urzędnik byłby właściwy do spisywania aktu stanu cywil-

---

[1]) Por. art. 92 KCP: „Dla wyznań chrześcijańskich, dla których w miejscu zamieszkania osób do tegoż wyznania należących nie są urządzone parafje wyznaczy Kom. Rząd. Wyzn. Rel. osoby do spisywania aktów stanu cywilnego".

[2]) Przez burmistrzów, wzgl. przez specjalnych urzędników byłyby także spisywane akta urodzenia osób, wyznających religję, wedle której sakrament chrztu nie jest udzielany bezpośrednio po urodzeniu się dziecka, ale może być odłożony na czas późniejszy.

[3]) Wzgl. prezydent, burmistrz, wójt, albo urzędnik, wyznaczony przez prokuratora sądu okręgowego. Zob. pon. str. 326 ods. 1.

nego w wyznaniach chrześcijańskich, nie mających urządzonych parafji bądź w całem Królestwie, bądź w miejscu zamieszkania osoby, należącej do tego wyznania[1]).

P. 1842 stanowił, że „jeżeli w Królestwie niema parafji wyznania osoby, której akt urodzenia, małżeństwa lub śmierci spisanym być winien, lub gdyby z powodu odległości tej parafji, nieobecności przełożonego i znajdującego się przy nim duchownego akt spisanym być nie mógł, wówczas takowy akt sporządzonym będzie w księgach metryk cywilnych parafji, w której dopełnionym był obrzęd kościelny chrztu, małżeństwa lub pogrzebu; jeżeli zaś obrzęd ten wcale dopełnionym nie był, w księgach metryk cywilnych parafji rzymsko-katolickiej".

W tytule o księgach metryk cywilnych P-u 1850 nie znajdujemy przepisu o tem, kto prowadziłby księgi metryczne dla wyznań chrześcijańskich, nie mających urządzonych parafji[2]).

b. Kto spisuje akta stanu cywilnego dla osób wyznań niechrześcijańskich. KCP zostawił rozstrzygnięcie tej kwestji rozporządzeniu Kom. Rząd. Wyzn. Rel. Wedle projektów prowadzenie ksiąg aktów stanu cywilnego dla niechrześcijan, byłoby powierzone prezydentom miast (P. 1852), burmistrzom (P.1834, 1837, 1842, 1850 i 1852), wójtom gmin (P. 1837, 1842, 1850 i 1852) lub specjalnym urzędnikom (P. 1834[3]), 1837, 1842 i 1852). P. 1837 nie rozstrzygał kwestji,

---

[1]) Por. jednak art. 23 tyt. V-go P-u 1837: „Wolno im (t. j. przełożonym parafji chrześcijańskich) wszakże spisywać akta i dla osób innych wyznań w przypadku dopełnienia względem nich obrzędu religijnego, który z powodu odległości od kościoła parafjalnego lub dla zachodzącej przeszkody w osobie przełożonego właściwej parafji dopełnionym być nie mógł".

[2]) Według art. 3 tyt. V-go P-u 1850 co do urzędników stanu cywilnego wyznań chrześcijańskich, nie posiadających urządzonych parafji, „ma zastosowanie art. 123 tyt. I-go"; ponieważ tego tytułu brak w AKP, nie możemy omówić stanowiska P-u 1850 w tej materji.

[3]) P. 1834 stanowił, że ci urzędnicy byliby delegowani do spisywania aktów stanu cywilnego w Warszawie i w większych miastach.

przez kogo byliby wyznaczeni ci urzędnicy, wedle P. 1834 i 1842 wspomnianych urzędników wyznaczałaby Kom. Rząd. Spraw Wewn. i Duchown., a wedle P. 1850 i 1852 — Komisja Rządowa Sprawiedliwości.

c. Zastępcy urzędników stanu cywilnego i pomocnicy tych urzędników. KCP nie odpowiada na pytanie, kto spisuje akta stanu cywilnego w razie, gdy właściwy urzędnik nie może lub nie chce spisać aktu. Wedle P. 1834, 1837, 1842 w razie śmierci, nieobecności lub choroby przełożonego parafji, burmistrza, albo (P. 1837, 1842) wójta gminy, obowiązek prowadzenia ksiąg aktów stanu cywilnego przechodziłby na ich zastępców; w razie śmierci, nieobecności lub choroby urzędnika delegowanego do prowadzenia ksiąg aktów stanu cywilnego zastępowałby go inny urzędnik (P. 1834, 1837, 1842), burmistrz (P. 1834, 1842), lub wójt (P. 1842). P. 1842 stanowił, że, jeśliby przełożony parafji chrześcijańskiej z powodu podeszłego wieku lub choroby nie mógł prowadzić ksiąg „metrycznych", prowadzenie tych ksiąg mogłoby być powierzone przez Kom. Rząd. Spr. Wewn. i Duch. nawet osobie świeckiej. — Komisja Rząd. Spraw. Wewn. i Duchown. na wniosek Kom. Rząd. Sprawiedl. mianowałaby również nowego urzędnika stanu cywilnego w razie, gdyby właściwy urzędnik okazał się z jakichkolwiek powodów zupełnie niezdolny do spełniania swoich obowiązków. — P. 1850 i 1852 nie zawierały żadnych przepisów w materji powyżej omawianej.

Gdyby przełożony parafji rzymsko-katolickiej lub „grecko-rosyjskiej" (P. 1837) wzgl. przełożony jakiejkolwiek parafji chrześcijańskiej (P. 1842) odmówił spisania aktu stanu cywilnego z powodów religijnych, akt ten byłby spisany we właściwych księgach, przez osobę, którąby wyznaczył prokurator królewski (P. 1837), wzgl. prokurator przy trybunale (P. 1842). P. 1850 stanowił ogólnie, że „w razie odmówienia przez utrzymującego księgi spisania aktu, akt spisanym będzie w księgach metrycznych właściwych przez osobę, jaką do tej czynności prokurator trybunału wyznaczy"[1]).

---

[1]) Co do P. 1852 por. art. 691 tyt. V-o tego proj.:... „gdyby obrzęd religijny nie był odbywany, lub do późniejszego czasu był odłożony, akt

P. 1834 i 1837 dozwalały urzędnikom stanu cywilnego wyręczać się przy spisywaniu aktu przez zakrystjana wzgl. przez pisarza kancelarji, lecz urzędnik stanu cywilnego musiałby w każdym razie być obecnym podczas sporządzania całego aktu. W innych projektach nie znajdujemy podobnego postanowienia.

4. O księgach aktów stanu cywilnego.

a. Rodzaje i podział ksiąg. Wedle KCP istnieją dwa rodzaje ksiąg aktów stanu cywilnego, a mianowicie: księga miejscowa i księga t. zw. kontrolująca [1]). Dla aktów, urodzenia, małżeństwa i zejścia istnieją odrębne księgi miejscowe, natomiast księga kontrolująca jest jedna, lecz dzieli się na trzy części, przeznaczone dla trzech rodzajów aktów stanu cywilnego. Księgi miejscowe służą „na tak długi czas, póki miejsce do zapisywania aktów wystarczy", księga kontrolująca służy tylko na jeden rok, gdyby zaś która z części księgi kontrolującej nie wystarczała na wpisywanie biegnących aktów, „założonym będzie tom następny, służący tylko do końca roku".

Wedle P. 1834, 1837 i 1842 urzędnicy stanu cywilnego prowadziliby jedną księgę miejscową i jedną księgę kontrolującą [2]). Księgi miejscowa i kontrolująca dzieliłyby się na trzy części: w części pierwszej zapisywanoby akta urodzenia (P. 1834, 1837 i 1842) i przysposobienia (P. 1834, 1837), w części drugiej — akta małżeństwa (P. 1834, 1837, 1842), w części trzeciej — akta zejścia (j. w.). Tak księga miejscowa jak i kontrolująca służyłaby tylko na jeden rok. Poza wspomnianemi księgami istniałaby jeszcze księga zapowiedzi, prowadzona w jednym egzemplarzu i tak długo, dopóki starczy w niej miejsca. Księgę zapowiedzi prowadziliby wedle P. 1837 i 1842 nietylko przełożeni parafji, ale i duchowni wyznań niechrześci-

---

powinien być sporządzony przez utrzymującego akta innego wyznania chrześcijańskiego, a w razie przeszkody z jego strony przez prezydenta, burmistrza, wójta gminy lub innego urzędnika, którego prokurator przy sądzie okręgowym wyznaczy".

[1]) Nazwy „księga kontrolująca" niema w KCP.

[2]) Nazw tych nie spotykamy w P. 1834, 1837, 1842.

jańskich, o ile oni ogłosili zapowiedzi. — P. 1834 stanowił w tyt. o małż., że obowiązek ogłaszania zapowiedzi dla żydów i mahometan spoczywałby na burmistrzach wzgl. wójtach (maires), oni też prowadziliby księgi „zapisowe". Wedle P. 1837 iman, rabin wzgl. inny duchowny byłby obowiązany prowadzić księgę zapowiedzi w języku polskim[1]).

Zgodnie z przepisami P-u 1850 urzędnicy stanu cywilnego prowadziliby jedną księgę miejscową i jedną kontrolującą[2]), wedle P. 1850 istniałyby trzy księgi miejscowe i jedna kontrolującą[2]). P. 1850 stanowił, że księgi miejscowa i kontrolująca byłyby podzielone na cztery oddziały. W pierwszym oddziale spisywanoby akta urodzenia, w drugim akta małżeństwa, w trzecim — akta zejścia. Pierwszy, drugi i trzeci oddział byłyby prowadzone „tabelarycznie", to znaczy rozpadałyby się na rubryki zaopatrzone w nadpisy tak, że rola urzędnika stanu cywilnego polegałaby tylko na wypełnieniu rubryk w sposób odpowiadający nadpisom[3]). Czwarty oddział nie byłby

---

[1]) W „analyse du titre des actes de l'état civil" (motywy do P. 1834, AKP. t. 708) znajdujemy wytłumaczenie wszystkich różnic, jakie istniały między P. 1834, 1837, 1842 a KCP, wzgl. rozporządzeniami wykonawczemi. Skasowanie trzech ksiąg miejscowych i zastąpienie ich jedną podzieloną na trzy części nastąpiło ze względów oszczędnościowych; przywrócenie przepisu Kod. Nap., że księga miejscowa i księga kontrolująca mają być po upływie roku zamykane, tłumaczy się chęcią uniknięcia nadużyć. Mianowicie prawo karze urzędników, którzyby pozwolili sobie spisać akt stanu cywilnego nie w księdze, ale na oddzielnych kartkach, aby później dopiero wciągnąć ten akt do księgi. Jeśli jednak księga miejscowa i księga kontrolująca mają być po upływie roku odesłane do sprawdzenia, urzędnik stanu cywilnego, nie posiadając księgi miejscowej i nie mogąc zacząć nowej księgi, ponieważ księga miejscowa służy aż do jej zapełnienia musi spisać akt stanu cywilnego nie w księdze i dopiero po otrzymaniu księgi miejscowej wciągnąć go do tej księgi. Gdyby księga miejscowa kończyła się po upływie roku, uniknięłoby tej niedogodności.

[2]) Nazwy te spotykamy w P. 1850 i 1852.

[3]) „Tabelaryczność" miała zapobiec spisaniu aktu stanu cywilnego na ulotkach i podpisywaniu aktu przez strony i świadków „in blanco", co zdarzało się dosyć często. Dzięki systemowi „tabelarycznemu", urzędnik stanu cywilnego byłby obowiązany wciągnąć podane mu wiadomości do gotowych rubryk, zaopatrzonych w nagłówki, co zabierałoby mu tyle czasu, ile potrzeba obecnie na spisanie notat. z faktów komunikowanych przez

„tabelaryczny“ i miał służyć do zapisywania protokółów w pewnych wypadkach przewidzianych w projekcie[1]). Księga miejscowa służyłaby aż do jej zapełnienia, księga kontrolująca zaś tylko na jeden rok.

Zgodnie z P. 1852 w odrębnych księgach miejscowych zapisywanoby akta urodzenia, małżeństwa, zejścia. Każda księga miejscowa dzieliłaby się na dwie części; w pierwszej „tabelarycznej“ byłyby spisywane akta stanu cywilnego, druga, niepodzielona na rubryki, byłaby przeznaczona do zapisywania wzmiankowanych wyżej protokółów. Księga kontrolująca również dzieliłaby się na dwie części. Część pierwsza rozpadałaby się na trzy oddziały, prowadzone „tabelarycznie“ dla aktów urodzenia, małżeństwa, zejścia, część druga „nietabelaryczna“ służyłaby do spisywania protokółów. Księgi miejscowe, podobnie jak w P. 1850, byłyby prowadzone aż do ich zapełnienia, księga kontrolująca kończyłaby się po upływie roku[2]).

Poza wzmiankowanemi wyżej księgami urzędnik stanu cywilnego wyznań chrześcijańskich prowadziłby, wedle P. 1850 i 1852, jeszcze księgę zapowiedzi. Księga ta byłaby prowadzona w jednym egzemplarzu; składałaby się zaś z dwóch części: jednej „tabelarycznej“ i drugiej przeznaczonej na spisywanie protokółów. Księga zapowiedzi służyłaby aż do jej zapełnienia. Podobną księgę zapowiedzi prowadziłby rabin, iman lub inny duchowny wyznań niechrześcijańskich. (P. 1852).

b. Przechowywanie ksiąg. Wedle KCP i wszystkich projektów księgi miejscowe są przechowywane w siedzibie urzędnika stanu cywilnego, natomiast księgi kontrolujące powinny być po upływie roku złożone w archiwum hipotecznem (KCP, P. 1834, 1852) wzgl. w archiwum sądu (trybunału) cywilnego I-ej instancji (P. 1837, 1842, 1850).

---

strony i świadków (Por. Uwagi Kom. Warsz. nad tytułem o księgach metryk cywilnych, AKP. t. 710).

[1]) W oddziale czwartym zapisywanoby również akt uznania dziecka nieślubnego.

[2]) W KpB zmieniono ten przepis i postanowiono, że zarówno księga miejscowa jak i kontrolująca służyłaby tylko na jeden rok.

c. Koszt założenia ksiąg aktów stanu cywilnego. KCP, P. 1842, 1850 i 1852 nie wspominały o tem, kto ponosiłby koszta założenia ksiąg aktów stanu cywilnego. P. 1850 stanowił, że „oddzielne postanowienie przepisze... fundusz na koszta sprawienia (ksiąg) i środki zwrotu takowego". Zgodnie z P. 1834 i P. 1837, księgi aktów stanu cywilnego byłyby założone na koszt urzędników prowadzących te księgi.

d. „Liczbowanie"[1]) (numerowanie stronic) i „zaznaczanie" [2]) ksiąg. Wedle KCP i wszystkich projektów karty księgi aktów stanu cywilnego powinny być przed użyciem ponumerowane,[3]) a same księgi powinny być „zaznaczone".[3]) KCP, P. 1834 i 1837 stanowią, że numerowaniem stronic zajmuje się urzędnik prowadzący księgi. P. 1842, 1850 i 1852, nie wspominały o tem, kto „liczbowałby" stronice. Wedle KCP „zaznaczenia" ksiąg ma dokonać osoba upoważniona przez Komisję Rządową Sprawiedliwości. P. 1850 i 1852 nie zawierały przepisu o urzędnikach „zaznaczających" księgi. Zgodnie z P. 1834, 1837 i 1842 „zaznaczaniem" ksiąg aktów stanu cywilnego dla katolików, trudniliby się dziekani, a gdyby sam dziekan był urzędnikiem stanu cywilnego, zwierzchność djecezjalna delegowałaby do „zaznaczenia" ksiąg innego dziekana. Obowiązek „zaznaczenia" ksiąg dla chrześcijan—akatolików i dla niechrześcijan spoczywałby, wedle P. 1834, na sędziach gminnych i miejskich.

P. 1837 i 1842 stanowiły, że osoby wyznaczone przez władzę djecezjalną „zaznaczałyby" księgi aktów stanu cywilnego dla wyznawców religji grecko-rosyjskiej, (wschodnio-katolickiej) i grecko-unickiej. „Zaznaczaniem" ksiąg dla osób obu wyznań ewangelickich trudniliby się delegaci generalnego konsystorza ewangelickiego. Obowiązek „zaznaczania" ksiąg dla wyznawców innych religji spoczywałby na

---

[1]) To wyrażenie jest użyte w P. 1842.

[2]) Tego wyrażenia używają P. 1837 i 1842.

[3]) Według niektórych projektów księgi zapowiedzi nie ulegałyby wcale „zaznaczeniu", według innych ogólne przepisy o „zaznaczaniu" nie stosowałyby się do tych ksiąg. Postanowienia o „zaznaczaniu" ksiąg zapowiedzi pomijamy jako nie mające większego znaczenia.

„adjunktach dozorców miast“ (P. 1837) wzgl. na „adjunktach komisarzy obwodowych“ (P. 1842), a w Warszawie, obowiązek ten ciążyłby na „komisarzach wykonawczej policji“ (P. 1837, 1842).

Wedle KCP, P. 1834 i 1842 „zaznaczenie“ ksiąg polega na przeliczeniu kart księgi, na t. zw. „parafowaniu“, to jest umieszczeniu na każdej stronicy cyfry osoby zaznaczającej“[1]) i na poświadczeniu przy końcu księgi ilości jej stronic. P. 1837 i 1852 zawierały przepisy podobne, wszelako P. 1837 nic nie wspominał o „parafowaniu“, a P. 1852 nie zawierał wzmianki o przeliczeniu stronic.[2]) P. 1850 pozostawiał rozporządzeniu wykonawczemu określenie sposobu „zaznaczenia“ ksiąg.

e. Sprawdzenie ksiąg aktów stanu cywilnego.[3]) Akta stanu cywilnego są pisane w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach. Jeden egzemplarz mieści się w księdze miejscowej, a drugi w kontrolującej. Corocznie odbywa się sprawdzenie, czy przepisy prawa są zachowywane i w szczególności, czy akta spisane w obu księgach nie różnią się od siebie.

KCP powierzył sprawdzenie ksiąg osobom upoważnionym do tego przez Komisję Rządową Sprawiedliwości. P. 1850 i 1852 nie wspominały, kto dokonywałby sprawdzenia. Zgodnie z P. 1834, 1837 i 1842 sprawdzeniem ksiąg trudniłyby się te same osoby, które „zaznaczałyby“ księgi.

KCP i P. 1852 nie zawierały przepisu, w jakiem miejscu ma się odbywać sprawdzenie ksiąg, to jest, czy księgi mają być sprawdzone w siedzibie urzędnika stanu cywilnego, czy też mają być przesłane osobie trudniącej się sprawdzaniem. Wedle P. 1850 sprawdzenie odbywałoby się w siedzibie urzędnika stanu cywilnego, do którego przybywałaby osoba sprawdzająca. P. 1834, 1837 i 1842 nakazywały urzędnikom stanu

---

[1]) Wedle P. 1842 „parafowania“ dokonywałoby się przez położenie na każdej stronicy jednej sylaby imienia, nazwiska i urzędu osoby, zajmującej się „zaznaczaniem“.

[2]) Zgodnie z P. 1852 „parafowanie“ polegałoby na wpisaniu na każdej stronicy kilku liter nazwiska urzędnika, który „zaznacza“ księgi.

[3]) Księgi zapowiedzi nie ulegają sprawdzeniu.

cywilnego wysyłać księgi do siedziby osoby trudniącej się sprawdzaniem. To wysłanie musiałoby nastąpić najpóźniej ósmego stycznia każdego roku; sprawdzenie trwałoby, wedle P. 1834, 1837, 1842 i 1850, najdłużej do końca stycznia; zgodnie z P. 1852, sprawdzenie mogłoby trwać najwyżej dwa miesiące. KCP nie zawierał wzmianki o tem, jak długo może trwać sprawdzenie.

Wedle KCP i wszystkich projektów o sprawdzeniu należy spisać w obu księgach, t. j. w księdze miejscowej i w księdze kontrolującej protokół, zawierający zaświadczenie zgodności obu egzemplarzy wzgl. stwierdzający wszelkie dostrzeżone uchybienia, mianowicie zawierający wskazanie niezgodności tekstów, albo innych wykroczeń p-ko prawu. Zgodnie z KCP, po dokonaniu sprawdzenia, księga kontrolująca zostaje złożona do archiwum hipotecznego. Księgę tę składa do archiwum osoba sprawdzająca. Gdyby osoby trudniące się sprawdzeniem dostrzegły jakie wykroczenie p-ko ustawie, są obowiązane zawiadomić o dostrzeżonych uchybieniach Komisję Rządową Sprawiedliwości, wzgl. władzę delegowaną przez tę Komisję.

Wedle P. 1834, 1837 i 1842 osoba trudniąca się sprawdzaniem ksiąg, po sporządzeniu wspomnianego wyżej protokółu, odsyłałaby księgę miejscową urzędnikowi stanu cywilnego, a księgę kontrolującą przekazywałaby prokuratorowi królewskiemu (P. 1834, 1837) wzgl. prokuratorowi przy trybunale cywilnym I-ej instancji (P. 1842). P. 1850 stanowił, że osoba sprawdzająca księgi po spisaniu protokółu sprawdzenia pozostawiałaby księgę miejscową w siedzibie urzędnika stanu cywilnego, a księgę kontrolującą przesyłałaby prokuratorowi właściwego trybunału. Wedle P. 1852 należałoby księgę kontrolującą przesłać po dokonaniu sprawdzenia do sądu okręgowego, gdzie księga ta byłaby dostępna dla prokuratora.[1]) Razem z księgą kontrolującą odsyłanoby proku-

[1]) Kontrola prokuratorska miała dawać gwarancję, że duchowni-urzędnicy stanu cywilnego i osoby duchowne, zajmujące się sprawdzaniem ksiąg, będą wykonywać przepisy prawa świeckiego. Por. „Analyse du titre des actes de l'état civil", AKP. t. 7[illegible]8.. (motywy do P. 1834): „C'est

ratorowi pełnomocnictwa i inne dokumenty złożone w ciągu ubiegłego roku do ksiąg aktów stanu cywilnego. Prokurator byłby obowiązany przejrzeć starannie księgę kontrolującą i sporządzony w niej protokół sprawdzenia, oraz dokumenty załączone do księgi. Gdyby protokół sprawdzenia okazał się niedokładny lub nierzetelny, prokurator miałby prawo zażądać przysłania mu księgi miejscowej dla porównania jej z księgą kontrolującą (wszystkie projekty). W tym wypadku, wedle P. 1859, prokurator winien zaopatrzeć urzędnika stanu cywilnego w nową księgę miejscową. Gdyby prokurator zażądał przysłania mu księgi miejscowej, według P. 1834, 1837 i 1842, byłby obowiązany spisać w obu księgach nowy protokół sprawdzenia. P. 1852 stanowił, że prokurator, dostrzegłszy uchybienia w prowadzeniu ksiąg, winien dążyć do ich sprostowania i przedstawić swoje wnioski sądowi okręgowemu. Według wszystkich projektów, po dopełnieniu czynności przewidzianych przez prawo, prokurator składałby do właściwego archiwum, tak księgę kontrolującą, jak i dowody załączone do niej.

5. Sporządzenie aktu stanu cywilnego.

a. Miejsce sporządzenia aktu. Wpisanie aktu sporządzonego nie w miejscu zamieszkania osoby, której akt dotyczy, do ksiąg miejsca zamieszkania tej osoby. Według KCP akta stanu cywilnego, sporządzone nie w miejscu zamieszkania osoby, której te akta dotyczą, powinny być na żądanie stron zainteresowanych wciągnięte do ksiąg miejsca zamieszkania tej osoby.

P. 1850 stanowił, że akt „metryczny" byłby sporządzony w księgach „metryk cywilnych" miejsca, w którem odbył się obrzęd religijny chrztu, małżeństwa lub pogrzebu. „Jeżeli obrzęd religijny dopełnionym nie został, akt spisanym będzie,

---

un fait constant jusqu'à quel point le clergé pousse son indulgence lorsqu'il s'agit de remplir ou contrôler les formalités civiles statuées par une législation laïque. Aussi nous osons le dire le contrôle et la surveillance des actes de l'état civil dans le Royaume de Pologne sont nulles aujord'hui"

w księgach metryk cywilnych tej parafji, w obrębie której zaszło zdarzenie". Wedle P. 1852 akta stanu cywilnego należałoby spisać w księgach tej parafji lub gminy, w obrębie której zaszło urodzenie, małżeństwo lub śmierć. P. 1837, i 1842 nie zawierały podobnych przepisów. Według P. 1837, 1842, 1850 i 1852, jeśli akt stanu cywilnego został sporządzony nie w miejscu zamieszkania osoby, której akt dotyczy, urzędnik spisujący akt byłby obowiązany przesłać odpis tego aktu urzędnikowi stanu cywilnego miejsca zamieszkania osoby wymienionej w akcie.

Zgodnie z postanowieniem P-u 1852 przesłanie musiałoby nastąpić w ciągu dni 15 od daty aktu. Ten sam projekt stanowił, że o wysłaniu odpisu należałoby uczynić wzmiankę, w księgach miejsca sporządzenia aktu. „Przesłanie aktu małżeństwa spisanego w parafji jednego z małżonków nie jest potrzebne" (P.1852). Wedle P. 1837, 1842, 1850 i 1852 urzędnik stanu cywilnego miejsca zamieszkania danej osoby, otrzymawszy odpis aktu stanu cywilnego, który tej osoby dotyczy, powinien wciągnąć ten odpis do ksiąg miejscowej i kontrolującej. P. 1852 zawierał szczegółowe przepisy w tej materji. Według tego projektu „utrzymujący akta stanu cywilnego zaraz po otrzymaniu (odpisu) aktu... spisze w księdze miejscowej i w księdze kontrolującej jednobrzmienny protokół, w którym wymieni dzień, miejsce i rok przesłania lub złożenia odpisu, treść aktu nadesłanego lub złożonego, oraz przez kogo był spisany, a następnie wpisze treść aktu w części tabelarycznej odpowiednio napisom rubryk z powołaniem liczby kolejnej protokółu i stronicy, na której jest spisany; wreszcie przy protokóle powoła stronicę części tabelarycznej, na której akt nadesłany wciągnięty został". P. 1850 zawierał przepisy podobne, ale nie tak szczegółowe.

W P. 1834 nie znajdujemy żadnych postanowień, w powyżej omówionych kwestjach.

b. Chwila sporządzenia aktu stanu cywilnego. Wedle KCP i P. 1834 akta stanu cywilnego powinny być sporządzo-

ne natychmiast po spełnieniu obrzędu religijnego; jeśli obrzęd religijny nie jest potrzebny, albo nie łączy się z aktem stanu cywilnego, akt powinien być spisany natychmiast, po złożeniu urzędnikowi oświadczenia, które ma być wciągnięte do ksiąg. P. 1842 stanowił, że akt „metryczny", byłby sporządzony bezpośrednio po zawiadomieniu urzędnika, prowadzącego księgi, o urodzeniu, małżeństwie lub śmierci danej osoby. Według P. 1850, „akta urodzenia, zejścia oraz akta do oddziału czwartego należące, sporządzone będą niezwłocznie po ich zeznaniu. Akta małżeństwa niezwłocznie po dopełnieniu obrzędu religijnego". W P. 1837 i 1852 nie znajdujemy przepisów o chwili sporządzenia aktu stanu cywilnego.

c. Osoby, biorące udział przy sporządzaniu aktu stanu cywilnego, poza urzędnikami. Ogólnem wyrażeniem na określenie osób zawiadamiających urzędnika stanu cywilnego o fakcie, który winien być zapisany w księgach jest, wedle KCP i projektów, wyrażenie: „osoba zeznająca akt" wzgl. „osoba stawająca". Spotykamy się też z terminem „strony", wzgl. „strony interesowane". Przy spisywaniu aktu stanu cywilnego biorą udział świadkowie, a czasem występują jeszcze osoby mające przed urzędnikiem zaświadczyć tożsamość „stron interesowanych". Osoby te nazywa P. 1852 „rekognoscentami".

KCP, P. 1850 i 1852 stanowią, że „strony interesowane" mogą się wyręczyć przez pełnomocników, mających pełnomocnictwo szczególne i urzędowe. W niektórych wypadkach przewidzianych przez prawo „strony", są obowiązane stawać osobiście. Dotyczy to zawarcia małżeństwa. P. 1834, 1837 i 1842, nie zawierały przepisów o pełnomocnikach stron.

Wedle P. 1852 urzędnik stanu cywilnego winien zaznaczyć w akcie, czy zna osobiście „zeznawających" akt.

Gdyby urzędnik nie znał „stron interesowanych", tożsamość ich musiałaby być zaświadczona przez dwóch znanych urzędnikowi i wiarogodnych „rekognoscentów". „Rekognoscenci" winni posiadać przymioty wymagane od świadków.

W KCP i w innych projektach prócz P. 1850[1]) nie znajdujemy podobnych postanowień.

Wedle Kodeksu i wszystkich projektów, akt stanu cywilnego byłby sporządzony w obecności świadków. Projekty stanowiły, że świadków winno być conajmniej dwóch. Ze szczegółowych przepisów KCP wynika również, że akt byłby spisywany w obecności dwóch świadków. Zgodnie z Kodeksem i z projektami świadkami powinni być mężczyźni pełnoletni. Krewni stron nie są wyłączeni od świadczenia. P. 1837 i 1842 stanowiły, że świadkowie musieliby być osobiście znani urzędnikowi stanu cywilnego. Wedle P. 1852 świadkami winni być chrześcijanie, wszelako, jeśliby chodziło o akt stanu cywilnego, dotyczący wyznawców religji niechrześcijańskiej, niechrześcijanie mogliby być świadkami przy tym akcie. Świadek—niechrześcijan musiałby jednak być osobiście znany urzędnikowi stanu cywilnego.

d. Wzmianki konieczne w akcie stanu cywilnego; treść aktu; formalności przy jego spisaniu. Według KCP, P. 1834, 1837 1842 i 1852 w akcie stanu cywilnego należy wymienić rok, dzień i godzinę jego spisania, a nadto imię, nazwisko, „powołanie“ i zamieszkanie wszystkich osób wspomnianych w akcie. Zgodnie z P. 1852 w akcie stanu cywilnego należałoby poza danemi wyliczonemi powyżej podać jeszcze miejsce spisania aktu i wspomnieć o dniu, miesiącu, roku i, ile możności, o godzinie, w których zaszedł fakt, mający być wciągniętym do ksiąg, a mianowicie fakt urodzenia, małżeństwa lub śmierci. Wedle P. 1850, „każdy akt metryczny wyraża 1-o rok, miesiąc, dzień i godzinę jego sporządzenia 2-o rok, miesiąc i dzień dopełnienia obrzędu religijnego, jeżeli takowy miał miejsce“.

KCP stanowi, że „tylko to co podług przepisów duchownych i cywilnych, w akcie połączonym z metryką, a podług

---

[1]) P. 1850 stanowił: „O tożsamości osób stawających, jeżeli mu nie są znane, utrzymujący księgi winien się przekonać sposobem w art. 604 przepisanym“. Ponieważ tego art. 604 brak w aktach Kom. Prawod., gdyż znajdują się w tych aktach tylko dwa tytuły P-u 1850, nie możemy podać treści wzmiankowanego przepisu.

przepisów cywilnych, w samym akcie stanu cywilnego zawartem być powinno, wciągniętem będzie do aktu bez żadnych ani od stron, ani od przyjmującego dodatków lub objaśnień". Projekty zawierały przepisy podobne. P. 1834 i 1837. zabraniały urzędnikowi stanu cywilnego zamieszczać w akcie takich wzmianek, „które nie mają związku z istotą aktu". Te same projekty i P. 1842 zalecały urzędnikowi trzymać się przy spisywaniu aktu specjalnych wzorów dołączonych do tytułu o aktach stanu cywilnego.

Wedle P. 1850 i 1852 rozporządzenie wykonawcze zawierałoby wzory dla aktów spisywanych „tabelarycznie" i dla protokółów zamieszczanych w księgach aktów stanu cywilnego[1]). Zgodnie z P. 1852 w akcie stanu cywilnego, należałoby zapisać tylko to, co przepisy prawa nakazują w nim wymienić. P. 1850 stanowił, że „akta należące do trzech pierwszych oddziałów[2]) sporządzają się przez wpisanie w każdą rubrykę odpowiednich nadpisowi wymienień. Akta należące do ostatniego oddziału spisują się podług przepisanego wzoru". Wszelkie zbyteczne dodatki (P. 1852), wzgl. wszelkie dodatki lub „wymienienia" nie odpowiadające nadpisowi rubryk albo wzorom (P. 1850), byłyby poczytywane za niebyłe. P. 1852 wspominał, że wykreślenie tych dodatków mogłoby być nakazane przez sąd apelacyjny (izbę cywilną), na skutek jednostronnego podania (illacji), osób zainteresowanych bądź wskutek żądania prokuratora[3]).

Akt stanu cywilnego winien być spisany, wedle KCP i wszystkich projektów, w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach, mianowicie w księdze miejscowej i w księdze kontrolującej. Przy sporządzaniu aktu należy zachować jeszcze następujące formalności:

Według KCP, P. 1834, 1837, 1842, 1850 i 1852, akt należy spisywać „jednym ciągiem... bez skracań, miejsc próżnych, opuszczeń i przerw" (cyt. podł. P. 1852). Liczby należy pi-

---

1) Zob. pow. str. 328 — 329.
2) T. j. akta urodzenia, małżeństwa i śmierci.
3) Szczegóły zob. pon. str. 341 n.

sać literami. P. 1837, 1842 i 1852 zabraniały wszelkich skrobań, przemazywań, dopisków między wierszami.

Przekreślenia, odsyłacze i wszelkiego rodzaju poprawki powinny być na dowód przyjęcią podpisane przez urzędnika stanu cywilnego i przez świadków (KCP, P. 1834), wzgl. przez wszystkich biorących udział w sporządzeniu aktu (P. 1837, 1842, 1850, 1852). P. 1850 i 1852, zawierały postanowienie, zgodnie z którem wyrazy błędnie napisane należałoby przekreślić w ten sposób, żeby mogły być przeczytane. Poprawki w formie odsyłacza musiałyby być, wedle P. 1842 i 1850, umieszczone na brzegu aktu, a według P. 1852 ewentualne poprawki należałoby umieszczać w rubryce, do której się odnoszą, po wpisaniu treści rubryki[1]).

Wedle KCP, jeśli akt stanu cywilnego nie został skończony na jednej stronicy, każda stronica, na której akt się znajduje, powinna być podpisana przez „zeznających", świadków i urzędników. P. 1852 zawierał podobny przepis. W innych projektach nie znajdujemy takiego postanowienia.

KCP i wszystkie projekty stanowiły, że urzędnik sporządzający akt powinien ten akt przeczytać „zeznającym", świadkom i ewentualnie (P. 1852) „rekognoscentom". O przeczytaniu należy w akcie umieścić wzmiankę. Po przeczytaniu akt powinien być w obu egzemplarzach podpisany przez urzędnika stanu cywilnego, „zeznających", świadków i (P. 1852) „rekognoscentów". Gdyby kto z „zeznających", świadków wzgl. „rekognoscentów" nie podpisał aktu, należałoby wymienić w akcie przyczynę niepodpisania (KCP, P. 1837, 1842, 1850 i 1852). P. 1834 stanowił, że, jeśli osoba „zeznająca" akt nie umie pisać, akt musiałby być podpisany przez trzeciego świadka, którego „zeznający" winien specjalnie do tego upoważnić.

---

[1]) Por. art. 697 P-u 1852: „nie wolno... przekreślać w akcie wyrazów tak, iżby nieczytelnemi się stały; lecz wszystkie wyrazy zbyteczne lub mylnie napisane powinny być zakreślone, a w odpowiedniej rubryce po wpisaniu tego, co zawierać powinna, należy uczynić wzmiankę, że wyrazy nie mają znaczenia; w tejże rubryce należy dopisać wszelkie dodatki lub wyrazy w miejsce pomylonych w akcie znajdować się mające".

KCP i P. 1834 nie wspominały, w jakiej kolejności kładą swoje podpisy pod aktem urzędnik stanu cywilnego i inne osoby obecne przy sporządzaniu aktu.

Wedle P. 1837 i 1842 akt winien być naprzód podpisany przez urzędnika stanu cywilnego, a następnie przez „zeznających" i świadków. W P. 1850 i 1852 znajdujemy odwrotną zasadę: naprzód winien podpisać akt urzędnik stanu cywilnego, a następnie „zeznający" i świadkowie. P. 1852 zawierał następujące postanowienia o sposobie podpisywania aktu stanu cywilnego: „każdy akt winien być na końcu podpisany przez urzędnika akt przyjmującego. W części tabelarycznej podpisy mieścić się powinny w rubryce, gdzie będzie najwięcej miejsca, inne rubryki powinny być podznaczone przez wszystkich, którzy akt podpisali". Tenże sam projekt stanowił, że po zakończeniu i podpisaniu aktu należałoby przeciągnąć linję prostą pod najwięcej zapełnionemi rubrykami, poprzez wszystkie pozostałe rubryki części „tabelarycznej". Próżne miejsca, któreby wskutek tego pozostały, winny być zapełnione przez przeciągnięcie linji skośnych.

e. Dokumenty składane do ksiąg aktów stanu cywilnego. Wedle KCP i wszystkich projektów dokumenty składane do ksiąg aktów stanu cywilnego powinny być załączone do księgi kontrolującej.

f. Opłaty. P. 1842 stanowił, że urzędnik stanu cywilnego pobierałby opłatę za sporządzenie aktu. Wysokość opłat nie była określona w projekcie. Opłaty należałoby ściągnąć od osoby, której akt dotyczy, wzgl. od jej rodziców, opiekunów lub spadkobierców. Wedle P. 1850 i 1852 specjalne rozporządzenie ustalałoby taryfę opłat należnych urzędnikom stanu cywilnego za sporządzenie aktu, wzgl. za wydanie odpisu.

6. Akty stanu cywilnego sporządzone za granicą Królestwa. KCP i wszystkie projekty, z wyjątkiem P. 1842, stanowiły, że akta stanu cywilnego sporządzone za granicą „mają wiarę", jeśli zostały spisane wedle form za granicą używanych. Odpisy takich aktów należycie poświadczone mogą być użyte w Królestwie i złożone do ksiąg krajowych (KCP

i wszystkie projekty). Kodeks i projekty zawierały szczegółowe wskazówki o sposobie poświadczenia odpisów. Złożenie do ksiąg krajowych aktu, sporządzonego za granicą następuje na żądanie „strony interesowanej“ (KCP, P. 1837, 1842, 1850 i 1852), lub na żądanie rodziców, opiekunów albo następców osoby, której akt dotyczy (P. 1842). Odpis aktu ulegałby wciągnięciu do właściwych ksiąg (KCP, P. 1837, 1842, 1850, 1852), a mianowicie (KCP) do ksiąg miejsca zamieszkania „strony interesowanej“. Wedle P. 1834 urzędnik stanu cywilnego, otrzymawszy odpisy aktu sporządzonego za granicą, byłby obowiązany spisać protokół przyjęcia. Jeden odpis aktu pozostawałby przy księdze miejscowej, a drugi składanoby do archiwum razem z księgą kontrolującą.

Zgodnie z przepisem P-u 1850 treść aktu sporządzonego za granicą byłaby wpisana przez urzędnika stanu cywilnego do odpowiedniego oddziału księgi miejscowej i kontrolującej. W oddziale czwartym obu ksiąg urzędnik sporządzałby protokół przyjęcia.

P. 1852 stanowił, że „akta stanu cywilnego za obrębem Królestwa Polskiego sporządzone... skoro do jakiejkolwiek władzy Królestwa nadesłane zostały, wpisywane będą stosownie do rozporządzenia Komisji Rządowej Sprawiedl. i za pośrednictwem prokuratora do ksiąg ostatniego zamieszkania, lub, gdyby nie było wiadome, do ksiąg miejsca urodzenia osoby, której akt dotyczy“. Gdyby nadesłany akt nie zawierał dokładnych wiadomości o nazwisku osoby, której dotyczy, albo o miejscu jej urodzenia, wzgl. o miejscu ostatniego zamieszkania w Królestwie, akt ten należałoby złożyć w Głównem Archiwum Krajowem. O decyzji Komisji Rządowej Sprawiedliwości w materji wciągnięcia aktu do ksiąg lub złożenia go do archiwum, ogłaszanoby w gazecie rządowej; gdyby było wiadome miejsce ostatniego zamieszkania osoby, której akt dotyczy, należałoby umieścić ogłoszenie w dzienniku urzędowym właściwej „gubernji“, względnie w warszawskiej „Gazecie Policyjnej“.

7. Akty stanu cywilnego dla wojskowych. KCP zawierał szczegółowe postanowienia, dotyczące aktów stanu cywilnego sporządzanych dla wojskowych. W projektach nie znaj-

dujemy tych postanowień. Tylko P. 1852 głosił, że przepisy o aktach stanu cywilnego dla osób wojskowych mieściłyby się w ustawach Cesarstwa. Pozatem P. 1852 zawierał kilka szczegółów odnoszących się do tych aktów.

8. Sprostowanie aktów stanu cywilnego. Wzmianki na brzegu aktu. Pomyłki, które się wkradły do aktu stanu cywilnego, mogą być poprawione, braki w tych aktach można uzupełnić, dodatki zbyteczne, przeciwne prawu lub moralności mogą ulec wykreśleniu. Zachodzi wówczas sprostowanie (P. 1834: rectification) aktu stanu cywilnego. Wedle KCP, P. 1842, 1850 i 1852 sprostowanie następuje drogą wyroku sądowego. Zgodnie z postanowieniem P-u 1834 i 1837 należałoby czynić różnicę między sprostowaniem „omyłek widocznych" i sprostowaniem „czynów mylnie podanych". Przez „widoczną omyłkę" rozumianoby „przekręcenia lub opuszczenia wyrazów mniej ważnych, które wskutek prostego przeczytania aktu i porównania różnych onego części dostrzec się dadzą". Sprostowania „widocznych omyłek" mógłby dokonać urzędnik stanu cywilnego, osoba trudniąca się sprawdzaniem ksiąg, wzgl. prokurator królewski. P. 1837 stanowił, że poprawki takie musiałyby być poświadczone na brzegu aktu przez osobę, która dokonała sprostowania.

Sprostowanie „czynów mylnie podanych" mogłoby nastąpić tylko wskutek wyroku sądowego.

Wedle KCP, P. 1834 i 1837 do sprostowania aktu stanu cywilnego właściwy jest sąd ziemski (KCP), wzgl. trybunał (sąd) cyw. 1-ej instancji (P. 1834, 1837). Sąd wyrokuje na żądanie „stron interesowanych", po wysłuchaniu wniosków prokuratora królewskiego. KCP stanowi, że „oprócz stron przez żądających sprostowania powołanych może sąd nakazać powołanie innych jeszcze stron interesowanych, — gdy uzna tego potrzebę". Wedle P. 1834 i 1837 „sąd cywilny 1-ej instancji, śledząc czyny wymagające sprawdzenia, może przywołać z urzędu osoby, których świadectwo uzna potrzebnem" (cyt. podł. P. 1837). Od wyroku sądu osoby biorące udział

w sprawie mogą się odwołać do wyższej instancji (KCP, P. 1834 i 1837).

P. 1842 i 1850 nie wskazywały, który sąd byłby właściwy do orzeczenia sprostowania aktu stanu cywilnego. Wedle P. 1852 właściwym w powyższej materji byłby sąd apelacyjny („izba cywilna"). Prawo żądania sprostowania przysługiwałoby: „stronom interesowanym" (P. 1850 i 1852) wzgl. „osobom je wyobrażającym" (P. 1852). Zgodnie z postanowieniem P-u 1842 żądać sprostowania mogłyby „osoby, mające potrzebę wykazania lub zaprzeczenia wypadku, celem udowodnienia którego akt był spisany". Wedle P. 1842, 1850 i 1852 sprostowanie aktu stanu cywilnego następowałoby także na wniosek prokuratora. P. 1842 nie wspominał, kiedy prokurator miałby możność żądać sprostowania; wedle P. 1850 i 1852 prokurator mógłby wystąpić z wnioskiem o sprostowanie aktu stanu cywilnego, gdy „tego ze względów moralności lub dla porządku publicznego uznaje potrzebę" (P. 1852) „ilekroć sprostowanie aktu rząd lub moralność obchodzi" (P. 1850).

P. 1842 stanowił, że sprostowanie aktu stanu cywilnego następowałoby „po dopełnieniu należytego śledztwa". Wedle P. 1850 i 1852 wniosek o sprostowanie winien być złożony w drodze jednostronnego podania (illacji). Sąd decydowałby, czy wniosek może być natychmiast rozstrzygnięty, czy też należy przypozwać „strony, które sąd przywołać uzna potrzebę" (P. 1850), wzgl. osoby, „które mogą mieć przeciwny interes" (P. 1852). P. 1852 stanowił, że od decyzji sądu mogłyby się odwołać strony i prokurator.

Wedle KCP, P. 1834, 1837 i 1852 wyrok sądu w materji sprostowania ma moc tylko wobec osób, które żądały tego sprostowania, wzgl. zostały przywołane do sprawy. Inne projekty nie zawierały takiego postanowienia.

KCP, P. 1834, 1837, 1850 i 1852 stanowią, że wyrok nakazujący sprostowanie winien być złożony do właściwych ksiąg aktów stanu cywilnego. Urzędnik prowadzący księgi, otrzymawszy wspomniany wyrok, spisuje protokół przyjęcia w księdze miejscowej i w księdze kontrolującej (KCP, P. 1834,

1837, 1850 i 1852) i czyni wzmiankę o postanowieniu wyroku na brzegu poprawionego aktu w obu księgach (KCP, P. 1834, 1837, 1842, 1850). Wedle P. 1850 i 1852 protokół należałoby spisywać w części protokólarnej, a wedle P. 1852 wzmiankę o postanowieniu wyroku sporządzanoby w specjalnej rubryce części „tabelarycznej" obu ksiąg.

Gdyby księga kontrolująca znajdowała się już w archiwum, urzędnik stanu cywilnego, po sporządzeniu w księdze miejscowej protokółu i wzmianki, przesyłałby odpis tej wzmianki (KCP, P. 1842, 1850) wzgl. odpis protokółu i wzmianki (P. 1852) do właściwego archiwum (KCP, P. 1842, 1850, 1852). Według KCP, P. 1842 i 1850 przesłanie musi nastąpić w ciągu trzech dni, a wedle P. 1852 w ciągu ośmiu dni od daty sporządzenia wzmianki w księdze miejscowej. Na brzegu aktu lub w specjalnej rubryce w księdze kontrolującej zapisywanoby tę samą wzmiankę, co i w księdze miejscowej. P. 1852 stanowił wyraźnie, że do księgi kontrolującej wciąganoby również protokół przyjęcia wyroku[1]).

KCP, M. i projekty przewidują, że wzmianki na brzegu aktu stanu cywilnego winny być sporządzone nietylko wtedy, gdy do ksiąg zostanie złożony wyrok nakazujący sprostowanie aktu, ale i w niektórych wymienionych w prawie przypadkach, gdy prowadzący księgi otrzyma wyrok lub akt, mający wpływ na stan osoby, której dotyczy spisany w księgach akt stanu cywilnego. I tak zależnie od szczególnych przepisów KCP, M. i projektów na brzegu aktu urodzenia należy uczynić wzmiankę o uznaniu dziecka nieślubnego, o uprawnieniu i przysposobieniu; na brzegu aktu małżeństwa należy wspomnieć o wyroku orzekającym rozwód, unieważnienie związku małżeńskiego, rozłączenie od stołu i łoża, wzgl. przywrócenie wspólnego pożycia małżonków.

Wpisywanie wzmianek następuje w sposób powyżej

---

[1]) W P. 1834 i 1837 nie spotykamy przepisów o przesyłaniu odpisu wzmianki do archiwum.

omówiony [1]). Wzmianki wpisuje się bądź na żądanie stron, bądź na wniosek prokuratora [2]).

Wedle P. 1842 „gdyby metryczny akt, na brzegu którego wypadnie uczynić wzmiankę o ściągającym się do niego wyroku lub akcie nie był spisanym w Królestwie, lub też wynalezionym być nie mógł, w takim razie rzeczony wyrok sądowy lub akt wciągniony będzie dosłownie do właściwych ksiąg metryk cywilnych“.

P. 1850 zawierał podobny przepis.

9. Odpisy z ksiąg aktów stanu cywilnego. KCP i projekty zawierały prawie jednakowe postanowienia w materji odpisów z ksiąg aktów stanu cywilnego. Księgi te są jawne i każdemu służy prawo żądać odpisu tak z księgi miejscowej, jak i z księgi kontrolującej.

W Kodeksie i we wszystkich projektach znajdujemy postanowienia, dotyczące poświadczenia odpisów.

Gdyby na brzegu aktu stanu cywilnego mieściła się jakakolwiek wzmianka, wzmianka ta musiałaby być także umieszczona na odpisie aktu.

10. Odpowiedzialność urzędników stanu cywilnego i osób sprawdzających księgi. — Nadzór nad urzędnikami stanu cywilnego. W KCP i w projektach znajdujemy postanowienia o odpowiedzialności urzędników stanu cywilnego. P. 1834 i 1837 zawierają specjalne przepisy dotyczące odpowiedzialności osób sprawdzających księgi. Osoby te ulegałyby za zaniedbanie swoich obowiązków porządkowej karze pieniężnej.

Wedle KCP i wszystkich projektów, odpowiedzialność urzędników stanu cywilnego jest trojaka: dyscyplinarna, cywilna i karna. P. 1842 stanowił, że zwierzchni nadzór dyscy-

---

[1]) Wedle wzorów załączonych do P. 1842, wzmianka o przysposobieniu brzmiałaby w następujący sposób: „Na zasadzie przyłączonych pod literą *a)* dowodów, czyni się wzmianka o przysposobieniu Antoniego Z. przez Jana W.“

[2]) Por. np. art. *237* i *238* M., wedle których wzmianki na brzegu aktu małżeństwa są zapisywane na wniosek prokuratora.

plinarny nad urzędnikami stanu cywilnego przysługiwałby Komisji Rządowej Sprawiedliwości. Odpowiedzialność dyscyplinarna polega na tem, że Komisja Rządowa Sprawiedliwości (KCP, P. 1834, 1837, 1842), względnie (KCP) władza delegowana przez nią, lub (KCP, P. 1852) sąd ziemski (okręgowy) może wymierzyć winnym urzędnikom porządkowe kary grzywny. P. 1850 nie wspominał, jaka władza karałaby grzywną urzędników stanu cywilnego, lecz przewidywał wymierzenie tej kary. Wedle P. 1842 Kom. Rząd. Spraw. mogłaby wezwać Kom. Rząd. Spraw Wewn. i Duchown., aby ta usunęła ze stanowiska niezdolnego urzędnika. Przełożony parafji chrześcijańskiej, któryby się okazał niezdolny do prowadzenia ksiąg „metrycznych", mógłby wedle tego projektu być zastąpiony nawet przez osobę świecką [1]).

KCP i projekty różniły się od siebie tylko co do drugorzędnych szczegółów w materji odpowiedzialności cywilnej i karnej urzędników stanu cywilnego. Odpowiedzialność cywilna polega w ogólnych zarysach na tem, że urzędnik stanu cywilnego, winny uchybień przy prowadzeniu ksiąg, jest obowiązany do wynagrodzenia szkód i strat wynikłych z jego winy. Odpowiedzialność karna urzędników stanu cywilnego jest przewidziana w kodeksie karnym.

11. O mocy dowodowej aktów stanu cywilnego i odpisów tych aktów. KCP stanowi, że „wypisy[2]), wydane jako zgodne z księgami mieć będą wiarę dopóty, póki przez zapisanie się o fałsz zaskarżonemi nie będą". KCP nie zawiera wzmianki o mocy dowodowej samych oryginałów aktów stanu cywilnego, lecz wspomina, jak widzimy, tylko o znaczeniu odpisów. W P. 1850 i 1852 znajdujemy postanowienia zbliżone do cytowanych przepisów Kodeksu. Wedle tych projektów „wypisy[3]) będą mieć wiarę jaką prawo do aktów urzędowych przywiązuje" (cyt. podł. P. 1850).

P. 1834, 1837 i 1842 zawierają przepisy, dotyczące mo-

---

[1]) Zob. pow. str. 326.

[2]) Z ksiąg aktów stanu cywilnego.

[3]) j. w.

cy dowodowej oryginałów aktów stanu cywilnego. Akta te stanowiłyby zupełny dowód faktu, który stwierdzają. Odpisy posiadałyby moc identyczną z mocą dowodową oryginałów. Zarówno oryginały, jak i odpisy „miałyby wiarę“ dopóty, póki nie zgłoszonoby zarzutu fałszu.

12. O aktach urodzenia. Wedle KCP, P. 1834, 1837, 1842 i 1850 każde dziecko powinno być w ciągu dni ośmiu od jego urodzenia okazane właściwemu urzędnikowi stanu cywilnego. P. 1852 stanowił, że okazanie dziecka winno nastąpić w ciągu dni czternastu od jego urodzenia. Zgodnie z P. 1837 dziecko mogłoby być okazane urzędnikowi nawet w siedzibie zamieszkania rodziców dziecka. Okazanie noworodka ma na celu spisanie aktu urodzenia. Wedle KCP i wszystkich projektów sporządzenie aktu urodzenia może nastąpić nawet po upływie dni ośmiu, wzgl. czternastu od przyjścia na świat dziecka. W materji tego spóźnionego spisania aktu urodzenia postanowienia Kodeksu i projektów różniły się znacznie od siebie.

KCP stanowił tylko, że „jeżeli zaszło spóźnienie... spisanie aktu urodzenia nie ma być wstrzymanem, lecz przyczyna spóźnienia w akcie wyrażona być powinna“. P. 1852 również nakazywał wymienić w akcie przyczynę spóźnienia. P. 1834, 1837, 1842 i 1850 nie wspominały o tym obowiązku urzędnika stanu cywilnego. P. 1842 nie odchylił się pozatem od Kodeksu.

Wedle P. 1834, 1837 i 1852 w razie spóźnionego spisania aktu urodzenia, winni spóźnienia się z oznajmieniem o przyjściu na świat dziecka ulegaliby karze pieniężnej. Karę tę wymierzałby sąd (trybunał) cywilny 1-ej instancji na wniosek prokuratora królewskiego (P. 1834, 1837). Kara nie przekraczałaby 50 złp. (P. 1834, 1837); wedle P. 1852 kara wynosiłaby od 1 rs. do 20 rs. „w miarę okoliczności towarzyszących i czasu spóźnienia“.

Zgodnie z postanowieniem P. 1850 i 1852 urzędnik stanu cywilnego byłby obowiązany odmówić spisania aktu urodzenia, jeśli oznajmiono mu o fakcie przyjścia na świat dziecka po upływie trzech miesięcy (P. 1852), wzgl. po upływie roku (P.1850) od urodzenia się dziecka. W tym wypadku akt uro-

dzenia mógłby być spisany tylko z mocy upoważnienia trybunału (P. 1850), wzgl. „izby cywilnej“ (sądu apelacyjnego) (P. 1852).

Wedle P. 1850 w wypadku powyżej omówionym „strona interesowana“ występowałaby do trybunału w drodze jednostronnego podania celem ustalenia epoki urodzenia się dziecka. Do podania należałoby załączyć dowody. Gdyby dowodów narazie nie było, strona prosiłaby trybunał o przeprowadzenie śledztwa. Prawomocny wyrok trybunału, ustalający okres urodzenia się dziecka, należałoby złożyć urzędnikowi stanu cywilnego. Urzędnik spisywałby protokół przyjęcia wyroku w oddziale czwartym, a akt urodzenia w części „tabelarycznej“ księgi miejscowej i kontrolującej.

Zgodnie z postanowieniem P-u 1852 „izba cywilna“ na wniosek strony interesowanej mogłaby wprost nakazać urzędnikowi stanu cywilnego spisanie aktu urodzenia. Następowałoby to w wypadku, „jeżeli spóźnienie jest małoznaczące oraz, gdy do spisania aktu zgłaszają się rodzice, a względem ich tożsamości oraz czasu urodzenia dziecka żadna nie zachodzi wątpliwość“. W miarę okoliczności „izba cywilna“ przeprowadzałaby badanie świadków lub przystępowałaby do rozpatrzenia innych dowodów. Sąd mógłby przypozwać do sprawy osoby, „które mogą mieć przeciwny interes“, aniżeli strona, składająca podanie. Badanie świadków mogłoby nastąpić tylko pod tymi warunkami, pod którymi może się powołać na świadków dziecko dowodzące swego prawego pochodzenia[1]).

Według KCP i wszystkich projektów ojciec jest obowiązany oznajmić o urodzeniu się dziecka. Gdyby ojciec nie żył albo nie mógł wypełnić obowiązku oznajmienia, wówczas ten obowiązek przechodzi na lekarza, akuszerkę, urzędnika zdrowia lub inne osoby obecne przy połogu; gdyby zaś matka urodziła dziecko nie w swojem zamieszkaniu, obowiązek

---

[1]) Zob. pow. § 19.

oznajmienia o urodzeniu się dziecka spada na osobę, w której mieszkaniu nastąpił poród.

KCP, P. 1834, 1850 i 1852 stanowią, że, jeśli ojciec nie oznajmia o urodzeniu się dziecka, przyczyna niestawiennictwa ojca powinna być wskazana w akcie urodzenia. Wedle P. 1852 urzędnik stanu cywilnego byłby obowiązany „przekonywać się o przyczynie rzeczywistej niestawiennictwa się ojca". P. 1837 i 1842 nie zawierały powyższych przepisów.

Według KCP i wszystkich projektów „w akcie urodzenia wymienionym będzie dzień, godzina[1]), miejsce urodzenia, płeć dziecięcia, imię lub imiona mu dane, tudzież imiona, nazwiska, powołanie, miejsce zamieszkania rodziców jego i świadków" (cyt. podł. KCP). P. 1837 stanowił, że w akcie urodzenia dziecka chrześcijańskiego należałoby wspomnieć o obrzędzie chrztu, jeżeli ten obrzęd się odbył, a P. 1852 nakazywał urzędnikowi stanu cywilnego uczynić w akcie wzmiankę, że dziecko zostało rzeczywiście okazane prowadzącemu księgi.

Wedle KCP i P. 1850 ojciec dziecka nieślubnego może być wymieniony w akcie urodzenia dziecka, jako ojciec, tylko w wypadku, gdy jest obecny przy spisaniu aktu urodzenia i uznaje dziecko za swoje. P. 1842 stanowił, że o ojcu dziecka nieślubnego możnaby było wspomnieć w akcie urodzenia, jako ojcu, tylko o tyle, o ileby ojciec na to zezwolił. Zgodnie z przepisem P-u 1852 „ojciec dziecka nieprawego łoża wtenczas tylko, jako ojciec, w akcie urodzenia może być wymieniony, gdy złożony jest wyrok prawomocny za ojca go uznający, alboteż, gdy bądź w samym akcie, lub w oddzielnym akcie urzędowym poświadczył, że dziecko z niego zostało spłodzone".

KCP, P. 1842, 1850 i 1852 stanowią, że ojciec dziecka, urodzonego ze związku cudzołożnego lub kazirodczego, nie może być zapisany, jako ojciec, w akcie urodzenia. Wedle

---

[1]) KCP i P. 1834 nakazywały kategorycznie wymienić w akcie godzinę urodzenia się dziecka. Inne projekty zalecały wymienić tę godzinę „ile możności".

P. 1834 i 1837 wzmianka o ojcu dziecka nieślubnego, jako o ojcu, w akcie urodzenia dziecka, byłaby wogóle zakazana.

KCP, P. 1837, 1842, 1850 i 1852 zawierały przepisy dotyczące sporządzania aktów urodzenia dla t. zw. podrzutków. Wedle KCP i P. 1850 osoba znajdująca podrzucone dziecko nowonarodzone, winna oddać je (KCP) wzgl. okazać (P. 1850) przełożonemu którejkolwiek parafji; wedle P. 1852 znalazca byłby obowiązany zawiadomić o znalezieniu dziecka bądź najbliższą władzę policyjną, bądź przełożonego najbliższej parafji chrześcijańskiej. P. 1837 i 1842 stanowiły, że osoba znajdująca podrzutka winna okazać (P. 1842) wzgl. oddać (P.1837) go któremukolwiek urzędnikowi stanu cywilnego, a zatem nawet urzędnikowi świeckiemu.

Wedle KCP i cytowanych projektów razem z dzieckiem należy okazać (oddać) urzędnikowi stanu cywilnego wzgl. władzy policyjnej odzież i inne rzeczy znalezione przy dziecku i należy oznajmić wszystkie okoliczności co do czasu i miejsca znalezienia dziecka.

KCP, P. 1850 i 1852 stanowią, że przełożony parafji wskutek doniesienia osoby, która znalazła podrzutka, względnie (P.1852) wskutek zawiadomienia władzy policyjnej spisuje akt urodzenia. Wedle P. 1837 i 1842 obowiązek spisania aktu urodzenia dla podrzutków ciążyłby w miarę okoliczności nawet na świeckim urzędniku stanu cywilnego.

KCP, P. 1837 i 1842 stanowią, że w akcie urodzenia podrzuconego dziecka należy zapisać szczegóły zakomunikowane przez znalazcę, domniemany wiek dziecka, jego płeć, imiona mu nadane, władzę cywilną, szpital lub osobę, która przyjęła dziecko. Wedle P. 1850 i 1852 wszystkie szczegóły wymienione powyżej należałoby zapisać w specjalnym protokóle w części „nietabelarycznej“. W części „tabelarycznej“ spisywanoby prócz tego akt urodzenia.

Wedle KCP i P. 1852, gdyby dziecko urodziło się żywe, lecz zmarło przed sporządzeniem aktu urodzenia, należy spisać zarówno ten akt, jak i akt zejścia.

Jeśli urzędnik stanu cywilnego nie widział dziecka przy życiu, jest obowiązany zapisać w akcie urodzenia, „iż okazane mu zostało dziecię nieżywe z oświadczeniem, iż żywe na świat przyszło“.

P. 1842 i 1850 stanowiły, że gdyby dziecko zmarło przed sporządzeniem aktu urodzenia,[1]) należałoby spisać tylko akt zejścia i zaznaczyć w tym akcie, kiedy się dziecko urodziło.

P. 1834 i 1837 nie zawierały przepisów w wyżej omówionych materjach.

P. 1852 zawierał postanowienie nieznane Kodeksowi i reszcie projektów. Według tego postanowienia, w razie przyjęcia religji chrześcijańskiej przez osobę innego wyznania, przełożony parafji przesyłałby metrykę chrztu urzędnikowi stanu cywilnego prowadzącemu księgi, w których został spisany akt urodzenia tej osoby.

Urzędnik stanu cywilnego czyniłby w odpowiedniej rubryce aktu urodzenia wzmiankę o przyjęciu chrztu[2]).

Wedle P. 1837, gdyby księgi aktów stanu cywilnego nie były prowadzone, uległy zniszczeniu, uszkodzeniu, albo gdyby sam akt urodzenia został wydarty, zniszczony, zaginął lub wcale go nie sporządzono, pochodzenie mogłoby być dowiedzione przez inne dokumenty lub przez badanie świadków. Wyrok sądu wpisany do właściwych ksiąg zastępowałby akt urodzenia. P. 1842 i 1852 zawierały podobne przepisy. Wszelako P. 1842 stanowił, że w braku aktu urodzenia „prawe lub nieprawe pochodzenie... może być dowodzone tylko w przypadkach w rozdziale... II-gim oznaczonych“.[3]) Wedle P. 1852, w razie nieprowadzenia, zaginienia, zniszczenia ksiąg, albo niespisania, zniszczenia lub zaginienia samego aktu uro-

---

[1]) Wedle P. 1850 przepis podany w tekście odnosiłby się tylko do wypadku, gdy dziecko zmarło przed upływem ośmiu dni od przyjścia na świat.

[2]) O sposobie wpisywania wzmianek, zob. pow. str. 343 i n.

[3]) T. j. w rozdziale (tytule): „o rodzicach i dzieciach“. Zob. pow. § 19 i n.

dzenia, pochodzenie mogłoby być dowodzone przez świadków pod tymi samymi warunkami, pod jakimi badanie świadków byłoby dopuszczone na korzyść dziecka poszukującego prawego pochodzenia[1]). Za dowód wieku danej osoby służyłyby zeznania dwóch świadków.

P. 1852 stanowił również, że „ilekroć w ciągu sprawy cywilnej lub karnej będzie osiągnięty dowód urodzenia, jakiego akta stanu cywilnego nie obejmują, prokurator obowiązany jest przesłać zapadły wyrok właściwemu urzędnikowi stanu cywilnego, który spisze tak protokół, jak akt w rubrykach właściwych"[2]).

13. O aktach zapowiedzi.[3]) Według M i projektów akt zapowiedzi należałoby spisywać w miejscu ich ogłoszenia, t. j. w miejscu zamieszkania nupturjentów. Pr. małż. z r. 1836[4]) stanowi, że akt zapowiedzi winien zawierać imiona, nazwiska, „powołanie" i zamieszkanie każdego z nupturjentów, oraz imiona, nazwiska, „powołanie" i zamieszkanie ich rodziców, a także dzień, godzinę i miejsce ogłoszenia zapowiedzi. Akt zapowiedzi musi być sporządzony w dniu, w którym ogłoszenie zapowiedzi nastąpiło.

---

[1]) Zob. pow. § 19.

[2]) Co do aktów przysposobienia, wzgl. co do wzmianki o przysposobieniu na brzegu aktu urodzenia, zob. pow. str. 327 i 343. P. 1837 zawierał przepisy o zastąpieniu aktu przysposobienia w razie zniszczenia ksiąg, nieprowadzenia ich, zaginienia wzgl. w razie wydarcia, niespisania, zniszczenia samego aktu adopcji. Postanowienia te były takie same jak przepisy P-u 1837 o zastąpieniu aktów urodzenia (zob. pow. str. 350). KCP stanowi że akt uznania dziecka nieślubnego winien być wpisany w księgi aktów stanu cywilnego wedle swej daty; zgodnie z P. 1850 akt uznania należałoby sporządzić w oddziale czwartym (protokólarnym). P. 1850 i 1852 wspominały także o sporządzeniu aktu uprawnienia w części protokólarnej ksiąg aktów stanu cywilnego. Wedle KCP i P. 1850 o uznaniu dziecka nieślubnego, a wedle P. 1850 i 1852 o uprawnieniu należałoby wpisać wzmiankę na brzegu, wzgl. (P. 1852) w odpowiedniej rubryce aktu urodzenia. O sposobie czynienia wzmianki zob. pow. str. 343.

[3]) Co do ksiąg, w których należy zapisywać akta zapowiedzi zob. pow. str. 327 — 329.

[4]) Przepisy o sporządzaniu aktu zapowiedzi, zawarte w art. 42 M., odnoszą się do małżeństw katolickich, unickich, ewangelickich.

Pr. małż. z r. 1836 miało stanowić tyt. I-y P-u 1837 i 1842. Prócz przepisów o aktach zapowiedzi zawartych w M znajdujemy jeszcze w P. 1837 i 1842[1]) postanowienie, zgodnie z którem do spisania aktu zapowiedzi nie byłaby potrzebna obecność świadków. P. 1837 zawierał przepisy o zastąpieniu aktu zapowiedzi[2]).

P. 1834 zupełnie się zgadzał z postanowieniami M. W P. 1850 i 1852 przepisy o aktach zapowiedzi zostały przeniesione z tytułu „o małżeństwie“ do tytułu „o aktach stanu cywilnego“ („o księgach metryk cywilnych“). Wedle P. 1850 i 1852 w części „tabelarycznej“ księgi zapowiedzi, prócz niektórych szczegółów wymaganych przez M, (data ogłoszenia zapowiedzi, imiona, nazwiska, stan, zamieszkanie przyszłych małżonków i ich rodziców) należałoby jeszcze wymienić, czy ogłoszona zapowiedź jest pierwszą, drugą lub trzecią, czy zaszło „tamowanie“ związku małżeńskiego, czy „tamowanie“ zostało zniesione. P. 1852 nakazywał wspomnieć w akcie zapowiedzi czy została uzyskana dyspensa i od ilu zapowiedzi. W części „nietabelarycznej“ spisywanoby wedle obu projektów protokóły o „tamowaniu“ lub o zniesieniu „tamowania“.

14. O aktach małżeństwa. Wedle M i wszystkich projektów[3]) akt małżeństwa spisany bezpośrednio po religijnym obrzędzie ślubu winien wymieniać:

1. imiona, nazwiska, „powołanie“, miejsce urodzenia, zamieszkanie i wiek małżonków;

2. imiona, nazwiska, „powołanie“ i zamieszkanie ich rodziców;

3. pozwolenie rodziców, opieki i zwierzchności wojskowej w przypadkach, w których prawo tego wymaga;

---

[1]) W tytule „o aktach stanu cywilnego“ („O księgach metryk cywilnych“).

[2]) Postanowienia te byłyby takie same, jak przepisy o zastąpieniu aktu urodzenia; zob. pow. str. 350.

[3]) W P. 1834 i 1837 znajdujemy przepisy o aktach małżeństwa w tytule „o małżeństwie“, a w P. 1842, 1850 i 1852 w tytule o aktach stanu cywilnego („o księgach metryk cywilnych“).

4. wzmiankę o dniu i miejscu, w których nastąpiły zapowiedzi lub usprawiedliwienie przyczyny, dla której zapowiedzi się nie odbyły;

5. jeśli małżeństwo zawarła osoba, która była poprzednio w związku małżeńskim, wzmiankę o czasie, w którym poprzedni związek ustał lub został unieważniony;

6. oświadczenie małżonków czy zawarli umowę przedślubną, czy też jej nie zawarli; jeśli zaś taka umowa została zawarta, wzmiankę o dacie, miejscu jej zawarcia i o rejencie, za którego pośrednictwem umowa przyszła do skutku;

7. imiona, nazwiska, „powołanie", wiek i zamieszkanie świadków; jeśli świadkowie są krewnymi lub powinowatymi małżonków, wzmiankę czy są krewnymi wzgl. powinowatymi z linji ojczystej czy macierzystej i w jakim stopniu;

8. oświadczenie duchownego i świadków, że małżeństwo zostało zawarte religijnie.

Oprócz powyższych szczegółów należałoby wedle P. 1850 wymienić jeszcze w akcie małżeństwa, czy zaszło „tamowanie" związku małżeńskiego, a, jeśli zaszło, to w jaki sposób zostało zniesione, tudzież wspomnieć o nazwisku duchownego, który dopełnił obrzędu ślubu. P. 1852 stanowił, że, jeśli ślub nie był dany przez właściwego duchownego, akt małżeństwa winien wymieniać datę upoważnienia udzielonego innemu duchownemu. Upoważnienie to należałoby załączyć do księgi kontrolującej.

Wedle M, P. 1834, 1837, 1842 i 1852,[1]) gdyby księgi aktów stanu cywilnego zostały zniszczone, zaginęły lub gdyby ich wcale nie prowadzono, a wedle M., P. 1837, 1842 i 1852 także w wypadku, gdy spisany w księgach akt małżeństwa został wydarty lub zniszczony, zawarcie związku małżeńskiego może być udowodnione „przez dokumenta lub przez

---

[1]) W tytule „o księgach metryk cywilnych" P-u 1850 nie znajdujemy przepisów o zastąpieniu aktu małżeństwa. Ponieważ w aktach Kom. Prawod. brak tytułu „o małżeństwie" w P. 1850 nie możemy podać treści wzmiankowanych przepisów,

świadków"[1]) M, P. 1837, 1842 i 1852 stanowią, że za pomocą tych samych środków można dowieść zawarcia małżeństwa także i wtedy, gdy akt stanu cywilnego wogóle nie został spisany, wszelako znajdują się „ślady zawartego małżeństwa"[2]) w księgach aktów stanu cywilnego bądź w księgach kościelnych, bądź (P. 1852) w innych urzędowych aktach z epoki zawarcia związku małżeńskiego.

Wedle M (a zatem i według P. 1837 i 1842), jeżeli zawarcie małżeństwa zostało udowodnione w drodze procesu karnego, wyrok sądu winien być złożony do właściwej księgi aktów stanu cywilnego; w tejże księdze należy spisać protokół przyjęcia wyroku. Dopełnienie tych formalności „zapewni małżeństwu od dnia obchodu jego wszystkie skutki cywilne".[3]) P. 1834 zawierał podobny przepis.

Niezależnie od wymienionego wyżej przepisu tytułu „o małżeństwie" P-u 1837 i 1842, w tytule „o aktach stanu cywilnego" („o księgach metryk cywilnych") tych projektów znajdujemy postanowienie bardziej ogólne, odnoszące się do udowodnienia zawarcia małżeństwa nietylko w drodze procesu karnego, ale w drodze wszelkiego wogóle procesu. Wedle tego postanowienia: „ wyrok sądu, mocą którego przyznanem zostaje udowadniające się zdarzenie, wpisanym będzie w księgi metryk cywilnych i zastępuje w zupełności akt, który spisanym lub wyszukanym nie był (cyt. podł. P. 1842).

P. 1852 nakazywał prokuratorom przesyłać do właściwych urzędników stanu cywilnego, wyroki sądów cywilnych lub karnych, ilekroć te wyroki ustalały zawarcie małżeństwa, o którem nie było wzmianki we właściwych księgach małżeństw. Wszelako P. 1852 nie zawierał przepisu o skutkach, które pociągnęłoby za sobą wpisanie wyroku do ksiąg aktów stanu cywilnego.

M (P.1837, 1842), P. 1834 i 1852 przewidywały kilka szczegółów proceduralnych dotyczących sprawy karnej

---

1) cyt. podł. M.
2) j. w.
3) j. w.

w wypadku, gdy spełnione zostało takie przestępstwo, iż od jego wykrycia zależy dowód zawarcia małżeństwa.

15. O aktach zejścia. Według KCP, P. 1837, 1842, 1850 i 1852 urzędnik stanu cywilnego przed spisaniem aktu zejścia powinien naocznie przekonać się o zaszłej śmierci. Z zestawienia art. 50, 51 i 53 tyt. V-go P-u 1834 wynika, że na prowadzącym księgi aktów stanu cywilnego zawsze ciążyłby obowiązek osobistego sprawdzenia zgonu danej osoby, choć sam akt zejścia mógłby być spisany zanim urzędnik stanu cywilnego przekonał się naocznie o zaszłej śmierci[1]).

P. 1852 stanowił, że, jeśli urzędnik stanu cywilnego nie mógłby osobiście sprawdzić zgonu, akt zejścia byłby spisany po złożeniu przez urzędnika policyjnego lub lekarskiego zaświadczenia o śmierci.

Według KCP prowadzący księgi aktów stanu cywilnego, jeśli nie jest zarazem duchownym przełożonym parafji, udziela pozwolenia na pochowanie. Pozwolenie to może być wydane dopiero po naocznem przekonaniu się urzędnika o zaszłej śmierci i przynajmniej po upływie 48-u godzin od chwili zgonu. Kodeks dozwala specjalnym rozporządzeniom administracyjnym na ewentualną zmianę powyższego terminu. P. 1834 zawierał podobne przepisy, wszelako stanowił, że zezwolenia na pochowanie udzielałby każdy urzędnik stanu cywilnego, a więc bez względu na to, czy był jednocześnie przełożonym parafji, czy też osobą świecką. Według P. 1837, 1842, 1850 i 1852 pogrzeb mógłby się odbyć dopiero po spisaniu aktu zejścia. P. 1850 i 1852 groziły osobom wykraczającym przeciwko powyższym przepisom karami przewidzianymi w kodeksie karnym. O pozwoleniu na pochowanie P. 1837, 1842, 1850 i 1852 nie wspominały. P.1837 stanowił, że „gospodarze i rządcy domów obowiązani są przestrzegać,

---

[1]) Art. 50: „Aucune inhumation ne sera faite qu'avec l'autorisation du fonctionnaire préposé à la tenue des livres de l'état civil". Art. 51: „L'autorisation d'inhumer le défunt ne peut être delivrée qu'après une constatation oculaire de son décès"... Art. 53: „L'acte des décès sera dressé sur la constatation oculaire du décès par le fonctionnaire préposé à la tenue des livres de l'etat civil, ou bien sur la déclaration de deux termoins"...

ażeby o nastąpionem zejściu w ich domu przed pogrzebieniem zmarłego, uwiadomioną była osoba utrzymująca akta stanu cywilnego celem spisania potrzebnego w tej mierze aktu". Za zaniedbanie tego obowiązku winni ulegaliby grzywnie nie wyższej niż 50 złotych. Karę tę orzekałby sąd cywilny 1-ej instancji na wniosek prokuratora królewskiego.

Wedle KCP, P. 1837, 1842 i 1852 akt zejścia winien być spisany na skutek doniesienia dwóch świadków. Z P-u 1834 wynika, że sporządzenie aktu zejścia następowałoby albo wskutek zawiadomienia dwóch świadków, albo wskutek naocznego przekonania się urzędnika stanu cywilnego o zaszłej śmierci. Kodeks, P. 1837, 1842, 1852 używają nazwy „świadkowie" na określenie osób zawiadamiających urzędnika stanu cywilnego o zgonie. W ten sposób przymiot świadka łączyłby się z przymiotem osoby „zeznającej" akt. W związku z powyższem powstaje kwestja, czy specjalne wymagania stawiane świadkom (płeć męska, wiek 21 lat) mają zastosowanie do tych szczególnych świadków, którzy są jednocześnie „zeznającymi" akt, bowiem osoby „zeznające" akt stanu cywilnego mogą być zwykle nieletnie i płci żeńskiej. Kodeks i cytowane wyżej projekty nie rozwiązują tej kwestji. Natomiast P. 1850 stanowił, że „akt zejścia spisanym będzie na zasadzie zeznania dwóch osób, warunki artykułem 12-ym wymagane łączących (t. j. mężczyzn pełnoletnich)... Zeznający są zarazem świadkami".

Wedle KCP, P. 1837, 1842 i 1852 świadkowie winni być, ile możności, krewnymi lub sąsiadami zmarłego; P. 1834 wymagał tylko, aby świadkowie znali zmarłego osobiście. P. 1850 zgadzał się z KCP, ale żądał, jak już mówiliśmy, by świadkowie byli pełnoletnimi mężczyznami.

Wedle KCP, P. 1837, 1842, 1850 i 1852, jeśli ktoś zmarł nie w miejscu swego zamieszkania, jednym ze świadków przy sporządzaniu aktu zejścia powinna być osoba, u której śmierć zaszła, wzgl. (P. 1842, 1850, 1852) właściciel lub (P. 1852) rządca domu, w którym zgon nastąpił. P. 1834 nie zawierał przepisów w powyższej materji.

KCP stanowi, że „w akcie zejścia wyrażonemi będą imię lub imiona, nazwisko, powołanie, wiek i zamieszkanie osoby

zmarłej, dzień i godzina, w której umarła; jeżeli żyła w stanie małżeńskim, wyrażonemi będą nadto imię, lub imiona i nazwisko jej małżonka, który ją przeżył, lub którego ona przeżyła, tudzież imiona, nazwiska, wiek, powołanie i zamieszkanie zeznających, a, jeżeli są krewnymi, stopień ich pokrewieństwa. Akt ten zawierać będzie jeszcze, ile się dowiedzieć można, imiona, nazwiska, powołanie i zamieszkanie ojca i matki zmarłego i miejsce urodzenia jego“. W projektach znajdujemy podobne przepisy. P. 1842 w zupełności zgadzał się z Kodeksem. P. 1834 nie wspominał o wskazaniu w akcie zejścia danych dotyczących małżonka osoby zmarłej. P. 1837 i 1852 nakazywały wymienić w akcie zejścia między innymi szczegółami tylko dane, odnoszące się do małżonka, wzgl. (P. 1850) rodziców pozostałych przy życiu. Co się tyczy małżonka wzgl. rodziców, których przeżył zmarły, wedle P. 1850, należałoby tylko wspomnieć w akcie zejścia, iż te osoby nie pozostają przy życiu.

P. 1852 stanowił, że akt zejścia powinien wymieniać m. in.:... „2. imię, nazwisko, powołanie i zamieszkanie rodziców osoby zmarłej, pozostałego przy życiu małżonka, jeżeli osoba zmarła w związkach małżeńskich zostawała, tudzież dzieci, a w ich braku innych najbliższych krewnych, o ile osoby te są wiadome. Jeżeli rodzice lub współmałżonek wprzód już byli umarli, wzmianka o tem powinna być uczynioną... 4. wzmiankę o nastąpionem naocznem przekonaniu się względem zaszłej śmierci, lub o złożeniu w tym przedmiocie świadectwa z wymienieniem urzędu, który je wydał“.

Wedle KCP i wszystkich projektów, jeśli śmierć nastąpiła w szpitalu, instytucie dobroczynnym, areszcie, lub w innym publicznym zakładzie, nadzorca zakładu winien przesyłać urzędnikowi stanu cywilnego wiadomości, potrzebne do spisania aktu zejścia. W razie śmierci gwałtownej obowiązek ten ciąży na osobie prowadzącej śledztwo, a w razie śmierci z wyroku sądowego — na pisarzu sądu karnego.

Gdyby ciało nie mogło być rozpoznane, pochowanie następuje dopiero po zakończeniu czynności, mających na celu ustalenie tożsamości zmarłego (KCP, P. 1852). P. 1850 stanowił, że we wszystkich wspomnianych wyżej przypadkach

urzędnik stanu cywilnego, otrzymawszy zawiadomienie o śmierci gwałtownej lub śmierci w zakładzie publicznym, spisywałby protokół przyjęcia w części „nietabelarycznej" księgi miejscowej i kontrolującej, a w części „tabelarycznej" sporządzałby akt zejścia.

Według KCP, P. 1834 i 1852, w razie śmierci gwałtownej wzgl. śmierci w publicznym zakładzie, jako to w więzieniu lub w areszcie albo (P. 1852) w szpitalu, w akcie zejścia nie powinno być żadnej wzmianki ani o przyczynie, ani o miejscu zgonu. Podobnie nie wolno wspominać w akcie o śmierci, jako o skutku wyroku sądowego. P. 1850 stanowił tylko, że „przyczyna, która śmierć spowodowała, w akcie wyrażoną nie będzie".

P. 1837 i 1842 nie zawierały żadnego z wyżej podanych przepisów. Pominięcie to było świadome [1]).

Według KCP, P. 1837, 1842, 1850 i 1852, gdyby księgi aktów stanu cywilnego nie były prowadzone, albo zaginęły lub gdyby je zniszczono lub też, gdyby zaginął wzgl. został zniszczony akt zejścia, albo gdyby go wcale nie spisano, zejście może być udowodnione „przez dokumenta bądź przez świadków". P. 1852 dodawał, że dowód ze świadków mógłby być przeprowadzony tylko pod tymi warunkami, pod jakimi badanie świadków byłoby dozwolone na korzyść dziecka poszukującego prawego pochodzenia. Zgodnie z P. 1837 i 1842 wyrok sądu wpisany do ksiąg aktów stanu cywilnego zastępowałby akt zejścia. W P. 1834 nie znajdujemy żadnych postanowień o zastąpieniu aktu zejścia.

16. Specjalne przepisy dotyczące zachowywania przez niechrześcijan prawa o aktach stanu cywilnego. KCP nie zawiera szczególnych postanowień w powyższej materji. Tylko w stosunku do żydów art. 93 Kodeksu przewiduje wydanie

[1]) Por. mot. do P. 1837: „Il n'y a aucune juste raison pour decliner un motif de plus de s'abstenir du délit". Mot. do P. 1842 (AKP. t. 708): „Zdawało się bowiem, iż pobłażanie to dla pamiątki przestępcy jest niewłaściwem, gdyż sprawiedliwą jest rzeczą, aby kara dotykała nietylko fizyczności, ale i moralności".

rozporządzeń uzupełniających, któreby wskazały „środki, dążące do ścisłego wykonania przepisów prawa o aktach stanu cywilnego“. W P. 1852 znajdujemy specjalne postanowienia, mające na celu zachowanie przez niechrześcijan przepisów tytułu V-o projektu; niezależnie od tego projekt odsyłał do rozporządzeń wykonawczych.

P. 1850 stanowił, że urzędnik stanu cywilnego, prowadzący księgi, przeznaczone dla niechrześcijan powinien przekonać się o tożsamości osób, których akt dotyczy, a w razie dostrzeżenia fałszu, jest obowiązany spisać protokół, celem pociągnięcia winnych do odpowiedzialności karnej. Jeśli urzędnik stanu cywilnego nie pełni jednocześnie funkcji policyjnych, winien zażądać od osób „wchodzących do aktu“ świadectwa policji, któreby ustalało ich tożsamość. P. 1852 zawierał podobne przepisy, ale tylko odnośnie do żydów.

W M (a więc i w P. 1837), w 1834 (tyt. o małżeństwie) i w 1842 (tyt. o księgach metryk cywilnych) znajdujemy szczególne postanowienia, dotyczące spisywania aktu małżeństwa dla osób wyznań niechrześcijańskich, a zwłaszcza dla żydów i mahometan. P. 1850 i 1852 prócz przepisów o sporządzeniu aktu małżeństwa dla niechrześcijan zawierały jeszcze specjalne postanowienia o aktach urodzenia i zejścia— dla osób należacych do wyznań niechrześcijańskich.

Wedle M i wszystkich projektów rabin, iman lub inny duchowny, któryby udzielał religijnego ślubu winien udać się ze świadkami i nowożeńcami do urzędnika stanu cywilnego, prowadzącego księgi dla osób, należących do wyznań niechrześcijańskich i oznajmić mu dane, potrzebne do spisania aktu małżeństwa. Sporządzenie aktu musi nastąpić bezpośrednio po obchodzie religijnym. Urzędnik stanu cywilnego jest obowiązany przekonać się, czy przepisy prawa małżeńskiego zostały zachowane, a w razie dostrzeżenia uchybień, winien zawiadomić o nich prokuratora.

Co się tyczy spisywania aktów urodzenia i zejścia, to, wedle P. 1850 i 1852, rabini i inni dopełniający obrzezania lub religijnego pogrzebu osób wyznania mojżeszowego powinni zawiadomić niezwłocznie urzędnika stanu cywilnego o każ-

dym wypadku śmierci lub o każdem urodzeniu w wyznaniu mojżeszowem.

P. 1850 stanowił, że wykroczenie przeciwko przepisom, mającym na celu zachowanie przez niechrześcijan prawa o aktach stanu cywilnego pociągałoby za sobą:

„a. na starozakonnych zaniedbujących zeznać akt metryczny, ich rodziców i panów — karę pieniężną od 5-ciu do 30-u rubli srebr.

b. na rabina i imana karę pieniężną od 30-u do 75-u rub. srebr.“ [1]).

KONIEC CZ. II-giej.

---

[1]) Art. 191 M przewidywał karę pieniężną na duchownych wyznań niechrześcijańskich, dających ślub z obrazą przepisów prawa o małżeństwie.

Sprostowania i uzupełnienia.

STRONA	WIERSZ	JEST	POWINNO BYĆ
14	15 od góry	i	względnie
14	15 od góry	wschodniego	prawosławnego
17	6 od góry	123 M	124 M
71	odsył. 1.	Tytuły V-y i V-y	Tytuły V-y i VI-y.
93	6, 7 i 8 od dołu	upoważnieniu sądu w razie choroby męża. P. 1834, 1842 i KpB się porozumieć z mężem	upoważnienie do sądu, jeżeli żona w czasie właściwym nie mogła się porozumieć z mężem.
93	4 od dołu	upoważnienia	upoważnieniu
94	5 od dołu	pod	na
105	11 od dołu	małżeństwach, uboższych	małżeństwach uboższych,
109	1 od góry	PII 1853	PI 1853
110	18 od góry	PII 1853 (dal uboższych) i PI 1853 (przy zarządzie męża)	PI 1853 (dla uboższych) i PII 1853 (przy zarządzie męża)
131	odsyłacz 6	ods. 2	ods. 1
149	15 od dołu	wzruszało	wzruszyło
167	11 od góry	P. 1840	P. 1842
183	17 od góry	tłumaczenia, nie daje	tłumaczenia nie daje
189	8 od dołu, kolumna odnosząca się do P. 1852.	w epoce domniemany jako ojciec	w epoce domniemanego poczęcia.
205	2 od dołu	pod przewodnictwem, sędziego	pod przewodnictwem sędziego
263	17 od góry	przyznawałby	przyznawały
265	odsyłacz 1	262	263
303	8 od dołu	poszczególnych	szczególnych
304	4 i n. od góry	nie mogą samodzielnie zawiadywać swoim majątkiem, pomi bardzo starzy, albo nieuleczalnie chorzy, głuchoniemi i niemi mo że ich rozwój umysłowy jest zupełnie normalny	bardzo starzy, albo nieuleczalnie chorzy, głuchoniemi i niemi nie mogą samodzielnie zawiadywać swoim majątkiem, pomimo, że ich rozwój umysłowy jest zupełnie normalny.
328	9 od góry	P. 1850	P. 1852

STRONA	WIERSZ	JEST	POWINNO BYĆ
339	7 i n. od góry	naprzód winien podpisać akt urzędnik stanu cywilnego, a następnie „zeznający" i świadkowie	naprzód winni podpisać akt „zeznający" i świadkowie, a następnie urzędnik stanu cywilnego.
356	19 od dołu	mogą być zwykle nieletnie	mogą być nieletnie
357	11 od góry	1852	1850
359	3 od góry	P. 1852	P. 1850
384	12 od dołu	(363)	(368)
393	7 od góry	i	o
399	7 od dołu	Zapowiedzi osób. przebywających dłużej jak trzy miesiące w jednej ostatniej ich konsystencji	Zapowiedzi wojskowych ogłoszone być powinny w parafji miejsca ostatniej ich konsystencji
404	25 od góry	63 i 68	63 — 68
417	17 od góry	wyjątkiem	majątkiem
424	19 od dołu	Oddział IV.	Oddział III.
428	wiersze 13, 14 i 15 od dołu należy opuścić		
429	1 od góry	Sąd cywilny, jeżeli sam z mocy artyk. 157 — 180-go nie jest właści-	325. W przypadkach w art. 59 oznaczonych, osoby interesowane mo-
437	14 od dołu	warunkiem	warunkami
438	15 od dołu	nich	niej
438	6—7 od dołu	synowie	synowiec
441	11 od góry	opiekuna	opiekunka
462	16 od dołu	600	609
465	21 od góry	wydzieleniem	wydaleniem
466	6 od góry	wypadku	wyroku
469	10—11 od góry	rubryki	rubryk
470	26 od dołu	wykazów tak;	wyrazów tak,
472	10 od dołu	części, z końcem upłynionego roku	części z końcem upłynionego roku,

UWAGA: W niektórych artykułach kontrprojektu warszawskiego (str 397 — 477) spotykamy powołanie innych artykułów tego projektu. Widocznie jednak numeracja poszczególnych artykułów nie była ostatecznie ustalona, alboteż w samym tekście, z którego korzystaliśmy, zachodziły błędy kopisty, gdyż powołanie to niezawsze odpowiada rzeczywistości (por. np. art. art. 36, 46, 202, 242, 393). Nie mogąc zmieniać oryginału, pozostawiliśmy te powołania.

CZĘŚĆ TRZECIA*).

*) W tej części podajemy tekst dwóch projektów Księgi I-szej Kodeksu Cywilnego, mianowicie projektu petersburskiego z r. 1842 (P. 1842) i projektu warszawskiego z r. 1852 (P. 1852). Projekty te są najlepszym wyrazem poglądów obu komisji na reformę prawa cywilnego w Królestwie.

PROJEKT PETERSBURSKI

z r. 1842.

TYTUŁ I.

O małżeństwie.

Tytuł ten zawiera prawo z r. 1836 z opuszczeniem wszakże niektórych artykułów, które odniesiono do procedury i ze zmianami terminologji (rada opiekuńcza, religja wschodnio-katolicka, księgi metryk cywilnych), które przeważnie wynikają z prac nad innymi tytułami.*)

Projekt	Pr. Małż.
art. 1 — 72	= art. 1 — 72
Niema	= art 73 — 97
art. 73 — 96	= art 98 — 121
Niema	= art. 122 i 123
art. 97 — 99	= art 124 — 126
Niema	= art. 127 — 128
art. 100 — 143	= art 129 — 172
Niema	= art 173 — 178
art 144 — 151	= art. 179 — 186
Niema	= art. 187 — 189

Projekt	Pr. Małż.
art. 152	= art. 190
Niema	= art 191
art 153 — 156	= art. 192 — 195
Niema	= art. 196 i 197
art 157	= art. 198
art 158 — 171	= art 199 — 213
art. 172 — 179 (stosunki majątkowe między małż.)	Niema
Niema	= art. 214
art. 180 — 208	= art. 215 — 243
Niema	= art. 244 — 249

ROZDZIAŁ VII.

ODDZIAŁ II.

O prawach i obowiązkach małżonków pod względem majątku.

172. Wskutek małżeństwa nie następuje wspólność majątku między małżonkami, tak mąż, jak żona zachowuje oddzielne prawo do dóbr swoich i niezawiśle onemi zarządza.

*) Art. 16 i 18 mówią o „radzie opiekuńczej", art. 17 znowu o „zwierzchności opiekuńczej"; w art. 40 czytamy o Kom. Rząd. Spraw Wewn. i Duch. (bez „Oświecenia publicznego"), tuż samo w art. 109 pr.; art. 51 wspomina „sędziego pokoju" (mirowoj sudja), nie „sąd pokoju", art. 73, 76, 92 mówią o religji wsch.-katolickiej, w art. 93 opuszczono powołanie art. 24, w art. 72 dodano „i karze dyscyplinarnej"; art. 58 sformułowano: „Po dopełnionym obrzędzie ślubu religijnego, spisany zostanie akt małżeństwa, stosownie do przepisów zawartych w tytule V „o księgach metryk cywilnych", podobnie art. 99, 110, 151 i inne; art. 55 widocznie omyłkowo używa znowu wyrażenia „księgi stanu cywilnego" (nie „metryk cywilnych") i t. d.

173. Każdy z małżonków przykłada się do ciężarów małżeństwa w miarę dochodów swoich, lub też wedle umowy w tym względzie zawartej.

174. Żona nie może bez pozwolenia męża nabywać przez kupno lub tytułem darmym, zbywać i obciążać hypoteką swych nieruchomości, wchodzić w zobowiązania na piśmie względem pożyczek, dostarczeń, lub innych czynności. Rozporządzenie powyższe nie rozciąga się do żon, których mężowie pozbawieni używania praw cywilnych, lub zawieszeni w używaniu onych; tudzież do żon, których mężowie uznani zostali cierpiącymi pomieszanie zmysłów, niedołężnymi, marnotrawnymi, lub z pobytu niewiadomymi.

175. Pozwolenie męża, który nie doszedł pełnoletności, zastąpione będzie przez pozwolenie ustanowionej dla niego rady opiekuńczej.

176. Jeśli mąż nie udzieli żonie pozwolenia na zamierzoną czynność bez słusznych powodów, lub też jeżeli udzielić takowego nie jest w stanie z powodu choroby, nieobecności albo innej przyczyny, w takim razie wolno jest żonie udać się w tym celu do sądu. Pozwolenie przez sąd udzielone żonie zastępuje w zupełności zezwolenie męża.

177. Nieważną jest umowa, zawarta między małżonkami z ubliżeniem przepisom, objętym w artykułach poprzedzających 174, 175 i 176.

178. Przepisy zawarte w poprzedzających artykułach 174, 175, 176 i 177 nie rozciągają się do niewiast zamężnych, w imieniu własnem handel prowadzących; niewiasty te, co do zobowiązań handlowych, nie potrzebują zezwolenia mężów.

179. Gdy małżeństwo zostało unieważnione, rozwiązane lub rozłączone co do stołu i łoża z winy jednego z małżonków, ten, który uznany został wyrokiem sądu za winnego, może żądać środków przyzwoitego utrzymania się od tego, który uznany był winnym, lecz w takim razie udowodnić jest obowiązany, że sam utrzymać się nie jest w stanie, i że przeciwna strona środków utrzymania może mu dostarczyć.

TYTUŁ II.

O rodzicach i dzieciach.

ROZDZIAŁ I.

O prawości urodzenia, uprawnieniu i przysposobieniu.

ODDZIAŁ .I

O prawości urodzenia.

209. Prawemi są dziećmi urodzone w czasie małżeństwa ważnie zawartego.

210. Jednakże mąż matki może żądać uznania nieprawem dziecka, urodzonego przed dniem 180-ym od zawarcia małżeństwa, również może żądać uznania nieprawem dziecka, urodzonego z cudzołóstwa. Prawo, służące w tym względzie mężowi matki, w razie śmierci jego, przechodzi na jego następców. Wszelako co do zastosowania powyższych przepisów zachowane będą w następujących artykułach (211, 212, 213, 214) zawarte prawidła.

211. Dziecko, poczęte nie w małżeństwie, t. j. urodzone przed dniem 180-ym od zawarcia małżeństwa, nie może być uznane nieprawem, jeżeli mąż matki przed małżeństwem wiedział o ciąży, lub jeżeli przy spisaniu aktu urodzenia był obecny, i akt ten przez niego podpisany został, lub zawiera wzmiankę, że podpisać nie umie.

212. W przypadku cudzołóstwa dziecko może być uznane nieprawem wtedy tylko, gdy zostanie dowiedzionem, że przez ciąg czasu domniemanego poczęcia, a mianowicie od 306 do 180 dnia przed urodzeniem tegoż dziecka, z powodu choroby lub nieobecności, mąż matki obcować z nią nie mógł.

213. Skarga męża o uznanie nieprawem dziecka, urodzonego z cudzołóstwa, może być zaniesioną tylko za życia matki i w takim razie, jeżeli poprzednio zaniesioną była przezeń skarga o rozwiązanie małżeństwa, lub rozłączenie małżonków od stołu i łoża.

214. Celem zaniesienia skargi o uznanie nieprawemi dzieci, poczętych nie w małżeństwie, zakreślonym jest dla męża termin miesięczny; celem zaniesienia skargi o uznanie nieprawemi dzieci urodzonych z cudzołóstwa, zakreślonym jest termin roczny; oba termina liczą się od dnia urodzenia dzieci; w razie zaś choroby męża ich matki, jego nieobecności lub innych temu podobnych przeszkód, od dnia ustania takowych przeszkód.

215. Następcy męża mocni są zanosić skargę o uznanie nieprawemi dzieci urodzonych w małżeństwie, w takim tylko razie, gdy mąż umarł przed upłynieniem terminu zakreślonego w artykule poprzedzającym (214). Skarga następców zaniesioną być winna w ciągu dwóch miesięcy, rachując od dnia, w którym toż dziecko weszło w posiadanie majątku męża matki, albo od dnia, w którym sądownie zaczęło dochodzić takowego majątku, znajdującego się w posiadaniu następców, prawe pochodzenie dzieci zaprzeczających.

216. Dzieci, urodzone w czasie małżeństwa unieważnionego później, są prawemi, jeżeli sąd duchowny, lub cywilny (według wyznania osób, związkiem małżeńskim połączonych) w wyroku stanowiącym nieważnośc przyznał, iż jeden przynajmniej z małżonków nie wiedział o przeszkodzie do małżeństwa. Powyższy przepis nie ściąga się wszelako do dzieci małżonków, z których jeden lub oba należą do wschodnio katolickiego (grecko-rosyjskiego) kościoła. Kościół bowiem ten, w razie nieważności małżeństwa, uznaje nieprawemi urodzone w niem dzieci.

217. Prawemi są także dzieci urodzone przed upływem 306 dni od rozwiązania małżeństwa lub rozłączenia małżonków od stołu i łoża.

ODDZIAŁ II.
O uprawnieniu.

218. Dzieci nieprawe, wyjąwszy zrodzone w związku cudzołożnym, zostają uprawnione przez małżeństwo ich rodziców następnie zawarte; dzieci nieprawe, w ciągu wyrzeczonego sądownie na czas nieograniczony rozłączenia co do stołu i łoża spłodzone, zostają uprawnione przez przywrócenie między rodzicami ich wyrokiem sądowym małżeńskiego pożycia. Tak w jednym, jak w drugim przypadku trzeba, żeby rodzice przyznali dzieci za własne w księgach metryk cywilnych, lub w osobnym notarjalnym akcie w ciągu jednego roku po ich urodzeniu się. Przepis powyższy nie rozciąga się do dzieci, spłodzonych przez małżonków, z których jedno lub oba wyznają wschodnio-katolicką wiarę. Dzieci te nie zostają uprawnione przez małżeństwo ich rodziców następnie zawarte.

ODDZIAŁ III.
O przysposobieniu.

219. Przysposobienie dozwolonem jest tylko osobom pełnoletnim, które w czasie przysposobienia nie mają dzieci, ani innych zstępnych prawych.

220. Niewiasty tylko stanu szlacheckiego przysposabiać mogą i w takim przypadku, gdy nie mają krewnych, tegoż co ich ojciec nazwiska i herbu.

221. Przysposabiani być mogą tylko mężczyźni, mający przynajmniej lat 17 skończonych.

222. Przysposabiać dozwolonem jest jedną lub więcej osób, lecz przysposobionym być nie można przez więcej, jak jedną osobę.

223. Przysposobienie miejsca mieć nie może bez zezwolenia małżonka przysposabiającego, jeżeli ten zostaje w związku małżeńskim; bez zezwolenia zaś rodziców przysposobić się mającego, jeśli ci są przy życiu.

224. Przysposabiać nie wolno dzieci swych nieprawych.

225. Osoby stanu szlacheckiego mogą przysposabiać tylko krewnych swych prawych lub mężów niewiast prawnie z niemi spokrewnionych, także szlacheckiego stanu i w takim tylko razie, gdy nie mają wcale krewnych płci męskiej, tegoż co i one nazwiska i herbu, lub gdy ci w zakreślonym dla tego przeciągu czasu nie oświadczą swego sprzeciwienia się przysposobieniu, albo, gdy takowe sprzeciwienie się wyrokiem sądu oddalone zostanie.

226. Osobom nieszlacheckiego stanu wolno jest przysposabiać tylko wychowańców swych, a mianowicie takich, którzy u nich przez lat 3 przynajmniej w czasie małżeństwa wychowywali się, lub których oni za domem własnym kosztem utrzymywali, mając o nich ciągłe przez ten czas staranie.

227. Celem zeznania aktu przysposobienia, tak przysposabiający jako też mający być przysposobionym powinni stawić się osobiście w trybunale cywilnym 1-szej instancji, w którego obrębie zamieszkały jest przysposabiający, i oświadczając swój zamiar, złożyć dowody swego pochodzenia, nie mniej świadectwo miejscowej policji, oparte na księgach ludności i zeznaniach osób godnych wiary, że przysposabiający nie ma prawych dzieci ani drugich zstępnych; osoby stanu szlacheckiego obowiązane są nadto złożyć w sądzie świadectwo heroldji co do szlachectwa tak przysposabiającego jako też przysposobionego, nie mniej dowody zachodzącego między nimi pokrewieństwa lub powinowactwa. Osoby stanu nieszlacheckiego zaś złożyć winny świadectwo miejscowej policji, oparte na księgach ludności i zeznaniu wiarogodnych osób, że mający być przysposobionym jest wychowańcem przysposabiającego. (226)

228. Wymagane dla przysposobienia zezwolenie małżonka przysposabiającego, jeśli ten zostaje w związku małżeńskim i zezwolenie rodziców osoby, mającej być przysposobioną, jeśli ci znajdują się przy życiu, powinno być oświadczone w sądzie osobiście. Wszakże mogą oni zeznać w tej mierze akt notarjalny; wyciąg takowego, złożony w sądzie wraz z innymi dowodami dopełnionych warunków przysposobienia, zastąpi ich stawienie się osobiste.

229. Jeśli przysposabiający nie zostaje w związku małżeńskim, to dla udowodnienia tej okoliczności złożone być winno sądowi, oparte na księgach ludności i zeznaniach wiarogodnych osób, świadectwo miejscowej policji. Jeśli zaś osoba przysposabiająca jest wdowcem lub wdową, lub rodzice osoby, mającej być przysposobioną, nie żyją, w takim razie złożony być ma prawny w tej mierze dowód.

230. Trybunał cywilny I-szej instancji, przekonawszy się, że spełnione zostały prawem wymagane warunki i, że niema przeszkód, tamujących przysposobienie, utwierdza takowe co do nieszlachty i wydaje potrzebne polecenie, aby o tem uczynioną była wzmianka w właściwych księgach metryk cywilnych; co się tycze zaś szlachty, przesyła akta rządzącemu senatowi za pośrednictwem sądu apelacyjnego, dla rozpoznania. Senat zaś po nastąpionem Najwyższem zezwoleniu poleca uczynienie powyższej wzmianki o przysposobieniu w księgach metryk cywilnych.

231. Jeżeli przysposabiający jest szlacheckiego stanu, sąd apelacyjny, zanim prześle akta rządzącemu senatowi celem przekonania się, czy kto z krewnych przysposabiającego, tegoż co i on nazwiska i herbu nie jest

przeciwnym przysposobieniu, ogłasza w gazecie rządowej warszawskiej o zamiarze dopełnienia takowego. Ogłoszenie uczynionem będzie trzykrotnie w przerwach miesięcznych. Sprzeciwienia się przysposobieniu powinny być objawione pisarzowi sądu najdalej w ciągu miesiąca od dnia ostatniego ogłoszenia.

232. Akta, dotyczące przysposobienia szlachty, będą przesłane rządzącemu senatowi dopiero po upływie terminów w poprzedzającym artykule, 231-ym, zakreślonych dla oświadczenia sprzeciwienia się i wtedy tylko, gdy albo nikt się zamierzonemu przysposobieniu nie sprzeciwił, albo też nastąpione sprzeciwienie się prawomocnym wyrokiem odrzucone zostało. W każdym razie przysposobienie przez szlachtę, nie inaczej utwierdzonem zostanie, jak z mocy Najwyższego zezwolenia. Tym końcem rządzący senat, przekonawszy się, że spełnione zostały prawem wymagane warunki, i że nie zachodzą tamujące przysposobienie przeszkody, przedstawia interes Namiestnikowi Królestwa.

233. Jeżeli z dowodów w sądzie złożonych nie okazuje się, kto jest ojcem osoby, mającej być przysposobioną i w ogólności, jeżeli pozostaje wątpliwość co do jej pochodzenia, trybunał cywilny przedsięweźmie śledztwo dla przekonania się szczególniej względem tego: czyli mający być przysposobionym nie jest nieprawym synem przysposabiającego, i co do nieszlachty zachodzącą wątpliwość sam rozstrzyga, i gdy idzie o przysposobienie przez osobę szlacheckiego stanu, zebrane w skutku śledztwa wiadomości wraz z aktami przesyła sądowi apelacyjnemu, który przedstawia takowe rządzącemu senatowi.

ROZDZIAŁ II.
O prawach i obowiązkach rodziców i dzieci.

ODDZIAŁ I.
O prawach i obowiązkach rodziców.

234. Rodzice mocni są dawać dzieciom nieprzeciwne prawu rozkazy, wglądać w ich postępki i karać, tak za nieposłuszeństwo, jak za złe sprawowanie się. Władza rodzicielska we względzie osobistym rozciąga się zarówno do wszytkich dzieci bez różnicy płci i wieku z ograniczeniami w następujących artykułach (235 i 247) postanowionemi.

235. Dzieci, które lat 17 nie dosięgły, mogą być karane przez rodziców użyciem domowych środków za nieposłuszeństwo i złe sprawowanie się; za ważniejsze wykroczenia dzieci mogą być karane na żądanie rodziców zamknięciem w domu aresztu od dni 3 do 1 miesiąca.

236. Dzieci, mające lat 17, lecz mniej aniżeli lat 21 ukończonych, a w służbie rządowej nie zostające, mogą być karane na żądanie rodziców zamknięciem w domu aresztu od 1-go do 6 miesięcy za nieposłuszeństwo i przeciw dobrym obyczajom postępki, wszakże trybunał cywilny I-szej instancji, wyrzekający karę, powinien przekonać się poprzednio o winie dzieci.

237. Dzieci, które nie dosięgły lat 21 wieku i nie znajdują się w służbie rządowej, w razie opuszczenia rodzicielskiego domu bez pozwolenia rodziców, na żądanie ich, będą im przez władzę policyjną wrócone.

238. Dzieci pełnoletnie, w służbie rządowej nie zostające, mogą być na domaganie się ich rodziców karane zamknięciem w domu aresztu od miesiąca do roku za nieprzystojne postępki, przynoszące wstyd familji i zgorszenie społeczeństwu, również za jawne pokrzywdzenie rodziców. Kara takowa będzie wyrzeczoną przez trybunał cywilny I-szej instancji, po przekonaniu się o winie dzieci.

239. Zamknięte w domu aresztu dzieci będą utrzymywane tamże kosztem rodziców, którzy się ukarania ich domagali. Czas zamknięcia może być skrócony na żądanie rodziców.

240. Władzę rodzicielską nad dziećmi prawemi i uprawnionemi w ciągu pożycia małżeńskiego sprawują ojciec i matka wspólnie, w razie jednak różności zdań wola ojca przeważa.

241. W razie śmierci jednego z małżonków, uznania go cierpiącym pomieszanie zmysłów lub z pobytu niewiadomym, nie mniej w razie zawieszenia go w używaniu praw cywilnych, władza rodzicielska nad dziećmi prawemi i uprawnionemi sprawowaną jest w zupełności przez drugiego małżonka. Może jednak ojciec na przypadek śmierci wyznaczyć testamentem jednego lub więcej doradców, którego lub których matka w czynnościach władzy rodzicielskiej radzić się powinna.

242. W przypadku unieważnienia małżeństwa, wyrzeczenia rozwodu, lub rozłączenia małżonków co do stołu i łoża, władza rodzicielska nad dziećmi prawemi i uprawnionemi należy do ojca. Sąd cywilny mocen jest wszakże władzę takową poruczyć matce, jeśli uzna, że tego dobro dzieci wymaga ze względu na okoliczności przytoczone w wyroku, małżeństwo rozwiązującym.

243. Nad dziećmi przysposobionemi władza rodzicielska służy temu, który je przysposobił, nad dziećmi nieprawemi zaś matce.

244. Rodzice obowiązani są utrzymywać swe nieletnie dzieci i dawać im odpowiednie stanowi i możności wychowanie, obowiązkiem ich również bronić swe dzieci od krzywdy.

245. Rodzice wychowywać mogą dzieci swe w domu lub za domem; wszakże w żadnym przypadku nie wolno jest wychowywać dzieci od lat 10 do lat 18 ich wieku za granicą państwa. Względem dzieci, wychowujących się w publicznych zakładach naukowych, tak długo, jak one tam znajdują się, władza rodzicielska ograniczoną jest szczególnymi przepisami, co do tychże zakładów postanowionymi.

246. Rodzice obowiązani są dostarczać środków utrzymania stosownie do stanu swego i zamożności dzieciom nawet pełnoletnim, własnego majątku nie posiadającym, gdy te z powodu kalectwa, nieuleczonej choroby, lub innych równie ważnych powodów nie są w możności własną nabyć ich pracą.

247. Nie wolno jest dzieciom skarżyć się na obchodzenie się z niemi rodziców. Gdyby wszakże rodzice nadużywali służącej im władzy, lub nie wykonywali włożonych na nich prawem obowiązków, w takim razie trybunał cywilny I-szej instancji, powziąwszy wiadomość od krewnych dzieci, a nawet od osób obcych, może dawać rodzicom ostrzeżenie i napomnienie, a nawet pozbawić ich władzy rodzicielskiej, urządzając na koszt ich nad dziećmi opiekę.

Uwaga: Obowiązki rodziców co do majątku dzieci opisane są w tytule IV „o opiece".

ODDZIAŁ II.

O obowiązkach i prawach dzieci.

248. Dzieci obowiązane są okazywać rodzicom uszanowanie i być im posłusznemi.

249. Obowiązkiem jest dzieci dostarczać przyzwoitych środków utrzymania rodzicom i wstępnym w potrzebie zostającym.

250. Dzieci prawe noszą nazwisko ojca, używają dziedzicznych jego tytułów honorowych i herbu i biorą po rodzicach spadek.

251. Też same prawa służą i dzieciom uprawnionym, wszakże uprawnienie ich nie pozbawia w żadnym przypadku praw ze starszeństwa wynikających, przez osoby trzecie przed uprawnieniem nabytych.

252. Przysposobieni nabywają praw i wstępują we wszelkie obowiązki dzieci prawych przysposabiającego, noszą również nazwisko, używają herbu i dziedzicznych tytułów honorowych, które na przysposabiającego przeszły po ojcu. Przysposabiani przytem nie tracą praw, które im służą z urodzenia, lecz nie nabywają żadnych względem krewnych przysposabiającego.

253. Dzieci nieprawe nie noszą nazwiska swych rodziców, nie używają ich herbu, ani ich tytułów honorowych, nie biorą także po nich spadku. Wszelako rodzice obowiązani są dostarczać im środków utrzymania się do ich pełnoletności.

ROZDZIAŁ III.

O dowodach prawego i nieprawego pochodzenia, uprawnienia i przysposobienia.

ODDZIAŁ I.

O dowodach prawego pochodzenia, uprawnienia i przysposobienia.

254. Dowodem pochodzenia dzieci prawych są akta urodzenia, w księgach metryk cywilnych spisane. Jeżeli jedno z rodziców lub oboje są przy życiu, wtedy prócz powyższego aktu wymaganym jest akt ich małżeństwa, również w księgach metryk cywilnych spisany.

255. Gdyby nie było spisanego aktu urodzenia, lub zachodziła niemożność złożenia wypisu onego, pochodzenie dzieci prawych udowodnionem być może innymi dokumentami i nawet zeznaniami świadków stwierdzającemi, że osoba, która się mieni pochodzącą od pewnych rodziców, ciągle posiadała stan dziecka ich prawego, a mianowicie, że była uważąną za taką nietylko w towarzystwie, ale przez ojca i matkę, krewnych, i że nosiła nazwisko ojca.

256. Udowodnione aktem urodzenia i aktem małżeństwa rodziców prawe pochodzenie nie może być przez nikogo zaprzeczone, jeżeli dzieci znajdowały się w posiadaniu takowego stanu bez sporu przez lat 10 od urodzenia.

257. Osoby, które nie znajdowały się przez lat 10 od urodzenia w niezaprzeczonem posiadaniu stanu dzieci prawych pewnych rodziców, również osoby, w akcie urodzenia których rodzice wcale nie są nazwani, albo są fałszywie wymienieni, mogą poszukiwać pochodzenia swego od tych, których za swych uważają rodziców. Wszakże dowód pochodzenia nie może być wyprowadzony przez samych tylko świadków, wymagane są nadto piśmienne dowody, a mianowicie: familijne dokumenta i różnego rodzaju domowe papiery rodziców, tudzież akta i papiery stron, pochodzenie zaprzeczających, lub osób, któreby miały prawo zaprzeczać je, jeśliby były przy życiu.

258. Osoby, które stosownie do poprzedzającego artykułu mocne są poszukiwać swego pochodzenia, nie tracą praw swoich przez przedawnienie. Następcom zaś ich służą też prawa w takim tylko razie, gdy spadkodawcy ich rozpoczęli w tej mierze sprawę za życia, lub umarli przed upływem lat pięciu po dojściu do pełnoletności.

259. Dowodem stanu dzieci uprawnionych jest akt urodzenia ich, w księgach metryk cywilnych spisany, wraz z aktem przyznania ich przez rodziców, w tychże księgach lub w księgach notarjalnych sporządzonym, niemniej z aktem małżeństwa rodziców lub z wyrokiem sądowym, przywracającym małżeńskie między nimi pożycie.

260. Przysposobienie udowadnia się wypisem z ksiąg metryk cywilnych, w których w tej mierze uczyniono wzmiankę, lub wyrokiem tego sądu, który, stosownie do artykułu 230, podług stanu osób potwierdził przysposobienie.

ODDZIAŁ II.
O dowodach pochodzenia dzieci nieprawych.

261. Dzieci nieprawe mogą poszukiwać swego pochodzenia od zostającego w małżeństwie mężczyzny, wtedy tylko, gdy związki jego z matką nieślubną poszukujących w czasie domniemanego ich poczęcia udowodnione zostały w toku sprawy kryminalnej o zgwałcenie, porwanie niewiasty, albo cudzołóstwo, lub w toku sprawy cywilnej o zaprzeczenie prawości urodzenia. Od mężczyzny nieżonatego dzieci nieprawe mogą poszukiwać swego pochodzenia jeszcze i w tym przypadku, gdy ten przyznał je za własne w akcie urodzenia, lub w osobnym akcie notarjalnym, a nawet i w akcie domowym, prywatnym, przy dwóch świadkach spisanym.

262. Od niewiasty mogą poszukiwać pochodzenia swego nieprawe dzieci, gdy ta wymieniona jest jako matka ich w akcie urodzenia, lub gdy składane są w tym względzie inne podpisane lub pisane przez nią dowody.

TYTUŁ III.
O pokrewieństwie i powinowactwie.

ROZDZIAŁ I.
O pokrewieństwie i powinowactwie w ogólności.

263. Pokrewieństwem jest związek, który łączy osoby, pochodzące od wspólnego szczepu, a mianowicie od wspólnego ojca, matki, dziada, babki i t. d. Bliższość pokrewieństwa oznacza się stopniami i linjami.

264. Stopniem nazywa się każde urodzenie, na skutek którego dwie osoby zostają spokrewnione. Tym sposobem ojciec z synem znajdują się w I-szym stopniu pokrewieństwa, dziad z wnukiem i bracia rodzeni w II-gim stopniu, stryj i synowiec — w III-cim, bracia stryjeczni — w IV-ym i t. d.

265. Linją nazywa się nieprzerwany ciąg stopni, łączących jednego krewnego z drugim. Linja jest dwojaka: prosta i poboczna. Linja prosta składa się ze stopni, łączących spokrewnione osoby, z których jedna pochodzi od drugiej; linja poboczna składa się ze stopni, łączących osoby, mające szczep wspólny, lecz jedne od drugich nie pochodzące. Tym sposobem ojciec i syn, dziad i wnuk znajdują się spokrewnieni w linji prostej; bracia, wujowie i siostrzeńcy są spokrewnieni w linji pobocznej.

266. Linja prosta jest wstępną lub zstępną podług tego, czy idzie w górę od syna do ojca, dziada, pradziada i t. d., lub zstępną od ojca do syna, wnuka, prawnuka i t. d.

267. Powinowactwem jest związek, łączący jednego z małżonków z krewnymi drugiego. Bliższość powinowactwa oznacza się również stopniami, jak i bliższość pokrewieństwa.

268. Stopnie pokrewieństwa i powinowactwa w rzymsko-katolickim kościele oznaczone są oddzielnymi, w kanonach tegoż kościoła wskazanymi przepisami.

ROZDZIAŁ II.
O prawach i obowiązkach, wynikających z pokrewieństwa i powinowactwa.

269. Krewni biorą spadek po swych krewnych w przypadkach prawem wskazanych.

270. Tak krewni jako i powinowaci, obowiązani są w przypadkach prawem oznaczonych przyjmować opiekę nad swoimi nieletnimi krewnymi i powinowatymi, sprawować obowiązki członków rad opiekuńczych nad nimi ustanowionych.

U w a g a: W tytule IV-ym niniejszej księgi oznaczone są obowiązki krewnych i powinowatych we względzie opiek, w tytule II-gim księgi III-ciej wskazane są przepisy o braniu spadku po krewnych.

ROZDZIAŁ III.
O dowodach pokrewieństwa i powinowactwa.

271. Dowodem pokrewieństwa i powinowactwa są spisane w księgach metryk cywilnych akta urodzenia osób, tegoż pokrewieństwa lub powinowactwa dowodzących, wraz ze sporządzonymi tymże sposobem aktami małżeństwa osób, wspólny ich szczep stanowiących, nie mniej aktami urodzenia i małżeństwa wszystkich innych osób, ze związku których wynikło poszukiwane pokrewieństwo lub powinowactwo. Tym sposobem rodzeni bracia, celem udowodnienia, zachodzącego między nimi pokrewieństwa, powinni złożyć swoje akta urodzenia i akt małżeństwa rodziców; siostrzeniec w dowód pokrewieństwa z wujem — złożyć obowiązany akt swego urodzenia i wuja, tudzież akt urodzenia i małżeństwa swych rodziców i, akt małżeństwa dziada i baby, od których wuj jego pochodzi i t. d.

272. Gdyby osoby, ze związku których wynikło pokrewieństwo lub powinowactwo, już nie żyły, akta urodzenia i małżeństwa ich mogą być zastąpione genealogjami, testamentami, ugodami i w ogólności wszelkimi niezaprzeczonymi dokumentami, w których znajduje się wzmianka o ich pochodzeniu i małżeństwie.

T Y T U Ł IV.
O opiece.

273. Opieka ustanowioną zostaje:
1. nad małoletnimi,
2. nad obłąkanymi i cierpiącymi pomieszanie zmysłów,
3. nad marnotrawnymi,
4. nad niewiadomymi z pobytu,
5. nad nieletnimi,
6. nad niedołężnymi,
7. nad głuchoniemymi.

ROZDZIAŁ I.
O opiece nad małoletnimi.

274. Małoletnim jest osoba, która nie ma skończonych lat 17.

ODDZIAŁ I.
O ustanowieniu opieki.

275. Nad małoletnimi, posiadającymi majątek, ustanowiona zostaje opieka, albo za życia ich rodziców, albo po śmierci tychże, lub, gdy ci wy-

rokiem sądu pozbawieni są władzy rodzicielskiej. W pierwszym przypadku opieka ustanowiona zostaje tylko nad majątkiem małoletniego, w drugim — nad majątkiem i osobą jego.

276. Opieka nad majątkiem małoletnich dzieci prawych i uprawnionych należy samem przez się prawem do ich ojca. Gdy ojciec nie żyje lub uznany jest niezdolnym sprawować opiekę, takowa należy samem przez się prawem do matki. Opieka nad majątkiem małoletnich dzieci nieprawych należy w każdym razie z prawa do matki.

277. Matka w każdym przypadku może zrzec się opieki nad majątkiem małoletnich dzieci.

278. Jeśli ojciec i matka małoletniego nie żyją, lub, jeśli pozostały przy życiu, ojciec lub matka opiekować się małoletnimi nie są zdolni, w takim razie opieka nad małoletnim we względzie osobistym i co do majątku należy przedewszystkiem do osoby, wyznaczonej przez tego z rodziców, który takową w końcu życia sprawował, lub sprawować miał prawo. Ten, kto zostawia małoletniemu majątek, mocen jest także zarząd onego powierzyć oddzielnym, przezeń wyznaczonym opiekunom, lub poruczyć wybór opiekuna radzie familijnej, oddalając od opieki nad takowym majątkiem tak rodziców małoletniego, jako też wyznaczonych przez nich opiekunów i w ogólności tych, których on usunąć zamierza.

279. Gdyby nie było opiekunów wyznaczonych przez rodziców, ani przez osobę, pozostawiającą małoletniemu majątek, lub gdyby wyznaczeni przez nich opiekunowie byli niezdolni sprawować opiekę, albo się prawnie od przyjęcia onej wymówili, w takim razie wybiera takowych rada familijna z pomiędzy krewnych lub powinowatych małoletniego, a w niedostatku onych z pomiędzy osób obcych, najwięcej znanych z dobrych obyczajów i gospodarstwa porządnego. Wyznaczeni przez rodziców lub osobę, zostawiającą majątek małoletniemu, opiekunowie, tudzież opiekunowie przez radę familijną wybrani, podlegają zatwierdzeniu trybunału cywilnego 1-szej instancji.

280. Ilekroć urządza się nad małoletnim opieka, sąd pokoju miejsca zamieszkania tegoż zwołuje radę familijną, złożoną z zamieszkałych w okręgu zwołującego sądu, tudzież w odległości werst 40 od miejsca jego posiedzeń krewnych małoletniego do 4-tego stopnia, tudzież powinowatych do 2-go stopnia włącznie. Z pomiędzy niewiast z małoletnim spokrewnionych przyzywają się tylko same wstępne. W ogólności osoby, które podług artykułu 290, 291, 292 nie mogą być opiekunami, do składu rady familijnej wzywane być nie powinny.

281. Trzech przynajmniej krewnych lub powinowatych małoletniego prócz sędziego pokoju potrzeba dla utworzenia rady familijnej.

282. Na radzie familijnej przewodniczyć będzie sędzia pokoju, który ją zwołał. Interesa rozstrzygają się większością obecnych członków; w przypadku równości głosów zdanie przewodniczącego przeważa.

283. Rada familijna zbiera się w miejscu posiedzeń sędziego pokoju, takową zwołującego, chybaby ten uznał dogodnem inne tym końcem przeznaczyć miejsce.

284. Wezwani na radę familijną krewni i powinowaci obowiązani będą stawić się w oznaczonym czasie osobiście, albo przez szczególnych pełnomocników jednego tylko krewnego lub powinowatego zastępować mogących. Kto nie stawi się bez ważnych przyczyn podlegnie karze pieniężnej do 10 rubli srebrem; karę powyższą sędzia pokoju wyrzecze.

285. Rada familijna zbiera się na wezwanie sędziego pokoju w terminie przez niego oznaczonym. Sędzia pokoju przestrzega, aby zebrać się mające osoby uwiadomione były o tem przynajmniej na dni 3 przed terminem. Krewni lub powinowaci nie zamieszkali w miejscu, w którem rada familijna zebrać się powinna, prócz powyższych 3 dni wolnych, mieć

będą przynajmniej dzień jeden na każde 20 werst odległości między miejscem ich zamieszkania i miejscem zebrania się rady familijnej.

286. Rada familijna, mianując opiekuna, dla dozorowania jego czynności, wyznacza zarazem radę opiekuńczą, złożoną z 3-ech krewnych lub powinowatych, albo nawet osób obcych, prawnemu wyłączeniu z mocy artykułu 290, 291, 292 nie podlegających. Rada opiekuńcza podlega zatwierdzeniu trybunału cywilnego I-szej instancji na przedstawienie rady familijnej.

287. W radzie opiekuńczej przewodniczy sędzia pokoju; prócz niego i wybranych przez radę familijną członków zasiada w niej i miejscowy podsędek z takimże, jak inni członkowie, głosem. Tak sędzia pokoju, jako i podsędek, obowiązani są uwiadomić prokuratora przy trybunale cywilnym I-szej instancji o opieszałości i nierzetelnem działaniu opiekuna i rady opiekuńczej. Prokurator zaś bezzwłocznie przedsięweźmie potrzebne środki dla ukrócenia nieprawnych czynności i pociągnienia do odpowiedzialności winnych. Zresztą przepisy w poprzedzających artykułach 282, 285 zawarte, o miejscu, czasie zebrania się rad familijnych, nie mniej o ich obradowaniu, obowiązującymi są i co do rad opiekuńczych dla małoletniego ustanowionych.

288. Tak opiekun, jako i rada opiekuńcza, mianowani są bezpośrednio przez trybunał cywilny I-szej instancji, jeżeli małoletni nie ma 3-ech krewnych, lub powinowatych, którzyby wedle prawa mogliby być powołanymi na członków rady familijnej.

289. Sąd cywilny I-szej instancji rozstrzyga interesa, ściągające się do opiek nad małoletnimi, po wysłuchaniu wniosków prokuratora królewskiego.

290. Nie mogą być opiekunami ani członkami rad opiekuńczych: 1. Osoby ślubom zakonnym poświęcone. 2. Zostający pod sądem lub skazani za przestępstwa na kary, połączone z utratą czci lub z ograniczeniem w używaniu praw cywilnych. 3. Zostający pod dozorem policji wskutek wyroku sądowego. 4. Pozbawieni wskutek wyroku sądowego władzy rodzicielskiej. 5. Obłąkani, cierpiący pomieszanie zmysłów i niedołężni. 6. Nieletni, prócz rodziców, którzy przed dojściem pełnoletności, mogą być opiekunami swych małoletnich dzieci. 7. Niewiasty, prócz matki i innych płci żeńskiej wstępnych. 8. Osoby, które własny strwoniły majątek i te, o których wiadomo, że interesa ich w nieładzie albo, że złożone zostały z poruczonych im obowiązków opiekuna lub członka rady opiekuńczej.

291. Nie mogą być opiekunami ani członkami rad opiekuńczych: 1. Cudzoziemcy nad małoletnimi poddanymi Królestwa. 2. Niechrześcijanie nad chrześcijanami, wyjąwszy rodziców, którzy bez względu na różnicę wiary mogą być opiekunami, lub członkami rad opiekuńczych, dzieci swoich.

292. Nie mogą być także opiekunami ani członkami rad opiekuńczych wszyscy ci, którzy sami albo których małżonek, wstępni lub zstępni, mają z małoletnim sprawę, mogącą dla niego pociągnąć utratę posiadanego stanu, lub znacznej części jego majątku, również osoby, które miały z rodzicami małoletniego głośne w sądach zatargi.

293. Opieka nad majątkiem małoletniego może być poruczona jednej lub więcej osobom. Kilku opiekunów mianowicie wybierać należy wtedy, gdy majątek małoletniego jest znaczny i tak położony, że dogodniej może być zarządzany przez kilka osób, aniżeli przez jedną. W takim przypadku rada familijna oznacza zakres działania każdego opiekuna i stosunki ich; stanowi zarazem, komu być ma powierzone staranie o osobie małoletniego.

294. Osoby powołane do sprawowania opieki, lub zasiadania w radzie opiekuńczej mogą wymówić się od przyjęcia poruczonych im obowiązków: 1. Jeśli zostają w służbie wojskowej, lub w służbie cywilnej

sprawują urząd 5-tej klasy albo wyższej, jeśli zajmują posadę za okręgiem trybunału cywilnego 1-szej instancji, lub sądu pokoju opiekę utwierdzającego, jeśli nakoniec wysłani są na czas pewny w interesach służby do innej gubernji, lub zagranicę Królestwa. 2. Jeśli mają przeszło lat 60 wieku, lub złożeni są chorobą ciężką lub nieuleczoną. 3. Jeśli na własnem staraniu mają 5-cioro lub więcej dzieci prawych lub zawiadują już dwiema opiekami, albo też jedną, lecz przytem mają dzieci prawe, wymagające ich starania. 4. Jeżeli na miejsce swoje przedstawią inną osobę, do sprawowania opieki zdolną, obowiązek ten przymującą, i rada familijna na ten się wybór zgadza.

295. Wstępne małoletniego mają prawo wymówić się od obowiązków opiekuna i członka rady opiekuńczej, nie przedstawiając żadnej wymówienia się przyczyny.

296. Osoby, z małoletnim niespokrewnione ani spowinowacone, mogą się wymówić tak od przyjęcia opieki, jakoteż zasiadania w radzie opiekuńczej, jeśli w okręgu sądu, utwierdzającego takowe, znajdują się krewni lub powinowaci małoletniego, do sprawowania obowiązków opiekuna lub członka rady opiekuńczej zdolni, ani prawnie od tego nie wyłączeni, ani wymówieni.

297. Żądający wymówić się od sprawowania opieki lub zasiadania w radzie opiekuńczej, z przyczyn w poprzedzających artykułach (294 — 296) wyrażonych, powinien natychmiast oświadczyć swe żądanie radzie familijnej, jeżeli wybranie go na opiekuna lub członka rady opiekuńczej w jego nastąpiło przytomności, w przeciwnym razie, t. j. jeżeli wybranie miało miejsce w jego nieprzytomności, powinien prosić o zwołanie rady familijnej i przełożyć jej prawne przyczyny żądania najdalej w 3 dni od oznajmienia mu jego mianowania. Dla osób zamieszkałych nie w miejscu, w którym się opieka urządza, powyższy przeciąg czasu powiększonym będzie terminami wierstowymi podług ogólnych w tej mierze obowiązujących przepisów. (Ar. 285).

298. Żądać uwolnienia od przyjętej już opieki lub obowiązków członka rady opiekuńczej można po skończeniu lat 70 wieku, również z powodu ciężkiej i ciągłej choroby i w ogólności, w przypadkach artykułami 294, 296 wymienionych, gdy zdarzenia, wymówienia się od powyższych obowiązków uzasadniające, nastąpiły po ich przyjęciu.

299. Jeśli majątek małoletniego nie jest znaczny, a mianowicie, jeśli wartość jego nie przechodzi 1000 rb. sr., wtedy rada familijna, urządzająca nad nim opiekę, zwoływaną jest przez miejscowego burmistrza lub wójta, i zatwierdzenie wybranych opiekunów tudzież członków następuje przez sąd pokoju, wskutek przedstawienia tegoż burmistrza lub wójta. Obowiązki sędziego pokoju w radzie familijnej i opiekuńczej w artykułach 280 — 286 włącznie opisane, pełni miejscowy burmistrz lub wójt, wszakże na radę familijną przyzywają oni krewnych i powinowatych w odległości 10 werst od miejsca urządzenia opieki zamieszkałych; o czasie zebrania się uwiadamiają ich na dzień jeden tylko przed terminem do tego wyznaczonym i za niestawienie się rozciągają karę na winnych od 15 kopiejek do 1 rubla sr. W radzie opiekuńczej, zebranej przez burmistrza, obecność podsędka nie jest wymaganą.

300. Do czasu urządzenia opieki nad małoletnimi Królestwa, za granicą państwa osierociałymi, konsulowie rosyjscy bronią ich praw, prowadzą rachunki z ich wierzycielami i w ogólności pełnią względem nich obowiązki opiekunów, stosownie do praw miejscowych.

301. Nad małoletnimi sierotami, majątku nie posiadającymi, opiekunowie ustanowieni nie będą, lecz rada familijna, zebrana wskutek wezwania miejscowego burmistrza lub wójta, stara się o umieszczenie sierot podług ich wieku i stanu, bądź w zakładzie naukowym, lub w służbie rządowej,

lub powierza ich ludziom znanym z dobrych obyczajów, dla nauczenia ich rzemiosła, sztuki i t. d.

302. Obowiązkiem jest miejscowych proboszczów i władz policyjnych uwiadamiać sąd pokoju, burmistrza lub wójta o śmierci osób, zostawujących sieroty i w ogólności o wypadkach, w których wedle prawa zachodzi potrzeba ustanowienia nad małoletnimi opieki. O majątku, który za życia rodziców staje się własnością ich małoletnich dzieci, obowiązani są uwiadamiać sąd pokoju, burmistrza lub wójta sami rodzice.

ODDZIAŁ II.

O obowiązkach opiekunów i rad opiekuńczych.

I. Objęcie opieki.

303. Rodzice obejmują zarząd majątku małoletnich swych dzieci bez rozporządzenia rady familijnej.

304. Opiekunowie, wybrani przez rodziców małoletniego, a także przez osobę, która mu zostawiła majątek, niemniej opiekunowie, mianowani przez radę familijną, obejmują zarząd majątku małoletniego bezpośrednio po zatwierdzeniu ich przez władzę właściwą.

305. Rada opiekuńcza obowiązaną jest dopilnować sporządzenia inwentarza majątku, tak w chwili ustanowienia opieki zostającego w posiadaniu małoletniego, jako też później onemu dostającego się; sporządzenie inwentarza poruczone będzie przez nią jednemu z notarjuszów miejscowych lub jednemu z urzędników policyjnych.

306. Inwentarz majątku małoletniego spisanym być winien w obecności opiekuna. Jeżeli się opiekunowi co od małoletniego należy, winien to oświadczyć do inwentarza pod utratą należytości; od takowej utraty uwolnić tylko może udowodniona okoliczność, że pretensja była hypotecznie zabezpieczona, lub się później o tejże dowiedział. Urzędnik, sporządzający inwentarz, obowiązany jest ostrzedz opiekuna i o tym przepisie prawa, i o takowem ostrzeżeniu w inwentarzu wzmiankę uczynić. Dalsze przepisy o sporządzeniu inwentarza wskazane są w postępowaniu sądowem.

307. Oryginalny inwentarz majątku małoletniego złożonym być winien radzie opiekuńczej, wypis onego zaś pozostawiony będzie opiekunowi, który podług niego obejmie w zarząd majątek małoletniego.

308. Po objęciu zarządu majątku małoletniego i spisaniu inwentarza, opiekun czyni radzie opiekuńczej przedstawienia: 1) co do sposobu wychowania małoletniego, jeśli mu staranie o jego osobie powierzonem zostało; 2) co do sumy, potrzebnej na wychowanie i utrzymanie małoletniego i na zarząd jego majątkiem, chybaby opiekun wydatki te własnymi chciał pokryć funduszami; 3) o ilości sumy, nad którą pozostałe fundusze mają być przez opiekuna umieszczone na % w kredytowych zakładach, lub prywatnych, albo użyte na inne, dla małoletniego dogodne obroty; 4) o ruchomościach małoletniego niepotrzebnych, które być mają przez publiczną licytację sprzedane.

309. Rada opiekuńcza, rozstrząsając i zatwierdzając przedstawienia opiekuna, przestrzega, aby wychowanie małoletniego odpowiadało jego powołaniu i zamożności, tudzież, żeby wydatki na ten cel czynione, nie mniej wydatki na jego utrzymanie i zarząd majątku nie przechodziły dochodów. Użycie na ten przedmiot kapitałów małoletniego może być dozwolone w takim tylko razie, gdy będzie niewątpliwem, że małoletni, ukształciwszy się, postawiony zostanie niezadługo w możności utrzymać się ze swej pracy.

Upoważniając sprzedaż przez publiczną licytację niepotrzebnych ruchomości małoletniego, rada opiekuńcza oznaczy czas i miejsce takowej,

dopilnuje zarazem, aby drogie kamienie, złote i srebrne rzeczy i inne większej ceny, jako to: bibljoteki, płody sztuk pięknych i t. p., jeśli one nie stanowią towaru na sprzedaż przeznaczonego, tudzież przedmioty, mające ze względu na połączone z nimi wspomnienia, szczególną dla familji małoletniego wartość, sprzedawane były tylko w nadzwyczajnych wypadkach i z zachowaniem przepisów zawartych w artykułach 314, 317, 319 i 322.

II. Obowiązki opiekuna względem osoby małoletniego.

310. Opiekun, któremu poruczono staranie o osobie małoletniego, powinien czuwać nad jego moralnem i umysłowem wykształceniem, zgodnie z kierunkiem co do wychowania jego przez radę opiekuńczą wskazanym.

311. Opiekunowi służy nad małoletnim taż co i rodzicom jego władza. Przepisy o prawach i obowiązkach rodziców w tytule II-gim rozdziału II-giego oddziału I-szego w artykułach: 234, 235, 237, 245 zawarte obowiązującymi są i względem opiekunów, którym osoba małoletniego powierzona.

III. O zarządzaniu majątkiem małoletniego.

312. Opiekun zarządza majątkiem małoletniego i przedsiębierze potrzebne środki dla zachowania go w całości i polepszenia stanu onego; mocen jest wyznaczać i zmieniać podług własnego uznania oficjalistów gruntowych, tudzież dawać im potrzebne rozkazy, i on pilnuje naprawy budynków, odrabiania pańszczyzny, zaspokojenia podatków i t d. Opiekun pobiera dochody z majątku małoletniego i procenta od kapitałów jego, używając ich na cele, rozporządzeniem rady opiekuńczej podług artykułu 308 wskazane, trudni się zarazem sprawami małoletniego i w ogólności wszelkiemi z zarządzeniem majątku małoletniego połączonemi czynnościami.

313. Bez szczególnego pozwolenia rady opiekuńczej opiekun nie jest mocen: 1) żądać podziału spadku, któryby się dla małoletniego otworzył; 2) wypuszczać w dzierżawę miasteczka, wsi i folwarki do małoletniego należące; 3) podnosić w imieniu małoletniego należące mu kapitały; 4) rozpoczynać w imieniu małoletniego spraw, wyjąwszy posesoryjnych.

314. Bez upoważnienia trybunału cywilnego I-szej instancji opiekun nie jest mocen: 1) przyjmować w imieniu małoletniego obciążony długami dar lub spadek, ani zrzekać się onego w jakimbądź razie; 2) sprzedawać nieruchomości małoletniego, również złote i srebrne i inne kosztowne rzeczy, chociażby wartość ich nie przechodziła 1000 rb. srebrem; 3) zaciągać w imieniu małoletniego pożyczki.

315. Bez pozwolenia sądu apelacyjnego opiekun nie jest mocen: 1) sprzedawać nieruchomości małoletniego, z których płaci się przynajmniej 10 rb. sr. podatku, lub których wartość przechodzi 1000 r. srebrem, również rzeczy jego złotych i srebrnych i drugich kosztowności, gdy wartość onych przechodzi powyższą sumę; 2) zawierać w imieniu małoletniego układów (tranzakcji) sporom zapobiegających, lub spór kończących.

316. Bez potwierdzenia rządzącego senatu opiekun nie jest mocen: 1) sprzedawać nieruchomości małoletniego, z których płaci się rocznie 100 rb. srebrem podatku, lub których wartość przechodzi 10 tysięcy rubli srebrem, również rzeczy złote i srebrne małoletniego i inne kosztowności, których wartość powyższą sumę przechodzi, nakoniec przedmioty, z powodu łączących się z nimi wspomnień dla familji małoletniego szczególne mające znaczenie; 2) zaciągać w imieniu małoletniego długi, przenoszące 10 tysięcy rb. srebrem; 3) zawierać w imieniu małoletniego układy,

pociągające za sobą ustąpienie przedmiotu, którego sprzedaż nastąpićby nie mogła bez upoważnienia rządzącego senatu.

317. W każdym z powyższych przypadków, w artykułach 314 — 316 włącznie objętych, opiekunowie obowiązani są czynić przedstawienia radzie opiekuńczej, następnie zaś, gdy otrzymają pozwolenie jej na zamierzoną czynność udawać się powinni bezpośrednio o zatwierdzenie a) do trybunału cywilnego I-szej instancji, co do przedmiotów w artykule 314 objętych, b) do sądu apelacyjnego co do przedmiotów w artykule 315 wyszczególnionych, c) do rządzącego senatu co do przedmiotów w artykule 316 wskazanych.

318. Przepisy, zawarte w artykułach 314 — 316 o sprzedaży rzeczy srebrnych, złotych i innych kosztowności małoletniego, nie obowiązują względem przedmiotów, które stanowią już towar dla zbycia przeznaczony. Takowe rzeczy mocen jest opiekun sprzedawać bez szczególnego upoważnienia.

319. Tak rada opiekuńcza, jako też trybunał cywilny I-szej instancji, sąd apelacyjny i rządzący senat, rozpoznając czynności w artykule 313 — 316 wymienione, przekonać się winni, czyli zamierzony przez opiekuna środek jest niezbędnym, lub przynajmniej przedstawia jawne i ważne dla małoletniego korzyści.

320. Rada opiekuńcza upoważnić może opiekuna do oddawania w dzierżawę miasteczek, wsi i folwarków małoletniego na czas nie dłuższy nad ten, w którym małoletni mocen będzie sam objąć zarząd swoim majątkiem.

321. Rada opiekuńcza, upoważniając opiekunów do podniesienia kapitałów małoletniego, przestrzega, aby kapitały takowe, bezzwłocznie z korzyścią onegoż użytymi były, mianowicie przez umieszczenie onych na procent w kredytowych zakładach, lub wypożyczenie prywatnym osobom na pewne hypoteki. Przewyżka zaś, jaka się okaże po strąceniu wydatków, na utrzymanie małoletniego poczynionych, tymże samym sposobem na korzyść jego obróconą być winna, nie później jednak, jak w 6 miesięcy po zebraniu się sumy przez radę opiekuńczą oznaczonej. Opiekunowie obowiązani są wynagrodzić małoletniemu wszelki ubytek w procentach od tych sum, które po upływie wyżej oznaczonego terminu i wskazanym sposobem z korzyścią jego użytemi nie były. Opiekunowie osób, posiadających zakłady handlowe, otrzymają od rady opiekuńczej ogólne upoważnienie do podnoszenia kapitałów małoletniego, użycia onych na właściwe obroty i wydanie w jego imieniu weksli podług zwyczajów handlowych.

322. Sprzedaż nieruchomości i innych przedmiotów małoletniego, w artykułach 314 — 316 oznaczonych, dozwoloną być może przez trybunał cywilny I-szej instancji, sąd apelacyjny lub rządzący senat tylko w razie, gdy utrzymanie małoletniego lub zapłata długów, majątek jego ciążących, koniecznie tego wymaga. Sprzedaż takowa odbywa się przez publiczną licytację, podług przepisów w postępowaniu sądowem wskazanych; gdyby wszakże sądy i władze powyższe z przedstawionych im warunków sprzedaży z wolnej ręki przekonały się, że równie korzystnych z publicznej licytacji spodziewać się nie można, w takim razie do sprzedaży takowej, jako dla małoletniego korzystniejszej, opiekuna upoważnią.

323. Opiekunom małoletniego, wyjąwszy jego rodziców, zabronionem jest nabywać majątku jego na publicznej licytacji. Opiekunom małoletniego, nie wyłączając nawet rodziców, zabronionem jest nabywać majątku jego z wolnej ręki, obciążać na korzyść własną hypotecznie, brać go w zastaw lub w dzierżawę, również nie wolno jest opiekunom nabywać przelewu jakichbądź praw do majątku małoletniego. Umowy i czynności, powyższemu rozporządzeniu przeciwne, są nieważne.

324. Opiekunowie nie są mocni oddawać pod rozstrzygnienie sądów polubownych spraw małoletniego, wyjąwszy wypadków prawem przewidzianych.

325. Opiekunowie obowiązani są przedstawiać na rozpoznanie rady opiekuńczej każdy wątpliwy wypadek, w zarządzie majątkiem małoletniego wynikły, przedstawiać jej obowiązani również zamierzone ważne zmiany a mianowicie: zaprowadzenie nowych fabryk, zakładów lub zniesienie istniejących.

326. Tak ojciec, jako i matka, majątkiem nieletnich swych dzieci w znaczeniu opiekunów zarządzający, podlegają prawidłom względem opiekunów w ogólności ustanowionym.

IV. O rachunkach opiekunów, ich wynagrodzeniu i odpowiedzialności.

327. Opiekun, któremu poruczono staranie o osobie małoletniego, donosić będzie corocznie radzie opiekuńczej o sposobie wychowania i utrzymania tegoż. Opiekun, któremu powierzony zarząd majątku małoletniego, składać będzie corocznie radzie opiekuńczej rachunek przychodu i rozchodu onego, wykazując w nim także ogólny stan interesów małoletniego.

328. Tak ojciec, jako i matka majątkiem nieletnich swych dzieci w znaczeniu opiekunów zarządzający, podlegają w tym względzie przepisom dla opiekunów w ogólności postanowionym. Wszakże dzieci ich o nierzetelne zarządzanie majątkiem, lub o rachunki z dochodów nie mogą przeciw nim wytaczać sporów, jeżeli spory takowe przez radę opiekuńczą w czasie trwania opieki rozpoczętymi nie były.

329. Tak doniesienia o sposobie wychowania i utrzymania małoletniego, jako i rachunki z jego majątku za każdy upłyniony rok przedstawionymi być winny najdalej z dniem 1-szym lutego następnego roku, w formie przepisanej i na prostym papierze. Rzetelność ważniejszych szczegółów przychodu i rozchodu, jako to zapłaty długów, podatków, opłat szkolnych za małoletniego i t. p. usprawiedliwioną być winna właściwymi kosztami. Dowody zaś na wydatki pomniejsze przedstawione być winny wtenczas, kiedy rozchód przewyższa sumę, jaka na utrzymanie małoletniego przez radę opiekuńczą była wyznaczoną.

330. Jeżeli majątek małoletniego nie przewyższa rb. srebrem 100, i gdy opieka nad tymże powierzona jest osobie pisać nie umiejącej, wówczas opiekun będzie mocen rachunki i doniesienia o powierzonej sobie opiece ustnie przedstawiać w terminie, jaki rada opiekuńcza do tego wyznaczy.

331. Po przejrzeniu rachunków rada opiekuńcza, uznawszy czynności opiekunów usprawiedliwionemi, wydaje tymczasowe pokwitowanie i zarazem oznacza ilość należnego za trudy wynagrodzenia.

332. Wynagrodzenie opiekuna lub opiekunów, gdy ich jest więcej, ustanawia się w ilości 5% procentów od czystego dochodu, jaki zarządzany przez nich majątek przynosi, prócz tego 5% procentów od wszelkich dochodów, staraniem opiekuna w czasie zarządu majątkiem pomnożonych. Za czysty dochód, z którego wynagrodzenie opiekunom przypada, uważać należy roczny dochód po potrąceniu wydatków na zarząd, opłatę podatków i innych ciężarów.

333. Gdy małoletni nie zostaje na wychowaniu u opiekuna, zaś majątek jego składa się z samych kapitałów, umieszczonych na procencie, w takim razie rada opiekuńcza mocną jest należące się opiekunowi wynagrodzenie zmniejszyć do 2% procentów od czystego dochodu, jaki majątek małoletniego przynosi.

334. Jeżeli rada opiekuńcza, sprawdzając roczne doniesienia i rachunki, w zarządzie majątku małoletniego dostrzeże niedbałość, nadużycia i w ogólności działania przeciwne dobru jego, wówczas dla ukrócenia takowych przedsięweźmie niezwłocznie w miarę okoliczności potrzebne

środki, a mianowicie: albo zażąda zapisania ostrzeżenia na majątku opiekuna, do ksiąg hypotecznych wniesionego i poszukiwać będzie sądownie wynagrodzenia za szkody małoletniemu zrządzone, albo też przedstawia potrzebę oddalenia opiekuna od sprawowanych obowiązków, albo nakoniec, w razie popełnionego przezeń oszustwa lub innego przestępstwa, uczyni wniosek o pociągnienie winnych do odpowiedzialności.

335. Tak opiekunowie, jako i członkowie rady opiekuńczej oddaleni zostają od powierzonych im obowiązków przez sąd, który ich w takowych obowiązkach zatwierdził.

336. Wyjąwszy ojca i matkę, w znaczeniu opiekuna majątkiem własnych dzieci zarządzających, każdy inny opiekun usunięty być winien od powierzonych mu obowiązków: 1) jeżeli odziedziczy pretensję do małoletniego lub sprawę przeciw niemu wytoczoną; 2) jeżeli wejdzie w związki małżeńskie z osobą, która takową posiada pretensję, albo takową rozpoczęła sprawę, również jeżeli z osobą, mającą tego rodzaju prawa, zawrą małżeństwo jego wstępni lub zstępni; 3) jeżeli żona opiekuna, wstępni jego, lub zstępni, po ustanowieniu opieki nabędą pretensję do małoletniego lub wytoczą przeciw niemu sprawę; wszelako, jeśli przedmiot pretensji lub sprawy małoznaczący, rada opiekuńcza mocną będzie, nie usuwając wybranego już opiekuna od zarządu majątkiem małoletniego, wyznaczyć innego dla przestrzegania praw i korzyści małoletniego, z rzeczoną pretensją lub sprawą połączonych.

ODDZIAŁ III.

O ustaniu opieki i skutkach onego.

337. Opieka ustaje, gdy małoletni nabędzie prawa do zarządu swym majątkiem (372), także w razie śmierci jego.

338. Po ustaniu opieki opiekun obowiązanym jest właścicielowi lub jego następcy zwrócić bezzwłocznie podług inwentarza wszelki majątek pod opieką jego zostający i najdalej w ciągu 2 miesięcy przedstawić mu ogólny rachunek za czas swego zarządu.

339. Do ogólnego rachunku dołącza się inwentarz i wszelkie roczne rachunki. Tak przychód, jako i rozchód udowodniony być winien podług prawideł w artykule 329 wskazanych. Po oddaniu majątku i przedstawieniu ogólnego rachunku opiekun otrzymuje od właściciela pokwitowanie.

340. Wszelkie wydatki z powodu oddawania majątku i składania rachunków wynikłe ponosi właściciel tegoż majątku.

341. Jeżeli przed nabyciem przez małoletniego prawa zarządzania swoim majątkiem nastąpi śmierć opiekuna, uwolnienie lub oddalenie go od obowiązków z przyczyn w artykułach 290, 294, 296, 298, 334 i 336 wyrażonych, w takim razie majątek, który zostawał pod opieką, i rachunek za cały przeciąg zarządu zdanym będzie radzie opiekuńczej podług wyżej wskazanych przepisów, ta zaś bezzwłocznie przedsięweźmie potrzebne środki celem mianowania nowego opiekuna.

342. Małoletni ma prawo poszukiwać wynagrodzenia za szkody wyrządzone mu przez niedbałość lub nierzetelność opiekunów i w ogólności osób, majątkiem jego w czasie opieki zarządzających. Prawo takowe służy mu przez lat 2, rachując od dojścia do pełnoletności, jeżeli zaś ogólny rachunek nie był mu do tego czasu przedstawiony, służy mu takowe prawo do upływu lat 2-ch od dnia przedstawienia rachunku.

343. Jeżeli przy zdawaniu ogólnego rachunku z opieki, okaże się, że opiekun pozostał dłużnym osobie, która pod opieką jego zostawała, w takim razie obowiązkiem jego będzie zaspokoić sumę należącą wraz z procentami, rachując od dnia ustania opieki.

ROZDZIAŁ II.
O opiece nad obłąkanymi i cierpiącymi pomieszanie zmysłów.

344. Nad osobami obłąkanemi i cierpiącemi pomieszanie zmysłów, po należytem zbadaniu ich stanu, ustanowioną będzie opieka.

345. Badanie stanu osoby, uważanej za obłąkaną lub cierpiącą pomieszanie zmysłów, odbywać się będzie na żądanie jej krewnych, małżonka lub prokuratora przy trybunale cywilnym I-szej instancji przez rządzący senat, jeżeli osoba ta jest szlacheckiego pochodzenia, w razie zaś przeciwnym, przez sąd apelacyjny. Przy badaniu obecnym być winien lekarz, a prócz tego w sądzie apelacyjnym i prokurator.

346. Osobie, której stan jest badanym, czynione będą zapytania, ściągające się do zwyczajnych okoliczności domowego życia, tak, iżby wskutek odpowiedzi jej sądzić było można o umysłowości jej, usposobieniu, i dlatego osobom, cierpiącym pomieszanie zmysłów wtedy tylko, gdy idzie o pewne przedmioty, czynić należy zapytania, głównie ściągające się do tych przedmiotów. Zapytania takowe wraz z odpowiedziami wniesione będą do protokułu władzy, odbywającej badanie (wedle jej stanu) i, jeżeli skutkiem wydanego wyroku badana osoba uznaną zostanie za obłąkaną, lub cierpiącą pomieszanie zmysłów, ustanowiona będzie nad nią opieka; względem jej majątku zaś zapisane będzie ostrzeżenie podług obowiązujących przepisów, i uwiadomieni zostaną o wydanym wyroku wszyscy rejenci Królestwa.

347. Gdy miany za obłąkanego lub cierpiącego pomieszanie zmysłów z powodu słabości nie może być stawionym dla zbadania jego stanu w sądzie, wtedy żądanie o uskutecznienie badania zanosi się do sądu apelacyjnego, który wyznaczy jednego z członków sądu, prokuratora, pisarza i lekarza, celem udania się na miejsce pobytu osoby, badaniu ulegającej. Czynności badawcze tej oddzielnej delegacji odbywają się wedle przepisów w poprzedzającym artykule (346) wskazanych, następnie sąd apelacyjny spisane protokuły, dotyczące osób szlacheckiego pochodzenia, rządzącemu senatowi na ostateczne rozstrzygnienie przesyła, sprawy zaś o badanie osób nieszlacheckiego pochodzenia rozpoznaje podług przepisów w artykule 346 zawartych.

348. Władza uskuteczniająca badanie obłąkanego, lub cierpiącego pomieszanie zmysłów może urządzić tymczasowy dozór nad osobą jego i majątkiem aż do ustanowienia opieki, jeśli tego uzna potrzebę.

349. Rozporządzenia zawarte w rozdziale I-szym o mianowaniu opiekunów nad małoletnimi, o obowiązkach tychże, o ustaniu opieki i skutkach onego, również o wyznaczeniu rady opiekuńczej dla nadzoru opiekunów rozciągają się i do opieki osób uznanych za obłąkane lub cierpiących pomieszanie zmysłów.

350. Opieka nad osobą obłąkaną lub cierpiącą pomieszanie zmysłów należy przed innemi do małżonka jej, w niedostatku zaś małżonka, lub gdyby wedle prawa zachodziła niemożność mianowania go opiekunem, powierzaną będzie jej krewnym, powinowatym, a nawet osobom obcym, stosownie do ogólnych w tej mierze obowiązujących przepisów.

351. Dochody osoby obłąkanej lub cierpiącej pomieszanie zmysłów używają się szczególniej na osłodzenie jej losu i przyspieszenie jej wyleczenia. Rada opiekuńcza stanowi, czyli w miarę zamożności jej winna być taż osoba pielęgnowaną w domu lub oddaną do właściwego instytutu.

352. Gdy obłąkany lub cierpiący pomieszanie zmysłów ma żonę lub dzieci, potrzebujące utrzymania, rada opiekuńcza oznaczy z dochodów jego potrzebną tym końcem sumę, a nawet mocną jest poruczyć im w zarząd pewną część jego majątku.

353. Miasteczka, wsie i folwarki, należące do osoby, uznanej za obłąkaną lub cierpiącą pomieszanie zmysłów, mogą być oddawane w dzierżawę z upoważnienia rady opiekuńczej na czas lat 3 nie przechodzący.

354. W razie powrócenia do zdrowia osoby, uznanej za obłąkaną lub cierpiącą pomieszanie zmysłów, wskutek podanej przez nią prośby odbywa się badanie z zachowaniem formalności, wskazanych dla ustanowienia nad nią opieki i, gdy okaże się, że obłąkanie lub pomieszanie zmysłów podającego ustało, opieka nad nim i majątkiem jego przez władzę, która ją urządziła, zniesioną będzie.

355. Opiekunom osoby, uznanej za obłąkaną lub cierpiącą pomieszanie zmysłów, z wyłączeniem jej małżonka, wstępnych i zstępnych, wolno jest żądać uwolnienia od powierzonej sobie opieki po upływie lat 10 od dnia ustanowienia takowej.

ROZDZIAŁ III.
O opiece nad marnotrawnymi.

356. Opieka nad majątkiem marnotrawnych ustanowioną będzie wyrokiem rządzącego senatu, wskutek zaniesionego w tym względzie podania do trybunału cywilnego I-szej instancji, przez ich krewnych, małżonka lub prokuratora. Opieka takowa urządzoną zostanie, gdy po należytem przez trybunał wyśledzeniu okoliczności, okaże się, że posiadacz majątku nadwyręża go przez niesłychane zbytki, nierząd i rozrzutność. O ustanowieniu opieki rządzący senat ogłosi w gazecie rządowej i poleci zapisać ostrzeżenie co do majątku wniesionego w księgi hypoteczne.

357. Opieka nad majątkiem marnotrawnego w żadnym razie powierzoną nie będzie krewnemu jego ani powinowatemu.

358. Dochody z majątku osoby, uznanej za marnotrawną, po potrąceniu sum potrzebnych na opłacenie długów, podatków i ciężarów od majątku ściągających się, oddane będą właścicielowi stosownie do rozporządzeń rady opiekuńczej.

359. Osobie, uznanej za marnotrawną, wolno jest przeglądać rachunki roczne przez opiekunów składane i przedstawiać radzie opiekuńczej uwagi co do zarządu ich majątkiem.

360. Zostający pod opieką majątek z powodu marnotrawstwa posiadacza onego może być temuż zwrócony, z pozostawieniem możności onym rozporządzenia, w razie zupełnej i udowodnionej marnotrawnego poprawy. Takowe powrócenie majątku nastąpi na mocy wyroku rządzącego senatu, wydanego wskutek podania posiadacza, z zachowaniem tychże formalności co i przy ustanowieniu opieki. Zresztą wszelkie przepisy w rozdziale I-szym niniejszego tytułu o opiece nad małoletnimi rozciągają się i do opieki nad osobami, uznanemi za marnotrawne.

ROZDZIAŁ IV.
O opiece nad osobami z pobytu niewiadomemi.

361. Nad wymagającym dozoru i zarządu majątkiem, osoby z pobytu niewiadomej, ustanowioną być winna opieka, jeśli o tej osobie, po oddaleniu się jej niewiadomo dokąd z miejsca swego zamieszkania, w ciągu roku nie było żadnego doniesienia. Do upływu tego terminu trybunał cywilny I-szej instancji może poruczyć komu tymczasowy dozór nad majątkiem niewiadomego z pobytu, tudzież przedsięwzięcie niezbędnych środków, z zarządem onego związek mających.

362. Opieka nad majątkiem osoby z pobytu niewiadomej ustanowioną być winna przez trybunał cywilny I-szej instancji, na żądanie krewnych jej, małżonka lub prokuratora tegoż sądu, po należytem śledztwie.

363. O ustanowieniu opieki nad majątkiem osoby z pobytu niewiadomej trybunał cywilny I-szej instancji bezzwłocznie ogłosi w gazecie rządowej warszawskiej jako i urzędowych wiadomościach, wydawanych w stolicach cesarstwa, wzywając zarazem z pobytu niewiadomego, aby w ciągu lat 4 od dnia urządzenia opieki stawił się przed nim celem odebrania majątku swego wraz z dochodami.

364. Jeżeliby z pobytu niewiadomy, wskutek wezwania uczynionego stosownie do poprzedzającego artykułu, w ciągu lat 4 nie stawił się, i w tym czasie nie było o nim żadnej wiadomości, to wtedy testament, gdyby jakowy przezeń był zostawiony, powinien być w sądzie okazany, osoby zaś z mocy testamentu, albo z mocy prawa do brania po nim spadku powołane, po przedstawieniu należytej rękojmi celem zabezpieczenia praw jego, żądać mogą od trybunału cywilnego I-szej instancji zniesienia ustanowionej opieki i wprowadzenia ich w tymczasowe posiadanie majątku osoby z pobytu niewiadomej.

365. Uznani za następców osoby z pobytu niewiadomej, po wprowadzeniu ich w tymczasowe posiadanie majątku, mogą takowy obciążać i zbywać tylko w przypadkach, w których to opiekunom małoletniego jest dozwolonem i przy zachowaniu tychże samych przepisów.

366. Zgłaszającej się osobie z pobytu niewiadomej przed upływem 10 lat od terminu tym końcem zakreślonego w ogłoszeniu, na zasadzie artykułu 363 uczynionem, domniemani następcy, tymczasowo majątkiem jego zarządzający, obowiązani są złożyć rachunek za cały czas zarządu i zwrócić majątek wraz z połową dochodów.

367. Rękojmia, przez domniemanych spadkobierców celem zabezpieczenia praw z pobytu niewiadomych składana, równać się winna dwuletniemu dochodowi, jaki tenże majątek przynosi i wartości ruchomego majątku pod zarząd mu oddanego. Na rękojmię przyjętymi będą gotowe pieniądze, bilety kredytowych zakładów i majątek w księgach hipotecznych zapisany. Jeśli domniemani spadkobiercy nie przedstawią prawem wymaganej rękojmi, majątek osoby z pobytu niewiadomej pozostanie pod opieką, domniemanym zaś następcom oddawana będzie połowa czystego dochodu z onego pobierana.

368. Osoba z pobytu niewiadoma, w lat 10 po terminie na zasadzie artykułu 363 w ogłoszeniu zakreślonym nie stawająca i o której żadnej w tym przeciągu czasu nie było wiadomości, uważaną będzie za zmarłą w dzień, w którym pobyt jej wiadomym być przestał. Cały majątek stanie się wtedy bezwarunkową własnością domniemanych spadkobierców, i złożona przez tychże rękojmia zwróconą im będzie. Gdyby po upływie tego terminu z pobytu niewiadomy zgłosił się, lub istnienie jego jakimbądź sposobem udowodnionem zostało, wtedy osoby, uznane za jego następców, obowiązane są albo zwrócić mu majątek w takim stanie, w jakim takowy w chwili jego zgłoszenia znajdować się będzie, albo zwrócić wartość dóbr sprzedanych, lub innym sposobem zbytych.

369. Gdyby śmierć osoby z pobytu niewiadomej była udowodnioną i przed upływem terminu w poprzedzającym artykule (363) oznaczonego, w takim razie najbliżsi po nim w owym czasie następcy wchodzą we wszystkie jej prawa.

370. Gdyby z pobytu niewiadomy zostawił komukolwiek pełnomocnictwo do zarządu swoim majątkiem, w takim razie opieka ustanowioną będzie dopiero po ustaniu mocy pełnomocnictwa lub po upływie lat 10 od dnia wydania takowego, jeżeli przytem nie zostanie udowodnionem, że śmierć osoby z pobytu niewiadomej nastąpiła poprzednio.

371. Przepisy w rozdziale I-szym i II-gim niniejszego tytułu o opiekach nad małoletnimi, również nad osobami obłąkanemi i cierpiącemi pomieszanie zmysłów rozciągają się i do opiek nad majątkiem osób z pobytu niewiadomych.

ROZDZIAŁ V.
O opiece nad nieletnimi.

372. Chociaż małoletni za dojściem do lat 17 wstępuje w zarząd swoim majątkiem, jednakże aż do pełnoletności, t. j. do skończenia lat 21, będzie miał radę opiekuńczą dla obrony praw jego, nie mniej dla potwierdzenia zawieranych przezeń pewnego rodzaju aktów, w księdze II tyt. III o ustaleniu praw do majątku wymienionych. Gdyby w czasie małoletności jakowej osoby rada opiekuńcza nie była urządzoną, takowa będzie ustanowioną za dojściem przez nią do lat 17.

373. Rada opiekuńcza, potwierdzając akta przez nieletniego zeznane, przestrzegać będzie, aby takowe nie były dla niego uciążliwymi i odmówić zatwierdzenia tych aktów, które widocznie dla niego są niekorzystnymi. Nieletni, mniemający, że odmówienie potwierdzenia ze strony rady opiekuńczej jest bezzasadnem, może odwołać się od jej postanowienia do trybunału cywilnego I-szej instancji, gdy takowe tyczy się przedmiotów w artykułach 313 i 314 wyrażonych, albo do sądu apelacyjnego, gdy takowe odnosi się do przedmiotów w artykule 315 wyszczególnionych lub nakoniec do rządzącego senatu w przypadkach w artykule 316 rozdział I-szy wskazanych. Postanowienie tych sądów zastępuje zezwolenie rady opiekuńczej.

374. Opieka nad nieletnim ustaje z dojściem przezeń do lat 21, t. j. do pełnoletności, lub też z jego śmiercią.

375. W razie śmierci, uwolnienia lub oddalenia jednego z członków rady opiekuńczej przed dojściem nieletniego do pełnoletności, w miejsce ubyłego członka mianowany będzie inny.

376. Co do niewiasty zamężnej, chociaż nie mającej lat 17, obowiązki rady opiekuńczej wypełnia jej mąż; gdy zaś tenże nie jest pełnoletnim, to ustanowiona nad mężem jej rada opiekuńcza.

ROZDZIAŁ VI.
O opiece nad niedołężnymi.

377. Niedołężni dla rady, obrony praw i potwierdzenia zawieranych przez nich aktów w przedmiotach, w księdze II, rozdział III wyszczególnionych, mogą mieć dodaną radę opiekuńczą z postanowienia rządzącego senatu, wskutek podania krewnych, małżonka lub wniosków prokuratora przy trybunale cywilnym I-szej instancji.

378. Podania krewnych, małżonków lub wnioski prokuratora o uznanie kogobądź niedołężnym uczynione będą do trybunału cywilnego I-szej instancji przy dołączeniu dowodów o konieczności przydania rady opiekuńczej. Po uskutecznieniu badania stanu osoby, uważanej za niedołężną, akta w tej mierze spisane, za pośrednictwem sądu apelacyjnego przesłane będą rządzącemu senatowi celem rozstrzygnienia.

379. Rządzący senat mocen jest wyznaczyć nad niedołężnym radę opiekuńcza nawet i w takim wypadku, gdy z aktów, dotyczących uznania kogobądź za obłąkanego, lub cierpiącego pomieszanie zmysłów, okaże się, że ten nie jest zupełnie pozbawionym używania władz umysłowych, lecz, że z powodu słabości umysłu ograniczenie praw jego co do zarządzania majątkiem byłoby dla niego korzystnem. W każdym przypadku o uznaniu kogobądź niedołężnym rządzący senat ogłasza w gazecie rządowej i urzędowych wiadomościach obydwóch stolic cesarstwa, nie mniej poleca zapisanie co do majątku jego ostrzeżenia, podług przepisów w tej mierze obowiązujących.

380. W razie powrotu do zupełnego używania władz umysłowych osoby niedołężnej, opieka nad niedołężnym zniesioną będzie postanowie-

niem rządzącego senatu z zachowaniem formalności przy ustanowieniu jej dopełnionych. Wreszcie, co do opieki nad niedołężnymi, obowiązują prawidła, co do opieki nad nieletnimi w oddziale V niniejszego rozdziału ustanowione.

ROZDZIAŁ VII.
O opiece nad głuchoniemymi.

381. Głuchoniemy, posiadający majątek, będzie miał opiekuna aż do skończenia lat 21. Po dojściu do pełnoletności, w trybunale cywilnym I-szej instancji przedsięweźmie się badanie jego stanu umysłowego.

382. Gdy przy badaniu głuchoniemego okaże się, że tenże umie pisać oraz myśli i wolę swoją należycie objawić, wówczas trybunał cywilny I-szej instancji pozostawia mu prawo zarządzania i rozrządzania swoim majątkiem narówni z innymi pełnoletnimi. Jeżeli jednak trybunał uzna, iż pozostawienie głuchoniememu w zupełności prawa takowego, byłoby dla niego połączone z niebezpieczeństwem, w takim razie przedstawia rządzącemu senatowi potrzebę dodania mu rady opiekuńczej. Nad głuchoniemymi, nie umiejącymi pisać oraz pozbawionymi zdolności objawiania woli i myśli swoich, rządzący senat, na przedstawienie trybunału cywilnego I-szej instancji, w którym odbywało się badanie, poleca wybrać opiekuna.

383. Co do opiek nad głuchoniemymi, mającymi opiekuna, obowiązują przepisy o opiekach nad małoletnimi, w rozdziale I-szym niniejszego tytułu objęte. Co do opiek zaś nad głuchoniemymi, mającymi radę opiekuńczą, obowiązują przepisy o opiece nad nieletnimi w rozdziale VI-ym zawarte.

TYTUŁ V.
O księgach metryk cywilnych.

ROZDZIAŁ I.
O wpisywaniu aktów w księgę metryk cywilnych.

ODDZIAŁ I.
Rozporządzenia ogólne.

384. Celem udowodnienia urodzenia, małżeństwa i śmierci spisywane będą w każdym razie względem tych wypadków metryczne akta w księgach tym końcem ustanowionych. Rzeczone księgi co do chrześcijan utrzymywane być winny przez przełożonych parafji, co do osób, nie należących do wyznań chrześcijańskich, przez burmistrzów, wójtów gmin i innych urzędników, przez Komisję Rządową Spraw Wewnętrznych i Duchownych do tego wyznaczonych.

385. Księgi metryk cywilnych utrzymywane są w dwóch egzemplarzach i dzielą się na 3 części; w I-szej spisują się akta urodzenia, w II-giej akta małżeństwa, nakoniec w III-ciej — akta zejścia.

386. Księgi metryk cywilnych powinny być liczbowane i zaznaczone, mianowicie: księgi utrzymywane przez przełożonych rzymsko-katolickiej parafji powinny być zaznaczone przez dziekana tejże parafji, a jeżeli utrzymującym jest jednocześnie sam dziekan, to przez osobę, jaką tym końcem władza djecezjalna wyznaczy. Księgi utrzymywane przez przełożonych parafji wschodnio-katolickich lub grecko-unickich, przez osoby, które przeznaczy do tego właściwa djecezjalna władza. Księgi utrzymywane przez przełożonych parafji protestanckich, przez osoby, jakie do tego generalny konsystorz ewangelicki przeznaczy; na koniec księgi utrzy-

mywane przez burmistrzów, wójtów gmin i drugich urzędników powinny być poświadczone przez adjunktów komisarzy obwodowych, zaś w Warszawie przez komisarzy wykonawczej policji.

387. Poświadczenie ksiąg odbywa się napisaniem na każdym arkuszu ręką poświadczającego przynajmniej jednej sylaby imienia, nazwiska i urzędu. Obowiązkiem jest zaznaczającego przestrzegać, aby księgi metryk cywilnych założone były porządnie i należycie oprawne. Również zaznaczający w końcu każdej księgi wymienia literami liczbę kart, takową składających.

388. Akta metryczne spisywane być winny po doniesieniu utrzymującemu księgi, urodzenia, małżeństwa lub śmierci, w obu egzemplarzach w jednakowej osnowie, podług wzoru przy niniejszem dołączonego. W każdym akcie wyrażony będzie rok, miesiąc, dzień i godzina spisywania aktu, oraz imiona, nazwiska, lata, powołanie i miejsce zamieszkania wszystkich osób w akcie wymienionych.

389. Świadkami przy spisywaniu aktu w księgi metryk cywilnych mogą być tylko osoby płci męzkiej, pełnoletnie i znajome utrzymującemu księgi.

390. Po przeczytaniu aktu zeznającemu i przytomnym spisywaniu onego świadkom, takowy podpisanym będzie naprzód przez utrzymującego księgi metryk cywilnych, następnie przez zeznającego i świadków; gdyby która z tych osób aktu podpisać nie mogła, wymienioną będzie przyczyna, w tym względzie stojąca na przeszkodzie; o przeczytaniu aktu uczynioną będzie w onym wzmianka.

391. Pisane będą akta w księgach metryk cywilnych ciągle, bez żadnych skróceń, charakterem czytelnym i czystym; każda liczba, w akcie przywiedziona, literami wypisaną być powinna. W księgach metryk cywilnych zabronionem jest zostawiać miejsca próżne, robić między wierszami dopiski, także cobądź przemazywać lub skrobać; poprawki, wyrazy przekreślone oraz odsyłacze, na brzegu aktu, w dowód przyjęcia podpisane będą przez osoby przy spisywaniu takowego obecne.

392. Dokumenta przy spisywaniu aktu składane, po poświadczeniu ich zupełnym lub skróconym podpisem tak utrzymującego księgi, jako i składającego, będą dołączane do ksiąg metryk cywilnych i wraz z niemi zachowane.

393. Utrzymujący księgi metryk cywilnych pobiera za każdy akt spisany prawem oznaczone wynagrodzenie od osoby, względem której takowy był sporządzony, jej rodziców, opiekunów lub spadkobierców.

394. Księgi metryk cywilnych służą tylko na rok jeden, po upływie tego czasu przesłane będą dla sprawdzenia najdalej 8 stycznia następnego roku osobom, które je poświadczały. Uczyniona będzie przez też osoby w końcu obu egzemplarzy o dopełnionem sprawdzeniu wzmianka, z wyszczególnieniem niezgodności i pomyłek przez nią dostrzeżonych. Jeden z egzemplarzy z wszystkimi dokumentami, znajdującymi się przy księdze, przesłanym będzie prokuratorowi trybunału cywilnego 1-szej instancji, drugi zaś zwróconym zostanie utrzymującemu księgi najdalej w miesiąc od chwili otrzymania ksiąg dla sprawdzenia.

395. Prokurator trybunału cywilnego I-szej instancji obowiązanym jest przejrzeć starannie nadesłany sobie egzemplarz i następnie złożyć go w archiwum tegoż trybunału.

396. Gdyby protokuł uskutecznionego sprawdzenia okazał się niezupełnym lub nierzetelnym, prokurator mocen jest zażądać zwróconego utrzymującemu księgi stanu cywilnego egzemplarza, takowy nanowo przejrzeć i o powtórnem przejrzeniu spisać protokuł.

397. Okoliczności. w księgach metryk cywilnych mylnie wyrażone, sprostowane będą przez sąd po dopełnieniu należytego śledztwa. Takowe

śledztwo przedsięwziętem będzie na wniosek prokuratora albo wskutek podań osób, mających potrzebę wykazania lub zaprzeczenia wypadku, celem udowodnienia którego akt był spisany.

398. O wyrokach sądowych i w ogólności ściągających się do sporządzonych już w księgach metryk cywilnych aktów uczynioną będzie w obu egzemplarzach na brzegu onych jednostajna wzmianka, przez utrzymującego księgi podpisana. Gdyby zaś jeden z egzemplarzy już się znajdował w archiwum sądowem, utrzymujący księgi prześle pisarzowi sądu wypis uczynionej przez siebie wzmianki, najdalej w dni 3 po jej sporządzeniu, celem wciągnienia jej w sposobie jednakowym do tegoż egzemplarza.

399. Gdyby metryczny akt, na brzegu którego wypadnie uczynić wzmiankę o ściągającym się do niego wyroku lub akcie, nie był spisanym w Królestwie, lub też wynalezionym być nie mógł, w takim razie rzeczony wyrok sądowy lub akt wciągniony będzie dosłownie do właściwych ksiąg metryk cywilnych.

400. W razie słabości, nieobecności lub innych przeszkód, nie dozwalających przełożonemu parafji, burmistrzowi lub wójtowi gminy utrzymywania ksiąg metryk cywilnych, akta spisywane będą przez ich zastępców. Miejsce zaś osobnych urzędników, mianowanych przez Komisję Rządową Spraw Wewnętrznych i Duchownych dla utrzymania ksiąg metryk cywilnych, zastąpi w podobnym razie miejscowy burmistrz lub wójt, tam zaś, gdzieby znajdowało się więcej osób, podobneż czynności sprawujących, miejsce jednego zastąpi drugi.

401. Jeżeli w Królestwie niema parafji wyznania osoby, której akt urodzenia, małżeństwa lub śmierci spisanym być winien, lub gdyby z powodu odległości tej parafji, nieobecności przełożonego i znajdującego się przy nim duchownego akt spisany być nie mógł, wówczas takowy akt sporządzonym będzie w księgach metryk cywilnych parafji, w której dopełnionym był obrząd kościelny chrztu, małżeństwa lub pogrzebu; jeżeli zaś obrząd ten wcale dopełnionym nie był, w księgach metryk cywilnych parafji rzymsko-katolickiej.

402. Jeżeli przełożony parafji chrześcijańskiego wyznania odmówi spisania aktu z powodu niezgodności tegoż z dogmatami swej wiary lub postanowieniami kościoła, do którego należy, w takim razie pomieniony akt sporządzonym będzie w księgach metryk cywilnych tejże samej parafji przez osobę, jaką do tej czynności prokurator trybunału cywilnego 1-szej instancji wyznaczy.

403. Jeżeli akt urodzenia, małżeństwa lub śmierci wpisany był w księgi metryk cywilnych parafji lub okręgu, do których zamieszkania osoba interesowana z miejsca swego nie należy, w takim razie sporządzający akt prześle wypis onego utrzymującemu księgi właściwej parafji dla wniesienia w też księgi.

404. Jeżeli akt urodzenia, małżeństwa, lub śmierci sporządzony był za granicą Królestwa, natenczas osoba, względem której takowy akt był spisany, jej rodzice, opiekunowie lub następcy żądać mogą wniesienia aktu tego w właściwe księgi metryk cywilnych Królestwa i tym końcem złożą utrzymującemu takowe wypis aktu należycie poświadczony.

405. Księgi metryk cywilnych powinny być strzeżone od wszelkiego uszkodzenia oraz utrzymywane w porządku i czystości.

ODDZIAŁ II.

Spisywanie aktu urodzenia.

406. Oznajmić utrzymującemu księgi metryk cywilnych o urodzeniu dziecka obowiązany jest ojciec, a gdy ten nie żyje, jest nieobecny, złożo-

ny chorobą lub z pobytu niewiadomy, natenczas lekarz, chirurg, akuszerka lub inne osoby przy narodzeniu się dziecka obecne; oznajmienie takowe nastąpi najpóźniej w dni 8 po rozwiązaniu matki.

407. Akt urodzenia spisanym będzie przy 2 świadkach, bezzwłocznie po uwiadomieniu o tem utrzymującego księgi metryk cywilnych i okazaniu mu nowonarodzonego. W akcie urodzenia wymienionem będzie miejsce, dzień, a jeżeli można i godzina urodzenia się dziecka, płeć jego, imię lub imiona mu dane, tudzież imiona, nazwiska, stan lub powołanie i miejsce zamieszkania rodziców jego. Akt urodzenia spisanym być winien i wtenczas nawet, gdy uwiadomienie o narodzeniu się dziecka, nastąpiło już po upływie terminu, jaki do tego prawo zakreśla.

408. Znajdujący podrzucone dziecko obowiązany bezzwłocznie uwiadomić o tem utrzymującego księgi metryk cywilnych i okazać mu tak znalezione dziecko, jako i odzież przy niem będącą oraz oznajmić wszystkie okoliczności co do czasu i miejsca znalezienia dziecka. Okoliczności te zapisują się do ksiąg metryk cywilnych, w których również oznaczyć należy płeć dziecka, domniemany wiek, imię lub imiona mu dane, nie mniej instytut albo prywatną osobę, której dziecko na wychowanie oddanem zostało.

409. Zabronionem jest wspominać w aktach urodzenia o ojcach dzieci, w cudzołóstwie lub kazirodztwie poczętych; o innych ojcach nieprawych wolno jest wzmiankować, lecz tylko w razie ich zezwolenia.

ODDZIAŁ III.

Spisywanie aktów o zapowiedziach i małżeństwach.

410. Akta zapowiedzi spisywane będą przez przełożonych parafji lub inne osoby duchowne, które je ogłosiły, bez świadków, w oddzielnych księgach w jednym egzemplarzu utrzymywanych. Księgi te nie podlegają sprawdzeniu i służą aż do całkowitego ich zapełnienia. Księgi, służące do do zapisywania zapowiedzi osób chrześcijańskiego wyznania, nie będą zaznaczane, zaś księgi dla wyznań niechrześcijańskich powinny być poprzednio zaznaczane przez utrzymującego takowe.

411. Akt małżeństwa spisuje się bezzwłocznie po dopełnionym obrzędzie ślubu; winien zawierać w sobie: I. Wymienienie imion, nazwisk, powołania, miejsca urodzenia i zamieszkania oraz wieku każdego z małżonków. II. Wymienienie imion, nazwisk i powołania oraz miejsca zamieszkania ich rodziców. III. Zezwolenie rodziców, opieki lub władzy wojskowej, gdy takowe prawem jest wymagane. IV. Wymienienie miejsca i czasu, w którym zapowiedzi nastąpiły, a jeżeli takowych wcale nie było, oznaczenie, która władza i kiedy od dopełnienia tej formalności nowozaślubionych uwolniła. V. Jeżeli zaślubiona osoba była już w poprzednich związkach małżeńskich, wymienienie czasu, w którym poprzednie małżeństwo rozwiązanem lub za nieważne uznanem zostało. VI. Oświadczenie małżonków, czyli zawarli umowę przedślubną co do majątku lub nie, w pierwszym razie wymienienie daty i miejsca jej zawarcia oraz rejenta, przed którym umowa ta zeznaną została. VII. Wymienienie imion, nazwisk, powołania, wieku i miejsca zamieszkania świadków z wskazaniem, czyli są krewnymi lub powinowatymi małżonków, z której strony i w jakim stopniu. VIII. Oświadczenie duchownego i świadków, że małżeństwo podług przepisów kościoła zawartem zostało.

412. Po dopełnionym obrzędzie zaślubin osób starozakonnych lub mahometan, rabin, iman albo inny duchowny, obrząd ten dopełniający, obowiązany jest wraz z nowozaślubionymi i świadkami stawić się przed utrzymującym księgi metryk cywilnych, który na zasadzie zeznań stawających spisuje w księgi takowe akt o zawartem małżeństwie.

413. Utrzymujący księgi metryk cywilnych przekonać się winni, czyli małżeństwo zawartem zostało z dopełnieniem przepisów prawem niniejszem wskazanych, w razie zaś dostrzeżenia jakichkolwiekbądź uchybień donieść bezzwłocznie prokuratorowi przy trybunale cywilnym I-szej instancji.

ODDZIAŁ IV.
Spisywanie aktów zejścia.

414. Akta zejścia spisane będą po uwiadomieniu utrzymującego księgi metryk cywilnych o nastąpionej śmierci przez 2 świadków, osobiście zmarłego znających. Świadkami powinni być najbliżsi krewni lub sąsiedzi zmarłego, jeżeli zaś osoba umarła nie w miejscu zamieszkania swego, to świadkami będzie właściciel domu lub osoba, u której śmierć zaszła, prócz tego jeden z krewnych zmarłego lub osoba obca. Przed spisaniem aktu zejścia utrzymujący księgi metryk cywilnych winien naocznie przekonać się o nastąpionej śmierci.

415. W akcie zejścia wyrażone będą imiona, nazwiska, stan i powołanie oraz zamieszkanie osoby zmarłej, dzień i miejsce jej śmierci, a jeżeli osoby o zejściu donoszące są krewnemi zmarłego, to i stopień ich pokrewieństwa, tudzież imiona, nazwiska, stan i powołanie, miejsce zamieszkania ojca i matki zmarłego, również wiek i miejsce jej urodzenia, nie mniej imiona i nazwiska męża lub żony, jeżeli osoba zmarła zostawała w związkach małżeńskich.

416. Jeżeli dziecko umarło przed spisaniem aktu o jego urodzeniu, to spisanym być winien tylko akt zejścia jego, w nim zaś wymienić należy czas jego urodzenia.

417. Przed wpisaniem w księgi metryk cywilnych aktu zejścia ciało zmarłego pochowane być nie może.

418. Rozporządzenia w artykułach 414 do 417 nie obowiązują w przypadkach, gdyby śmierć nastąpiła: 1) w szpitalach, instytutach dobroczynnych, w domach aresztu, zgoła w jakimbądź zakładzie pod bezpośredniem zawiadywaniem rządu zostającym, 2) w wykonaniu wyroku sądowego, 3) wskutek jakiegobądź nieszczęśliwego wypadku, gdy ciała zmarłego rozeznać albo wyszukać nie można, np. w razie spalenia się, utonięcia i t. d. We wszystkich tych wypadkach dozorcy instytutu lub szpitala, w którym zmarły znajdował się, pisarz sądu kryminalnego obecny przy wykonaniu wyroku kary śmierci, albo właściwy policyjny urzędnik, któremu wiadomo, iż śmierć nastąpiła z przyczyny wypadku, i ciało rozeznanem ani wyszukanem być nie może, obowiązanym jest uwiadomić utrzymującego księgi metryk cywilnych o nastąpionem zejściu i udzielić potrzebne do sporządzenia w tej mierze aktu wiadomości. Uwiadomienie takowe bez dalszych poszukiwań wpisanem będzie w księgi metryk cywilnych.

419. W razie śmierci gwałtownej urzędnik odbywający śledztwo, po obejrzeniu ciała, obowiązanym jest dostarczyć utrzymującemu księgi metryk cywilnych potrzebne objaśnienia, na zasadzie których akt zejścia spisanym być winien.

ROZDZIAŁ II.
O wypisach wydawanych z ksiąg metryk cywilnych.

420. Akta, w księgach metryk cywilnych z zachowaniem przepisów prawa spisane, stanowią zupełny dowód zdarzenia, dla udowodnienia którego sporządzonymi były, dopóki o fałsz zaskarżonymi nie będą.

421. Wypisy z ksiąg metryk cywilnych zgodne z aktami stanowią zupełny dowód narówni z oryginalnymi aktami. Wypisy takowe stwierdzone podpisem i pieczęcią osoby, utrzymującej księgi metryk cywilnych,

wydawane będą każdemu żądającemu, za ustanowioną prawem opłatą. Wzmianki, na brzegach oryginalnego aktu uczynione, w wypisach także zamieszczanemi być winny.

422. Takiż sam dowód stanowią poświadczone wypisy aktów urodzenia, małżeństwa i zejścia, za granicą Królestwa sporządzane, ściągające się bądź do mieszkańców Królestwa, bądź do cudzoziemców.

423. Wypisy z ksiąg metryk cywilnych przez utrzymującego też księgi wydane, przed złożeniem ich jakiejbądź władzy, winny być poświadczone przez miejscowego podsędka. Wypisy takowe przed użyciem ich za okręgiem miejscowego trybunału powinny być co do wiarogodności swej poświadczone przez prezesa tegoż trybunału. Wypisy z aktów sporządzonych w Cesarstwie lub w Wielkiem Księstwie Finlandzkiem, poświadczone być winny przez zwierzchność gubernjalną lub prowincjonalną, zaś wypisy z aktów sporządzonych zagranicą, przez miejscowe rosyjskie poselstwa, lub konsulostwa. Podpisy naczelników gubernji, prowincji, urzędników rosyjskiego poselstwa lub konsulostwa będą stwierdzone przez Komisję Rządową Sprawiedliwości.

424. Gdyby księgi metryk cywilnych utrzymywane nie były, zaginęły, albo akt jakowy w nich spisany nie był lub też przypadkowemu uległ zniszczeniu, w takim razie urodzenie, małżeństwo lub śmierć udowodnionem być może innego rodzaju dokumentami lub świadectwami, jednakże prawe lub nieprawe pochodzenie, również ważne lub nieważne małżeństwo może być dowodzone tylko w przypadkach w rozdziale I i II-gim oznaczonych. Wyrok sądu, mocą którego przyznanem zostaje udowadniające się zdarzenie, wpisanym będzie w księgi metryk cywilnych i zastępuje w zupełności akt, który spisanym lub wyszukanym nie był.

ROZDZIAŁ III.

O nadzorze nad utrzymującymi księgi metryk cywilnych i odpowiedzialności tychże.

425. Zwierzchni nadzór nad utrzymującymi księgi metryk cywilnych należy do Komisji Rządowej Sprawiedliwości.

426. Za każde uchybienie przepisom prawa co do utrzymywania, zachowywania lub sprawdzania ksiąg metryk cywilnych, oraz co do utrzymywania aktów i wydawania wypisów z takowych Komisja Rządowa Sprawiedliwości rozciąga na winnych karę pieniężną od 10 kopiejek do 5 rb. srebrem; za powtórnem lub trzeciem uchybieniem, również w przypadku, gdy takowe szczególniejszej jest wagi, wyrzeczoną będzie — od 5 do 50 rb. srebrem. Komisja rzeczona, przekonawszy się, że utrzymujący księgi metryk cywilnych do wypełniania włożonych na niego obowiązków zupełnie jest niezdolnym, wezwie Komisję Rządową Spraw Wewnętrznych i Duchownych o wyznaczenie innej, sposobniejszej do tego osoby. Jeżeli przełożony parafji chrześcijańskiego wyznania z powodu podeszłego wieku lub słabości nie jest w stanie utrzymywać księgi metryk cywilnych, czynności te mogą być poruczone i świeckiej osobie.

427. Jeżeli utrzymujący księgi metryk cywilnych przez nieporządne onych prowadzenie zrządza szkodę prywatnej osoby, do wynagrodzenia takowych na żądanie poszkodowanego zniewolonym być może. Gdyby zaś przytem wykryty został fałsz lub inne przestępstwo, winny oddanym zostanie pod właściwy sąd karzący.

Wzory aktów spisywanych w księgach metryk cywilnych.

I. Wzór aktu urodzenia.

Działo się w mieście Łęczycy, drugiego lutego, tysiąc ośmset trzydziestego siódmego roku, o godzinie dziesiątej zrana; stawił się osobiście

Jan U.... majster fabryki sukiennej, w mieście Łęczycy w domu pod numerem dziesiątym przy ulicy Warszawskiej zamieszkały, lat trzydzieści mający i okazał niżej podpisanemu dziecko płci męskiej, syna swego, urodzonego w mieście Łęczycy, trzydziestego grudnia zeszłego tysiąc ośmset trzydziestego szóstego roku, o godzinie (6-tej) szóstej po południu, którego powiła żona jego, Teresa U.... lat dwadzieścia cztery mająca. Nowonarodzonemu przy obrzędzie chrztu świętego odbytym tegoż dnia (jeżeli chrzest święty nastąpił) dane były imiona Dawid August. Rodzicami chrzestnemi byli: Antoni R... lat pięćdziesiąt mający, profesji stolarskiej, zamieszkały w mieście Sochaczewie i Anna L... lat czterdzieści mająca, stanu kupieckiego, zamieszkała w Warszawie. Świadkami byli: Jan D.... piekarz lat trzydzieści i Antoni R... stolarz, lat trzydzieści pięć mający, obadwaj w mieście Łęczycy zamieszkali, niżej podpisanemu znani. Niniejszy akt po przeczytaniu tak stawającym, jakoteż świadkom, podpisany został przeze mnie i ojca nowonarodzonego, jakoteż i świadka D.; świadek R. pisać nie umie.

Piotr N., proboszcz parafji łęczyckiej
rzymsko-katolickiej (lub innej).

Następują dalsze podpisy.

II. Wzór aktu zapowiedzi.

Działo się dnia drugiego lutego tysiąc ośmset trzydziestego ósmego roku, o godzinie dwunastej w południe.

Ja niżej podpisany w dniu dzisiejszym ogłosiłem w kościele parafji podborskiej, naprzód drugą zapowiedź nastąpić mającego małżeństwa między Ant. W., właścicielem dóbr Podborza, w gubernji Mazowieckiej. obwodzie Gostyńskim położonych, w tychże dobrach zamieszkałego, lat czterdzieści jeden mającego, z panną Anną D... córką właściciela dóbr, zamieszkałego w m. Lublinie, lat dwadzieścia mającą, następnie trzecią zapowiedź nastąpić mającego małżeństwa między Antonim K..... i następnie jak wyżej... Piotr N., proboszcz parafji podborskiej rzymsko-katolickiej.

III. Wzór aktów małżeństwa.

Działo się w mieście Łowiczu, dnia trzeciego lutego tysiąc ośmset dwudziestego siódmego roku, o godzinie 4-ej po południu.

Ja niżej podpisany proboszcz parafjalnego kościoła (lub inny duchowny) dnia dzisiejszego w kościele N., dopełniłem obrząd religijnego małżeństwa między Jerzym R., podmajstrzym profesji stolarskiej, zamieszkałym w mieście Łowiczu przy ulicy Miodowej, w domu pod numerem dziesięć, urodzonym w mieście Sochaczewie z prawych małżonków Jana i żony jego Doroty R. w temże mieście zamieszkałych, lat dwadzieścia sześć mającym i panną Barbarą Katarzyną, córką prawych małżonków, mieszczan Henryka i Krystyny D., zamieszkałych w mieście Łowiczu, tamże urodzonej, przy rodzicach zostającej, lat ośmnaście mającej. Obrząd zaślubin poprzedziły trzy (albo jedna) zapowiedzi, w dniu czternastym, dwudziestym pierwszym i dwudziestym ósmym grudnia tysiąc ośmset dwudziestego szóstego roku, w kościołach parafji łowickiej i sochaczewskiej ogłoszone, nie mniej i słowne pozwolenie rodziców nowozamężnej, znajdujących się osobiście przy spisaniu tego aktu małżeństwa, tudzież pozwolenie rodziców Jerzego R., zaświadczone należycie w urzędzie municypalnym miasta Łowicza dnia dziesiątego grudnia roku zeszłego. Nowozamężni oświadczyli, iż żadnej przedślubnej małżeńskiej umowy nie zawarli (albo, że zawarli małżeńską przedślubną umowę dnia dwunastego grudnia roku zeszłego, przed rejentem kancelarji ziemiańskiej Andrzejem T.). Świadkami dopełnionego obrzędu małżeństwa, jako i spisanego

w tej mierze aktu, byli: Mateusz P., dzierżawca dóbr Zapoda, w tychże dobrach zamieszkały, lat pięćdziesiąt mający i Feliks B..., aptekarz, w mieście Łowiczu zamieszkały, lat czterdzieści mający, wuj nowozaślubionego. Akt niniejszy po przeczytaniu stawającym jako i świadkom przez tychże łącznie ze mną podpisany został. Ksawery S., proboszcz parafji łowickiej rzymsko-katolickiej (lub innej).

IV. Wzór wzmianki, w księgach metryk cywilnych i przysposobieniu uczynionej.

Na zasadzie przyłączonych pod literą a dowodów; czyni się wzmianka o przysposobieniu Antoniego Z. przez Jana W.

V. Wzór aktu zejścia.

Działo się w mieście Lublinie, dnia dziesiątego stycznia tysiąc ośmset dwudziestego siódmego roku, o godzinie dziesiątej zrana. Stawił się osobiście Piotr W., właściciel dóbr Podborza, w gubernji Mazowieckiej w obwodzie gostyńskim położonych, lat czterdzieści jeden mający i Antoni D..., sędzia trybunału cywilnego gubernji Lubelskiej, lat trzydzieści ośm mający, obadwa w mieście Lublinie zamieszkali, niżej podpisanemu znani. Stawający zeznali, iż dnia dziesiątego bieżącego miesiąca o godzinie jedenastej w nocy zmarł Sebastjan B., radca rządu gubernjalnego lubelskiego, tutaj w mieście Lublinie zamieszkały, lat pięćdziesiąt mający, syn prawych małżonków Jana i Doroty W. w Radomiu zamieszkałych, i zmarły zostawił żonę, Annę B. z domu D...; po przekonaniu się osobiście o zejściu przez niżej podpisanego, niniejszy akt po przeczytaniu stawającym (z których drugi był szwagrem zmarłego) przez tychże łącznie ze mną podpisanym został. Antoni D... proboszcz parafji lubelskiej..... następują podpisy.

VI. Wzór przeniesienia aktu metrycznego z jednych ksiąg w drugie.

Działo się dnia dziesiątego grudnia tysiąc ośmset trzydziestego ósmego roku. Ja niżej podpisany otrzymałem wezwanie z daty pierwszego bieżącego grudnia, za numerem setnym, od proboszcza parafji podborskiej, rzymsko-katolickiej (albo od innego), w przedmiocie wniesienia w księgi przeze mnie utrzymywane załączonego przy tymże wypisie aktu śmierci Jana W., zamieszkałego w mojej, a zmarłego w podborskiej parafji, wskutek czego wniesionym został rzeczony akt zejścia osnowy następującej.

KONTRPROJEKT WARSZAWSKI

z r. 1852.

TYTUŁ I.
O małżeństwie.

ROZDZIAŁ I.
Przepisy ogólne.

1. Małżeństwo może być tylko zawarte podług przepisów religijnych.

2. Prócz warunków i uroczystości religijnych dopełnionymi być powinny przy zawarciu małżeństwa warunki i formy prawem cywilnem przepisane.

3. Małżeństwo ważnie zawarte stanowi związek mający trwać do końca życia jednego z małżonków. Mąż jedną tylko żonę, a żona jednego męża w jednymże czasie mieć może.

4. Przepisy ogólne, w rozdziale niniejszym objęte, stosują się do małżeństwa osób wszelkich wyznań, o ile przepisy szczegółowe co do pojedyńczych wyznań w Rozdziale II-im zawarte przeciwnych nie obejmą prawideł.

ODDZIAŁ I.
O warunkach i przeszkodach do zawarcia małżeństwa.

I. Wiek.

5. Mężczyzna przed ukończeniem lat 18, a kobieta przed ukończeniem lat 16 nie mogą zawierać małżeństwa. W przypadkach jednak, gdzieby honor rodziny lub los małoletniego z powodu tego zakazu mógł być narażony, może być zaniesiona prośba do Monarchy o udzielenie dyspensy co do wieku.

II. Zezwolenie.

6. Małżeństwo nie może być zawarte bez zezwolenia osób w związek małżeński wchodzących.

7. Zezwolenie osób wchodzących w związek małżeński nie jest ważne, jeżeli nastąpiło wskutek przymusu lub błędu.

8. Błąd co do tożsamości osoby, z którą zawarty został związek małżeński, czyni nieważnem zezwolenie.

9. Niewiasta porwana nie może udzielić ważnego zezwolenia na zawarcie małżeństwa z tym, który ją porwał, dopóki w jego zostaje mocy.

10. Osoby, dotknięte zupełną umysłową niemocą lub trwałem obłąkaniem umysłu, nie mogą udzielić ważnego zezwolenia na małżeństwo.

III. Pozwolenie rodziców, rady familijnej lub zwierzchności.

11. Synowie i córki przed ukończonym 25 rokiem wieku nie mogą zawierać małżeństwa, bez pozwolenia ojca lub matki. W przypadku różności zdań dostatecznem jest pozwolenie ojca.

12. Jeżeli jedno tylko z rodziców jest przy życiu, lub sprawuje władzę rodzicielską, dostatecznem jest jego pozwolenie.

13. Synowie i córki, nawet po dojściu wieku lat 25, obowiązani są prosić ojca i matkę o pozwolenie na zawarcie małżeństwa. Wszakże małżeństwo może być pobłogosławione po upływie miesiąca od zaniesionej o pozwolenie prośby, gdy złożone będzie poświadczenie duchownego przełożonego parafji lub urzędnika administracyjnego miejsca pobytu rodziców, że prośba taka była zaniesiona.

14. Gdyby nie było ani ojca, ani matki, albo gdyby się znajdowali w niemożności oświadczenia woli swojej, osoby nie mające ukończonych lat 21 wieku nie mogę zawierać małżeństwa bez pozwolenia rady familijnej. Jeżeli dziadowie i baby małoletniego są przy życiu, pozwolenie rady familijnej nie może być udzielonem bez ich przyzwania i bez przyzwolenia oświadczonego na posiedzeniu tejże rady. Nieobecni, pomimo przyzwania, uważani będą za przyzwalających. W przypadku różności zdań między dziadem a babą jednejże linji, dostatecznem jest przyzwolenie dziada. Różność zdań między wstępnymi różnych linji stanowi przyzwolenie.

15. Dziecię, pochodzące ze związków nieprawych, nie może wchodzić w związek małżeński, przed ukończeniem lat 21 wieku bez pozwolenia rady opiekuńczej, lub tego z rodziców, które wykonywa prawa do władzy rodzicielskiej przywiązane.

16. Na zawarcie małżeństwa między małoletnią, a jej opiekunem lub zstępnym opiekuna rada familijna nie może udzielić pozwolenia przed poprzedniem sprawdzeniem rachunków ze sprawowania opieki.

17. Osoby, zostające w służbie rządowej wojskowej lub cywilnej, nie mogą zawierać małżeństwa bez pozwolenia właściwej zwierzchności.

IV. Różność religii.

18. Wyznawcy religji chrześcijańskiej nie mogą zawierać małżeństwa z osobami nie należącemi do żadnego z wyznań chrześcijańskich.

V. Trwanie poprzedniego małżeństwa.

19. Osoba, która weszła w związek małżeński, nie może zawierać małżeństwa nowego, jeżeli poprzedzające małżeństwo nie ustało (art. 50).

VI. Przestępstwo.

20. Osoba, która się stała winną wielożeństwa, nie może, nawet po śmierci swego prawego małżonka, wchodzić w związek małżeński ze współsprawcą popełnionego przez nią przestępstwa.

21. Małżeństwo nie może być zawarte:

1. Między osobą, która się dopuściła cudzołóstwa, połączonego z zabójstwem drugiego małżonka, lub z przyrzeczeniem pobrania się na przypadek śmierci tegoż małżonka, a współsprawcą takiego cudzołóstwa.

2. Między małżonkiem, który się targnął na życie swojego współmałżonka sam lub przez osobę trzecią, a osobą, która w tem przestępstwie miała udział.

VII. Pokrewieństwo i powinowactwo.

22. Zabronione jest małżeństwo pomiędzy krewnymi i powinowatymi, wstępnymi i zstępnymi w linji prostej, oraz między bratem a siostrą ro-

dzonymi i przyrodnimi, bez względu na to, czy pokrewieństwo lub powinowactwo takie wypływa z prawych czy nieprawych związków.

23. Co do dalszych stopni pokrewieństwa lub powinowactwa, każda z osób, małżeństwo zawierających, powinna się stosować do przepisów wyznania, do którego należy.

Przeszkoda, wynikająca z pokrewieństwa lub powinowactwa w tych dalszych stopniach, może być stosownie do przepisów art. 69 i 123 przez dyspensę usunięta.

24. Zabronione jest małżeństwo między osobami, połączonemi związkiem pokrewieństwa i powinowactwa cywilnego, a w szczególności:

1. między osobą przysposabiającą a przysposobioną i jej zstępnymi,
2. między dziećmi prawemi i dziećmi przysposobionemi osoby przysposabiającej,
3. między dziećmi przysposobionemi przez jedną i tę samą osobę,
4. między osobą przysposabiającą a małżonkiem osoby przysposobionej,
5. między osobą przysposobioną a małżonkiem osoby przysposabiającej.

Przeszkoda z mocy ust. 2, 3, 4 i 5 niniejszego artykułu wynikająca może być usunięta przez dyspensę właściwej zwierzchności stosownie do artyk. 69 i 123.

VIII. Nieupłynienie czasu przepisanego.

25. Kobieta nie może zawierać nowego małżeństwa przed upływem dziesięciu miesięcy od ustania poprzedniego małżeństwa.

26. Osoba, której małżeństwo unieważnione lub rozwiązane zostało, nie może za życia swego współmałżonka nowego zawierać małżeństwa przed upływem lat trzech od daty pierwszego wyroku, nieważność lub rozwiązanie wyrzekającego.

Małżonek jednak, którego zła wiara lub wina z wyroku jawnie się nie okazuje, może prosić Radę Administracyjną Królestwa o pozwolenie zawarcia nowych związków przed upływem powyższego przeciągu czasu.

ODDZIAŁ II.
O formach i uroczystościach przy zawarciu małżeństwa.

I. Zapowiedzi.

27. Obrząd ślubu religijnego poprzedzić winny zapowiedzi. Zapowiedzi ogłasza duchowny przełożony parafji, obwieszczając zgromadzonemu na nabożeństwo ludowi, przez trzy dni świąteczne z przerwą tygodniową o zamiarze zawarcia związku małżeńskiego przez osoby, z imienia, nazwiska, powołania i zamieszkania wymienione.

28. Zapowiedzi ogłoszone będą w parafji zamieszkania każdego z przyszłych małżonków.

Jeżeli zamieszkanie jednego z nich lub obojga w obrębie parafji nie jest dłuższe nad trzy miesiące, zapowiedzi nadto ogłoszone być powinny i w parafji poprzedzającego zamieszkania.

Zapowiedzi osób przebywających dłużej, jak trzy miesiące w jednej parafji, a w innej mających zamieszkanie, ogłoszone być powinny w każdej z tych parafji.

Zapowiedzi osób, przebywających dłużej, jak trzy miesiące w jednej ostatniej ich konsystencji.

29. Jeżeli obrząd ślubu nie został dopełniony w ciągu 6-ciu miesięcy od ostatniej zapowiedzi, obrząd ten nie może nastąpić inaczej, jak za poprzedniem zapowiedzi ponowieniem.

30. Jedna zapowiedź jest nieodzownie potrzebną; od jednej lub dwóch zapowiedzi mocną jest uwolnić władza duchowna właściwa.

31. Jeżeli z powodu udzielonej dyspensy jedna tylko zapowiedź nastąpiła, obrząd ślubu małżeńskiego dopełnionym być może dopiero po upływie trzech dni od ogłoszenia zapowiedzi, nie licząc dnia ogłoszenia.

32. Ślub może być dany bez zapowiedzi w następujących przypadkach.

1. gdy jeden z przyszłych małżonków jest w niebezpieczeństwie blizkiej śmierci,

2. gdy przyszły małżonek w długą lub niebezpieczną podróż w interesach rządowych nagle się wybiera.

3. gdy osoby, o których powszechnie mniemano, że zostają w związkach małżeńskich, pragną dopełnić obrzędu ślubu.

33. Przed ogłoszeniem zapowiedzi obowiązkiem jest duchownego przekonać się o wzajemnem zezwoleniu osób, związek małżeński zawrzeć mających.

II. Tamowanie.

34. Prawo tamowania małżeństwa z powodu zachodzącej przeszkody służy każdemu mającemu w tem prawny interes, aby małżeństwo zawartem nie było, a mianowicie:

1. osobie mieniącej się małżonkiem jednej ze stron, które małżeństwo zawierać mają,

2. ojcu i matce, a gdy ci nie żyją, dziadom i babom,

3. opiekunom lub kuratorom,

4. zwierzchności wojskowej lub cywilnej, w przypadku oznaczonym w art. 17.

35. Prokurator ma obowiązek, a każda osoba trzecia ma prawo tamować zawarcie małżeństwa:

1. jeżeli jedna z osób, zamierzających zawrzeć małżeństwo, jest już związana ślubem małżeńskim,

2. jeżeli związek małżeński ma być zawarty między wyznawcą religji chrześcijańskiej, a osobą nie należącą do żadnego z wyznań chrześcijańskich,

3. gdy strony złączone są z sobą pokrewieństwem lub powinowactwem naturalnem lub cywilnem takiem, iż przeszkoda ta nie może być przez dyspensę usuniętą,

4. gdy spełnione zostało przestępstwo w artykule 20 i 21 oznaczone, zawarcia małżeństwa nie dopuszczające.

36. Z powodu obłąkania lub niemocy umysłu przyszłego małżonka te tylko osoby mogą tamować małżeństwo, którym służy prawo działania o jego bezwłasnowolność (a. 584 — 685).

Tamowanie takie nie będzie miało skutku, jeżeli tamujący w przeciągu dni 8-miu nie zaniesie podania do sądu o uznanie bezwłasnowolności, lub nie okaże, że takowe jest już zaniesione. Wyrzeczenie co do zasadności tamowania nie może nastąpić jak po wyroku prawomocnym, stanowiącym względem bezwłasnowolności.

37. Jeżeli tamowanie w przypadkach w art. 34 — 36 wymienionych objawione zostało, przełożony parafji nie może przystąpić do dania ślubu, dopóki właściwa zwierzchność duchowna nie wyrzecze, że tamowanie jest pozbawione zasady.

III. Sprawdzenie warunków i przeszkód.

38. Przed dopełnieniem obrzędu ślubu duchowny przełożony parafji obowiązany jest przekonać się o dopełnieniu warunków prawem wymaganych i zarazem troskliwie badać, czy przeciwko zawarciu małżeństwa między stronami jaka prawna nie zachodzi przeszkoda, a w razie jej odkrycia wstrzymać się z daniem ślubu, dopóki wykazanem nie będzie, że przeszkoda rzeczywiście nie zachodzi, lub że usuniętą została.

Duchowny przełożony parafji nie powinien przystępować do obrzędu ślubu, jeżeli nie ma złożonych dowodów, że zapowiedzi w każdej z parafji w artykule 28-ym oznaczonych były ogłoszone, i że żadna przeszkoda ani tamowanie tamże objawione nie zostały.

39. Wiek stron, małżeństwo zawierających, winien być udowodnionym przez złożenie aktów urodzenia, chybaby duchowny właściwy, obrząd ślubu dopełnić mający, miał osobistą i niewątpliwą wiadomość, że strony mają lata do zawarcia małżeństwa prawem wymagane.

40. W razie zachodzącej niemożności lub trudności złożenia aktu urodzenia, duchowny, mający dopełnić obrząd ślubny, może poprzestać na zeznaniu dwóch przynajmniej wiarogodnych świadków, że strony małżeństwo zawierające mają wiek prawem przepisany. Zeznanie to przyjęte będzie do protokółu, który duchowny, wójt gminy lub burmistrz spisać powinien.

41. Jeżeli wstępuje w związki małżeńskie osoba, której poprzednie małżeństwo ustało przez śmierć, powinien być złożony akt zejścia; a w braku tego aktu, dowód śmierci może być wyprowadzony w sposobie oznaczonym w artykule poprzedzającym.

W razie ustania poprzedniego małżeństwa skutkiem unieważnienia lub rozwiązania, za dowód na to służyć będzie albo wypis z akt stanu cywilnego, obejmujący wzmiankę w art. 742-im przepisaną, albo też wyrok właściwego sądu, z poświadczeniem jego prawomocności.

42. Pozwolenie rodziców, jeżeli nie są obrzędowi ślubu przytomnymi, może być objawione albo protokularnie, według artykułu 40-go, albo złożone w akcie prywatnym, przez właściwą zwierzchność policyjną lub sądową poświadczonym.

43. Gdy przeciąg czasu zamieszkania obydwóch lub jednej ze stron w parafji duchownemu przełożonemu parafji nie jest wiadomym, winien być udowodnionym świadectwem właściwej zwierzchności policyjnej.

IV. Obrząd ślubu.

44. Obrząd ślubu dopełniony być powinien podług przepisów wyznania religijnego, do którego należą osoby w związek małżeński wchodzące, w właściwej parafji, w obecności przynajmniej dwóch świadków.

45. Za właściwą parafję poczytuje się ta, w obrębie której jeden z małżonków ciągle przebywał najmniej przez miesięcy trzy przed dopełnieniem obrzędu ślubu.

46. Po dopełnieniu obrzędu ślubu duchowny przełożony parafji powinien spisać akt małżeństwa stosownie do artykułów 735 — 776.

ODDZIAŁ III.

O skutkach przestąpienia powyższych przepisów.

47. Nieważnem jest małżeństwo zawarte:

1. przez osobę, nie mającą prawem przepisanego wieku,
2. bez ważnego zezwolenia stron,
3. przez wyznawcę religji chrześcijańskiej z osobą, tejże religji nie wyznającą,
4. w czasie trwania poprzedniego związku małżeńskiego,
5. przez osoby, które spełniły przestępstwo, zawarcia małżeństwa nie dopuszczające,
6. przez krewnych i powinowatych w stopniu zakazanym.

48. Osoba, którąby pomimo zakazu w artykule 26 objętego przed terminem tamże zakreślonym, weszła w nowe związki małżeńskie, ulega karze artykułem 1062 kodeksu kar oznaczonej.

O przepisie artykułu 26-go i karze za przestąpienie go zagrożonej strony będą ostrzeżone przez sąd właściwy, po podaniu skargi o nieważność lub rozwiązanie małżeństwa.

49. Za przestępstwa i wykroczenia przeciwko związkowi małżeńskiemu w kodeksie kar przewidziane duchowni nie mogą być pociągani do odpowiedzialności bez decyzji kwalifikacyjnej wydanej przez Komisję Rządową Spraw Wewnętrznych i Duchownych po wysłuchaniu zwierzchności duchownej.

ODDZIAŁ IV.
O ustaniu małżeństwa.

50. Małżeństwo ustaje:

1. przez śmierć jednego z małżonków,
2. przez prawomocne wyrzeczenie nieważności lub rozwiązania małżeństwa.

51. Nie wolno jest małżonkom zrywać samowolnie ani zawierać umów o zerwanie małżeństwa nawet nieważnie zawartego.

52. Małżeństwo może być unieważnione lub rozwiązane tylko za wyrokiem właściwego sądu duchownego, sądy jednak cywilne będą właściwymi do stanowienia względem nieważności lub rozwiązania małżeństwa między osobami należącemi do wyznań chrześcijańskich, nie mających urządzonej hierarchji duchownej, jak również co do małżeństw między niechrześcijanami.

53. Małżeństwo ważnie zawarte może być rozwiązane przez rozwód, o ile tego dopuszczają ustawy religijne małżonków.

54. Sądy Królestwa mogą rozpoznawać sprawy:

1. co do małżeństw zawartych w Królestwie, jeżeli przynajmniej jeden z małżonków był poddanym Królestwa w czasie zawarcia małżeństwa, lub jeżeli jeden z nich przebywa w Królestwie,
2. co do małżeństw za obrębem Królestwa zawartych, jeżeli mąż w Królestwie ma zamieszkanie.

55. Każdy z małżonków może na zasadzie przepisów niniejszej ustawy żądać wyrzeczenia nieważności małżeństwa, z wyłączeniem przypadków w artykułach 56 i 57 oznaczonych.

56. Skarga o nieważność małżeństwa zawartego przed dojściem do wieku prawem oznaczonego, może być zaniesiona tylko przez małżonka, który wieku tego nie doszedł, skarga ta nie może być zaniesiona po upływie roku jednego od dojścia małżonka do wieku prawem oznaczonego.

57. Wyrzeczenie nieważności małżeństwa, które zawarte zostało w skutku przymusu lub błędu, może być żądanem tylko przez stronę, która skutkiem jednej z powyższych przyczyn prawnego zezwolenia na małżeństwo nie udzieliła, chociażby była małoletnią.

Nie będzie przyjęta skarga o nieważność małżeństwa z powodu przymusu lub błędu, jeżeli zaniesioną została po upływie 18-tu miesięcy od chwili ustania przymusu lub błędu.

58. We wszystkich innych przypadkach, oprócz przypadku w artykule 57 oznaczonego, jeżeli małżonek jest małoletni lub bezwłasnowolny, rodzice, wstępni, opiekun z upoważnienia rady familijnej mogą w jego imieniu skarżyć o nieważność małżeństwa.

Wszakże rodzice nie mogą w żadnym razie skarżyć o nieważność małżeństwa, gdy na takowe wyraźnie lub czynami pozwolili, ani opiekunowie, gdy pozwolenie udzielone było przez radę familijną.

59. Prokurator przy właściwej Izbie Cywilnej obowiązany jest skarżyć z urzędu o nieważność małżeństwa:
1. z powodu różności religji,
2. „ wielożeństwa,
3. „ przestępstwa,
4. „ pokrewieństwa lub powinowactwa w artykule 22 oznaczonego.

60. Małżonek, który w dobrej wierze małżeństwo zawarł, może w przypadkach artykułem 59 oznaczonych, skargę swoją ze skargą prokuratora połączyć.

61. Prokurator mocen jest w każdym stanie sprawy o unieważnienie lub rozwiązanie małżeństwa żądać komunikacji akt.

ROZDZIAŁ II.
Szczególne przepisy dla pojedyńczych wyznań.

ODDZIAŁ I.
O małżeństwie osób wyznających religię rzymsko-katolicką.

62. Osoby wyznające religię rzymsko-katolicką nie mogą zawierać małżeństwa, gdy do zawarcia onego zachodzi przeszkoda, w ustawach kościoła lub w dziale I-ym niniejszego tytułu oznaczona.

63. Z pomiędzy przeszkód, w oddziale I-ym rozdziału 1-go wymienionych, stanowią przeszkodę, podług ustaw kościoła bytu małżeństwa niedopuszczającą:
1. różność religji (art. 18),
2. brak ważnego zezwolenia (6 — 10),
3. trwanie poprzedniego małżeństwa (19),
4. przestępstwo (20, 21),
5. pokrewieństwo i powinowactwo w art. 22 oznaczone,
6. pokrewieństwo i powinowactwo cywilne (24).

64. Oprócz przeszkód w artykule poprzedzającym wymienionych, podług ustaw rzymsko-katolickiego kościoła nie dopuszczają bytu małżeństwa przeszkody poniżej w artykułach 65 — 68-go oznaczone.

65. Nie mogą zawierać małżeństwa osoby połączone z sobą pokrewieństwem lub powinowactwem prawem w linji pobocznej do 4-go stopnia kanonicznego (8-go cywilnego) włącznie lub pokrewieństwem z nieprawych związków do 4-go, a powinowactwem do 2-go stopnia kanonicznego (4-go cywilnego włącznie).

66. Nie mogą zawierać małżeństwa osoby połączone z sobą pokrewieństwem duchownem.

Pokrewieństwo duchowne zachodzi:

1. między osobą chrzest dającą z jednej, a osobą chrzest przyjmującą z drugiej strony,

2. między osobą chrzest. lub bierzmowanie przyjmującą i jej rodzicami z jednej, a ojcem i matką chrzestnymi lub osobami do bierzmowania podającemi z drugiej strony.

Za rodziców chrzestnych poczytuja się osoby, trzymające dziecię w pierwszej parze do chrztu, zupełnym obrzędem udzielonego.

67. Nie mogą wchodzić w związki małżeńskie osoby ślubami zakonnymi związane, tudzież osoby, które podług przepisów kościoła otrzymały wyższe duchowne święcenia, począwszy od subdjakonatu.

68. Dla przystojności publicznej nie może być zawarte małżeństwo:

1. między osobą ważnie zaręczoną a krewnym w pierwszym stopniu kanonicznym osoby współzaręczonej,

2. między osobą, której małżeństwo zostało unieważnione lub rozwiązane, nie będąc poprzednio fizycznie spełnionem a krewnym drugiego małżonka do 4-go stopnia kanonicznego włącznie.

W przypadku jednak, gdyby nieważność małżeństwa fizycznie niespełnionego była wyrzeczona dla braku zezwolenia jednej ze stron, przeszkoda z przystojności publicznej nie zachodzi.

69. Władza duchowna mocną jest przez dyspensę usunąć przeszkodę:

1. z pokrewieństwa w linji pobocznej w drugim stopniu kanonicznym i dalszych,
2. z powinowactwa w linji pobocznej,
3. z pokrewieństwa duchownego,
4. z pokrewieństwa i powinowactwa cywilnego w art. 24-ym ust. 2, 3, 4, 5 oznaczonego,
5. z przystojności publicznej.

70. Obrząd ślubu małżeńskiego powinien być dopełniony przez proboszcza parafji właściwej jednego z małżonków, w kościele i w czasie, w którym małżeństwa podług ustaw kanonicznych mogą być błogosławione.

Może być odbyty przez innego duchownego, za wyraźnem tylko upoważnieniem właściwego proboszcza lub za upoważnieniem biskupa.

Biskup może dozwolić dopełnienia obrzędu ślubu nie w kościele lub w czasie zakazanym.

71. Małżeństwo może być unieważnione przez sąd duchowny:

1. jeżeli zachodziła przed jego zawarciem jedna z przeszkód bytu małżeństwa niedopuszczających, art. 63 i 68 wymienionych, i zachodząca przeszkoda przez dyspensę władzy duchownej przed zawarciem małżeństwa usunięta nie została,
2. gdy zawarte zostało przez mężczyznę nie mającego lat 14-tu lub kobietę nie mającą lat 12-u skończonych,
3. jeżeli nie zostało pobłogosławione przez właściwego proboszcza lub upoważnionego zastępcę alboteż jeżeli przy obrzędzie ślubu dwóch przynajmniej świadków nie było obecnych.

72. Małżeństwo może także być unieważnione, jeżeli jeden z małżonków, jeszcze przed zawarciem związku małżeńskiego, był dotknięty ciągłą i nieuleczoną niemocą fizyczną wykonywania powinności małżeńskiej.

Nieważność małżeństwa z powodu niemocy fizycznej jednej ze stron może być wyrzeczoną tylko na żądanie drugiej strony.

73. Małżeństwo ważnie zawarte nie może być rozwiązane przez rozwód.

Małżeństwo jednak nie spełnione fizycznie winno być rozwiązane przez sąd duchowny, gdy jeden z małżonków wstąpi do zakonu i wykona tamże ślub dozgonnej czystości.

Po wyrzeczeniu rozwiązania drugi małżonek może zawrzeć nowe związki małżeńskie.

74. Pożycie małżeńskie ustaje wskutek rozłączenia co do stołu i łoża.

Rozłączenie co do stołu i łoża może być wyrzeczone przez sąd duchowny na czas nieograniczony lub ograniczony.

75. Rozłączenie co do stołu i łoża na czas nieograniczony lub ograniczony może być wyrzeczonem na żądanie jednego z małżonków, z powodów ustawami kościoła oznaczonych, a mianowicie:

1. z powodu cudzołóstwa drugiego małżonka,
2. z powodu srogiego obchodzenia się doznawanego od drugiego małżonka,
3. z powodu spełnionego przez drugiego małżonka przestępstwa, zatruwającego spokój duszy lub zagrażającego niebezpieczeństwem dla ciała lub zdrowia współmałżonka.

76. Rozłączenie co do stołu i łoża może być wyrzeczone i wskutek wzajemnego zezwolenia małżonków, lecz tylko dla przyczyn godziwych.
77. Skarga o rozłączenie co do stołu i łoża z powodu cudzołóstwa nie służy małżonkowi, który również dopuścił się tegoż przestępstwa, lub przebaczył stronie winnej.
78. Mąż nie ma prawa żądać rozłączenia co do stału i łoża z powodu cudzołóstwa, jeżeli sam skłonił żonę do popełnienia tego przestępstwa, lub jeżeli gwałtem przymuszoną była do przełamania wiary małżeńskiej.
79. Rozłączenie małżonków co do stołu i łoża, nawet na czas nieograniczony, nie zrywa węzła małżeńskiego, który trwać nie przestaje i stanowi przeszkodę do zawarcia nowego małżeństwa.

80. Pożycie małżeńskie przywrócone być może na żądanie strony niewinnej lub na żądanie obojga małżonków, za wyrokiem właściwego sądu duchownego.

81. Sąd duchowny pierwszej instancji stanowić będą biskupi właściwych djecezji, a w archidjecezji arcybiskup z właściwymi konstystorzami. Sąd duchowny drugiej instancji stanowić będzie arcybiskup dla spraw rozpoznawanych w pierwszej instancji przez biskupów, a dla spraw, należących do jurysdykcji arcybiskupa, jeden z biskupów przez stolicę apostolską wyznaczony.

Rozpoznanie spraw w trzeciej instancji należy do samej stolicy apostolskiej lub do władzy od niej wyznaczonej.

82. W sądach duchownych rzymsko-katolickich zachowane być ma w sprawach małżeńskich postępowanie określone prawem kanicznem.

ODDZIAŁ II.
O małżeństwie osób wyznających religię prawosławną.

I. Przepisy ogólne.

83. Przepisy artykułów 1, 3, 5, 6, 10, 11 do 17, 22, 52, — jako w zupełności zgodne z przepisami praw Cesarstwa, stosują się i do małżeństw osób wyznających religię prawosławną.

Dla tychże małżeństw mają zastosowanie przepisy cywilne, objęte w art. 24 i 25. Inne przepisy powyższego I-go rozdziału nie stosują się do małżeństw osób wyznających religię prawosławną, lecz natomiast obowiązują co do tych małżeństw przepisy praw Cesarstwa, w następujących artykułach 84 — 119 objęte.

84. Nie mogą zawierać małżeństwa osoby, które wykonały śluby zakonne lub wyświęcone zostały na kapłana, albo diakona, dopóki godność tę zachowują.

85. Nie mogą zawierać małżeństwa osoby, które już trzykrotnie zostawały w małżeństwie, jak nie mniej osoby, które doszły do lat 80 wieku.

86. Pochodzący z Cesarstwa włościanie lub służący, w poddaństwie prywatnem zostający, nie mogą zawierać małżeństwa bez zezwolenia swych panów.

87. Skutki przestąpienia powyższych przepisów oznaczone są w ustawach prawosławnego kościoła.

II. O zawarciu małżeństwa.

88. Żądający zawrzeć małżeństwo powinien uwiadomić słownie lub na piśmie duchownego swej parafji o swem imieniu, nazwisku, randze lub powołaniu, jakoteż o imieniu, nazwisku i powołaniu narzeczonej.

89. Wskutek tego uwiadomienia ogłoszone będą w kościele, po liturgji zapowiedzi, w trzy po sobie idące niedziele lub inne w przeciągu tego czasu przypadać mogące dni świąteczne, a następnie dopełnione będzie wyśle-

dzenie przeszkód podług prawideł przepisanych przez zwierzchność duchowną.

90. Wskutek ogłoszenia zapowiedzi każdy, ktoby miał wadomość o przeszkodach do zawarcia małżeństwa, obowiązany jest o tem donieść ustnie lub na piśmie duchownemu niezwłocznie a najdalej w dniu ostatniej zapowiedzi.

91. Wyśledzenie przeszkód do małżeństwa nastąpi w ten sposób, że świadkowie obecni zawarciu małżeństwa zaręczą, iż strony nie są przymuszone, ani też zachodzi między niemi pokrewieństwo lub inna przeszkoda. Zaręczenie podpiszą świadkowie własną ręką w księdze na ten koniec utrzymywanej. Nie umiejący pisać upoważnią inną osobę do podpisania w ich imieniu.

92. Jeżeli w skutku ogłoszonych zapowiedzi lub przedsięwziętego wyśledzenia odkryje się przeszkoda tamująca związek małżeński, albo jeżeli przeszkoda odkrytą zostanie w czasie samego obrzędu ślubnego, duchowny winien wstrzymać się z dopełnieniem tego obrzędu i o zachodzącej przeszkodzie donieść biskupowi. Jeżeli biskup nie jest mocen sam rozwiązać zachodzącego przypadku, powinien przedstawić rzecz do rozstrzygnięcia najświątobliwszego synodu.

93. Małżeństwo powinno zawsze być zawarte w kościele, w osobistej przytomności stron łączących się, w dniu i godzinach pozwolonych, w obecności dwóch lub trzech świadków, wraz z aktem zaręczyn (obruczenie) we wszystkiem zgodnie z obrządkiem kościoła prawosławnego.

94. Po dopełnieniu obrzędu ślubnego spisany będzie w księdze stanu cywilnego akt małżeństwa podług przepisów w tytule VII-ym objętych.

95. Duchowni, wykraczający przeciw przepisom powyższym, ulegają skarceniom i karom podług ustaw kościelnych i uznania właściwej zwierzchności duchownej, a za niezachowanie przepisów co do zapowiedzi i innych ostrożności, karze w art. 1070 k. k. postanowionej.

III. O uznaniu za nieważne, ustaniu i rozwiązaniu małżeństwa.

A. O uznaniu małżeństwa za nieważne.

96. Nieważnymi są:

1. związki małżeńskie zawarte skutkiem przymusu lub w stanie obłąkania umysłu,

2. związki małżeńskie osób zostających między sobą w pokrewieństwie lub powinowactwie naturalnem lub duchownem, w stopniach ustawami kościelnemi zakazanych,

3. związki małżeńskie osób związanych innym węzłem małżeńskim nieustałym lub prawnie nierozwiązanym przez zwierzchność duchowną ich wyznania,

4. związki małżeńskie osób, którym po rozwiązaniu ich małżeństwa zawarcie nowego wzbronionem zostało,

5. związki małżeńskie osób, które nie doszły do wieku przez kościół do zawarcia małżeństwa przepisanego lub które dosięgły lat 80-ciu skończonych wieku, albo raz czwarty zawarły małżeństwo,

6. związki małżeńskie osób, które wykonały śluby zakonne lub wyświęcone zostały na kapłana lub djakona, dopóki godność takową zachowują,

7. związki małżeńskie osób, wyznających religję prawosławną z niechrześcijanami.

97. Przepis, w artykule poprzedzającym ustępie 7-ym objęty, nie stosuje się do przypadków, w których małżonkowie oboje lub jeden z nich przyjęli chrzest święty po zawarciu już małżeństwa; przypadki te rozpoznane będą i rozstrzygnięte przez zwierzchność duchowną, podług ustaw kościoła.

98. Osoby, których małżeństwo uznane zostanie za nieważne przez właściwy sąd duchowny, rozłączone będą niezwłocznie od dalszego między sobą pożycia wskutek zniesienia się władzy djecezjalnej z władzą cywilną miejscową. Obok tego osoby, uznane przez sąd za winne zawarcia nieprawnie małżeństwa w złej wierze, ulegną karze kościelnej, a w niektórych przypadkach postanowionej za to karze.

99. Osoby, których małżeństwo zostało unieważnione, wyjąwszy skazanych na ciągłe bezżeństwo, mogą zawrzeć z innemi osobami nowy, prawem niezakazany związek małżeński. Osoby, których małżeństwo zostało unieważnionem z powodu braku lat, ustawami kościoła do zawarcia małżeństwa wymaganych, mocne są, jeżeli tego po dojściu do lat w artykule 5-ym oznaczonych żądać będą, pozostać w poprzednich między sobą związkach; w tym przypadku związki ich zatwierdzone będą w kościele, obrządkiem w tym celu przepisanym.

100. Ten, którego małżeństwo zostało unieważnione z powodu zawarcia go pomimo trwania poprzedniego związku małżeńskiego, prawnie nie rozwiązanego, ani unieważnionego, może pozostać w poprzedniem małżeństwie, jeżeli współmałżonek opuszczony na to zezwoli, lecz nawet po śmierci tego współmałżonka nie może zawierać nowego małżeństwa.

101. Jeżeli przeciwnie, małżonek opuszczony nie żąda pozostać w małżeństwie z osobą, która go opuściła i zawarła nowe związki, pomimo trwania poprzednich, wówczas małżonek ten mocen jest o dozwolenie zawarcia nowego małżeństwa upraszać swą djecezjalną władzę, która w tych przypadkach postąpi podług ustaw kościoła. Małżonek zaś winny opuszczenia swego współmałżonka i zawarcia nowego małżeństwa pomimo trwania poprzedniego związku, jeżeli nie otrzyma zezwolenia opuszczonego małżonka na pozostanie z nim w małżeństwie, skazany będzie na dozgonne bezżeństwo.

Ulegnie temu również ten, ktoby opuścił męża, lub żonę i przez lat 5 był z pobytu niewiadomy. Nie stosuje się to wszakże do wojskowych niższych stopni, którzy przez lat 5 lub więcej zostawali w niewoli lub niewiadomi byli z pobytu w czasie wojny. Dozwala się im po powrocie zawierać nowe związki, jeżeli poprzednie ich małżeństwo już rozwiązanem zostało.

102. Jeżeli oboje małżonkowie stali się winnymi zawarcia innych związków małżeńskich pomimo trwania ich poprzedniego małżeństwa, wówczas po unieważnieniu zawartych nieprawych związków małżeńskich, pozostaną oni w poprzedniem małżeństwie, a w razie ustania tegoż małżeństwa przez śmierć jednego z małżonków, pozostały przy życiu małżonek nie może prosić ani o dozwolenie wstąpienia napowrót w nieprawne małżeństwo, ani o pozwolenie mu zawarcia nowych związków.

B. O ustaniu małżeństwa.

103. Małżeństwo ustaje z samego prawa przez śmierć jednego z małżonków.

104. Po śmierci jednego z małżonków pozostały przy życiu małżonek może zawrzeć nowe małżeństwo, jeżeli żadne do tego przeszkody nie zachodzą.

C. O rozwiązaniu małżeństwa.

105. Małżeństwo może być rozwiązane tylko przez właściwy sąd duchowny wskutek prośby jednego z małżonków:

1. w przypadku udowodnionego cudzołóstwa drugiego małżonka lub niezdolności jego fizycznej,

2. w przypadku skazania drugiego małżonka na karę połączoną z pozbawieniem wszelkich praw,

3. w przypadku niewiadomego pobytu drugiego małżonka.

106. Własne przyznanie małżonka pozwanego, że istotnie złamał wiarę małżeńską, nie będzie brane na wzgląd, jeżeli się nie zgadza z okolicznościami i nie jest niewątpliwymi dowodami stwierdzone.

107. Żądanie rozwiązania małżeństwa z powodu niezdolności fizycznej jednego z małżonków może być zaniesione dopiero po upływie lat trzech od zawarcia małżeństwa.

108. Żądanie o rozwiązanie małżeństwa z powodu niezdolności fizycznej współmałżonka, wtenczas tylko może być zaniesione, gdy niezdolność jego pochodzi z natury, lub powstała już przed zawarciem małżeństwa.

109. Gdy jeden z małżonków skazany zostanie na karę połączoną z pozbawieniem wszelkich praw, współmałżonek, który dobrowolnie nie pójdzie za nim w celu pozostania z nim nadal w pożyciu małżeńskiem, może z mocy artykułu 31-o kodeksu kar zanieść prośbę do swej zwierzchności duchownej o rozwiązanie małżeństwa i o dozwolenie mu zawarcia nowych związków.

110. Małżeństwo pozostałe w swej mocy wskutek udania się współmałżonka ze skazanym na miejsce przeznaczenia, może być rozwiązane na żądanie niewinnego małżonka, jeżeli skazany na pozbawienie wszelkich praw, skazanym zostanie za nowe przestępstwo na karę, utratę praw familijnych pociągającą.

111. Z tejże samej zasady może żądać rozwiązania małżeństwa i taki niewinny małżonek, który zawarł małżeństwo z osobą wszelkich praw pozbawioną, jeżeli osoba ta popełni znów przestępstwo pociągające pozbawienie wszelkich praw.

112. Żona skazanego, który wskutek ułaskawienia przez Monarchę lub z mocy nowego wyroku sądowego powróci z miejsca zesłania, obowiązana jest pozostać z nim w małżeństwie, jeżeli w ciągu zostawania ich w miejscu kary, małżeństwo to nie zostało przez władzę właściwą rozwiązanem i gdy o rozwiązanie go prośby nie zaniosła.

Przepis ten stosuje się i do mężów, których żony uległy zesłaniu połączonemu z pozbawieniem wszelkich praw.

113. Gdy jeden z małżonków, wydaliwszy się z jakiegobądź powodu z miejsca swego zamieszkania, będzie w ciągu lat pięciu lub więcej z pobytu niewiadomym, wówczas pozostały małżonek może prosić swą djecezjalną zwierzchność o rozwiązanie małżeństwa i dozwolenie mu zawarcia nowych związków.

114. Przepis poprzedzającego artykułu stosuje się do żon żołnierzy, których mężowie, zbiegłszy ze służby, w ciągu 5-ciu lat nie zostali wynalezieni i napowrót w służbie umieszczeni. Lecz żony, których mężowie zaginęli w czasie wojny lub wzięci zostali w niewolę, mogą prosić o rozwiązanie małżeństwa celem zawarcia nowego, dopiero po upływie lat 10-ciu od czasu wzięcia w niewolę lub zaginienia w czasie wojny.

115. Na zaniesienie prośby o rozwiązanie małżeństwa wojskowi, jak niemniej włościanie rządowi, oraz należący do dóbr cesarskich, rodziny cesarskiej, pałacowych lub innych zarządów, powinni mieć pozwolenie swojej właściwej zwierzchności, a włościanie, zostający w poddaństwie prywatnem, pozwolenie swoich panów.

116. W prośbie o rozwiązanie małżeństwa z powodu zaginienia jednego z małżonków, wymienić należy, kiedy nieobecni wydalili się z miejsca swego zamieszkania i czyli zaginienie zostało sądowi doniesione. Jeżeli doniesione zostało, załącza się wypis poświadczony uczynionego w tym względzie doniesienia.

117. Gdy zwierzchność djecezjalna będzie miała przekonanie, że małżeństwo między powodem a nieobecnym było rzeczywiście zawarte, wówczas zniesie się z miejscowym sądem okręgowym o zbadanie wobec dele-

gowanego i wydziału duchownego tak krewnych nieobecnego, jakoteż miejscowych i sąsiednich mieszkańców:

Czy nie posiada kto z nich wiadomości o jego pobycie, czyli nie było o nim jakichbądź wieści, kiedy się wydalił, jak się sprawował i czyli powód nie podał sam przyczyny do opuszczenia siebie.

118. Jeżeli nieobecny nie był ograniczony ze względu na stan w możności przebywania w obrębie całego Cesarstwa, śledztwo jego pobytu wówczas dopiero się za zupełne uważa, gdy pobyt jego nie zostanie wykrytym pomimo ściągnienia wiadomości od wszystkich rządów gubernjalnych Cesarstwa i Królestwa.

119. Po otrzymaniu pewnej wiadomości o pobycie nieobecnego sprawa będzie umorzoną, w przeciwnym razie władza djecezjalna stanowi względem rozwiązania małżeństwa powoda i dozwala mu zawarcia nowych związków. Jeżeli sprawa dotyczyła osoby, która nie jest ograniczona w możności przebywania w obrębie całego Cesarstwa, wówczas wyrok zwierzchności djecezjalnej przedstawiony zostanie przed wykonaniem pod zatwierdzenie najświątobliwszego synodu.

ODDZIAŁ III.
O małżeństwie osób wyznających religję grecko-unicką.

120. Małżeństwo osób, wyznających religję grecko-unicką, podlega co do sposobu zawarcia i rozwiązania ustawom kościoła wschodniego.

121. Rozpoznawanie spraw małżeńskich osób, wyznających religję grecko-unicką, należy do sądów duchownych tejże religji.

ODDZIAŁ IV.
O małżeństwie między osobami wyznań ewangelicko-augsburgskiego i ewangelicko-reformowanego.

122. Osoby należące do wyznań ewangelickich, nie mogą zawierać małżeństwa, jeżeli między nimi zachodzi pokrewieństwo lub powinowactwo w artykule 22-m oznaczone, lub też pokrewieństwo w linji pobocznej do trzeciego stopnia cywilnego włącznie.

123. Konsystorz wyznania ewangelickiego mocen jest, dla przyczyn szczególnej ważności, usunąć przeszkodę wynikającą z pokrewieństwa między stryjem lub wujem, a synowicą lub siostrzenicą, jakoteż z powinowactwa w linji bocznej i z pokrewieństwa cywilnego w artykule 24, ustępie 2, 3, 4 i 5 oznaczonego.

124. Jeżeliby w gminach administracyjnych zamieszkania przyszłych małżonków lub w gminach pobliskich nie było pastora ewangelickiego, wolno jest stronom udać się do przełożonego parafji katolickiej, w której zamieszkują z żądaniem ogłoszenia zapowiedzi i dopełnienia obrządku ślubnego.

125. Małżeństwo ulega unieważnieniu nietylko w przypadkach w artykule 47-m wymienionych, lecz także i wtenczas, gdy zawarte zostało przez osoby, nie mające lat 25 wieku, bez zezwolenia ich rodziców.

W tym przypadku skarga o nieważność może być zaniesiona tylko przez rodziców albo przez małżonka, który potrzebował ich pozwolenia.

Skarga rodziców nie będzie przyjęta, jeżeli wyraźnie lub czynami na zawarte już małżeństwo przyzwolili. Skarga nie będzie dopuszczona po upływie roku od dojścia małżonka do wieku lat 25.

126. Małżeństwo ważnie zawarte może być rozwiązane przez rozwód.

127. Przyczyny prawne rozwodu stanowią:

1. cudzołóstwo jednego z małżonków,
2. złośliwe opuszczenie współmałżonka,

3. zniknienie,
4. srogie obchodzenie się z współmałżonkiem,
5. przestępstwo,
6. zupełna niemoc fizyczna,
7. choroba zaraźliwa i nieuleczona,
8. ciągłe obłąkanie umysłu i napady szaleństwa,
9. życie rozwiązłe,
10. udowodniony zły zamiar.

1. Cudzołóstwo.

128. Rozwód może być wyrzeczonym z powodu cudzołóstwa żony lub męża, jeżeli z zachodzących poszlak wysokie zachodzi prawdopodobieństwo winy oskarżonego współmałżonka.

129. Skarga o rozwód z powodu cudzołóstwa nie będzie przyjęta, jeżeli obrażony małżonek przebaczył winę.

Przebaczenie jest domniemane w razie niezaniesienia skargi o rozwód w przeciągu roku od powzięcia wiadomości o cudzołóstwie.

130. Skarga o rozwód z powodu cudzołóstwa nie będzie przyjęta, jeżeli strona skarżąca dopuściła się także złamania wiary małżeńskiej, którego współmałżonek nie przebaczył.

131. Małżonek rozwiedziony z powodu cudzołóstwa nie może zawierać małżeństwa ze współsprawcą popełnionego przestępstwa.

2. Złośliwe opuszczenie.

132. Małżeństwo może być rozwiązane z powodu złośliwego opuszczenia, gdy małżonek opuści drugiego bez ważnych i sprawiedliwych powodów i gdy odmawia powrotu lub przyjęcia mimo urzędowego wezwania.

133. Małżonek, zamierzający wytoczyć skargę rozwodową z powodu złośliwego opuszczenia, powinien wyjednać sobie u konsystorza ewangelickiego pozwolenie do zapozwania współmałżonka przez woźnego, aby stawił się przed tymże konsystorzem i podał przyczyny opuszczenia.

134. Jeżeli małżonek, opuściwszy współmałżonka, przez rok żadnej o sobie nie daje wiadomości, wówczas opuszczony współmałżonek udaje się z prośbą do konsystorza ewangelickiego o zarządzenie za pośrednictwem władz krajowych śledztwa względem pobytu małżonka nieobecnego.

Jeżeli pobyt wyśledzonym był nie mógł, małżonek nieobecny zapozywa się przed sąd konsystorza ewangelickiego celem usprawiedliwienia przyczyny opuszczenia.

Pozew wydanym będzie w formie i z terminem w kodeksie postępowania cywilnego oznaczonym i umieszczonym być ma trzykrotnie z przerwami miesięcznemi w Gazecie Rządowej, w jednej z gazet warszawskich i w dzienniku gubernji, w której małżonkowie ostatnie mieli zamieszkanie.

135. Mąż ma prawo żądać rozwodu, jeżeli żona, powracająca do niego po nieprawem oddaleniu się, nie udowodni wiarygodnemi świadectwy, że postępowanie jej w czasie opuszczenia męża było nienagannem.

136. Jeżeli pobyt małżonka nie został wyśledzony, konsystorz ewangelicki ocenia ważność powodów opuszczenia, i w miarę uznania takowej, albo bezzwłocznie wydaje wyrok rozwodowy, alboteż naznacza termin do przywrócenia pożycia małżeńskiego, pod zagrożeniem rozwodu.

137. W żadnym razie rozwód z powodu złośliwego opuszczenia nie będzie mógł być wyrzeczonym przed upływem roku od dnia doręczenia pozwu lub pierwszego ogłoszenia w gazetach.

3. Zniknienie.

138. Małżonek może żądać rozwodu, gdy jego współmałżonek sądownie za zniklego uznany został.

4. Srogie obchodzenie się.

139. Srogie obchodzenie się małżonka ze współmałżonkiem, to jest gwałtowne postępowanie, wzniecające obawę o życie lub zdrowie, stanowi prawną przyczynę rozwodu, wyjąwszy:

1. jeżeli srogie obchodzenie się jest skutkiem nieprzyzwoitego postępowania lub złośliwości współmałżonka.
2. jeżeli zostały wywołane dla upowodowania rozwodu,
3. jeżeli zaszło przebaczenie w sposobie oznaczonym w art. 129-m,

140. Przed wyrzeczeniem rozwodu z powodu srogiego obchodzenia się konsystorz winien postanowić czasowe rozłączenie małżonków.

5. Przestępstwo.

141. Małżonek skazanego na karę główną lub poprawczą, połączoną z utratą praw w art. 46 kod. kar. wymienionych, oraz małżonek zbiegłego po spełnieniu przestępstwa, takąż karą zagrożonego, mocen jest żądać wyrzeczenia rozwodu.

6. Niemoc fizyczna.

142. Małżonek osoby, która przed zawarciem małżeństwa znajdowała się w niemocy fizycznej do spełnienia powinności małżeńskiej, lub takowej po zawarciu małżeństwa z własnej winy uległa, mocen jest żądać wyrzeczenia rozwodu.

143. Rozwód z powodu niemocy fizycznej nie będzie mógł być żądany przed upływem lat 3 od jej wykrycia.

7. Choroba zaraźliwa.

144. Małżonek osoby, dotkniętej chorobą zaraźliwą i nieuleczoną, lub chorobą zaraźliwą i odrażającą, której nie miała lub którą ukrywała w chwili zawarcia małżeństwa, mocen jest żądać wyrzeczenia rozwodu.

8. Obłąkanie umysłu.

145. Mocen jest również żądać wyrzeczenia rozwodu małżonek osoby cierpiącej ciągłe obłąkanie umysłu lub napady szaleństwa, jeżeli stan ten trwa przynajmniej od roku i niema nadziei wyleczenia.

146. W przypadkach w dwóch poprzedzających artykułach wymienionych, stan rzeczywisty choroby zaraźliwej lub umysłowej i niemożność ich uleczenia powinny być poświadczone zdaniem lekarzy, przez Radę Lekarską potwierdzonem.

Strona, poszukująca rozwodu z przyczyny choroby umysłowej lub zaraźliwej, powinna przedewszystkiem zapewnić środki utrzymania drugiej strony, jeżeli ta środków dostatecznych nie posiada.

9. Życie rozwiązłe.

147. Współmałżonek osoby prowadzącej życie rozwiązłe, oddającej się poniżającym nałogom, zatruwającym pożycie małżeńskie, może żądać rozwodu.

Konsystorz ewangelicki mocen jest przed wyrzeczeniem rozwodu z tej przyczyny nakazać czasowe małżonków rozłączenie.

10. Udowodniony zły zamiar.

148. Współmałżonek osoby, która spotwarzeniem lub innymi nieprawymi postępkami usiłowała pozbawić go honoru, wolności, urzędu lub rzemiosła, mocen jest żądać wyrzeczenia rozwodu. Skarga z tego powodu upada, jeżeli w ciągu 6-ciu miesięcy od powzięcia wiadomości o usiłowaniu zaniesioną nie zostanie.

149. Skarga rozwodowa przez jednego z małżonków podana, wyjąwszy, gdy zaniesiona jest z powodu cudzołóstwa lub przestępstwa,

o którem w art. 141-m jest mowa, nie może był przyjętą inaczej, jak po odbyciu dwóch terminów pojednawczych przed właściwym duchownym.

150. Konsystorz ewang.-augsb. lub ewang.-ref. jest sądem wyłącznie właściwym do rozpoznawania spraw o nieważność małżeństwa lub rozwiązanie onego przez rozwód, jeżeli oboje małżonkowie do jednego z tych wyznań należą.

Jeżeli jedno z małżonków należy do wyznania ewangelicko-augsb., a drugie do wyznania ewang.-ref., skarga o nieważność małżeństwa lub rozwód wytoczoną być winna przed konsystorz tego wyznania, do którego należy małżonek oskarżony.

151. Proces w sprawach małżeńskich między osobami wyznań ewangelickich odbywać się będzie podług form i przepisów cywilnych.

Wyrok wydany być nie może bez wysłuchania wniosków prokuratora.

ODDZIAŁ V.

O małżeństwie pomiędzy osobami należącemi do wyznań chrześcijańskich, poprzednimi działami nieobjętych.

152. Obrząd ślubu małżeńskiego między osobami, należącemi do wyznań chrześcijańskich, których parafje lub okręgi duchowne urządzone nie są, dopełniony być winien w miejscu na dom modlitwy przeznaczonem, przez duchownego właściwego wyznania, a w wyznaniu, w którem duchownych niema, przez starszego gminy zamieszkania jednego z przyszłych małżonków, albo przez duchownego lub starszego gminy najbliższej.

153. Szczególne urządzenie oznacza sposób ogłoszenia zapowiedzi, które obrzęd ślubu małżeńskiego poprzedzić winny.

154. Rozpoznanie zasadności tamowania przeciwko małżeństwu między osobami, należącemi do tych wyznań, w przypadkach artykułami 34 — 36 oznaczonych, należy do sądów cywilnych.

155. Dyspensa od jednej lub dwóch zapowiedzi, o której w artykule 30-m jest mowa udzielona być może przez komisję Rządową Spraw Wewnętrznych i Duchownych.

156. Przepisy o unieważnieniu małżeństwa osób wyznań ewangelickich, w artykule 125-m oznaczone, stosują się do małżeństw między osobami wyznań chrześcijańskich, o których w niniejszym oddziale jest mowa.

157. Rozwiązanie małżeństwa przez rozwód, w przypadkach ustawami wyznania oznaczonych, wyrzeczone być powinno przez sądy cywilne, choćby podług ustaw wyznania samo wzajemne zezwolenie małżonków było do rozwodu dostatecznem.

158. Kary na duchownych wszelkich wyznań chrześcijańskich, wykraczających przeciw przepisom prawa o małżeństwie, kodeksem kar zagrożone, rozciągnięte będą w wyznaniu nie mającem duchownych, na starszych gminy, którzy duchownych przy dopełnieniu uroczystości małżeńskich zastępują.

ODDZIAŁ VI.

O małżeństwach między chrześcijanami różnego wyznania.

159. W małżeństwach między chrześcijanami, wyznającymi różną religję, każda strona przy zawarciu tego związku winna dopełnić warunków przepisanych ustawami religji, którą wyznaje.

160. Obrząd ślubu pomiędzy chrześcijanami różnowiernymi dopełniony być powinien przez duchownego wyznania narzeczonej.

Wolno jest jednak stronom żądać pobłogosławienia zawartego już małżeństwa i przez duchownego wyznania, do którego należy narzeczony.

161. Gdyby jednakże duchowny rzymsko-kat. narzeczonej wzbraniał się pobłogosławić małżeństwo osoby rzymsko-katolickiej religji z osobą innego chrześcijańskiego wyznania, małżeństwo zawarte będzie miało wszystkie skutki cywilne, choćby obrząd ślubu dopełniony był tylko przez duchownego innego chrześcijańskiego wyznania.

Dowodem odmówienia będzie protokularne, przez duchownego ślub dającego przyjęte, zeznanie dwóch świadków wiarygodnych, o takowem odmówieniu osobiste przekonanie mających.

162. Synowie spłodzeni z małżeństw między osobami, należącemi do różnych wyznań chrześcijańskich, wychowani być mają w religji ojca, a córki w religji matki, jeżeli rodzice innego nie zaciągnęli zobowiązania.

163. Jeżeli jedno z małżonków jest religji rzymsko-kat., i ślub dany był obrzędem wyznania obojga małżonków lub tylko obrzędem rzymsko-kat., tak ustanie małżeństwa jako i pożycia małżeńskiego może nastąpić jedynie podług przepisów tejże religji.

164. Jeżeli w przypadku powyższym ślub dany był tylko obrzędem innego wyznania niż rzymsko-katolickie, stanowienie o ważności związku małżeńskiego, oraz wyrzeczenie rozwodu należeć będzie do sądu właściwego wyznania tego małżonka, którego obrzędem ślub był dany. Wyrok jego będzie obowiązywał obiedwie strony.

Jednakże małżonek religji rzymsko-kat. nie będzie mógł wejść w nowe związki małżeńskie, dopóki małżeństwo poprzednie przez sąd ducowny rzymsko-kat. unieważnione nie zostanie.

165. Małżonek religji rzymsko-kat., któryby po zawarciu małżeństwa przeszedł do jednego z wyznań chrześcijańskich, oprócz prawosławnego, nie przestaje podlegać, co do ważności i nierozwiązalności związku małżeńskiego ustawom i sądom rzymsko-katolickiego kościoła.

Rozporządzenie to nie ściąga się do małżonka religji rzym.-kat., któryby po zawarciu małżeństwa obrzędem niekatolickim z osobą różnego wyznania przeszedł do którego z wyznań chrześcijańskich.

166. Rozporządzenia w artykule 159—165 nie stosują się do małżeństw w których jeden z małżonków wyznaje religję prawosławną, jakoteż i do tych, w których obrząd ślubu dopełniony był przez duchownego prawosławnego.

Małżeństwa takowe podlegają co do zawarcia i rozwiązania przepisom objętym w prawach w Cesarstwie obowiązujących, niżej w artyk. 167 — 173 wskazanych.

167. Obrząd religijny ślubu między osobami, wyznającemi religję prawosławną, z osobami innych wyznań chrześcijańskich winien być dopełniony koniecznie i pod nieważnością przez duchownego prawosławnego.

168. Wszystkie dzieci spłodzone w takiem małżeństwie powinny być wychowane w religji prawosławnej.

169. Ilekroć ślub dany był przez duchownego prawosławnego, sąd duchowny prawosławny będzie właściwym do uznania nieważności lub rozwiązania zawartego małżeństwa.

170. Wyrok wydany przez sąd duchowny prawosławny będzie obowiązującym dla stron obudwóch.

Jednakże małżonek rzym.-kat. nie będzie mocen w żadnym przypadku zawierać nowego małżeństwa, dopóki poprzednie małżeństwo unieważnionem nie będzie przez zwierzchność duchowną rzymsko-katolicką.

171. Jeżeli narzeczony nie wyznaje religji prawosławnej i nie jest poddanym rosyjskim, wówczas małżeństwo może być zawarte dopiero po przyjęciu poddaństwa rosyjskiego lub za szczególnem Najwyższem upoważnieniem.

172. Osoba innego wyznania, wchodząca w związek małżeński z osobą religji prawosławnej, powinna dać przyrzeczenie na piśmie, że nie będzie z powodu religji prześladować swego małżonka, ani skłaniać go złudzeniem, groźbami lub jakimbądź innym sposobem do przejścia na jej wyznanie, oraz, że dzieci w tym małżeństwie spłodzone, będą chrzczone i wychowywane w religji prawosławnej.

173. Wolno jest, po dopełnieniu obrzędu ślubnego przez duchownego prawosławnego, żądać pobłogosławienia małżeństwa przez duchownego wyznania, do którego należy druga strona.

174. Małżeństwo zawarte, pomimo przeszkody oznaczonej w art. 67 dla wyznawców religji rzym.-kat., jest nieważne, choćby było pobłogosławione obrządkiem innego chrześcijańskiego wyznania.

Prokurator obowiązany jest tamować zawarcie, a w razie zawarcia, działać o unieważnienie takiego małżeństwa.

175. Małżeństwo niechrześcijan ważnie zawarte nie przestaje być ważnem, po przyjęciu przez obojga małżonków chrztu świętego, chociażby na zasadzie ustaw wiary przyjętej mogło być o nieważność skarżone.

176. Małżonek, który należąc do jednego z wyznań niechrześcijańskich, przyjął chrzest święty, ma prawo żądać rozwiązania małżeństwa, jeżeli jego współmałżonek, który pozostał w dawnem wyznaniu, wzbrania się w dalszem pożyciu z nim pozostawać, albo przeszkadza mu w pełnieniu obowiązków wiary chrześcijańskiej.

ODDZIAŁ VII.

O małżeństwie osób należących do wyznań niechrześcijańskich.

177. Małżeństwa osób należących do wyznań niechrześcijańskich, jakoto do wyznania mahometańskiego i mojżeszowego, ulegają przepisom właściwej religji, o ile te nie są przeciwne przepisom ogólnym rozdziału I-o.

178. Akt urodzenia osób wyznania mojżeszowego, mających zawrzeć małżeństwo, zastąpionym być może w przypadku niemożności lub trudności złożenia go, tylko przez akt przez podsędka, burmistrza, wójta gminy lub urzędnika stanu cywilnego przyjęty, obejmujący zaprzysiężone zeznanie dwóch wiarygodnych świadków tego samego lub innego wyznania, co do wieku tychże osób.

Wypis protokułu, przez burmistrza lub wójta gminy w tym przedmiocie sporządzonego, poświadczony być powinien przez sąd powiatowy.

179. Małżeństwo między osobami wyznań niechrześcijańskich ważnie zawarte może być rozwiązane przez rozwód, podług zasad wyznania, do którego należą, jakie w oddzielnej ustawie wskazane będą.

180. Przepisy artyk. 154 — 157 oddziału VI-o rozciągają się do małżeństw wyznań niechrześcijańskich.

181. Duchowny wyznań niechrześcijańskich, dopełniający obrzędu ślubu małżeńskiego przeciwko przepisów niniejszego prawa, ulega karze w kodeksie kar oznaczonej.

Przepisy artyk. 1067-o, 1069 — 1071-o tegoż kodeksu rozciągają się i do duchownych wyznań niechrześcijańskich.

TYTUŁ II.
O prawach i obowiązkach z małżeństwa wynikających.

ROZDZIAŁ I.
O prawach i obowiązkach małżonków pod względem osób.

182. Małżonkowie winni sobie nawzajem wierność, pomoc i przyzwoite postępowanie. Mąż winien żonie obronę, żona mężowi posłuszeństwo.

183. Żona winna mieszkać z mężem, udać się za nim wszędzie, gdzie mu się mieszkać podoba i być mu pomocną w jego gospodarstwie domowem. Mąż winien przyjąć żonę do siebie i opatrywać we wszelkie potrzeby według swej możności.

184. Żona nosi nazwisko męża, przybiera jego tytuły honorowe i nie utraca ich, chociażby mężowi wyrokiem były odjęte.

185. Małżeństwo ze szlachcicem nadaje szlachectwo osobie stanu nieszlacheckiego.

186. Żona nie może bez upoważnienia męża lub jego asystencji:

1. czynić lub przyjmować darowizn.
2. przyjmować spadków lub zapisów,
3. podnosić kapitałów,
4. zawierać układów pojednawczych lub zapisywać się na sąd polubowny,
5. zbywać lub obciążać majątków nieruchomych lub praw i kapitałów hypotekowanych.
6. zaciągać wszelkich innych zobowiązań co do majątku pod zarządem męża będącego.
7. co do majątku pod jej zarządem będącego, zaciągać zobowiązań w artykule 272-m wymienionych.

187. Żona nie może przeciw osobom trzecim wytaczać sprawy, ani stawać w sądzie bez upoważnienia lub asystencji męża.

188. Przeciw żonie sprawa cywilna nie może być wytoczona i popierana bez przypozwania męża.

Upoważnienie ani przypozwanie męża nie jest potrzebne, gdy żona pociągana jest do sądu z powodu sprawy karnej.

189. Żona przeciw mężowi, ani mąż przeciw żonie nie może wytaczać żadnej sprawy, bez poprzedniego powołania przed sędziego pokoju.

190. Upoważnienie męża powinno być wyraźne do każdej oddzielnej czynności, upoważnienie ogólne służy tylko do aktów zarządu.

Upoważnienie powinno być udzielone na piśmie, jeżeli mąż przy czynności nie asystuje.

191. Jeżeli mąż upoważnienia nie chce lub nie może udzielić, żona mocna jest wezwać męża przed sąd I-ej instancji, który po wysłuchaniu męża lub, w razie niestawienia się jego, zaocznie może upoważnienie udzielić.

192. Gdy mąż jest uznany za bezwłasnowolnego, lub z powodu niedołężności ma dodanego doradcę, gdy jest zaginionym, oraz w wypadkach szczególnej nagłości, gdy mąż dla nieobecności nie może być zawezwanym, sąd może udzielić upoważnienie bez zawezwania męża.

193. Gdy mąż został skazany na pozbawienie wszelkich praw, żona może działać bez upoważnienia męża lub sądu. W razie uznania męża za znikłego, żona potrzebuje upoważnienia sądu jedynie do zbywania lub obciążania majątku nieruchomego lub kapitałów hypotekowanych. Po

wprowadzeniu zaś następców męża w stanowcze posiadanie jego majątku żona zniknęłego może wszelkie czynności przedsiębrać bez upoważnienia sądu.

194. Mąż, mający dodanego doradcę z powodu nieletności lub marnotrawstwa, nie może upoważnić żony do czynności, jakich co do własnego majątku bez asystencji doradcy uskutecznić nie jest władnym. Do takich czynności żona winna pozyskać upoważnienie sądu, po zawezwaniu męża i jego doradcy.

195. Żona za zezwoleniem męża prowadząca handel oddzielny w imieniu własnem, może bez upoważnienia męża lub sądu zaciągać zobowiązania handlu tego dotyczące.

196. Czynności, dopełnione przez żonę bez upoważnienia lub asystencji prawem wymaganych, mogą być skarżone przez męża, żonę, lub jej następców, a nawet przez następców męża, o ile ci ostatni wykażą, że czynności te szkodę im przynoszą.

Przepisy, w artykułach 1035 — 1037 objęte, mają zastosowanie do skarg o nieważność tych czynności, z tą jednak zmianą, że wykonanie czynności przez żonę bez wiedzy męża nie przecina skargi i, że czynność nie może być skarżoną, jeżeli mąż następnie udzielił na nią przyzwolenie.

ROZDZIAŁ II.
O stosunkach majątkowych między małżonkami, z prawa wynikających.

197. Osoby, wchodzące w związek małżeński, mogą przed ślubem przez akt notarjalny umówić się, w jakich stosunkach majątkowych zostawać będą, z zastosowaniem się do przepisów art. 259 — 261, a w szczególności mogą się umówić:

1. że majątek żony ma pozostać w ciągu małżeństwa pod jej oddzielnym zarządem (artyk. 272 i nast.),
2. że mąż ma zarządzać majątkiem żony i dochody z niego pobierać (art 283 i nast.),
3. że majątek obojga małżonków ma być wspólną ich własnością (art. 292 i nast.),
4. że oznaczony majątek żony ma być nietykalnym, to jest, że oboje małżonkowie nie mogą nim rozporządzać (art. 302 i nast.).

W ogólności zaś przyszli małżonkowie mogą w umowie przedślubnej wszelkie uczynić zastrzeżenia, byleby te zakazowi prawa, porządkowi publicznemu i dobrym obyczajom nie były przeciwne.

198. Jeżeli małżonkowie umowy przedślubnej nie zawarli, stosunki majątkowe pomiędzy nimi ulegać będą przepisom w niniejszym rozdziale objętym. Też przepisy będą miały zastosowanie, o ile sporządzona umowa przedślubna przeciwnych nic zawiera zastrzeżeń.

ODDZIAŁ I.
O majątku wyłącznym i wspólnym.

199. Majątek wyłączny każdego z małżonków pozostaje jego własnością.

200. Za majątek wyłączny uważa się:

1. to wszystko, co małżonek w chwili zawarcia małżeństwa posiadał,
2. to wszystko, co mu przybyło w ciągu małżeństwa przez spadek, zapis, nadanie lub darowiznę,
3. to, co podług oświadczenia w akcie nabycia, dla zastąpienia zbytego wyłącznego majątku zostało nabytem.

201. Za wyłączną własność żony, uważa się odzież i bielizna do jej wyłącznego użytku służąca, bez względu na to, z jakich funduszów była sprawiona.

202. Wszelki inny majątek, jaki przybywa obojgu małżonkom w ciągu małżeństwa, uważa się za majątek wspólny, jednakże to, co przybyło do majątku wyłącznego czy to skutkiem podwyższenia się jego wartości czy skutkiem przybytków w art. 742 — 770 opisanych, pozostaje majątkiem wyłącznym.

203. Majątek posiadany przez małżonków uważa się za wspólny, dopóki udowodnionem nie zostanie, że jest wyłącznym jednego z małżonków.

204. Za dowód wyłącznej własności jednego z małżonków służyć mogą jedynie akta w formie prawem wskazanej spisane.

Przyznanie samo małżonków, chociażby w akcie objęte, będzie miało skutki darowizny tak pomiędzy małżonkami, jak względem osób trzecich.

ODDZIAŁ II.

O zarządzie męża majątkiem wyłącznym żony i wspólnym.

205. Mąż zarządza wyjątkiem wyłącznym żony, wyjąwszy majątek, który był zapisany lub darowany pod warunkiem, iżby zarządowi męża nie ulegał, lub od wspólności był wyłączony.

206. Mąż, zarządzający majątkiem żony, winien ponosić wszelkie ciężary małżeństwa, mianowicie: łożyć wydatki na utrzymanie małżonków odpowiednie ich stanowi i zamożności, oraz na podobnież utrzymanie i wychowanie dzieci z małżeństwa pochodzących.

207. Mąż co do majątku wyłącznego żony, pod jego zarządem zostającego, ma prawa i obowiązki użytkownika, w art. 857 — 909 oznaczone, z wyjątkami w poniższych artykułach 208 — 215 objętymi. Wszystko, coby z dochodów z tego majątku oszczędził, staje się majątkiem wspólnym obojga małżonków.

208. Użytkowanie męża z majątku żony zaczyna się od daty zawarcia małżeństwa.

209. Mąż nie jest obowiązany do złożenia rękojmi i nie będzie ograniczony w użytkowaniu, choćby się o sporządzenie inwentarza i spisu majątku żony nie postarał.

210. Użytkowaniu męża nie podlegają rzeczy ruchome do użytku wyłącznego żony przeznaczone.

211. Wszelkie fundusze, jakie użytkownik w banku składać jest obowiązany, wtenczas tylko przez męża w banku winny być złożone, gdy żona tego wyraźnie zażąda.

212. Mąż ma prawo urządzać lasy w majątku żony, lecz nie może żądać zwrotu kosztów urządzenia. Sposób urządzenia, w razie sprzeciwienia się żony, urządzony będzie przez sąd za jej przywołaniem.

213. Żona nie może żądać procentu od sum wyłożonych z jej wyłącznego majątku na ciężary nadzwyczajne, jej własności dotyczące, lub na zapłacenie jej wyłącznych długów (art. 896 ust. 2, art. 902 proj.).

214. Przepis w art. 907 objęty nie ma zastosowania do użytkowania męża, natomiast żonie służy prawo żądać oddzielenia majątków, w przypadkach art. 233- wymienionych.

215. Przez wydzielenie na rzecz dzieci z poprzedniego małżeństwa żona nie może bez zezwolenia męża pozbawić go dochodów więcej jak od połowy wyłącznego majątku.

216. Mąż zarządza majątkiem wspólnym bez żadnego ograniczenia, może go nawet zbywać i obciążać bez wpływu żony.

Darowizny jednak z tego majątku przez męża uczynione nie obowiązują żony, wyjąwszy dary zwyczajne rzeczy ruchomych niezbyt wielkiej wartości w stosunku do majątku wspólnego i wyjąwszy wydzielenia na rzecz dzieci wspólnych.

Na przypadek śmierci mąż może z majątku wspólnego rozporządzać jedynie tem, co mu w skutku działów z tego majątku przypaść może.

217. Gdyby majątek wspólny za zezwoleniem męża był na imię obojga małżonków lub na imię żony w hypotece zapisany, mąż nie może zbywać go i obciążać bez zezwolenia żony — a umowy o dzierżawę lub najem takich majątków, przez męża bez zezwolenia żony zawarte, obowiązują żonę lub jej spadkobierców nie dłużej jak na lat 3, licząc od epoki w art. 2006 i 2053 oznaczonej, po oddzieleniu majątków przypadłej.

218. W razie uznania męża za bezwłasnowolnego lub dodania mu doradcy jako niedołężnemu, żona obejmuje zarząd tak nad swoim wyłącznym, jak nad wspólnym majątkiem; — do jej zarządu artyk. 272 ma zastosowanie.

Zarząd męża przywraca się po zniesieniu bezwłasnowolności lub dodania doradcy, lecz mąż nie może od żony żądać rachunku z dochodów poprzednio pobranych.

ODDZIAŁ III.

O płaceniu długów każdego z małżonków i długów wspólności.

219. Długi oddzielne każdego z małżonków ciążą wyłączny majątek dłużnika. Długi wspólności ciążą majątek wspólny.

220. Za długi oddzielne męża poczytują się:

1. długi jego przed zawarciem małżeństwa istniejące,
2. długi obciążające majątek wyłączny, w ciągu małżeństwa mężowi przybyły,
3. zobowiązania z czynów męża szkodę zrządzających powstałe, o ile z nich korzyść dla wspólności nie wynikła.

Wszelkie inne długi męża są długami wspólności.

221. Za długi wspólności uważają się także:

1. długi zaciągnięte przez żonę, a obrócone na zaspokojenie ciężarów małżeństwa lub na użytek wspólny małżonków,
2. długi przez żonę prowadzącą za zezwoleniem męża handel oddzielny, na rzecz tegoż handlu zaciągnięte.

Wszelkie inne długi żony uważają się za jej długi oddzielne.

222. Długi oddzielne męża mogą być poszukiwane tak z jego wyłącznego majątku, jak z majątku wspólnego, chociażby majątek ten na imię obojga małżonków lub na imię żony w hypotece był zapisany; w razie poszukiwania ich z majątku wspólnego, służą żonie prawa w artyk. 230 i 233 Nr. 2 oznaczone.

223. Długi oddzielne żony mogą być poszukiwane z jej tylko wyłącznego majątku, oraz z dochodów z tegoż majątku bieżących i przyszłych.

224. Długi wspólności mogą być poszukiwane z majątku wspólnego oraz z majątku wyłącznego męża. Jednakże długi żony, w artyk. 221-ym pod Nr. 2 wymienione, nie mogą być poszukiwane z majątku wyłącznego męża, z majątku zaś wspólnego o tyle tylko mogą być poszukiwane, o ile mąż nie wskaże funduszów handlu przez żonę prowadzonego dostatecznych na zaspokojenie tych długów.

225. Wierzyciele wyłączni męża, oraz wierzyciele wspólności, względem których żona osobistego nie zaciągnęła zobowiązania, nie mogą zajmować na wydzierżawienie majątku wyłącznego żony, ani zajmować dochodów z tego majątku, tak bieżących jak za rok ostatni zalegających.

ODDZIAŁ IV.

O prawach i obowiązkach małżonków, z zarządu majątkiem wyłącznym żony i majątkiem wspólnym wynikających.

226. Każdy z małżonków ma prawo żądać wynagrodzenia z majątku wspólnego:

1. za wydatki ze swego wyłącznego majątku, na zaspokojenie ciężarów małżeństwa lub na rzecz majątku wspólnego poniesione,
2. za długi wspólności uiszczone ze swego wyłącznego majątku,
3. za cenę majątków wyłącznych, w ciągu zarządu męża przedanych, a innymi nie zastąpionych.

227. Żona może żądać z majątku wspólnego wynagrodzenia za pobrane przez męża z jej wyłącznego majątku większe korzyści, nad te, jakie podług art. 208 — 213 pobierać ma prawo.

228. Żona, w braku majątku wspólnego, może dochodzić z majątku wyłącznego męża należności z mocy art. 226 — 227 przypadających, wyjąwszy, gdyby jej fundusze obrócone zostały za jej zezwoleniem na zaspokojenie ciężarów małżeństwa.

229. Żonie lub jej następcom co do wszelkich należności od męża, z umowy przedślubnej wynikających lub w ciągu małżeństwa powstałych, służy:

1. hypoteka prawna na nieruchomościach i prawach hypotecznych na imię męża zapisanych,
2. przywilej przed takimi wierzycielami osobistymi męża, którym wyższego przywileju prawo nie przyznało.

Zapisania hypoteki prawnej może żądać żona bez upoważnienia męża lub sądu, a, jeżeli jest nieletnią lub ma dodanego doradcę, może go żądać tak sama bez asystencji doradcy, jak rodzice jej lub doradca.

230. Każdy z małżonków winien wynagrodzić majątkowi wspólnemu wydatki z tego majątku poniesione:

1. na zapłacenie oddzielnych jego długów,
2. na wydzielenie dla dzieci jego z poprzedniego małżeństwa.

ODDZIAŁ V.

O oddzieleniu majątków.

231. Oddzielenie majątków następuje z prawa:

1. wskutek ustania małżeństwa,
2. wskutek rozłączenia co do stołu i łoża na czas nieograniczony,
3. wskutek skazania małżonka na pozbawienie wszelkich praw,
4. wskutek uznania małżonka za zniknego.

232. W razie przywrócenia małżeńskiego pożycia lub powrotu małżonka uznanego za zniknego, w braku przeciwnej umowy w art. 264 i 265 dozwolonej, wspólność powstaje na nowo podług zasad w rozdziale niniejszym objętych, lecz za majątek wyłączny każdego z małżonków uważa się majątek, jaki w czasie przywrócenia pożycia lub powrotu posiadali, w tym stanie, w jakim się wówczas znajdował.

233. Oddzielenie majątków może być postanowione przez sąd na żądanie tylko żony i w następujących przypadkach:

1. jeżeli mąż przez zły zarząd lub trwonienie dochodów majątek wyłączny żony lub majątek wspólny na niebezpieczeństwo utraty wystawia,
2. jeżeli poszukiwania wierzycieli wyłącznych męża, do majątku wspólnego wymierzone, zagrażają utratą więcej jak połowy tego majątku.

234. Gdyby mąż nie dopełniał obowiązku ponoszenia ciężarów małżeństwa, w artykule 206 wskazanego, żona może żądać wyznaczenia przez

sąd ilości, jaką ma jej wypłacać na ten cel w oznaczonych terminach, a w razie niewypłacenia dobrowolnie, może żądać oddzielenia majątków.

235. Żona, po uzyskaniu dowodu stawienia się przed sędzią pokoju, może wytoczyć powództwo o oddzielenie majątków, bez dalszego upoważnienia, poczem postąpione będzie podług przepisów szczególnych w kodeksie postępowania wskazanych (866 — 872 kod. post.).

236. Żona, po zawezwaniu męża przed sędziego pokoju, może żądać od sądu wstrzymania tymczasowo poszukiwań do majątku wspólnego wymierzonych przez wierzycieli wyłącznych męża, względem których osobistego nie zaciągnęła zobowiązania. Poszukiwania te, pomimo ich wstrzymania, mogą być popierane, jeżeli żona nie wytoczyła powództwa o oddzielenie majątków, w przeciągu miesiąca od daty stawienia się przed sędzią pokoju.

Sąd może na żądanie żony, przed wydaniem wyroku co do oddzielenia nakazać spisanie inwentarza, oddać majątek pod zarząd osoby trzeciej lub inne środki zachowawcze postanowić.

237. Wierzyciele żony nie mogą żądać oddzielenia majątków lecz wierzyciele ci, równie jak wierzyciele męża, mogą wpływać do sprawy o oddzielenie majątków i działy, a nawet żądać działów wspólności w zastępstwie dłużnika.

238. Skutki wyroku, stanowiącego oddzielenie majątków, odnoszą się do daty powołania męża przed sędziego pokoju lub zgodnego stawienia się przed nim, jeżeli pozew do sądu został wydany, w przeciągu miesiąca od daty stawienia się przed sędziego pokoju; w przeciwnym razie, skutki te odnoszą się do daty wydania pozwu.

239. Po wyrzeczeniu prawomocnem oddzielenia majątków żona obejmuje zarząd swego majątku.

Przepisy w art. 272 — 282 objęte będą miały zastosowanie do jej zarządu.

240. Wyrok oddzielenie majątków stanowiący uważa się za niebyły, jeżeli w ciągu trzech miesięcy po zapadnięciu ostatecznego wyroku lub po przejściu wyroku w prawomocność objęcie pod zarząd żony wyłącznego jej majątku i działy majątku wspólnego dobrowolnie nie zostały dokonane, albo też, jeżeli w ciągu tego czasu żona nie rozpoczęła lub następnie nie popierała kroków o objęcie pod swój zarząd majątku wyłącznego, oraz o działy wspólności.

241. Po dokonaniu w ten sposób oddzielenia majątków małżonkowie mogą się umówić o przywrócenie wspólności. Umowa ta winna być pod nieważnością zawarta notarjalnie, i za poprzedniem spisaniem inwentarza majątku obojga małżonków. Obwieszczenia o jej zawarciu powinny być wydane w sposobie w kod. postępowania wskazanym. Wspólność między małżonkami powstaje na nowo od daty zawarcia tej umowy, lecz umowa ta nie może szkodzić prawom osób trzecich, o niej nie zawiadomionych, powstałym przed upłynieniem 3-ch miesięcy od daty obwieszczenia, w myśl artykułu 808-o kod. post. dopełnionego.

ODDZIAŁ VI.

O postępowaniu przy oddzieleniu majątków i jego skutkach.

242. Spisanie inwentarza majątku wspólnego, jaki istniał w czasie oddzielenia lub w czasie, w artykule 237 oznaczonym, dopełnione będzie podług przepisów artyk. 1193 — 1198 przez urzędników w art. 1170 wskazanych, podług tego, czy spadek po małżonku łącznie z majątkiem wspólnym w myśl prawideł, w art. 1169 objętych, za większy lub mniejszy poczytany być winien.

243. Gdy otwarty spadek po współmałżonku został przez pełnoletnich sukcesorów warunkowo przyjęty, zachowane być winny co do majątku wspólnego, aż do uskutecznienia działów przepisy w art. 1237 — 1267 objęte: Toż samo ma miejsce, gdy małoletni spadkobiercy w myśl art. 1236 do tych przepisów stosować się winni.

W tych przypadkach do wierzycieli wspólności artyk. 1291 — 1293 mają zastosowanie.

244. Po nastąpionem oddzieleniu majątków dział wspólności dopełniony będzie podług przepisów art. 1305 — 1340, z zachowaniem prawideł w następnych 245 — 256 artykułach objętych.

245. Wiadomi wierzyciele tak każdego z małżonków, jak wspólności, powinni być zawiadomieni o postanowieniu sądu, w myśl art. 1314 wydanem.

246. Do masy czynnej majątku wspólnego doliczone będą wynagrodzenia, jakieby temuż majątkowi z mocy art. 230 z majątku wyłącznego jednego z małżonków przypadały;

Wynagrodzenia te będą zachowane na udział majątku dłużnego.

247. Do masy czynnej majątku będzie także doliczona i na udział męża zachowana wartość darowizn z majątku wspólnego przez męża uczynionych, jakie w myśl art. 216 żony nie obowiązują.

Jeżeliby darowizny przenosiły udział męża, a z jego majątku wyłącznego udział żony nie mógł być uzupełniony, żona może zaskarżyć takie darowizny, o ileby jej prawom szkodliwemi się okazały.

Skarga ta nie może być wytoczona przed żądaniem oddzielenia majątków lub nastąpionem ich oddzieleniem; przedawnia się upływem lat trzech od daty powzięcia przez żonę wiadomości o darowiźnie.

248. Każdy z małżonków ma prawo przedewszystkiem pobrać, oprócz wyłącznego swego majątku, wynagrodzenia, jakie mu z mocy art. 226 i 227-o z majątku wspólnego przypadać mogą.

249. Jeżeli mąż na zastąpienie przedanego wyłącznego majątku żony nabył inny majątek, bez wyrażonego jej zezwolenia na zastąpienie, żona może żądać z masy wspólności ceny przedanego jej majątku, a w takim razie majątek nabyty uważa się za należący do wspólności.

250. Żonie co do wszelkich należności, z majątku wspólnego jej przypadających, służy na tym majątku pierwszeństwo przed mężem, oraz przed wierzycielami wspólności, dla których osobistego nie zaciągnęła zobowiązania lub którym prawo wyższego przywileju nie przyznało.

251. Jeżeli jeden z małżonków chce zatrzymać na swoją własność przedmioty do swego wyłącznego użytku służące, a należące do majątku wspólnego, drugi małżonek lub jego spadkobiercy nie mogą się temu sprzeciwić. W takim razie jeden lub trzech biegłych ocenią, jakie wynagrodzenie majątkowi wspólnemu za te przedmioty przypada.

252. Koszta opieczętowania, inwentarza, działów i sprzedaży majątku wspólnego są ciężarem wspólności; jeżeli czynności te łącznie z inwentarzem i działami spadku były dopełnione, koszta rozkładają się stosunkowo do masy czynnej.

253. Majątek wspólny, po potrąceniu z niego tego, co z mocy artykułu 248 i 249 małżonkom przypada, dzieli się po połowie pomiędzy małżonków lub ich spadkobierców.

254. Po dokonanych działach wierzyciele wspólności, którzy do nich byli przyzwani lub, pomimo wydanych w myśl art. 1316-o obwieszczeń, nie zgłosili się mogą poszukiwać na majątku żony połowy tylko swych wierzytelności jeżeli dla niej w działach więcej jak połowa przekazaną nie została.

Wierzyciele wspólności, którzy prawnie przyzwani nie byli, mogą od żony poszukiwać całkowitych swych należności. Żona odpowiada

wierzycielom wspólności jedynie do wysokości udziału, jaki z majątku wspólnego w myśl art. 253 otrzymała.

255. Wierzyciele mogą poszukiwać należności, podług poprzedniego artykułu od żony im przypadających, z wszelkiego jej majątku:

1. jeżeli żona nie jest w możności wykazać wiele rzeczywiście z majątku wspólnego pobrała,

2. jeżeli przedmioty do wspólności należące umyślnie usunęła lub zataiła i do inwentarza wspólności nie podała,

3. jeżeli nieruchomość do wspólności należącą, a na jej imię zapisaną lub też majątek ruchomy, którego wartość nie może być wykrytą, zbyła z wolnej ręki przed upływem lat trzech od wydania w myśl art. 1316-o ostatniego obwieszczenia.

256. Gdyby w przypadkach, w art. 254 i 255 wymienionych, lub wskutek hypoteki żona była zmuszona do zapłacenia więcej jak połowy długu lub większej ilości, jak do niej przekazana została, może żądać z majątku męża zwrotu przewyżki.

257. Wierzyciele wspólności mogą, bez względu na działy, poszukiwać całkowitych swych wierzytelności na majątku męża, mąż zaś co do zapłaconej przewyżki nad połowę lub nad ilość w działach do niego przekazaną wchodzi względem żony w prawa wierzyciela.

258. Przepisy o rękojmi przy działach, oraz o uchyleniu działów, w art. 1345 — 1363 objęte, mają zastosowanie do działów wspólności.

ROZDZIAŁ III.
O umowach przedślubnych.

ODDZIAŁ I.
Przepisy ogólne.

259. Osoby, mogące wstępować w związki małżeńskie, mocne są także zawierać umowę przedślubną. Jednakże nie mogą jej zawierać:

1. małoletni, zostający pod władzą rodzicielską lub opieką wstępnych, bez asystencji rodziców lub opiekunów,

2. małoletni, zostający pod opieką, bez asystencji opiekuna, przez radę familijną szczegółowo upoważnionego do przyzwolenia na zastrzeżenia co do stosunków majątkowych, przez też radę oznaczonych,

3. małoletni usamowolnieni lub niedołężni bez podobnegoż upoważnienia rady familijnej i asystencji kuratora,

4. marnotrawcy, bez asystencji doradcy.

260. Umowa przedślubna zawarta wbrew przepisowi poprzedzającego artykułu, może być skarżona tylko przez rodziców, opiekuna lub kuratora, a po ustaniu niezdolności, przez stronę, która była niezdolną, o ile umowa ta, po ustaniu niezdolności, w sposobie, w art. 1037 oznaczonym, stwierdzona, lub po ustaniu małżeństwa dobrowolnie wykonana nie została.

Skarga taka upada z upływem lat trzech od ustania niezdolności.

261. Umowa przedślubna nie może być zawarta inaczej, jak przez akt notarjalny przed zawarciem małżeństwa sporządzony;

W akcie ślubu powinna być uczyniona wzmianka o dacie i miejscu jej zawarcia, oraz nazwisku natarjusza, przed którym umowa była zawarta. W braku takiej wzmianki małżonkowie nie mogą się zasłaniać tą umową przeciw osobom trzecim.

262. Umowa przedślubna uważa się za nienastąpioną, jeżeli małżeństwo nie zostało zawarte.

263. Umowa przedślubna nie może być zmieniana w czasie małżeństwa; wszelkie umowy, zmieniające stosunki majątkowe, w umowie przedślubnej oznaczone, są nieważne samem prawem.

264. Jednakże, jeżeli po rozłączeniu co do stołu i łoża na czas nieograniczony żądane jest przywrócenie małżeńskiego pożycia, wolno jest małżonkom, przed uzyskaniem na to wyroku urządzić przez akt notarjalny stosunki majątkowe na przyszłość. O umowie takiej winna być uczyniona wzmianka, w art. 261 wymagana, tak w protokóle co do przywrócenia małżeńskiego pożycia, podług art. 691 lit. d spisać się winnym, jak w odpowiedniej rubryce aktu małżeństwa.

W braku umowy przywracają się stosunki majątkowe między małżonkami, jakie przed ich rozłączeniem istniały. Jeżeli zaś wzmianka wyżej przepisana uczynioną nie została, małżonkowie nie mogą się zasłaniać tą umową przeciw osobom trzecim.

265. Przepisy poprzedniego artykułu mają zastosowanie w razie powrotu małżonka uznanego za zniknęgo.

266. Do majątku zapisanego lub darowanego małżonkom lub jednemu z nich umowy przedślubne o tyle tylko się stosują, o ile darujący lub testator odmiennych warunków nie przepisał.

267. Umowy przedślubne nie mogą ubliżać prawom wynikającym z władzy mężowskiej lub rodzicielskiej lub opiece z prawa służącej; mianowicie nie mogą ubliżać przepisom w art. 182 — 195 objętym.

268. Nie wolno jest w umowie przedślubnej zastrzedz w sposobie ogólnym, iż małżonkowie mają zostawać w stosunkach majątkowych oznaczonych w prawie dawnem lub w prawie w Królestwie nie obowiązującem.

269. Umowa przedślubna może obejmować zastrzeżenia co do wzajemnego prawa do spadku małżonków. (art.1142).

270. Darowizny w umowie przedślubnej zawarte ulegają przepisom w art. 1503 — 1506 objętym.

271. Korzyści, jakieby odniósł jeden z małżonków skutkiem zastrzeżonego przeniesienia własności majątku drugiego pod tytułem wspólności, uważają się pod względem części obowiązkowej za darowiznę, i przepisy art. 1551 —1576 mają do nich zastosowanie.

ODDZIAŁ II.

Oddzielny zarząd żony jej majątkiem.

272. Jeżeli w umowie przedślubnej zastrzeżono, że żonie ma służyć zarząd nad jej majątkiem, żona do czynności zarządu nie potrzebuje upoważnienia męża; nie może jednak bez upoważnienia męża lub sądu:

1. zaciągać zobowiązań zakres zarządu przechodzących,
2. wydzierżawiać majątków, które nie są w dzierżawie,
3. wypuszczać majątków w dzierżawę lub najem na czas dłuższy, jak na lat 9.

273. Wszystko, coby żona z dochodów z majątku swego, oraz z zysków z oddzielnego handlu, przemysłu, kunsztu, profesji lub talentu oszczędziła, jest jej własnością.

W razie wątpliwości co do dorobku, czyli od żony pochodzi, domniemywać należy, że jest dorobkiem męża; bielizna jednak, odzież i sprzęty kobiece, do użytku żony służące, uważają się za własność żony.

274. Dopóki żona nie sprzeciwi się iżby mąż zarządzał jej majątkiem, domniemanie jest, iż zarząd swego majątku mężowi powierzyła.

275. Mąż, zarządzający majątkiem żony z jej umocowania lub bez jej wyraźnego sprzeciwienia się, ma prawo pobierać dochody z zastosowaniem się do przepisów artykułów 857 — 909.

W razie ustania małżeństwa lub oświadczenia przez żonę żądania, iżby zarząd jej oddał, winien zwrócić z tych dochodów to tylko, co w chwili ustania małżeństwa lub żądania żony istnieje; spotrzebowanych zaś dochodów zwracać, ani rachunku z nich zdawać nie jest obowiązany.

276. Jeżeli żona w umocowaniu do zarządu zastrzegła złożenie rachunków, lub gdyby mąż, pomimo wyraźnego sprzeciwienia się żony, majątkiem jej zarządzał, mąż ma prawa i obowiązki pełnomocnika, któryby do zarządu był umocowanym; winien się wyrachować z wszelkich dochodów przez siebie pobranych.

277. Żona, zarządzająca własnym majątkiem, winna się przykładać do ponoszenia ciężarów małżeństwa w stosunku w umowie przedślubnej oznaczonym, a w braku oznaczenia, w stosunku do swojej i męża możności, — winna je ponosić w całości, jeżeli mąż majątku ani sposobu zarobkowania nie ma.

278. Gdyby żona nie dopełniła tego obowiązku, mąż może żądać oznaczenia przez sąd ilości, jaką mu w oznaczonych terminach opłacać jest obowiązana.

279. Mąż może żądać sądownie powierzenia sobie zarządu majątkiem żony:

1. gdy żona przez zły zarząd lub trwonienie dochodów majątek swój na niebezpieczeństwo utraty wystawiła,
2. gdy ilości, stosownie do art. 278-o przez sąd oznaczonej, dobrowolnie nie uiszcza.

280. Sąd, powierzając zarząd mężowi, postanowi, czy całe dochody lub też jaką z nich ilość na zaspokojenie ciężarów małżeństwa obrócić jest mocen. Jeżeli nie całe dochody na ten cel mają być obrócone, mąż winien składać rachunki z pobranych dochodów, lecz z użyciem ilości na ciężary małżeństwa wyznaczonej nie jest obowiązany wyrachować się.

281. Żona może żądać odjęcia mężowi zarządu przez sąd mu powierzonego i ustanowienia zarządcy sądowego, jeżeli udowodni, że mąż przez zły zarząd wystawia jej majątek na znaczne szkody, lub że ciężarów małżeństwa nie zaspokaja.

282. Żona co do należności, jakieby jej od męża z powodu zarządu jej majątkiem przypadały, ma prawa w art. 229 oznaczone.

ODDZIAŁ IV.

Zarząd męża bez wspólności.

283. Gdy w umowie przedślubnej majątek żony poddano pod zarząd męża bez żadnego bliższego określenia, przepisy następnych artykułów 284 — 290 będą miały zastosowanie.

284. W braku inwentarza, lub aktów prawnych, wykazujących, jaki jest majątek żony, ilość, jakość i wartość ruchomego i stanu nieruchomego jej majątku mogą być dowodzone przeciw mężowi nawet przez świadków bez względu na wysokość przedmiotu. Przeciw wierzycielom męża dowód może być prowadzony tylko podług przepisów ogólnych, a przyznanie męża nie stanowi dowodu.

285. Odzież i bielizna, do wyłącznego użytku żony służąca, uważa się za własność żony, chociażby przez męża były sprawione. Inne rzeczy ruchome do wyłącznego jej użytku służące uważają się, w braku przeciwnego dowodu, za darowane jej przez męża.

286. Mąż przez ciąg trwającego małżeństwa zarządza majątkiem żony, tak w chwili zawarcia małżeństwa istniejącym, jak później przybyłym, a od zarządu jego nie wyłączonym; wykonywa na tym majątku prawo użytkowania, stosownie do artyk. 857 — 909, oraz artyk. 208—215.

287. Za długi przez żonę w czasie małżeństwa zaciągnięte wtenczas tylko mogą być czynione poszukiwania z dochodów z jej majątku, pod zarządem męża zostającego:

1. gdy mąż na zaciągnięcie tychże długów udzielił upoważnienie,
2. gdy zostały obrócone na potrzeby lub użytek obojga małżonków,
3. gdy przez żonę, za upoważnieniem męża prowadzącą handel, na rzecz tegoż handlu były zaciągnięte, o ile mąż nie może wskazać funduszów handlu przez żonę prowadzonego.

Do długów zaś męża, chociażby w czasie małżeństwa zaciągniętych, artykuł 225 ma zastosowanie.

288. Zarząd i użytkowanie męża nie rozciąga się do zysków, jakie żona za zezwoleniem męża mieć może z oddzielnego handlu, przemysłu, kunsztu, profesji, lub talentu.

Wszystko, coby żona z tego źródła oszczędziła, staje się wyłącznym jej majątkiem i ulega jej zarządowi stosownie do przepisów artykułów 272—282.

289. W przypadkach w art. 218 wymienionych żonie służą prawa w tymże artykule oznaczone.

Żona może żądać odjęcia mężowi zarządu w przypadkach, w których podług artyk. 233 Nr. 1 i 234 może żądać oddzielenia majątków. W takim razie przepisy art. 235—239 mają zastosowanie.

290. Przywrócenie zarządu męża może nastąpić tylko przez akt notarjalny. Umowa taka nie może szkodzić prawom osób trzecich, o niej nieuwiadomionych, powstałym przed upływem trzech miesięcy od daty obwieszczeń, które w myśl art. 864 k. p. s. wydać się winny.

291. Żonie co do należności, jakieby jej od męża z powodu zarządu jej majątkiem przypadały, służą prawa w art. 229 oznaczone.

ODDZIAŁ IV.
Wspólność ogólna.

292. Gdy w umowie przedślubnej zastrzeżoną jest wspólność ogólna lub wspólność wszelkiego majątku, przepisy następnych artyk. 293—301 będą miały zastosowanie.

293. Majątek każdego z małżonków tak ruchomy, jako i nieruchomy, czy to w chwili zawarcia małżeństwa posiadany, czy też w czasie małżeństwa jakimkolwiek tytułem przybyły, stanowić będzie wspólną obojga małżonków własność.

294. Długi każdego z małżonków tak w czasie zawarcia małżeństwa istniejące, jako i w ciągu małżeństwa przybyłe, ciążą majątek wspólny obojga małżonków.

295. Mąż zarządza majątkiem wspólnym; do zarządu tego przepisy art. 216 i 217 mają zastosowanie.

296. W razie przeszkody ze strony męża zachodzącej, żona zarządza majątkiem wspólnym z zastosowaniem się do przepisu w art. 272 objętego.

297. Wspólność ogólna rozwiązuje się w przypadkach w art. 231 wymienionych.

298. Żona może żądać rozwiązania wspólności w przypadkach w artyk. 233 i 234 wskazanych; w takim razie przepisy art. 235—239 mają zastosowanie.

299. W razie rozwiązania wspólności każdy z małżonków lub ich spadkobiercy odbierają połowę ogólnego majątku, pozostającą po spłaceniu długów wspólność ciążących.

Dział majątku wspólnego dopełniony będzie podług przepisów w artyk. 1305—1340. Przepisy artykułów 251, 252, 254—257 mają w takim razie zastosowanie.

300. Po rozwiązaniu żona lub jej spadkobiercy mają prawo zrzec się wspólności. Zrzeczenie nastąpi przez akt przed pisarzem sądu okręgowego zamieszkania żony zeznany.

Zrzeczenie się ma ten skutek, iż żona z majątku wspólnego może tylko zatrzymać bieliznę i oddzież do jej wyłącznego użytku przeznaczone; — nie odpowiada za długi wspólności, wyjąwszy te, do których uiszczenia osobiste zaciągnęły zobowiązanie. Zrzeczenie się nie będzie obowiązywało wierzycieli w przypadkach w art. 255 pod Nr. 2 i 3 wymienionych.

301. Jeżeli małżonkowie w umowie przedślubnej majątek jaki wyłączyli od wspólności, lub jeżeli przybył im przez zapis lub darowiznę majątek, względem którego zapisujący lub darujący zastrzegł, że do wspólności należeć nie będzie, w tym razie majątek wyłączny żony będzie ulegał przepisom artyk. 272—282.

ODDZIAŁ V.
Nietykalność posagu.

302. Nietykalność posagu może być w umowie przedślubnej zastrzeżona tylko co do nieruchomości oraz kapitałów hypotekowanymh lub w publicznych zakładch kredytowych umieszczonych, wyraźnie w umowie przedślubnej wskazanych.

303. Zastrzeżenie nietykalności ma ten skutek, że majątek posagowy nie może być przez żonę, nawet za upoważnieniem męża lub sądu, zbywanym i obciążanym z następującymi tylko wyjątkami:

1. Żona za zezwoleniem męża może czynić wydzielenie dla dzieci wspólnych. Jeżeli mąż zezwolenia odmawia, sąd nie może udzielić upoważnienia.

2. Żona może za zezwoleniem męża lub upoważnieniem sądu uczynić wydzielenie dla dzieci z poprzedniego małżeństwa. Żona przez wydzielenie na rzecz wszystkich dzieci nie może pozbawić męża bez jego zezwolenia więcej jak połowy dochodu z majątku posagowego.

3. Jeżeli obok nietykalności obciążenie posagu jest w umowie przedślubnej dozwolone, obciążenie go nie może nastąpić bez zezwolenia męża, wyjąwszy przypadek wyżej pod Nr. 2 wymieniony.

304. Gdy nieruchomość posagowa z powodu jej niepodzielności została przedana, część ceny, na rzecz żony przypadła, winna być hypotecznie zabezpieczona lub na kupno nieruchomości obrócona i staje się nadal posagiem nietykalnym.

305. Kapitały hypotekowane lub w zakładach kredytowych umieszczone, względem których nietykalność jest objawiona, mogą być przez oboje małżonków, a nawet przez żonę samą podnoszone lub zbywane, za poprzedniem zabezpieczeniem hypotecznem, uznanem przez sąd za dostateczne i za upoważnieniem sądu.

Kapitały w publicznych zakładach kredytowych umieszczone mogą być także umieszczane za upoważnieniem sądu w innym zakładzie kredytowym.

Gdyby nietykalność co do tych kapitałów objawiona nie była, czynności przed objawieniem dopełnione nie mogą być wzruszane ze względu na nietykalność.

306. Dopóki upoważnienie sądu, w artykule poprzednim wymagane, udzielone nie będzie, kapitał może być sądownie złożony stosownie do przepisów artyk. 1715—1717, bądź na żądanie małżonków, bądź z woli dłużników; — wykreślenie z hypoteki nastąpi za dopełnieniem przepisów w art. 1718—1721 objętych.

307. Do zarządu majątkiem posagowym przepisy art. 286—290 mają zastosowanie; jednakże majątek posagowy, pomimo objęcia przez żonę zarządu, pozostaje nietykalnym.

308. Nietykalność posagu ustaje:

1. Z chwilą ustania małżeństwa.
2. Z chwilą wyrzeczenia prawomocnego rozłączenia co do stołu i łoża na czas nieograniczony.
3. Z chwilą pozbawienia męża wszelkich praw.
4. Z chwilą wprowadzenia następców w stanowcze posiadanie majątku męża zniknego.

W tych przypadkach posag przechodzi pod nieograniczone rozporządzenie żony lub jej spadkobierców, i zastrzeżenie nietykalności na ich żądanie będzie z hypoteki wykreślonem.

309. Żona co do zwrotu majątku posagowego, o ileby z winy męża był utraconym, oraz co do należności, jakieby jej od męża z powodu jego zarządu przypadały, ma prawa w artyk. 229 oznaczone.

310. Wszelki majątek żony, któryby pod nietykalność nie był poddany, uważa się za ulegający jej zarządowi, i artyk. 272—282 mają do niego zastosowanie.

ROZDZIAŁ IV.

O obowiązkach i prawach małżonków w razie dochodzenia lub wyrzeczenia nieważności, rozwiązania małżeństwa lub rozłączenia co do stołu i łoża.

ODDZIAŁ I.

O stosunkach małżonków w ciągu sprawy o nieważność, rozwiązanie lub rozłączenie co do stołu i łoża, oraz na przypadek wyrzeczonego rozłączenia na czas ograniczony.

311. W ciągu sprawy o nieważność, rozwiązanie małżeństwa lub rozłączenie co do stołu i łoża małżonkowie mogą przerwać wspólne pożycie. Gdy żona opuści mieszkanie męża, mąż żądać może, iżby sąd wyznaczył miejsce, w którem żona przez ciąg sprawy mieszkać jest obowiązana.

312. Gdy w ciągu sprawy wspólne pożycie małżonków zostało przerwane, dzieci więcej jak lat trzy wieku mające winny pozostać przy ojcu, dzieci zaś, które wieku tego nie doszły, przy matce.

Sąd dla dobra dzieci, na żądanie jednego z małżonków, familji lub prokuratora, może inaczej postanowić.

313. Żona, czy jest powódką czy pozwaną, opuszczając mieszkanie męża, ma prawo zabrać rzeczy konieczne dla jej osobistego użytku i dla użytku dzieci przy niej pozostać winnych. Może także żądać od męża alimentów w stosunku swoich potrzeb i w stosunku do możności męża; alimenta wtenczas tylko mogą być odmówione, gdy majątek pod oddzielnym zarządem żony zostający wystarcza na jej potrzeby. W każdym razie sąd w razie sporu oznaczy, w jakim stosunku małżonkowie mają się przykładać do utrzymania i wychowania dzieci.

314. Żona, mająca przez sąd wyznaczone mieszkanie, winna, skoro o to przez męża wezwaną zostanie, dowieść, że mieszka w miejscu dla niej oznaczonem; w przeciwnym razie mąż mocen jej odmówić wypłaty alimentów i zażądać, aby oddana była pod dozór, jaki sąd za przyzwoity uzna.

315. Sąd na żądanie każdego z małżonków może nakazać sporządzenie inwentarza majątku lub inne środki, jakie dla zachowania praw im służyć mogących potrzebnymi się okażą.

316. Przepisy art. 311—316 mają zastosowanie w ciągu trwania wyrzeczonego przez sąd właściwy rozłączenia małżonków na czas ograniczony.

ODDZIAŁ II.
O skutkach unieważnienia, rozwiązania małżeństwa lub rozłączenia co do stołu i łoża na czas nieograniczony.

317. W razie unieważnienia, rozwiązania małżeństwa lub rozłączenia co do stołu i łoża na czas nieograniczony, przepisy następnego artykułu 318-go mają zastosowanie.

318. Prawa i obowiązki, w rozdziale I, tytule II opisane, ustają.

Jednakże żona, nie uznana za będącą w złej wierze lub za winną przy unieważnieniu lub rozwiązaniu małżeństwa, może nosić nazwisko męża, nie traci szlachectwa i może używać tytułów jego honorowych. W razie zaś rozłączenia co do stołu i łoża, żona, chociażby uznana za winną, praw tych nie utraca.

319. Władza rodzicielska należy do tego z rodziców, które uznane zostało za zostającego w dobrej wierze lub niewinnego. Jeżeli oboje uznani zostali za zostających w dobrej wierze lub niewinnych, władzę rodzicielską sprawuje ojciec, a w razie jej ustania, matka. Jednakże matka może żądać, iżby dzieci do wieku lat trzech przy niej pozostawały.

Jeżeli oboje małżonkowie uznani zostali za zostających w złej wierze lub winnych, tracą władzę rodzicielską, a rada familijna, urządzając nad dziećmi opiekę, wyrzecze, czy opieka jednemu z małżonków może być powierzoną.

320. Jeżeli małżonkowie nie zawarli co do stosunków majątkowych umowy przedślubnej, oddzielenie majątków dopełnione będzie stosownie do przepisów artyk. 231—258, bez względu na dobrą lub złą wiarę, winę lub niewinność małżonków.

321. Jeżeli w umowie przedślubnej były oznaczone inne stosunki majątkowe, zachowane będą następujące prawidła:

1. gdy oboje małżonkowie byli w dobrej wierze lub niewinnymi, umowa ta będzie co do stosunków majątkowych wykonywaną tak, jak gdyby małżeństwo ustało przez śmierć jednego z małżonków,
2. gdy jeden z małżonków za będącego w złej wierze lub winnego został uznany, małżonek dobrej wiary lub niewinny ma wybór albo żądać wykonania umowy co do stosunków majątkowych, albo zrzec się skutków umowy, a natomiast żądać oddzielenia majątków stosownie do art. 320, tak jak gdyby małżeństwo bez umowy przedślubnej było zawarte,
3. takiegoż oddzielenia majątków może żądać każdy z małżonków, i zawarta między nimi umowa przedślubna uważa się za niebyłą, gdy oboje małżonkowie uznani zostali za będących w złej wierze lub winnych.

322. W przypadkach w artyk. 321 wymienionych, jeżeli umówioną była wspólność ogólna, prawa przez osoby trzecie nabyte nie mogą być wzruszone z powodu złej wiary lub winy małżonków.

Prawo co do alimentów, w razie śmierci współmałżonka, służy mu małżonkowi po współmałżonku służące, upada bez względu na dobrą wiarę lub niewinność.

323. Prawo do spadku, czy to z ustawy, czy z umowy przedślubnej małżonkowi po współmałżonku służące, upada bez względu na dobrą wiarę lub niewinność.

324. Małżonek dobrej wiary lub niewinny, nie mający środków utrzymania z majątku, jaki w chwili ustania małżeństwa lub pożycia małżeńskiego do niego należał, może żądać od współmałżonka, bez względu na jego dobrą wiarę lub niewinność, alimentów podług zasad art. 372 wskazanych.

Prawo co do alimentów, w razie śmierci współmałżonka, służy mu przeciw jego spadkobiercom, stosownie do art. 1148.

W każdym razie prawo to utraca z chwilą wejścia w powtórne związki małżeńskie.

Sąd cywilny, jeżeli sam z mocy artyk. 157—180-go nie jest właściwą nawet po śmierci jednego lub obojga małżonków działać w sądach cywilnych o odjęcie małżeństwu skutków cywilnych.

Sąd cywilny, jeżeli sam z mocy artyk. 157—180-go nie jest właściwym do stanowienia względem ważności małżeństwa, odeśle skargę do sądu duchownego właściwego celem rozpoznania ważności związku małżeńskiego i stosownie do wyrzeczenia w tym względzie tego sądu postanowi co do skutków cywilnych małżeństwa.

Skarga taka upada z upływem lat dwóch od ustania małżeństwa przez śmierć jednego z małżonków.

ROZDZIAŁ V.

O skutkach przyrzeczenia małżeństwa.

326. Przyrzeczenie małżeństwa bądź na piśmie, bądź przez zamianę pierścionków lub inny obrzęd, wyznaniu narzeczonych właściwy, dopełnione, wtenczas tylko jest ważnem, gdy zostało uczynione przez osoby zdolne do zawarcia małżeństwa, względem których nie zachodzi żadna z przeszkód w artykule 5 i następnych wymienionych, i prócz tego zezwolenie ich na zasadzie artyk. 1038—1044 nieważności nie ulega.

327. Za dowód przyrzeczenia małżeństwa może służyć tylko akt urzędowy, prywatny w dwóch egzemplarzach spisany lub akt stosownie do art. 1058 sporządzony.

Może być także dopuszczony dowód ze świadków na dopełnienie zamiany pierścionków lub innego obrzędu wyznaniu narzeczonych właściwego.

328. Niedotrzymujący ważnego przyrzeczenia małżeństwa bez prawnego powodu obowiązany jest wynagrodzić drugiej stronie poniesione koszta i szkody.

329. Powody prawne do zerwania przyrzeczenia małżeństwa stanowią:

1. Obelgi ciężkie, wyrządzone przez drugą stronę zrywającemu.
2. Okazywane przez nią nieuszanowanie rodzicom zrywającego, jego wstępnym lub krewnym, pod których opieką zostaje.
3. Odkrycie w niej po zaręczynach wad lub nałogów zagrażających spokojności małżeńskiego pożycia.

330. Jeżeli kobieta po ważnem przyrzeczeniu małżeństwa zaszła w ciążę z zaręczonym, a zaręczony odmawia zawarcia małżeństwa, obowiązany będzie dostarczać alimentów na utrzymanie i wychowanie dziecka, któregoby ojcem w myśl artykułu 410-go został uznany, oraz matce dziecka, o ile nie ma dostatecznych środków utrzymania lub dopóki nie wejdzie w związki małżeńskie.

TYTUŁ III.

O rodzicach i dzieciach.

ROZDZIAŁ I.

O dzieciach prawych, uprawnionych i przysposobionych.

ODDZIAŁ I.

O dzieciach prawych.

331. Dzieci zrodzone w małżeństwie są prawe.

332. Dziecko zrodzone przed upływem dni 180-u od zawarcia małżeństwa będzie uznane za nieprawe, skoro mąż matki zaniesie o to skargę.

Skarga męża nie będzie przyjęta:

1. jeżeli wykazanem będzie, że przed małżeństwem wiedział o ciąży,
2. jeżeli przy spisaniu aktu urodzenia był obecnym i akt ten przez niego został podpisany lub zawiera wzmiankę o oświadczeniu jego, że podpisać nie umie, albo dlaczego podpisać nie może.

333. Dziecko urodzone po zawarciu małżeństwa nie może być uważane, pomimo przyznania męża matki, za zrodzone z tego małżeństwa, jeżeli jeden z małżonków w ciągu 180-u dni poprzedzających urodzenie dziecka zostawał w innych związkach małżeńskich.

334. Dzieci poczęte w małżeństwie są prawe:

Za poczęte w małżeństwie uważają się dzieci urodzone po upływie 180 dni od zawarcia małżeństwa i przed upływem dni 306-u od ustania małżeństwa, albo od rozłączenia co do stołu i łoża na czas nieograniczony.

335. Jednakże dziecko poczęte w czasie małżeństwa może być uznane za nieprawe na żądanie męża matki:

1. jeżeli mąż dowiedzie, że przez przeciąg czasu od 306 do 180 dni przed urodzeniem tego dziecka był z powodu ciągłej nieobecności lub innych przeszkód, w zupełnej niemożności obcowania z żoną,
2. jeżeli urodzenie dziecka było przez żonę tajonem, a mąż udowodni, że w czasie pomiędzy 306-m a 180 dniem przed jego urodzeniem żona dopuściła się cudzołóstwa.

336. Mąż matki może także zaprzeczyć prawości dziecka urodzonego po zaniesionej skardze o unieważnienie, rozwiązanie małżeństwa lub rozłączenie co do stołu i łoża, albo urodzonego po wyroku rozłączenie czasowe stanowiącym, jeżeli od przerwania w skutku tego małżeńskiego pożycia do urodzenia dziecka 306 dni upłynęło. Wszelako sąd może uznać dziecko za prawe, jeżeli wykazane będą ważne okoliczności, z których domniemywać się należy, że, pomimo przerwania małżeńskiego pożycia, mąż mógł być ojcem dziecięcia.

337. Skarga o uznanie nieprawości dziecka winna być wytoczona przeciw opiekunowi, tym celem dziecku przez sąd dodać się mającemu, i przeciw matce dziecka, jeżeli ta żyje.

Skarga ta upada, jeżeli nie została wytoczona przed upływem roku od urodzenia dziecka, a gdy mąż w czasie urodzenia znajdował się za obrębem Królestwa, przed upływem lat dwóch.

Gdy mąż udowodni, że urodzenie dziecka nie było mu wiadome, może zanieść skargę w przeciągu roku od daty powzięcia wiadomości o urodzeniu.

338. Jeżeli mąż umarł lub został pozbawionym wszelkich praw przed upływem terminów w poprzedzającym artykule oznaczonych, a skarga z jego strony nie była wytoczona, skarga o uznanie nieprawości może być zaniesiona tylko przez krewnych, którzyby w braku dziecka byli najbliższymi do brania spadku i jedynie w ciągu trzech miesięcy od daty wejścia dziecka w posiadanie spadku po mężu matki lub od daty objawienia przez dziecko sporu przeciw objętemu przez tych krewnych posiadaniu tegoż spadku.

339. Dzieci, które podług przepisów w powyższych artykułach objętych są prawemi, nie tracą stanu dzieci prawych w razie unieważnienia małżeństwa ich rodziców, chybaby oboje małżonkowie za będących w złej wierze byli uznani.

W razie unieważnienia małżeństwa zawartego podług obrzędu kościoła prawosławnego, dzieci z tegoż małżeństwa spłodzone uważają się za nieprawe, lecz, jeżeli jeden z małżonków był w dobrej wierze, los dzieci może być przez sąd poddany pod łaskawe uznanie Monarchy.

ODDZIAŁ II.
O dzieciach uprawnionych.

340. Dzieci, zrodzone nie w małżeństwie, a nie pochodzące ani z cudzołóstwa, ani też z kazirodztwa, zostają uprawnionemi przez następnie zawarte małżeństwo ich rodziców, jeżeli przyznane zostały przez każde z nich, bądź poprzednio w akcie urodzenia lub w innym akcie urzędowym, bądź przy spisaniu aktu małżeństwa.

Uprawnienie nastąpić może nawet względem dzieci zmarłych, które zstępnych prawych zostawiły, a z uprawnienia takowego korzystają ciż zstępni.

341. Dzieci spłodzone po upływie 306 dni od wyrzeczonego na czas nieograniczony rozłączenia co do stołu i łoża zostają uprawnione przez przywrócenie między rodzicami małżeńskiego pożycia, jeżeli przyznanemi zostały przez oboje rodziców bądź poprzednio w akcie urodzenia, albo w akcie urzędowym, bądź przy podaniu do akt stanu cywilnego wyroku małżeństwo przywracającego.

342. Gdy rodzice lub jedno z nich wyznają religię prawosławną, przepisy w artyk. 340 i 341 objęte nie mają zastosowania.

343. Uprawnienie dzieci może być zaprzeczonem przez wszystkie osoby interesowane, ilekroć wykazanem będzie, że dziecko nie pochodzi od osób, które je przyznały, albo że pochodzi z cudzołóstwa lub kazirodztwa.

ODDZIAŁ III.
O dzieciach przysposobionych.

1. Warunki przysposobienia.

344. Przysposobienie jest tylko tym osobom płci obojej dozwolone, które lat 50 wieku skończyły, w czasie przysposobienia nie mają dzieci ani innych zstępnych prawych, są dobrej sławy i które najmniej o lat 15 są starsze od osób przysposobić się mających.

345. Nikt nie może być przysposobionym przez więcej jak jedną osobę, chyba tylko przez dwóch współmałżonków. Żaden małżonek nie może przysposobić bez zezwolenia współmałżonka.

346. Przysposobić wolno tego tylko, kto ma lat 18 skończonych. Jeżeli przysposobić się mający nie ma jeszcze skończonych lat 21, powinien uzyskać zezwolenie ojca; gdy ojciec nie żyje lub władzy rodzicielskiej nie sprawuje, zezwolenie matki.

Jeżeli oboje rodzice nie żyją lub władzy rodzicielskiej nie sprawują, powinien uzyskać zezwolenie rady familijnej.

Jeżeli przysposobić się mający skończył lat 21, a rodzice lub jedno z nich żyją i władzę rodzicielską sprawują, powinien złożyć zezwolenie ich na przysposobienie lub dowód na to, że ich o mającem nastąpić przysposobieniu zawiadomił.

347. Nie można przysposabiać swoich nieprawych dzieci.

348. Osoby ze stanu szlachty dziedzicznej mogą przysposabiać tylko osoby tegoż stanu. Przysposobienie nie może nastąpić, gdy krewni przysposabiającego, tegoż co i on nazwiska i herbu, oświadczą swoją sprzeciwienie się.

349. Osoba, nie należąca do stanu szlachty dziedzicznej, może przysposabiać tego tylko, któremu najmniej przez trzy lata w ciągu jego małoletności na potrzeby utrzymania dostarczała i o którym przez tenże czas miała staranie, albo tego, który przysposobiającemu uratował życie z niebezpieczeństwem własnego.

W tym ostatnim przypadku dosyć będzie, aby przysposabiający był dobrej sławy, pełnoletnim, starszym od przysposabianego, nie miał dzieci lub zstępnych prawych, a, jeżeli jest małżonkiem, aby współmałżonek jego na przysposobienie zezwolił.

II. O formach przysposobienia.

350. Przysposabiający, oraz mający być przysposobionym zeznać winni osobiście lub przez pełnomocników szczególnie i urzędownie umocowanych akt zobopólnego na przysposobienie zezwolenia. Taki akt przysposobienia zeznany być winien przed sędzią pokoju, względnie zamieszkania przysposabiającego właściwym.

Przysposabiający złoży wypis tego aktu przy stosownem podaniu prezesowi izby cywilnej wraz z dowodami dopełnienia warunków dla ważności przysposobienia przepisanych, dołączy zarazem świadectwo władzy względem należenia lub nienależenia stron obudwóch do stanu szlachty dziedzicznej.

351. Zezwolenie rodziców przysposobionego i współmałżonka przysposabiającego może być objawione w samymże akcie przysposobienia. Może być także udzielone przez akt oddzielny, zeznany przed właściwym sędzią pokoju zamieszkania tych osób lub przez akt notarjalny.

Brak zstępnych i niezostawanie przysposabiającego w związkach małżeńskich, tudzież dopełnienie innych wyżej wymaganych warunków winny być udowodnione świadectwem właściwej władzy administracyjnej, opartem na księgach ludności i protokularnem zeznaniu dwóch wiarygodnych świadków.

352. Jeżeli ma nastąpić przysposobienie przez szlachcica dziedzicznego, prezes izby cywilnej po otrzymaniu podania, w artykule 350 wymienionego, ogłasza trzykrotnie, w przerwach miesięcznych przez gazetę rządową i dzienniki właściwych gubernji o zamierzonem przysposobieniu z wymienieniem imion, nazwisk, herbu, powołania i zamieszkania tak przysposabiającego jako i przysposobionego.

Krewni tegoż nazwiska i herbu, chcący oświadczyć sprzeciwienie się, dopełnią tego przez akt zeznany w kancelarji pisarza izby cywilnej, której prezes ogłoszenie zarządził, w ciągu miesiąca od daty ostatniego obwieszczenia.

Sprzeciwiający się powinien do aktu tego dołączyć dowody pokrewieństwa i obrać sobie zamieszkanie w mieście, w którem zasiada pomieniona izba cywilna.

Sprzeciwienie się dopełnione po terminie lub bez zachowania form przepisanych, uważanem będzie za nienastąpione.

Sprzeciwienie się ważnie dopełnione może być odrzuconem jedynie wtedy, gdy sprzeciwiający się nie udowodni, że jest krewnym przysposabiającego, tego samego nazwiska i herbu.

353. Po upływie terminu, w art. 352 oznaczonego, a w razie zajścia sprzeciwienia się, po prawomocnem jego odrzuceniu, izba cywilna przystąpi do rozpoznania, czyli spełnione są warunki prawem wymagane i zdanie swe wraz z dowodami prześle do ogólnego zebrania warszawskich departamentów rządzącego senatu.

354. Ogólne zebranie senatu, jeżeli objawi zdanie przychylne przysposobieniu, prześle takowe przy najpoddanniejszym raporcie pod Najwyższe zatwierdzenie.

355. Gdy ma nastąpić przysposobienie przez osobę nie należącą do stanu szlachty dziedzicznej, izba cywilna, po rozpoznaniu dowodów, stanowi, czy przysposobienie ma miejsce. Jeżeli wyda wyrok przysposobieniu przychylny, prokurator przesyła go wraz z aktami pod rozpoznanie IX-o departamentu rządzącego senatu.

356. Jeżeli izba cywilna odmówi zatwierdzenia aktowi przysposobienia, przysposabiającemu wolno będzie w ciągu 3-ch miesięcy od zawiadomienia go o zapadłym wyroku odwołać się drogą jednostronnej skargi do IX-o departamentu rządzącego senatu lub w tymże przeciągu czasu uzupełnić brakujące dowody.

357. Postanowienie ogólnego zebrania warszawskich departamentów rządzącego senatu, po Najwyższem jego zatwierdzeniu, a, jeżeli przysposobienie następuje przez osobę nie należącą do stanu szlachty dziedzicznej, wyroki IX-o departamentu rządzącego senatu, przesłane zostaną z urzędu prokuratorowi przy izbie cywilnej, który prześle odpisy urzędnikom stanu cywilnego zamieszkania przysposabiającego i miejsca, gdzie był spisany akt urodzenia przysposobionego, dla dopełnienia tego, co w artykule 728 przepisane.

358. Koszta postępowania ustanowione przez ogólne zebranie lub IX-ty departament rządzącego senatu, ściągnięte będą z majątku przysposabiającego.

359. Gdy jedna ze stron, przed ostatecznem wyrzeczeniem o przysposobieniu, umrze, zaginie, ulegnie pozbawieniu wszelkich praw albo dobrowolnie od przysposobienia odstąpi, — przysposobienie uważać się będzie za niebyłe.

ROZDZIAŁ II.
O prawach i obowiązkach rodziców i dzieci.

ODDZIAŁ I.
O prawach i obowiązkach rodziców.

360. Prawa i obowiązki rodziców względem dzieci, dotyczące ich osoby, oznaczone są w przepisach o władzy rodzicielskiej. Prawa i obowiązki rodziców, dotyczące majątku dzieci, oznaczone są w przepisach o opiece rodziców nad dziećmi.

I. O władzy rodzicielskiej.

361. Władza rodzicielska służy rodzicom nad dziećmi oraz przysposabiającemu nad przysposobionym. Władza ta służy nad wszystkiemi dziećmi bez różnicy płci i wieku, podług zasad w poniższych artykułach *362 — 369* wskazanych.

362. Rodzicom służy prawo karcenia dzieci środkami karności domowej do ich pełnoletności lub usamowolnienia.

363. Rodzice mogą także żądać zamknięcia synów do lat 18 wieku bez usprawiedliwienia przyczyny. Mogą żądać zamknięcia tak synów, jak córek niezamężnych po skończonych 18-u latach za rozpustne życie i inne jawne zdrożności, zaś aż do ich pełnoletności za uporną nieuległość.

364. Zamknięcie wyrzecze prezydujący w sądzie okręgowym, po wysłuchaniu prokuratora, co do synów lat 18-u nie mających, na proste żądanie rodziców. W przypadkach jednak jeżeli żądający zamknięcia wszedł w powtórne związki małżeńskie lub jeżeli syn ma oddzielny majątek albo własny sposób zarobkowania, równie jak i wtenczas, gdy idzie o zamknięcie syna lub córki więcej jak lat 18 mających, prezydujący winien poprzednio sprawdzić, czy zachodzi jedna z przyczyn w art. 363 wymienionych. Przy sprawdzeniu starać się będzie, iżby przyczyny zamknięcia tajnemi pozostały.

365. Zamknięcie synów nastąpi w przeznaczonym na ten cel oddziale domu poprawy, córek zaś w klasztorze żeńskim, a jeżeli klasztor ich wyznania nie znajduje się w obrębie Królestwa, w miejscu, jakie prezes wyznaczy. Czas zamknięcia nie może przenosić 6-ciu miesięcy.

Czas ten, stosownie do żądania rodziców, może być skrócony, i uwolnienie na każde ich żądanie nastąpić winno.

366. Gdy zamknięcie wyrzeczone zostało po sprawdzeniu przyczyny, powody zamknięcia będą tylko dziecku zakomunikowane. Dziecko może uczynić przełożenie do prezesa izby cywilnej, który, o ile tego uzna potrzebę, zasięgnąć może objaśnień od prezydującego lub prokuratora sądu okręgowego i wysłuchać tak rodziców, jak dziecko, poczem wyrzecze co do zamknięcia po wysłuchaniu wniosków prokuratora. Zaniesione przełożenie nie wstrzymuje wykonania zamknięcia.

367. Synowie, w służbie rządowej zostający, ulegają zamknięciu na żądanie rodziców, nie inaczej jednak jak za przyzwoleniem władzy przełożonej.

Córki zaś zamężne za życie rozwiązłe lub inne jawne zdrożności mogą być po sprawdzeniu winy zamknięte jedynie na wspólne żądanie rodziców i męża.

368. Przy osadzeniu dziecka rodzice winni zaliczyć koszta na jego utrzymanie.

369. Dziecię małoletnie nieusamowolnione, w służbie rządowej nie będące, nie może opuszczać domu rodzicielskiego bez pozwolenia rodziców, którzy mają prawo dziecię z domu ich uchodzące poszukiwać i za pomocą władz rządowych odbierać.

370. Rodzice mają obowiązek utrzymywania i wychowania swych nieletnich dzieci.

Jednak ani ojciec ani matka nie są obowiązani za życia odstępować dzieciom majątku swego.

371. Rodzice obowiązani są dostarczać alimenta dzieciom swym pełnoletnim, w niedostatku zostającym i sposobu zarobkowania nie mającym, podług prawideł w artyk. 372 — 375 objętych.

372. Alimenta dostarczone być powinny tylko w stosunku do potrzeb dziecka i w stosunku do możności rodziców.

373. Gdy rodzice lub dziecko do takiego przyjdą stanu, że albo pierwsi nie będą w możności dawania alimentów w całości lub części, albo ostatnie nie będzie w potrzebie żądania alimentów, lub potrzeba ta się zmniejszy, sąd może wyrzec zniesienie lub ograniczenie tego obowiązku.

374. Jeżeli rodzice usprawiedliwią, że nie są w możności płacenia pensji alimentarnej, sąd może nakazać, aby dziecię na mieszkanie przyjęli, żywili i utrzymywali.

375. Jeżeli dziecko z własnej winy znajduje się w potrzebie żądania alimentów, miarą ich wysokości będzie tylko ściśle obrachowana potrzeba bez względu na przewyższającą możność rodziców.

W tym przypadku sąd, na proste żądanie rodziców, chociażby byli w możności płacenia alimentów, winien postanowić, że mają tylko przyjąć dziecko do mieszkania swego, żywić je i utrzymywać.

376. W ciągu pożycia małżeńskiego oboje rodzice sprawują władzę rodzicielską. W razie różności zdań wola ojca przeważa.

377. W razie śmierci, bezwłasnowolności, pozbawienia wszelkich praw, lub zaginienia jednego z małżonków, albo odjęcia mu władzy rodzicielskiej, władzę rodzicielską sprawuje drugi małżonek.

378. Nie wolno dzieciom zanosić przeciw rodzicom skargi z powodu wykonywania przez nich władzy rodzicielskiej. Jeżeli jednak rodzice nadużywają karności domowej w sposób dla zdrowia dzieci szkodliwy lub jeżeli nie dopełniają obowiązku utrzymania i wychowania dzieci, prokurator przy sądzie okręgowym, powziąwszy z jakiegobądź źródła o tem wiadomość i przekonawszy się o rzeczywistości doniesionych sobie czynów, może uczynić wniosek do sądu okręgowego o udzielenie rodzicom napomnienia lub pozbawienia ich władzy rodzicielskiej. Może nawet, jeżeli

niebezpieczeństwo jest naglące, środki tymczasowe zabezpieczenia dziecka rozporządzić.

379. Sąd okręgowy, po otrzymaniu takiego przedstawienia, wezwie rodziców, aby osobiście stawili się w sądzie przy zamkniętych drzwiach i złożyli tłomaczenie. Po rozpoznaniu przedstawienia i tłomaczenia rodziców lub zaocznie, w razie ich niestawienia się, sąd, w miarę uznania winy rodziców, postanowi udzielenie im napomnienia, a nawet może zaraz odjąć władzę rodzicielską, gdy zdrowiu albo moralności dzieci zagraża szczególne niebezpieczeństwo. Sąd, w razie pozbawienia jednego z rodziców władzy rodzicielskiej, postanowi zarazem, czyli drugie z rodziców może tę władzę zatrzymać.

380. Wykonanie wyroku, pozbawiającego władzy rodzicielskiej, należy do prokuratora.

Od wyroku zaś takiego służy odwołanie się prokuratorowi w ciągu dni 8-u, rodzicom zaś, jeżeli byli obecni przy ogłoszeniu wyroku w ciągu dni 8-u od daty ogłoszenia, jeżeli zaś nie byli obecni, w ciągu dni 8-u od wręczenia wyroku. W razie grożącego niebezpieczeństwa, sąd może nakazać wykonanie swego wyroku pomimo odwołania się rodziców.

381. Ojciec i matka utracający władzę rodzicielską tracą prawo czuwania nad utrzymaniem i wychowaniem swoich dzieci.

II. O opiece rodziców.

382. Opieka nad majątkiem dzieci do ich pełnoletności lub usamowolnienia należy w czasie pożycia małżeńskiego rodziców do ojca, po ustaniu zaś tego pożycia do tego z rodziców, które władzę rodzicielską sprawuje. W przypadkach, w których ojciec w czasie małżeńskiego pożycia utraca władzę rodzicielską, opieka ta należy z prawa do matki władzę rodzicielską sprawującej.

383. Temu z rodziców, do którego należy opieka, służy przez ciąg jej trwania użytkowanie na majątku dziecka.

Wszelako w ciągu opieki dochody z majątku dziecka nie mogą być zajmowane za długi ojca i matki.

384. Ciężary tego użytkowania są:

1. te wszystkie, do których wogóle użytkownicy są obowiązani,
2. utrzymywanie i wychowanie dzieci podług ich majątku,
3. koszta pogrzebowe i nakłady na ostatnią chorobę tego, po którym dziecię spadek odziedziczyło, a to w stosunku, w jakim dziecko do tego spadku przychodzi.

385. Użytkowanie ojca i matki nie może się rozciągać do majątku dzieci przez ich oddzielny przemysł i pracę nabytego, ani do darowanego lub testamentem im zapisanego pod wyraźnym warunkiem, że ojciec lub matka nie mają z niego użytkować.

386. Gdy ojciec lub matka nie sprawują władzy nad majątkiem dziecka, lub gdy majątek użytkowaniu uległy nie wystarcza na utrzymanie i wychowanie dziecka, rada familijna może z dochodów majątku użytkowaniu nieuległego przeznaczyć ilość, jaką na ten cel pobierać mają. Z tej ilości nie będą obowiązani składać rachunku.

387. Zresztą do opieki nad majątkiem dzieci mają zastosowanie przepisy tytułu o opiekach, rozdziału I-o oddziału II-o i następ.

ODDZIAŁ II.
O obowiązkach i prawach dzieci.

388. Dzieci winne są w każdym wieku cześć i uszanowanie swoim rodzicom.

389. Dzieci winny dostarczać alimenta rodzicom w potrzebie zostającym, podług tych samych zasad, jakie w artyk. 371 — 374 są objęte.

390. Dzieci prawe noszą nazwisko ojca, używają jego herbu oraz dziedzicznych tytułów honorowych.

391. Dzieciom uprawnionym służą też same prawa, jakieby im służyły, gdyby były z małżeństwa zrodzone; nie mogą jednak wzruszać praw, przez trzecie osoby przed uprawnieniem nabytych.

392. Przysposobieni wstępują we wszelkie prawa i obowiązki dzieci prawych przysposabiającego, noszą nazwisko, używają herbu i dziedzicznych tytułów przysposabiającego, nie tracąc wszelako praw, jakie im z urodzenia służą; — nazwisko przysposabiającego noszą obok nazwiska rodzinnego.

Przysposobiony przez kobietę przybiera jej rodzinne nazwisko.

ROZDZIAŁ III.
O dowodach pochodzenia prawego.

393. Pochodzenie dzieci prawych dowodzi się: przez akta urodzenia, sporządzone w sposobie i terminie w art. 717 i nast. przepisanych, i zarazem przez akt małżeństwa rodziców lub inny prawem dozwolony dowód, wykazujący, że rodzice byli związkiem małżeńskim połączeni.

394. W braku aktu urodzenia dostatecznem będzie ciągłe posiadanie stanu dziecka prawego, jeżeli zarazem istnieje dowód, że rodzice jego byli związkiem małżeńskim połączeni.

395. Prawość dzieci pochodzących od dwóch osób, które jawnie z sobą, jako mąż i żona żyły, a które obiedwie już zmarły, nie może być zaprzeczoną pod tym tylko pozorem, że nie jest okazanym akt małżeństwa ich rodziców, byleby prawość ta przez posiadanie stanu udowodnioną była i akt urodzenia nie znajdował się w sprzeczności z takowem posiadaniem.

396. Posiadanie stanu dowodzi się przez dostateczne połączenie się czynów, wskazujących stosunek pochodzenia i pokrewieństwa między osobą a familją, do której taż osoba mieni się być należną.

Główniejsze z tych czynów są:

1. że wykazujący swe pochodzenie nosił zawsze nazwisko osoby, którą ojcem swym mieni.
2. że osoby, które rodzicami swymi mieni, postępowały z nim, jak z własnem dzieckiem.
3. że jako rodzice łożyli na jego wychowanie, utrzymanie i postanowienie.
4. że w towarzystwie ciągle uważanym był za dziecko tych osób.
5. że za dziecko tych osób uznawała go familja.

Czyny te mogą być udowodnione przez dokumenta urzędowe i prywatne, a nawet przez zeznania świadków.

397. Nikt nie może odwoływać się do stanu, którvby aktowi jego urodzenia i posiadaniu stanu z tymże aktem zgodnemu był przeciwny, i nawzajem, nie może nikt zaprzeczać stanu temu, który ma posiadanie zgodne z aktem swego urodzenia.

398. Gdyby na akcie urodzenia i na posiadaniu ciągłem stanu zbywało, albo gdyby dziecko wpisanem było pod fałszywymi nazwiskami, bądź jakoby zrodzone z ojca i matki nieznanych, dowód pochodzenia jego może być przez świadków wyprowadzony. Jednakże dowód takowy dopuszczony być może tylko wtenczas, gdy się znajduje początek dowodu na piśmie, albo gdy zachodzą domniemania lub istnieją ślady, z czynów już wówczas niewątpliwych wynikające, a które dla swej ważności dozwolenie tegoż dowodu koniecznie wskazują.

399. Początek dowodu na piśmie wypływa z tytułów familijnych, z regestrów i papierów domowych ojca lub matki, z aktów publicznych a nawet i prywatnych wyszłych od strony w sprawie przeciwny interes mającej, albo od takiej osoby, któraby w sporze interesowaną była, gdyby żyła.

400. Gdy dowód pochodzenia przez badanie świadków na korzyść dziecka dopuszczonym został, dowód przeciwny może być wyprowadzony przez wszelkie środki wykazać mogące, że poszukująca osoba nie jest dzieckiem tej matki, do której chce należeć, albo w razie udowodnienia macierzyństwa, że nie jest dzieckiem męża matki.

401. Sprawa karna o przestępstwo pozbawienia stanu nie może być rozpoznana, dopóki nie nastąpi stanowcze sporu o stan w drodze cywilnej rozsądzenie.

402. Sprawa o poszukiwanie stanu ze strony dziecka nie ulega przedawnieniu.

403. Sprawa o poszukiwanie stanu nie może być wszczynaną przez następców dziecka, które wcale stanu swego nie poszukiwało, chyba, że umarło w małoletności lub w ciągu lat pięciu po dojściu pełnoletności.

404. Następcy mogą popierać sprawę przez dziecko rozpoczętą, jeżeli samo od takowej formalnie nie odstąpiło lub jeżeli przez trzy lata, rachując od ostatniego aktu, sprawy nie zaniechało.

ROZDZIAŁ IV.
O dzieciach nieprawych.

405. Rodzice, którzy utrzymują lub łożą na utrzymanie i wychowanie swych nieprawych dzieci, sprawują nad niemi władzę rodzicielską, z tem ograniczeniem, że zamknięcie takich dzieci w żadnym przypadku bez sprawdzenia przyczyny nastąpić nie może.

406. Dzieci nieprawe, nie mogą żądać udziału z majątku rodziców. Rodzice winni tylko zapewnić dzieciom nieprawym sposób do życia, a, gdyby dzieci bez własnej winy zapewniony im sposób do życia utraciły, winni dostarczyć im utrzymanie, w miarę możności swojej i powołania, do którego ich przeznaczyli.

407. Względem dzieci z cudzołóstwa lub kazirodztwa spłodzonych, obowiązek powyższym artykułem przepisany ogranicza się na dostarczeniu środków, do zaspokojenia pierwszych potrzeb życia niezbędnych.

408. Prawa, podług artykułu 406 dzieciom nieprawnym służące, mogą być poszukiwane od matki lub jej spadkobierców w każdym razie, gdy dziecko udowodnić zdoła, że jest tem samem, które ona porodziła.

Na dowód pochodzenia mogą być przyjęte zeznania świadków, jedynie pod warunkiem w art. 398-m oznaczonymi.

409. Dzieci z kazirodztwa i cudzołóstwa wtedy tylko mogą poszukiwać utrzymania od matki, gdy pochodzenie ich zostało udowodnione w toku sprawy karnej albo w toku sprawy cywilnej o unieważnienie lub rozwiązanie małżeństwa, o rozłączenie co do stołu i łoża lub o zaprzeczenie stanu dziecka prawego.

410. Utrzymanie w artykułach 406 i 407 oznaczone może być poszukiwane od mężczyzny lub jego spadkobierców w następujących jedynie przypadkach:

1. gdy jest zupełny dowód piśmienny przyznania z jego strony, że jest ojcem dziecięcia.

2. gdy związki jego nieprawe z matką dziecka w epoce domniemanego poczęcia udowodnione zostały w toku sprawy karnej o zgwałcenie, porwanie lub kazirodztwo.

3. gdy takie związki i w takiejże epoce udowodnione zostały w sprawie karnej o cudzołóstwo z kobietą niezamężną lub z kobietą zamężną, której mąż prawości dziecka zaprzeczył, albo w toku sprawy o nieprawne pożycie lub sprawy cywilnej o zaprzeczenie dziecka, a nie zachodzą okoliczności, z którychby wynikało silne domniemanie, że w tymże czasie matka dziecięcia zostawała w podobnych związkach z innymi mężczyznami.

411. Rodzice nie mają żadnego prawa do użytkowania z majątku swych dzieci nieprawych. Jeżeli rada opiekuńcza powierzy im opiekę nad majątkiem, ulegać będą tym samym obowiązkom, co wszyscy inni opiekunowie, przez radę opiekuńczą ustanowieni.

412. Dzieci nieprawe nie mają żadnych praw ani obowiązków względem krewnych ojca i matki.

413. Dzieci nieprawe noszą nazwisko rodzinne matki, a jeżeli matka nie jest wiadomą, noszą nazwisko, jakie za zezwoleniem władzy właściwej administracyjnej przybiorą. Dzieci z kazirodztwa lub cudzołóstwa nie mogą nosić nazwiska matki, lecz noszą nazwisko przybrane za zezwoleniem władzy administracyjnej.

TYTUŁ IV.

O pokrewieństwie i powinowactwie.

ROZDZIAŁ I.

O pokrewieństwie i powinowactwie w ogólności.

414. Pokrewieństwo jest związek krwi między osobami, z których jedna pochodzi od drugiej lub które pochodzą od wspólnego szczepu.

415. Powinowactwo jest związek, łączący jednego z małżonków z krewnymi drugiego małżonka.

416. Bliskość pokrewieństwa oznacza się ilością rodzeń. Każde rodzenie zowie się stopniem. Szereg stopni tworzy linję. Linja jest dwojaka: prosta i boczna.

Szereg stopni między osobami, z których jedna pochodzi od drugiej, składa linję prostą. Szereg stopni między osobami, z których jedna nie pochodzi od drugiej, lecz które pochodzą od wspólnego szczepu, składa linję boczną.

Linja prosta jest wstępna lub zstępna; — pierwsza łączy osobę z temi, od których ona pochodzi, druga łączy osobę z temi, którzy od nich pochodzą.

417. W linji prostej tyle jest stopni, ile jest rodzeń, i tak: syn jest w pierwszym stopniu pokrewieństwa względem ojca, w drugim względem dziada i t. d. Ojciec jest w pierwszym stopniu względem syna, w drugim względem wnuka i t. d.

W linji bocznej tyle jest stopni, ile jest rodzeń, licząc od jednego krewnego aż do wspólnego szczepu wyłącznie, — od tego wspólnego szczepu, do drugiego krewnego. I tak dwaj bracia są w drugim stopniu, stryj i synowie w trzecim, bracia stryjeczni lub cioteczni w czwartym i t. d.

418. Blizkość powinowactwa oznacza się stopniem pokrewieństwa, łączącego powinowatego z drugim małżonkiem.

419. Sposób obliczenia stopni pokrewieństwa i powinowactwa, stanowiących przeszkodę do małżeństwa w kościele rzymsko-katolickim, oznaczony jest w kanonach tegoż kościoła.

ROZDZIAŁ II.
O prawach i obowiązkach wynikających z pokrewieństwa i powinowactwa.

420. Wstępni mają obowiązek utrzymywania i wychowania małoletnich zstępnych w razie niemożności rodziców.

Wstępni i zstępni mają wzajemny obowiązek dostarczania alimentów, stosownie do przepisów artyk. 371 — 374.

421. Zięciowie i synowe winni dostarczać alimenta rodzicom współmałżonka według zasad w artykułach 371 — 374 postanowionych.

Obowiązek ten ustaje:

1. gdy matka współmałżonka weszła w nowe związki małżeńskie.

2. gdy ten z małżonków, przez którego powinowactwo zaszło i dzieci z tego małżeństwa nie żyją, albo gdy małżeństwo zostało unieważnione lub rozłączone.

422. Ojczymowie i macochy mają podobnież obowiązki względem pasierbów i ich zstępnych; obowiązek ten jest wzajemny i ustaje także w przypadkach ustępem 2-m artyk. 421-o wskazanych.

423. Obowiązek krewnych jest bliższy jak powinowatych. Między krewnymi i powinowatymi bliższy jest obowiązek bliższych co do stopnia, a między równie bliskimi co do stopnia, bliższy wstępnych aniżeli zstępnych.

W razie tylko niemożności krewnych lub powinowatych bliższy obowiązek mających, dalsi do dawania alimentów mogą być zobowiązani.

424. Przysposobiony nie nabywa skutkiem przysposobienia żadnych praw, ani też nie zaciąga żadnych obowiązków względem krewnych przysposabiającego.

TYTUŁ V.
O opiece i dodaniu doradcy.

ROZDZIAŁ I.
O opiece nad małoletnimi.

ODDZIAŁ I.
Przepisy ogólne.

425. Małoletnim jest każda osoba, która jeszcze nie ma skończonych lat 21.

426. Nad małoletnim nieusamowolnionym urządza się opieka:

1. gdy pozostaje bez rodziców lub żadne z rodziców nie sprawuje władzy rodzicielskiej.

2. gdy małoletniemu, chociażby mającemu rodziców, dostaje się majątek wymagający zarządu lub gdy zachodzi potrzeba zastąpienia małoletniego w czynnościach co do majątku.

427. Do składu każdej opieki należy opiekun główny oraz opiekun przydany. Opiekun główny albo jest powołany przez prawo, albo wybrany przez jednego z rodziców, darującego lub testatora, albo też mianowany przez radę familijną. Opiekun przydany nie może być wyznaczony inaczej jak przez radę familijną.

Skład i atrybucje rady familijnej oznaczone są w art. 450 i nast.

428. Opieka ze względu na majątek małoletniego jest większa lub mniejsza. Za większą poczytuje się opieka, gdy do małoletniego należy:

1. majątek wiejski, mający przestrzeni więcej jak 60 dziesiatyn lub też obejmujący oprócz folwarku osady częściowe.

2. dzierżawa lub zastawa takiegoż majątku.

3. budowle oszacowane w dyrekcji ubezpieczeń przynajmniej na 1500 rsr.

4. handel kupna 1-ej albo 2-ej gildji albo też fabryka znaczniejsza.

Opieka poczytuje się także za większą, gdy masa czynna majątku małoletniego więcej jak 1500 rsr. wynosi. Każda inna opieka poczytuje się za mniejszą.

429. Zwołanie rady familijnej i przewodniczenie w niej należy: gdy opieka jest większą do sędziego pokoju okręgu, gdzie małoletni ostatnie miał zamieszkanie; — gdy zaś opieka jest mniejszą, w miastach podzielonych na cyrkuły do komisarza administracyjnego, — w innych miastach do prezydenta lub burmistrza, po wsiach do wójta gminy.

430. Stanowienie co do odwołania od uchwał rady familijnej, zatwierdzanie tych uchwał, oraz co do innych przedmiotów, ulegających w ciągu opieki podług przepisów niniejszego rozdziału rozpoznania sądu, należy w opiekach większych do izby cywilnej, w opiekach mniejszych do sądu okręgowego, w których obrębie jest urządzona opieka.

431. W razie śmierci osoby pozostawiającej małoletnie dzieci, oraz w razie otwarcia się spadku na rzecz małoletniego, — utrzymujący akta stanu cywilnego i władza policyjna winni zawiadomić o tem niezwłocznie sędziego pokoju lub urzędnika administracyjnego, do którego podług artykułu 429 zwołanie rady familijnej należy: — o imieniu, nazwisku i zamieszkaniu osoby, po której otworzył się spadek, — tudzież o imionach, nazwiskach i zamieszkaniu małoletnich.

Sąd pokoju lub urzędnik administracyjny, skoro zostanie zawiadomionym lub poweźmie z jakiegobądź źródła wiadomość o podobnem wydarzeniu, przystąpi niezwłocznie do zabezpieczenia majątku podług przepisów art. 1173 — 1184 a następnie do zwołania rady familijnej celem urządzenia opieki, to jest mianowania opiekuna głównego i przydanego lub tylko przydanego, gdy małoletni ma już opiekuna głównego z prawa lub wybranego.

432. Gdy opieka nad małoletnim jeszcze urządzoną nie została lub opiekun jeszcze opieki objąć nie mógł, a zachodzą okoliczności nagłego zaradzenia wymagające, sąd okręgowy, na żądanie krewnych, stron interesowanych lub prokuratora, postanowi to ,co się okaże potrzebnem dla ocalenia praw małoletniego i ochronienia od szkody jego majątku.

433. Gdy przypadek, w którym potrzebne jest urządzenie opieki, wydarzy się za granicami państwa, konsulowie rosyjscy pełnić winni aż do urządzenia opieki obowiązki opiekunów i podług ustaw miejscowych przedsiębrać środki zachowawcze.

434. Opieka jest obowiązkiem osobistym, który nie przechodzi na spadkobierców opiekuna; ci odpowiedzialnymi będą tylko za sprawowanie opieki przez swego spadkodawcę; — jeżeli jednak są pełnoletnimi i obecnymi, winni po śmierci jego opiekę aż do mianowania nowego opiekuna, tymczasowie sprawować.

ODDZIAŁ II.

O opiekunie głównym.

I. O opiece z prawa ojca lub matki.

435. W czasie trwającego małżeństwa opieka nad majątkiem małoletnich dzieci, aż do ich pełnoletności lub usamowolnienia, należy z prawa do ojca; gdy ojciec opieki sprawować nie może, należy z prawa do matki.

436. W razie ustania małżeństwa przez śmierć, opieka z prawa należy do pozostałego przy życiu rodzica; — w razie ustania małżeństwa przez unieważnienie lub rozwiązanie, oraz w razie ustania pożycia małżeńskie-

go, opieka z prawa należy do tego z rodziców, przy którym podług art. 319 pozostaje władza rodzicielska.

437. Jeżeli w czasie śmierci męża żona jest brzemienna, winna żądać zwołania rady familijnej i oznajmić jej o tem; w przeciwnym razie od opieki narodzić się mającego dziecka może być usuniętą.

438. Rada familijna mianuje kuratora ciąży. Kuratorem nie może być krewny matki. Kurator winien czuwać nad zachowaniem całości majątku, jaki dziecku poczętemu przypaść może. Wraz z urodzeniem się dziecka matka staje się z prawa jego opiekunką, kurator zaś opiekunem przydanym.

439. Matka opiekuna, chcąca iść za mąż, winna przed zawarciem małżeństwa postarać się o zwołanie rady familijnej, która wyrzecze, czy przy opiece utrzymaną być winna. Gdyby matka tego nie dopełniła, utraca mocą samego prawa opiekę z chwilą zawarcia małżeństwa, a nowy jej mąż odpowiada niepodzielnie wraz z nią za wszelkie skutki nieprawnie przez nią sprawowanej opieki.

440. Jeżeli rada familijna matkę przy sprawowaniu opieki utrzyma lub do niej przywróci, mąż staje się z prawa współopiekunem i za sprawowanie opieki od czasu zawarcia małżeństwa niepodzielnie z żoną odpowiada.

Obowiązek współopiekuna ustaje w razie ustania małżeństwa lub rozłączenia co do stołu i łoża na czas nieograniczony.

II. O opiece z wyboru jednego z rodziców, darującego lub testatora.

441. Prawo wybrania na przypadek śmierci opiekuna dla dziecka służy:

1. gdy oboje rodzice sprawują władzę rodzicielską, ojcu, o ileby matka po jego śmierci nie mogła lub nie chciała być opiekunką.

2. gdy jedno tylko z rodziców sprawuje władzę rodzicielską, temu, kto ją sprawuje.

442. To z rodziców, któreby było wyłączone od opieki, oraz matka, któraby się od opieki wymówiła, nie może dla swych dzieci wybrać opiekuna.

443. Jeżeli opiekuna wybierze matka, która pomimo zawarcia nowego małżeństwa przy opiece utrzymaną została, wybór takowy ulega zatwierdzeniu rady familijnej.

444. Gdy wybór opiekuna przez jednego z rodziców nastąpił z powodu bezwłasnowolności lub zaginienia drugiego, skutki takowego rozporządzenia ustają z ustaniem bezwłasnowolności lub powrotem zaginionego.

445. Wybór opiekuna nie może nastąpić inaczej, jak w testamencie lub w akcie przed sędzią pokoju lub notarjalnie spisanym.

446. Darujący lub zapisujący małoletniemu majątek może wybrać dla zarządu tym majątkiem szczególnego opiekuna lub wymienić osoby, które od tegoż zarządu chce mieć usunięte. Wszakże gdy nad osobą lub resztą majątku małoletniego urządzoną jest oddzielna opieka, opiekun wybrany podlegać będzie tej samej radzie familijnej, która oddzielną opiekę urządziła; — rada zaś familijna tylko, gdy tego uzna potrzebę, wyznaczy oddzielnego przydanego opiekuna.

Ojciec, sprawujący władzę rodzicielską, nie może być usunięty od zarządu przez matkę dar lub zapis czyniącą.

III. O opiece z prawa wstępnych.

447. Gdy ojcu ani matce opieka nie służy, oraz w braku opiekuna wybranego, opieka z prawa należy do dziada z ojca, w braku takowego do dziada z matki.

IV. O opiekunie mianowanym przez radę familijną.

448. Jeżeli podług przepisów w rt. 435 — 447 objętych niema opiekuna ani z prawa, ani z wyboru albo też, gdy opiekun z prawa lub wybrany opieki sprawować nie może, lub prawnie od niej się wymówi, rada familijna mianuje opiekuna głównego.

449. Opiekunem winna być mianowana osoba znana z dobrych obyczajów i porządnego prowadzenia własnych interesów, a przytem, o ile można, z odpowiedzialności majątkowej.

ODDZIAŁ III.
O radzie familijnej.

450. Rada familijna, oprócz przewodniczącego (art. 429), złożona będzie z 6-u krewnych lub powinowatych: trzech ze strony ojczystej, trzech ze strony macierzystej, według porządku bliższości w każdej linji. Z pomiędzy niewiast do składu rady należeć mogą tylko wstępne w stanie wdowieńskim.

Krewny będzie miał pierwszeństwo przed powinowatymi tegoż samego stopnia, a pomiędzy równie blizkimi, starszy wiekiem przed młodszym.

Bliższy co do stopnia, chociażby tylko czasowo w okręgu sądu albo w obrębie miasta lub gminy obecny alboteż dobrowolnie stawający, wyłącza w każdym razie dalszego, chociażby stale tam zamieszkałego.

451. Jeżeli jest więcej wstępnych, braci rodzonych lub mężów siostr rodzonych nad ilość w artykule poprzedzającym oznaczoną, wszyscy bez względu na ilość do składu rady familijnej należą.

452. W opiekach większych, gdy w okręgu sądu nie znajdują się krewni lub powinowaci jednej lub drugiej linji, w liczbie dostatecznej, wezwani będą przez sędziego krewni do 4-o lub powinowaci do 2-o stopnia, poza okręgiem sądu, lecz nie dalej, jak o wiorst 70 zamieszkali. W braku takich krewnych lub powinowatych, oraz w razie wymówienia się z ich strony, sędzia wezwie albo dalszych krewnych lub powinowatych w takiejże odległości zamieszkałych albo obywateli znanych z moralności, odpowiedzialności majątkowej i, o ile można, ze stosunków przyjacielskich z ojcem lub matką małoletniego. Nim stosownie do oddzielnie przez rząd wydać się mających przepisów, w każdym okręgu listy obywateli do posługi tej zdolnych ułożone zostaną, wybór ich wyłącznie należy do sędziego pokoju.

453. W opiekach mniejszych, gdy w obrębie miasta lub gminy albo w odległości wiorst 14 nie znajdują się krewni lub powinowaci jednej lub drugiej linji w liczbie dostatecznej, przywołani będą w miastach właściciele domów, we wsiach gospodarze rolni, znani z dobrego prowadzenia się, i ile możności ze stosunków przyjacielskich z ojcem lub matką małoletniego.

Wybór ich zależy wyłącznie od zwołującego radę familijną.

454. Kto jest wyłączony od opieki albo z niej złożony, ten członkiem rady familijnej być nie może.

455. Uchwała rady familijnej winna obejmować imiona, nazwiska, powołanie i zamieszkanie członków, stopień ich pokrewieństwa i powinowactwa z małoletnim, a jeżeli są bliżsi krewni, usprawiedliwienie powodów, dlaczego dalsi lub osoby obce zostały przyzwane.

456. Na radzie familijnej będzie także obecny i mieć głos doradczy w opiekach większych prokurator sądu okręgowego, a w opiekach mniejszych jeden z obywateli gminy, wybranych na ten cel przez jej mieszkańców podług oddzielnych przepisów.

457. Zwołanie rady familijnej, czy to celem urządzenia opieki (art. 431) czy w ciągu opieki następuje przez wezwanie oznaczające dzień, godzinę i miejsce zebrania.

Wezwanie doręczone być winno na dni 3 przed terminem zebrania, a osobom zamieszkałym dalej, jak o 21 wiorst od miejsca zebrania, na dni 3 z dodatkiem dnia jednego na każde 14 wiorst odległości.

Rada familijna może się także zebrać dobrowolnie w terminie przez przewodniczącego wyznaczonym, bez żadnego nawet wezwania.

458. Rada familijna zbiera się w miejscu urzędowania przewodniczącego, chybaby przewodniczący na żądanie i dla dogodności członków rady inne miejsce zebrania oznaczył.

459. Do ważności zebrania potrzebna jest obecność najmniej 4-ch członków oprócz przewodniczącego, oraz oprócz prokuratora lub wybranego obywatela. Opiekun główny i przydany winni być także obecni, lecz nie należą do tej liczby i głosu stanowczego nie mają.

Interesa rozstrzygają się większością zdań obecnych członków; w przypadku równości głosów zdanie przewodniczącego przeważa.

460. Jeżeli przedmiot narady szczegółowych wymaga wiadomości, rada familijna może zażądać zdania jednego lub więcej biegłych.

Przewodniczący może również jednego lub więcej biegłych na posiedzenie rady zawezwać.

Rada familijna postanowi: czy i jakie wynagrodzenie biegłym należy.

Biegli mają głos doradczy.

461. Członkowie rady familijnej i opiekunowie winni się stawić osobiście albo przez szczególnych pełnomocników. Pełnomocnik każdy jedną tylko osobę zastąpić może.

Nie stawający bez żadnych przyczyn ulegnie karze: w opiekach większych od 1 do 15 rsr., w opiekach mniejszych od kopiejek piętnastu do rubli srebrnych 3, przez przewodniczącego wyrzec się mającej.

462. W opiekach urządzanych przez radę familijną zwołaną przez urzędnika administracyjnego, gdy z inwentarza majątku okaże się, że masa czynna przenosi 1500 rsr. lub gdy małoletniemu przybędzie majątek nadający opiece przymiot większej opieki, urzędnik administracyjny, opiekun główny, przydany lub którykolwiek z członków rady familijnej winien zawiadomić o tem właściwego sędziego pokoju, który zwoła radę familijną celem urządzenia opieki podług przepisów dla opiek większych właściwych.

463. Po urządzeniu opieki przewodniczący w radzie familijnej może zwoływać następnie tę radę na żądanie krewnych, wierzycieli lub innych osób interesowanych, skoro mu potrzeba zwołania będzie wykazaną; może ją także zwołać z urzędu, jeżeli uzna, iż interes małoletniego tego wymaga.

464. Członkowie rady familijnej nie mogą być przez przewodniczącego zmieniani przy następnych zebraniach, chybaby prawne powody niezdolności, wymówienia się lub wyłączenia zachodziły.

Gdyby w razie niestawienia się członków, nagłość interesu nie dozwalała oczekiwać na powtórne ich wezwanie, nieobecny może być zastąpiony na ten jeden raz przez innego krewnego lub powinowatego, obecnego w miejscu zebrania rady familijnej, lub jedną z osób w art. 452 i 453 wskazanych.

Powody zmiany lub jednorazowego zastąpienia członka w uchwale mają być wyrażone.

465. Jeżeli zmiana lub zastąpienie bez prawnej zaszło przyczyny, uchwała, jeżeli się okaże dla małoletniego szkodliwa, może być unieważniona, a urzędnik zwołujący ulegnie karze porządkowej i odpowiada za wszelkie szkody, jakieby stąd dla małoletniego wynikły.

466. Opiekunowie i wszelkie osoby do składu rady familijnej należące nie mogą być obecni przy głosowaniu nad przedmiotem, w którym ich własny interes zachodzi.

467. Rada familijna celem urządzenia opieki winna być zwołana w sądzie pokoju lub gminie, podług art. 429, i dalsze jej zebrania tamże winny być zwoływane.

Sąd na przedstawienie opiekuna lub krewnego i po zasiągnieniu zdania rady familijnej może upoważnić do zwołania jej innego sędziego pokoju lub innego urzędnika administracyjnego, jeżeli to uzna za korzystne dla małoletniego w następujących tylko przypadkach:

1. gdy bliżsi krewni małoletniego lub większa ich liczba zamieszkali są dalej, jak o wiorst 70 od miejsca zebrania rady familijnej.

2. gdy opiekun z prawa przenosi swe zamieszkanie więcej, jak o wiorst 70 od tego miejsca.

468. Od uchwały rady familijnej może się odwołać każda z osób do jej składu należących w przeciągu dni 8-u od daty uchwały.

Odwołanie to doręczone będzie opiekunowi głównemu i przydanemu.

Członkowie rady familijnej mogą wchodzić do sprawy, jeżeli tego żądają.

469. Gdy potwierdzenie przez sąd uchwały rady familijnej jest prawem wymagane, a w radzie familijnej różność zdań zachodziła, powody każdego zdania powinny być w uchwale wyrażone.

O potwierdzenie winien się starać opiekun główny lub przydany. Jeżeliby podanie o to nie było zaniesione w terminie przez radę familijną oznaczonym, każdy członek rady familijnej może żądać zatwierdzenia, za przyzwoleniem opiekuna.

Każda z osób, do składu rady należących, która potwierdzeniu jest przeciwną, może albo wchodzić do sprawy, albo złożyć prokuratorowi przy sądzie, do którego zatwierdzenie należy (art. 430), swoje w tej mierze zdanie na papierze bez stempla.

470. Wyroki zatwierdzające uchwałę rady familijnej lub odmawiające jej zatwierdzenia, ulegają odwołaniu do sądu wyższego.

Odwołanie służy każdemu, kto wchodził do sprawy. Termin do odwołania jest 8-o dniowy od wręczenia wyroku. Odwołanie doręczone będzie osobom, które w sądzie zgodne z wyrokiem czyniły wnioski.

471. W przedmiotach, w których rada familijna ostatecznie stanowi, uchwała może być w wykonaniu wstrzymana, jeżeli przewodniczący lub prokurator, a w opiekach mniejszych wybrany obywatel znajduje, że uchwała takowa dobru małoletniego widocznie jest przeciwną i z tego powodu sprzeciwienie się swoje wyraźnie do protokułu poda.

Przewodniczący w takim razie winien przesłać natychmiast protokuł sądowi właściwemu za pośrednictwem prokuratora przy tymże sądzie. Sąd obowiązany jest przed wszelkiemi innemi czynnościami przystąpić do rozpoznania sprzeciwienia się i decyzję przewodniczącemu w radzie familijnej przesłać.

Przewodniczący uwiadomi opiekuna o decyzji lub w razie potrzeby zwoła radę familijną.

ODDZIAŁ IV.

O niezdolności, wyłączeniu, usunięciu i złożeniu z opieki.

472. Niezdolnemi są do sprawowania opieki:

1. osoby ślubami zakonnymi zobowiązane,
2. małoletni, wyjąwszy nad własnemi dziećmi,
3. bezwłasnowolni lub mający z powodu niedołężności lub marnotrawstwa dodanego doradcę,
4. niewiasty prócz matki i wstępnych w stanie wdowieństwa,
5. poddani innych państw nad małoletnimi poddanymi Królestwa, wyjąwszy nad własnemi dziećmi i zstępnymi,

6. niechrześcijanie nad chrześcijanami,

7. wszyscy ci, którzy sami albo których małżonek, wstępni lub zstępni mają z małoletnim sprawę, mogącą narazić go na utratę posiadanego stanu lub znacznej części majątku,

8. osoby, które miały z rodzicami małoletniego zacięte spory sądowe, z których wynikła główna nieprzyjaźń.

473. Wyłączeni są od opieki:

1. skazani na kary, do których podług kodeksu kar utrata praw familijnych lub niemożność sprawowania opieki jest przywiązana (art. 46 kod. kar.),

2. pozbawieni wskutek wyroku sądowego władzy rodzicielskiej,

3. osoby znane z bezrządu co do majątku lub ze złych obyczajów,

4. ci, którzyby już raz złożeni byli z opieki, albo też w sprawowaniu opieki okazali niezdolność lub nierzetelność.

474. Może być także wyłączony ten, kto odpowiada z więzienia w ciągu badania sądowego o przestępstwo, pociągające kary, do których przywiązane są skutki w art. 46 kodeksu kar oznaczone.

475. Nie mogą być mianowane opiekunami przez radę familijną osoby skazane na kary w art. 54 kodeksu kar wymienione.

476. Przyczyny niezdolności lub wyłączenia (art. 472—474) już wiadome w chwili urządzenia opieki, do sprawowania której opiekun z prawa lub z wyboru jest powołanym, rozpoznaje rada familijna w celu urządzenia opieki zwołana i w razie uznania niezdolności lub wyłączenia przystępuje do mianowania innego opiekuna.

477. Jeżeli przyczyny niezdolności lub wyłączenia nie były wiadome w chwili urządzenia opieki lub gdy zaszły w czasie sprawowania opieki, przewodniczący w radzie familijnej winien ją zwołać na żądanie bądź opiekuna przydanego, bądź jednego z członków rady familijnej, może ją także zwołać z urzędu.

Jeżeli rada familijna uzna, że zachodzą przyczyny niezdolności, wyrzecze usunięcie; — jeżeli uzna, że zachodzą przyczyny wyłączenia, wyrzecze złożenie opiekuna.

478. Uchwała rady familijnej, uznająca niezdolność, wyłączenie, usunięcie lub złożenie z opieki, nie może nastąpić bez wysłuchania lub przywołania opiekuna. Uchwała takowa obejmować będzie powody wyrzeczenia, a zarazem mianowania nowego opiekuna.

Odwołanie od takiej uchwały służy opiekunowi do dni 8-u od daty jej ogłoszenia obecnemu lub wręczenia nieobecnemu.

Odwołanie doręczone będzie nowomianowanym opiekunowi głównemu i przydanemu.

Członkowie rady familijnej mogą wchodzić do sprawy, jeżeli tego żądają.

479. Opiekun, stosownie do poprzedniego artykułu mianowany, obejmuje niezwłocznie zarząd bez względu na odwołanie się poprzedniego opiekuna; jeżeli jednak takowym jest ojciec lub matka, pozostaną przy zarządzie, aż do prawomocności uchwały.

ODDZIAŁ V.

O wymówieniu się i uwolnieniu od opieki.

480. Może się od przyjęcia opieki wymówić:

1. kto ma lat 60 wieku,

2. kto jest dotknięty ciężką i długotrwałą chorobą,

3. matka i wstępne małoletniego.

481. Może się także wymówić od przyjęcia opieki, wyjąwszy nad własnemi dziećmi lub zstępnymi:

1. kto zostaje w służbie wojskowej,

2. kto sprawuje urząd za okręgiem sądu pokoju, w którego obrębie urządza się opieka lub też sprawuje jeden z urzędów, w oddzielnem postanowieniu wyszczególnionych,

3. kto jest wysłany w interesach służby do innej gubernji lub za obręb Królestwa na czas dłużej nad trzy miesiące trwać mogący,

4. kto ma pięcioro dzieci prawych, kto już sprawuje dwie opieki, lub obok jednej opieki zostaje w małżeństwie albo ma dziecko prawe,

5. niekrewny ani powinowaty małoletniego, jeżeli w odległości wiorst 70 co do opiek większych, a wiorst 14 co do mniejszych znajduje się krewny lub powinowaty do sprawowania opieki zdolny, prawnie niewyłączony ani wymówiony,

6. kto jest zamieszkały dalej jak o wiorst 70 co do opiek większych, a o wiorst 14 co do mniejszych, od miejsca zebrania rady familijnej.

W tym ostatnim jednak przypadku rada familijna może nie przyjąć wprost wymówienia się, lecz uczynić w myśl art. 467 przedstawienie do sądu o rozporządzenie zwołania następnych rad familijnych przez urzędnika właściwego zamieszkania opiekuna. Jeżeli sąd do tego przedstawienia nie przychyli się, rada familijna innego opiekuna zamianuje.

482. Może żądać uwolnienia od przyjętej już opieki:

1. kto doszedł lat 70 wieku,

2. kto jest dotknięty ciężką i długotrwałą chorobą.

483. Może także żądać uwolnienia od przyjętej już opieki, wyjąwszy nad dziećmi lub zstępnymi:

1. kto wstąpi w służbę wojskową lub otrzyma urząd albo zlecenie w art. 481 ust. 2 i 3 wymienione już po przyjęciu opieki,

2. kto przenosi zamieszkanie w opiekach większych dalej, jak o wiorst 70, a w mniejszych, jak o wiorst 21, od miejsca urzędowania przewodniczącego radzie familijnej. W takim razie rada familijna może zamiast uwolnienia opiekuna postąpić stosownie do art. 481 Nr. 6.

484. Opiekun wybrany lub mianowany winien przyczynę wymówienia się oświadczyć na pierwszem zebraniu rady familijnej, na którem jest obecny. W przeciwnym razie prawo wymówienia się upada. Prawo to upada również, jeżeli opiekun w dni trzy po wręczeniu sobie uchwały, z której o wyborze lub mianowaniu siebie powziął wiadomość, nie żądał zwołania rady familijnej lub jeżeli przed zaniesieniem o to żądania, wykonywał czynności opieki, które nagłego działania nie wymagają.

485. Jeżeli rada familijna żądania względem wymówienia się lub uwolnienia od opieki nie przyjmie, opiekun nie poprzestający na uchwale winien sprawować tymczasowo opiekę aż do prawomocnego w tym względzie wyrzeczenia. Odwołanie się opiekuna może nastąpić podług przepisów w art. 478 objętych.

ODDZIAŁ VI.

O objęciu i sprawowaniu opieki.

486. Opiekun z prawa lub wybrany obowiązany jest niezwłocznie przed objęciem opieki wyjednać zwołanie rady familijnej celem mianowania opiekuna przydanego; w razie przeciwnym rada familijna, zwołana bądź na żądanie krewnych, powinowatych lub osób interesowanych, bądź z urzędu, mocną jest, jeżeli uzna, iż ze strony opiekuna głównego zachodziła zła wiara, odjąć mu opiekę i zarządzić dochodzenie wynagrodzenia szkód.

487. Opiekun, mianowany przez radę familijną, obejmuje opiekę z chwilą mianowania, jeżeli jest obecny; w przeciwnym razie obejmuje ją z chwilą wręczenia mu uchwały rady familijnej.

488. Gdy opiekunem nie jest ojciec lub matka, rada familijna przy urządzeniu opieki postanowi zarazem to, co względem sposobu wychowania małoletniego za potrzebne uzna.

489. Opiekun główny powinien mieć staranie o osobie małoletniego, oraz czuwać nad jego moralnem i umysłowem ukształtowaniem, zgodnie z kierunkiem co do wychowania jego przez radę familijną wskazanym.

O każdej zmianie miejsca, w którem małoletni wychowanie pobiera, winien zawiadomić opiekuna przydanego, który, jeżeli zmianę za szkodliwą uważa, może zwołać radę familijną celem wyrzeczenia w tej mierze.

490. Opiekunowi służy nad osobą małoletniego taż co rodzicom władza. Przepisy o prawach rodziców w art. 360 — 387 zawarte, rozciągają się i do opiekuna z tem ograniczeniem:

1. że opiekun, nie będący wstępnym małoletniego, ważniejszych środków karności domowej przedsiębrać, oraz zamknięcia małoletniego żądać nie może bez przyzwolenia opiekuna przydanego lub, w razie niezgodności zdań, rady familijnej,

2. że bez względu na wiek małoletniego prezes sądu okręgowego sprawdzić winien, czy zachodzą przyczyny zamknięcia.

491. Opiekun zastąpi małoletniego we wszystkich czynnościach co do majątku z wyjątkiem tych, które według prawa osobiście odbyte być powinny lub które samemu małoletniemu są dozwolone.

492. W opiekach większych każdy opiekun obowiązany jest, zaraz po objęciu opieki, żądać opieczętowania spadku małoletniemu przypadającego, jeżeli spadek nie jest w posiadaniu ojca lub matki.

493. W opiekach mniejszych prezydent, burmistrz lub wójt, z chwilą powziętej wiadomości o otwarciu spadku na rzecz małoletniego, winien w obecności dwóch świadków wiarygodnych — a jeżeli opieka jest już urządzona, w obecności także opiekuna głównego i przydanego — spisać i zabezpieczyć wszystkie rzeczy ruchome. Może przystąpić do opieczętowania wszystkich lub niektórych rzeczy ruchomych, gdy tego uzna potrzebę i gdy takowe nie znajdują się w posiadaniu rodziców; powinien zaś uskutecznić opieczętowanie, gdy tego żądać będą opiekun główny lub przydany, krewny lub powinowaty, albo inne interesowane osoby.

494. Każdy opiekun winien najdalej w dni 10 po objęciu opieki postarać się o sporządzenie inwentarza majątku małoletniego, oraz opisu szczegółowego stanu nieruchomości. Inwentarz i opis sporządzone będą w obecności opiekunów głównego i przydanego, z zastosowaniem się do przepisów art. 1193 — 1198.

W opiekach mniejszych przybrani będą za biegłych, ile możności, ludzie miejscowi.

495. Inwentarz oraz opis stanu nieruchomości służyć będą za dowód stanu majątku w czasie objęcia opieki. Wypis inwentarza i opisu stanu nieruchomości sporządzonego przez notarjusza, zaś oryginał inwentarza i opisu sporządzonego przez urzędnika administracyjnego, złożony będzie do akt opiekuńczych.

496. Urzędnik, sporządzający inwentarz, winien wezwać opiekuna głównego, iżby oświadczył do inwentarza, czy i w jakiej ilości jest wierzycielem małoletniego, i o tem wezwaniu wyraźną w akcie uczynić wzmiankę. Wierzytelności, którychby opiekun pomimo jego wezwania do inwentarza nie podał, będą uważane za nienależne, chybaby opiekun dowiódł, że później się o nich dowiedział.

497. Po sporządzeniu inwentarza, oraz opisu stanu nieruchomości winna być zwołana najdalej w ciągu miesiąca rada familijna, która na przedstawienie opiekuna głównego stanowi:

1. czy inwentarz i opis jest dostateczny lub winien być uzupełniony,

2. czy i jakie rzeczy ruchome małoletniego mają być przedane,

3. czy i jakie kapitały mogą być bez szczegółowego upoważnienia przez opiekuna podnoszone, za wpływem lub bez wpływu opiekuna przydanego, i w jaki sposób mają być użyte kapitały małoletniego,

4. jaka ilość drzewa z lasów nieurządzonych ma być pobierana na potrzeby bieżące, oraz, czy, w jakim czasie, i w jaki sposób urządzenie lasów ma być dopełnione.

498. Rada familijna nie może postanowić, chyba dla koniecznej potrzeby, przedaży:

1. przedmiotów stanowiących drogą dla małoletniego pamiątkę,

2. rzeczy wielkiej ceny, jako to: drogich kamieni, złotych lub srebrnych rzeczy, książek lub płodów sztuk pięknych, jeżeli rzeczy te nie stanowią towaru na przedaż przeznaczonego.

Jeżeli rada familijna postanowi przedaż złotych lub srebrnych rzeczy, przedaż może nastąpić bez przetopienia, jakiejkolwiek byłyby próby.

499. Inne rzeczy ruchome, których przedaż będzie postanowiona, przedane będą w czasie i miejscu przez radę familijną wskazanych.

500. Przedaż nie może inaczej nastąpić jak przez licytację publiczną, w formie w kodeksie postępowania wskazanej i w obecności opiekuna przydanego.

W opiekach mniejszych rada familijna może wskazać mniej kosztowną formę licytacji publicznej.

501. Opiekun może przedać przez licytację, nie czekając upoważnienia rady familijnej, rzeczy zepsuciu podpadające, oraz te, których utrzymanie byłoby zbyt kosztownem w stosunku do majątku małoletniego.

Gdyby zachodziło niebezpieczeństwo utraty rzeczy zepsuciu podpadających, opiekun może je przedać z wolnej ręki.

502. Ojciec lub matka sprawujący opiekę mają prawo zatrzymać za poprzedniem oszacowaniem wszelkie rzeczy ruchome, z obowiązkiem powrócenia ich w naturze przy ustaniu opieki lub zapłacenia wartości tych. którychby w naturze zwrócić nie mógł.

Tym celem mianowany będzie przez opiekuna przydanego biegły, który wykona przysięgę przed przewodniczącym radzie familijnej i dopełni oszacowanie podług rzeczywistej wartości rzeczy, chociażby w inwentarzu były już oszacowane.

503. Wszelkie kapitały małoletniego winny być umieszczone stosownie do wskazania rady familijnej, a w braku wskazania albo użyte być winny na kupno papierów publicznych krajowych procent przynoszących, albo umieszczone na procent w rządowych zakładach kredytowych, albo wypożyczone prywatnym na hypotekę w ten sposób, iżby się mieściły w pierwszej połowie wartości majątku nieruchomego.

504. Opiekun nie może bez szczegółowego upoważnienia rady familijnej, podnosić kapitałów, do których podniesienia ogólnego upoważnienia nie pozyskał.

Rada familijna, upoważniając do podniesienia kapitałów, może postanowić, iżby bez wpływu przydanego opiekuna, a nawet bez poprzedniego hypotecznego zabezpieczenia podnoszone nie były.

505. Jeżeli w majątku małoletniego są lasy urządzone, opiekun może bez szczegółowego upoważnienia przedawać z wolnej ręki drzewo, według planu gospodarczego z kolei do wycięcia przypadające

Jeżeli są lasy nieurządzone, rada familijna oznaczy, z zastosowaniem się do art. 872, ilość drzewa, jaka może być na potrzebę gruntową pobieraną. Urządzenie lasów nie może nastąpić bez upoważnienia rady familijnej, która wskaże zasady urządzenia ze względem na jaknajdłuższą konserwację lasu.

Plan gospodarczy przed wprowadzeniem w wykonanie winien być zakomunikowany opiekunowi przydanemu i podany pod zatwierdzenie rady familijnej.

Rada familijna może oznaczyć sposób przedaży drzewa, z powodu urządzenia na wycięcie przeznaczonego, a nawet zastrzedz poddanie tej przedaży pod jej zatwierdzenie.

Przedaż drzewa z lasów nieurządzonych może nastąpić jedynie za dopełnieniem form, dla majątku nieruchomego małoletniego w art. 506 wskazanych.

506. Opiekun nie może bez upoważnienia rady familijnej:

1. rozpoczynać spraw o granice, wyjąwszy posesoryjne, oraz spraw o prawa ściągające się bądź do własności majątków nieruchomych, bądź do kapitałów lub innych praw hipotecznych,

2. poprzestawać na wyrokach dla małoletniego niepomyślnych, wyjąwszy w sprawach z czynności prostego zarządu wynikających.

507. Opiekun nie może bez upoważnienia rady familijnej i zatwierdzenia go przez sąd wystawiać na przedaż majątku nieruchomego małoletniego,

2. zaciągać pożyczki, wyjąwszy na rzecz handlu lub zakładu przemysłowego,

3. użyć istoty majątku na potrzeby małoletniego; upoważnienie rady familijnej w przypadkach powyższych może być udzielone wtenczas tylko, gdy to dla utrzymania, wychowania małoletniego, zapłacenia jego długów lub dla ocalenia jego majątku jest koniecznem, mianowicie, gdy opiekun rachunkami wykaże, że inne fundusze małoletniego na ten cel nie są dostateczne.

508. Rada familijna nie może postanowić zbycia majątku nieruchomego małoletniego w inny sposób, jak przez przedaż na licytacji publicznej.

Przy uchwaleniu przedaży rada familijna oznaczyć winna szczegółowo, jakie nieruchomości mają być przedane i przepisze warunki, jakie za pożyteczne uzna, może zarazem na zasadzie opisu nieruchomości udzielić zdania, że oszacowanie jej nie jest potrzebne i w takim razie oznaczyć winna ilość, od jakiej licytacja ma się zaczynać; może zarazem wyrzec, czy przedaż w sposobie mniej kosztownym, w art. 510 opisanym, powinna być odbytą.

509. Sąd, zatwierdzając uchwałę rady familijnej, przedaż stanowiącą, nakaże oszacowanie nieruchomości przez jednego lub trzech biegłych.

Jeżeli zaś zdaniem rady familijnej oszacowanie nie jest potrzebne, sąd w rozpoznaniu tego zdania może wprost postanowić, od jakiej ceny licytacja ma się zaczynać, biorąc za podstawę ilość przez radę familijną wskazaną, jeżeli ta nie jest niższą od ceny nabycia w czasie niezbyt odległym, albo od ceny odpowiedniej czynszowi dzierżawnemu, w przeciągu ostatnich lat przynajmniej sześciu pobieranemu. W braku tych zasad i jeżeli czysta wartość nieruchomości rs. 1500 podług zdania rady familijnej nie przenosi, sąd może nakazać rozpoczęcie licytacji majątku wiejskiego od szacunku wynalezionego z podatku gruntowego, a budowli — od szacunku taksą dyrekcji ubezpieczeń oznaczonego.

510. Mocen jest także sąd, w rozpoznaniu przedstawienia rady familijnej, dozwolić przedaży stanowczej, na pierwszym terminie, do licytacji oznaczonym, bez przygotowawczego przysądzenia, a zarazem, jeżeli szacunek nieruchomości nie przenosi 600 rs., oznaczyć skrócony sposób ogłoszeń do licytacji, z warunkiem, aby przynajmniej trzykrotnie z przerwą 15-dniową były czynione i aby przedaż nie prędzej jak w 15 dni po ostatniem ogłoszeniu następowała.

Jeżeli zaś nieruchomość nie przenosi 150 rs. wartości, sąd może postanowić, aby przedaż odbyła się przed prezydentem, burmistrzem lub wójtem gminy.

511. Zresztą przepisy kodeksu postępowania sądowego będą przy przedaży zastosowane, o ile sąd na mocy art. 510 przeciwnie nie posta-

nowi. Opiekun przydany w każdym razie przy licytacji obecnym być powinien.

512. Przepisy art. 510 nie mają zastosowania do przedaży sądowej, na żądanie współwłaściciela niepodzielnego przeciw małoletniemu popieranej.

513. Opiekunom, wyjąwszy rodziców lub wstępnych oraz współwłaścicieli niepodzielnych, nie wolno jest kupować majątku małoletniego pod ich opieką zostającego.

Wszystkim opiekunom bez wyłączenia nie wolno brać majątku małoletniego w zastaw lub dzierżawę, oraz nabywać przelewu jakichbądź praw przeciw małoletniemu. Jednakże rada familijna może upoważnić opiekuna przydanego do zawarcia z opiekunem głównym kontraktu o dzierżawę majątku wiejskiego lub zakładu przemysłowego dla zachodzącej konieczności lub widocznej korzyści małoletniego.

514. Czynności opiekuna przeciwne rozporządzeniom powyższego artykułu mogą być skarżone tylko ze strony małoletniego; może być także ze strony jego wniesione żądanie, iżby opiekun przyjął za przelew praw przeciw małoletniemu cenę za tenże przelew uiszczoną.

515. Jeżeli w ciągu opieki otworzy się spadek z prawa lub testamentu, alboteż uczyniony będzie zapis dla małoletniego, opiekun najdalej w dniach 10-ciu postara się o spisanie inwentarza. Przyczem zachowane będą przepisy art. 492 — 497.

516. Co do zarządu majątkiem spadkowym na małoletniego przypadłym, oraz co do płacenia długów spadek ciążących, opiekun wtenczas tylko winien się stosować do przepisów o warunkowych spadkobiercach, w art. 1233 — 1267 objętych, gdy wierzyciel spadku, mający należność niesporną doręczy mu wyraźne o to wezwanie, lub gdy współspadkobiercy pełnoletni przyjmą spadek warunkowo. W każdym innym przypadku winien się stosować w tej mierze do przepisów, w oddziale niniejszym i następnym wskazanych. Toż samo ma miejsce, skoro spłaci wierzyciela, który powyższe wezwanie uczynił, lub dostateczną stawi dla niego rękojmię.

517. Opiekun nie może się zrzec spadku lub zapisu bez upoważnienia rady familijnej, zatwierdzonego przez sąd.

Uchwała rady familijnej co do zrzeczenia się spadku nie może być wydana inaczej, jak po złożeniu i rozpoznaniu inwentarza pozostałości.

518. Opiekun nie może żądać podziału spadku bez upoważnienia rady familijnej, lecz mocen jest bez takiego upoważnienia odpowiadać na żądanie podziału przeciw małoletniemu wniesione.

519. Układ pojednawczy w przedmiotach rs. 75 nie przenoszących może być zawarty przez opiekuna za zgodzeniem się opiekuna przydanego lub, w razie niezgodzenia się, za upoważnieniem rady familijnej.

520. W przedmiotach rs. 75 przenoszących układ nie może być zawartym przez opiekuna inaczej, jak za zatwierdzeniem projektu przez radę familijną, po wysłuchaniu przez nią zdania prokuratora lub wybranego obywatela, protokularnie oświadczonego.

W przedmiotach 1500 rs. przenoszących, po zatwierdzeniu projektu przez radę familijną, układ może być zawartym dopiero na zasadzie udzielonego przez trzech prawników zdania, że układ jest dla małoletniego korzystny. Prawnicy ci wyznaczeni będą przez prokuratora przy izbie cywilnej na podanie opiekuna.

Zawarty układ będzie obowiązywał małoletniego dopiero po zatwierdzeniu go przez sąd okręgowy co do przedmiotów 1500 rs. nie przenoszących, a przez izbę cywilną, co do przedmiotów przenoszących tę sumę.

521. Opiekun nie może przyznawać żądań spornych, opieranych na prawach do nieruchomości ściągających się, a do ksiąg hypotecznych nie

wniesionych lub wpisanych jako sporne, inaczej, jak w sposobie, dla układów pojednawczych w art. 519 i 520 wskazanym.

522. Opiekun mocen jest zaspokoić bez szczegółowego upoważnienia rady familijnej tylko długi hypoteczne niesporne i osobiste, polegające na dowodach niewątpliwych.

523. Zapisanie się na sąd polubowny w imieniu małoletniego nie jest dozwolonem, wyjąwszy przypadki prawem handlowem przewidziane.

ODDZIAŁ VII.

O zarządzie majątkiem małoletniego.

524. Opiekun zarządzać winien majątkiem małoletniego jak dobry gospodarz.

525. Opiekun przy złożeniu inwentarza, stosownie do art. 497 winien uzyskać postanowienie rady familijnej:

1. co do ilości potrzebnej corocznie na utrzymanie i wychowanie małoletniego oraz na zarząd jego majątku,

2. co do ilości, po której zebraniu opiekun winien użyć korzystnie wpływów nad wydatki zbywających, i co do sposobu użycia tej przewyżki,

3. co do sposobu zarządu majątkiem małoletniego, mianowicie: czy majątek małoletniego ma być wydzierżawiony, oraz, czy opiekun może przybrać jednego lub więcej rządców płatnych,

4. w jakich epokach rachunki z opieki składane być winny.

526. Przewyżka dochodów nad wydatki, skoro dojdzie do ilości podług art. 525 Nr. 2 przez radę familijną oznaczonej, winna być użytą w sposobie w art. 503 wskazanym.

Opiekun powinien się starać o jaknajrychlejsze użycie tej ilości; w razie nieużycia obowiązany jest płacić procent od upływu sześciu miesięcy po dacie jej zebrania.

527. Wydzierżawienie nieruchomości małoletniego, które nie były dotąd w dzierżawie, nie może nastąpić bez upoważnienia rady familijnej, która główne warunki wskaże.

Nieruchomości, które są w dzierżawie, mogą być z wolnej ręki nadal wydzierżawiane, lecz do wydzierżawienia za cenę niższą, jak poprzednio była płacona, lub na czas dłuższy, jak na lat trzy co do nieruchomości wiejskich i zakładów przemysłowych, a na rok jeden co do innych nieruchomości, potrzebne jest upoważnienie rady familijnej.

Wydzierżawienie na czas dłuższy obowiązuje małoletniego aż do upłynięcia tego trzyletniego lub rocznego okresu, w ciągu którego został usamowolniony lub doszedł do pełnoletności.

W przypadkach, w których upoważnienie rady familijnej jest potrzebne, rada ta może postanowić: iżby wydzierżawienie nastąpiło przez publiczną licytację przed jednym z notarjuszów, a w opiekach mniejszych przed przewodniczącym radzie familijnej, za jednem lub więcej obwieszczeniem.

528. Opiekun nie może bez szczegółowego upoważnienia rady familijnej:

1. zaprowadzać nowych zakładów,

2. przedsiębrać napraw i przeistoczeń, któreby wyczerpywały więcej jak czwartą część dochodu z tej nieruchomości, w której mają być dopełnione,

3. zmieniać sposobu zarządu majątkiem małoletniego, jaki przez jego spadkodawcę był zaprowadzony lub przez radę familijną wskazany.

529. Do prowadzenia nadal handlu lub zakładu przemysłowego na rachunek małoletniego, potrzebne jest upoważnienie rady familijnej, która,

udzielając je, oznaczy wysokość kapitału obrotowego i upoważni opiekuna do podnoszenia i użycia na właściwe obroty odpowiedniej ilości kapitałów, lub zaciągnienia długów do ilości oznaczonej; przepisze zarazem ograniczenia dla zabezpieczenia małoletniego potrzebne.

Jeżeli rada familijna upoważnienia udzieli, ruchomości handel stanowiące lub przedmioty w zakładzie wyrabiane, bez względu na ich rodzaj i wartość, mogą być przedawane bez szczególnego upoważnienia.

Jeżeli rada familijna uchwali zwinięcie handlu lub zakładu przemysłowego, przepisze zarazem, w jaki sposób wyprzedaż i likwidacja ma nastąpić.

530. Przepisy niniejszego oddziału nie stosują się do majątku uległego użytkowaniu ojca lub matki.

ODDZIAŁ VIII.

O opiekunie przydanym.

531. Nie może być mianowany opiekunem przydanym krewny lub powinowaty tej linji, do której główny opiekun należy, wyjąwszy braci rodzonych, oraz mężów sióstr rodzonych małoletniego.

532. Opiekun główny nie powinien być obecnym przy obradach co do mianowania opiekuna przydanego.

533. Przepisy oddziałów IV, V i VI stosują się do opiekunów przydanych.

Opiekun główny nie może wszakże domagać się usunięcia lub złożenia opiekuna przydanego, ani być obecnym obradom rady familijnej w tym celu zebranej.

534. W razie śmierci opiekuna przydanego lub gdy zachodzi inny powód niemożności sprawowania nadal tych obowiązków, opiekun główny winien natychmiast żądać zwołania rady familijnej w celu mianowania opiekuna przydanego; niedopełnienie tego pociąga skutki w artykule 486 zagrożone.

535. Ilekroć zachodzi zmiana w osobie opiekuna głównego, rada familijna przystępuje do nowego mianowania opiekuna przydanego. Opiekun przydany dotychczasowy może być na nowo mianowany, jeżeli prawna nie zachodzi przeszkoda.

536. Do opiekuna przydanego należy dozór bezpośredni nad sprawowaniem opieki.

537. Opiekun przydany ma obowiązek:

1. gdy małoletni nie zostaje pod władzą rodzicielską, wglądać w sposób utrzymania i wychowania tegoż małoletniego,
2. wglądać w sposób zarządu jego majątkiem,
3. dopilnować spisania inwentarza w czasie właściwym, oraz czuwać nad całością majątku małoletniego, nad korzystnem umieszczeniem kapitałów lub sum z przychodów narosłych i w ogólności nad wykonaniem uchwał rady familijnej,
4. działać w imieniu małoletniego we wszystkich przypadkach, w których interes małoletniego jest w sprzeczności z interesem opiekuna głównego, oraz wtenczas, gdy mu rada familijna wspólne z opiekunem głównym działanie poleci,
5. donosić radzie familijnej o wszelkich działaniach opiekuna głównego dla małoletniego szkodliwych, oraz o wypadkach, usunięcie lub złożenie opiekuna pociągających,
6. odbierać rachunki z zarządu opiekuna i działać o zabezpieczenie praw małoletniego z zastosowaniem się do przepisów w następnym oddziale objętych.

538. Opiekun przydany nie będzie zastępował z samego prawa opiekuna głównego. W razie jego śmierci lub innego przypadku, w którym tenże nadal opieki sprawować nie może, opiekun przydany winien żądać zwołania rady familijnej, a zarazem przedsięwziąć środki zachowawcze, jakieby się potrzebnymi okazały przed wyrzeczeniem rady familijnej co do opieki

ODDZIAŁ IX.
O rachunkach i odpowiedzialności z opieki.

539. Każdy opiekun, wyjąwszy ojca i matkę, winien corocznie składać do akt opiekuńczych doniesienia przez opiekuna przydanego poświadczone o sposobie utrzymania i wychowania, oraz o prowadzeniu się małoletniego.

540. Każdy opiekun składać będzie u opiekuna przydanego rachunki z corocznego przychodu i rozchodu w epokach przez radę familijną oznaczonych, które trzech lat przechodzić nie mogą. Użycie do rachunków papieru stemplowego nie jest potrzebne.

Do składania tych rachunków dołączony będzie dokładny obraz stanu czynnego i biernego majątku małoletniego, w czasie składania rachunku istniejącego, z wyjaśnieniem zmian, jakie w nim zaszły po spisaniu inwentarza. — Dalsze rachunki wykazywać będą zmiany, jakie następnie w stanie majątku zaszły.

Rachunki sporządzone będą i składane na koszt małoletniego.

541. Gdyby się opiekun opóźniał ze złożeniem doniesienia lub rachunków, opiekun przydany, w razie bezskuteczności wezwania, przedstawi rzecz przewodniczącemu radzie familijnej, który zagrozi karą pieniężną: w opiekach większych od rsr. 10 do 50, w mniejszych od rsr. do 10, i w razie niezłożenia w terminie oznaczonym lub nieusprawiedliwienia zwłoki, karę wymierzy; — w razie zaś bezskuteczności tego środka, poleci opiekunowi przydanemu pociągnięcie opiekuna głównego przed sąd, a zarazem, jeżeli opóźnienie okaże się umyślnem, zwoła radę familijną, która środki znaglające przepisze a nawet może złożyć z opieki.

542. Do rachunków będą dołączone dowody usprawiedliwiające. Co do drobnych tylko potocznych wydatków usprawiedliwienie dowodami nie jest konieczne.

543. Opiekun przydany, po przejrzeniu i zaznaczeniu rachunków i dowodów, złoży takowe najpóźniej we dwa miesiące po ich otrzymaniu do akt opiekuńczych z uwagami, jakieby znalazł potrzebnemi. Jeżeli z rachunku okaże się, iż opiekun stał się odpowiedzialnym, opiekun przydany winien bezzwłocznie żądać wpisania hypoteki prawnej na majątku opiekuna głównego, stosownie do art. 550; — a gdyby rachunek wykazał działania opiekuna, cechę niezdatności lub nierzetelności noszące, zażąda zwołania rady familijnej dla wydania w tej mierze decyzji.

544. Przewodniczący w radzie familijnej, po upływie dwóch miesięcy od terminu do złożenia rachunków przez tęż radę oznaczonego, wezwie opiekuna przydanego o dołączenie rachunków z uwagami do akt opiekuńczych. Jeżeli opiekun przydany rachunków nie nadeśle lub, w razie niezłożenia ich przez opiekuna głównego, nie zażąda użycia przeciw niemu kroków znaglających, przewodniczący użyje przeciw opiekunowi przydanemu środków, w art. 541 wskazanych.

545. W opiekach mniejszych doniesienia o sposobie wychowania, utrzymania i prowadzenia się małoletnich, oraz rachunki z przychodu i rozchodu, mogą być składane do protokułu, przez przewodniczącego w radzie familijnej spisać się winnego. Przewodniczący wezwie opiekuna przydanego do protokularnego w tej mierze oświadczenia się.

546. Każdy członek rady familijnej mocen jest przejrzeć tak doniesienie o osobie małoletniego, jak rachunki i przedstawić uwagi swoje i wnioski przewodniczącemu w radzie familijnej, który podług uznanej potrzeby może: albo uwagi te i wnioski przydanemu opiekunowi dla załatwienia ich zakomunikować, albo zwołać radę familijną celem ich rozstrzygnienia.

Po ustaniu opieki rachunki mogą być przeglądane przez osoby odbierające rachunek ostateczny; dowody do nich dołączone nie mogą być im wydane bez zezwolenia opiekuna lub jego spadkobierców, dopóki zakwitowanie z rachunków nie nastąpi lub dopóki zachodzące spory osądzone nie zostaną.

547. W razie zmiany opiekuna głównego, tenże opiekun lub jego spadkobiercy winni zdać majątek pod opieką zostający i złożyć rachunek ogólny z całego ciągu zarządu nowemu opiekunowi, który po zniesieniu się z opiekunem przydanym przedstawi rachunek wraz z dowodami radzie familijnej. Rada familijna, jeżeli uzna tego potrzebę, poleci nowemu opiekunowi: albo porozumienie się z byłym opiekunem lub jego spadkobiercami, albo zapisanie hypoteki prawnej i działanie w drodze sądowej.

548. Opiekun główny jest odpowiedzialny za wszelkie szkody i straty, jakie dla małoletniego ze złego sprawowania opieki wynikły.

Za też szkody i straty odpowiedzialni są także wszyscy, którzy opiekę tymczasowie sprawować byli obowiązani albo ją nieprawnie sobie przywłaszczyli.

549. Jeżeli sprawujący chociażby tymczasowo lub nieprawnie opiekę stał się odpowiedzialnym, albo, jeżeli przy nim należność jakowa dla małoletniego pozostaje, lub wreszcie, jeżeli się opóźnia w złożeniu rachunków, — małoletniemu tak w ciągu opieki, jak po jej ustaniu, służy przeciw sprawującemu opiekę tytuł do hypoteki prawnej, oraz pierwszeństwo na całym ruchomym i nieruchomym majątku przed wierzycielami jego osobistymi, którym wyższy przywilej podług przepisów prawa nie jest przyznany.

550. W ciągu opieki zapisania hypoteki z powodów w poprzednim artykule wymienionych żądać winien opiekun przydany, oraz starać się o ściagnięcie i korzystne użycie należności.

Wpisania jej może także żądać każdy członek rady familijnej, każdy krewny, prokurator przy sądzie głównym lub okręgowym, a nawet sam małoletni. Skoro udowodniony będzie przymiot opiekuna i osoby żądającej wpisu i skoro ta ostatnia osoba wymieni jeden z powodów, nadających podług artykułu poprzedzającego tytuł do hypoteki prawnej, wpisanie jej nie może być odmówione, chociażby żadne inne dowody złożone nie były.

551. Opiekun przydany odpowiedzialnym jest bezpośrednio małoletniemu:

1. za szkody wynikłe z powodu niezwołania rady familijnej i nieprzedsięwzięcia środków zachowawczych, w razie gdy opiekun główny opieki tej sprawować nie może.

2. za szkody wynikłe z zaniedbania działania lub też z czynności przedsięwziętych w przypadkach, w których interes małoletniego jest w sprzeczności z interesem opiekuna głównego.

552. Opiekun przydany odpowiada niepodzielnie z opiekunem głównym, w przypadkach, w których mu wspólne z opiekunem działanie przez prawo jest polecone, lub przez radę familijną zostało poruczone, mianowicie za szkody wynikłe z użycia bez dostatecznego bezpieczeństwa kapitałów, które za jego wpływem stosownie do postanowienia rady familijnej zostały podniesione.

Odpowiada pomocniczo w razie niedostateczności majątku opiekuna głównego:

1. za szkody wynikłe z niedoniesienia radzie familijnej o działaniach szkodliwych opiekuna głównego, oraz o przypadkach, usunięcie lub złożenie opiekuna pociągających.

2. za szkody wynikłe z niedopełnienia obowiązków w art. 543 wskazanych co do rachunków opiekuna głównego, oraz co do poszukiwania odpowiedzialności na jego majątku.

553. W razie odpowiedzialności opiekuna przydanego służą małoletniemu na majątku jego też same prawa, jakie podług art. 550 służą mu na majątku opiekuna głównego.

554. Rada familijna, stanowiąc co do odpowiedzialności opiekuna przydanego, poleci jednemu ze swych członków wpisanie hypoteki prawnej i poszukiwanie na jego majątku wynagrodzenia. W razie złożenia z opieki opiekuna przydanego nowy opiekun przydany tego dopełni.

555. Opiekun, na którego majątku wpisana została hypoteka prawna, mocen jest żądać zwołania rady familijnej dla rozstrzygnięcia, czy i do jakiej ilości hypoteka ma pozostać. Rada familijna, stanowiąc pozostawienie hypoteki prawnej, oznaczyć winna ilość, do której hypoteka ta ma być rozciągnięta, może zarazem postanowić, stosownie do okoliczności, pociągnięcie opiekuna do odpowiedzialności za szkody i straty, złożenie z opieki, a nawet pociągnięcie do odpowiedzialności karnej.

556. Członkowie rady familijnej stają się odpowiedzialnymi małoletniemu za podstęp oraz za wielkie i szkodliwe niedbalstwo.

ODDZIAŁ X.

O nadzorze nad opiekami.

557. W opiekach większych prokurator przy sądzie okręgowym, w opiekach mniejszych przewodniczący w radzie familijnej winien składać sprawozdania roczne o wszystkich opiekach z wymienieniem ważniejszych w każdej opiece czynności, w rubrykach podług wzoru oddzielnie wskazać się mającego.

558. Sprawozdania te będą składane w opiekach większych prokuratorowi przy izbie cywilnej, w opiekach mniejszych prokuratorowi przy sądzie okręgowym. Tymże prokuratorom tak urzędnicy do sprawozdań obowiązani, jak obywatele wybrani dla uczestniczenia w uchwałach rady familijnej, winni w ciągu roku donosić o wszelkich dostrzeżonych przez siebie w urządzeniu lub sprawowaniu opiek wątpieniach.

559. Mocen jest także prokurator przy izbie cywilnej odbywać rewizje akt opiek większych, zaś prokurator przy sądzie okręgowym akt opiek mniejszych, skoro tego uzna potrzebę, lub w czasie, jaki władza oznaczy.

560. Prokurator, dostrzegłszy jakie uchybienie, winien w miarę potrzeby żądać wpisania hypoteki prawnej lub polecić zwołanie rady familijnej dla postanowienia tego, co dla dobra małoletniego wypadnie.

Może także, o ile to dla zapobieżenia szkodzie małoletniego za konieczne uzna, wnieść do sądu o uchylenie uchwały rady familijnej. W każdym razie może wnosić do sądu o usunięcie członków rady familijnej, niewłaściwie do niej wezwanych, i o wyrzeczenie przeciw urzędnikom uchybiającym kar lub pociągnięcie ich do odpowiedzialności.

561. Izba cywilna lub sąd okręgowy, rozpoznając wnioski prokuratora, może, albo wprost co do nich wyrzec, albo poprzednio zażądać objaśnień lub uchwalić przywołanie osób interesowanych.

562. Prokuratorowie przy izbach cywilnych winni corocznie składać Komisji Rządowej Sprawiedliwości sprawozdanie, obejmujące wymienienie uchybień dostrzeżonych, środków głównych dla ich sprostowania przedsięwziętych, kar wymierzonych na uchybiających i spostrzeżenia ogólne pod względem sposobu prowadzenia opiek.

ODDZIAŁ XI.
O ustaniu opieki.

563. Po ustaniu opieki opiekun obowiązany jest złożyć ogólny rachunek z czasu swego zarządu właścicielowi majątku, który był pod jego zarządem.

564. Ani pokwitowanie ostateczne, ani żaden układ względem rachunków z opieki nie będą mogły ważnie nastąpić przed dojściem małoletniego do pełnoletności i przed upływem dni 10-ciu od złożenia rachunku ostatecznego z dowodami.

565. Wszelkie wydatki wynikłe z powodu oddawania majątku i składania rachunków z opieki są ciężarem właściciela.

566. Procenta od sumy, jakaby się od opiekuna skutkiem rachunku ostatecznego należną okazała, biegną samem prawem od dnia ustania opieki. Opiekunowi przyznane będą w rachunku wszelkie wydatki dostatecznie usprawiedliwione, które były potrzebne lub których przedmiot był użyteczny. Jeżeli z rachunku jaka suma okaże się opiekunowi należną, procent od niej od daty przedstawienia ostatecznego rachunku (biegnie).

567. Wszelkie skargi przeciw temu, który opiekę sprawował, opiekunowi przydanemu i członkom rady familijnej, z powodu czynów opieki służyć mogące, przedawniają się upływem dwóch lat od daty przedstawienia ostatecznego rachunku, a jeżeli rachunek przed dojściem do pełnoletności był małoletniemu złożony, od daty pełnoletności.

Gdyby rachunek nie był złożony, skargi te przedawniają się upływem lat 10 od daty ustania opieki.

ODDZIAŁ XII.
O opiece nad dziećmi nieprawemi.

568. Opieka nad dziećmi nieprawemi wychowywanemi w zakładach publicznych wykonywaną jest przez zwierzchność tych zakładów podług oddzielnych przepisów.

569. Nad innemi dziećmi nieprawemi opieka urządzoną będzie przez radę opiekuńczą, składającą się z osób znanych z dobrego prowadzenia się i dobroczynności, w miejscu, gdzie się opieka urządza, zamieszkałych. Opiekunem może być wybrany ojciec lub matka. Przepisy oddziałów IV — XI mają zastosowanie do opieki nad dziećmi nieprawemi.

ROZDZIAŁ II.
O usamowolnieniu.

570. Małoletni jest usamowolnionym z prawa:

1. przez małżeństwo, wyjąwszy, gdyby je zawarł bez wymaganego prawem pozwolenia rodziców lub rady familijnej.

2. przez przysposobienie, za zezwoleniem rodziców lub rady familijnej nastąpione.

571. Małoletni może być usamowolniony po dojściu lat 18 wieku przez ojca, a gdyby ten nie żył lub władzy rodzicielskiej nie sprawował, przez matkę też władzę sprawującą.

Usamowolnienie nastąpi przez oświadczenie protokularne przed przewodniczącym radzie familijnej.

Usamowolnienie przez matkę niesprawującą opieki, chociażby władzę rodzicielską sprawowała, ważnem będzie dopiero po zatwierdzeniu go przez radę familijną.

572. Gdy żadne z rodziców nie żyje lub gdy żadne z nich władzy rodzicielskiej nie sprawuje, małoletni może być usamowolnionym po doj-

ściu lat 18 wieku przez uchwałę rady familijnej, jeżeli go rada dostatecznie do tego usposobionym uzna.

573. Gdyby opiekun, prócz ojca i matki, nie postarał się o zwołanie w tym celu rady familijnej w ciągu miesiąca jednego po dojściu małoletniego do lat 18, może żądać zwołania opiekun przydany, albo krewny lub powinowaty do 4-o stopnia włącznie. Przewodniczący zwołania odmówić nie może.

574. Każdy małoletni usamowolniony będzie miał kuratora. Kuratorem z prawa jest ojciec lub matka sprawujący władzę rodzicielską lub opiekę. Jednak, gdy matka, będąca kuratorką, ma iść za mąż, natenczas przepisy art. 439 będą miały zastosowanie.

Gdy niema kuratora z prawa lub, gdyby ojciec albo matka nie chcieli przyjąć tych obowiązków, rada familijna mianuje kuratora; mianuje go również, gdy stanowi usamowolnienie lub gdy daje zezwolenie na małżeństwo. Mąż pełnoletni może być mianowany kuratorem swej żony.

Przepisy o niezdolności i wyłączeniu tudzież wymówieniu się od opieki w artykułach 472 — 485 objęte, mają zastosowanie do kuratora.

575. Usamowolnionemu złożony będzie rachunek ostateczny z opieki wobec jego kuratora.

Jeżeli składający rachunek jest kuratorem usamowolnionego i w każdym razie gdy zachodzi sprzeczność interesów usamowolnionego i kuratora, rada familijna wyznaczy szczególnego do tej czynności kuratora. Co do pokwitowania ostatecznego z rachunków lub układu ma zastosowanie art. 564.

576. Usamowolniony może przedsiębrać:

1. bez wpływu kuratora: wszelkie czynności zarządu, do jakich opiekun nie potrzebuje upoważnienia rady familijnej.

2. w asystencji kuratora: wszelkie czynności, jakich opiekun, stosownie do art. 517 — 520, bez wpływu opiekuna przydanego lub bez upoważnienia rady familijnej przedsiębrać nie jest mocen.

Czynności w art. 520 wymienione ulegać będą prócz tego tym samym formom, jakie dla małoletnich są przepisane.

577. Usamowolniony nie może bez asystencji kuratora przedsiębrać ani bronić sprawy, tyczącej się własności majątku nieruchomego albo kapitałów lub praw hypotekowanych; nie może też bez jego asystencji podnosić kapitału i z niego kwitować. Kurator asystujący przy podniesieniu kapitału czuwać winien nad korzystnem jego użyciem.

578. Gdyby kurator asystencji swej do czynności odmówił, usamowolniony może się udać do rady familijnej, która po wysłuchaniu kuratora, jeżeli czynność za potrzebną lub korzystną uzna, może wyznaczyć szczególnego do asystowania przy niej kuratora.

579. Gdyby usamowolniony przez zły zarząd lub przez zaciągnięnie zobowiązań dla siebie uciążliwych narażał swój majątek na zmniejszenie, usamowolnienie może być cofnięte w taki sposób, w jaki było udzielone, a w takim razie małoletni aż do pełnoletności pod opieką pozostanie. Opieka zostanie na nowo urządzoną podług przepisów w rozdziale I objętych.

580. Kurator odpowiedzialny jest za szkody, jakieby usamowolniony poniósł wskutku czynności w jego asystencji dopełnionych, jeżeli ze strony kuratora wina zachodziła.

581. Upoważnienie małoletniego do prowadzenia handlu może nastąpić w sposobie w kodeksie handlowym wskazanym i ma skutki w temże prawie oznaczone.

582. Dziecko nieprawe, w zakładzie publicznym znajdujące się, może być usamowolnione przez decyzję zwierzchności zakładu. Usamowol-

nienie innych dzieci nieprawych nastąpić może przez uchwałę rady opiekuńczej.

ROZDZIAŁ III.

O opiece nad bezwłasnowolnymi i głuchoniemymi oraz kurateli nad niedołężnym, marnotrawnym i głuchoniemym.

ODDZIAŁ I.

O opiece nad bezwłasnowolnymi.

583. Osoba, będąca w stanie trwałej umysłowej niemocy lub uległa chorobie zupełnego obłąkania umysłu, winna być uznana za bezwłasnowolną i poddana pod opiekę.

Co do małoletniego pod opieką zostającego, skarga o uznanie bezwłasnowolności może być zaniesiona po skończeniu przez niego lat 20 wieku.

584. Może żądać uznania bezwłasnowolności:

1. krewny do 12-o stopnia.
2. współmałżonek.
3. opiekun względem małoletniego.
4. kurator względem usamowolnionego.

585. Prokurator przy izbie cywilnej może żądać wyrzeczenia bezwłasnowolności:

1. w braku krewnych do 12-o stopnia i współmałżonka.
2. gdy zagraża niebezpieczeństwo osobie lub majątkowi dotkniętego obłąkaniem lub niemocą umysłu.

Prokurator powinien żądać uznania bezwłasnowolności, gdy zagrożone jest bezpieczeństwo osób trzecich, mianowicie, jeżeli obłąkanie dochodzi do szaleństwa, i może w takim razie wezwać o przyjęcie pozwanego do domu obłąkanych.

586. Podanie o uznanie bezwłasnowolności zaniesione będzie do izby cywilnej zamieszkania osoby, której ubezwłasnowolnienie jest żądane; podanie to zawierać powinno dokładne opisanie czynów, obłąkanie lub niemoc umysłu znamionujących, i wymienienie świadków.

Dowody, jeżeli jakie są, winny być do niego dołączone.

587. Izba cywlina, jeżeli uzna, że przytoczone czyny są stanowcze, nakaże zwołanie rady familijnej, a w przypadku, gdy żądanie wnosi opiekun przeciw małoletniemu lub kurator przeciw usamowolnionemu, wyznacza zarazem dla nieletniego szczególnego doradcę.

588. Rada familijna zwołana i odbyta będzie podług przepisów art. 450—458. Osoba, żądająca uznania bezwłasnowolności, nie może do jej składu należeć; współmałżonek i dzieci winni być w każdym razie wezwani, lecz głosu stanowczego nie mają.

589. Po udzieleniu zdania przez radę familijną i zapozwaniu osoby, której ubezwłasnowolnienie jest żądane, izba cywilna stanowi, czy badanie jej stanu umysłowego ma nastąpić. Badanie odbywać się będzie albo w sądzie, albo w mieszkaniu pozwanego podług uznania izby cywilnej. W pierwszym przypadku w zwyczajnym składzie przez prezesa przy zamkniętych drzwiach, w drugim przez członka sądu delegowanego z przybraniem pisarza, a w każdym razie w obecności prokuratora i urzędnika lekarskiego, oraz w obecności szczególnego doradcy, jeżeli ten stosownie do art. 587 był wyznaczony.

590. Osobie, której stan umysłowy jest badany, czynione będą zapytania takie, iżby wskutku jej odpowiedzi można było sądzić o stanie jej umysłu.

Osobom, które tylko co do niektórych przedmiotów lub wyobrażeń cierpią obłąkanie, czynić należy zapytania głównie co do tych przedmiotów lub wyobrażeń. Zapytania i odpowiedzi, oraz wszelkie okoliczności towarzyszące badaniu opisane będą w protokule, który spisuje pisarz.

Badanie może być w razie potrzeby powtórzone, może być oraz nakazane wysłuchanie świadków lub inne środki dowodu.

591. Jeżeli zachodzi uzasadniona obawa utraty majątku pozwanego, izba cywilna może, po dopełnionem pierwszem jego badaniu, mianować dla czuwania nad osobą i majątkiem pozwanego tymczasowego zarządcę i polecić mu wniesienie ostrzeżeń o toczącej się sprawie do ksiąg hypotecznych, w których jakikolwiek majątek pozwanego jest zapisany.

592. Mianowany zarządca zastosować się winien do przepisów o zarządzie majątkiem spornym, w artykułach 2095—2099 objętych, pobierane zaś dochody obracać przedewszystkiem na leczenie i osłodzenie losu właściciela.

Zarząd jego ustaje wraz ze stanowczem odrzuceniem żądania o bezwłasnowolność lub z ustanowieniem opieki.

Zarządca zdaje sprawę ze swego działania:

1. jeżeli bezwłasnowolność wyrzeczona — przed opiekunem, wyjąwszy gdy sam zarządca opiekę sprawuje,
2. jeżeli żądanie odrzucone — przed właścicielem.

593. Gdy izba cywilna uzna bezwłasnowolność, wyznaczy tymczasowego zarządcę i nakaże wniesienie ostrzeżenia o bezwłasnowolności, jeżeli to poprzednio w myśl art. 591 nie zostało dopełnione.

Postanowienia tę będą wykonane niezwłocznie, bez względu na skargę do senatu.

594. Wyrok izby cywilnej, uznający bezwłasnowolność, po wręczeniu go pozwanemu, złożony będzie przez stronę poszukującą uznanie bezwłasnowolności naczelnemu prokuratorowi IX departamentu senatu, który, jeżeli skarga w terminie prawnym zaniesiona nie zostanie, przedstawi z urzędu stan rzeczy wraz z wnioskami senatowi.

595. IX departament senatu, rozpoznając sprawę, bądź na skargę strony, bądź na przedstawienie naczelnego prokuratora może powtórzyć badanie w sposób, jaki za właściwy uzna; może też wysłuchanie świadków lub inny środek dowodu nakazać.

596. Gdy senat zatwierdzi wyrok uznający bezwłasnowolność, naczelny prokurator przesyła niezwłocznie prokuratorom przy izbach cywilnych oraz sędziemu pokoju właściwemu zamieszkaniu bezwłasnowolnego zawiadomienie, obejmujące imię, nazwisko, stan, powołanie i zamieszkanie osoby uznanej za bezwłasnowolną, oraz datę wyroku senatu. Prokuratorowie wiadomości te polecą wpisać do spisu tabelarycznego osób bezwłasnowolnych, który w izbie audjencjonalnej wywieszony być powinien, a zarazem prześlą notarjuszom w obrębie ich jurysdykcji urzędującym, celem wniesienia ich do podobnegoż spisu osób bezwłasnowolnych, który ma być wywieszony w miejscu widocznem w kancelarjach notarjuszów.

597. Prokuratorowie dopilnują także, iżby ostrzeżenie o bezwłasnowolności wniesione było do ksiąg, w których jakikolwiek majątek bezwłasnowolnego jest zapisany, o ile to poprzednio dopełnionem nie zostało.

Ostrzeżenie to wniesione będzie na mocy odezwy prokuratora z dołączeniem do niej w kopji zawiadomienia naczelnego prokuratora IX departamentu senatu.

598. Sędzia pokoju, zaraz po otrzymaniu zawiadomienia, w artykule 596 zastrzeżonego, winien przystąpić do urządzenia opieki nad bezwłasnowolnym. Jeżeli bezwłasnowolny jest małoletnim, opieka poprzednia prowadzona być winna aż do pełnoletności.

599. Opieka nad bezwłasnowolnym należy przed innymi do małżonka; w braku małżonka do syna pełnoletniego; jeżeli jest więcej synów pełnoletnich, rada familijna z pomiędzy nich wybierze opiekuna; jeżeli niema syna pełnoletniego, opieka należy do ojca lub matki.

Może także rada familijna sposób i warunki zarządzania żony lub matki oznaczyć.

600. W braku osób w poprzedzającym artykule wymienionych, alboteż, jeżeli osoby te opieki sprawować nie mogą lub się od niej prawnie wymówią, opiekuna mianuje rada familijna.

601. Nikt oprócz małżonków, wstępnych i zstępnych nie jest obowiązany dłużej jak lat 10 sprawować opieki nad bezwłasnowolnym.

Po upływie tego czasu rada familijna na żądanie opiekuna winna w jego miejsce innego mianować.

602. Dochody bezwłasnowolnego używane będą głównie na osłodzenie jego losu i przyspieszenie wyleczenia. Rada familijna postanowi, w miarę zamożności bezwłasnowolnego i stosownie do rodzaju choroby, czy winien być pielęgnowanym w domu, czy oddany do odpowiedniego zakładu. Gdy niema opiekuna z prawa, uchwała co do oddania bezwłasnowolnego do zakładu będzie wykonana dopiero po zatwierdzeniu jej przez sąd.

603. Jeżeli dzieci małoletnie lub pełnoletnie bezwłasnowolnego nie mają dostatecznego utrzymania z własnego majątku, rada familijna może oznaczyć z dochodów bezwłasnowolnego ilość na ten cel potrzebną. Może im także oddać w zarząd część majątku dla pobierania z niej przychodów na ich potrzeby.

604. Rada familijna może także na rzecz dziecka pełnoletniego lub dziecka, chociażby małoletniego, ale wchodzącego w związki małżeńskie uchwalić wydzielenie z majątku bezwłasnowolnego pod następnymi jednak warunkami:

1. iżby słabość umysłowa uznana była przez władzę lekarską za nieuleczoną lub długotrwałą.
2. iżby środki zaspokojenia potrzeb bezwłasnowolnego nie były uszczuplone.

Uchwała rady familijnej, wydzielenie stanowiąca, będzie wykonana dopiero po zatwierdzeniu jej przez sąd.

605. Zresztą przepisy tytułu o opiekach nad małoletnimi, o ile rozporządzeniom art. 583—604 nie są przeciwne, mają zastosowanie do opieki nad bezwłasnowolnymi.

ODDZIAŁ II.

O kurateli nad niedołężnymi.

606. Postanowienia kurateli nad osobą niedołężną na umyśle mogą żądać:

1. Każdy, kto może żądać uznania bezwłasnowolności.
2. Prokurator nietylko w przypadkach, w których podług art. 585 może żądać uznania bezwłasnowolności, lecz także na żądanie samego niedołężnego.

607. Postanowienie kurateli nad niedołężnym następuje w ten sam sposób, jak uznanie bezwłasnowolności stosownie do przepisów art. 586—596.

608. Wyrok kuratelę stanowiący mianuje zarazem kuratora.

609. Sąd, rozpoznający żądanie o uznanie bezwłasnowolności, mocen jest, oddalając takowe, postanowić kuratelę z urzędu. Jeżeli postanowienie to przez izbę cywilną było wydane, będzie wykonane dopiero po zatwierdzeniu go przez senat w sposobie w art. 594 wskazanym.

610. Mianowany kurator postara się niezwłocznie:

1. o wniesienie ostrzeżenia do ksiąg hypotecznych, w których zapisany jest jakikolwiek majątek niedołężnego. Ostrzeżenie winno być wniesione niezwłocznie po zapadnięciu wyroku I-ej instancji kuratelę stanowiącego, jeżeli poprzednio, stosownie do rat. 591 wniesione nie zostało,

2. o spisanie inwentarza za przywołaniem osoby, której dodany został. Odpis inwentarza złoży prokuratorowi przy izbie cywilnej i temuż będzie zdawał corocznie sprawę: o stanie osoby, której dodany został, o działaniach z jego wpływem dopełnionych i w ogólności o zmianach zaszłych co do majątku, inwentarzem wykazanego.

611. Niedołężny na umyśle, mający dodanego kuratora, porównany jest pod względem zawiadywania swoim majątkiem z małoletnim usamowolnionym; mocen jest wszakże sąd oznaczyć czynności zarządu, jakie bez kuratora nie mogą być przedsięwzięte.

ODDZIAŁ III.
O kurateli nad marnotrawnymi.

612. Postanowienia kurateli nad marnotrawnym mogą żądać:

a) krewni do 12-o stopnia.

b) współmałżonek.

c) w braku krewnych do stopnia 12-o i współmałżonka, oraz gdy marnotrawny ma dzieci małoletnie — prokurator.

613. Postanowienie kurateli nad marnotrawnym nastąpi w ten sam sposób, jak postanowienie jej nad niedołężnym, z tą różnicą, że zamiast badania stanu umysłowego mogą być naznaczone inne środki dowodu marnotrawstwa.

614. Marnotrawny, mający dodanego kuratora, porównany jest pod względem możności zawiadywania swoim majątkiem z małoletnim usamowolnionym. Sąd jednak może oznaczyć, w jakich ilościach i w jakich terminach dochody gotowe pobierać może.

615. Co do sporządzenia inwentarza kurator marnotrawnego zastosuje się do art. 494 z wyjątkiem, że inwentarz majątku może być sporządzony prywatnie za podpisem kuratora i marnotrawnego, w 3 egzemplarzach, z których jeden będzie złożony prokuratorowi, drugi pozostanie przy kuratorze, trzeci oddany będzie marnotrawnemu.

616. Gdyby marnotrawny, mający dodanego kuratora, przez szkodliwy zarząd majątek swój na zmniejszenie narażał lub pobierane dochody marnował z narażeniem się na brak funduszów na dalsze utrzymanie, osoby w art. 612 wymienione, również jak kurator, mogą żądać odjęcia mu zarządu.

617. W razie zaniesienia żądania o odjęcie zarządu, postąpione będzie podług przepisów o uznaniu bezwłasnowolności w art. 586 — 596 objętych. Sąd, odejmując zarząd, postanowi, że urządzoną będzie opieka. Będzie zarazem wniesione ostrzeżenie, że prawo zarządu zostało marnotrawnemu odjęte.

618. Co do opieki nad majątkiem marnotrawnego zastosowane będą przepisy art. 598 — 601. Opiekun obowiązany będzie oddawać marnotrawnemu czysty dochód, pozostający po potrąceniu wydatków na zarząd, procenta od kapitałów i inne ciężary.

619. Rada familijna może postanowić, iżby część dochodu czystego obracana była na zaspokojenie długów majątek marnotrawcy ciążących, oraz na utrzymanie żony i dzieci marnotrawnego; może także oznaczyć, w jakim sposobie i w jakich terminach dochody marnotrawnego wydawane być mają.

620. Marnotrawny mocen jest przeglądać rachunki z zarządu i uwagi swoje przewodniczącemu w radzie familijnej przedstawiać, który postąpi stosownie do artykułu 546.

ODDZIAŁ IV.
O opiece lub kurateli nad głuchoniemymi i niemymi.

621. Gdy się okaże, iż głuchoniemy pozbawiony jest wszelkich możności objawienia swej woli, winien być uznany za bezwłasnowolnego z zachowaniem przepisów w oddziale I objętych, i w takim razie urządzoną będzie nad nim opieka.

622. Głuchoniememu lub niememu, z wielką tylko trudnością mogącemu wolę swą objawiać, może być dodany kurator stosownie do przepisów oddziału II-o.

623. Przy badaniu stanu umysłowego zapytania i odpowiedzi czynione będą na piśmie, a w razie nieumiejętności pisania, na znaki, za przybraniem znawcy.

ODDZIAŁ V.
O zniesieniu bezwłasnowolności lub kurateli.

624. Zniesienia bezwłasnowolności lub kurateli mogą żądać:

1. wszyscy, którzy mogą żądać postanowienia bezwłasnowolności lub kurateli.

2. sam bezwłasnowolny i mający kuratora.

3. prokurator w każdym razie, gdy uzna tego potrzebę.

625. Zniesienie bezwłasnowolności lub kurateli winno być wyrzeczone wraz z ustaniem przyczyny, która ich wyrzeczenie spowodowała.

626. Dla uzyskania zniesienia bezwłasnowolności lub kurateli postąpione będzie w sposobie, w jakim następuje ich postanowienie. Strona, która żądała postanowienia bezwłasnowolności lub kurateli, będzie do sprawy przywołaną, jeżeli przy życiu zostaje.

627. Wyrok, znoszący bezwłasnowolność, może postanowić dodanie kuratora. W takim razie postąpione będzie stosownie do art. 600 — 611.

628. Wraz z prawomocnem zniesieniem bezwłasnowolności lub kurateli:

1. obowiązki opiekuna lub kuratora ustają.

2. ostrzeżenia podlegają wykreśleniu, a w przypadku w artykule poprzedzającym przewidzianym, winno być obok tych ostrzeżeń objawione, że w miejsce bezwłasnowolności kuratela została postanowioną.

3. wyrok, znoszący bezwłasnowolność lub kuratelę, ogłasza się w sposobie, artykułem 596 przepisanym.

TYTUŁ VI.
O nieobecnych.

ROZDZIAŁ I.
O nieobecnych w ogólności.

629. Gdy dla ochronienia od szkody majątku osoby nieobecnej zastąpienie jej jest koniecznem i nie jest wiadomem, gdzie się ta osoba znajduje, lub też znajduje się w takiem miejscu, że nie podobna jest otrzymać od

niej w czasie właściwym potrzebnych w tym celu zleceń, sąd na wniosek prokuratora postanowi niezbędne co do jej majątku środki zachowawcze.

630. Sąd na wniosek prokuratora może również wyznaczyć zastępcę dla dopilnowania praw każdego nieobecnego, nie mającego pełnomocnika, przy inwentarzu lub działach pozostałości, oraz w sprawach lub egzekucjach przeciw niemu przedsięwziętych.

631. O rozporządzonych celem zastąpienia go środkach nieobecny, jeżeli pobyt jego jest wiadomym, winien być przez prokuratora lub wyznaczonego zastępcę niezwłocznie uwiadomiony. Obowiązki zastępcy ustają z chwilą dojścia zleceń osoby nieobecnej co do czynności, do której był wyznaczony.

632. Nieobecny, który z miejsca swego zamieszkania lub z miejsca ostatniego pobytu niewiadomo dokąd się wydalił i o którego istnieniu żadnej niema wiadomości, poczytuje się za zaginionego od chwili ostatnich o jego istnieniu wiadomości; zarząd tymczasowy nad jego majątkiem może być ustanowiony. Zaginiony po upływie czasu prawem oznaczonego może być uznany za zniknęłego, a majątek jego może być oddany w posiadanie tymczasowe, a następnie stanowcze osób, któreby w chwili zaginienia miały prawo do tego majątku, gdyby w tej chwili zaginiony był umarł.

633. Spadek, któryby przypadł na kogo po jego zaginieniu, będzie ulegał oddzielnemu tymczasowemu zarządowi, a po uznaniu zaginionego za zniknęłego, oddany będzie podług przepisów w art. 656 — 676 objętych w posiadanie tymczasowe lub stanowcze tych następców, którzyby mieli do niego prawo, gdyby zniknęły w czasie otwarcia spadku był już nie żył. Wierzyciele zaginionego nie mogą z tego spadku należności swych poszukiwać, chybaby udowodnili, że zaginiony był jeszcze przy życiu w czasie otwarcia takowego spadku.

634. Po ustanowieniu tymczasowego zarządu nad majątkiem zaginionego lub wprowadzeniu w posiadanie majątku zniknęłego każdy, któryby miał prawa do tego majątku, będzie mógł ich poszukiwać tylko przeciw tymczasowemu zarządcy lub przeciw osobom wprowadzonym w jego posiadanie.

635. Środki zachowawcze celem zabezpieczenia majątku osoby nieobecnej zarządza sąd okręgowy, w obrębie którego majątek jest położony. Względem ustanowienia tymczasowego zarządu nad majątkiem zaginionego, względem uznania go za zniknęłego, wprowadzenia w posiadanie jego majątku i wszystkich ważniejszych czynności zarządu tym majątkiem stanowi izba cywilna lub sąd okręgowy ostatniego zamieszkania zaginionego, podług tego, czy do niego należy lub nie, majątek, nadający w myśl art. 428 opiece przymiot większej.

636. Prokuratorowie są szczególniej obowiązani do czuwania nad dobrem nieobecnych, i w tym celu wszystkie władze i osoby uwiadamiać ich winny o przypadkach, w którychby zachodziła potrzeba zabezpieczeń majątku lub dopilnowania praw nieobecnego.

637. W przypadkach art. 340 i 341 kodeksu kar przewidzianych, a mianowicie, gdy wykazanem zostanie, że nieobecny, wydaliwszy się za granicę, pomimo uczynionego mu tamże przez rząd wezwania, nie powrócił lub zostaje za granicą dłużej nad czas ustawami podług jego stanu dozwolony lub bez szczególnych do tego za dostateczne uznanych powodów i nie wskutek szczególnego pozwolenia rządu, środki zachowawcze, jakie będą co do majątku jego przedsięwzięte, ustają z chwilą wzięcia tegoż majątku w sekwestr, podług oddzielnych w tym względzie istniejących przepisów.

W tych przypadkach nieobecny nie może być uznany za zniknęłego, lecz zaprowadzony sekwestr trwa do jego powrotu, śmierci lub do czasu prawomocnego wyrzeczenia kary za to w art. 340 kod. kar. postanowionej.

ROZDZIAŁ II.
O zaginionych.

638. Jeżeli zachodzi potrzeba dopilnowania praw lub określenia zarządu majątkiem osoby zaginionej i nie mającej pełnomocnika, sąd, na wniosek prokuratora, lub na żądanie osób, interes w tem mających, rozporządzi w myśl art. 629 stosowne w tym celu środki zachowawcze, a, jeżeli przez 6 miesięcy żadnej o zaginionym nie było wiadomości, ustanowi zarządcę tymczasowego nad jego majątkiem.

639. Sąd, mianując tymczasowego zarządcę, nakaże z urzędu wniesienie ostrzeżenia w księgach hypotecznych, w których jest zapisany majątek zaginionego pod zarząd oddany z wymienieniem ustanowionego zarządcy.

640. Ustanowiony zarządca winien zdawać sprawę ze swego zarządu przed prokuratorem przy sądzie, który zarząd ustanowił, a to w sposobie i czasie, przez tenże sąd oznaczyć się mającym. Przed tymże prokuratorem winien zdawać sprawę z wykonania pełnomocnictwa pełnomocnik zaginionego. Strony interesowane mocne są przeglądać złożone rachunki lub doniesienia i przedsiębrać środki właściwe celem ochronienia praw, przypaść im mogących.

641. Ustanowiony zarządca stosować się winien do przepisów w a. 2095 do 2098 o zarządzie sądowym objętych.

642. W razie zaginienia żony, mąż zachowuje prawa do zarządu jej majątkiem i majątkiem wspólnym, jakie mu służą z mocy ustawy lub na zasadzie umowy przedślubnej i może żądać powierzenia sobie zarządu tymczasowego nad majątkiem, którego oddzielny zarząd służył żonie.

W razie zaginienia męża, żona może żądać oddania sobie zarządu tymczasowego tak nad majątkiem wspólnym, jak i nad majątkiem męża, i obejmuje zarząd własnego majątku, przy wykonywaniu którego stosować się winna do przepisów art. 272—282 objętych.

Sąd może zarząd tymczasowy nad majątkiem zaginionego osobie obcej powierzyć, jeżeli zachodzi jeden z przypadków, w których współmałżonek z mocy art. 473 powinienby być wyłączony od opieki.

643. Mąż co do majątku żony, nad którym oddzielny zarząd jej służył, a żona co do majątku męża mogą żądać od sądu za przywołaniem następców współmałżonka oznaczenia ilości, jaka z dochodów tego majątku może być obracana na zaspokojenie ciężarów małżeństwa.

Z użycia tej ilości rachunek nie może być żądany.

644. W razie zaginienia jednego z rodziców, gdy drugi z nich nie żyje albo nie sprawuje władzy rodzicielskiej, urządzoną będzie nad dziećmi małoletniemi opieka. Oprócz tego w każdym razie, gdy zaginiony, mający małoletnie dzieci, pozostawił majątek, urządzona być winna opieka dla czuwania nad jego zachowaniem.

ROZDZIAŁ III.
O znikłych.

ODDZIAŁ I.
O uznaniu zaginionego za zniknego.

645. Uznania zaginionego za zniknego mogą żądać wszyscy, których prawa zależą od jego śmierci.

646. Uznanie zaginionego za zniknego nie może być żądanem przed upływem lat dwóch od czasu jego zaginienia, a gdy pełnomocnika do za-

rządu majątkiem zostawił, przed upływem lat 10-ciu od tegoż czasu lub lat 2 od czasu ustania pełnomocnictwa.

647. Wskutek zaniesionego żądania o uznanie zaginionego za zniknłego sąd nakaże przesłuchanie tak w miejscu ostatniego zamieszkania zaginionego, jak w miejscu ostatniego jego pobytu, osób, które o istnieniu jego mogą mieć wiadomość, a przytem mocen jest zarządzić inne środki celem powzięcia wiadomości o istnieniu zaginionego.

648. O wyroku, nakazującym wyprowadzenie śledztwa, wydane będą obwieszczenia, z wymienieniem:

1-o imienia, nazwiska i zamieszkania tak osób, uznania za zniknłego poszukujących, jak i ustanowionego tymczasowego zarządcy,

2-o imienia, nazwiska, powołania, zamieszkania i ostatniego pobytu osoby zaginionej,

3-o głównych prezdmiotów, z których się składa jej majątek.

Oprócz tego w obwieszczeniach tych objęte będzie wezwanie wszystkich osób, które o istnieniu zaginionego mogą mieć wiadomość, aby wiadomość tę właściwemu prokuratorowi udzieliły.

Obwieszczenia te będą umieszczone trzykrotnie z przerwą jednomiesięczną w Gazecie Rządowej Królestwa, jednej z gazet warszawskich i dzienniku gubernji, w której zaginiony miał ostatnie zamieszkanie, i tej gubernji, w której przed wydzieleniem się zostawał.

649. Gdy do zaginionego nie należy majątek, nadający opiece przymiot większej, dostatecznem będzie umieszczenie obwieszczeń w jednej z gazet przez sąd oznaczonej i ogłoszenie wyżej oznaczonych szczegółów tak w miejscu zamieszkania jak w miejscu ostatniego jego pobytu w kraju, w kościele parafjalnym lub w domu modlitwy wyznania zaginionego zgromadzonemu na nabożeństwo ludowi po ukończeniu nabożeństwa.

To ostatnie ogłoszenie będzie dostatecznem, i obwieszczenia nie będą wydawane, gdy majątek zaginionego nie przenosi 150 rsr. wartości.

650. Wydanie obwieszczeń lub uczynienie ogłoszenia, o których w artykułach poprzedzających jest mowa, zarządza prokurator.

651. Jeżeli wiadomem jest, że zaginiony wydalił się do Cesarstwa, obwieszczenia w art. 648 opisane, będą oraz umieszczone za staraniem Komisji Rządowej Sprawiedliwości w gazetach petersburskiej i moskiewskiej i w gazetach gubernji, do której udał się zaginiony lub w jednej tylko z tych gazet, jeśli do niego nie należy majątek, nadający opiece przymiot większej.

652. Nakazane śledztwo wyprowadzi wobec prokuratora delegowany w tym celu członek sądu.

653. Wyrok stanowczy, uznający zaginionego za zniknłego, nie może być wydany przed upływem roku od ostatniego obwieszczenia lub ogłoszenia o wyroku, śledztwo nakazującym.

654. Przy wyrokowaniu względem uznania zaginionego za zniknłego sąd będzie miał wzgląd na powody wydalenia się, oraz na przyczyny, które mogły być na przeszkodzie do powzięcia o nim wiadomości i w miarę stanu rzeczy przez śledztwo wykrytego może przed stanowczem uznaniem zniknienia nakazać inne jeszcze środki przekonania się o istnieniu lub pobycie zaginionego.

655. Sąd, uznając zaginionego za zniknłego, oznaczy zarazem datę, od której ma być za zaginionego uważany, z zastosowaniem się w tym względzie do zasady artykułem 632 objętej.

ODDZIAŁ II.
O skutkach uznania zaginionego za zniklego.

I. Oddanie majątku zniklego w posiadanie tymczasowe.

656. Jeżeli znikły pozostawił testament, otwarcie jego dopełnione będzie stosownie do przepisów w art. 1414 — 1423 objętych.

657. O wypadku, uznającym zaginionego za znikłego, dopełnione będą w sposób w art. 648 opisany obwieszczenia lub ogłoszenie z wezwaniem zarazem stosownie do art. 1185 i 1422 następców, wierzycieli i legatarjuszów.

Jeżeli do znikłego należy majątek, urządzoną hypoteką mający, lub prawa hypoteczne, odbędzie się na skutek takiego wyroku postępowanie hypoteczne spadkowe i obwieszczenia powyższe połączone będą z obwieszczeniami hypotecznemi, podług przepisów objętych w art. 1209 — 1212 co do obwieszczeń spadkowych w ogólności.

658. Następcy znikłego, którzyby brali po nim spadek, gdyby był umarł w oznaczonym przez sąd dniu zaginienia, legatarjusze jego i wogóle osoby, których prawa zależą od jego śmierci, mogą za złożeniem dowodu legitymacyjnego stosownie do art. 1203 — 1213 żądać wprowadzenia siebie w posiadanie tymczasowe majątku, jakiby im przypadł w chwili jego śmierci.

659. Stanowiąc wprowadzenie w tymczasowe posiadanie, sąd nakaże z urzędu wniesienie o tem ostrzeżenia do ksiąg hypotecznych, w których jest zapisany majątek znikłego w posiadanie oddany, z wymienieniem osób w posiadanie jego wprowadzonych.

660. Wprowadzenie w posiadanie tymczasowe nastąpić może dopiero po sporządzeniu wobec prokuratora inwentarza majątku i opisu przez biegłych, jakich do tego sąd wyznaczy, nieruchomości do znikłego należących, a zarazem po stawieniu przez żądających tego wprowadzenia rękojmi, odpowiedniej wartości całego w ręku ich pozostać mającego majątku ruchomego i jednorocznemu dochodowi z takiegoż majątku nieruchomego.

661. Do czasu sporządzenia inwentarza i złożenia rękojmi przez sąd za dostateczną uznanej, majątek znikłego zostawać będzie pod zarządem tymczasowym.

W razie niezłożenia rękojmi w ciągu sześciu miesięcy od przyznania tymczasowego posiadania majątku osoby za znikłą uznanej, sąd może postąpić podług przepisów na przypadek niezłożenia rękojmi przez użytkownika w art. 862 postanowionych.

662. Zstępni, wstępni i małżonek znikłego wolni są od obowiązku złożenia rękojmi co do wszelkich w ręku ich pozostać mających rzeczy ruchomych, wyjąwszy papierów na okaziciela i gotowizny.

663. W braku dostatecznej rękojmi gotowizna do znikłego należąca winna być w Banku Polskim na procent umieszczoną, a papiery publiczne złożone w tymże Banku dla pobierania od nich procentu.

Sąd może upoważnić do zatrzymania z tej gotowizny lub spieniężenia z papierów publicznych ilości, na zapłacenie długów zaginionego lub zarząd majątku znikłego niezbędnych.

664. Inwentarz majątku i opis stanu nieruchomości, oraz kwity Banku złożone zostaną prokuratorowi. Sąd na wniosek prokuratora postanowi:

1. czy inwentarz lub opis są należycie sporządzone lub uzupełnione być winny.

2. jakie rzeczy ruchome sprzedane być powinny, z zastosowaniem się w tym względzie do zasad w art. 500, co do sprzedaży rzeczy ruchomych małoletniego wskazanych.

3. w jakich epokach rachunki z zarządu prokuratorowi winny być składane.

665. Do zarządu majątkiem w posiadanie tymczasowe oddanym stosują się przepisy, art. 486 — 530 o sprawowaniu opieki i zarządzie opiekuna objęte, ze zmianami w następnych art. 666 — 679 oznaczonemi.

666. W przypadkach, w których opiekun nie może działać bez wpływu opiekuna przydanego lub bez upoważnienia rady familijnej, wprowadzeni w posiadanie tymczasowe udać się winni do prokuratora, który dopilnuje przedsiębranej czynności, a gdy wymagane jest upoważnienie rady familijnej, przedstawi rzecz pod rozpoznanie sądowi.

667. Sąd w żadnym razie nie może upoważnić do przedaży majątku nieruchomego; do zaciągnienia zaś pożyczek na rzecz zniknego lub użycia jego kapitałów wtedy tylko mocen jest udzielić upoważnienie, gdy to na zapłacenie jego długów lub dla ocalenia jego majątku jest koniecznem.

668. Prokurator czuwać będzie, aby przedaż przymusowa majątku nieruchomego osoby zaginionej na żądanie wierzycieli nie była dopuszczoną, gdy z inwentarza lub składanych mu doniesień i rachunków przekona się, że znajdują się lub mogą być otrzymane fundusze potrzebne do ich zaspokojenia.

669. Wszelkie koszta zarządu majątkiem zaginionego, jakoteż koszta sporządzenia inwentarza jego majątku i opisu nieruchomości, zaspokojone być winny z tegoż majątku. Koszta uznania zaginionego za zniknego. oraz wprowadzenia w posiadanie jego majątku zaspokojone być winny w połowie z tegoż majątku a w połowie przez osoby wprowadzone w posiadanie tymczasowe.

670. Przychody czyste z majątku zniknego do czasu przyznania posiadania tymczasowego stanowią kapitał zniknego, od czasu przyznania posiadania połowa czystego dochodu z tegoż majątku staje się własnością osób którym to posiadanie jest przyznane, druga zaś połowa tego dochodu winna być na procent w banku umieszczoną i wraz z procentem, jakiby przyniosła, pozostaje własnością zniknego. Sąd jednak na żądanie żony zniknego, jego dzieci lub ich opieki może z tej drugiej połowy jego dochodów wyznaczyć im alimenta, podług zasad w art. 372 objętych.

671. Wprowadzeni w posiadanie tymczasowe mocni są uskutecznić między sobą podział tymczasowy majątku w posiadanie im oddanego, lecz podział ten winien nastąpić w naturze i żadna sprzedaż w drodze działów nie może być dopuszczoną.

672. W razie nadużycia w zarządzie majątkiem zniknego, sąd na wniosek prokuratora właściwe środki zaradcze przedsięweźmie. Gdyby zaś skutkiem tego zagrażała temuż majątkowi szkoda, przenosząca wysokość złożonej rękojmi, lub gdyby wcale rękojmia złożona nie była, sąd w miarę ważności wykrytego nadużycia, albo rozporządzi złożenie dodatkowej rękojmi, albo postąpi w sposób, na przypadek niezłożenia rękojmi przez użytkownika w art. 862 oznaczony, nie pozbawiając wszakże wprowadzonych w posiadanie prawa do połowy czystego dochodu.

II. Oddanie majątku zniknego w posiadanie stanowcze.

673. Po upływie lat 10-ciu od wyroku, uznającego zaginionego za zniknego, osoby w art. 658 wymienione mocne są żądać przyznania sobie posiadania stanowczego jego majątku.

674. Wskutek takiego żądania sąd nakaże dopełnienie jednego obwieszczenia lub ogłoszenia podług przepisów w art. 648 i następnych objętych i w miarę uznanej potrzeby mocen jest zarządzić inne środki celem przekonania się, czy o istnieniu lub pobycie zniknego żadnych niema wiadomości.

Po upływie dni 30 od dopełnionego obwieszczenia lub ogłoszenia i przedsięwzięcia innych środków przez sąd nakazanych, jeżeli nie będzie

żadnej o istnieniu zniklego wiadomości, sąd może przyznać żądane stanowcze posiadanie.

675. Osobom, którym posiadanie stanowcze majątku do zniklego należącego przyznane zostało, służy prawo rozrządzania tym majątkiem.

Skutkiem tego tytuł własności majątku nieruchomego i prawa hypotecznego przepisują się na imię tych osób, sumy w banku dla zniklego złożone, będą im wydane, a stawione rękojmie ustaną.

676. Wprowadzeni w posiadanie stanowcze odpowiadają za długi zniklego podług zasad w tym względzie co do spadkobierców wogóle przepisanych.

ODDZIAŁ III.

Ustanie posiadania tymczasowego lub stanowczego.

677. Posiadanie tymczasowe majątku zniklego ustaje z chwilą zgłoszenia się jego lub z chwilą dojścia niewątpliwej wiadomości o jego istnieniu lub śmierci.

678. Wprowadzeni w tymczasowe posiadanie obowiązani będą zniklemu lub, w razie dojścia wiadomości o jego śmierci, spadkobiercom jego lub innym prawonabywcom zwrócić majątek im należny z całością przychodów od daty ustania przyznanego im posiadania, oraz zdać sprawę z zarządu tym majątkiem. Po dopełnieniu tego ustaną stawione przez posiadaczy rękojmie.

679. Nawet po wprowadzeniu w posiadanie stanowcze sam znikły, jeżeli się zjawi lub byt jego dowiedzionym zostanie, mocen jest zawsze odebrać swój majątek od wprowadzonych w takowe posiadanie.

680. Toż samo prawo służy spadkobiercom lub prawonabywcom zniklego, lecz tylko do upływu czasu przedawnienia od daty wprowadzenia w posiadanie stanowcze.

W tym przypadku czas przedawnienia jest 20-o letni przeciw zstępnym zniklego, a 10-o letni przeciw innym spadkobiercom lub prawonabywcom.

681. Przy zwrocie przez wprowadzonych w posiadanie stanowcze majątku do zniklego należącego zachowane będą przepisy w art. 825 — 829 co do posiadania dobrą i złą wiarą objęte.

TYTUŁ VII.

O aktach stanu cywilnego.

682. Celem udowodnienia urodzenia, małżeństwa i śmierci spisywane będą akta stanu cywilnego podług przepisów poniżej zamieszczonych.

ROZDZIAŁ I.

Przepisy ogólne.

ODDZIAŁ I.

O księgach aktów stanu cywilnego i sporządzaniu tych aktów.

683. Akta stanu cywilnego wyznawców religji chrześcijańskiej sporządzone będą przez duchownych przełożonych parafji; gdy obrządek religijny jest współcześnie dopełniony, będzie o nim w tych aktach uczyniona wzmianka i w takim razie zastępować będą zarazem metryki kościelne.

Dla wyznań, nie mających urządzonych parafji, oraz dla wyznań niechrześcijańskich akta stanu cywilnego sporządzone będą przez prezydenta,

burmistrza, wójta gminy lub według uznania Komisji Rządowej Sprawiedliwości przez osoby od niej do tej czynności upoważnione.

684. Dla spisywania aktów stanu cywilnego utrzymywane będą trzy księgi miejscowemi zwane: jedna na akta urodzenia, druga na akta małżeństwa, trzecia na akta zejścia, które pozostawać będą na miejscu, oraz jedna księga pod nazwiskiem kontrolującej, podzielona na trzy odpowiednie oddziały, która odsyłana będzie corocznie do archiwum hypotecznego, właściwego sądu okręgowego. Każda z tych ksiąg podzielona będzie na dwie części: pierwsza zawierać będzie rubryki przeznaczone dla spisywania aktów urodzenia, małżeństwa i zejścia, druga część będzie bez rubryki i w niej spisywane będą w niektórych przypadkach, niżej oznaczonych, akta sposobem protokularnym.

685. Każdy akt stanu cywilnego spisany będzie jednocześnie na dwie ręce w właściwej księdze miejscowej i w odpowiednim oddziale księgi kontrolującej.

686. Akta urodzenia, małżeństwa i zejścia spisywane będą sposobem tabelarycznym w rubrykach na ten cel podług oddzielnych wzorów przygotowanych.

687. Księgi miejscowe używane będą dopóty, dopóki jedna z dwóch części zapełnioną nie zostanie. Księga kontrolująca służyć będzie tylko na rok jeden, a gdyby w ciągu roku który z jej oddziałów był zapisany, przydany będzie drugi tom do tego tylko oddziału.

688. We wszystkich księgach przed rozpoczęciem ich używania stronice powinny być oznaczone liczbą kolejną, i każda karta powinna być przez osobę, na ten cel upoważnioną, podpisem kilku liter nazwiska zaznaczona, z poświadczeniem w końcu księgi, ile stronic zawiera.

689. Akta stanu cywilnego spisywane być powinny w księgach tej parafji lub gminy, w której zaszło urodzenie, małżeństwo lub śmierć. Jeżeli osoba, której spisany akt dotyczy, ma zamieszkanie w innej parafji lub gminie, utrzymujący akta obowiązany jest w ciągu dni 15-u przesłać odpis aktu utrzymującemu akta parafji lub gminy właściwej zamieszkania i o dacie przesłania, oraz komu przesłanie nastąpiło, zapisać wzmiankę obok sporządzonego aktu w odpowiedniej rubryce.

Przesłanie aktu małżeństwa spisanego w parafji jednego z małżonków nie jest potrzebne.

690. Utrzymujący akta stanu cywilnego, zaraz po otrzymaniu aktu, o którym w art. 689 jest mowa, spisze w księdze miejscowej i w księdze kontrolującej jednobrzmienny protokuł, w którym wymieni dzień, miesiąc i rok przysłania lub złożenia odpisu, treść aktu nadesłanego lub złożonego, oraz przez kogo był spisany, a następnie wpisze treść aktu w części tabelarycznej, odpowiednio napisom rubryk, z powołaniem liczby kolejnej protokułu i stronicy, na której jest spisany, wreszcie przy protokule powoła stronicę części tabelarycznej, na której akt nadesłany wciągnięty został.

691. Gdy miejsce, gdzie zaszedł wypadek, nie należało do obrębu parafji osoby wyznania chrześcijańskiego, względem której akt ma być spisany, akt powinien być sporządzony w księgach tej parafji, w której obrząd religijny został spełniony.

Gdyby obrząd religijny nie był odbywany lub do późniejszego czasu był odłożony, akt powinien być sporządzony przez utrzymującego akta innego wyznania chrześcijańskiego, a w razie przeszkody, z jego strony, przez prezydenta, burmistrza, wójta gminy lub innego urzędnika, którego prokurator przy sądzie okręgowym wyznaczy.

Wniesienie aktu do ksiąg właściwych zamieszkania nastąpi w sposób w art. 689 — 690 opisany.

692. Akta stanu cywilnego powinny być sporządzane w obecności dwóch przynajmniej świadków, mężczyzn pełnoletnich, religji chrześcijańskiej; — krewni stron mogą być świadkami aktu.

Przy aktach wyznawców religji niechrześcijańskiej świadkami mogą być niechrześcijanie, utrzymującemu akta z osoby znani.

693. Przyjmujący akt powinien w nim wyrazić, czyli zna osobiście zeznających, a co do starozakonnych powinien żądać okazania sobie książki legitymacyjnej lub świadectwa miejscowej władzy policyjnej, jeżeli sam nie jest urzędnikiem policyjnym miejscowym, oraz uczynić wyraźną o tem wzmiankę. Jeżeli strony interesowane nie są mu znane, tożsamość ich poświadczoną być powinna przez dwóch znanych mu dokładnie pod względem wiarogodności rekognoscentów i posiadających przymioty w art. 692 wymienione.

694. W każdym akcie stanu cywilnego wymienić należy miejsce, dzień, miesiąc i rok tak spisania aktu, jak urodzenia, małżeństwa lub śmierci, i, ile możności, godzinę, w której te wypadki zaszły, oraz imię, nazwisko, wiek, powołanie i zamieszkanie świadków i rekognoscentów.

695. W aktach stanu cywilnego to tylko zapisane być powinno, co w nich przepisy prawa wymienić nakazują.

Wszystkie dodatki zbyteczne nie będą miały żadnego znaczenia i wykreślenie ich może być postanowione przez izbę cywilną w drodze w art. 708 przepisanej.

696. Strony akt zeznające, wyjąwszy zawierających małżeństwo, mogą się wyręczać przez pełnomocników szczególnie do tego umocowanych aktem urzędowym lub stosownie do art. 1058 ks. II zeznanym.

697. Wszystkie akta w księgach stanu cywilnego powinny być pisane jednym ciągiem, czytelnie, bez skracań, miejsc próżnych, opuszczeń i przerw; liczby powinny być pisane literami, nie mogą się znajdować w ciągu aktu dopiski nad wierszami, lub między nimi. Nie wolno także skrobać lub przekreślać w akcie wykazów tak; iżby nieczytelnymi się stały, lecz wszystkie wyrazy zbyteczne lub mylnie napisane powinny być zakreślone, a w odpowiedniej rubryce, po wpisaniu tego, co zawierać powinna, należy uczynić wzmiankę, że wyrazy nie mają znaczenia; w tejże rubryce należy dopisać wszelkie dodatki lub wyrazy, w miejsce pomylonych w akcie znajdować się mające.

698. Przyjmujący akt stanu cywilnego powinien go przeczytać zeznającym, rekognoscentom i świadkom i o dopełnieniu tego w akcie wyraźną zamieścić wzmiankę.

Następnie akt powinien być w obu egzemplarzach podpisany przez wspomnione osoby. W razie niemożności podpisania przez którą z nich, przyczyna tego powinna być akcie wymieniona.

Każdy akt winien być na końcu podpisany przez urzędnika akt przyjmującego. W części tabelarycznej podpisy mieścić się powinny w rubryce, gdzie będzie najwięcej miejsca, inne rubryki powinny być podznaczone przez wszystkich, którzy akt podpisali. Jeżeli akt na jednej stronicy ukończony być nie mógł, wtenczas prócz podpisów i podznaczeń w końcu aktu takież podpisy lub podznaczenia na każdej stronicy zamieszczone być powinny.

699. Po ukończeniu i podpisaniu aktu sposobem tabelarycznym sporządzonego, pod rubrykami najwięcej zapełnionemi pociągnięta być ma linja prosta przez wszystkie rubryki, a miejsca próżne, jakieby się wskutku tego w nich okazały, będą zapełnione przeciągnięciem linji skośnych.

700. Umocowania i inne pisma, do aktów stanu cywilnego składane, powinny być w akcie wymienione, a po zaznaczeniu ich przez strony i urzędnika akt przyjmującego, oraz po zaopatrzeniu ich przez tegoż urzęd-

nika liczbą kolejną winny być do księgi kontrolującej w oddzielnym poszycie dołączone.

701. Każdemu służy prawo żądać wypisu tak z księgi miejscowej, jakoteż z księgi kontrolującej. Wypisy powinny być opatrzone pieczęcią urzędową. Wypisy te mają być poświadczone, jeżeli mają być użyte za obrębem sądu okręgowego, przez prezydującego w tym sądzie, jeżeli zaś mają być użyte za obrębem jurysdykcji innej izby cywilnej, powinny być poświadczone przez prezesa właściwej izby. Wypisy te i same akta mają tę samą wiarę, jak wszelkie akta urzędowe.

702. W oddzielnem postanowieniu przepisane będą: wzory do aktów, tak sposobem tabelarycznym, jakoteż sposobem protokularnym sporządzić się mających, wskazane zostaną osoby, mające się zajmować zaznaczeniem i sprawdzeniem ksiąg, tudzież oznaczona wysokość opłat należnych utrzymującym akta stanu cywilnego, wreszcie przepisane będą inne środki wykonawcze.

703. Szczególne środki, dążące do ścisłego wykonania przepisów prawa o aktach stanu cywilnego dla starozakonnych, wskazane są w oddzielnem urządzeniu.

ODDZIAŁ II.

O aktach stanu cywilnego za obrębem Królestwa lub co do wojskowych sporządzanych.

704. Akta stanu cywilnego za obrębem Królestwa Polskiego sporządzone będą mieć w Królestwie Polskiem wiarę, jeżeli spisywane były podług form używanych w kraju, w którym sporządzone zostały. Wypisy ich będą wiarygodnemi, gdy poświadczone były w Cesarstwie przez naczelnika właściwej gubernji, za granicą zaś państwa przez władzę miejscową i przez misję tego kraju lub konsulat jego w Cesarstwie lub Królestwie. Oba rodzaje wypisów powinny być nadto poświadczone przez dyrektora głównego prezydującego w Komisji Rządowej Sprawiedliwości.

705. Wszelkie akta stanu cywilnego za obrębem Królestwa Polskiego sporządzone, jakoteż akta przez władze wojskowe, chociażby w obrębie Królestwa sporządzone, powinny być na żądanie stron interesowanych wpisane do ksiąg właściwych w Królestwie z zachowaniem przepisu art. 689. Akta takowe, skoro do jakiejkolwiek władzy Królestwa nadesłane zostały, wpisywane będą, stosownie do rozporządzenia Komisji Rządowej Sprawiedliwości, i za pośrednictwem prokuratora, do ksiąg ostatniego zamieszkania lub, gdyby nie było wiadome, do ksiąg miejsca urodzenia osoby, której akt dotyczy.

Jeżeli akt nadesłany nie będzie obejmował dokładnej wiadomości bądź o nazwisku osoby lub miejscu jej urodzenia albo ostatniego zamieszkania w kraju, akt ten powinien być złożony w głównem archiwum krajowem.

706. O wydanem przez Komisję Rządową Sprawiedliwości zarządzeniu względem zachowania nadesłanych aktów i miescu, w którem zachowane być mają, wydane będą obwieszczenia w gazecie rządowej, a gdy zaś wiadome jest miejsce ostatniego zamieszkania osoby, której akt dotyczy, w dzienniku urzędowym gubernji właściwej, a co do miasta Warszawy w Gazecie Policyjnej.

707. Przepisy o sporządzaniu aktów stanu cywilnego dla wojskowych objęte są w ustawach wojennych Cesarstwa.

Sposób poświadczania tych aktów jest oznaczony w oddzielnem urządzeniu.

ODDZIAŁ III.
O sprostowaniu i uzupełnieniu aktów stanu cywilnego.

708. W razie potrzeby sprostowania zaszłych pomyłek lub uzupełnienia opuszczeń, dostrzeżonych w spisanych już aktach stanu cywilnego, strona, interes w tem mająca, wniesie o to żądanie do izby cywilnej drogą jednostronnego podania (illacji).

Prokurator mocen jest żądać sprostowania lub uzupełnienia aktów, gdy tego ze względów moralności lub dla porządku publicznego uznaje potrzebę.

Izba cywilna, albo żądanie wprost stanowczo rozpozna, albo nakaże wprzód przywołać inne strony, które mogą mieć przeciwny interes.

Od postanowienia izby służy stronom i prokuratorowi prawo odwołania się.

709. Utrzymujący akta stanu cywilnego po otrzymaniu wyroku, z którego sprostowanie lub uzupełnienie aktów ma nastąpić, spisze protokuł, stosownie do art. 690 i obok aktu, w księgach będącego, uczyni w odpowiedniej rubryce wzmiankę o postanowieniu wyroku.

710. Jeżeli księga kontrolująca do archiwum sądowego odesłana została, utrzymujący akta stanu cywilnego, po sporządzeniu protokułu i zapisaniu wyż wspomnianej wzmianki, prześle je w odpisach w ciągu dni ośmiu sądowi dla zapisania ich dosłownie w księgę kontrolującą.

711. Wyrok, sprostowanie lub uzupełnienie aktu nakazujący, nie może obowiązywać stron, które do tego wyroku nie wchodziły.

712. Wypisy z aktów sprostowanych lub uzupełnionych nie mogą być inaczej wydawane, jak tylko łącznie z wzmianką podług powyższych przepisów dopełnioną.

713. Ilekroć w ciągu sprawy cywilnej lub karnej będzie osiągnięty dowód urodzenia, małżeństwa lub śmierci, jakiego akta stanu cywilnego nie obejmują, prokurator obowiązany jest przesłać zapadły wyrok właściwemu urzędnikowi stanu cywilnego, który spisze tak protokuł, jak akt, w rubrykach właściwych.

ODDZIAŁ IV.
O odpowiedzialności utrzymujących akta stanu cywilnego i sprawdzaniu ksiąg.

714. Utrzymujący akta stanu cywilnego obowiązani są do przestrzegania ich całości. W razie nastąpionego zatracenia, zmiany w aktach, jakoteż w razie uchybienia przy sporządzaniu aktów i wydawaniu z nich wypisów, obowiązani będą do wynagrodzenia szkód z ich winy wynikłych i ulegać będą karom w kodeksie kar głównych i poprawczych zagrożonym.

715. Corocznie w ciągu pierwszych dwóch miesięcy księgi aktów stanu cywilnego powinny być sprawdzane przez osobę do tej czynności upoważnioną. Upoważniony do sprawdzania zamknie księgi miejscowe przez podkreślenie i podpisanie każdej części, z końcem upłynionego roku z księgą kontrolującą je porówna, następnie w jednej z ksiąg miejscowych oraz w księdze kontrolującej spisze jednobrzmienny protokul odbytej czynności, w którym zgodność ksiąg poświadczy, a w razie dostrzeżonych niezgodności lub uchybień, w protokule wszystkie wymieni. W innych księgach miejscowych zapisze wzmiankę, gdzie protokuł sprawdzenia został spisany, następnie księgę kontrolującą z poszytem dowodów złoży sądowi okręgowemu.

716. Prokurator w każdym razie obowiązany jest złożoną księgę z dowodami porównać, a w razie dostrzeżenia uchybień, przedsięwziąć od-

powiednie środki dla ich sprostowania, o ile tego stan rzeczy dozwoli i przedstawić sądowi okręgowemu swe wnioski, jakie z powodu tych uchybień za potrzebne uzną.

Sąd okręgowy, w razie uznania winy, właściwe kary pieniężne wyrzecze, jeżeli zaś uzna potrzebę pociągnięcia utrzymującego akta do odpowiedzialności karnej, uczyni o to do Komisji Rządowej Sprawiedliwości przedstawienie.

717. Od wyrzeczenia sądu okręgowego służy tak stronom, jak prokuratorowi odwołanie się do Komisji Rządowej Sprawiedliwości, która tak co do odwołania się, jak co do wydania decyzji kwalifikacyjnej względem pociągnięcia do odpowiedzialności karnej, ostatecznie stanowi.

ROZDZIAŁ II.
O aktach urodzenia.

718. Urodzenie dziecka powinno być w ciągu dni 14 od przyjścia na świat oznajmione i dziecko okazane utrzymującemu akta stanu cywilnego; w skutku tego akt urodzenia winien być spisany, chociażby obrząd uroczysty chrztu współcześnie nie był odbywany.

719. Urodzenie dziecka powinien oznajmić ojciec. Gdyby ojciec nie żył lub był w niemożności oznajmienia, dopełnić winien tego obowiązku w terminie, przez art. poprzedni oznaczonym, lekarz, chirurg, akuszerka lub inne osoby przy urodzeniu obecne, a, jeżeli matka nie w swoim zamieszkaniu porodziła, osoba, u której urodzenie nastąpiło. Uchybiający temu obowiązkowi ulegać będą karze od 1 do 20 rs. w miarę okoliczności towarzyszących i czasu spóźnienia.

720. Rabini tudzież inni dopełniający obrzędów religijnych wyznania mojżeszowego obowiązani są także donosić urzędnikowi stanu cywilnego o wypadkach urodzenia osób tego wyznania.

721. Utrzymujący akta stanu cywilnego powinien przekonywać się o przyczynie rzeczywistej niestawienia się ojca i o niej w akcie urodzenia uczynić wzmiankę.

722. W akcie urodzenia prócz szczegółów w art 694 wskazanych, sporządzający akt wymieni płeć urodzonego dziecka, imiona mu nadane, tudzież imiona, nazwiska, wiek, powołanie i zamieszkanie rodziców i osób zeznawających, uczyni wzmiankę o okazaniu mu dziecka. Jeżeli spisanie aktu było spóźnione, wymieni przyczynę spóźnienia.

723. Jeżeli urodzenie dziecka nie było w ciągu 3 miesięcy oznajmione, akt nie może być spisany bez upoważnienia izby cywilnej.

W tym celu strona, interes mająca, wniesie do izby cywilnej podanie i w niem wymieni lub dołączy dowody, epokę urodzenia i rodziców wykazujące. Izba cywilna mocną jest nakazać wprost spisanie aktu, jeżeli spóźnienie jest małoznaczące, oraz gdy do spisania aktu zgłaszają się rodzice, a względem ich tożsamości oraz czasu urodzenia dziecka żadna nie zachodzi wątpliwość, albo też, w miarę okoliczności, rozporządzi wprzód badanie świadków lub inny rodzaj dowodu z zastosowaniem się do przepisów, powyżej w art. 708 i wart. 398 i 399 umieszczonych.

724. Ojciec dziecka nieprawego łoża wtenczas tylko jako ojciec w akcie urodzenia może być wymieniony, gdy złożony jest wyrok prawomocny, za ojca go uznający, albo też, gdy, bądź w samym akcie lub w oddzielnym akcie urzędowym poświadczył, że dziecko z niego zostało spłodzone.

725. Akt uprawnienia dziecka zeznany będzie protokularnie, a przy akcie urodzenia zamieszczoną zostanie w odpowiedniej rubryce wzmianka o uprawnieniu z zastosowaniem się do art. 690, 709 i 710.

726. Ojciec dziecka, w kazirodztwie lub cudzołóstwie spłodzonego, nie może być w żadnym przypadku w akcie urodzenia jako ojciec zapisany.

727. Znajdujący dziecię nowonarodzone opuszczone obowiązany jest niezwłocznie zawiadomić o tem bądź władzę policyjną najbliższą, bądź przełożonego najbliższej parafji chrześcijańskiej, okazać dziecię z odzieżą oraz innymi przedmiotami przy niem znalezionymi i oznajmić wszystkie okoliczności co do czasu i miejsca znalezienia dziecka.

Przełożony parafji wskutek doniesienia znajdującego lub władzy policyjnej spisze protokuł, wymieniający powyższe szczegóły, oraz domniemany wiek dziecka, imię mu dane, tudzież osobę lub szpital przyjmujący do siebie dziecię na wychowanie; zaś w części tabelarycznej spisze akt urodzenia z powołaniem daty protokułu, na której został spisanym.

728. Jeżeli dziecię, przyszedłszy żywe na świat, umarło przed spisaniem aktu urodzenia, sporządzony będzie tak akt urodzenia, jak akt zejścia. Jeżeli spisujący akt nie widział dziecka żyjącem, zapisze w akcie urodzenia, w rubryce uwag, iż okazane mu było dziecko nieżywe z oświadczeniem, że żywe na świat przyszło.

729. Przy wniesieniu aktu przysposobienia dziecka spisany zostanie protokuł, wskutek którego w odpowiedniej rubryce aktu urodzenia przysposobionego zapisaną będzie stosowna wzmianka podług przepisu art. 709. Jeżeli przysposabiający ma zamieszkanie w innej parafji, utrzymujący księgi prześle wypis aktu dla wniesienia go do ksiąg właściwych podług przepisów w art. 689 i 690 objętych.

730. W razie przyjęcia religji chrześcijańskiej przez osobę innego wyznania, przełożony parafji prześle metrykę chrztu utrzymującemu księgi, w których akt urodzenia był spisany dla wniesienia przy nim wzmianki podług przepisów art. 709 i 710.

731. Gdyby księgi utrzymywane nie były, zaginęły lub zniszczone zostały, albo gdyby akt urodzenia spisany nie był lub z nich wydarty lub zniszczony został, albo zaginął, pochodzenie może być dowodzone podług zasad w art. 398 i 399 objętych. Za dowód zaś wieku osoby mogą służyć zeznania dwóch świadków, stosownie do art. 400 przyjęte.

ROZDZIAŁ III.
O aktach zapowiedzi i małżeństwa.

732. Każdy utrzymujący księgi aktów stanu cywilnego obowiązany jest prowadzić w jednym egzemplarzu osobną księgę zapowiedzi, która nie ulega zaznaczeniu i służy aż do całkowitego zapisania.

733. Iman, rabin lub inny duchowny wyznań niechrześcijańskich obowiązany jest utrzymywać księgę zapowiedzi, przez właściwego urzędnika stanu cywilnego zaznaczoną.

734. Księga zapowiedzi dzielić się będzie na dwie części. Jedna część obejmować będzie rubryki, w których mają być zapisane:

1. imiona, nazwiska, powołanie i zamieszkanie zamierzających zawrzeć śluby małżeńskie, jakoteż rodziców każdego z nich.
2. data ogłoszenia zapowiedzi z wzmianką, czy to jest pierwsza, druga lub trzecia, lub, czyli uzyskaną została dyspensa i od ilu zapowiedzi.
3. wymienienie, czyli małżeństwo było tamowane, oraz czyli tamowanie usunięte zostało, z powołaniem numeru aktu tamowania w drugiej części spisanego.

Druga część księgi zapowiedzi nie będzie miała rubryk, przeznaczoną jest do spisywania protokularnie oświadczeń o tamowaniu małżeństwa i o sposobie usunięcia tamowania.

Każdy protokuł mieć będzie kolejną liczbę, przy spisywaniu go obecność świadków nie jest konieczną.

735. Akt małżeństwa spisany być powinien w rubrykach na to przeznaczonych, niezwłocznie po dopełnieniu ślubu religijnego.

736. Akt małżeństwa powinien wymieniać prócz szczegółów w art. 694 wskazanych:

1. imiona, nazwiska, wiek, powołanie, miejsce urodzenia i zamieszkania małżonków.
2. imiona, nazwiska, powołanie i zamieszkanie ojca i matki każdego z małżonków.
3. pozwolenie rodziców, rady familijnej lub władzy przełożonej, jeżeli jest prawem wymagane.
4. miejsce i datę, w których nastąpiły zapowiedzi i zwierzchność, która uwolnienie udzieliła.
5. jeżeli ślub nie był dany przez właściwego duchownego, datę upoważnienia, które do księgi kontrolującej dołączone być powinno.
6. czas i sposób ustania poprzedniego związku małżeńskiego, jeżeli który z małżonków był wprzód zaślubiony.
7. oświadczenie małżonków, czyli zawarli umowę co do stosunków majątkowych lub nie, w pierwszym razie datę i miejsce zawarcia umowy, oraz urzędnika, który ją przyjmował.
8. oświadczenie duchownego i świadków, że małżeństwo obrzędem religijnym zostało zawarte.

737. Iman, rabin lub inny dopełniający obrzędu zaślubin osób niechrześcijańskiego wyznania obowiązany jest po dopełnieniu obrzędu udać się natychmiast wraz z nowozaślubionymi i świadkami do urzędnika stanu cywilnego celem spisania aktu małżeństwa i udzielenia objaśnień względem dopełnienia warunków prawem wymaganych.

738. Utrzymujący akta stanu cywilnego obowiązani są przekonywać się o dopełnieniu przez duchownych i przez strony wyznań niechrześcijańskich przepisów w rozdziale niniejszym w tytule o małżeństwie zamieszczonych, a w razie dostrzeżonego uchybienia spisać protokuł i przesłać go prokuratorowi przy sądzie okręgowym dla pociągnięcia winnego do odpowiedzialności.

739. Gdyby księgi utrzymywane nie były, zaginęły, albo zniszczone zostały, albo gdyby akt małżeństwa z nich wydarty lub zniszczony został, zawarte małżeństwo może być udowodnione bądź przez dokumenta, bądź przez świadków.

Jeżeliby księgi istniały, lecz w nich akt wcale spisany nie był, dowód przez świadków wtenczas tylko dopuszczony być może, gdy znajduje się ślad zawartego małżeństwa przy aktach stanu cywilnego w księgach kościelnych lub innych urzędowych aktach z epoki zawartego małżeństwa.

740. Samo posiadanie stanu nie uwalnia małżonka odwołującego się do tego stanu od obowiązku udowodnienia w sposób w art. poprzedzającym opisany, że małżeństwo zostało zawarte.

W razie śmierci obojga małżonków zostawujących dzieci, ma zastosowanie przepis art. 395.

741. Gdy spełnione zostało takie przestępstwo, iż od jego wykrycia zależy dowód zawarcia małżeństwa, sprawa karna przeciwko przestępcy może być wytoczona przez tych wszystkich, którzy mają interes, aby małżeństwo było udowodnione. Jeżeli przestępni przed rozpoczęciem sprawy karnej lub w ciągu jej umarli, sprawa może być wystosowana na drodze cywilnej.

742. Wyrok właściwego sądu, stanowiący nieważność małżeństwa, rozwód lub rozłączenie co do stołu i łoża na czas nieograniczony, powinien być przesłany przez prokuratora przy izbie cywilnej zaraz po otrzymaniu przezeń wiadomości, że stał się prawomocny, utrzymującemu akta stanu cywilnego, który zapisze przy akcie małżeństwa w odpowiedniej rubryce o postanowieniu sądu, z zachowaniem przepisu art. 709 i 710; w tym celu sądy duchowne, rozpoznające sprawy małżeńskie, przesyłać

będą wyroki prawomocne prokuratorom przy izbach cywilnych; prokuratorowie winni pilnować, iżby wzmianka była uczyniona.

743. Przepis powyższy ściąga się i do przypadku, w którym rozłączenie co do stołu i łoża wyrokiem zostało zniesione.

ROZDZIAŁ IV.
O aktach zejścia.

744. Utrzymujący akta stanu cywilnego powinien przed spisaniem aktu zejścia przekonać się naocznie o zaszłej śmierci; w razie niemożności przekonania się osobiście, akt zejścia spisany będzie po złożeniu poświadczenia zaszłej śmierci przez urzędnika policyjnego lub lekarskiego.

745. Akt zejścia spisany będzie na mocy zeznania dwóch przynajmniej świadków, o ile możności krewnych zmarłego lub innych, osobiście go znających.

Jeżeli śmierć nastąpiła nie w miejscu zamieszkania zmarłego, jednym ze świadków powinien być właściciel lub zarządca domu, albo osoba, u której śmierć nastąpiła.

746. Rabini tudzież inni dopełniający obrzędu pochowania zwłok osób wyznania mojżeszowego obowiązani są również dostarczyć urzędnikowi stanu cywilnego potrzebnych do spisania aktu zejścia wiadomości.

747. Akt zejścia, oprócz szczegółów w art. 694 wskazanych, wymieniać powinien:

1. imię lub imiona, nazwisko, wiek, powołanie i zamieszkanie zmarłego, tudzież rok, miesiąc, dzień i, o ile można, godzinę zaszłej śmierci,

2. imię, nazwisko, powołanie i zamieszkanie rodziców osoby zmarłej, pozostałego przy życiu małżonka, jeżeli osoba zmarła w związkach małżeńskich zostawała, tudzież dzieci, a w ich braku, innych najbliższych krewnych, o ile osoby te są wiadome.

Jeżeli rodzice lub współmałżonek wprzód już byli umarli, wzmianka o tem powinna być uczynioną.

3. miejsce urodzenia osoby zmarłej, jeżeli jest wiadome,

4. wzmiankę o nastąpionem naocznem przekonaniu się względem zaszłej śmierci lub o złożeniu w tym przedmiocie świadectwa z wymienieniem urzędu, który je wydał.

748. Pochowanie zwłok zmarłego nie może nastąpić przed sporządzeniem aktu zejścia pod karą, art. 543 kod. kar. gł. i popr. oznaczoną.

749. W przypadku śmierci gwałtownej lub nagłej pochowanie zwłok nie może nastąpić, dopóki nie będzie dopełnione obejrzenie zwłok przez urzędnika właściwego, podług przepisów policyjnych, a, jeżeli osoba zmarła nie jest znaną lub skutkiem nieszczęśliwego wypadku śmierci rozeznaną być nie może, dopóki nie nastąpi wystawienie zwłok dla publiczności.

Uchybienie temu przepisowi uelga karze, art. 544 kod. kar. głów. i popr. oznaczonej.

750. Urzędnik, spisujący protokuł obejrzenia i dopełnionego wystawienia zwłok, obowiązany jest w nim umieścić wiadomości w art. 747 wyszczególnione, o ile mógł je zebrać, i przesłać protokuł utrzymującemu akta stanu cywilnego dla spisania aktu zejścia podług przepisów art. 694.

751. W razie zaszłej śmierci w szpitalu, w areszcie, więzieniu lub w innym zakładzie, pod zawiadywaniem rządu zostającym, dozorca zakładu powinien zebrać wiadomości, w art. 747 wymienione i przesłać je dla spisania aktu zejścia utrzymującemu akta stanu cywilnego.

752. Pisarze sądów karzących, po wykonaniu kary śmierci na skutek wyroku, obowiązani są w ciągu 24-ch godzin przesłać utrzymującemu księgi potrzebne wiadomości do spisania aktu zejścia.

753. W przypadkach w art. 751 i 752 wymienionych o przyczynie śmierci i o zostawaniu za karę w więzieniu w akcie nie powinna być czyniona wzmianka.

754. Gdyby księgi utrzymywane nie były, zaginęły albo zniszczone zostały, albo, gdyby akt zejścia wpisany w nich nie był, albo był wyjęty lub zniszczony, zejście może być udowodnione bądź przez dokumenta, bądź przez świadków, z zachowaniem przepisu artykułów 398 i 399.

KONIEC.